



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

18e Législature — 1re session

Vol. 2 – Séances du 11 janvier au 19 février 1932

1931-1932

Texte établi par Donald Chouinard

Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

18e Législature – 1re session

Vol. 2 - Séances du 11 janvier au 19 février 1932

1931-1932

Séance du lundi 11 janvier 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission municipale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 57 créant la Commission municipale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Radiation de l'enregistrement
des droits réels**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Validation d'actes
dans Bonaventure et Gaspé**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la taxe
sur les transferts de valeurs mobilières**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable

M. Perrault) demande la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rivière-au-Tonnerre,
dispensaire**

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaires des ouvriers employés
aux travaux pour remédier
au chômage**

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), demande la permission de présenter le bill 54 concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des droits
sur les divertissements**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Il annonce que la taxe sur le divertissement, qui est actuellement de dix pour cent de la valeur du billet, sera légèrement augmentée, ce qui veut dire qu'elle sera majorée à quinze pour cent.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il s'agit d'une augmentation de taxes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, une légère augmentation de taxes. Les honorables gentilshommes qui veulent s'amuser devront payer un peu plus pour leur plaisir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi imposant la taxe d'hôpital

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

La taxe d'hôpital sur les repas sera augmentée, de son statut actuel de cinq pour cent sur les repas de plus d'un dollar, à cinq pour cent sur tous les repas vendus, incluant ceux servis sur les chemins de fer et sur les bateaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), demande la permission de présenter le bill 45 modifiant l'article 6 de la loi des syndicats professionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lots détachés du comté de Beauce et annexés au comté de Dorchester

M. Giguère (Dorchester), appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), demande la permission de présenter le bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean, annexion d'un territoire

M. Fillion (Lac-Saint-Jean), appuyé par le représentant de Laviolette (M. Crête), demande la permission de présenter le bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le

bill 56 modifiant l'article 24 de la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des dettes et des emprunts municipaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): De quoi s'agit-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le but de ce projet est de permettre aux municipalités de contracter des emprunts, approuvés par les payeurs de taxes, à un taux d'intérêt plus élevé que celui qui est fixé par les règlements, en raison des conditions actuelles du marché. Ça répond au désir des banques qui désirent des taux d'intérêt plus élevés qu'en temps normal. L'amendement prévoit que lorsqu'une municipalité a été autorisée par les contribuables à négocier un emprunt à un maximum, disons, de cinq pour cent d'intérêt, et que les banques en demandent plus, l'administration locale a le pouvoir d'acquiescer à cette demande, dans les limites du raisonnable et sans avoir à retourner demander la permission aux contribuables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, articles 781 et 802

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant les articles 781 et 802

du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Shawinigan Falls' General Hospital

M. Frigon (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les honoraires payés pour le bill 105 modifiant la charte de The Shawinigan Falls' General Hospital soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution d'assistance publique.

Adopté.

Commission municipale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 57 créant la Commission municipale.

Il affirme que la Commission sera composée de deux membres qui n'ont pas encore été nommés. Je crois que nous allons nommer deux journalistes, dit le premier ministre.

Adopté.

Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Loi des droits sur certaines mutations de propriétés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Adopté.

Loi des droits sur les divertissements

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Adopté.

Loi imposant la taxe d'hôpital

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

Adopté.

Prison des femmes administrée par les sœurs servantes du Cœur immaculé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le contrat entre la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur immaculé de Marie dites révérendes sœurs du Bon pasteur de Québec, concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin et la réception, la garde et l'entretien de ces personnes qui seront incarcérées dans ladite prison, passé devant maître Charles Delagrave, notaire, le quatre novembre, mille neuf cent trente et un, sous le numéro douze mille six cent vingt-huit de ses minutes, et reproduit comme cédule de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit ratifié.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien a coûté la nouvelle prison?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable ministre des Travaux publics m'informe qu'elle a coûté \$400,000.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien de prisonnières s'y trouvent?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Environ dix ou douze.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est beaucoup d'argent pour prendre soin d'un nombre si peu élevé de prisonnières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que la prison sera utilisée pour accommoder toutes les prisonnières du district de Québec, ce qui peut représenter beaucoup. En plus, la prison a été construite pour rencontrer les besoins futurs.

Le gouvernement a construit cette prison du chemin du Bois Gomin pour le plus grand bien moral de la population et a cru bien faire en en confiant la direction aux religieuses, afin d'assurer aux malheureuses un endroit où elles pourraient purger les sentences imposées contre elles et recevoir en même temps

l'aide morale que seules les religieuses peuvent donner, dont la charité reconnue est si apte à remonter le moral des malheureuses condamnées à la geôle.

Je crois, dit-il, que le gouvernement a fait là une œuvre morale dont il n'aura qu'à se louer.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien de femmes peuvent y être internées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cent.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que nonobstant les dispositions du paragraphe a de l'article 1 de la loi 20 George V,

chapitre 11 et toutes dispositions à ce contraires du contrat passé entre le gouvernement de la province et *Verdun Protestant Hospital*, confirmé et ratifié par la loi 21 George V, chapitre 14, le gouvernement de la province de Québec paiera aux ayants droit, semi-annuellement, les intérêts sur l'emprunt de trois cent mille dollars contracté par *Verdun Protestant Hospital* et pourvoira chaque année au fonds d'amortissement requis pour le remboursement de cet emprunt à son échéance, et que les sommes nécessaires pour ces objets seront prises à même les crédits affectés par la Législature pour les asiles d'aliénés.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Dettes de Rouyn et de sa corporation des commissaires d'écoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paroisse Saint-Octave-de-Métis

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des renseignements sur les compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 9 h 15.

Séance du mardi 12 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Paroisse
Saint-François-Xavier de Chicoutimi,
emprunt par les syndics**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bissonnet), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant un certain emprunt et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition des syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant un certain emprunt, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane;
- bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue;
- bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 118, intitulé loi constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Adélard Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation les directeurs de funérailles de la province de Québec avec les pouvoirs nécessaires à la bonne administration d'icelle.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 61 modifiant la loi des licences.

Le but de cette mesure est de contrôler plus sévèrement les chalets construits au bord des grandes routes où les touristes peuvent trouver un gîte pour la nuit, et de réglementer les bureaux d'information installés à l'entrée des grandes villes. Ces bureaux dépendront à l'avenir d'une maison-mère qui les surveillera.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi des droits sur les successions.

Il déclare qu'il s'agit de corriger une erreur d'impression qui s'est glissée dans la version anglaise de la loi amendée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Commission des assurances sociales

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième rapport de la Commission des assurances sociales. (Document de la session no 33)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu un premier rapport?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, il a été déposé l'an dernier.

Questions et réponses:

Ponts de péage

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Combien de nouveaux ponts de péage sont en construction dans cette province?

2. Dans quelles localités est construit chacun de ces ponts?

3. Quand chacun de ces ponts sera-t-il ouvert à la circulation?

4. Quel sera le coût de chacun de ces ponts?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Cinq.

2. Sur le Saint-Laurent, entre l'Île d'Orléans et la côte de Beupré. Sur la rivière Richelieu, entre Saint-Joseph de Sorel et la cité de Sorel. Sur la rivière Yamaska, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest. Sur la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et la cité de Chicoutimi. Sur la rivière Saint-François, entre Saint-François du Lac et Pierreville.

3. Les trois ponts de la rive sud seront ouverts à la circulation à l'automne 1932. Quant aux deux autres ponts, il est impossible de répondre actuellement à la question, car tous les contrats ne sont pas encore donnés.

4. Il est impossible de répondre à cette question avant le parachèvement de tous les travaux et l'acquisition des terrains.

Prison des femmes administrée par les sœurs servantes du Cœur immaculé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Salaires des ouvriers employés aux travaux pour remédier au chômage

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi peut paraître extraordinaire, mais il est proposé pour faire face à une situation extraordinaire. Il est juste que les ouvriers que l'on veut sauver de la famine en votant des argents pour les faire travailler soient à l'abri de la saisie. Nous voulons, par cette mesure, rendre insaisissables les salaires des ouvriers qui sont employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage. C'est une mesure temporaire faite pour protéger les ouvriers. J'espère que la Chambre l'adoptera.

M. Guertin (Hull): Les ouvriers qui sont sous la loi Lacombe bénéficieront-ils de cette loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Absolument. Tous les ouvriers seront protégés.

M. Guertin (Hull): Alors, je m'accorde avec le gouvernement sur le principe de ce projet.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les salaires et les gages des ouvriers et des journaliers employés à des travaux entrepris pour remédier au chômage avec l'aide des gouvernements fédéral et provincial accordés en vertu des dispositions des lois du parlement du Canada intitulées: loi remédiant au chômage, 1930, (statuts du Canada, 21 George V, chapitre 1) et loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture, 1931, (statuts du Canada, 21-22 George V, chapitre 58) et les lois de cette province intitulées: loi de l'aide au chômage, 1930 et loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide au chômage (statuts de la province, 21 George V, chapitres 2 et 3) et loi de l'aide au chômage, 1931 (statuts de la province, 22 George V, chapitre 2) sont insaisissables relativement à toute réclamation pour des dettes contractées par cet ouvrier et ce journalier, avant le 1^{er} décembre 1931, nonobstant les dispositions du paragraphe 11 de l'article 599 du Code de procédure civile."

M. Guertin (Hull) propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Les salaires et les gages des ouvriers et des journaliers employés à des travaux entrepris pour remédier au chômage avec l'aide des gouvernements

fédéral et provincial accordés en vertu des dispositions des lois du parlement du Canada intitulées: loi remédiant au chômage, 1930, (statuts du Canada, 21 George V, chapitre 1) et loi remédiant au chômage et aidant à l'agriculture, 1931, (statuts du Canada, 21-22 George V, chapitre 58) et les lois de cette province intitulées: loi de l'aide au chômage, 1930 et loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide au chômage (statuts de la province, 21 George V, chapitres 2 et 3) et loi de l'aide au chômage, 1931 (statuts de la province, 22 George V, chapitre 2) sont insaisissables relativement à toute réclamation pour des dettes contractées par cet ouvrier et ce journalier, nonobstant les dispositions du paragraphe 11 de l'article 599 du Code de procédure civile."

M. Guertin (Hull): Il n'y a pas de provision pour l'année prochaine?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Nous espérons que l'an prochain la crise sera finie, que nous n'aurons plus de chômage et que nous ne serons pas obligés de voter une loi du chômage.

M. Guertin (Hull): Si le gouvernement change, oui.

(Murmures des ministériels et rires de l'opposition)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est le dernier des dangers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi s'appliquera-t-elle aux cultivateurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À tous ceux qui travailleront en vertu de la loi du chômage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, quel sera l'effet de la loi sur les saisies prises jusqu'à aujourd'hui contre les ouvriers payés avec l'argent du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous ne passons jamais de loi avec effet rétroactif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Très bien.

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant l'article 6 de la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet de ce projet est de permettre aux veuves des membres de syndicats professionnels de bénéficier de certains privilèges à la mort de leurs maris (assurances de leurs maris, secours en maladie, etc.). C'est pour éviter des procédures.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant l'article 24 de la loi des compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si une compagnie n'a pas commencé ses opérations

dans les trois années qui ont suivi son incorporation, sa charte sera annulée en vertu de la loi que nous proposons, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un jugement d'une cour de justice. Il y a eu des jugements contradictoires sur le point de savoir s'il faut qu'une plainte soit portée. Désormais la loi sera formelle. Au bout de trois ans, la charte sera nulle.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il y a des cas particuliers qui sont visés par le projet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a eu de nombreux cas, mais je n'en connais pas de particuliers.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots détachés du comté de Beauce et annexés au comté de Dorchester

M. Giguère (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Giguère (Dorchester): M. l'Orateur, deux paroisses du comté de Beauce ont été annexées au comté de Dorchester. Le but du projet est de faire les mêmes changements dans les bureaux d'enregistrement.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean,
annexion d'un territoire**

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Crédit agricole

M. Lamoureux (Iberville) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, documents, etc., relatifs à l'établissement d'un système de crédit agricole en cette province.

M. le Président, on m'a demandé de faire cette motion pour permettre la discussion en cette Chambre du problème du crédit agricole. Je l'ai fait avec plaisir, car il s'agit d'une question à laquelle je m'intéresse beaucoup. Un système de crédit agricole a été voté par le gouvernement fédéral, il y a quelques années. Nous avons passé nous-mêmes une législation pour permettre aux cultivateurs de la province de profiter de cette loi. La tentative faite l'année dernière par le gouvernement Taschereau de le rendre plus acceptable, en réduisant le taux d'intérêt, n'a pas réglé tous les maux. Le premier ministre Taschereau a promis que, si cela n'était pas satisfaisant, il créerait un système de crédit agricole pour Québec.

Malheureusement, la loi fédérale ne donne pas satisfaction. Pourquoi? Parce que cette loi fédérale a été adoptée pour tout le pays et ne convient pas à la province de Québec, principalement parce que la base d'évaluation des propriétés desquelles les emprunts sont demandés ne s'applique pas ici. La Commission du crédit agricole valorise surtout le terrain et néglige les bâtisses. Dans cette province, les bâtisses excèdent souvent le terrain en termes de valeur. Ainsi, les cultivateurs d'ici ne peuvent obtenir les sommes qui leur sont nécessaires.

La base d'évaluation de cette loi ne convient pas à notre province, à cause de notre mode de culture et de notre organisation agricole en général; de plus, la Commission provinciale du crédit agricole approuve certains prêts, mais ils sont refusés à Ottawa;

la Commission fédérale ne consent jamais que le tiers ou la moitié des sommes que la Commission provinciale l'autorise à prêter. Le gouvernement de la province devrait instituer lui-même un crédit agricole. Cependant, dans certains cas, des cultivateurs ne pourraient donner aucune garantie. Toutefois, il y a d'autres cas où les cultivateurs ont des propriétés et peuvent emprunter avec des garanties suffisantes.

J'ai ici copie de la loi d'Ontario où l'on a fondé un crédit agricole en 1923. La loi n'a pas été changée depuis. Le système du crédit rural provincial que d'aucuns critiquent a du bon, puisque la province d'Ontario avec un système de ce genre a pu prêter depuis 1923 une somme de \$50,000,000, et réaliser quand même un profit de \$600,000. Ontario prête aux cultivateurs sur cinquante pour cent de l'évaluation totale des propriétés. La Commission d'Ontario a fait 11,000 prêts à 5½ %. Le système de crédit fédéral n'a pas été satisfaisant. Le taux d'intérêt de 6½ %, s'il peut être satisfaisant pour certaines provinces, l'est beaucoup moins pour Québec où les conditions financières diffèrent beaucoup. Cette loi a rendu service aux cultivateurs des autres provinces, mais pas à ceux de chez-nous. C'est pourquoi il me semble évident que chaque province doit établir son propre système, quitte au gouvernement fédéral à contribuer au besoin.

Il dit qu'il n'est pas question d'offrir la charité aux cultivateurs. Ils ne la demandent pas et n'en ont pas besoin. Je suis en faveur d'un crédit agricole, mais comme il ne durera pas rien qu'un jour, il faut l'établir sur une base d'affaires seulement. Chaque cent que le gouvernement met dans ce plan devrait être garanti. Comme taux d'intérêt, il propose 5½ %, le taux en Ontario, comme le plus raisonnable. J'espère que le gouvernement provincial, dès cette session, l'établira. Pourquoi attendrait-on? Il y a une crise considérable dans la classe agricole, qui est due à bien des circonstances. Un bon nombre de cultivateurs sont voués à la faillite, mais il y en a un grand nombre d'autres qui sont en danger et qu'un crédit agricole pratique, immédiat et efficace, sauverait. Il dit qu'on ne devrait pas mélanger la politique à ce débat qui intéresse toutes les classes de la population.

Le cultivateur ne peut pas rencontrer ses obligations cette année, pour peu qu'elles soient considérables. Les cultivateurs ne peuvent rencontrer leurs obligations, mais ils ne sont pas tout seuls. Le Canadien National ne rencontre pas ses obligations et nombre d'industries! Il faut aider nos cultivateurs pendant la crise.

(Applaudissements)

M. Gagnon (Kamouraska): M. le Président, je félicite le député d'Iberville (M. Lamoureux) d'avoir présenté un tel sujet à l'attention de la Chambre. Tout le monde parle de crise économique depuis longtemps, et les gouvernements diversement sollicités ont exécuté de grands travaux, ont accordé de nombreux octrois. Mais il est une classe qui réclame l'attention immédiate, celle des cultivateurs.

La situation qui se présente dans nombre de cas est celle-ci: nombreux sont les fils de cultivateurs qui ont mis leurs économies dans l'achat d'une terre. Ils y ont travaillé, peiné et ainsi réussi à rencontrer jusqu'ici leurs obligations. Les cultivateurs de Québec, en temps de prospérité, ont fait ce qui était fait par leurs confrères des autres parties du monde.

Mais aujourd'hui l'avilissement des denrées agricoles est tel, qu'une fois les taxes et dépenses inévitables encourues, ces cultivateurs n'ont pas suffisamment de revenus pour honorer leurs obligations.

Les cultivateurs sont affectés par la dépression actuelle. Leurs propriétés sont dépréciées, leurs économies ont disparu, et il leur faut trouver de l'argent pour payer leur hypothèque.

Or, la loi des faillites place le créancier dans cette situation délicate, qu'il ne peut absolument plus compter sur la solvabilité de son débiteur qui, le jour où il lui plaira, peut se soustraire à ses obligations. Aussi, pour éviter le danger d'une perte, le créancier préfère faire vendre la terre afin de rentrer pleinement dans sa mise de fonds. Ainsi donc, voici des cultivateurs entreprenants, actifs, qui ont consacré leurs économies à la terre, et qui, victimes d'une dépression passagère sans précédent, sont menacés de perdre en un instant le fruit d'années de labeur. Le cultivateur a acheté des propriétés à des prix qu'il croyait raisonnables et que la crise a dépréciées.

D'autres, au temps de la prospérité, ont développé leur outillage et leur exploitation agricole. Des cultivateurs ont emprunté sur hypothèque. Mais après avoir grevé leur bien de cette dette, voilà que la crise ne leur permet pas cette année de rencontrer leurs obligations et les expose à la vente forcée. L'argent à emprunter est très rare, en campagne. Les cultivateurs ont de la difficulté à emprunter de l'argent, surtout avec les dangers qu'offre toujours en perspective la loi des faillites.

Il faudrait aider immédiatement ces cultivateurs par un crédit rural qui leur permettra d'échelonner sur une plus longue période leur dette et son remboursement. Et une classe qui doit être aidée, c'est celle des cultivateurs.

Cela ne doit pas signifier que le gouvernement doive prêter à 2 %, comme il a été question aux dernières élections¹. C'est impossible, car il faut établir le crédit agricole sur des bases d'affaires. Citons le cas d'un cultivateur qui a acheté une ferme au coût de \$4,000 dont \$2,000 comptant. Le versement annuel, plus l'intérêt, forment une somme de \$400 par année. Or, cette année-ci, le versement est impossible. Il faudrait donc étendre le remboursement sur plusieurs années, afin de former un versement annuel beaucoup moins considérable.

Le crédit agricole ne pourra guérir tous les maux, car il y a des cultivateurs dont la situation est si compromise qu'il sera impossible de les rescaper. Par contre, il reste un grand nombre de cultivateurs acculés à la banqueroute qu'un crédit agricole sauverait facilement, parce qu'il permettrait d'échelonner les paiements, avec des versements plus faibles. Ce que veulent les cultivateurs, c'est un système de crédit agricole, quel qu'il soit, qui leur permettra de rencontrer leurs obligations et de se libérer de leurs hypothèques à demande. Ces hypothèques peuvent jeter le cultivateur dans le chemin du jour au lendemain, lorsque le créancier hypothécaire devient trop pressant. Un crédit agricole avec un taux de 5 %, dont 4 % d'intérêt et 1 % pour le fonds d'amortissement, donnerait satisfaction.

Actuellement le système du crédit rural fédéral est impraticable. On ne veut pas prêter. Je prétends que c'est un crédit pour les cultivateurs riches et non pour les pauvres. Au surplus, il est mal approprié à notre province, car il ne prête que 20 % de la valeur des bâtisses, alors que ces dernières forment parfois la plus grande valeur de la ferme. Il faudrait prêter sur la valeur actuelle totale de la propriété.

On objectera que le gouvernement s'expose à perdre. Mais en quoi? La province pourrait prêter jusqu'à concurrence de la valeur des propriétés d'un cultivateur². Supposons une terre de \$5,000 et que l'on prête sur les deux tiers de la valeur. Le gouvernement avancera donc \$3,000, mais puisque la valeur de la terre est de \$5,000 et que le prêt est en première hypothèque, peut-on soutenir que le gouvernement coure quelque danger de perdre quoi que ce soit? Il aurait suffisamment de garantie.

Le crédit agricole servirait par ailleurs à résoudre heureusement la crise. Avec un crédit agricole nous sauverions 50 pour cent de la classe agricole. Nous empêcherions les cultivateurs d'aller grossir le nombre des chômeurs dans les villes. Le crédit agricole remédierait au chômage. Il permettrait au cultivateur d'employer des journaliers dont il lui

faut actuellement se dispenser par suite de sa situation financière. Le cultivateur ne peut exécuter le programme d'amélioration qu'il se propose. Le crédit agricole aiderait dans ce sens. Le gouvernement doit étudier un nouveau système qui répondra aux besoins de la classe agricole.

(Applaudissements)

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le Président, je félicite l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) d'avoir amené cette question devant la Chambre. Comme le gouvernement l'a annoncé dans le discours du trône, c'est son désir de rechercher le moyen d'établir un meilleur système de crédit agricole. Le discours du trône mentionnait spécifiquement que le crédit agricole est nécessaire à la classe agricole et que, s'il n'était pas possible d'améliorer le système de crédit fédéral, le gouvernement recourrait au crédit agricole provincial.

Les cultivateurs doivent être prospères pour qu'un pays soit prospère, car ils sont les producteurs. Le cultivateur prospère rend le détaillant prospère et ce dernier, à son tour, fait le succès du marchand de gros, et partant, du manufacturier. En voulant les aider dans un moment de crise, le gouvernement touche à la racine du mal. Il est bien évident que le crédit fédéral ne donne pas satisfaction. Je serais en faveur que l'on fasse des représentations au gouvernement fédéral - ce qui est difficile en ce moment - pour que l'on prête aux cultivateurs en basant l'évaluation sur la valeur totale des propriétés immobilières, terrains et bâtisses.

On a dit que le taux d'intérêt était trop élevé, mais telle n'est pas la principale raison qui fait que le système fédéral est défectueux, car un grand nombre serait prêt à payer 6 et même 7 %. Ce sont les exigences de la Commission du prêt agricole qui sont défavorables aux cultivateurs. La Commission n'a prêté qu'à cinq personnes dans le comté de Rimouski et pour un montant de \$7,400. Le comté de Rimouski n'est pas un comté pauvre. Il me semble que l'on aurait pu faire mieux. Mais il y a de grandes difficultés pour contracter un emprunt. Dans l'examen des titres, il faut remonter au cadastre. Or, dans le cadastre rendu à un certain point, on ne peut plus s'y comprendre: les numéros sont passablement embrouillés dans certains cas; des villages entiers sont parfois classés sous un seul numéro. Il y aurait certainement lieu d'améliorer la situation de ce côté.

L'honorable monsieur Kelly³ a signalé les grandes difficultés du prêt agricole. Je concours entièrement dans ses remarques. Je ne veux pas terminer sans citer à la Chambre le résultat d'une

enquête faite par M. le notaire Édouard Couture de Rimouski et publiée dans *Le Progrès du Golfe*. M. Couture a écrit des articles fort justes.

Je n'ai pas de système spécial à suggérer, car je ne savais pas que nous aurions à discuter cette question aujourd'hui même. On a parlé des caisses populaires pour aider la classe agricole. Les caisses ont fait beaucoup de bien. Je suggérerais une entente avec les caisses populaires dont l'administration a donné de si bons résultats jusqu'à présent. Je suis convaincu que le gouvernement est bien disposé et que nous devons tous appuyer les remarques de l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux), car je ne m'attends pas à grand-chose du gouvernement fédéral. S'il est une classe qui doit être protégée et aidée, c'est avant tout la classe agricole.

(Applaudissements)

M. Béïque (Chambly): M. l'Orateur, le meilleur système serait de prêter à fonds perdus à 6 % d'intérêt pendant quinze à 20 ans. Comme le gouvernement absorbe déjà 1½ % et qu'il peut emprunter à intérêt beaucoup moindre que 6 %, la différence constituerait le fonds d'amortissement. Les cultivateurs paieront l'intérêt, mais ils ne pourront pas payer le capital.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À ce compte-là, il y en a beaucoup qui voudraient emprunter dans ces conditions-là.

M. Béïque (Chambly): Le gouvernement sait parfaitement bien qu'il ne pourra pas se faire rembourser le capital.

M. Barré (Rouville): M. le Président, cette question n'est pas neuve pour beaucoup de gens, si par ailleurs elle le semble tout à fait pour les députés ministériels. Il y en a d'autres qui en ont parlé avant aujourd'hui. Elle a déjà été discutée en Chambre et au sein des associations de cultivateurs. Dès 1924, L'Union catholique des cultivateurs a réclamé un système de crédit rural basé sur les besoins de notre classe agricole. En 1925, lorsque j'étais président général de l'Union catholique des cultivateurs, j'ai préconisé l'aide des pouvoirs publics à l'agriculture sous la forme d'un système de crédit agricole coopératif par les caisses populaires. On m'a lancé des injures. Cela m'est arrivé souvent au cours de ma carrière. Autrefois, lorsque je le préconisais, on disait que j'étais digne d'entrer dans un gouvernement bolchevique. Je suis prêt à oublier tout cela, mais que l'on admette que l'on a eu tort d'attendre si longtemps.

Il ne faut pas s'imaginer que le crédit agricole sera une panacée à tous les maux et qu'il résoudra tous les problèmes. Le crédit agricole n'est pas le seul ni le plus grand remède, mais il est nécessaire. Le crédit rural est indispensable et très utile pour le père qui veut par exemple établir ses enfants sur des terres. Il faut bien savoir que tous les cultivateurs n'auront pas besoin de crédit. Moi-même, j'en aurais eu besoin il y a quelques années, mais pas aujourd'hui. Non pas parce que je suis député, mais parce que je suis rendu à un âge où tous les cultivateurs ont pratiquement payé leurs terres.

Les députés ministériels s'accordent maintenant à proclamer la nécessité urgente du crédit agricole. Cependant, quand nous réclamions la même mesure, il y a quelques années, leurs gens affirmaient que ce n'était qu'un cri politique, que la chose n'était pas nécessaire. Des députés ont même présenté des motions dans cette Chambre pour réclamer le crédit agricole, et cependant, les motions ont été rejetées par ceux mêmes qui réclament aujourd'hui le même crédit agricole. Je trouve étrange que la motion ne soit pas présentée par un membre du cabinet. Elle est assez importante pour cela.

Je suis en faveur du crédit rural, mais je trouve que le gouvernement y vient bien tard. S'il avait pris l'initiative voulue, il y a quelques années, alors que la chose était facile et normale, la crise agricole eût été moins rude, la classe agricole n'aurait pas été plongée dans un marasme aussi dangereux. Aujourd'hui, la classe agricole paie chèrement l'imprévoyance et l'impéritie du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel remède suggérez-vous au système actuel?

M. Barré (Rouville): Je le dirai tout à l'heure. Ou plutôt je vais le dire tout de suite, car j'aime à faire plaisir à l'honorable premier ministre. Le système actuel est fédéral. La base d'évaluation ne convient pas à notre province. En vertu du système actuel, on prête sur 50 % de la valeur de la terre et seulement 20 % de la valeur des bâtisses. Dans l'Ouest, où je suis allé en 1923 et 1927, la chose n'offrait pas d'inconvénient, mais dans la province de Québec, où l'industrie laitière a pris un grand développement, la situation change, car souvent les bâtisses représentent une valeur plus grande que la terre nue. Les taux réguliers d'intérêt allaient de 7 à 9 %⁴, car le capital engagé dans la culture du blé rapportait de 7 à 8 %⁵. Or, dans la province de Québec, on ne pourra même pas prétendre que le capital rapporte 6½ %. En temps normal

l'exploitation agricole dans notre province ne dépasse pas en rendement un intérêt de 5 %. Aussi le crédit fédéral était-il nettement insuffisant, puisqu'il imposait, rien que pour l'intérêt, 6½ %. Aujourd'hui, le gouvernement de Québec paie 1½ % d'intérêt sur chaque \$100 prêté par le fédéral.

Pourquoi le gouvernement provincial paie-t-il \$1.50 par \$100 quand il peut emprunter lui-même à moins de 5 % et prêter à la classe agricole? Supposons qu'un fils du premier ministre veut devenir cultivateur et veut emprunter à 6½ % du fédéral, le gouvernement provincial payant 1½ % de l'intérêt. Le premier ministre qui est homme d'affaires, lui dira: "Attends un peu mon garçon, tu peux emprunter à 5 %. Pourquoi emprunter du fédéral à 6½ %?"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous oubliez que le taux de 6½ % comprend le fonds d'amortissement.

M. Barré (Rouville): Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui, si l'on emprunte à 30 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas.

M. Barré (Rouville): L'intérêt seul est de 6½ % et le taux d'amortissement de 1 à 2 %. Aussi, si le gouvernement a enlevé 1½ % sur le taux de 6½ %, cela signifie que le cultivateur doit payer un intérêt de 5 %, plus le fonds d'amortissement.

Le crédit rural provincial serait évidemment plus pratique. Actuellement le 1½ % absorbé par le gouvernement est une perte nette, puisqu'il va au gouvernement fédéral. Comme le gouvernement emprunte ou se vante d'emprunter à moins de 5 %, s'il affectait ce 1½ %, il pourrait prêter aux cultivateurs à un taux fort abordable.

Je crois que j'ai répondu à la question du premier ministre.

M. Stockwell (Brome): Il faut tenir compte des pertes et des frais d'administration du prêt agricole.

M. Barré (Rouville): Quelles que soient les précautions que l'on prenne, il y aura toujours des pertes.

On dira qu'un pareil système peut entraîner des pertes de la part du gouvernement. Mais on

voudra bien se rappeler que si nous avons dépensé, à pleines mains, les deniers publics pour remédier au chômage, la chose est due dans une grande partie au fait qu'on a laissé dépeupler les campagnes pour encombrer les villes. Si l'on dépense aujourd'hui beaucoup pour le retour à la terre, c'est qu'on n'a pas pris les mesures nécessaires pour garder nos gens sur la terre. Inutile de prêcher le retour à la terre si les colons n'y peuvent rester.

Si l'on veut maintenir les cultivateurs sur leurs terres, il vaut mieux risquer de perdre quelques piastres sur un prêt quelconque - la nature humaine est faible - que de garder le système actuel qui nous a conduit à un désastre social. Si j'ai de la misère à vivre avec mes gens sur ma terre, j'irai cacher ma misère dans une grande ville. C'est ce que font les cultivateurs. Je veux dire un mot de la région de chez nous. Les cultivateurs seraient prêts à payer 7 %, car un homme qui se noie s'accroche à n'importe quelle branche. Dans une petite veillée, dimanche, un cultivateur me disait: "J'ai une propriété de \$5,000. J'ai besoin de \$2,000. J'en suis rendu à \$80 de dépenses pour les recherches de titres. On m'a dit que l'on était prêt à me prêter \$1,700." Un ami qui était là lui a dit: "Pourquoi n'as-tu pas demandé \$2,500 pour en avoir \$2,000?"

On a dit que le taux d'intérêt n'était pas un des grands obstacles au système fédéral. Non, si l'on veut parler de ceux qui sont condamnés à la banqueroute et qui, comme les noyés, se raccrochent à n'importe quoi. Mais chacun sait qu'à un intérêt de 7 %, pas un cultivateur dans notre province ne peut rester sur sa terre.

Le crédit rural fédéral offre de graves inconvénients à cause des frais pour la recherche des titres. D'ailleurs, il semble bien y avoir un parti pris de ne pas prêter du tout aux cultivateurs, même lorsque les conditions impossibles prévues par la loi sont remplies. Il semble que l'on refuse de prêter à ceux qui en ont besoin.

Un député a dénoncé le prêt agricole à 2 %. Je ne suis pas préparé à en discuter. Il est vrai que le gouvernement actuel a déjà prêté aux municipalités au taux de 2 % et même en bas de 2 % et je ne lui en fais pas de reproche. Ainsi, l'été dernier, l'argent qu'il a dépensé pour le retour à la terre ne lui a certainement pas rapporté et ne lui rapportera pas 2 %.

Le crédit agricole est une nécessité. Il faut un système de crédit rural bien établi. Si le gouvernement était nouveau, je comprends qu'il pourrait dire: "Nous ne sommes pas prêts à établir un crédit agricole dans la province." Mais le gouvernement a 34 ans d'existence. Il devrait être

prêt, il ne peut être excusable d'un pareil retard. Il aurait dû faire tout le travail déjà. À la dernière séance de l'année dernière, j'ai dit que le gouvernement serait forcé d'aider des municipalités et l'honorable premier ministre m'a dit que, pour une fois, le député de Rouville avait raison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Une fois n'est pas coutume. (Rires)

M. Barré (Rouville): Si nous sommes en face de campagnes trop dépeuplées, s'il y a un grand nombre de cultivateurs qui n'attendent que l'occasion de s'en aller, parce qu'ils ne peuvent plus résister s'ils ne sont pas aidés, le gouvernement devra en porter la lourde responsabilité pour une bonne part.

Dans mon comté, un des moins affectés par la crise, un secrétaire de municipalité très à l'aise me disait: "J'ai envoyé au conseil de comté les noms de 30 cultivateurs qui n'ont pas payé leurs taxes." Il y a des médecins qui donnent du poison à leurs malades pour les guérir. Le grand remède, c'est l'aide à la classe agricole. Que le crédit agricole soit bon ou mauvais, il faut l'employer. Il est nécessaire. Nous devrions avoir ce crédit agricole depuis longtemps. Le gouvernement a été imprévoyant, et la proposition du député d'Iberville aurait dû être présentée par un ministre, car il s'agit de l'intérêt national. On a assez crié au chômage, on a assez fait faire de bêtises aux pouvoirs publics pour se rendre compte qu'il ne faut plus de demi-mesures pour venir au secours de la classe agricole.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député de Rouville (M. Barré) a-t-il fait les représentations qu'il vient de nous faire au gouvernement fédéral?

M. Barré (Rouville): Lorsque j'étais président de l'Union catholique des cultivateurs, j'ai fait des représentations à tous les pouvoirs publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et depuis que vous êtes député?

M. Barré (Rouville): Je n'ai pas fait de représentations, car ce n'est pas moi qui ai charge de l'administration de la province. J'estime qu'il appartient au gouvernement de la province de faire ces représentations à Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie):

M. l'Orateur, l'honorable député de Rouville ne nous a pas fait de suggestion. Il n'est plus favorable au prêt à 2 % préconisé par ses amis. Je ne veux pas être malin à son égard, mais je suis surpris de voir qu'il n'ait plus de système à nous proposer.

Un crédit rural provincial immédiat s'impose pour sauver 10 à 15 % de notre population agricole. Le crédit agricole fédéral a été adopté avec réserve par la province. La Commission fédérale demande trop de garanties et se porte juge dans bien des cas où elle est plus exigeante que les compagnies d'assurances. Le crédit fédéral peut être bon ailleurs, mais il ne vaut pas pour la province de Québec.

Le gouvernement de Québec a accepté avec hésitation le crédit agricole fédéral, parce qu'il savait qu'il ne répondait pas aux besoins de la province de Québec. La grande lacune du prêt fédéral est qu'il n'accorde que 20 % de la valeur des bâtisses construites. Dans la province de Québec, cela ne convient pas, car plus de la moitié des bâtisses est payée.

Que l'on essaie maintenant d'avoir un crédit plus large. Tous les cultivateurs de bonne foi y consentiront, à quelque taux d'intérêt que ce soit, pourvu que le crédit soit réellement une aide aux cultivateurs. J'ai confiance au premier ministre, au ministre de l'Agriculture et à leurs collègues, qui ont déjà fait baisser le taux d'intérêt à 5 % pour le crédit fédéral, soit le prêt agricole fédéral à 6½ % dont le gouvernement provincial paiera 1½ % à condition qu'Ottawa amende sa loi quant à ses conditions de prêts.

Comme cela, le crédit actuel donnera satisfaction. Sur les 185,000 cultivateurs de la province, il y en a 90,000 qui n'ont pas besoin de crédit agricole.

Pour ceux qui en ont besoin, que l'on obtienne de meilleures conditions afin que nos cultivateurs puissent emprunter à 30 ans à 6½ %, en comptant le fonds d'amortissement, ce qui éteindrait complètement leur dette. De cela, j'en suis sûr, ils seraient complètement satisfaits.

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45**Loi des dettes
et des emprunts municipaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Taschereau) dit que, par cette loi, les municipalités pourront emprunter à un taux atteignant jusqu'à 6 %, contrairement à ce que la loi leur permet actuellement. Pour ce faire, elles devront s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁶:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Mercier (M. Plante).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) constate qu'il y a une augmentation de \$50,000 sur l'an dernier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y a augmentation à cause des nouveaux édifices construits au cours de l'année, tels que la prison des femmes, l'École de l'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, etc.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a-t-il l'intention de s'en tenir à la résolution adoptée par le Parti libéral, en 1896, en faveur de l'abolition de Spencer-Wood⁷, qui a coûté deux millions depuis 36 ans?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne connais pas cette résolution de 1896, je crois plutôt que c'est 1897. Le montant additionnel dont nous avons besoin est nécessaire pour l'entretien des bâtisses nouvelles dont le nouvel édifice du gouvernement, rue Saint-Augustin, qui sera prêt à être occupé au mois de septembre prochain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le gouvernement a des taux privilégiés pour l'éclairage du pont de Québec. J'espère que le gouvernement va agir de telle façon que les contribuables de Québec puissent bénéficier des mêmes avantages en obtenant des taux privilégiés. Pourquoi les citoyens de Québec n'auraient-ils pas les mêmes taux? Je voudrais savoir également comment il se fait que le gouvernement a des taux spéciaux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La réponse est bien simple. La compagnie fonde ses taux sur la consommation et comme nous consommons beaucoup, nous avons des taux moins élevés. Le député de Trois-Rivières voudrait que nous obtenions des taux plus bas pour le public. Celui-ci peut obtenir les mêmes taux que nous, en rapport avec la consommation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est la durée des contrats entre le gouvernement et la compagnie Quebec Power? Est-ce que vos contrats pour l'éclairage sont des contrats de longue durée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Dans la plupart des cas, ces contrats sont renouvelables tous les ans. Dans certains cas, nous avons des contrats de deux ou trois ans⁸.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable ministre n'a pas l'intention d'abandonner cette politique des contrats, vu qu'il y a un projet de municipalisation à l'étude?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ce projet ne s'est pas encore réalisé. La municipalisation est encore à l'état de projet. Dans le temps, si on en vient à cette politique, nous traiterons avec les autorités municipales.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) parle des réparations au palais de justice de Québec.

Il veut savoir comment les employés surnuméraires sont payés.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): De \$2.50 à \$3.25 par jour.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Pourquoi le gouvernement n'établit-il pas une échelle de salaire comme celle de la ville de Québec. Le gouvernement devrait payer des salaires plus élevés aux journaliers. Il ne leur paie que 25 et 30 cents de l'heure alors que les employés municipaux sont payés 40 cents de l'heure, jouant ainsi avec la misère de la classe ouvrière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous gardons nos employés, nous. La Commission du port les met à la porte. Voilà une légère différence entre nos deux administrations.

M. Guertin (Hull): J'ai applaudi, récemment, quand le premier ministre a annoncé qu'il ne réduirait pas le salaire des employés civils, mais je ne crois pas que j'ai été le seul à applaudir, parce que les salaires payés ne justifieraient pas une baisse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous avez applaudi, beaucoup d'autres applaudiront. (Rires)

M. Guertin (Hull): Les femmes de ménage sont-elles organisées en union?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'union matrimoniale, parfois.

M. Guertin (Hull): Les femmes de ménage se plaignent du traitement qu'elles reçoivent du gouvernement. Les femmes de ménage sont payées des salaires ridicules. Ottawa paie beaucoup plus cher.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les femmes qui font le ménage du gouvernement⁹, au nombre de 259, ne se plaignent pas de leur traitement, au contraire; d'ailleurs, elles reçoivent \$6 par semaine¹⁰ pour une heure et demie de travail par jour.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je répète que les salaires des journaliers à l'emploi de la province sont insuffisants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous ne sommes pas au conseil municipal de Québec ici pour faire de la démagogie à la veille des élections. Il n'y a pas de gens mieux payés que ceux qui sont à notre emploi. Tout récemment la province d'Ontario a diminué les salaires de ses employés. Un journal d'Ottawa que le député de Hull ne hait pas nous a félicité de n'avoir pas suivi cette politique. Les salaires des employés ont été révisés. De plus, le gouvernement a rétabli la pension pour les veuves et les enfants des employés, pension que le gouvernement conservateur avait abolie. Le gouvernement a donné l'assurance de groupe à ses employés et nous payons entièrement une somme de \$1,000 à la veuve d'un employé civil, à la mort de son conjoint. C'est la seule province de la Confédération qui protège aussi bien ses serveurs. Non seulement nous leur avons laissé les mêmes salaires cette année, mais plusieurs ont bénéficié des augmentations automatiques prévues par la loi passée il y a quelques années par notre gouvernement.

Le député de Saint-Sauveur proteste contre un salaire de \$2.50 à \$3.25 par jour. Mais il y a des milliers de travailleurs, de collets blancs même, qui seraient heureux de ce temps-ci de travailler pour cette somme.

(Applaudissements)

Ce n'est pas le temps de faire de la démagogie dans cette Chambre avec cette question des salaires. Le peuple est satisfait de notre politique; il nous l'a d'ailleurs prouvé lors des élections du mois d'août dernier.

(Applaudissements)

Nous continuerons notre politique de donner le plus de travail possible au plus grand nombre d'ouvriers possible et nous sommes certains que le peuple apprécie cette politique.

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Savez-vous que l'administration de M. Houde, votre chef, donne du travail seulement un jour par semaine à des pères de famille?

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull) dit qu'il ne s'occupe pas de l'administration de Montréal mais de l'administration provinciale et termine en dénonçant l'exploitation de l'ouvrier.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le premier ministre a bien tort de prétendre que je fais de la démagogie. Je ne fais que revendiquer pour les ouvriers et ouvrières de Québec que le gouvernement emploie, sous prétexte qu'ils se contentent de ce qu'on leur donne. Ce n'est pas de la démagogie que de demander un meilleur traitement pour l'ouvrier. Je tiens à défendre la classe ouvrière et à réclamer justice pour elle.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

M. le Président, je tiens à relever la déclaration de mon honorable ami le député de Saint-Sauveur quand il proteste de son amour pour la classe ouvrière. Il est échevin et membre de la Commission du havre. Il devrait commencer par ne pas mettre les ouvriers à la porte, ces ouvriers qui viennent maintenant demander du travail au gouvernement provincial. Tous les jours, il nous arrive des ouvriers congédiés par la Commission du havre.

Ce ne sont pas de grandes déclarations sur le parquet de la Chambre que l'ouvrier veut, mais des actes. Nous ne crions pas, mais nous donnons du travail à l'ouvrier, père de famille.

Nous donnons du travail à l'ouvrier, au plus grand nombre d'ouvriers possible, pour la durée de la crise. Nous leur donnons 30 cents de l'heure. Le député de Saint-Sauveur a mis à la porte des ouvriers employés depuis 15 ans qui viennent nous demander le train qu'il leur refuse.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) fait signe que non.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Ce n'est pas le député de Saint-Sauveur? Qui alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Répondez! C'est le temps de répondre!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je répondrai!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Répondez donc maintenant.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Si mon collègue est si protecteur des ouvriers, il devrait exercer son influence à la Commission du havre, afin que disparaisse cet ostracisme politique que l'on y pratique dans le congédiement des ouvriers.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des

édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille neuf cent sept dollars et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. etc.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. *L'Événement* du 13 janvier 1932, à la page 8, écrit 7½ à 8 %.

6. Monsieur Ivan-E. Vallée, sous-ministre des Travaux publics, accompagne le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 13 janvier 1932, page 8.

7. Résidence officielle du lieutenant-gouverneur.

8. *Le Soleil* du 13 janvier 1932, à la page 15, est le seul journal à parler d'une période de 3 à 5 ans.

9. *Le Soleil* du 13 janvier 1932, à la page 15, écrit "le parlement", mais nous pensons qu'il est plus plausible de croire qu'il s'agit du gouvernement.

10. *Le Soleil* du 13 janvier 1932, à la page 15, parle de \$18 par mois.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. C'est une promesse que les conservateurs auraient faite lors de la campagne électorale provinciale de 1931, d'après *Le Soleil* du 13 janvier 1932, à la page 15.

2. *L'Événement* du 13 janvier 1932, à la page 8, dit 50 % de la valeur de la propriété. Il s'agit d'une erreur, car cela ne s'accorde pas avec la démonstration qui suit.

3. Membre du Conseil législatif.

4. *L'Événement* du 13 janvier 1932, à la page 8, écrit 5 à 9 %.

Séance du mercredi 13 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Municipalité scolaire protestante de Verdun,
bureau de six syndics**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Bureau des syndics d'école protestant de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite municipalité scolaire de la cité de Verdun à former un bureau de six syndics et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition du Bureau des syndics d'école protestant de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite municipalité scolaire de la cité de Verdun à former un bureau de six syndics, est présentée, lue et reçue.

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Votre comité a aussi examiné le bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, y a fait certains amendements et a retranché du préambule le premier paragraphe.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des syndics de la paroisse Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant un certain emprunt;

- de Quebec Power Company, demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à acquérir le Quebec Railway, le Quebec County Railway et autres fins. Ce dernier rapport est adopté sur division.

The Quebec Power Company

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je vois par cette pétition que la Quebec Power demande des pouvoirs qui ne sont pas mentionnés dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Il est dit, dans le rapport du comité des règlements, que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants. D'après les articles 503 et 504, tout bill doit être précédé d'un avis exposant la substance et les effets de la mesure présentée. L'article 503 ajoute que, dans la présentation d'un bill privé, toute dérogation à la loi générale et tout amendement à une loi spéciale doivent être mentionnés dans l'avis du bill. Dans le cas qui nous occupe, il est question de certains amendements à la charte de la cité de Québec et on n'en parle point. J'ai en mains l'avis de ce bill, qui ne parle que de l'augmentation de certains pouvoirs, de l'achat de Quebec Railway et du Quebec County Railway par la Quebec Power.

Je sais cependant que la compagnie désire certains amendements à la charte de la cité, en rapport avec son contrat, ainsi que des amendements à la charte des chemins de fer. Pour toutes ces raisons, j'estime que la publicité officielle a été absolument insuffisante et les contribuables intéressés ne sont pas assez renseignés. L'avis donné aurait dû être conforme à la loi et c'est pourquoi je tiens à enregistrer cette objection contre le rapport. Je demande donc que cette pétition ne soit pas reçue, les avis étant insuffisants.

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, il me fait plaisir de parler sur la question à titre de parrain de ce bill amendant la charte de la cité de Québec. D'après le rapport de l'officier en loi, il y a des sections dans ce bill qui pourraient amender la charte

de la ville de Québec et le contrat survenu entre la ville et la compagnie, et dont il n'est pas mention dans l'avis publié par la *Gazette officielle*. Dans ce bill, la ville demande le droit de municipaliser les services d'électricité à Québec, et cela vient en conflit avec les demandes contenues dans la pétition du Québec Power.

Il (M. Drouin) cite à cet effet un paragraphe tiré de l'opinion écrite de l'officier en loi, paragraphe qui se lit comme suit:

"L'article 6 du bill peut être considéré - puisqu'il traite des relations particulières de la compagnie avec la ville de Québec - comme amendant la charte de la cité de Québec, car il réduit les pouvoirs que la cité de Québec possède d'après sa charte quant à l'établissement d'un système d'éclairage."

Comme il y a des articles qui intéressent les contribuables, on aurait dû en faire mention dans les avis. Je m'unis donc à l'honorable député de Trois-Rivières pour demander que le comité des règlements étudie de nouveau la question.

M. Stockwell (Brome) dit que l'avis est régulier, parce que le comité des règlements a eu en mains les avis de la cité de Québec et la requête de la compagnie, et qu'ainsi les renseignements étaient complets.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Comme j'ai accepté de présenter le bill du Québec Power, je désire ajouter un mot. La question des avis a été soulevée ce matin au comité des règlements. L'avis mentionne que le Québec Power demande certains privilèges dans la ville de Québec, et le comité des règlements a décidé que cela couvrirait les privilèges mentionnés dans le bill. On ne peut prévoir dans un avis quels seront les effets indirects d'un bill et en donner la substance. Autrement, ce serait la répétition de ce bill. La pétition qui nous occupe a été donnée directement, et je crois qu'elle est conforme au règlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le comité des règlements a accepté la pétition et nous devrions accepter son rapport. Si les demandes du Québec Power ne sont pas couvertes par les avis, nous pourrions en juger lorsque le bill sera étudié au comité des bills publics ou au comité des bills privés. Mais, pour le moment, je crois que nous devrions adopter le rapport du comité des règlements approuvant la pétition.

M. l'Orateur: Je réserve ma décision.

Rapports de la Commission des assurances sociales

M. Poulin (Montréal-Laurier), appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias), propose que les deux rapports de la Commission des assurances sociales qui ont été déposés le mardi 12 janvier 1932, sur le bureau de la Chambre, soient imprimés en français et en anglais.

Adopté.

Association des directeurs de funérailles

M. Desmarais (Richmond) demande la permission de présenter le bill 126 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse Saint-François-Xavier de Chicoutimi, emprunt par les syndics

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vente des effets non réclamés chez les buandiers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les buandiers nous ont représenté que souvent des personnes, en particulier des étrangers, laissent du linge dans leurs établissements pour être blanchi et ne le réclament jamais. Ils demandent la permission de le vendre au bout de douze mois, comme les hôteliers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Bibliothécaire
de la Législature**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à octobre 1931. (Document de la session no 34)

**Paroisse
Saint-Octave de Métis**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les frais de transcription des copies dans le registre spécial prévu dans le paragraphe 1 de l'article 2 de la loi qui accompagne la présente résolution, et ceux de transmission au registrateur de Matane dudit registre, de la copie de l'index des immeubles et des autres documents, seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le

bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Canalisation
du Saint-Laurent**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 22 décembre 1931, à la motion proposée le mercredi 25 novembre 1931:

Que cette Chambre apprend par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que la canalisation du Saint-Laurent soulève des questions d'ordre national et présente un aspect international des plus sérieux;

Attendu que la motion en discussion n'est basée sur aucun renseignement officiel et ne tient aucun compte des procédés diplomatiques et constitutionnels en semblables matières;

Attendu qu'aucun projet à ce sujet ne peut être accepté ni réalisé sans le consentement de toutes et chacune des parties intéressées, et particulièrement sans le consentement nécessaire de la province de Québec dont les droits doivent être intégralement respectés;

Cette Chambre considère inopportune et prématurée la motion en discussion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, cette importante question de la canalisation du Saint-Laurent a été longuement discutée et je ne voudrais pas retenir longuement l'attention de la Chambre. Au cours du débat, nous avons entendu d'importants discours tant chez les députés de la droite que chez ceux de la gauche. J'ai découvert avec plaisir, si j'ai bien compris ces remarques, que la droite et la gauche ne sont pas loin l'une de l'autre sur le problème du Saint-Laurent.

Les seules critiques de l'opposition, formulées surtout par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et le député de Hull (M. Guertin), sont plutôt des exceptions à la forme que des objections sérieuses à la motion et à la position prise par le gouvernement de la province pour revendiquer les droits de Québec, relativement au creusement du Saint-Laurent.

Le député de Trois-Rivières a dit que nous avons manqué de courtoisie envers le pouvoir central et le premier ministre du Canada, par la résolution de mon collègue, l'honorable secrétaire provincial. Le député de Hull ne savait trop sur quel pied danser et, lorsqu'il eût fini ses remarques, nous ne savions pas bien s'il était favorable ou non au projet. L'amendement soumis ensuite par l'opposition manque totalement de logique. J'y reviendrai tantôt.

Le député de Trois-Rivières a dit que nous manquions à la courtoisie envers le premier ministre du Canada en soulevant la question de la canalisation du Saint-Laurent et en présentant la motion actuellement devant cette Chambre. J'aime mieux manquer de courtoisie au premier ministre du Canada que d'être traître à ma province!

(Applaudissements)

Dieu me garde, dans la crise actuelle, de vouloir embarrasser le premier ministre, dont je connais les graves ennuis en ce moment, et de venir ajouter encore aux nombreux fardeaux qui pèsent sur

ses épaules. Ces fardeaux sont assez lourds, actuellement, pour que tous les Canadiens se fassent un devoir de le soulager. C'est ce que nous avons fait, pour notre part, lorsque le gouvernement d'Ottawa a lancé son emprunt national. Nous l'avons aidé de grand cœur, nous avons mis à sa disposition toute notre bonne volonté, et je félicite chaleureusement le premier ministre et le gouvernement du Canada du succès qu'ils ont obtenu. Je suis personnellement fier de la façon dont le peuple canadien, en particulier la population de la province de Québec, a répondu à l'appel de ses gouvernants.

Sous prétexte de ne pas manquer de courtoisie envers le gouvernement, nous n'aurions pas dû revendiquer nos droits indéniables sur le fleuve Saint-Laurent? Manquer de courtoisie? Allons donc, nous le croyons pas et d'ailleurs nous aurions des précédents à invoquer. Ce n'est pas nous qui avons donné l'exemple.

Si quelqu'un a manqué de courtoisie, c'est plutôt le premier ministre du Canada qui, le 14 août dernier, télégraphiait à M. Camillien Houde, alors chef de l'opposition et à qui je ne sais plus quel titre donner actuellement, "que le seul moyen à la disposition des électeurs de la province de Québec de marquer leur désapprobation du gouvernement Taschereau était de voter pour lui et ses amis.

"La population de Québec doit vous supporter, vous et vos candidats, et j'ai confiance que vous obtiendrez un inqualifiable succès". (Rires et applaudissements) Le secrétaire de M. Cahan, secrétaire d'état, alors confiné à sa chambre par la maladie, télégraphiait lui aussi dans les mêmes termes.

L'honorable M. Alfred Duranleau, ministre de la marine, y allait aussi de sa petite bénédiction: "Je regrette, disait-il, de ne pas être à vos côtés lors de votre grande assemblée d'inauguration, mais je vous assure de mon entier dévouement."

Je vous le demande, qui a manqué de courtoisie? Nous, qui affirmons nos droits sur le Saint-Laurent, ou bien ces messieurs qui se sont mêlés de nos élections, d'affaires qui ne les regardaient pas du tout? Notre douce vengeance, c'est le regret que ces gens-là doivent ressentir maintenant d'avoir été mettre les doigts où ils n'auraient pas dû les mettre! Le succès remporté suffit à leur peine.

On nous a dit ensuite: "Vous critiquez le projet de canalisation du Saint-Laurent parce que le premier ministre Bennett est à Ottawa. Quand vos amis étaient là-bas, vous ne parliez pas du tout."

C'est absolument faux. Dès 1923, en décembre, lors d'une grande assemblée libérale au manège militaire de Montréal, je faisais les mêmes déclarations. J'ai soutenu que la province de Québec devait rester maîtresse du Saint-Laurent et qu'Ottawa ne devait rien lui enlever de ses droits. M. MacKenzie King y était, Sir Lomer Gouin y était ainsi que d'autres sommités politiques, et votre humble serviteur. Je disais alors, devant M. King et les autres personnages présents, que la province de Québec avait sur le Saint-Laurent des droits inaliénables, que Montréal devrait rester à la tête de la navigation fluviale, ainsi que la providence l'a voulu, (Applaudissements) et que le gouvernement d'Ottawa ne devait faire aucune concession aux américains ou aux personnes habitant le haut du fleuve qui voulaient enlever à Montréal ce que la nature lui a donné.

Le lendemain, j'étais un grand homme auprès des journaux conservateurs. Ma modestie se refuse à répéter en Chambre ce que les journaux conservateurs disaient de moi. J'avais parlé au nom de ma province en cette occasion. Je n'ai pas changé d'opinion.

Nous sommes-nous arrêtés là? Non. En 1923, j'ai encore affirmé, comme chef du Parti libéral de la province de Québec, que M. King ne pouvait ignorer Québec dans les négociations au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. En 1928¹, nous avons eu une conférence interprovinciale à Ottawa et, à la suite de cette conférence, Ottawa et Québec ont référé à la Cour suprême du Canada la question de savoir qui est propriétaire du Saint-Laurent. Nous avons eu, à l'époque, un jugement favorable de la Cour suprême. L'affaire s'est rendue plus tard au Conseil privé qui a déclaré que les provinces sont propriétaires du développement électrique des cours d'eau, alors qu'Ottawa devrait s'occuper de maintenir le contrôle de la navigation.

Peut-on venir dire, maintenant, que Québec ne fait de reproches au gouvernement que parce que ce sont les conservateurs qui sont au pouvoir? Non. Ce n'est pas nous qui avons changé d'idée, ce sont les conservateurs. Tant que M. King a été au pouvoir, les conservateurs criaient que la canalisation du Saint-Laurent serait un désastre pour le Canada et la province de Québec. Maintenant que ce sont les conservateurs qui siègent à Ottawa, la situation a évidemment changé!

Voyons ce que disaient les journaux conservateurs du temps. Le *Standard* du 20 août 1927, un journal dont le propriétaire est un monsieur qui compte dans le Parti conservateur, qui compte

par son influence et par ses piastres, si je suis bien renseigné, dans ce journal, dis-je, le baron disait que le creusement du Saint-Laurent et l'exploitation de nos ressources tirées du fleuve par les Américains serait "an amazing effrontery", une effronterie fantastique. Voilà ce que disait le journal du Baron Atholstan. C'est comme cela que les conservateurs interprétaient alors la chose!

L'honorable M. C. H. Cahan, aujourd'hui secrétaire d'État dans le cabinet Bennett, publiait dans le *Montreal Daily Star* du 25 août² 1928 un travail très intéressant et très bien fait sur les développements possibles du Saint-Laurent. Quelle était alors l'opinion de M. Cahan? Il affirmait que l'opinion de la province de Québec, dans toute cette question de la canalisation pour diverses fins, devait prévaloir; il affirmait que la vente de l'énergie électrique produite par le fleuve devait être laissée aux deux provinces d'Ontario et de Québec pour au moins la moitié du pouvoir que l'on pourrait obtenir, et il ajoutait que, pour cela, il faudrait que les deux provinces fussent invitées à participer aux négociations et aux ententes qui pourraient être conclues entre le Canada et les États-Unis.

Que voulons-nous de plus que ce que M. Cahan voulait? Entente entre Ottawa et les deux provinces? M. Cahan se demandait si le pays était en état d'entreprendre les travaux, et il ajoutait: "Avant de les entreprendre, entendez-vous avec les deux provinces". M. Cahan a-t-il changé d'opinion depuis? Je ne sais pas.

Plusieurs autres de nos amis conservateurs, à part M. Cahan, ont parlé sur ce point. Dans les *Débats du Sénat*, édition 1928, page 739, l'honorable sénateur Reed, ancien ministre dans le cabinet Borden, n'est pas tendre pour le projet de canalisation. Il le condamne sans merci. Dans son discours, le sénateur me faisait l'honneur de me dire que nous prenions l'attitude logique et correcte sur cette question et il m'envoyait même le texte du discours qu'il avait prononcé. Le sénateur Lynch Staunton parlait dans le même sens et affirmait que, quels que fussent les traités que nous pourrions conclure avec les États-Unis, nous ne savions pas quelle en serait l'issue, parce que des complications pourraient survenir plus tard entre les deux pays, et il nous disait de garder le Saint-Laurent pour nous.

Les journaux conservateurs, M. Cahan, les sénateurs Reed et Staunton disaient que le projet de canalisation était désastreux et dangereux. Ils nous représentaient que, chaque fois que nous avions conclu un traité avec les États-Unis, nous n'avions pas eu le beau rôle. Allez-vous céder les droits du

Canada sur le Saint-Laurent? demandaient-ils. Or, voyez ce qui nous est arrivé lorsque nous avons traité avec les États-Unis à propos de l'Alaska, des frontières du Nouveau-Brunswick, de nos pêcheries. Chaque fois et invariablement, nous nous sommes contentés du pis aller. Or, cédez-leur un pied du Saint-Laurent et, dût-il survenir des difficultés, pourra-t-on faire respecter nos droits face à une nation aussi puissante?

M. le Président, je ne veux avoir aucune parole amère pour les Américains. Les États-Unis sont un peuple vaillant, noble, grand et riche, mais ils sont un peuple d'affaires. Allons-nous leur donner le Saint-Laurent? On a vu quelle attitude a pris récemment la Chambre de commerce de Rome, des États-Unis. Cette Chambre a affirmé catégoriquement que la canalisation du fleuve lui importait bien peu, mais que les développements hydroélectriques l'intéressaient beaucoup. En échange de notre fleuve, on nous offrait même le manche de la poêle, le "panhandle" de l'Alaska pour une partie de la province de Québec où 500,000³ Canadiens vivent actuellement.

D'ailleurs, les États-Unis ne font pas un secret du fait qu'ils convoitent l'énergie électrique que pourrait donner le Saint-Laurent. Le *Times*, de New York, du 18 avril 1928, le disait en toutes lettres et affirmait que le Canada est le plus grand magasin d'énergie électrique en Amérique et la deuxième nation du monde au point de vue ressources hydrauliques.

Le 16 mai 1928, la Chambre de commerce de Québec, dans une résolution, protestait contre la canalisation du Saint-Laurent; les ouvriers de Montréal ont encore protesté contre ce projet ces jours derniers.

Je suis contre le projet de navigation et de développement de l'énergie hydroélectrique. Je suis contre le projet de canalisation pour fins navigables, parce que le pays a assez fait de sacrifices pour faire de Montréal la tête de la navigation sur le Saint-Laurent sans que l'on dépense encore des sommes folles pour pousser la navigation plus loin. Montréal est la plus grande ville du Canada et il est du devoir de tous les citoyens de la province de voir à lui conserver son titre! Je veux que Montréal reste la tête de la navigation et Montréal doit rester grande ville de notre pays. Non seulement le projet ferait tort à Montréal mais les présidents des chemins de fer me disent que le canal du Saint-Laurent serait ruineux pour nos deux chemins de fer.

(Applaudissements)

Nous savons que les chemins de fer traversent une crise. Le meilleur moyen d'aider aux

chemins de fer à sortir de l'impasse, c'est de leur permettre de transporter le grain de l'Ouest à Montréal pour expédition outre-atlantique. Si vous ouvrez la navigation plus haut que Montréal, les navires pourront remonter jusqu'aux Grands Lacs, prendre leur cargaison de blé et retourner à l'océan sans même arrêter à Montréal. Nous ferions un tort incalculable et une concurrence ruineuse aux chemins de fer. Il nous faudrait payer pour cette route-là qui serait fermée cinq ou six mois dans l'année!

Il y a des personnes qui ont des intérêts à favoriser le mouvement du grain de l'Ouest. Les États-Unis ont tant d'intérêt à obtenir ce canal pour l'Ouest américain qu'ils sont prêts à payer tout le projet. Ma fierté nationale s'oppose à un pareil marché. Le coût de l'entreprise serait d'au moins un milliard et lorsque les États-Unis auraient payé, nous serions mal venus de récriminer. Car le jour où les Américains auront mis une piastre dans cette entreprise, gare à nous! Ce sera fini. Je ne veux pas être en lutte avec les Américains à propos de nos droits, car ce serait alors la rencontre du pot de verre avec le pot de terre.

Je suis contre le projet de canalisation au point de vue navigation et je suis aussi contre au point de vue du développement de l'énergie hydroélectrique.

On propose deux développements: l'un dans la section internationale et l'autre dans la province de Québec. J'invite les députés de cette Chambre à lire le travail intéressant fait par M. Olivier Lefebvre, ingénieur en chef de la Commission des eaux courantes de la province de Québec, devant les membres du Club canadien, à Québec, en mai 1928. À l'époque, on préconisait deux sortes de développements, l'un se rapportant à la section internationale dont le coût serait supporté par le Canada entier ou le Canada et les États-Unis, et l'autre, se rapportant à la section québécoise, dont le coût serait supporté par des intérêts privés qui feraient le creusage.

C'était M. King qui était alors à Ottawa et nous ne nous sommes pas occupés des couleurs politiques du gouvernement fédéral pour revendiquer les droits de Québec. Je n'ai pensé qu'à l'intérêt de ma province et je me suis opposé au projet comme aujourd'hui.

D'après M. Lefebvre, dans la section internationale du projet, on se serait occupé de navigation; dans la partie québécoise, de navigation et de développement de l'énergie électrique. Le développement de la partie québécoise aurait donc

coûté plus cher et la population qui aurait voulu de l'énergie électrique aurait été taxée non seulement pour le coût des travaux du chenal navigable, mais aussi pour le coût du développement électrique. Le résultat, c'est que nous aurions payé notre énergie \$5 du cheval-vapeur plus cher qu'en Ontario.

Nous voulons l'industrialisation de la province de Québec. Nous pouvons développer 14,000,000 de chevaux-vapeur d'énergie, dont trois sont actuellement développés. On projette de développer 4,000,000 de chevaux en creusant le Saint-Laurent, dont deux iraient aux États-Unis, un en Ontario et l'autre dans Québec. Nous en aurions alors pour 50 ans et nous ne pourrions développer nos propres pouvoirs.

Les États-Unis ont besoin d'énergie électrique. Aiderions-nous au développement industriel de la province et du Canada en donnant notre énergie aux États-Unis? J'ai entendu de grands capitaines d'industrie nous dire: "Gardez vos forces hydrauliques et le capital américain viendra à vous". Lorsque les capitalistes américains viennent s'établir ici, ils s'arrangent pour que le tarif américain leur permette d'écouler facilement leurs produits aux États-Unis, comme ils l'ont fait pour le papier, l'aluminium, l'amiante, etc.

Si nous pouvons empêcher le développement des forces hydrauliques du Saint-Laurent par les étrangers, si nous pouvons développer nous-mêmes ces ressources qui nous appartiennent, nous aurons aux portes de Montréal un million de chevaux-vapeur d'énergie électrique, nous en aurons des milliers sur le Saint-Maurice, des millions sur la côte nord du Saint-Laurent et, avec la transmission facile de l'électricité que nous avons actuellement, nous aurons tout ce qu'il nous faudra d'énergie pour cent années à venir, avec tout le développement industriel possible.

Ce que les États-Unis veulent, c'est la force hydraulique du Saint-Laurent pour développer leur industrie. Je dis: Gardons notre électricité et le capital américain sera obligé de venir développer des industries chez nous. Pour moi, ce serait un crime national que de développer pour les autres ce que nous pouvons développer pour nous, avec nos ressources. Ce serait un crime national que de donner aux Américains ce que nous pouvons garder pour nous. Ce serait un crime national que de dire aux États-Unis: Nous allons développer notre force hydraulique avec vous dans votre intérêt, puisque nous n'en avons pas besoin.

En terminant, M. le Président, je ne veux pas ajouter au fardeau qui pèse sur le gouvernement fédéral actuellement, mais je lui demande, comme

Canadien et comme Québécois, d'y regarder à deux fois, de ne pas s'aventurer dans une entreprise antinationale, pour deux raisons, la première, parce que nous n'en avons pas les moyens - les Canadiens ont répondu à l'appel du gouvernement fédéral lancé le mois dernier et maintenant, on viendrait leur demander de dépenser deux milliards. On a dit: Laissez se faire les pourparlers entre les États-Unis et l'Ontario, cela ne vous regarde pas. Au contraire, cela nous regarde, car si le développement se faisait entre les États-Unis et l'Ontario, c'est une dette d'un milliard que le pays se mettrait sur les épaules et Québec, qui contribue un quart des revenus du Canada, serait forcé de payer sa part.

Québec, sans manquer de courtoisie, peut affirmer carrément, énergiquement, qu'elle ne veut pas ajouter au fardeau des taxes et des impôts pour une entreprise qui pourrait lui être nuisible et peut-être fatal. Que M. Bennett ne lance pas le pays dans une telle aventure. Qu'on ne conclue aucun pacte avec les États-Unis. Le Saint-Laurent est notre plus bel héritage. Qu'on le développe pour le Canada quand ce sera opportun. Mais prenons garde de faire avec les Américains, quelque grands et nobles qu'ils soient, un mariage qui se terminera par un divorce et sera fatal pour nous.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) fait remarquer que le prétendu divorce entre la province de Québec et la Confédération, exposé par le premier ministre, ne saurait se réaliser, d'après les événements qui se sont déroulés jusqu'ici et qui en sont une preuve. Il ajoute que le premier ministre aurait pu se dispenser de cette prédiction.

Nous sommes tous de bons Canadiens et nous, de la gauche, ne céderons à personne sur le plan de la loyauté. Mais ce qui m'indigne, par rapport à l'attitude du gouvernement, c'est la présomption que ce projet sera abordé et complété dans un très court laps de temps.

C'est une année présidentielle aux États-Unis. Nous savons tous que l'ancien président Coolidge avait très à cœur ce projet de voie navigable et que le président Hoover est très anxieux de pouvoir présenter au peuple, comme un projet accompli lors de son mandat, cette voie navigable.

Or, si le président Hoover, à Washington, par l'entremise de notre représentant là-bas, implore le premier ministre du dominion d'engager les négociations, il m'apparaît que le premier ministre n'a d'autre choix que d'envisager de telles négociations.

La question de la canalisation du fleuve Saint-Laurent n'est pas nouvelle. On en a discuté pendant des années au Canada et aux États-Unis. Aux États-Unis, elle a été davantage utilisée comme un ballon politique, plus particulièrement par le président Hoover qui en a fait le gros de sa propagande politique. Mais si le président est en faveur du projet, celui-ci rencontre par ailleurs une opposition ferme. Plusieurs États s'y sont opposés et des politiciens bien en vue, comme les sénateurs Miller et Hill, l'ont combattu vigoureusement, alors que la Chambre de commerce de Boston l'a déclaré irréalisable et inopportun.

Tout cela démontre qu'il n'y a pas unanimité sur le sujet, que rien ne peut certifier en ce moment que l'on pourra procéder avec le projet, et qu'en plus que la résolution qui se trouve devant nous est quelque peu prématurée.

En ce qui me concerne, je refuse de m'engager dans un pacte de la sorte avec un pays dont la population fait dix fois notre population et dont les investissements financiers sont encore plus grands comparés aux nôtres.

Dans l'état actuel des choses à travers le monde, le projet est, de l'aveu de tous, impossible.

M. le Président, je ne veux pas prolonger inutilement le débat. Je suis opposé à la canalisation du Saint-Laurent pour plusieurs raisons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pourquoi approuvez-vous les négociations alors?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): À propos du canal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)
Pour prendre un bain. (Rires)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit qu'il ne peut comprendre pourquoi la province de Québec s'excite tant. Le premier ministre Bennett pouvait difficilement refuser à Washington d'entamer des pourparlers, mais ce sont des négociations préliminaires seulement. Encore une fois, je suis convaincu que le premier ministre Bennett n'agira pas de manière à sacrifier injustement les droits de la province de Québec ou ceux de l'Ontario.

L'intérêt du Canada nous empêche d'approuver la canalisation du Saint-Laurent. Je vois plusieurs objections au projet: la courte saison de la

navigation fluviale, les hauts taux d'assurance, la nécessité de construire des navires plus lourds et la perte de temps que constitue le passage du canal. Il faudrait des bateaux spéciaux pour la navigation intérieure. Car les transatlantiques ne sont pas construits pour la navigation dans les écluses, et les frais de navigation seraient trop élevés pour de pareils navires.

Avant de continuer les négociations sur le projet, je voudrais que le dominion proteste contre la conduite de Chicago qui s'approvisionne d'eau du lac Michigan dans une proportion dépassant de beaucoup la proportion permise. Il y a plus de trente ans, alors que je faisais partie du Board of trade de Montréal, j'ai discuté la question et je prédisais alors que le problème deviendrait des plus aigus. Depuis, nombre de jugements ont été rendus contre Chicago, mais la ville a continué comme si rien n'était.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ne croyez-vous pas que l'on devrait signaler la chose à M. Bennett?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je suis certain que M. Bennett connaît bien tout cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Mais parfois il est important de le rappeler à la mémoire des gens. Si nous étions invités, le chef de l'opposition et moi-même à aller voir M. Bennett, est-ce que le chef de l'opposition le lui dirait?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):
Certainement, si j'y suis invité. Avec plaisir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est exactement ce que nous voulons... être invités.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Suivant les calculs de certains experts, le coût de l'entreprise serait de \$1,500,000,000 et, si l'on développe cinq millions de chevaux-vapeur, on ne pourra les vendre au prix courant de \$15 du cheval-vapeur, si l'on veut rencontrer le service des intérêts, sans parler du fonds d'amortissement. Et, au surplus, il faut toujours compter avec les erreurs dans les estimés des ingénieurs. Le canal de Welland et le pont de la rive sud de Montréal ont coûté beaucoup plus que ne le prévoyaient les estimés.

Personnellement, je suis opposé à tout projet de participation où un associé représente dix fois la population de l'autre partie intéressée et dix fois plus de ressources financières investies dans le projet.

D'après le plan actuel, les développements électriques sont du côté américain. D'ailleurs, au simple point de vue finances, toute exécution de ce projet dans un avenir rapproché est impossible. Nous sommes tous de loyaux citoyens de la province de Québec et du Canada. Je suis convaincu que ce projet ne sera pas mis à exécution avant longtemps, et je crois sincèrement que le premier ministre du Canada, le temps venu, convoquera les représentants de Québec et d'Ontario, consulera les gouvernements des deux provinces avant de prendre aucune décision sur la canalisation du Saint-Laurent et ne fera rien qui mettra en jeu les droits de ces provinces. Il allègue que la résolution a une saveur politique, qu'elle est inopportune et prématurée.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bêlique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 10.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Desmarais, Dufour, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Sabourin, Saintonge, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 59.

Ainsi, la proposition est rejetée.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, si personne ne désire parler sur la motion principale, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que le débat soit ajourné.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Entendez-vous! Entendez-vous!

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Loi des dettes et des emprunts municipaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominique

M. Lortie (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lortie (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le chef de cette Église?

M. Marchand (Jacques-Cartier): C'est un Américain du nom de Latone ou quelque chose d'approchant⁴.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à ce que le ministre des Affaires municipales puisse autoriser la Commission à vendre des obligations, dans un délai de moins de quinze jours après la demande de soumissions. Il critique aussi les modifications que la Commission pourra faire dans les plans des territoires des municipalités de Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et Saint-Michel.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de ville Saint-Pierre

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant l'article 2157*b* du Code civil;
- bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec;
- bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale;
- bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;
- bill 42 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1930;
- bill 43 modifiant l'article 139 de la loi des chemins de fer.

Sociétés historiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant les sociétés historiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de donner aux sociétés historiques les privilèges que possèdent les sociétés de bibliothèques dans la province de Québec, c'est-à-dire leur donner le droit de s'incorporer, à condition qu'elles aient \$100 en espèces ou en valeurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À Trois-Rivières, nous avons une société historique régionale qui est fort intéressante et mérite que le gouvernement s'y intéresse.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis heureux de le savoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait l'éloge de ces sociétés, puis termine en suggérant de fonder une société historique pour conserver le programme libéral de 1897, aujourd'hui profondément ignoré et probablement perdu.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

The Quebec Power Company

M. l'Orateur rend sa décision et déclare ce qui suit au sujet du rapport qui a été présenté au commencement de la présente séance au nom du comité permanent des règlements relativement à la pétition de Quebec Power Company demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à acquérir le Quebec Railway, le Quebec County Railway et autres fins; et à la réception duquel rapport le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'est opposé:

L'article "présentation de rapports de comités élus" étant appelé, l'assistant-greffier donne lecture du dix-septième rapport du comité permanent des règlements.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) s'objecte à ce que ce rapport soit reçu en soulevant que le point d'ordre que les avis sont insuffisants et irréguliers dans le cas de la pétition et du bill de la Quebec Power Company.

Pour maintenir le point d'ordre soulevé, il faudrait que l'Orateur décidât lui-même de l'insuffisance des avis. Or, l'article 550 est formel sur le point que cette décision n'est pas du domaine de l'Orateur. Il se lit comme suit: "Il appartient à la Chambre et aux comités, et non à l'Orateur ou aux présidents de comités, de décider de l'insuffisance des pétitions, des avis ainsi que des écritures qui doivent être déposés avec les bills privés.

Le comité permanent des règlements qui est chargé spécialement d'étudier et de juger de la question de la suffisance des avis par l'article 514 du règlement de la Chambre a été chargé par un ordre de la Chambre d'étudier la question qui a donné lieu au point d'ordre et il fait un rapport favorable.

Je ne crois pas qu'il soit de mon ressort de renverser son jugement et je renvoie le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), que la pétition de Quebec Power Company, demandant l'autorisation d'acquérir le Quebec Railway et le Quebec County Railway, et autres fins, soit retournée de nouveau au comité permanent des règlements, avec instruction de l'examiner de nouveau.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, 9.

Contre: MM. Arcand, Bercovitch, Charbonneau, Cohen, Dansereau, Delisle, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, McDonald, Mercier fils, Messier, Morel, Paquet, Perrault, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse) Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 34.

Ainsi, la proposition est rejetée.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁵:

Le comité se réunit sous la présidence de M. Plante (Montréal-Mercier).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant que nous passions à l'étude de ces crédits, je crois qu'il serait convenable d'offrir à l'honorable ministre des Terres (l'honorable Mercier fils) nos plus profondes sympathies pour la perte cruelle qu'il vient de subir. Je comprends facilement la douleur qui l'afflige. Mes collègues et moi-même, nous partageons son chagrin⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je m'associe de tout cœur à l'honorable député de Trois-Rivières pour sympathiser avec mon collègue

des Terres et Forêts et mon collègue de Sainte-Marie (M. Fauteux). Si nos sympathies peuvent leur être de quelque consolation dans cette épreuve, ils peuvent être assurés qu'elles leur sont entièrement acquises.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je remercie mon ami l'honorable député de Trois-Rivières et l'honorable premier ministre et tous mes collègues de leur sympathie qui me touche profondément.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable ministre le veut, nous allons voter sans discussion le premier item de \$80,000 qu'il soumet et nous passerons à l'étude des crédits d'un autre département.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous allons procéder, mais je remercie de nouveau l'honorable député de Trois-Rivières de sa délicate attention.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille quatre cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre des Terres nous dira-t-il s'il est satisfait du service de la protection des forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, car nous avons chaque année 500 ou 600 commencements d'incendies et grâce à notre bon service de protection, ils sont tous éteints avant d'avoir causé des dommages sérieux. Ce service a sauvé des milliers de dollars à la province en empêchant les incendies en forêts. Le service de la protection coûtera pour le prochain exercice, \$450,440. C'est une diminution de \$17,360 sur les crédits de l'an dernier.

Grâce aux gardes forestiers, les incendies, qui autrefois consumaient des arbres par centaines, sont aujourd'hui contrôlés dès leur début, et la forêt est sauvée par ces fidèles serviteurs du public.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

répond à quelques autres questions du député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vu les circonstances difficiles que nous traversons, je demande à l'honorable ministre de réduire le plus possible les dépenses d'arpentage.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le système d'arpentage est absolument nécessaire à la province de Québec, on ne s'en rend peut-être pas assez compte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut les borner quand même. (Rires)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nos bornes sont en fer et résistent à tous les éléments. Autrefois, les bornes étaient en bois et ont été brûlées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait plus classier et moins arpenter.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous en viendrons à la classification plus tard et je crois que j'aurais des choses intéressantes à dire à mon honorable ami. Nous faisons de la classification, mais, pour que la classification soit bonne, il faut que l'arpentage le soit.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions 1 et 2 sont lues deux fois et adoptées.

La résolution 3 est lue une première fois.

The Quebec Power Company

M. Delisle (Chicoutimi), au nom du député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), demande la permission de présenter le bill 125 concernant Quebec Power Company.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! non! pas à la même séance!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La première lecture se fait toujours à la même séance où l'on a présenté la pétition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à la première lecture de ce bill, car la Quebec Power demande des privilèges qui sont en contravention avec la loi générale. De plus, le bill en question n'est pas couvert par les avis. Les avis officiels du bill sont totalement insuffisants. En vertu de l'article 504 des règlements, tout avis d'un bill privé doit contenir la substance du bill.

En plus, l'article 503 décrète que si un bill contient une clause contraire à la loi générale ou à des lois spéciales, la chose doit être mentionnée dans l'avis. Or, l'avis ne mentionnait simplement que le fait d'augmentation de pouvoirs.

Cependant, non seulement la Quebec Power demande plus de pouvoirs, mais elle demande d'acheter deux autres compagnies, et elle restreint les pouvoirs de la cité de Québec. Donc, l'avis est insuffisant.

Il est vrai que l'Orateur a déjà rendu une décision sur le rapport du comité des règlements, mais l'Orateur ne peut statuer sur la légalité des avis. Nous sommes à un autre stage des procédures. Nous ne pouvons étudier un bill qui contient une demande de privilèges non mentionnés dans les avis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas ce que l'honorable député de Trois-Rivières veut, il s'agit d'un bill comme un autre. La Chambre ne l'a pas encore lu et mon honorable ami l'attaque. Je demande que nous suivions la procédure ordinaire. Jamais il n'y a de discussion à ce stage. Nous n'en sommes qu'à la première lecture et déjà il fait une charge à fond de train contre le bill. Le comité a décidé que les avis sont suffisants, et l'Orateur a ratifié cela. La Chambre étudiera le bill quand il nous sera soumis, mais avant tout, il faut savoir ce qu'il y a dedans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député n'a pas le droit de parler deux fois et je soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une minute.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas une minute, pas une seconde; un député n'a pas le droit de parler deux fois sur la première lecture d'un bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle sur le point d'ordre alors. L'honorable premier ministre dit que le député de Trois-Rivières parle d'un bill que la Chambre ne connaît pas...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au président (M. Vautrin) de décider sur le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderai au premier ministre de ne pas s'énervé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui suis énervé et je pense que je sais pourquoi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le premier ministre montre si peu d'enthousiasme lorsqu'il s'agit des bills publics et tant d'énergie, d'agressivité et de hâte lorsqu'il s'agit de bills qui intéressent les particuliers. Je veux rétablir les faits et donner des explications.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): L'honorable député de Trois-Rivières ne peut parler deux fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que je fais. Je parle sur le point d'ordre, mais ce n'est pas de ma faute si les explications que je donne sur ce point d'ordre comportent aussi le rétablissement de certains faits mal interprétés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande encore au président de décider sur le point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) maintient le point d'ordre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Quelle presse qu'il peut tant y avoir à présenter ce bill. La ville de Québec va venir devant la Législature pour faire amender sa charte. Pourquoi pas attendre que le bill de Québec ait été étudié avant d'étudier le bill du Quebec Power. L'honorable premier ministre sait que les citoyens de Québec paient l'électricité cher. Or, juste avant qu'on étudie ce bill, voilà qu'on veut

passer un bill qui permettra à la Quebec Power de tout contrôler et qui placera la ville à la merci du trust. En présentant le bill du Quebec Power, il y a danger que, quand le bill de la ville viendra, il sera trop tard. Je demande au promoteur du bill d'attendre une dizaine de jours pour étudier d'abord le bill de la ville de Québec. Après, si l'on veut, on donnera au Quebec Power un privilège de 30 ans pour que la compagnie continue de vendre son électricité 100 pour cent trop cher.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je me lève sur une question de privilège. Certaines personnes ont dit, à l'ajournement, que le député de Trois-Rivières attaquait, rendait jugement sur un bill qu'il n'avait même pas vu, qu'il ne connaissait pas. Je suis membre du comité des règlements et lorsque la pétition pour le bill du Quebec Power a été présentée, j'étais présent et j'ai obtenu des explications. Je suis bien au courant de son contenu. C'est pourquoi je peux affirmer que le bill contient des clauses exorbitantes.

M. Barré (Rouville) s'étonne qu'il y ait tant de hâte et demande à son tour que la première lecture du bill soit retardée.

Adopté sur division. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *La Presse* écrit 1926.
2. *Le Devoir* écrit "28 août".
3. *The Gazette* et *Le Soleil* écrivent 50,000.
4. *Le Devoir* poursuit en disant que les députés qui ont compris "Capone" s'amuse du nom imprévu du dignitaire. *La Presse*, *Le Canada* et *L'Action catholique*, quant à eux, affirment que le député de Jacques-Cartier (M. Marchand) a carrément dit "Capone". Nous adoptons la version plus nuancée du *Devoir*.

5. Monsieur Henri Kieffer, chef du service de la protection des forêts, accompagne le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 14 janvier 1932, page 9.

6. Le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) a perdu sa sœur, madame Fauteux, mère du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), selon *L'Événement* du 14 janvier 1932, page 9.

Séance du jeudi 14 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes;
- bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile;
- bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester;
- bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- du Bureau des syndics d'école protestant de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite municipalité scolaire de la cité de Verdun à former un bureau de six syndics.

Loi des liqueurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait distribuer aux députés les résolutions relatives aux amendements que le gouvernement va apporter à la loi modifiant la loi des liqueurs, en vertu de laquelle on impose une taxe sur les liqueurs vendues par la Commission, au moyen d'un timbre qui sera apposé sur chaque bouteille vendue dans les magasins de la Commission. Voici le texte des résolutions:

Résolu, 1. - Qu'il sera défendu de vendre des alcools ou des spiritueux en bouteilles, à moins qu'un timbre spécial émis et oblitéré conformément à la loi des timbres (statuts refondus, 1925, chapitre 24), ne soit apposé sur chaque bouteille.

Résolu, 2. - Que ces timbres porteront les dénominations suivantes:

a. Cinq centins si la capacité de la bouteille est de treize onces ou moins; ou

b. Dix centins si la capacité de la bouteille est de treize onces mais n'excède pas vingt-sept onces; ou

c. Quinze centins si la capacité de la bouteille excède vingt-sept onces.

Résolu, 3. - Que ces timbres seront achetés d'avance par la Commission des liqueurs de Québec et fournis par le trésorier de la province.

Résolu, 4. - Que cette taxe, qui sera désignée comme taxe du chômage, sera payable par l'acheteur des alcools ou des spiritueux à ladite Commission qui, en ce cas, agira comme agent du revenu de la province.

Résolu, 5. - Que le produit de la vente de ces timbres sera versé, par le trésorier de la province, à un fonds spécial affecté au remboursement, en capital et intérêts, des emprunts qui ont été ou seront faits, aux fins de venir en aide aux chômeurs.

**Négociations
Québec - Russie**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à faire une déclaration. J'ai été surpris de lire, dans certains journaux que mon collègue, l'honorable secrétaire provincial, et moi avions été approchés par des représentants de la Russie, que nous étions à étudier certaines transactions avec la Russie soviétique qui nous enverrait du charbon pour

recevoir de nous en retour de l'aluminium. Je dois déclarer à cette Chambre - et mon collègue le secrétaire provincial fera de même, je crois, - que ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, nous n'avons été consultés à ce sujet. Nous n'avons jamais été approchés. Quand bien même le gouvernement de la province serait approché, il n'a aucun pouvoir pour empêcher les importations du charbon russe ou les exportations d'aluminium. C'est un pouvoir qui ressort exclusivement du gouvernement fédéral. Encore une fois, moi pour un - et mon collègue pourra dire la même chose - je n'ai jamais été consulté ni directement ni indirectement à ce sujet. Nous n'avons rien à y voir ici.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. le Président, une fois dans ma vie, j'ai été approché par le représentant du gouvernement des Soviets au Canada. C'est lorsque j'ai présenté une motion en cette Chambre relativement à l'embargo sur les produits russes. Le colonel McKay est venu me rencontrer chez moi et trois personnes ont été témoins de l'entrevue. Il y a longtemps de cela. Il ne fut jamais question de transactions avec les Soviets, ni de charbon, ni d'aluminium, mais il m'a demandé de ne pas présenter une motion que j'avais inscrite au feuillet, dans laquelle je demandais au gouvernement fédéral de mettre un embargo sur l'importation des produits russes au Canada.

Municipalité scolaire protestante de Verdun, bureau de six syndics

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933", rapportée du comité des subsides et lue la première fois, mercredi 13 janvier courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée sur division.

Radiation de l'enregistrement des droits réels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 janvier 1932, sur l'amendement à la motion proposée le mercredi 25 novembre courant:

Que cette Chambre apprenne par les journaux qu'il y a des négociations en cours entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation de partie de son cours et le développement d'énergie électrique;

Que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales, destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes;

Que cette Chambre croit de plus que ce serait une erreur de permettre au gouvernement des États-Unis de développer, avec son argent, les ressources naturelles purement canadiennes.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, je n'ai que quelques remarques à faire pour clore ce débat. Je veux d'abord rendre hommage à un citoyen de Québec pour un magnifique discours qu'il a prononcé en 1926², devant le Jeune Barreau de Québec.

En cette occasion, il fit la déclaration suivante: "Sur cette question de la canalisation du Saint-Laurent, l'intérêt général doit être unique, objectif et suprême. Le Saint-Laurent ne peut pas et ne doit pas être l'objet de la spéculation, soit de

l'agiotage, et de devenir la proie d'un monopole ou d'un trust. Les hommes publics doivent à leurs commettants le respect des actifs de la patrie. Le peuple exigera que lui soit conservée, complète et intégrale, la valeur de son héritage ancestral."

Voilà les paroles que prononçait l'honorable M. Lucien Cannon en 1928, et, avec sa permission, je les fais miennes.

Depuis 50 ans, il est très rare qu'au point de vue parlementaire la province de Québec ait fait erreur. Nous avons erré quelquefois. Mais généralement, notre attitude a été pour le bien de la province de Québec et du Canada. Souvent nous avons été critiqués, mais après étude, notre attitude a été adoptée comme base d'action dans d'autres provinces.

Je n'ai pas l'intention d'ajouter à ce qui a déjà été dit sur cette question. J'ai essayé de m'abstenir de toute sentimentalité, je m'en suis tenu aux points de droit sans faire appel à aucun sentiment, soit de parti, soit national.

Je suivrai la calme attitude qui était celle du premier ministre hier lorsqu'il a affirmé qu'il considère les États-Unis comme une nation amie, en autant que nous ne sommes pas appelés à nous rapprocher de trop près, tout en étant pleinement conscients que certains rapprochements sont nuisibles.

M. l'Orateur, si j'en ai appelé à la raison de Québec sur ce problème du Saint-Laurent, c'est que chaque fois qu'on y a fait appel, jamais la raison de Québec ne s'est trompée. Même devant tout le Canada, Québec a eu raison! Combien de fois avons-nous été critiqués? Mais toutes les provinces ont fini par convenir que notre attitude était la plus saine et la plus raisonnable.

En commentant mon discours, un journal a dit: "M. David a parlé en poète. Il est vrai - je l'admets - que je suis un idéaliste mais que l'on relève tout ce que j'ai dit au début de ce débat, que l'on relève tous les discours qui ont été prononcés et l'on verra si quelqu'un a répondu à un seul des arguments que j'ai posés. Il est bon qu'il y ait dans tous les partis des idéalistes qui se sacrifient, qui sont désintéressés, qui tiennent la balance entre l'esprit et la matière.

Ma réplique se bornera à demander à la Chambre quels sont les arguments que l'on a apportés à l'encontre de la motion. Dans ce cas comme dans bien d'autres, je crois que la province de Québec a raison.

D'après la réponse qui a été donnée par nos adversaires, j'en suis venu à la conclusion que si j'avais des doutes en présentant cette motion, j'avais

raison de la soumettre à la Chambre. Il n'est rien dans leur argumentation qui attaque le fond de la motion.

J'ai relu les discours de l'opposition et ils n'ont fait que me convaincre davantage que j'avais raison. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), à qui on ne peut pas reprocher grand-chose, sauf peut-être de subtiliser des subtilités, a dit que j'avais manqué de respect à un homme que j'estime pourtant beaucoup, l'honorable ministre des Postes, M. Sauvé. Il a vu dans mes remarques un reproche qui n'existait pas. Il y a vu de l'ironie, mais je puis l'assurer que je n'ai pas voulu en faire.

On a prétendu que cette motion était prématurée. Pour aucune raison, quel que soit le chef politique qui gouverne à Ottawa, notre manière de penser et de voir ne change lorsqu'il s'agit d'une question nationale.

Encore la semaine dernière, nous lisions dans les journaux que la commission consultative s'était réunie pour discuter du projet. Comme ce projet est discuté publiquement, c'est notre devoir de l'attaquer si nous y sommes opposés. D'autre part, on s'est demandé si cette Chambre était autorisée à présenter une telle motion et si la question était suffisamment connue de l'opinion publique pour dire que les négociations étaient commencées.

Qu'on réfère aux décisions des Chambres de commerce de Rome et de Trenton, New Jersey. Cette motion était donc opportune et nécessaire. Elle contribuait à exposer devant le pays l'attitude toute canadienne de la province de Québec.

J'ai dit et je répète que le projet était désavantageux au point de vue de la navigation, des forces hydrauliques et qu'il est excessif, prématuré et dépassant les moyens du Canada. Je regrette que le député de Westmount (M. Smart), dont nous avons apprécié dans le passé le bon esprit, ne soit pas à son siège. Son discours correspondait à son désir de ne pas offusquer son chef à Ottawa.

N'est-ce pas là la condamnation de l'attitude de l'opposition, ne pas vouloir se prononcer de crainte d'offenser son chef à Ottawa? Cela semble être l'avis de l'opposition. Si telle est la seule attitude de l'opposition sur la question, nous sommes satisfaits. En présentant cette résolution, nous n'avons pas fait uniquement notre devoir envers Québec, mais envers le Canada. J'ai souvent dit que, par le passé, Québec a montré la voie et fait œuvre de pionnier au sein du Canada. Si ce débat et la présentation de cette motion n'avaient eu comme résultat que d'attirer l'attention de Québec et du Canada en général sur ce projet, je serais satisfait.

Il me reste encore une chose à dire. Je ne m'adresse à nuls autres qu'à ceux qui sont de mon sang et leur demande ceci: Ne craignez-vous pas qu'un Saint-Laurent à demi américanisé ne nous américanise en partie? Je lance cette question à l'ensemble de la province de Québec: Avec tout le respect que j'ai pour les États-Unis, où se trouvent les Canadiens français ou les Canadiens anglais du Québec qui souhaiteraient se faire américaniser, ne serait-ce qu'à 50 %? Je vois les bords du Saint-Laurent, comme aujourd'hui ceux du canal de Panama, flottant le drapeau américain. Rêve de poète, dira-t-on en certains quartiers. Peut-être. Mais ce qui s'est fait ailleurs peut fort bien se faire ici. Je crois que le Québec doit rester britannique et qu'aucun autre drapeau ne devrait flotter sur les rives du Saint-Laurent.

L'homme politique doit n'avoir qu'une ambition: faire son devoir. Pour tout homme, qu'il soit dans la politique ou ailleurs, il y a un terme. Vient un moment où il disparaît et, lorsque viendra pour moi le moment de la retraite, tout ce que je demande c'est qu'en considérant mes actes publics, on puisse dire de moi: il a fait son devoir.

(Applaudissements)

M. l'Orateur demande si la motion est adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Non! Non! Qu'on prenne le vote!

M. le Président: Qu'on appelle les membres!

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bastien, Bélanger, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lafleur, Lahaie, Lapierre, Legault, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 54³.

Contre: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Demande de documents:

Progrès de l'agriculture

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de documents, correspondance, etc., relatifs au progrès de l'agriculture en cette province.

J'ai fait cette motion pour faire constater à la Chambre la situation agricole de notre province. Si je me lève pour dire quelques mots sur l'agriculture, c'est que le gouvernement a été attaqué de façon injuste, car 60 % du budget est dépensé dans les campagnes, au profit des ruraux, par les divers départements.

La classe agricole est reconnaissante au gouvernement libéral pour tout ce qu'il a fait pour elle depuis plusieurs années. Le gouvernement a donné aux cultivateurs tous les subsides nécessaires, tant pour l'agriculture proprement dite que pour l'éducation agricole.

Je tiens à souligner de façon toute spéciale la politique de drainage et d'égouttement des terres qui a coûté \$700,000 au gouvernement, politique appelée à réaliser une véritable rénovation, car son application augmente de beaucoup le rendement des terres. Nous avons fait des progrès grâce aux octrois du gouvernement.

On a dit que l'agriculture se mourait dans la province de Québec. Ce qui est vrai, c'est que nous assistons à une véritable rénovation. Il est absurde de prétendre aussi que, faute de crédit, les terres ont été désertées. Et à supposer que cela soit vrai, ce n'est pas la faute du provincial, car le fédéral a fait une loi et nous ne sommes pas responsables de l'inefficacité de cette loi.

Les cultivateurs québécois veulent que le gouvernement continue son œuvre et ils repoussent ces orateurs qui se promènent dans la province pour dire que l'administration provinciale se fait sur le dos du cultivateur. Je ne pense pas comme ce député qui disait que nous devrions recourir au communisme et au bolchevisme.

Les cultivateurs ont renouvelé le mandat du gouvernement, aux dernières élections, et leur vote indique qu'ils sont satisfaits d'avoir reçu leur large part. Il est vrai que tout n'est pas fait et qu'un malaise règne en ce temps de crise. Mais on ne peut pas accuser le gouvernement d'être responsable de cette crise.

Au nom des cultivateurs de cette province, je veux dire que nous sommes satisfaits de la façon dont nous avons été traités dans le passé et que nous avons confiance pour l'avenir. Il est bon, en des temps comme celui que nous traversons, de dire aux hommes publics que les cultivateurs de Québec leur sont reconnaissants de tout ce qu'ils ont fait pour la classe agricole. Les cultivateurs ne veulent pas de traitement de faveur, ils veulent être traités comme les autres classes de la société et ils sont conscients de l'avoir été par le gouvernement de la province de Québec. Ils demandent justice tout simplement.

Il (M. Charbonneau) défend ensuite la classe des agronomes attaqués si souvent dans les discours de l'opposition et approuve la politique de voirie du gouvernement qui a rendu tellement de services à la classe agricole. Les unités sanitaires ont aussi rendu d'éminents services aux cultivateurs.

En terminant, M. l'Orateur, je dirai de nouveau que j'ai confiance au gouvernement pour régler tous nos problèmes ruraux et spécialement celui du crédit agricole.

M. Fortin (Beauce): Je remercie l'honorable député de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau) d'avoir fourni à ses collègues l'occasion de parler du problème de l'agriculture, de remercier le gouvernement de tout ce qu'il a fait pour la classe agricole.

Lors de la dernière campagne, les oppositionnistes ont prétendu que le gouvernement avait négligé la classe agricole pour encourager l'industrialisation de Québec. Si on compare l'état actuel de l'agriculture à ce qu'il était il y a 15 ans, on se rendra compte de tout ce que le gouvernement libéral a fait; il a créé le système agronomique, fondé des coopératives agricoles, propagé l'enseignement agricole, développé les expositions, les unités sanitaires, institué le système des agronomes dont on ne critique plus l'excellent travail: toutes choses qui contribuent au bien-être de la classe des travailleurs du sol.

L'agronome surtout mérite d'être loué du travail qu'il a fait et sa réputation actuelle le venge des attaques de l'opposition. Je tiens à rendre hommage à nos agronomes, sans lesquels nous n'aurions pas fait les progrès agricoles que nous pouvons constater spécialement dans les comtés de Beauce, Frontenac et Dorchester.

Il (M. Fortin) parle du développement de l'agriculture dans le comté de Beauce depuis 15 ans, surtout au point de vue de production et du sirop d'érable qui a une renommée mondiale. Il félicite le

ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) de tout ce qu'il a fait pour les producteurs de sucre de la Beauce.

La coopération des productions de sucre de Beauce, dit-il, a remporté un beau succès et cela prouve la valeur de la coopération chez les nôtres. J'espère que dans l'intérêt de l'industrie du sucre d'érable et de ceux qui s'y livrent, comme dans l'intérêt même de toute la province, le gouvernement continuera à accorder son aide à l'association.

La Beauce possède aussi une coopération de l'élevage des moutons et des volailles et ces coopératives remportent les plus beaux succès.

Malheureusement, l'agriculture traverse actuellement une période de dépression et les cultivateurs voudraient un système de crédit agricole et l'amendement de la loi fédérale des faillites lui cause un tort considérable. La classe agricole a besoin d'être aidée en ce moment, soit par un crédit agricole ou par un nouveau système économique.

Je conseille au gouvernement une coopération plus étroite entre le département de l'Agriculture et le département de la Colonisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, très bien.

M. Fortin (Beauce): Nous avons un grand nombre de terres, que les marchands de bois ont exploitées, qui n'attendent que les bras des colons. La presse nous l'a annoncé et j'espère que le gouvernement va continuer son mouvement de retour à la terre. Je suggère que les départements de l'Agriculture et de la Colonisation s'entendent pour mettre à exécution le projet dont les journaux ont parlé récemment et qui consiste à racheter les vieilles terres dans nos paroisses, afin de favoriser l'installation des fils de cultivateurs. Nous pourrions développer et agrandir les jeunes paroisses de cette façon, tout en exploitant les fermes inutilisées dans les vieilles paroisses. Il y a dans un grand nombre de paroisses plusieurs terres qui devraient être occupées. J'espère que, dès cette année, le gouvernement aura un subside pour l'exécution de ce projet. J'exprime aussi le vœu qu'un crédit rural soit organisé afin d'empêcher la désertion du sol qui sera fatale pour certains cultivateurs si on ne les aide pas.

La classe agricole comprend qu'elle ne peut obtenir pour elle seule toutes les ressources de la province, mais nous espérons qu'elle obtiendra sa large part. Si nous voulons que la prospérité renaisse, il faut cesser de prêcher le pessimisme.

(Applaudissements)

Il faut avoir confiance dans les hommes qui nous gouvernent. Aujourd'hui qu'il est partout question de gouvernement de coalition pour faire face à la crise, le devoir des propres adversaires du gouvernement n'est pas de dénigrer ceux qui sont à la tête de la province, mais de les aider et de coopérer avec eux. Si nous faisons confiance à nos gouvernements, si nous avons foi dans la providence, la province traversera la crise et restera à la tête de la Confédération canadienne.

M. Lamoureux (Iberville): M. l'Orateur, j'entends le député de Rouville (M. Barré) dire dans la province qu'il faut prendre garde au bolchevisme alors que c'est le plus grand semeur de bolchevisme qui soit.

(Applaudissements des ministériels)

Je n'ai pas passé mon temps à écrire des romans et des articles pour les journaux. Je ne suis pas un bon acteur comme le député de Rouville. J'ai passé ma vie sur ma terre. Je connais les besoins des cultivateurs et je sais ce que le gouvernement a fait pour soulager les cultivateurs de cette province. Ce qu'il faut maintenant à nos cultivateurs, c'est un crédit agricole. Je l'ai dit l'autre jour, j'ai confiance que le gouvernement l'établira avant longtemps.

(Applaudissements)

M. Gauthier (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ville de Plage Laval

M. Filion (Laval) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Sabourin), que le bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval soit réinscrit sur le feuillet pour étude en comité plénier.

Adopté.

Demande de documents:

Ordres en conseil, chapitre 36

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir

mettre devant cette Chambre copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 15 décembre 1925 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant au chapitre 36 des statuts refondus de Québec (1925).

Adopté.

Ordres en conseil, 17 George V, chapitre 55

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 31 mars 1927 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant à la loi 17 George V, chapitre 55.

Adopté.

Ordres en conseil 21 George V, chapitre 30

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 mars 1931 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant à la loi 21 George V, chapitre 30.

Adopté.

The St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les honoraires payés pour le bill 118 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Charte de Pointe-Claire

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des directeurs de funérailles

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paroisse Saint-François-Xavier de Chicoutimi, emprunt par les syndics

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Quebec Power Company

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant Quebec Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill n'est pas imprimé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il l'est, mais vous savez qu'un bill n'est jamais déposé en Chambre avant la deuxième lecture.

La Chambre suspend pour quelques minutes l'étude du projet de loi afin de fournir copies dudit projet de loi aux députés.

Canalisation du Saint-Laurent

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je suis informé que le 10 novembre dernier, le très honorable M. Bennett, premier ministre du Canada, a invité le premier ministre de la province de Québec à conférer avec lui au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Est-ce que mon renseignement est exact?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est vrai que le premier ministre du Canada m'a écrit une lettre, mais il l'avait marquée personnelle. Je lui ai répondu par une lettre personnelle. Le 31 décembre, M. Bennett m'a écrit une nouvelle lettre qui n'était pas marquée personnelle, et je lui ai répondu. Ce sont ces deux dernières lettres que j'ai remises cet après-midi aux journalistes et elles vont paraître dans les journaux. Le renseignement de mon honorable ami de Trois-Rivières était donc incomplet.

The Quebec Power Company

La Chambre reprend l'étude de la proposition du député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) à l'effet que le bill 125 concernant Quebec Power Company soit lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La compagnie demande la permission d'acquérir le Quebec Railway et le Quebec County Railway. Le Quebec Power a acheté, il y a longtemps déjà, le Quebec Railway, Light Heat & Power et le Quebec Country Railway. C'est la ratification d'un état de choses qui existe. La compagnie pourra ainsi fournir de meilleurs avantages au public. Elle demande que les privilèges détenus par ces compagnies lui soient reconnus. Dans une autre clause, la compagnie veut que, dans le cas d'une plainte à son sujet, elle soit placée à la disposition de la Commission des services publics, vu qu'elle détient une charte fédérale.

La nouvelle compagnie serait ainsi, dans l'étendue de ses activités, soumise à la Commission des services publics. On a fait beaucoup de publicité autour du bill et on a prétendu que ce bill constituait une barrière à la municipalisation. Pas du tout, car ce bill prévoit directement la municipalisation. Dans l'article 6, en effet, il est dit que la municipalité pourra acquérir, en tout ou en partie, l'actif de la compagnie, si elle désire municipaliser.

La ville pourra ne pas renouveler ses contrats, qui tombent en 1935 et en 1942, mais elle pourra acquérir la totalité de l'entreprise au prix fixé par la compagnie, avec une marge de 10 %, comme cela se fait toujours. En somme, ce bill est la consécration des choses existantes. À l'heure actuelle, la Quebec Power administre déjà toute l'entreprise, et le tout a été sanctionné par les deux parties intéressées, la Quebec Power et la cité de Québec.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Tout le monde sait que la ville de Québec a un bill devant la Législature dans lequel elle demande le droit de municipaliser les services d'électricité. Tous savent que nous payons, pour notre électricité, le double des autres villes, et comment nous sommes traités par la Quebec Power. On aurait dû attendre et soumettre ce bill après celui de la cité, qui doit venir prochainement.

Nous allons demander le droit d'acheter une usine déjà existante ou d'en construire une pour distribuer l'énergie électrique. Par ce bill, la compagnie prend les devants, elle veut être bien protégée.

Il me semble qu'elle l'est déjà suffisamment. Elle tient Québec et les municipalités environnantes. C'est pourquoi je suis surpris de voir ici des gens si complaisants désirer accorder d'autres pouvoirs à la compagnie, augmenter la protection de la compagnie.

On veut donc protéger cette compagnie qui vit au dépens des citoyens de Québec et des environs? Pour se couvrir, pour continuer à garder Québec sous sa tutelle, voici que la compagnie vient nous dire que si nous voulons municipaliser, il nous faudra acquérir tout son matériel.

Dans notre bill, nous demandons seulement le pouvoir de municipaliser suivant le désir exprimé par des citoyens qui ont fait enquête. La compagnie veut nous obliger à payer la valeur de sa propriété plus 10 %. On veut faire payer cher à cette pauvre vieille ville de Québec, que tant de gens ont exploitée.

La population se trouve pressurée par des taux excessifs. À l'heure où il y a bien de la misère, et quand les gens ne sont pas même capables de régler leurs comptes, on va accorder de nouveaux pouvoirs à la compagnie.

Si cela continue, la compagnie devra payer rançon de ses exigences. Il me semble qu'on ne devrait pas en donner plus à ces trusts qui pressurent le pauvre peuple.

Je demanderais à la Chambre de laisser le bill du Quebec Power sur la table en attendant que le bill

de la ville de Québec soit étudié. Le moment est venu de dire à ce trust, à ces spéculateurs: Arrêtez! Arrêtez! Il est temps plus que jamais que finisse cette comédie d'exploitation.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, cette question est d'une grande importance et il ne faut pas l'étudier à la hâte. Nous n'avons pas encore pris connaissance de ce bill. Il me semble que le petit peuple de Québec a droit à une certaine considération, à un peu plus d'égards. Est-ce que la Quebec Power a si faim que nous soyons obligés de considérer ce bill à la vapeur, que nous devons lui livrer le pauvre peuple? Les intérêts du Québec Power sont donc bien précieux pour qu'on les passe ainsi à la sourdine! La municipalisation n'est pas encore un fait accompli, pourquoi se hâter? Si nous laissons la cité pieds et mains liés au Quebec Power, il lui faudra passer par les exigences de ce trust. Nous placerons ainsi la ville dans une position d'infériorité.

La compagnie dira aux citoyens: faites ceci, faites cela, et personne n'aura un mot à dire. Sans être un citoyen de Québec, je proteste parce que le danger existe du fait que ce qui se passe ici pourra se passer ailleurs, dans nos campagnes, par exemple. Les droits des citoyens seront sacrifiés inutilement. Nous ne saurons jamais jusqu'où vont les puissances de l'argent. On nous dit: ça presse. Soyons prudents, nous ne savons jamais jusqu'où peut aller l'influence de certaines gens. Avec de l'influence, on peut faire bien des choses.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député de Rouville n'a pas le droit de dire que ce bill a été passé à la sourdine et à la vapeur. Le bill a été présenté selon toutes les règles de la Chambre. Je suis certain que l'honorable député de Rouville n'a même pas lu le bill pour parler comme il l'a fait. Quant à l'honorable député de Saint-Sauveur, il a parlé comme échevin de Québec et non comme membre de la Législature. Je répète que ce projet de loi a suivi la procédure régulière.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un député a droit de dire ce qui s'est passé. L'honorable député de Rouville a voulu dire que le comité des règlements avait approuvé la pétition du Quebec Power, que la pétition et le bill avaient été reçus le même jour. Le fait a été signalé trop tard, et non comme le veut le code parlementaire. Les expressions "à la vapeur et en sourdine" sont absolument parlementaires.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): Je considère que l'honorable député de Rouville doit s'en tenir au bill. Il n'a pas le droit de dire qu'un projet de loi a été passé à la sourdine quand on a suivi la coutume ordinaire. Je suis certain qu'il retirera cette expression, car sa parole a dépassé sa pensée.

M. Barré (Rouville): Je comprends que l'on veut me faire retirer une expression et que j'en trouve une autre pour exprimer ma pensée. Je ne connais pas toutes les expressions du dictionnaire Larousse...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que l'honorable député commence par retirer celle-là.

M. Barré (Rouville): Je la retire. Disons que le bill a été présenté pas à la sourdine, pas à la vapeur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vais soulever un point d'ordre à mon tour. L'honorable député parle sur la deuxième lecture du bill. Il n'a pas le droit de revenir sur ce qui s'est passé; tout ce qu'il y a à discuter maintenant, c'est le principe du bill et le député de Rouville doit s'en tenir à cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Rouville parle sur l'opportunité de la deuxième lecture. Il ne s'agit pas de la discussion du principe du bill, mais de discuter une motion pour présenter la deuxième lecture du bill.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): En vertu de l'article 455, je prierais l'honorable député de s'en tenir à la discussion du principe du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (S'adressant au représentant de Rouville, M. Barré) Vous pouvez parler encore 23 minutes jusqu'à 6 heures.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) a dit que je ne connaissais pas le bill. C'est vrai et précisément parce que nous ne savons pas ce qu'il y a dedans. Le bill ne doit pas être lu une deuxième fois, afin de permettre à tous les députés d'en prendre connaissance. Ce bill peut sacrifier les intérêts des petits, des faibles et des pauvres. Nous devons les protéger.

Les conséquences du bill peuvent même être d'ordre social. Le bill a pour effet non seulement de

mettre le petit peuple sous une férule, mais de jeter dans les esprits et dans les cœurs le scepticisme et la pensée que lorsqu'on est la Québec Power, on peut passer avant les petits. Je demande donc que l'étude du bill soit ajournée et que la deuxième lecture n'ait pas lieu maintenant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On n'a donné aucune bonne raison pour présenter ce bill avec autant de précipitation. Le bill peut être bon. Je veux croire que l'honorable député de Charlevoix-Saguenay avait raison de dire que les intentions du Québec Power sont bonnes. Même si les intentions du Québec Power sont aussi pures que le dit le parrain du bill, le député de Charlevoix-Saguenay, je ne vois pas pourquoi nous le passerions à la vapeur. Rien ne presse; attendons à la semaine prochaine, alors que nous serons en mesure d'adopter un bill dont l'objet nous sera connu. Je demanderais que la mesure soit ajournée afin de permettre à l'opposition de l'étudier davantage.

M. Guertin (Hull) proteste contre la manie du gouvernement de toujours protéger les grosses compagnies contre l'intérêt public. Il s'oppose à la deuxième lecture du bill, déclarant qu'il crée un dangereux précédent en donnant à la compagnie des pouvoirs qui représentent une menace pour les intérêts de la ville de Québec. Il met en garde contre le risque que le gouvernement commette une erreur similaire à celle qu'il a commise dans le cas du projet Beauharnois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'objecte, déclarant que ce n'est pas pertinent en regard du bill actuellement devant la Chambre.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) demande au député de Hull de s'en tenir au principe du bill.

M. Guertin (Hull): Je n'ai pu approfondir le bill, ne l'ayant parcouru qu'en écoutant les autres discours. J'ai écouté l'honorable représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand). Il me semble qu'il a eu raison de demander l'ajournement de ce bill, dans l'intérêt de la cité de Québec. Ce bill est en contradiction avec celui de la cité de Québec, et je trouve étrange l'attitude du gouvernement de vouloir le passer avant l'autre, distribué depuis plusieurs semaines. Nous avons déjà passé des lois trop vite et nous l'avons regretté. Je sais que l'honorable premier ministre est de bonne foi, mais nous voulons être renseignés. Il est 6 heures, M. l'Orateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est un bel effort!

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

The Quebec Power Company

La Chambre poursuit l'étude de la proposition du député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) à l'effet que le bill 125 concernant Quebec Power Company soit lu une deuxième fois.

M. Élie (Yamaska): M. le Président, je propose, secondé par l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans cinq jours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, les députés n'ont pu étudier le bill puisqu'il vient d'être distribué. La compagnie intéressée a déjà eu deux faveurs relativement aux délais. Le gouvernement devrait donner maintenant aux députés l'opportunité d'étudier le bill avant son adoption en deuxième lecture. Ce qui m'a frappé dans ce bill, c'est que les demandes de la compagnie ne sont pas couvertes par les avis. La conséquence, c'est que les intéressés n'ont pas été avisés quatre semaines d'avance, comme le veut la loi. On a procédé, pour ce bill, de façon extraordinaire. Les avis officiels sont tout à fait insuffisants contrairement aux exigences des articles 503 et 504 des règlements. Pourquoi une telle hâte? Nous ne demandons que cinq jours pour étudier le bill.

J'ai lu l'opinion de l'officier en loi qui ne cache pas que le bill présente de graves difficultés. Le bill se résume à obliger la cité de Québec à acheter le système d'électricité et de tramways de la Quebec Power aux conditions fixées par la compagnie. On fait table rase des droits de la cité. En plus, la compagnie se fait donner à la fois les pouvoirs de la loi des chemins de fer et de la loi des compagnies qui sont incompatibles habituellement en vertu de l'économie de nos lois.

Grâce à ce bill, si, plus tard, on permet à la compagnie de mouiller son stock, les contribuables de Québec se verront obligés de payer pour le capital mouillé s'il leur faut municipaliser le système d'électricité. Le projet oblige la ville de Québec, en

cas de municipalisation, à payer la compagnie pour la valeur qu'elle fixera. Je suis personnellement contre la municipalisation, car il ne faut pas décourager l'initiative privée, mais il ne faut pas aller trop vite et je crois que nous devrions retarder la deuxième lecture, dans l'intérêt de la compagnie, du parrain du bill et de la Législature.

M. Samson (Québec-Centre): M. le Président, je considère que le bill tel que présenté ne devrait pas être accepté. Personnellement, j'ai signé, comme maire de Québec, un contrat de 30 ans avec la Quebec Power pour le service du tramway. Mais je considère que nous ne pouvons pas empêcher un homme de développer un pouvoir de 25 à 30 forces. D'après moi, le bill ne peut être adopté tel qu'il est présenté. Le bill de Quebec Power est contraire aux intérêts de Québec et la demande de l'opposition devrait être accordée.

M. Taschereau (Bellechasse): M. le Président, le bill de la cité de Québec doit venir devant le comité des bills privés la semaine prochaine. La ville de Québec et la Quebec Power demandent des pouvoirs exclusifs les uns des autres, dans deux bills différents. Pourquoi le bill du Quebec Power ne serait-il pas étudié en même temps, afin de ne pas être obligé de recommencer toute la procédure, au moment où tous les intéressés seront présents et feront valoir leurs arguments? Que la question soit tirée au clair!

La cité de Québec demande le droit de municipaliser l'éclairage des rues à Québec, avec le consentement des propriétaires.

Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) a dit que le bill contient des choses odieuses. Je ne les vois pas, la ville a déjà tous les pouvoirs qu'elle viendra demander à la Législature. Actuellement la cité peut municipaliser les services électriques dans les limites de la cité pour fins municipales, domestiques et commerciales. Il lui manque seulement le pouvoir de municipaliser au point de vue industriel. Toutefois pour municipaliser, il faut obtenir le consentement des propriétaires.

La Quebec Power a des intérêts dans le bill de Québec, car elle a une franchise qu'elle tient de la cité de Québec et elle a droit de savoir à quoi s'en tenir.

Il est de l'intérêt de tout le monde d'entendre traiter non seulement de l'éclairage, mais aussi du tramway dont il est question dans le bill.

On dit que la clause 6 est extraordinaire. Mais il faut se rappeler qu'en vertu du contrat de la ville avec le tramway, la cité, au cas où le tramway cesse

d'opérer, a le droit d'acheter le service en question plus 10 % au-dessus de la valeur réelle.

On s'élève contre la clause qui obligerait la ville à acheter aussi le système de tramways. Mais sait-on que ce service est déficitaire de \$200,000 par année, déficit comblé à même les revenus de l'électricité? La compagnie veut que si la ville municipalise, elle achète non seulement un service, mais tous ses services, car les revenus ne sont pas les mêmes. La compagnie paie 5 % des recettes de son service de tramway à la ville et, de ce fait, elle a payé \$50,000 l'an dernier. La compagnie paie pour l'enlèvement de la neige, de chaque côté de ses voies. Supposons que la Quebec Power reste avec seulement son système de tramways: elle devrait l'abandonner et la ville devrait alors l'acheter au coût réel, plus 10 %, suivant le contrat. Serait-elle en meilleure position?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme dit le bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous êtes mieux renseigné sur le bill que vous vouliez le laisser paraître.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai étudié dans l'heure du souper.

M. Taschereau (Bellechasse): La compagnie a une franchise pour son tramway qui expire en 1955, mais sa franchise pour l'éclairage expire en 1935. Si la ville veut municipaliser ses services électriques, la compagnie veut qu'elle achète ses propriétés au lieu de devenir une rivale du Quebec Power en ayant des doubles services, des doubles poteaux, des doubles fils, etc. C'est une chose qu'il faut éviter et il n'est que juste de l'éviter.

En plus, la Quebec Power a \$12,000,000 d'obligations dans le public et les actionnaires, qui se nombrent à 3,000, ont placé \$25,000,000 dans la Quebec Power qui ne demande pas de franchise additionnelle, mais demande tout simplement que les millions de dollars des épargnants placés dans son entreprise ne soient pas perdus. Peut-on reprocher à la Quebec Power de vouloir protéger ces petits actionnaires et les obligataires.

Le bill dit de plus, qu'en cas d'expropriation du Quebec Power, la valeur sera déterminée par trois arbitres, l'un nommé par la ville, l'autre par la compagnie et le troisième par la Commission des services publics ou un juge de la Cour supérieure. On a dit que la Quebec Power chargeait des taux exorbitants. On n'a pas dit cependant que, depuis

treize ans, les taux ont été réduits de 400 %: en 1913, les taux étaient de 12½ cents du kilowatt et aujourd'hui, le tarif est descendu à 3½ cents, et pour une consommation de plus de 500 kilowatts à 1½ cent, pendant que dans les villes d'Ontario, comme Hamilton, les taux ont monté: la ville de Hamilton, depuis 1920 a augmenté ses taux de 48 %.

Encore une fois, l'adoption du bill immédiatement a pour but de faire étudier tout le problème devant le comité des bills privés, en même temps, afin que toute la question soit soumise au comité. Je crois donc que le bill du Quebec Power ne devrait pas être retardé pour que le comité l'étudie en même temps que le bill de la cité de Québec.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): L'honorable député de Bellechasse trouve que les taux sont assez bas. Je ne pense pas comme lui. La ville n'est peut-être pas prête à municipaliser, mais elle veut avoir le droit de le faire sans être obligée d'acheter la Quebec Power. Or, le bill l'oblige à dépenser des millions en pareil cas. Nous voulons que la ville ait des pouvoirs étendus. Le meilleur moyen d'être mieux traité par la compagnie, c'est d'être maître chez soi, en ayant le droit de municipaliser.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, nous voilà rendus dans la discussion de tout le bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Saint-Sauveur ne fait que répondre à l'honorable député de Bellechasse.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le Président, en vertu de l'article 455 des règlements, le débat sur la deuxième lecture ne doit porter que sur le principe du bill et non sur tous les articles d'un projet de loi. Je soumets humblement que la discussion est hors d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que l'honorable député de Bellechasse a discuté tout le bill. Il n'est pas question du principe du bill mais de l'amendement soumis par le député d'Yamaska (M. Élie).

M. Taschereau (Bellechasse): Je n'ai pas discuté le bill clause par clause, mais simplement les questions soulevées par l'amendement. J'ai montré la similitude des deux bills, celui du Quebec Power et celui de la cité.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): En vertu du règlement, il y a un amendement à la motion pour deuxième lecture et la discussion doit porter maintenant exclusivement sur ce point. Mais c'était à l'opposition à réclamer si l'Orateur traitait une question en dehors de celle-là.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Tout ce que je voulais, c'est que le comité n'étudie pas le bill du Quebec Power avant celui de la ville de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais c'est ce que nous voulons, nous aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous voulons que les deux bills soient étudiés en même temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce qui a empêché la Quebec Power de présenter ce bill plus tôt? Il me semble que cette procédure est inusitée. J'appuie l'amendement et je sais que dans son for intérieur le premier ministre le considère juste. Je demande au gouvernement de nous permettre d'étudier le bill. Nous l'adopterons s'il est bon, mais nous voulons donner un vote consciencieux et sérieux⁴.

M. Power (Québec-Ouest): M. l'Orateur, ce n'est pas souvent que je m'accorde avec l'opposition, mais pour une fois je suis du même avis que l'honorable député des Deux-Montagnes. Ce bill n'a été distribué que cet après-midi et on pourrait parfaitement attendre jusqu'à la semaine prochaine pour voter sa deuxième lecture.

(Applaudissements de l'opposition)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Francoeur (Montréal-Dorion), Gault, Lamoureux, Lemieux, Morel, Power, Samson, Sauvé, 13⁵.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bédard, Bélanger, Charbonneau, Côté (Gaspé-Nord), David, Duffy, Dugas, Duval, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Mercier fils, Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 32⁶.

Ainsi, la proposition est rejetée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je m'oppose à la deuxième lecture du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, ce bill est un bill comme les autres et je ne vois pourquoi l'opposition fait tant de bruit. Je suis surpris de l'opposition qu'on y a faite à tous les stages de la procédure. Il sera étudié comme les autres. Je puis assurer à la population de Québec que chaque clause sera considérée, que tout le monde sera entendu et que, si ce bill n'est pas dans son intérêt, la députation a assez conscience de son devoir pour le rejeter. Le bill sera étudié au comité des bills privés. Tous les députés sont membres de ce comité. Comme il ne s'agit pas d'un bill du gouvernement mais d'un bill privé, les députés sont entièrement libres de l'adopter ou de le rejeter. Je puis assurer à tous mes collègues qu'ils peuvent avoir la conscience en paix, car, je le répète, si le bill n'est pas bon, il sera rejeté. Il nous arrive souvent de faire étudier des bills ensemble lorsque les intéressés sont tous présents. C'est ce que nous voulons faire dans ce cas-ci et voilà pourquoi nous devrions adopter la deuxième lecture ce soir pour que le bill puisse être au comité la semaine prochaine, en même temps que le bill de Québec.

M. Samson (Québec-Centre): Je tiens à déclarer qu'il y a un mois que nous savons que la Quebec Power a un bill à présenter à la Législature de Québec. Ce bill est devant nous et devra être étudié à fond.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bédard, Bélanger, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), David, Duffy, Dugas, Duval, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Paquet, Perrault, Rochette, Sabourin, Saintonge, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 37.

Contre: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Francoeur (Montréal-Dorion), Gault, Guertin, Lamoureux, Morel, Power, Samson, Sauvé, 13⁷.

Ainsi, la proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 modifiant la loi de la gasoline;
- bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer;
- bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse;
- bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément;
- bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabéth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession;
- bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin;
- bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal;
- bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

**Église de la paroisse
de Sainte-Catherine, de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 concernant la Commission des écoles

catholiques des Trois-Rivières. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplans, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée sur division.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 35.

NOTES

1. *Le Soleil* écrit 3 h 30.

2. Tous les journaux écrivent 1926, sauf *L'Événement* qui écrit 1928.

3. Le chef de l'opposition, le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), ainsi que le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) ont voté avec le gouvernement, geste qui a provoqué des applaudissements, selon *L'Événement* du 15 janvier 1932, à la page 3.

4. *Le Soleil* du 15 janvier 1932, à la page 18, donne une version différente et contradictoire de l'intervention du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) que nous n'avons pas retenue, car elle ne reflète pas l'esprit du débat. À notre avis, l'opposition n'est pas nécessairement contre le bill, à ce stade, mais contre sa présentation immédiate en deuxième lecture. *Le Soleil* écrit: M. Paul Sauvé affirme qu'un échevin de la ville de Québec, M. Bertrand et un ancien échevin, M. Samson, se sont prononcés contre le bill et que c'est là une bonne raison pour l'opposition de se prononcer contre le bill.

5. Six députés ministériels ont voté avec l'opposition, à savoir: MM. Joseph Samson (Québec-Centre), Joseph Power (Québec-Ouest), J.-A. Francoeur (Montréal-Dorion), Lucien Lamoureux (Iberville), J.-W. Morel (Témiscouata) et J.-P.-C. Lemieux (Wolfe).

6. Le procès-verbal de l'Assemblée ainsi que tous les journaux font état que 34 députés ont voté contre l'amendement. Toutefois, nous ne retrouvons que 32 députés consignés au procès-verbal.

7. *Le Soleil* du 15 janvier 1932, à la page 18, écrit qu'à l'occasion de ce vote M. J.-P.-C. Lemieux (Wolfe) a voté avec le gouvernement. Toutefois, son nom n'est pas inscrit au procès-verbal de l'Assemblée.

Séance du vendredi 15 janvier 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des salaires de certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, le but du projet est de porter de \$3,000 à \$5,000 le salaire du juge de la Cour juvénile à Montréal. M. le juge J.-O. Lacroix, qui cumulait les fonctions de juge des sessions et de président du tribunal des jeunes délinquants a résigné ces dernières fonctions pour se consacrer à la Cour des sessions. M. L.-P. Caisse a été nommé à sa place à la Cour juvénile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de vote des compagnies à fonds social

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), demande la permission de présenter le bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des habitations salubres

M. Dugas (Joliette), appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), demande la permission de

présenter le bill 158 modifiant la loi des habitations salubres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean, annexion d'un territoire

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le préambule et les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Les personnes qui peuvent être mises en nomination aux sièges 3 et 6 doivent posséder leurs qualités foncières dans les limites de l'arrondissement no 2."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Durant vingt ans de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les personnes qui peuvent être mises en nomination aux sièges 3 et 6 doivent posséder leurs qualités foncières dans les limites de l'arrondissement no 2."

L'amendement est adopté.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots détachés du comté de Beauce et annexés au comté de Dorchester

M. Giguère (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Giguère (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des salaires de certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

Adopté.

Loi des licences

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Comme je l'ai dit l'autre jour, il s'agit de réglementer les bureaux d'information et les chalets situés le long des routes. Nous voulons aussi empêcher la sollicitation auprès des touristes, à l'entrée des villes. Comme le bill pourra provoquer de l'opposition, je propose qu'il soit référé au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63

modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Plage Laval

M. Filion (Laval) propose que l'ordre prévu à l'ordre du jour, à l'effet que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval, soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité scolaire protestante de Verdun, bureau de six syndics

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Trois-Rivières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières est-il prêt pour l'étude du bill de la ville de Trois-Rivières?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, pas aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous voulez que nous l'ajournions à cinq jours? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien. (Rires)

Vente des effets non réclamés chez les buandiers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:**Coopérative fédérée de Québec,
montants payés**

M. Barré (Rouville): 1. Depuis la réponse du 26 mars 1931 à date, quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit?

2. Pour quelles fins ces divers montants ont-ils été versés dans chaque cas?

3. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit, pendant le dernier exercice fiscal?

4. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés pour chaque cas?

5. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit, pendant les premiers quatre mois de l'exercice en cours?

6. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés dans chaque cas?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

1. \$342,233.81

2. (Voir la liste ci-dessous)

Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole	\$ 57,881.11
Remboursement de salaires et dépenses pour la Coopérative canadienne de bétail	12,659.37
Achat et construction d'entrepôts	2,666.67
Livres de comptabilité pour coopératives affiliées	628.64
Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration	39,858.46
1 % sur chiffre des ventes	200,829.49
Avance pour achat de brebis remboursé le 5 mai 1931	10,000.00
Diverses marchandises	2,239.83
Achat de graines de semence pour distribution chez les colons	5,261.10
Montant payé pour rembourser le déficit de quelques coopératives de pêcheurs à la demande de Monseigneur Ross	5,298.85
Remboursement des salaires et dépenses payés aux officiers des Coopératives de pêcheurs dont la Coopérative fédérée de Québec a aujourd'hui le contrôle	4,910.29
3. \$316,833.81	
4. (Voir la liste ci-dessous)	
Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole	54,839.87
Remboursement de salaires et dépenses pour la Coopérative canadienne de bétail	14,916.90
Achat et construction d'entrepôts	9,999.33
Ferme de multiplication des semences à Sainte-Rosalie	2,221.25

Livre de comptabilité pour coopératives affiliées	2,778.47
Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration	53,535.93
1 % sur chiffre des ventes	164,000.00
Avance pour achat de brebis remboursé le 5 mai 1931	10,000.00
Diverses marchandises	2,154.02
Achat de graines de semence pour distribution chez les colons	1,272.10
Remboursement des salaires et dépenses payés aux officiers des Coopératives de pêcheurs dont la Coopérative fédérée de Québec a aujourd'hui le contrôle	1,115.94
5. \$78,236.81	
6. (Voir la liste ci-dessous)	
Remboursement de salaires et dépenses pour fins de propagande agricole	6,206.03
Grains, engrais, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration	12,102.92
1 % sur chiffre des ventes	36,829.49
Avance pour achat de brebis à être remboursé	10,000.00
Diverses marchandises	1,810.52
Achat de graines de semence pour distribution chez les colons	3,989.00
Montant payé pour rembourser le déficit de quelques Coopératives de pêcheurs à la demande de Monseigneur Ross	5,298.85

Dépôt de documents:**Service provincial
d'hygiène**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le neuvième rapport annuel du service provincial d'hygiène pour l'année 1930-1931, et de la démographie pour l'année 1930. (Document de la session no 35)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée à midi.

Séance du lundi 18 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Paroisse Saint-Adelphe de Champlain,
autorisation d'emprunt**

M. Grant (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), que les articles 503 à 508 et 510 à 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter un emprunt au montant de cinquante-sept mille dollars pour pourvoir à la consolidation de sa dette; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, et que le dit bill soit lu la première fois à la présente séance. Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter un emprunt au montant de cinquante-sept mille dollars pour pourvoir à la consolidation de sa dette, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
sociétés d'agriculture**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 206 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
cercles agricoles**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 207 modifiant la loi des cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la chasse,
section VIIIa**

L'honorable M. Laferté (Drummond), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse.

Le but du projet est d'approuver les détails de la construction d'un jardin zoologique et d'une ferme expérimentale à Charlesbourg. La construction est commencée en vertu d'une loi votée l'an dernier par la législature; 125 hommes y sont employés. Le coût de l'entreprise est de \$75,000, payable comme suit: \$37,500 par le gouvernement fédéral et \$37,500 par le gouvernement provincial.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Promotion du
retour à la terre**

L'honorable M. Laferté (Drummond), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Délai de
prescription des taxes
municipales et scolaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)¹, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,
article 571c**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)², appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du
département de l'Agriculture**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 203 modifiant l'article 11 de la loi du département de l'Agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville;
- bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin;
- bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital;
- bill 45 modifiant l'article 6 de la loi des syndicats professionnels;
- bill 54 concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage;
- bill 56 modifiant l'article 24 de la loi des compagnies de Québec.

**Loi électorale
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)³ propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

**Loi de la chasse
section VIIIa**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse.

Adopté.

**Promotion du
retour à la terre**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

**Construction d'un édifice à Québec
pour services de l'administration**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec.

Adopté.

**Validation d'actes
dans Bonaventure et Gaspé**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quel est le but du projet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le but est d'assurer le paiement des officiers qui s'occupent de la révision des listes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 9 h 15.

NOTES

1. Selon le procès-verbal de l'Assemblée, l'honorable M. Taschereau (Montmorency) aurait présenté le bill 71. C'est impossible, puisque les journaux affirment qu'il était absent de la Chambre pour la première fois de la session et que l'honorable M. Perrault (Arthabaska) agissait à titre de premier ministre. De toute évidence le greffier a procédé aux écritures.

2. Voir note précédente.

3. Voir note 1.

Séance du mardi 19 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association catholique
de la jeunesse canadienne-française**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Joseph
Vasilofsky**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Joseph Vasilofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de Joseph Vasilofsky en celui de Joseph Vassal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Joseph Vasilofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de Joseph Vasilofsky en celui de Joseph Vassal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Loi des droits
sur les divertissements**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait distribuer aux députés les résolutions relatives aux amendements que le gouvernement va apporter à la loi des droits sur les divertissements. Voici le texte des résolutions: Que personne ne pourra assister ou prendre part à un amusement dans un lieu d'amusements, sans avoir au préalable payé à la municipalité dans laquelle est situé le lieu d'amusements un droit équivalent à cinq centins lorsque le prix d'entrée est de vingt-cinq centins ou moins, et à cinq centins additionnels ou fraction de vingt-cinq centins additionnels du prix d'entrée, au lieu du droit équivalent à dix pour cent du prix d'entrée imposé par l'article 3 de la loi des droits sur les divertissements (statuts refondus, 1925, chapitre 125), et que ce droit soit exigible dans tous les cas.

**Loi des salaires
de certains officiers de justice**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait distribuer aux députés la résolution relative aux amendements que le gouvernement va apporter à la loi des salaires de certains officiers de justice. Voici le texte des résolutions: Que la commission de deux et demi pour cent visée par l'article 2 de la loi des salaires de certains officiers de justice (statuts refondus, 1925, chapitre 155), que le shérif est autorisé à charger et retenir sur les ventes d'immeubles faites par lui ou par les curateurs ou les liquidateurs, sera calculée sur le montant le plus élevé que donne soit le montant réalisé sur la vente, soit celui de l'évaluation municipale de l'immeuble, si cette évaluation existe, et que, si l'immeuble n'est pas évalué pour fins municipales, le trésorier de la province évaluera l'immeuble et la commission sera calculée sur cette évaluation.

**Loi des droits
sur certaines mutations de propriétés**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait distribuer aux députés les résolutions relatives aux amendements que le gouvernement va apporter à la loi des droits sur certaines mutations de propriétés. Voici le texte des résolutions: 1. Que le droit de deux et demi pour cent visé par l'article 2 de la loi des

droits sur certaines mutations de propriétés (statuts refondus, 1925, chapitre 28), sera perçu par le bureau du revenu, à Québec, et sera calculé sur le montant le plus élevé que donne soit la considération du transport, vente ou cession, soit l'évaluation municipale de l'immeuble, si cette évaluation existe.

2. Que la considération comprendra:

a. Le prix;

b. Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations qui appartiennent à des personnes autres que l'acquéreur et dont le paiement est fait ou assumé par l'acquéreur, avec ou sans novation, ou est autrement mis ou pris à sa charge;

c. Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations et droits qui appartiennent à l'acquéreur et qui sont libérés, abandonnés ou rendus caducs, à raison ou par suite de son acquisition.

3. Que si le transport ou la cession de l'immeuble est faite sans considération et si l'immeuble n'est pas évalué pour fins municipales, le trésorier de la province évaluera l'immeuble et le droit sera calculé sur cette évaluation.

4. Qu'immédiatement après l'exécution de l'acte transport, vente ou cession de l'immeuble, l'acquéreur devra fournir au bureau du revenu, à Québec, les documents requis pour établir le montant du droit à payer, notamment, une copie officielle de cet acte et de l'ordonnance de la Cour ou du registraire des faillites, et le certificat de l'officier municipal en charge, donnant l'évaluation municipale de l'immeuble à la date de l'exécution de cet acte.

Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait distribuer aux députés les résolutions relatives aux amendements que le gouvernement va apporter à la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières. Voici le texte des résolutions: 1. Que dans la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (statuts refondus, 1925, chapitre 27) les mots "gouvernement étranger" désigneront tous les autres gouvernements que ceux du dominion du Canada et des provinces de ce dominion.

2. Que la taxe imposée en vertu de l'article 2 de ladite loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières s'appliquera à toute mutation de propriété résultant de la vente, du transfert ou de la cession, au comptant ou à terme, faite ou mise à effet dans la province; d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons émis par toute corporation, compagnie ou gouvernement étranger qui émet ces

actions, obligations ou actions-obligations ou bons, ne sera pas sujette à la taxe imposée par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que la même taxe sera également imposée sur toute commande donnée dans la province, pour l'achat ou la vente de toute valeur mobilière mentionnée dans la résolution qui précède et située en dehors de la province.

4. Que le montant du droit imposé en vertu de l'article 4 de ladite loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières, tel que modifié par la loi 17 George V, chapitre 18, section 1, sera dans tous les cas prévus audit article, de trois centins au lieu de deux centins.

5. Que tout transfert, vente, ou cession, au comptant ou à terme, commandé (ordered) faite ou mise à effet par l'intermédiaire d'une personne faisant, dans la province le commerce de courtier, soit pour elle-même, soit pour le compte d'une autre personne, sera censé commandé (ordered), fait ou mis à effet dans la province, à moins que le trésorier de la province ne certifie que le contraire a été établi à sa satisfaction.

Questions et réponses:

Pont de Pointe-Gatineau

M. Guertin (Hull): 1. Combien a coûté le pont de la Pointe-Gatineau sur la rivière Gatineau entre la cité de Hull et la municipalité de Pointe-Gatineau?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

4. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

5. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement?

6. L'entretien de ce pont est-il à la charge du gouvernement?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Le coût à date est de \$213,493.65.

2. Oui.

3. Oui.

4. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Soumissionnaire</i>	<i>Entreprise au complet</i>	<i>Entreprise sans superstructure</i>
Théo. Lambert, Farley & Grant de Hull.....	\$213,590.20	\$113,924.20
Laflamme & Laflamme de Montréal	217,372.00	122,752.00
Cie de Construction de Québec	240,024.42	129,544.42
Amyot, frère & Pelton de Hull.....	248,600.00	153,680.00
Cyprien Gagnon de Saint-Félicien	261,814.41	166,894.41
<i>Soumissions séparées pour superstructure :</i>		
Dominion Bridge Company de Montréal		\$94,920.00
MacKinnon Steel Corporation de Sherbrooke		98,100.00
Canadian Bridge Company de Montréal		99,500.00

5. Deux tiers ($\frac{2}{3}$) payés par le gouvernement de cette province, et un tiers ($\frac{1}{3}$) par le gouvernement fédéral.

6. À l'entretien du gouvernement de cette province.

Route Hull-Maniwaki, "Fer à Cheval"

M. Guertin (Hull): 1. Combien ont coûté les travaux du "Fer à Cheval" sur la route Hull-Maniwaki?

2. Quand les travaux ont-ils été commencés?

3. Les travaux ont-ils été suspendus?

4. Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

5. Des soumissions ont-elles été demandées?

6. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

7. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

8. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Les travaux du "Fer à Cheval", situé dans la partie ouest du canton de Hull, ont coûté à date \$7,257.71. La balance des travaux à faire s'élève à \$2,611.89. Le montant du contrat est de \$9,869.60.

2. Vers la fin d'août 1931.

3. Oui, vers le commencement d'octobre 1931.

4. Les travaux ont été arrêtés avant la pose du gravier et des garde-fous pour donner le temps au remblai de se tasser. La balance des travaux ne sera faite que le printemps prochain après le dégel et le tassement du remblai.

5. Oui

6. Le contrat a été accordé à la compagnie de construction Hull & Gatineau au prix du plus bas soumissionnaire, \$9,869.60.

7. Les soumissionnaires étaient:

W. A. McCarthy & Company, Québec ...	\$9,869.60
Chs-V. Billy, Montréal	9,922.13
Laflamme & Laflamme, Low, P. Q.....	9,980.56
Peter Walters, Lennoxville, P. Q.	10,149.14
Louis Zuanetti, Pointe-au-Pic, P. Q.....	11,692.85
La Cie de Construction Hull & Gatineau, Hull.....	12,638.10
Quebec Paving Company, Limited, Montreal.....	13,276.57
R. M. Freeman, Ironside, P. Q.....	15,156.70

8. Le gouvernement paie le coût en entier.

Loi des cités et villes, article 571c

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Délai de prescription des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, articles 781 et 802

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Dugas (Joliette): Le but du projet est de protéger les créanciers hypothécaires dans les ventes de propriétés par le shérif pour paiement de taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons peut-être trop de ces lois d'exception qui nuisent aux transactions immobilières.

M. Dugas (Joliette): Le projet ne causera aucun préjudice à personne. Une propriété vendue par le shérif est purgée de tous les droits réels. Ceci a pour but de faire perdre l'argent de ceux qui ont prêté sur des lots, par exemple: en vertu de la nouvelle loi certains droits réels ne seront plus purgés et la propriété resterait grevée. Ce serait un bon moyen de protéger le créancier propriétaire. Si le produit de la vente ne suffit qu'à payer les taxes de la municipalité, il faudra protéger les créanciers hypothécaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste que ce serait encore accorder un privilège aux créanciers hypothécaires.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

Le comité propose de retirer l'article 3.

L'amendement est adopté.

L'article est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des habitations salubres

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi des habitations salubres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Progrès de l'agriculture

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 14 janvier 1932 sur la motion proposée le jeudi 14 janvier courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de documents, correspondance, etc., relatifs au progrès de l'agriculture en cette province.

M. Gauthier (Portneuf): M. l'Orateur, après avoir entendu l'opposition critiquer le gouvernement pour sa politique agricole, on a dû être surpris d'entendre les députés qui ont démontré les grands progrès de l'agriculture dans notre province, sous la poussée vigoureuse du gouvernement. Je veux mentionner les progrès réalisés dans la région que j'ai l'honneur de représenter depuis 1927.

Il félicite ses collègues sur les intéressantes suggestions faites en rapport avec l'amélioration de l'agriculture dans cette province. Il passe en revue les progrès accomplis au point de vue agricole dans son comté. Il énumère les coopératives de Grondines, Saint-Rémi du Lac des Sables, Saint-Casimir, Saint-Thuribe, Deschambault, Neuville et Saint-Raymond qui, malgré les bas prix payés pour les produits de la ferme se tiennent toujours debout et augmentent leur chiffre d'affaires. Il remercie au nom des cultivateurs de son comté le ministre de l'Agriculture qui a fait tout ce qui était en son pouvoir pour assurer leur succès.

Dans le comté de Portneuf, dit-il, les cultivateurs ont non seulement organisé la production, mais aussi l'offre pour le marché et la vente. Les produits des fermes du comté de Portneuf sont aujourd'hui en grande demande sur les marchés. Nous voyons les conserves de la marque Aviation, qui proviennent des coopératives de Grondines et de Neuville, remporter un grand succès sur tous les marchés. Les pommes de terre de Saint-Rémi, Lachevrotière, Pont-Rouge et de Saint-Raymond rivalisent¹ avec celles de l'Île d'Orléans et de Saint-Nicolas. Le jeune fils de M. Hubert Drolet, un cultivateur de Saint-Raymond de Portneuf, a mérité le premier prix des jeunes producteurs de pommes de terre en concours à l'Exposition de Toronto. Le cultivateur de Portneuf, s'il a souffert de la crise, entrevoit l'avenir avec confiance; il a le sourire aux lèvres et il a foi dans sa province et son pays. Je prévois de beaux jours pour les cultivateurs de mon comté qui sont spécialisés dans l'élevage, surtout lorsque les conditions du marché deviendront meilleures.

Des voix: Très bien.

M. Gauthier (Portneuf): Dans mon comté, des milliers d'arpents de terre inculte ont été drainés. Les cultivateurs de Portneuf et Champlain ont demandé des octrois du gouvernement pour glaiser leurs terres. Le chaulage des terres et l'emploi des engrais chimiques est bien compris par les agriculteurs qui reçoivent l'encouragement du ministre de l'Agriculture. Je veux rendre hommage, en passant, à mon prédécesseur, le notaire Hamel, et à l'honorable député de Champlain (M. Grant), qui ont obtenu les premiers octrois du gouvernement.

Quant à la ferme expérimentale de Deschambault, elle est une source d'études et de renseignements inépuisables pour les cultivateurs qui viennent chaque année la visiter. Sa pépinière a produit des milliers de pommiers et d'arbres d'ornement, distribués et vendus à des prix raisonnables à ceux qui en faisaient la demande dans le comté ou ailleurs. Au moins dix nouveaux vergers commerciaux s'ouvriront cette année, tandis que 35,000 pommiers seront vendus à des prix spéciaux dans toute la province. De plus, elle pratique l'élevage et possède des animaux de race qu'elle peut vendre aux cultivateurs. De nombreux conseils sont donnés tous les jours aux cultivateurs qui viennent voir le directeur de la ferme, M. Chagnon.

Il (M. Gauthier) parle d'hygiène dans nos campagnes et félicite le gouvernement de tout ce qu'il a fait pour encourager le cultivateur à protéger les siens contre les maladies. M. l'Orateur, je veux que le gouvernement s'occupe davantage de la prévention des maladies parmi les troupeaux de nos cultivateurs. Je suggère la création d'une quarantaine pour les animaux aux frontières d'Ontario et des États-Unis, car nous importons beaucoup d'animaux. Cela aurait un bon effet sur la santé de nos troupeaux.

En terminant, M. l'Orateur, je dirai que si le fermier de chez nous a écouté, a semblé fléchir un instant devant les sonneurs de fausses alarmes et les pessimistes, il s'est vite ressaisi, et il fait face à la crise avec tout le courage qu'on lui connaît. Il n'a pas voulu demeurer en arrière dans le progrès, et si quelquefois la routine s'est introduite chez lui comme elle s'est introduite dans toutes les classes, il s'en est débarrassé. Il lit et s'instruit plus qu'on ne peut le croire, et suit le mouvement. J'ai entendu des gens se lamenter sur ses misères mais, lorsque le malheur s'acharne sur lui, je le sais courageux, fier, travailleur, et bien trempé. Il se souvient que ses ancêtres ont peiné plus que lui et dans des conditions

moins avantageuses. Il est mille fois plus porté à imiter et à apprécier ceux qui l'aident par des exemples et des œuvres productrices qu'à imiter ceux qui traînent la jambe, versent des larmes sur son sort et lui peignent un horizon chargé de nuages et devant bientôt lui crever sur la tête. Quant à son jugement, il en a donné des preuves si éclatantes dans le passé qu'il n'est pas nécessaire d'en parler.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien. Très bien.

M. Morel (Témiscouata): Je ne suis pas un cultivateur, M. l'Orateur, mais j'ai toujours vécu près de la classe agricole et je connais ses besoins. Je veux rendre hommage à l'honorable J.-E. Caron, ancien ministre de l'Agriculture, à qui l'opposition a adressé des critiques injustes, mais dont on a célébré les grandes qualités après sa disparition. Il en fut de même de l'honorable M. Perron, dont on a dit qu'il était un des plus grands hommes de la Législature de Québec. Je suis heureux de classer ces deux hommes à l'honneur, et la province de Québec devrait leur élever un monument. Tout homme se remplace, M. l'Orateur, et je suis heureux de saluer dans le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), le jeune technicien de l'agriculture, un champion de la classe agricole et un ami des cultivateurs. Je rappelle les commentaires élogieux soulevés dans la presse de cette province lors de sa nomination.

Il (M. Morel) fait l'éloge des agronomes de la province qui ont accompli un bien immense dans toute la province. C'est grâce à eux, dit-il, si l'éducation agricole dans nos paroisses a été si poussée et fait tellement d'adeptes tant chez les vieux cultivateurs que chez la génération plus jeune qui les remplacera.

Il loue le gouvernement pour sa politique du drainage des terres. Il se réjouit du nombre considérable de nos cercles agricoles, de nos sociétés d'agriculture, de nos cercles de fermières et de nos coopératives.

Nos beurrieres et fromageries, dit-il, sont aujourd'hui, en général, dans une excellente position financière grâce aux subventions généreuses accordées par le gouvernement. Je suis heureux de dire que le gouvernement a rendu de grands services aux cultivateurs en leur donnant des graines de semence, de la chaux, etc., et j'invite le gouvernement à continuer cette politique dans l'avenir.

Les cultivateurs comprennent mieux aujourd'hui l'usage des coopératives, car on s'accorde à dire que rien ne peut se faire sans coopération. La coopération est au cerveau de l'homme ce que le levier est à son bras. La culture comme le commerce doit s'orienter vers la coopération et se laisser guider par elle, et c'est l'établissement de coopératives bien organisées, bien dirigées et bien soutenues qui assurera la prospérité du cultivateur. Ces coopératives seront pour leurs membres des leviers qui écarteront tous les obstacles.

M. l'Orateur, nous avons confiance dans le ministre de l'Agriculture et nous devons nous faire un devoir de suivre ses recommandations avec ardeur.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée².

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les honoraires payés pour le bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Paul Bouthillier

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les droits additionnels payés pour le bill 108 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Paul Bouthillier au nombre de ses membres soient remis, vu que ce bill a été déposé en retard dû à l'absence du promoteur, qui avait le bill en sa possession.

Adopté.

The Beauharnois Light, Heat and Power Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève une objection. Il signale que les règlements de la municipalité de Beauharnois n'ont pas été annexés au bill.

On nous demande, dit-il, d'approuver des choses que nous ne connaissons pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère de rapporter progrès sur la question.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Charte de Trois-Rivières

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, il y a des bonnes choses dans le projet de loi qui est devant nous. Mais, à Trois-Rivières, nous souffrons d'une exagération dans les exemptions de taxes. Trois-Rivières souffre du cancer de l'exemption de taxes: 51 %³ de la propriété imposable est exemptée des taxes municipales et scolaires. La petite propriété est essentielle au progrès d'une ville. Or, il n'y a que cette propriété qui est taxée. Le nombre des exemptions de taxes est si considérable que l'an dernier j'ai demandé quel était le total des exemptions et le gouvernement m'a répondu qu'il l'ignorait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comptez-vous parmi les propriétés exemptées les propriétés qui appartiennent aux institutions religieuses?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle au point de vue industriel. Il est juste que les propriétés qui servent au public soient exemptées de taxes. Il y a une différence entre l'exemption et la permutation de taxes.

Sans doute il importe de protéger le capital, de lui rendre pleine et entière justice, mais encore faut-il éviter l'abus, surtout lorsque ces compagnies exploitent les ressources naturelles destinées à assurer la survivance de la race. Nous ne devons pas donner d'une main ce que nous payons de l'autre. Ces exemptions de taxes exagérées et injustifiables ont favorisé indirectement la surcapitalisation, ce qui est un mal. Car les profits des compagnies se sont accrus à tel point que pour cacher les énormes revenus, on a préféré doubler le capital-actions.

Le bill actuel, par les nouveaux arrangements qu'il propose, va augmenter les revenus de la cité de \$150,000. Je ne veux pas être trop dur pour les industries. Je comprends qu'en ce moment on ne doit pas augmenter les charges des compagnies industrielles qui sont affectées par la crise et qu'il convient d'aider aux compagnies, mais je tiens à mettre la Chambre en garde contre ces exemptions de taxes un peu trop fréquemment soumises à la Législature. Cette politique est de nature à encourager le bolchevisme, et il est temps de mettre fin à ces exemptions de taxes.

Certains des arrangements sont acceptables, ainsi dans le cas de la Wabasso, obligée de concurrencer les filatures de Magog plus favorisées en exemptions de taxes, ce qui est une conséquence de la mauvaise politique d'exemptions de taxes. Cependant, la St. Lawrence Paper a bénéficié d'assez de faveurs que l'on aurait pas dû demander une exemption de la taxe d'eau pour cette compagnie. La demande de la St. Lawrence Paper est injustifiable. Il y a d'autres clauses sur lesquelles je voudrais faire des réserves mais, comme il y a de bonnes choses dans le bill, je ne m'y opposerai pas davantage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je pensais bien que ça finirait comme cela. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre devrait savoir que du côté de l'opposition, ça finit toujours bien. (Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Beauharnois Light, Heat and Power Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève la même objection à l'effet que les règlements de cette municipalité ne sont pas annexés au projet de loi en question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill a été discuté dans tous ses détails au comité des bills privés. Les avocats des deux côtés nous ont dit de quoi il retournait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce-que ça va finir comme pour le bill de Trois-Rivières tantôt?

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 13e qui se lit comme suit:

"13e. La fraction du chemin, dans le comté de Beauharnois, connu sous le nom de chemin du Rang Double ou chemin du Rang Saint-Joseph, partant d'un point vis-à-vis le lot No 450 et le lot No 469 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Timothée et se prolongeant jusqu'à la ligne de division entre la paroisse de Saint-Timothée et la paroisse de Saint-Clément, est déclarée fermée et abolie, et l'ouverture et la construction, par la Beauharnois Light, Heat and Power Company, à ses propres frais, du nouveau chemin partant du point en premier lieu ci-dessus mentionné et se prolongeant en ligne droite jusqu'à un point de la ligne de division entre les paroisses de Saint-Timothée et Saint-Clément, à ou près de l'angle nord-est du lot No 460 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée, sont, par la présente loi, ratifiées et ce nouveau chemin est déclaré chemin public."

M. Saintonge (Beauharnois): M. le Président, la paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, se croit lésée dans ses droits par les clauses 13*d* et 13*e* de ce projet de loi. Les travaux de la compagnie de Beauharnois rendent nécessaire la fermeture d'un chemin reliant le Rang Double de Saint-Timothée à la paroisse de Saint-Clément. La paroisse de Saint-Timothée a perdu 15 familles par la construction du canal de Beauharnois. La compagnie dit qu'elle a ouvert un autre chemin, mais pour se rendre à deux ou trois autres paroisses, ce chemin nous rallonge de trois heures de voiture. Pour ces raisons, nous demandons un amendement au bill. Je ne veux pas entraver l'œuvre de la compagnie de Beauharnois, mais je désire revendiquer les droits de la paroisse de Saint-Timothée. J'estime que les dommages subis par ces citoyens se chiffrent à \$50,000⁴ et je demande que la Beauharnois soit obligée de payer ce montant aux résidents du Rang Double. Je propose l'amendement suivant qui devrait être adopté:

"Rien dans les sections 13*d* et 13*e* ci-dessus n'affectera le droit qu'un contribuable des municipalités y mentionnées pourra avoir à des dommages-intérêts"⁵.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je m'oppose à cet amendement. La municipalité a été bien traitée. Ni la paroisse de Saint-Timothée ni sa commission scolaire ne souffriront de dommages. La paroisse aura un nouveau chemin et elle aura de nouvelles propriétés à taxer, ce qui augmentera ses revenus et ceux de sa commission scolaire.

L'article ainsi amendé est adopté sur division⁶ et se lit désormais comme suit:

"13*e*. La fraction du chemin, dans le comté de Beauharnois, connu sous le nom de chemin du Rang Double ou chemin du Rang Saint-Joseph, partant d'un point vis-à-vis le lot No 450 et le lot No 469 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Timothée et se prolongeant jusqu'à la ligne de division entre la paroisse de Saint-Timothée et la paroisse de Saint-Clément, est déclarée fermée et abolie, et l'ouverture et la construction, par la Beauharnois Light, Heat and Power Company, à ses propres frais, du nouveau chemin partant du point en premier lieu ci-dessus mentionné et se prolongeant en ligne droite jusqu'à un point de la ligne de division entre les paroisses de Saint-Timothée et Saint-Clément, à ou près de l'angle nord-est du lot No 460 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée, sont, par le présente loi, ratifiées et ce nouveau chemin est déclaré chemin public.

"Rien dans les sections 13*d* et 13*e* ci-dessus n'affectera le droit qu'un contribuable des municipalités y mentionnées pourra avoir à des dommages-intérêts."

Le préambule et les articles 2 et 3 sont adoptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, le résultat de ce bill est de substituer la compagnie Beauharnois aux corporations municipales et scolaires. Nous aurons l'occasion de reparler de cette affaire, mais je tiens à dire tout de suite que l'on confère des pouvoirs exagérés à la compagnie Beauharnois.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Loi de l'instruction publique, perception des taxes

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des terres et forêts, article 144

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant l'article 144 de la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des paroisses et fabriques

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il l'intention de retirer son projet modifiant la loi des paroisses et fabriques?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet est actuellement soumis aux autorités religieuses⁷.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons prendre le budget des terres ou dire 6 heures?

M. Duplessis (Trois-Rivières): 6 heures!

M. Guertin (Hull): Non, en subsides!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais plus qui écouter. Entendez-vous! Prenons le budget des terres.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité⁸:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Guertin (Hull) parle de la radiodiffusion dans la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) déclare que, en gardant l'entière responsabilité de la radiodiffusion de l'heure provinciale, il en a donné l'entière direction à M. Édouard Montpetit et à M. Henri Letondal. Ces heures provinciales sont radiodiffusées en dehors de toute politique.

On revient à l'étude des crédits.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) fait l'éloge des ingénieurs forestiers. Je puis dire, affirme-t-il, que les compagnies qui viendront s'établir chez nous y trouveront des techniciens égaux à ceux que l'on peut trouver outre quarante-cinquième.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et même supérieurs!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'allais le dire! Nous avons des compétences et certaines compagnies étrangères sont venues chercher nos hommes chez nous à cause de leur valeur comme technicien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Actuellement, des inventaires de forêts peuvent être dirigés par des ingénieurs de l'État du Maine qui se font aider par des ingénieurs de notre province. C'est là une injustice à l'égard de nos ingénieurs forestiers. Le gouvernement devrait faire cesser cette injustice.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons fait des représentations aux compagnies à ce sujet.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il des rapports de ses inventaires de forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement de tous les inventaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières) interroge le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) sur les arpentages et parle par la suite de la remise de pénalités.

Le gouvernement a-t-il dû rembourser \$173,000 à la compagnie Price Brothers, le 30 juin dernier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais ce n'est pas une pénalité. La compagnie Price a été remboursée de cette somme parce que, lors de la concession forestière sur la rivière Manouan, la couronne avait pris une partie de la propriété de la compagnie Price. Il a fallu payer pour ce qui appartenait à cette compagnie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il arrive souvent au département de rembourser ainsi des compagnies, ou si cela se voit seulement à la veille des élections?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il s'agit d'une erreur que nous avons dû corriger. Cela se voit, même dans les meilleures maisons d'affaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais est-ce que le gouvernement n'a pas aussi remis une somme de \$21,000 à la Brompton Pulp & Paper Company en rapport avec une pénalité?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est possible, car il nous arrive souvent de faire payer des amendes pour infractions à la loi de la coupe du bois. Nous faisons enquête et si nous constatons qu'il n'y a pas eu infraction, nous remboursons l'argent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a-t-il pas recommandé au lieutenant-gouverneur en conseil de remettre ce montant à cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Quelquefois il nous arrive de remettre des sommes pour pénalités, après rajustement. Ainsi, il arrive parfois qu'on ait coupé des arbres d'un diamètre plus faible que celui prévu dans la loi. Nous envoyons alors sur les lieux un inspecteur. Si ce dernier constate que les arbres ont été coupés pour permettre d'ouvrir un chemin nécessaire au transport des billots, il n'y a pas d'infraction, et nous passons un ordre en conseil pour faire remettre à la compagnie le montant qu'elle a dû payer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a quelque chose qui ne va pas. À la veille des élections on remet \$173,000 à la Price; à la veille de l'élection partielle de Compton, on remet \$21,000 à la Brompton Pulp. À propos, est-ce que le gouvernement permet d'exporter aux États-Unis du bois pris sur les terres de la couronne? On aurait passé un ordre en conseil pour permettre à Price Brothers d'exporter 40,000 cordes de bois aux États-Unis, l'été dernier, à la veille des élections. L'exportation du bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne est-elle défendue?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais il y a eu des cas où nous avons permis l'exportation pour du bois difficile à exploiter dans nos industries. Nous avons permis ceci même après les élections. Nous avons cru que légalement, dans certains cas, la chose pouvait se faire, lorsque l'intérêt général est en jeu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'aurait pas dû faire cela. Le gouvernement n'est pas justifiable d'empêcher l'exportation du bois. Nous avons déjà donné notre opinion à ce sujet. L'exportation du bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne a été prohibée en 1912 par Sir Lomer Gouin, et on a jugé cette prohibition comme politique essentielle. Les colons n'ont pas le droit de faire des exportations de ce genre, mais de son côté, le gouvernement qui crée une commission pour enquêter sur l'industrie forestière, autorise une compagnie à obtenir des privilèges en marge de la loi. Pendant ce temps, les colons ont crevé de faim et de misère. Cette politique est absolument défavorable à ceux qui doivent vivre des produits de la forêt. En permettant l'exportation de ce bois, le gouvernement a nui aux colons.

De plus, si mes informations sont exactes, depuis dix ans, le gouvernement a perdu \$700,000 en droits de coupe, pénalités, etc. On devrait faire

revenir dans le trésor les revenus qui nous appartiennent et qui nous viennent des forêts, au lieu de s'évertuer à créer des taxes nouvelles. Le gouvernement devrait avoir un organisme spécial pour la perception de ces droits de coupe. Nos forêts sont dilapidées et nos industries papetières sont aux portes de la ruine. Il y a des lacunes, dans le département des Terres et Forêts, et il faut les combler pour que la province de Québec retire tous les revenus qui découlent de nos forêts. Je sais que le département des Terres a un beau champ d'action pour augmenter les revenus de la province, en collectant les droits de coupe d'une manière plus rigoureuse. Je fais ces remarques non pour être désagréable à l'honorable ministre des Terres et Forêts, qui a mon estime personnelle, mais pour faire mon devoir. J'espère que mon honorable ami le ministre des Terres prendra mes remarques en bonne part.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je puis assurer mon honorable ami de Trois-Rivières que toutes ses suggestions sont bienvenues. En ce qui concerne l'exploitation du bois de pulpe aux États-Unis, le gouvernement a permis l'exportation, mais à condition que ce bois soit remplacé par du bois des colons, ce qui assure aux colons un revenu qui pouvait leur être enlevé. On voit que nous n'oublions pas les colons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'étonne que le gouvernement n'ait pas encore pris de mesures pour utiliser, par exemple, certains bois durs qui permettent de construire des ponts plus solides que les ponts de fer et de fabriquer des meubles, tel que l'a recommandé M. G.-C. Piché, dans une conférence.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je m'incline devant la science de M. Piché, qui s'y connaît mieux que moi en bois et forêts. Nous avons près de chez moi, à Beauharnois, une manufacture de meubles, la Kiljour, qui emploie exclusivement du bois de la province de Québec et nous encourageons cette industrie et les autres. Je donne au député de Trois-Rivières l'assurance que le département utilise, autant qu'il lui est possible, le bois de la province de Québec, et je sais que des mesures sont prises pour fabriquer des meubles avec le bois dont parle le député de Trois-Rivières.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): M. le Président, je tiens à dire à la Chambre que dans la ville de Montmagny, que j'ai habitée longtemps, il existe une manufacture de meubles modèle qui donne du travail

à des centaines d'ouvriers et qui emploie exclusivement du bois de Montmagny et fait honneur à Québec. Je suis heureux de signaler que l'on y travaille jour et nuit et de dire que les produits de cette manufacture sont égaux, sinon supérieurs à n'importe quel autre produit sur le marché.

M. Paquet (Montmagny): Je suis heureux des bonnes paroles de l'honorable député de Gaspé-Sud. Je disais justement à l'honorable premier ministre que nous avons à Montmagny une belle manufacture de meubles, dirigée par M. Collin. Les meubles de M. Collin sont en grande demande dans toutes les villes du Canada. Ils sont fabriqués avec de l'érable piqué et du merisier de chez nous et on se les arrache partout. Voilà une industrie qui honore Montmagny et Québec. C'est un exemple à suivre.

M. Guertin (Hull) se plaint que des compagnies américaines ont trop de faveurs dans sa région. Pendant que, dans la période précédant les élections, le premier ministre Taschereau annonçait que les compagnies de bois avaient convenu d'une hausse des coupes de bois cet hiver pour soutenir l'aide à l'emploi, en retour d'une réduction des redevances de \$8 à \$3, les compagnies avaient non seulement réduit leurs coupes, mais également diminué les salaires. Il demande s'il est vrai que l'International Paper possède dans Québec 60,000 milles carrés de limites forestières.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Non. À mon avis, elle n'en possède pas plus de 17,000 à 18,000 milles carrés. La compagnie emploie environ 12,000 hommes à travers la province. Je dirai que sans ces compagnies américaines comme on les appelle, l'International Paper, la compagnie Brown et l'Ontario Paper, des milliers de canadiens seraient sans travail. S'il y a la crise dans l'industrie forestière, je dirai que c'est peut-être la faute des compagnies canadiennes.

M. Guertin (Hull): Quelles compagnies?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Que l'honorable député ne me demande pas de noms.

M. Guertin (Hull): La liste des détenteurs de limites a-t-elle été publiée?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, j'en ai donné une en avril 1930, à la demande de mon honorable ami de Hull. Depuis 1926, on n'a concédé aucune nouvelle limite.

M. Guertin (Hull): A-t-elle été imprimée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Non.

M. Guertin (Hull): Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Parce que l'opposition ne nous l'a pas demandé. Vous n'êtes pas assez curieux!

M. Guertin (Hull): Je demande que les documents des sessions de 1927, 1928, 1929, 1930 et 1931 soient imprimés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député de Hull doit s'adresser au comité des impressions pour cela. Vous feriez mieux de faire cela légalement. Autrement, l'an prochain, vous viendrez encore pleurer! Vous ne feriez pas impression sur moi si vous ne faites pas votre motion légalement!

M. Guertin (Hull): Alors c'est un avis de motion que je donne. (Rires)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
L'honorable député de Hull va être populaire avec les imprimeurs.

M. Guertin (Hull): Avec *Le Soleil*.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
En résumé, M. le Président, la situation est meilleure ici qu'ailleurs, et nous croyons avoir fait tout ce qui était possible pour aider tous ceux qui dépendent de l'industrie forestière à traverser la crise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ajouterai un mot, M. le Président. L'honorable député de Hull a dit que les droits auraient dû être réduits pour activer la coupe. Peut-être. Si nous avions réduit les droits, il y aurait eu probablement plus d'activité dans les chantiers, mais on aurait fait du bois pour deux ans et, l'an prochain, nous aurions été embarrassés. Nous avons fait une réduction de la rente foncière pour un an seulement. Les compagnies nous ont représenté que si nous réduisons pour un an la rente foncière, il y aurait du travail pour les ouvriers cet hiver, parce qu'elles auraient de l'argent liquide pour employer de la main-d'œuvre. Toutefois, ces compagnies n'ont obtenu le droit de couper qu'une certaine quantité de bois. De cette façon, nous croyons qu'il y a eu plus d'activité et moins de surproduction de bois.

M. Guertin (Hull): La réduction des droits de coupe aurait mieux atteint le but, il me semble. L'honorable ministre des Terres pourrait peut-être communiquer avec l'International Paper pour savoir le nombre d'hommes qui travaillent dans ses chantiers?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le chef du service forestier s'informerait demain et je le dirai à mon honorable ami.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. *L'Événement* du 20 janvier 1932, à la page 10, écrit "éclipsent presque".

2. *Le Devoir* du 20 janvier 1932, à la page 1, relate que le député de Montmagny (M. Paquet) s'est levé pour prendre la parole, mais que le vice-président de la Chambre ne l'a pas aperçu.

3. *L'Événement* du 20 janvier 1932, à la page 10, écrit 41 %.

4. Le *Montreal Herald* du 20 janvier 1932, à la page 3, écrit que la municipalité réclame \$61,000.

5. Le *Soleil* et *L'Événement* rapportent un texte différent de l'amendement proposé par le député de Beauharnois (M. Saintonge). Nous nous en tenons au texte contresigné par le président du comité plénier, M. Lucien Dugas (député de Joliette). Voici le texte de *L'Événement* du 20 janvier 1932, à la page 10: "Les dispositions des articles 13*d* et 13*e* n'affectent aucun recours en dommages que peut exercer tout contribuable intéressé de la paroisse de St-Timothée ou la corporation ou la Commission scolaire ou la fabrique de ladite paroisse."

6. Selon *L'Événement* du 20 janvier 1932, à la page 10, le député de Beauharnois (M. Saintonge) a exigé un vote sur son amendement qui a été adopté par 17 voix contre 15 voix. Et *Le Devoir* du 20 janvier 1932, à la page 1, rapporte que le premier ministre et le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) ont été parmi ceux qui se sont objectés à son adoption.

7. Le *Soleil* du 20 janvier 1932, à la page 11, écrit: "Ce bill est soumis aux officiers en loi".

8. M. G.-C. Piché, chef du service forestier, accompagne le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 20 janvier 1932, page 10.

Séance du mercredi 20 janvier 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, mais cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

**Association catholique
de la jeunesse canadienne-française**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Revenus de la province

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont:
a. les revenus bruts; *b.* les revenus nets de la province provenant de la loi 16 George V, chapitre 55, depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement, jusqu'au 1^{er} novembre exclusivement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les revenus de la province provenant de la loi 16 George V, chapitre 55, depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement, jusqu'au 1^{er} novembre exclusivement:
a. les revenus bruts: \$180,496.37; *b.* les revenus nets: \$173,580.19.

**Revenus bruts,
licences ou permis d'autobus**

M. Fisher (Huntingdon): 1. Quels ont été les revenus bruts provenant des licences ou permis d'autobus en 1930-1931?

2. Pour combien d'autobus les licences ou permis ont-ils été ainsi payés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Honoraires d'enregistrement en vertu de l'article 5 de la loi des véhicules automobiles, chapitre 35, statuts refondus de Québec, 1925: \$47,842.05.

2. 524.

**Emprunts de
Hull et Pointe-Gatineau**

M. Guertin (Hull): Quel montant a exigé le gouvernement de la cité de Hull et de la municipalité de Pointe-Gatineau, autorisés à faire des emprunts en 1930-1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cité de Hull: \$358; Pointe-Gatineau: \$65.

**Droits perçus,
loi des licences**

M. Guertin (Hull): 1. Quels ont été les droits perçus en 1930-1931, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1930-1931, dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1930-1931, dans le comté de Hull, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus en 1930-1931, dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des statuts refondus, 1925, article 49?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$320.

2. Licences, \$7,010; droits d'entrée, \$5,980.94.

3. Appareils, \$190; droits sur paris ou gageures, (montant net), \$31,420.98.

4. \$6,819.27.

Corporations scolaires de Hull et Pointe-Gatineau

M. Guertin (Hull): Quel montant a exigé le gouvernement des corporations scolaires de Hull et de Pointe-Gatineau autorisées à faire des emprunts en 1930-1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Hull, \$60; Pointe-Gatineau, \$45.

Dépôt de documents:

Ordres en conseil 17 George V, chapitre 55

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 janvier 1932, demandant la production de copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 31 mars 1927 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant à la loi 17 George V, chapitre 55. (Document de la session no 36)

Ordres en conseil, chapitre 36

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 janvier 1932, demandant la production de copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 15 décembre 1925 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant au chapitre 36 des statuts refondus de Québec, 1925. (Document de la session no 37)

Ordres en conseil 21 George V, chapitre 30

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 janvier 1932, demandant la production de copies authentiques des ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 mars 1931 jusqu'au 1^{er} janvier 1932 et se rapportant à la loi 21 George V, chapitre 30. (Document de la session no 38)

Progrès de l'agriculture

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 14 janvier 1932, demandant la production de copie de documents, correspondance, etc., relatifs au progrès de l'agriculture en cette province. (Document de la session no 39)

Commission des services publics

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir si l'honorable premier ministre va déposer, cet après-midi, le rapport de la Commission des services publics dont il a été question ce matin au comité des bills privés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est mon intention.

Droit de vote des femmes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle l'article 24 du feuillet.

Des voix: Carried! Drop!¹

M. Plante (Montréal-Mercier): La belle réception que me fait la députation m'assure d'avance d'une belle victoire!

Une voix: C'est à voir!

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Plante (Montréal-Mercier): M. le Président...

Des voix: Plus fort.

M. Plante (Montréal-Mercier): Nous avons aujourd'hui une séance de gala, et je serais bien mauvais avocat si je ne gagnais pas cette cause.

Des voix: Ça c'est vrai.

M. Plante (Montréal-Mercier): Il semble étrange, qu'après les preuves multiples que la femme a données de son intelligence et de son entente des questions sociales et politiques, il soit nécessaire d'argumenter sur ses qualifications comme électrice. Néanmoins, voilà déjà quelques années que cette Chambre voit une mesure, demandant le vote pour les femmes de Québec, repoussée par la députation, sans que ses adversaires aient pris la peine, ou à peu près pas, de justifier leur refus.

Des voix: Honte! honte!

M. Plante (Montréal-Mercier): Mais les partisans de cette mesure de justice et d'équité n'ont pas perdu patience, et aujourd'hui, par l'entremise de votre humble serviteur, ils s'adressent encore à la représentation populaire, avec la ferme confiance que leur appel sera enfin entendu. Pourquoi la femme de Québec n'a-t-elle pas obtenu le droit de vote aux élections provinciales, alors que ses sœurs des autres provinces l'ont obtenu depuis longtemps et qu'elle-même est appelée à voter dans les élections fédérales?

Serait-ce que la femme de Québec est inférieure aux autres sous un rapport ou un autre? Il n'est pas un membre de cette Chambre, même le plus acharné des adversaires de la franchise électorale pour les femmes, qui soit prêt à soutenir que la femme de Québec, et particulièrement la femme canadienne-française, est incapable de voter avec autant d'intelligence et de discernement que l'homme.

Dès les premiers temps de la Nouvelle-France, on voit la femme des colons et des soldats donner les preuves les plus admirables de leur courage, de leur sang-froid dans les situations les plus difficiles, et les noms de Marie Rollet, de Madeleine de Verchères, de Marguerite Bourgeoise, de Jeanne Mance, et de tant d'autres, sont aujourd'hui écrits en caractères ineffaçables dans l'histoire du peuple canadien-français. Plus tard, lorsque les temps héroïques eurent cédé le pas à une période plus paisible, mais encore plus fructueuse de résultats durables, on voit la femme canadienne-

française soutenir son mari dans toutes ses entreprises, l'aider dans l'épreuve, et lui donner de nombreuses familles, qui ont assuré la survivance de la civilisation française en Amérique.

Plus tard encore, lorsque la lutte pour la vie se fit plus âpre, on vit la femme canadienne-française s'associer de plus près dans le commerce de son mari, et souvent elle en devint l'administratrice. Il y a aujourd'hui, dans cette province, des centaines de femmes qui font preuve tous les jours, dans la conduite de leur commerce, de talents au moins égaux à ceux de leurs maris, et qui réussissent admirablement bien là où souvent leurs maris ont failli lamentablement.

Dans les temps d'épreuve que nous vivons actuellement, la femme canadienne-française fait preuve d'un courage tranquille, d'une confiance inébranlable en l'avenir. C'est elle qui, lorsque l'homme a perdu sa position, lorsque la misère frappe à la porte de l'humble logis, menaçant la famille des plus dures épreuves, c'est elle qui va se livrer parfois aux travaux les plus pénibles, heureuse de se dépenser sans compter pour assurer le confort de ses petits et du compagnon de ses jours.

Cet héroïsme, pour n'être pas aussi éclatant que celui de nos héroïnes d'antan, n'en est pas moins aussi admirable, et pour ma part, je suis heureux de m'incliner avec émotion devant l'héroïsme obscur et désintéressé de nos femmes d'aujourd'hui.

Des voix: Très bien, très bien.

M. Plante (Montréal-Mercier): Pour me résumer sur ce point, lorsque l'homme a eu besoin de la femme, il lui a toujours reconnu toutes les qualités, tous les héroïsmes, mais lorsqu'il s'agit de reconnaître les services rendus d'une manière tangible, en l'associant à ses activités politiques, il fait la sourde oreille et, lorsqu'elle insiste sur ses droits, il lui tourne le dos, ou hausse les épaules d'un air moqueur. Eh bien, ayons le courage de la reconnaître, ce geste n'est ni digne ni équitable.

La femme est-elle qualifiée pour exercer la franchise électorale? Voyons un peu ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Parmi les derniers peuples qui lui refusent le vote, chose étrange pour des gens qui ont une réputation de haute galanterie, se trouvent les peuples de France et de la province de Québec. Par ailleurs, les peuples les plus civilisés ont reconnu le droit de vote à la femme, et c'est le cas pour le Canada et toutes les provinces de ce dominion, moins la nôtre. A-t-elle montré qu'elle pouvait exercer le droit de vote judicieusement, ou tout aussi judicieusement que l'homme? Sans aucune hésitation, je réponds oui.

Regardons du côté de l'Angleterre, qui vient de subir une élection générale des plus critiques, pour son avenir politique et économique. Des deux groupes en présence, l'un voulait la révolution sociale et le renversement de l'ordre établi, avec tout ce que cela comporte d'aléas troublants, tandis que l'autre représentait le maintien de notre système politique actuel, tout en reconnaissant qu'il y avait lieu de l'améliorer; d'un côté, la révolution avec ses horreurs, l'autre, l'évolution paisible de notre organisation sociale, dans le calme et l'union des cœurs. L'honorable premier ministre, lui-même, quelques jours avant cette élection, a exprimé des vues fort justes sur les partis en présence. À certains moments, la vieille Angleterre semblait sur le point de succomber aux appels trompeurs des ennemis de l'ordre, mais la femme anglaise veillait.

On sait que le vote féminin en Angleterre dépasse de deux millions le vote masculin, et il n'est pas exagéré de dire que la femme anglaise a joué un rôle de tout premier ordre dans cette élection, où le bon sens a triomphé de la démagogie. Non seulement, elle a voté pour le parti national, mais elle a entraîné son mari ou ses frères par son exemple. En un mot, elle avait sauvé sa patrie. Et elle a démontré son désintéressement en n'envoyant à la Chambre qu'une quinzaine de membres de son sexe sur un total de plus de six cents.

Aux États-Unis, la femme exerce la franchise électorale sur toute l'étendue de son territoire, et nous ne croyons pas exagérer en disant qu'elle n'a rien à envier aux hommes sous le rapport de la dignité et de la compétence dans l'accomplissement des devoirs les plus divers. Il y a dans la république voisine des femmes-maires, il y a même eu une femme-gouverneur qui a avantageusement remplacé son mari dans cette charge. Au Canada même, une Agnès MacPhail se compare avantageusement à ses collègues masculins de la Chambre des communes, et en Alberta, il y a une femme qui a exercé les fonctions de magistrat de police, à la satisfaction générale, pendant de nombreuses années. Nous en passons.

Mais disent les adversaires du vote féminin, si vous accordez le droit de vote à la femme, c'est la dislocation du régime familial avant longtemps, c'est la disparition de nos mœurs patriarcales, si nécessaires à notre survivance comme race, sur ce continent. Cet argument ne tient pas debout, si l'on examine ce qui se passe ailleurs. Nous avons montré qu'en Angleterre, quoiqu'étant en majorité, les femmes ne tiennent pas à exercer les fonctions publiques et que très peu s'offrent au suffrage des

électeurs. C'est la même chose aux États-Unis et au Canada, ainsi que dans d'autres provinces. Ce sera encore plus la même chose dans la province de Québec, il n'est pas besoin d'être prophète pour le prédire. La femme canadienne-française, dans le domaine provincial comme dans le domaine fédéral, exercera son droit de vote avec discernement, avec sagesse, sans négliger en rien ses devoirs de mère de famille et de société.

Un des arguments contre le droit de vote pour la femme est que celle-ci est faite pour être la reine du foyer.

Reine du foyer - soit! Mais ce rôle est-il exclusif de tout autre? En particulier, faut-il la confiner dans son royaume domestique au nom même de la royauté qu'elle y doit exercer, et lui refuser le droit d'en sortir pour s'aventurer sur les terrains de la vie publique et de la politique? Ou faut-il, au contraire, lui permettre de s'y risquer, d'y jouer un rôle actif à l'égal de l'homme? Il y a trente ou quarante ans, on n'aurait sans doute guère accepté que cette question puisse être posée dans notre province. Il n'est plus possible de l'esquiver maintenant.

Devons-nous nous joindre à ceux qui combattent pour les droits de la femme? Ou bien, devons-nous appuyer de notre mieux les adversaires qui, redoutant de voir la vie politique envahie tout-à-coup par une multitude de femmes, s'efforcent de les contenir en dehors de cette sphère d'action?

Ou bien devons-nous nous désintéresser de la lutte, y assister en simples spectateurs et accepter d'avance le verdict des vainqueurs? Voilà le problème qui se pose aujourd'hui pour nous, et surtout pour les honorables ministres de cette Chambre et les législateurs de cette province.

Rien ne s'oppose à ce que la femme participe à la vie politique de sa province et de son pays. Ni la religion, ni le droit naturel ne peuvent lui défendre de s'intéresser au bien commun de la société dont elle fait partie, en tant que personne reconnue et en tant qu'épouse, mère et reine du foyer. On redoute que sa dignité personnelle n'ait à souffrir de l'atmosphère malsaine de la politique. Que deviendra la femme au milieu des sollicitations dont elle sera l'objet, des flatteries ou des promesses par lesquelles on essaiera de capter ou d'acheter son vote?

Le suffrage féminin existe au fédéral; il existe dans toutes les autres provinces de ce dominion, sauf la province de Québec, et je vous le demande, M. l'Orateur, la réputation des femmes a-t-elle été amoindrie? Quel avantage ou quel intérêt pouvons-nous bien avoir à laisser dire ou à prétendre que

durant les campagnes électorales, et dans l'arène politique, tout le monde est à vendre. Le danger de corruption morale qu'il peut représenter pour la femme n'est rien à côté de celui que représente sa vie à l'usine, au bureau, au magasin. Quand on admet, comme on l'admet si souvent que des multitudes de femmes travaillent à l'année dans les conditions que vous connaissez, M. l'Orateur, on est malvenu de se scandaliser devant la perspective du danger moral que représenterait pour les femmes le fait d'avoir à voter une fois à tous les quatre ou cinq ans. Et grâce à ce vote, les femmes réussiront à faire disparaître un bon nombre de ces dangers moraux. La santé et la dignité de la femme réclament des mesures de protection que les femmes n'obtiendront totalement peut-être qu'à partir du jour où l'homme devra compter avec elles pour être élu.

On redoute que le droit de vote accordé aux femmes ne compromette la vie au foyer, soit en y jetant de nouveaux ferments de discorde, soit en y détournant elle-même de ses devoirs domestiques. Inviter les femmes à prendre part aux luttes politiques, c'est, dit-on, faire se continuer jusque dans la maison les combats qui se livrent dans l'arène de la vie publique. Les différences de vues, les différences d'opinions entre les époux vont déclencher la guerre au foyer.

Mais pense-t-on que ces différences de vue ou d'opinion n'existent pas déjà dans beaucoup de foyers, bien que les femmes ne votent pas? Croit-on que beaucoup de femmes ne souffriront pas de voir leur mari voter pour des candidats qu'elles savent tout prêts à soutenir une politique qui les blesse dans leurs convictions les plus intimes, les inquiète dans leurs préoccupations les plus légitimes, qui les atteint dans leurs intérêts les plus chers?

S' imagine-t-on qu'on ne discute pas de politique au foyer, et surtout lorsque n'y règnent pas les mêmes sentiments, pourvu que l'un des deux seulement est en droit de faire valoir les siens? Et, s' imagine-t-on que la paix du foyer, que la bonne harmonie des époux n'est pas déjà compromise autant qu'elle puisse l'être par ces différences d'opinions qui déjà existent entre eux? Accorder ou refuser le droit de vote à la femme, ne changera malheureusement rien à cet état de choses.

Si des différences d'opinions politiques doivent se manifester entre les époux, c'est qu'elles existent déjà; ce n'est pas le droit de vote féminin qui les rendra plus profondes ou plus dangereuses. Et si elles n'existaient pas, ce n'est pas lui qui les fera naître. Je ne crois pas davantage qu'il va suffire de mettre un bulletin de vote entre les mains de la

femme pour qu'elle ne veuille plus ou ne puisse plus remplir ses devoirs domestiques, pour qu'elle néglige gravement ses obligations d'épouse et de mère de famille.

Il lui faudra, dit-on, suivre les réunions électorales. Pas plus que son mari. Et combien d'heures lui prennent-elles? Et elle n'y perdra plus de temps qu'elle n'en perd dans les five o'clock, le shopping, le théâtre ou les cinémas. Et le temps qu'elle y passera, au lieu de le passer au théâtre ou au cinéma, ne sera pas plus mal employé certainement. Il lui faudra lire le journal, dit-on! Comme si elle s'en privait! Et si dans le journal, elle s'intéresse un peu plus aux articles de fond, d'idées ou de politique, un peu moins aux feuilletons ou aux nouvelles à sensation, s'il lui arrive de discuter de politique avec des amis ou des voisins au lieu de bavarder indéfiniment sur le pas d'une porte ou dans un salon, où sera le mal, dites-le moi, M. le Président?

Et ensuite, s' imagine-t-on qu'elle s'abstienne de parler politique ou de lire les journaux parce qu'elle ne vote pas?

On aura beau faire, on ne l'empêchera plus maintenant de s'intéresser à la politique, depuis qu'elle a fini par comprendre que la politique aide à améliorer son sort. On exprime la crainte que les intérêts supérieurs du foyer soient compromis par cette innovation. Mais par qui donc furent élus, dites-le moi, les parlements qui ont passé des lois pour le divorce, loi qui ébranle beaucoup plus le foyer et qui menace de le détruire? Par qui donc furent élus, dans d'autres provinces ou dans d'autres pays, les parlements qui ont passé des lois scolaires qui dépouillent les parents de leur droit naturel de faire instruire leurs enfants par les éducateurs de leur choix?

Par qui donc furent élus ces parlements qui, durant des années, ont perdu leur temps en vaines et stériles querelles de partis et qui auraient pu faire tout et tant pour défendre le foyer contre ces redoutables fléaux que représentent le taudis, l'alcoolisme, la tuberculose, l'insalubrité de certains locaux et de certaines conditions de travail? Hélas, il est trop vrai que les parlements élus uniquement par les hommes se sont trop longtemps désintéressés des graves problèmes qui dominent, avec la vie de la femme, celle de l'enfant et du foyer.

La femme qui s'inquiète beaucoup moins d'idées générales que de réalisations pratiques, la femme qui se trouve toujours atteinte dans la santé de ses enfants ou de son mari tout autant que dans la sienne, la femme qui se sait et qui se sent la gardienne du foyer, qui souffre plus que l'homme du

taudis meurtrier de ses enfants, de l'alcoolisme destructeur de son foyer et de son mari, de l'insalubrité des ateliers où elle use ses forces; la femme obligera les parlements, dès que les parlements auront à compter avec elle, à donner moins aux querelles de partis ou de personnes, et donner davantage aux questions politiques et sociales; à s'occuper plus de tout ce qui peut améliorer sa condition et celle de ses enfants, développer l'éducation, faire progresser l'hygiène et la santé publique. Et voilà pourquoi je ne crois pas que le foyer soit mis en danger par le vote des femmes.

C'est pourquoi, M. l'Orateur, au nom de la justice et de l'équité, au nom de la vieille galanterie française qui sûrement ne doit pas être morte dans la Nouvelle France d'Amérique, je demande que cette Chambre accorde à l'admirable femme qu'est la Canadienne française un droit acquis depuis longtemps par elle, par ses services du passé et ceux qu'elle nous rendra, sans aucun doute, à l'avenir.

(Applaudissements)

M. Bélanger (Lévis): M. le Président, j'ai écouté les paroles bienveillantes de l'honorable député de Mercier. Je dirai cependant que son appel à la galanterie française ne m'a pas convaincu.

Des voix: Très bien.

Des voix: Honte!

M. Bélanger (Lévis): Est-ce le désir de la très grande majorité de nos femmes de cette province de voter? Non et je vais le prouver. Nos femmes ont été appelées à voter pour la première fois en 1917 aux élections fédérales. Quel a été le résultat? Sur 65 comtés de Québec, le gouvernement conservateur n'en a conservé que 3.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est ce qui démontre l'intelligence des femmes.
(Applaudissements dans les galeries)

M. Bélanger (Lévis): Peut-être. En 1921, elles ont voté une deuxième fois et le gouvernement n'a pas conservé un seul siège dans la province de Québec. Je ne crois pas qu'en cette circonstance les femmes se soient trompées, et il est juste de dire, d'après ces chiffres, qu'elles ne veulent pas d'autres titres que celui de reine du foyer, puisqu'elles ont voté contre le gouvernement qui leur a donné le droit de vote. Nous avons là la preuve qu'elles veulent être considérées comme gardiennes du foyer et non,

passez le mot, comme des trotteuses de "hustings", et elle ne veulent pas des femmes publiques.

(Murmures de protestations dans les galeries)

M. l'Orateur suppléant: Je prierais les dames de ne pas manifester dans les galeries. Elles n'ont pas le droit de manifester. Cela serait plutôt nuisible qu'utile à leur cause. L'honorable député a le droit de donner son opinion.

M. Bélanger (Lévis): Je dis donc qu'en toutes circonstances, elles ont manifesté leur intention de rester dans leur rôle d'aujourd'hui. D'ailleurs, ce rôle n'est aucunement amoindri du fait qu'elles n'ont pas le droit de vote aux élections provinciales. Nous admirons nos mères, nos sœurs, nos femmes et nos filles, parce qu'elles sont fidèles aux traditions de Marguerite Bourgeois, Jeanne Mance et toutes nos grandes héroïnes qui n'avaient pas besoin du droit de vote pour jouer un grand rôle.

Je me souviens d'une assemblée de dames tenue au palais de justice, pour discuter les amendements au Code civil. Elles étaient une centaine. Un loustic dit: "Les femmes sont comme une page de musique." Il y a des rondes, des noires, des blanches. (Rires). Il ne manque qu'une chose: il n'y a pas de silence. (Nouveaux rires). Le fait de refuser le droit de vote aux femmes ne constitue pas une infériorité pour elles. Elles ne sont pas les seules à être privées de ce droit. La loi électorale dit, dans le premier article, que les juges de toutes les cours de justice et les recorders n'ont pas le droit de vote. L'article deux dit: N'ont pas le droit de vote également: les sauvages. (Rires) Les femmes ne sont pas inférieures parce qu'elles sont sur le même pied que les juges.

On confond trop facilement le droit avec l'exercice du droit. Personne ne conteste que les femmes sont aussi intelligentes que les hommes, car plusieurs savent, par expérience, que les plus intelligentes peuvent influencer leurs maris dans la politique, car elles les mènent par le bout du nez, sans qu'ils s'en aperçoivent. (Rires) J'irai plus loin. (Rires) Les femmes de Lévis, le plus beau comté du dominion, sont les plus intelligentes que je connaisse. Pas une ne m'a demandé le droit de vote et pourtant elles sont toutes admirables. C'est donc qu'elles n'en veulent pas.

(Murmures de protestations dans les galeries)

Il (M. Bélanger) cite un pamphlet en faveur du suffrage féminin qui a été distribué à tous les députés au début de la session, dans lequel on parle de la femme comme d'une servante légale de l'homme.

Certains prétendent que la femme mariée, aux yeux de certains hommes, n'est qu'une servante légale. Je ne sais pas si c'est une servante légale ou illégale, mais je sais que son rôle est plus grand. Pour ma part, je considère que les femmes doivent rester chez elles et s'occuper de leurs affaires.

(Nouveaux murmures dans les galeries)

À vrai dire, j'ai toujours pensé qu'il serait préférable que les hommes et les femmes se concentrent sur leurs propres sphères et que chacun se mêle de ses affaires. L'homme a son rôle, la femme a le sien, et dans cette province, par-dessus tout, je dis que le rôle de la femme c'est la maternité. Quand j'étais étudiant, on nous disait que la femme n'était pas seulement bonne pour faire des enfants. Depuis, j'ai toujours pensé que le but du mariage c'est la procréation et que le mariage n'est pas une institution de plaisir.

(Murmures dans la Chambre et les galeries)

Je ne dis pas, pour cela, qu'elle doit être une machine à élever des enfants. Nous savons que la paternité est une croyance et la maternité une certitude. (Rires) Si nos grands-mères avaient méconnu le devoir de la maternité, je me demande où serait aujourd'hui la race canadienne-française. Nous devons notre survivance à nos femmes, et Napoléon disait que la plus grande femme de France était celle qui avait le plus d'enfants. Un évêque de cette province disait que la femme a été créée pour le foyer, qu'elle doit rester le centre de la famille. Les femmes qui font des enfants sont supérieures à celles qui s'occupent de leur obtenir le droit de vote. Comment après cela vouloir rendre la femme l'égal de l'homme?

D'ailleurs, il y a bien d'autres moyens de venir en aide aux femmes de cette province. Si l'on veut aider la femme, donnons lui autre chose que cette supériorité imaginaire du droit de vote. Ainsi, aux femmes de la campagne, ne pourrait-on pas leur donner l'électricité et l'électricité à bon marché pour leur faciliter la tâche du foyer. Elles ont généralement à faire le lavage, le repassage et bien d'autres travaux domestiques qui seraient beaucoup moins durs, si elles avaient l'électricité à leur disposition à un coût moins élevé. Ne rendrait-on pas un grand service aux femmes par ce moyen?

J'ai un autre moyen. Depuis que je suis député de Lévis, des femmes m'ont demandé des lots de colonisation. Les demandes sont encore là, bien que je les aie transmises à qui de droit. Je dois dire que l'honorable ministre de l'Agriculture est à organiser un plan pour donner des terres à ceux qui veulent cultiver. Et ces lots seraient occupés par des familles à qui la ville ne fournit pas des moyens de

subsistance. C'est excellent. Pour les femmes des villes, je ferai une suggestion. Il y a dans les villes des maisons qui sont de véritables niches à chiens. C'est là que des femmes donnent le jour à des enfants. Ne pourrait-on pas établir des hôpitaux et des maternités où les femmes recevraient de bons soins? Autrement, comment veut-on empêcher les doctrines nouvelles de ne pas s'infiltrer parmi les femmes.

Ainsi donc, puisque la majorité des femmes ne désire pas obtenir le droit de vote qui leur serait d'ailleurs inutile, au moins voyons à leur donner plus d'aisance pour qu'elles puissent continuer à remplir convenablement le rôle qui leur convient. Je dis donc que je suis contre le droit de vote aux femmes, et cela, dans l'intérêt même des Canadiennes. On m'a suggéré de proposer le renvoi de ce bill à neuf mois (Rires) - pardon à six mois. Je fais cette proposition avec plaisir, appuyé par le député de Dorchester (M. Giguère).

M. l'Orateur suppléant: La question sera-t-elle adoptée?

Des voix: Non.

M. Crête (Laviolette): M. le Président, je suis heureux d'appuyer l'honorable député de Mercier pour revendiquer en cette Chambre l'honneur de la femme. La femme de Québec possède tout ce qu'il faut pour réussir. Elle est intelligente, jolie, douce et obéissante. Elle n'a peut-être pas inventé le télescope, le microscope, la pompe à feu, mais elle a de grandes qualités. Une honnête femme, il n'y a rien de plus beau.

(Applaudissements dans les galeries)

La femme a été heureuse dans le choix du parrain du bill. La femme excelle dans son rôle de mère, mais elle n'excelle pas dans les couloirs du parlement. Les députés n'aiment pas se confesser en public. Lorsque ces femmes auront vu leurs demandes refusées, elles seront les grandes incomprises.

Les femmes qui sont en tête de ce mouvement doivent être des mères de familles. Je pense aussi à celle qui est à nos foyers, qui est active et courageuse. Nous l'adorons, celle-là. Ne l'arrachons pas à son foyer pour la descendre sur le terrain de la politique pour faire la lutte à M. Camillien Houde et à ses candidats.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): M. le Président, je félicite l'honorable député de député de Montréal-Mercier (M. Plante) de son magnifique discours. Il ne faut pas s'occuper seulement de la question sentimentale, mais se demander s'il est juste de donner le droit de vote aux femmes.

La question n'est pas de savoir s'il est opportun ou non de donner le droit de vote aux femmes, il faut plutôt se demander s'il est juste de leur refuser, alors qu'elles représentent peut-être la moitié de la population de la province et qu'elles ont tant fait dans le domaine des services sociaux et de l'éducation.

(Applaudissements dans les galeries)

Je prétends que oui. On a dit qu'une femme ne pouvait jouer un rôle et rester à son foyer. Est-ce que Madeleine de Verchères, Marguerite Bourgeoise et toutes ces grandes héroïnes ont déserté leur foyer?

(Applaudissements dans les galeries)

Nous nous en allons maintenant vers la législation sociale qui était autrefois du domaine exclusif des femmes, et la femme devrait avoir voix dans les délibérations sur ce sujet. Aujourd'hui, à part ses obligations domestiques, qu'elle remplit à merveille, la femme a étendu le domaine de ses activités, et on trouve son nom écrit au livre des plus belles œuvres sociales modernes. La femme s'est notamment révélée dans des organisations sociales, hôpitaux, œuvres de bienfaisance dans un but de charité et voyait au bien-être des pauvres avant que les gouvernements eussent créé le sou du pauvre, les crèches, les gouttes de lait, etc. Ce sont les femmes, bien avant que le gouvernement n'y songe, qui ont entrepris de secourir les miséreux, les veuves, les orphelins, les malades.

À une époque où les femmes étaient les seules à s'occuper du service social, nous voyons fleurir des œuvres comme la "Ladies Benevolent Society", le "Protestant Orphan's Home", chez les protestants, l'hospice Gamelin, le "Catholic Orphan's Asylum", chez les catholiques, etc. Ces laïques qui trouvaient bien, tout en ne négligeant pas leurs foyers, le temps de faire œuvre utile, c'étaient des mères de famille, tout comme celles d'aujourd'hui qui demandent justice. Est-ce que nous devons restreindre à ces organisations l'activité de la femme?

Tout le travail accompli par ces femmes devient graduellement celui du gouvernement. Chaque jour le gouvernement prend un intérêt plus grand dans les œuvres sociales. N'est-il pas naturel que l'on accorde aux femmes qui ont été les pionnières de ces œuvres le moyen de continuer de s'y intéresser et d'éclairer les législateurs de leurs conseils et de leur expérience? Dans ces matières, les femmes seront les mieux qualifiées pour jeter des bases de législation pratique. Ces femmes seraient à leur place dans le gouvernement de la province. Toutes ces activités seront bientôt laissées entre les mains du gouvernement de Québec lorsqu'il acceptera le rapport de la Commission des assurances sociales,

et les femmes devraient avoir au moins le droit de dire leur mot pour l'administration de ces nouveaux organismes sociaux. Si elles avaient le droit de vote, elles préconiseraient justement des lois excellentes en faveur de toutes les œuvres pour lesquelles le gouvernement songe à légiférer. Ce ne sont pas les femmes qui ont envahi le domaine politique, c'est le gouvernement qui a envahi leur champ d'action.

N'est-il pas juste que les femmes aient un mot à dire dans le choix des gouvernements.

(Applaudissements dans la Chambre et les galeries)

Si l'honorable député de Lévis (M. Bélanger) est conséquent, il doit admettre que bientôt le gouvernement dirigera lui-même les œuvres sociales que dirigeaient les femmes d'autrefois et que, par conséquent, il doit leur accorder le droit de vote, puisqu'il envahit leurs champs d'action.

(Applaudissements dans les galeries)

M. Bachand (Shefford): M le Président, il paraît qu'un danger ou qu'un écueil dont tout jeune député devrait se méfier, c'est la présomption ou l'excès d'assurance. C'est sans doute à l'orateur parlementaire et, va sans dire, au débutant, que la sagesse des nations conseille de tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler.

Je sais bien que l'expérience que possède le parrain de cette mesure de même que sa pondération n'ont pas besoin de cette précaution. Aussi, il s'est contenté de tourner plutôt sept fois les yeux autour des galeries avant de prononcer la galante et magistrale pièce d'éloquence qui lui vaudra, sinon les suffrages de cette assemblée, du moins la faveur de charmantes admiratrices, soit dit en tout bien tout honneur et sans prétendre suspecter l'indépendance parlementaire de notre honorable collègue. S'il n'a pas convaincu la Chambre, il a sûrement fait plaisir à l'assistance.

Pour ma part, M. le Président, après avoir mûrement et sans hâte pesé le pour et le contre de la question, je me suis convaincu que ce projet de loi ne devrait pas figurer dans nos statuts. Je me hâte d'ajouter que ce n'est nullement par dépit ou par jalousie pour sa bonne fortune que je m'oppose au bill du sympathique député de Mercier (M. Plante). Je prétends plutôt que nous qui adoptons une attitude contraire à la sienne, nous le faisons précisément parce que nous sommes chevaleresques et galants, parce que notre admiration et notre sollicitude ne se limitent pas à un groupe restreint de charmantes et distinguées suffragistes, je ne dis pas suffragettes, mais à des légions de non moins gracieuses compatriotes qui se soucient du vote beaucoup moins qu'un poisson d'une pomme.

Je suis, il est vrai, nouveau-né à la députation, mais j'ai quel'expérience de la vie publique. J'ai pris une part active à bon nombre de campagnes politiques et je suis fermement convaincu, d'après ce que j'ai vu, que le vote féminin n'est pas à désirer, qu'il constitue, au point de vue électoral, une véritable calamité; je suis persuadé qu'il desservirait les meilleurs intérêts moraux de la femme sans favoriser ses intérêts matériels. Sans vouloir ressasser par le menu les arguments usuels que les suffragistes appellent classiques ou académiques, je crois en toute sincérité que le vote féminin aurait l'effet de ravalier la femme, de l'abaisser, pourquoi ne pas dire à notre propre (sans calembour) niveau d'électeurs, de la descendre du piédestal où l'admiration de l'homme l'a placée et, disons-le, il l'amoindirait à nos yeux.

Quand on dit que la femme occupe un piédestal, on n'exprime pas une simple métaphore. Qu'on ne vienne pas prétendre que la femme, en s'occupant des affaires publiques, en exerçant le suffrage, relèverait le niveau de nos mœurs politiques, qu'elle les assainirait. Je suis plutôt d'avis, et je ne voudrais pas qu'on me crût pessimiste, que les femmes se souilleraient au contact de la politiciaillerie.

Il ne manquerait pas d'y avoir chez elles, on sait avec quel dévouement et avec quelle ferveur elles savent se consacrer à une cause, à une idée; il y aurait des télégraphes, des cabaleuses, des racketteurs, pas des raquetteuses de carnaval. Il est difficile de féminiser ces mots tant les choses qu'ils expriment jurent avec le caractère féminin tel qu'on l'a compris jusqu'ici. Celles qui exercent aujourd'hui le droit de suffrage le font à leur corps défendant et elles souffrent d'être soumises à tous les marchandages, à toutes les cabales et à tous les maquignonnages que cela entraîne. La nature humaine, à ce point de vue, est la même pour l'un et l'autre sexe.

Au surplus, M. le Président, la démonstration est faite de la thèse que je soutiens. Les femmes votent dans le domaine fédéral. Je dois compléter ma pensée et dire qu'elles votent si on les presse, si on les sollicite. Elles ne votent qu'après y avoir été maintes fois invitées et réinvitées. Certes non, M. le Président, la loi fédérale du vote féminin n'est pas un succès. Mon distingué prédécesseur en cette chambre pour le comté que je représente a, au commencement de cette session, fait à la Chambre haute un discours très remarquable et que la presse a flatteusement commenté, sur les ennuis auxquels nous avons à faire face pour inciter les électeurs à exercer leur franchise.

Or, le vote féminin ne fait que s'accroître ou multiplier ces difficultés. Encore une fois, il ne s'agit pas de pure spéculation, de simple hypothèse; la preuve est faite. Il y a plus. Il est toujours question du vote obligatoire. Je ne sais pas si c'est la panacée aux maux électoraux dont nous souffrons, mais enfin la théorie a ses adeptes. Or, supposons le vote obligatoire; il va sans dire que cette obligation serait assujettie à des sanctions d'ordre pénal qu'il faudrait appliquer aux électrices comme aux électeurs.

Je ne crois pas que nous soyons justifiables d'imposer l'ennui du vote, c'est ainsi que la plupart des femmes le considèrent, et d'imposer la tyrannie du vote obligatoire, éventualité peut-être assez rapprochée, à la quasi totalité des femmes de cette province contre leur volonté, parce que quelques vierges qui ne sont pas de vos couleurs, rouge ou bleu, ont recueilli quelques voix leur chuchotant qu'il existe une grande pitié au royaume des dames.

Encore une fois, M. le Président, les femmes ne tiennent pas au vote; elles sont satisfaites de se décharger de ce soin sur leurs maris ou leurs parents dont, au surplus, elles guident le suffrage. Je suis convaincu que ce bill sera défait parce que les votes des députés de cette chambre correspondront aux directives de leurs épouses, de leurs mères, de leurs sœurs ou de leurs filles. Car en somme, la femme chez nous, contrairement au Roi d'Angleterre, ne règne pas mais elle gouverne... c'est bien beau de toujours nous renoter notre qualité de chef de la famille, mais j'ai l'idée que nous remplissons là un rôle plutôt putatif. Chef de la communauté ou chef de famille, c'est un peu comme chef de l'opposition; on a bien le titre mais, en réalité, c'est un autre qui en exerce les fonctions! les pouvoirs! On a fait état de l'adhésion à ce projet de loi de certains dignitaires de la Fédération nationale Saint-Jean Baptiste, institution qui groupe en un faisceau les associations féminines canadiennes-françaises en vue d'une action concertée dans les questions d'intérêt général.

Ces personnes sont certainement très distinguées et leurs activités, lorsqu'elles s'exercent dans un champ propice, ne manquent pas de rapporter des fruits, comme on a pu le constater l'an dernier. Mais je me suis laissé dire que sur cette question du vote féminin, on était loin d'être unanime à la Fédération et surtout parmi les sociétés fédérées. J'ai compulsé en vain la dernière livraison de la *Bonne Parole*, organe attitré de la Fédération, pour trouver un article-programme ou un exposé de principe, une harangue de ralliement ou de combat, ainsi qu'on n'a pas manqué de le faire, l'an dernier, relativement au statut matrimonial de la femme.

Quant aux associations fédérées, je sais, par exemple, que l'Association des femmes d'affaires se désintéresse absolument de la question. Croit-on franchement que si ce projet de loi devait bénéficier à la femme, favoriser ses meilleurs intérêts, augmenter la somme de ses droits, croit-on que les femmes d'affaires ne se seraient pas prononcées spontanément pour cette réforme.

On a considéré, comme on fait en affaires, le pour et le contre, on s'est rendu compte que les obligations et les sacrifices à consentir excédaient les avantages assez problématiques à en retirer et... on s'est abstenu.

Qu'est-ce à dire, sinon que les femmes ne demandent pas le droit de vote parce qu'elles n'en voient pas la nécessité, et qu'elles n'en voient pas la nécessité simplement parce que cette nécessité n'existe pas?

J'en reviens encore à la fameuse loi fédérale du vote féminin parce que j'y trouve tout ce qu'il faut pour étayer ma prétention dans cette loi que les femmes de cette province n'ont pas demandée. L'on sait assez à quels mobiles inavouables ont obéi ceux qui nous l'ont imposée.

Entre parenthèses, n'est-ce pas depuis cette loi néfaste que le Conseil privé a décidé que la femme n'est qu'une personne alors qu'on était sous l'impression jusque-là qu'elle était un ange?

À l'élection fédérale de 1930, deux candidates étaient sur les rangs dans cette province, toutes deux dans la métropole; l'une dans la division Saint-Denis, l'autre dans la division Mont-Royal. Ces deux dames comptaient et comptent encore parmi l'élite intellectuelle féminine. Elles eussent pu faire à Ottawa excellente figure parmi la députation.

La division Saint-Denis compte environ 70,000 électeurs dont la moitié à peu près du sexe féminin. Environ 46,000 électeurs ont voté, dont une quinzaine de mille électrices, me dit-on après une campagne très vive et très mouvementée. Or, sait-on combien la candidate, une protagoniste très convaincue et très militante du suffragisme, a reçu de votes? Moins de 2,000, quelque chose comme 1,700, si je ne me trompe!

Qu'en conclure sinon que les femmes, qui avaient une superbe occasion de manifester leur sentiment, n'ont pas jugé à propos d'appuyer la championne la plus en vue du suffrage féminin, alors que la campagne avait roulé précisément sur cette question. Et encore, convient-il de défalquer de ces 1,700 bulletins qu'elle a recueillis le nombre à coup sûr appréciable de ses admirateurs du sexe masculin.

Dans la division Mont-Royal, la candidate, personne également fort distinguée, a aussi perdu son dépôt avec grande distinction.

Je le répète, et c'est évident, les femmes ne veulent pas du vote. J'excepte toujours les marraines de ce bill dont l'honorable député de Mercier (M. Plante) est le parrain.

L'an dernier, M. le Président, un groupe de dames qui s'occupent d'améliorer non pas le sort politique, mais, ce qui importe davantage, le bien-être économique et social de leurs congénères, se sont présentées devant la Législature et ont proposé certaines modifications à notre Code civil en vue d'assurer à la femme un meilleur statut juridique.

Qu'est-il arrivé? Leurs réclamations ont été entendues et elles ont obtenu justice de la part du gouvernement. Je ne dirai pas qu'elles ont obtenu tout ce qu'elles demandaient, mais auraient-elles reçu davantage si elles avaient été électrices? Je ne le crois pas. Je me suis laissé dire par un de mes aînés que le député qui obtient la moitié de ce qu'il demande est un chancier. Je doute même que mon honorable collègue de Mercier ait un sort aussi enviable avec son bill.

Il reste donc acquis que, sous le système actuel, les griefs féminins ont facile accès au pied du trône, dont acte, comme il m'arrive de dire dans le civil.

Un savant professeur m'a enseigné, il y a déjà quelques années, que la loi doit référer les sentiments et les aspirations du peuple qu'elle régit. Elle doit être l'expression des mœurs de la société. Or, on a beau dire, des électrices de même que des femmes députés, jurés, échevins, ça n'est pas dans nos traditions. Une femme électeur ou une femme député, cela répugne à notre éducation familiale, cela choque notre sens de la convenance tout autant que la femme à barbe du cirque qui, elle, a au moins un succès de curiosité. Il s'agit d'une innovation anglo-saxonne qui cadre mal avec nos us et coutumes et qui ne paraît pas de longtemps devoir s'acclimater à l'ambiance locale. Comme on dit, ça s'avale mal et ça se digère moins bien encore. Le vote des femmes ne ferait que multiplier les inconvénients de la politique.

Dans nul pays plus qu'en France, M. le Président, les femmes jouissent de droits aussi importants ou, si l'on veut, aussi essentiels. Les Françaises ont vu accueillir par les Chambres la plupart de leurs revendications. Elles se sont vues ouvrir successivement la plupart des carrières qui favorisent l'épanouissement de la personnalité féminine selon ses tendances ou ses aptitudes particulières.

Elles ont obtenu tout cela sans l'aide du vote, sans être députées ou même électrices. Si jamais elles désirent le vote, il est assez probable qu'elles l'obtiendront. Mais jusqu'ici, à part un petit groupe insignifiant en nombre et en valeur, elles se défendent de la réclamer.

(Murmures dans les galeries)

Cette question de vote a depuis longtemps suggestionné l'imagination des Ontariennes et a même fini par s'infiltrer quelque peu chez nous. On s'explique que nos voisins cherchent à occuper les loisirs que leur laisse une famille restreinte et souvent inexistante. Il en va tout autrement chez nos Canadiennes françaises où le désœuvrement domestique est chose inconnue, à raison des nombreuses familles qui accaparent l'attention de la mère et de ses filles.

Je crois qu'il est plus pratique et il n'y a pas de doute qu'il est autrement méritoire de faire, comme nos bonnes mères de Québec, des électeurs éclairés et patriotes que de rêver de faire des électrices ou de fonder un parti mauve!

Josette vaut mieux qu'Emmeline Pankhurst! C'est par le berceau et non par le bulletin de vote que la Canadienne française a fait survivre notre race. Le rôle qu'elle a joué dans notre histoire est autrement noble et patriotique que celui qu'on voudrait lui imposer et qui ne manquerait pas, si elle s'y prêtait, de la détourner de sa véritable mission.

La Canadienne française estime, du reste, qu'elle n'a que faire dans cette galère. Elle se dit que la maternité à laquelle, Dieu merci, elle ne cherche pas à se soustraire, comporte assez de croix sans qu'on vienne y ajouter la croix du bulletin de vote.

Lors du récent voyage aux États-Unis du premier ministre de la République française, Mademoiselle Josette Laval a eu le mot juste lorsqu'elle a répondu aux reporters que les femmes de France ne trouvent pas que l'exercice du suffrage soit indispensable à leur bonheur; qu'elles se préoccupent assez peu d'une prérogative qu'elles jugent illusoire, mais tâchent plutôt à sauvegarder leurs intérêts, bien compris en réalisant des réformes et des progrès dans la sphère économique.

Somme toute, c'est par sollicitude pour la femme, c'est par déférence pour son sentiment quasi unanime sur cette question que nous ne nous sentons pas justifiables de trouver l'économie de notre législation électorale pour nous rendre au désir de celles qui n'ont pas pour elles le nombre, même si elles ont de la qualité. Et dans nos institutions parlementaires, le nombre est un facteur capital; numbers count!

Il ne se versera pas beaucoup de larmes sur le sort du filleul de mon honorable ami de Mercier. À celles qui se désolent, je dirai: "Filles de Jérusalem, de Montréal ou de Québec, pleurez plutôt sur vous-mêmes". En d'autres termes, avant de venir nous demander d'adopter une mesure de ce genre, qu'elles mettent de l'ordre dans leur maison. Je veux dire qu'elles obtiennent tout d'abord l'adhésion des femmes elles-mêmes.

Jusqu'ici, l'immense majorité des femmes paraissent porter plus d'intérêt à des œuvres très vitales; l'Assistance maternelle, l'Aide à la femme, la Goutte de lait, la Ligue catholique féminine, pour n'en citer que quelques-unes, et je crois qu'il convient de les en féliciter. En ces temps de dépression et de détresse, il y a de quoi occuper celles qui ont des loisirs, et dont le cœur déborde de charité chrétienne, de zèle altruiste et d'apostolat social.

Je puis ajouter, M. le Président, que, pour ma part, je représente un comté qui compte certainement les femmes les plus charmantes de la province et les plus soucieuses des meilleurs intérêts de leur sexe.

Des voix: À l'ordre.

M. Bachand (Shefford): Or, pas une seule ne m'a demandé d'appuyer cette mesure, de voter pour le bill, alors qu'un bon nombre m'ont manifesté non seulement leur indifférence mais leur hostilité à ce sujet. Je laisse, à l'une de ces électrices à qui je demandais si le droit de vote lui plairait, le mot de la fin de mes longues remarques. Comme je lui demandais son sentiment sur la question, elle m'a répondu plaisamment: "Une jolie potiche de Sèvres ferait bien mieux mon affaire qu'une urne électorale!"

(Applaudissements)

Il ne faut pas imposer la tyrannie du vote obligatoire aux femmes de Québec qui n'en veulent pas du tout. Le bill sera battu en Chambre justement parce que la femme aura demandé, en grâce avec son mari, de ne pas donner ce droit de vote aux femmes; parce qu'elles n'en voient pas la nécessité pour la bonne raison que cette nécessité n'existe pas.

Je souhaite aux dames beaucoup de succès, mais si le bill présentement à l'étude est battu, je leur dirai, comme dans l'Évangile: "Pleurez sur vous-mêmes; pleurez sur la mésestante qui existe entre vous."

M. Filion (Laval): M. le Président, je tiens à dire que nous avons été élus le 24 août dernier, parce que l'honorable premier ministre était populaire. Il sera élu encore pendant 25 ans, s'il le veut. Quant au vote des femmes, toutes mes électrices sont contre.

Mlle Idola St-Jean s'est présentée contre le Dr Denis, à Montréal, et elle a été battue. Cette championne du vote féminin nous demande aujourd'hui d'inscrire un vote de non-confiance contre nous-mêmes. Elle a combattu le gouvernement et a usé de toute son influence pour nous empêcher de siéger dans cette Chambre. Elle semble dire, aujourd'hui, aux députés de cette Chambre, de s'en aller pour qu'elle et ses compagnes puissent prendre notre place.

La question qui se pose, c'est celle-ci: est-ce qu'on va se voter un vote de non-confiance, et dire que les hommes ont mal administré les affaires de la province et qu'il faut mettre les femmes à notre place? (S'adressant aux femmes dans les galeries) Je n'ai rien à dire contre les dames. Mesdames, je suis toujours heureux de vous recevoir chez nous, en tout temps.

(Applaudissements)

Mais le bill a été battu et rebattu. On devrait se rappeler que la Chambre n'a pas rien que ça à faire. Tous les ans, c'est la même chose qui revient. Voulez-vous, Mesdames, nous clarifier pour nous remplacer? Alors, changeons d'habit; (Rires et applaudissements) nous sommes à votre disposition si vous voulez prendre les obligations des hommes. Au lieu de remettre le bill à six mois, remettons-le donc après la défaite du Parti libéral pour qu'on n'en entende plus parler de sitôt.

Car la demande de vote des femmes équivaut à un vote de non-confiance, puisqu'elles veulent nous remplacer. Pour moi, je serais d'avis que si le vote des femmes est accordé, nous résignons. C'est tout ce qu'on aura à faire.

C'est un mauvais conseil à donner aux jeunes filles d'aujourd'hui que de leur dire que la femme est l'égale de l'homme. Les femmes le regretteront. Il est mauvais que la femme délaisse le foyer pour tant s'occuper de politique. Ce n'est pas déjà si intéressant. Les mères de famille devraient s'abstenir d'envoyer leurs filles travailler dans les bureaux d'élections, à copier les listes. Nous ne voulons pas que les femmes fassent nos luttes et s'exposent à nos injures. Qu'elles attendent pour obtenir ce droit.

(Applaudissements) (S'adressant de nouveau aux femmes dans les galeries)

Vous venez tous les ans nous voir, Mesdames. Mais cette année, si vous êtes encore battues, ça fait assez de fois que ça arrive, de grâce, laissez-nous donc la paix. Je vous en prie, restez chez vous l'an prochain!

(Applaudissements)

M. Smart (Westmount): M. le Président, j'ai voté pour le suffrage féminin l'an dernier et je n'ai pas changé d'opinion. Après toutes ces années à la Chambre, je n'ai pas encore entendu un seul argument contre qui soit solide. C'est une question de justice que d'accorder à la femme canadienne le droit de voter et de venir siéger en cette Chambre, puisque dans tous les champs de son activité, elle s'est révélée intelligente et douée de beaucoup d'esprit d'initiative.

M. Plante (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, je veux répondre à quelques insultes qui ont été faites à la femme.

(Applaudissements dans les galeries)

L'honorable député de Lévis (M. Bélanger) a montré qu'il y a un sentiment chez certains hommes pour garder les femmes de notre province dans l'ignorance au lieu de leur dire qu'elles sont les égales des femmes des autres provinces.

Dire que nous devrions garder nos femmes à la maison est une insulte envers nous-mêmes. Car n'œuvrons-nous pas dans la vie publique, et nous considérons-nous, en raison de cela, inférieurs au reste des hommes?

Dire que les femmes ne veulent pas du vote n'est pas un argument. Si nous, comme législateurs, sommes convaincus que cela est la meilleure chose à faire, ne devrions-nous pas le donner, même si, comme l'a dit le député de Shefford, le nombre de femmes qui vont aux urnes est insignifiant? Êtes-vous prêt à affirmer que les ouvriers ont demandé le droit de vote en premier lieu?

Lorsqu'ils eurent le droit de vote, avaient-ils la moindre idée que ceci amènerait les gouvernements à leur donner toutes les législations en leur faveur qu'ils ont à l'heure actuelle? Pas du tout.

Et dire qu'il est du devoir des femmes de porter les enfants et de les élever est très bien. Elles ont leur devoir. Mais nous devons élever la question au-dessus de celles qui concernent la cuisine et la chambre à coucher.

(Applaudissements)

Et allez-vous me dire qu'une femme n'est pas suffisamment intelligente seulement parce qu'il se trouve qu'elle est célibataire et ne peut avoir d'enfants?

Pourquoi les femmes et les jeunes filles n'auraient-elles pas le même droit de vote que les vieux garçons? Les arguments apportés ne sont pas sérieux et l'on gâche mon argumentation en allant jusqu'à dire que le rôle de la femme se réduit à la maternité.

On trompe la femme de Québec en lui disant que son seul rôle est celui de la maternité, tout comme on faisait croire aux noirs de la Louisiane que la liberté était une chose atroce. La femme exercerait son droit de vote avec conscience, comme elle l'a démontré dans une élection à Montréal où la candidate ne recueillit que quelques centaines de vote.

Je mets cette question au-dessus des partis politiques, car c'est une question de justice. Si nous ne donnons pas le droit de vote aux femmes, c'est que nous n'en avons pas le courage.

L'honorable député de Lévis a dit que les femmes avaient battu le gouvernement conservateur en 1917 et en 1921. Mais qu'est-il arrivé en 1930? 28 comtés de notre province ont voté pour M. Bennett qui, en chef habile, avait fait des promesses. Pourquoi? Parce que dans ces comtés, les libéraux n'ont pas voulu que les femmes votent.

(Applaudissements)

Aux arguments de l'honorable député de Lévis et de l'honorable député de Laval, qui, soit dit en passant, aurait dû avaler son discours, j'opposerai l'argument du père Samson, un grand prédicateur, qui a visité notre pays et disait que la femme a droit de s'occuper de politique.

Il (M. Plante) cite ensuite Paul Valéry pour prouver que la femme ne se ravalerait nullement en exerçant ses talents dans le domaine politique. Il cite aussi une lettre d'un de ses électeurs qui lui a écrit que certain monsieur qui lui a reproché de proposer le droit de vote aux femmes est un homme que sa femme fait vivre.

En terminant, M. le Président, je regrette que les orateurs qui ont combattu le bill se soient placés à un niveau aussi peu élevé. Je rappellerai que les unions ouvrières approuvent le droit de vote aux femmes. J'espère que les membres de cette Chambre voteront pour le projet qui est devant nous.

L'amendement étant mis aux voix², la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Barré, Bédard, Bélanger, Bergeron, Bertrand, Bouthiller, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Giguère, Godbout, Grant, Guertin, Lamoureux, Lemieux, Lortie, McDonald, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 52.

Contre: MM. Bastien, Béique, Bercovitch, Chouinard, Cohen, Dillon, Drouin, Fauteux, Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gault, Gauthier, Laferté, Lafleur, Lahaie, Mercier fils, Plante, Power, Smart, Stockwell, 23.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Dépôt de documents:

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur la table de la Chambre le rapport de la Commission des services publics relativement aux taux de l'électricité dans les compagnies et sur un projet de coopératives rurales de moteurs électriques, qui m'a été demandé au début de la séance par l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). (Document de la session no 40)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que ce rapport soit immédiatement imprimé.
Adopté.

Club Saint-Denis

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur):

Que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant le club Saint-Denis, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition du club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 132 concernant le club Saint-Denis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. Adopté! Rejeté!

2. *L'Événement* et *Le Devoir* relatent que plusieurs députés s'esquivent, disparaissent discrètement et que c'est en vain que les whips essaient de les ramener.

Séance du jeudi 21 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;

- bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés;

- bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Votre comité rapporte aussi que le bill 152 concernant certains modes de transport de liqueurs alcooliques est retiré.

**Enquête en matière de
différends industriels**

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 70 concernant les enquêtes en matière de différends industriels.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): La loi fédérale des enquêtes en matière de différends industriels, communément appelée loi Lemieux, a été passée et sanctionnée en 1907, et jusqu'au 20 janvier 1925, elle a donné satisfaction au monde industriel et ouvrier du Canada et de la province de Québec. Le 20 janvier 1925, le Conseil privé, dans une cause de Toronto Electric Company versus Snider *et al.*, a

rendu jugement, décrétant que le Parlement du Canada avait été au-delà de ses pouvoirs en passant cette loi et le même jugement a décrété la loi Lemieux inconstitutionnelle, *ultra vires*, et ne s'appliquant pas aux matières de la juridiction exclusive des provinces; ajoutons immédiatement que la loi Lemieux gardait toujours son application et sa juridiction sur les matières relevant du fédéral, soit les chemins de fer pour ne citer qu'un exemple.

Le Conseil privé a clairement décidé que la question et le règlement des disputes entre patrons et ouvriers relevaient du droit civil; or, par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, articles 91 et 92, il a été déclaré que les questions de droit civil étaient de la juridiction exclusive des législatures provinciales.

À la suite de ce changement, la loi Lemieux devenait nulle et n'avait plus d'application compulsive ou obligatoire et sur toutes les disputes entre patrons et ouvriers en matière relevant exclusivement des provinces; cependant, de consentement, les particuliers pouvaient référer leurs différends à la loi Lemieux, mais il était assez difficile d'obtenir le consentement des deux parties, lorsqu'il y avait grève ou menace de grève ou menace d'un lock-out. C'est dire que la loi Lemieux devenait inopérante ou à peu près.

Pour faire face à la situation créée par le jugement du Conseil privé, il fallait une législation passée par une province par laquelle cette province acceptait la loi Lemieux, tout comme si cette loi Lemieux était sa propre loi.

Cette législation a été passée dans presque toutes les provinces du Canada, à l'exception des provinces de Québec et d'Ontario. C'est donc dire que les provinces du Nouveau-Brunswick en 1926, Nouvelle-Écosse en 1926, Manitoba et Saskatchewan en 1926, Alberta en 1928 ainsi que la Colombie Britannique ont tour à tour adopté la législation nécessaire pour que la loi Lemieux s'applique à leur province.

La province du Nouveau-Brunswick a été la première à adopter cette législation et la législation adoptée dans les autres provinces a été la copie de la législation du Nouveau-Brunswick.

Le gouvernement de la province de Québec a cru devoir se rendre aux demandes qui lui ont été faites à ce sujet, et présenter le présent projet de loi pour que la loi Lemieux s'applique aux différends entre patrons et ouvriers dans cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des bureaux de placement

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 205 modifiant la loi des bureaux de placement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): À la demande répétée d'associations ouvrières importantes et à la suite de résolutions passées par ces associations, le gouvernement a cru devoir amender la loi des bureaux de placement et faire disparaître totalement les bureaux de placement privés.

Les bureaux de placement privés étaient ce genre de bureaux tenus par des particuliers sous licence, à cet effet, accordée par le ministre du Travail. Ces particuliers détenteurs d'une licence avaient le droit de faire payer un certain montant à l'ouvrier à qui il procurait une situation.

Le présent projet de loi est pour faire disparaître ces bureaux de placement privés et pour n'avoir en cette province que des bureaux tenus par le gouvernement.

Les bureaux de placement s'occupent de tous ceux qui désirent avoir de l'ouvrage sans s'occuper de leur classe et le mot: "salarié" qui dans la nouvelle loi remplace le mot "ouvrier" a un sens plus large et qualifie mieux le rôle que ces bureaux sont appelés à remplir.

Certaines sociétés se trouvent toutefois exemptées de la clause prohibitive qui défend les bureaux de placement privés, et la loi leur permet d'avoir leur propre bureau de placement. Et il est spécifié que, dans tous les cas, aucune contribution ne sera chargée aux solliciteurs de places. L'entrée en vigueur de la loi sera du 1^{er} mai 1932.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 117 constituant en corporation The Saint John ou Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Ordre de Saint-Jean-de-Dieu

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Construction d'une prison de femmes dans le district de Québec

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec.

Adopté.

Loi de la chasse, section VIIIa

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose:

1. Qu'en vertu des dispositions de l'article 34a de la Loi de la chasse (statuts refondus, 1925, chapitre 86) tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 44, section 2 et modifié par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries pourra établir, maintenir et exploiter, en rapport avec la ferme expérimentale, un jardin zoologique pour l'instruction et l'amusement du public et que ce jardin sera appelé et désigné sous le nom de Jardin zoologique de Québec.

2. Que dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour l'établissement de la ferme expérimentale et du jardin zoologique ci-dessus mentionnés, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries à acquérir à l'amiable ou par expropriation les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles.

3. Que le coût de l'établissement de cette ferme expérimentale et de ce jardin zoologique, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, l'achat des animaux, l'outillage et l'ameublement requis, ne devra pas excéder la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Les résolutions 1 et 2 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 3.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons décidé de construire, à Charlesbourg, une ferme expérimentale au coût de \$100,000 et nous avons pensé d'y établir un jardin zoologique pour l'éducation du public. De concert avec l'honorable Maurice Dupré, solliciteur-général du Canada et ministre du district de Québec, nous avons décidé de créer ce jardin, le coût de \$75,000 devant être payé moitié par le gouvernement fédéral moitié par le gouvernement provincial, payable avec l'argent du chômage.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ces travaux sont-ils urgents?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, ils sont exécutés en vertu de la loi du chômage, et nous avons en mains les sommes votées par Ottawa et Québec pour cela! Nous donnons actuellement de l'ouvrage à 125 ouvriers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fédéral paie-t-il une part des \$100,000?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non.

Il y a une loi autorisant la province à dépenser \$100,000 pour une ferme expérimentale. Nous ne dépenserons pas un cent de plus que \$100,000 pour la ferme expérimentale et \$75,000 pour le jardin zoologique, dont \$37,000 seront payés par Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La ferme et le jardin coûteraient donc un total de \$175,000.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Et Ottawa paie \$37,500 soit la moitié du coût du jardin zoologique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ne vaudrait-il pas mieux amender la résolution pour préciser cela?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je n'ai pas d'objection.

Le comité propose un amendement.

Cette résolution est amendée et se lit désormais comme suit:

3. Que le coût de l'établissement de cette ferme expérimentale et de ce jardin zoologique, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, l'achat des animaux, l'outillage et l'ameublement requis, ne devra pas excéder la somme de cent soixante-quinze mille dollars, dont cent trente-sept mille cinq cents dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu et la balance, trente-sept mille cinq cents dollars, payable par le gouvernement fédéral¹.

La résolution ainsi amendée est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 34*a* de la loi de la chasse (statuts refondus, 1925, chapitre 86) tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 44, section 2, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:"

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 34*a* de la loi de la chasse (statuts refondus, 1925, chapitre 86) tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 44, section 2, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le coût de l'établissement de cette ferme expérimentale et de ce jardin zoologique, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, l'achat des animaux, l'outillage et l'ameublement requis, ne devra pas excéder la somme de cent soixante-quinze mille dollars, dont cent trente-sept mille cinq cents dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu et la balance, trente-sept mille cinq cents dollars, payable par le gouvernement fédéral."

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose par voie d'amendement, et appuyé par le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), que le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender en remplaçant le dernier alinéa de l'article projeté 13e par le suivant:

Rien dans les sections 13*d* et 13*e* ci-dessus n'affectera le droit qu'un contribuable des municipalités y mentionnées pourra avoir à des dommages et intérêts.

Le comité plénier, dit-il, a amendé ce bill l'autre jour sur motion du député de Beauharnois (M. Saintonge). Je crois que l'amendement que je propose de substituer à celui qui a été adopté serait plus juste, et je demande à la Chambre de l'adopter.

M. Saintonge (Beauharnois): J'ai confiance que la Chambre, qui m'a donné raison l'autre jour, votera encore pour la paroisse de Saint-Timothée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, la Chambre devrait consentir à renvoyer le bill devant le comité. Il est vrai, comme on l'a dit l'autre jour, que les travaux de Beauharnois ont fait fermer une route, mais la compagnie en a construit une nouvelle. Il y a des citoyens de Saint-Timothée qui croient avoir subi des dommages parce que la nouvelle route rallonge le trajet pour se rendre à Saint-Clément.

Toutes les municipalités dans lesquelles la compagnie a construit un chemin ont été consentantes. Il n'y a que Saint-Timothée qui soit dissidente. On nous a déclaré au comité qu'une partie du chemin a été fermée, mais que la compagnie a indemnisé les citoyens affectés par cette situation. Cet amendement, proposé par le député de Beauharnois (M. Saintonge) a été battu au comité des bills privés, puis adopté en Chambre, et, on nous a démontré qu'il n'y avait pas lieu de réclamer des dommages contre la compagnie. Je crois que le comité est bien renseigné sur la question.

Il a été prouvé au comité que les cultivateurs qui habitaient le long de l'ancien chemin ont conservé leur recours en droit et il a été démontré que, si des dommages pouvaient être payés, ils devraient l'être aux citoyens eux-mêmes et non aux corporations municipale et scolaire, qui ne sont pas lésées dans leurs intérêts, qui n'ont pas raison d'exercer ce recours en dommages et qui n'ont pas droit à des dommages. Je crois donc que mon

honorable ami de Beauharnois (M. Saintonge) devrait accepter l'amendement du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), qui offre aux citoyens de Saint-Timothée toute la protection dont ils ont besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je ne vois pas pourquoi nous changerions le bill tel qu'il a été amendé. Je dois faire remarquer que la Chambre n'est pas un tribunal judiciaire et ne peut trancher des questions de droit. Ce que je trouve extraordinaire dans ce bill, c'est que nous continuons à faire des concessions à la Beauharnois, qui a déjà obtenu des privilèges extraordinaires. Non seulement elle veut aujourd'hui remplacer l'autorité compétente, mais elle s'intitule conseil municipal et corporation scolaire.

S'il est vrai que les corporations de l'endroit ne sont pas intéressées dans le bill, et s'il n'y a pas de mal à laisser l'amendement, pourquoi enlever aux citoyens le droit de soumettre leur cas aux tribunaux? Je respecte l'opinion de l'honorable ministre de la Voirie, mais je ne vois pas pourquoi nous ne laisserions pas le bill tel qu'il est, au cas où les corporations auraient des droits.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé en comité général.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois.

Paroisse Saint-Adelphe de Champlain, autorisation d'emprunt

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. Duplessis (Trois-Rivières) communique à la Chambre que le député de Champlain (M. Grant) a été frappé par la maladie ce midi même².

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Club Saint-Denis

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant le club Saint-Denis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Construction d'un édifice à Québec pour services de l'administration

L'honorable M. Francoeur (Lothbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Francoeur (Lothbinière) propose: 1. Que le coût de la construction de l'édifice pour les divers services de l'administration, à Québec, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, ne devra pas excéder la somme de un million cent mille dollars au lieu de la somme de huit cent cinquante mille dollars autorisée par la loi 21 George V, chapitre 7.

2. Que pour assurer l'acquisition des terrains nécessaires et la construction de cet édifice et pour pourvoir à son aménagement et à son ameublement,

le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des Travaux publics, les sommes requises pour payer, jusqu'à concurrence de un million cent mille dollars, au lieu de huit cent cinquante mille dollars autorisés par la loi 21 George V, chapitre 7, le coût de ces acquisitions et constructions; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra pour les mêmes fins autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout la somme de un million cent mille dollars au lieu de la somme de huit cent cinquante mille dollars déjà autorisée, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

L'an dernier, la Législature a adopté une loi autorisant la construction d'un nouvel édifice de 11 étages entre les rues Saint-Amable, Saint-Augustin et Conroy. Nous voulons porter à \$1,100,000 le montant de \$850,000 voté l'an dernier pour l'édifice en construction sur la rue Saint-Augustin à Québec. Notre intention est de concentrer les services à cet endroit.

La Chambre nous a fait des représentations et il y a eu des critiques dans la presse contre le plan de nos architectes: on nous a représenté que le nouvel édifice ne s'harmonisait pas avec le corps central des bâtisses parlementaires, et qu'il y avait certains changements à faire. Nous avons fait étudier les plans par nos ingénieurs qui nous ont recommandé de remplacer l'édifice projeté par 3 édifices dont l'un sur la rue Sainte-Julie, entre les rues Saint-Augustin et Conroy.

Le montant additionnel de \$250,000 que nous demandons est justifié. L'augmentation du coût des travaux est due à plusieurs faits. Ainsi, pour le creusage des fondations, nous avons fait les excavations à la pelle manuelle au lieu d'utiliser la pelle mécanique, ce qui a nécessité une dépense additionnelle de \$19,675. Là où trois hommes auraient travaillé pendant quinze jours, des équipes de 100, 120 et même 175 hommes ont travaillé pendant sept semaines, sans compter ceux qui étaient sur les dix-huit camions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a obtenu le contrat général?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La Compagnie Deslauriers limitée. C'est elle qui avait la plus basse soumission avec \$475,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment! M. Adélarde Deslauriers qui a construit le palais de justice à Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il avait la plus basse soumission.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), ministre de la Voirie, produit la liste des soumissionnaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parmi les soumissionnaires, je vois le nom de la Canadian Construction Company. Qui est président de cette compagnie?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): M. E.-W. Gauvreau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par qui a-t-elle fait signer sa soumission?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai pas la soumission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait important de le savoir. On me dit que M. Deslauriers est intéressé dans cette compagnie.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) envoie chercher le document et informe son collègue qu'il est signé par MM. Genin & Gauvreau de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. On m'avait dit que parfois, des entreprises soumissionnent sous plusieurs noms.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous connaissez des trucs que nous ne connaissons pas.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) continue à citer la liste des soumissionnaires... Marier & Tremblay, peinture, etc...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Marier! Celui qui devait être candidat dans Québec-Est aux dernières élections?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Comme on peut le constater par cette liste, les contrats ont été accordés au plus bas soumissionnaire.

Nous avons accordé un montant additionnel de \$3,000 pour un ascenseur afin de donner du travail à des ouvriers. Les tailleurs de pierre nous ont dit que, si la pierre de cet édifice n'était pas taillée à Québec, 30 ouvriers locaux n'auraient pas de travail cet hiver. Nous y avons consenti et cela a augmenté le coût. Le gouvernement a alors accordé \$30,000 additionnels pour faire ce travail. La pierre est venue de la province, des paroisses de Saint-Gabriel, Saint-Sébastien et Scotstown. Il a fallu dépenser \$3,000 additionnels pour cela.

Nous avons dû acheter des propriétés dont nous nous servirons pour notre deuxième édifice. Il a fallu payer les frais du notaire pour la préparation des actes. Le total des dépenses additionnelles que j'ai mentionnées est de \$170,000. Il reste donc \$80,000 que nous demandons à la Chambre de voter pour des dépenses imprévues, entre autres, l'achat de propriétés. J'ai ici le plan d'ensemble. Si la Chambre veut le voir, je suis heureux de lui montrer. (Un page apporte le plan au député de Trois-Rivières qui l'examine) La bâtisse en construction actuellement sera terminée vers le mois de septembre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre fait grand état du fait qu'il accorde ses contrats au plus bas soumissionnaire, mais je constate que M. Deslauriers est souvent un des plus bas et que les extras sont fréquents. Ils représentent même 26 % du total du contrat. Je ferai observer de plus que, lors de la dernière session, l'opposition a demandé que l'on fasse une construction en pierre et non en brique. Pourquoi ne pas avoir accepté notre idée puisqu'on devait modifier les plans un peu plus tard?

Si la Compagnie Deslauriers était la plus basse soumissionnaire, elle a eu des extras dans ce cas-ci. Je trouve extraordinaire que le ministre des Travaux publics ait accordé le contrat à la Compagnie Deslauriers qui a obtenu les contrats pour le palais de justice, le musée et le pont de l'Île d'Orléans, dont l'honorable M. Lapointe parlait ce matin au comité des bills privés. On dit même que cette compagnie a obtenu le contrat pour une bâtisse de la Commission des liqueurs. Dans cet édifice de la rue Sainte-Julie, il y a eu des imprévus pour près d'un quart de million.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La Compagnie Deslauriers est bien organisée et elle a le droit de soumissionner comme les autres compagnies, et ce n'est pas de ma faute si elle est la plus basse. Je ne vois pas pourquoi elle n'obtiendrait pas le contrat comme une autre, si elle a la plus basse

soumission. Nous ne pouvons l'en empêcher. Je ne comprends pas l'ostracisme pratiqué par le député de Trois-Rivières. Quant à ses chiffres pour l'édifice actuel, je les ai fait vérifier et ils sont exacts. J'ai même fait remarquer aux ingénieurs que j'avais des craintes et ils ont examiné cette soumission avec grande attention. Mon honorable ami de Trois-Rivières dit que la Compagnie Deslauriers a eu des extras. Il n'y a pas un sou de ces extras qui est allé à cette compagnie. La suite a démontré que ses estimés étaient bons, car si nous demandons une somme additionnelle, c'est pour des modifications que je vous ai expliquées, et le surplus est payé en salaires aux ouvriers et représente un peu de matériel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien retirera le contracteur des \$250,000 additionnels?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Un montant infime, puisque c'est du salaire et non des extras.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des contracteurs qui ont reçu 40 cents de l'heure et n'en payaient que 25 aux ouvriers.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les entrepreneurs paient les salaires qui sont mentionnés dans les listes de paie, d'après une échelle de salaires établie par le gouvernement et surveillée par lui. Parmi les extras, il faut comprendre les montants payés pour achats de propriétés.

On nous a parlé du High School. La commission scolaire protestante est anxieuse de nous vendre, mais elle nous demandait \$140,000 pour cette construction-là, et nous n'en n'avions pas besoin³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette somme de \$1,100,000, c'est seulement pour la construction de la rue Sainte-Julie?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, c'est pour la bâtisse de la rue Sainte-Julie, les honoraires des architectes, l'achat de terrains qui serviront aux autres bâtisses, la résiliation des baux, etc.

M. Samson (Québec-Centre): Je dois féliciter le département des Travaux publics pour la façon dont ces travaux sont exécutés. La Compagnie Deslauriers obtient des contrats, mais c'est parce qu'elle est la plus basse soumissionnaire. Pour l'édifice de la Commission des liqueurs, cette

compagnie demandait \$45,000 de moins que les autres. Je félicite l'honorable ministre de son excellente administration aux Travaux publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que le député de Québec-Centre ne changera pas d'opinion dans quelques heures. Combien coûteront les trois édifices?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'édifice central coûtera un million de dollars. Nous ne pouvons dire exactement le coût total des autres. Toutefois, il faut admettre que ces trois édifices sont nécessaires, s'imposent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a-t-on dépensé à date?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pas dépensé, mais engagé. Nous avons actuellement des engagements pour \$901,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais combien le ministre a-t-il payé à date?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): À date, nous avons payé \$399,920.23.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé tantôt d'un édifice de la Commission des liqueurs. En vertu de quelle autorité la Commission des liqueurs bâtit-elle des édifices? Les constructions doivent être faites par le ministère des Travaux publics, en vertu de la loi.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est le ministère des Travaux publics qui a construit et non pas la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle autorité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons pris les fonds à même les profits de la Commission des liqueurs et nous avons le droit de faire cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le gouvernement a l'intention de faire un emprunt pour payer le coût de la bâtisse de la rue Saint-Augustin?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le bill prévoit un emprunt et nous donne le droit d'en faire un, si la chose est nécessaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que non. Mais je dois dire que tant que les conditions financières ne seront pas améliorées, nous ne construirons pas les autres bâtisses. Toutefois, nous terminerons l'édifice en construction pour y loger ses services et son personnel, afin de leur donner un peu plus de confort et décongestionner les vieux édifices. Quand les jours ensoleillés seront revenus, nous mettrons à exécution le plan d'ensemble de l'honorable ministre des Travaux publics qui assurera plus de confort à tous nos employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela s'imposait; je n'en doute pas.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que les honoraires additionnels payés pour le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine soient remis, vu que ce bill a pour objet le développement du culte religieux.

Adopté.

Paroisse Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue

M. Lortie (Labelle) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que les honoraires payés pour le bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet le développement du culte religieux.

Adopté.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Saintonge (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Morel), que les droits additionnels payés pour le bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soient remis, vu que ce bill a été déposé en retard dû à une erreur dans la livraison par le bureau de poste.

Adopté.

Canalisation du Saint-Laurent

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut passer à la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), relativement à la canalisation du Saint-Laurent⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) préfère attendre la présence du secrétaire provincial.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puisque nous en sommes sur ce sujet, laissez-moi vous dire que j'ai télégraphié à l'honorable M. Bennett pour lui demander si je pouvais publier sa première lettre qui était confidentielle. On ne veut quand même pas que je publie des lettres confidentielles?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas moi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas vous, mais votre arrière-garde. Mais si le premier ministre le veut, je la produirai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous discuterons cela dans le temps.

Ajournerment⁵

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 h 00 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Texte du procès-verbal de l'Assemblée du 21 janvier 1932.

2. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) est le neveu de M. Grant, selon *Le Soleil* du 21 janvier 1932, page 12.

3. *L'Événement* du 22 janvier 1932, à la page 8, donne une version des propos du député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) contraire à tous les autres journaux: "Nous allons acheter la bâtisse de la commission scolaire protestante (le High School) qui va établir son école à un autre endroit."

4. Motion inscrite au feuillet du 21 janvier 1932. Elle sera débattue le 10 février 1932.

5. Selon *The Quebec Chronicle* du 22 janvier 1932, à la page 3, il y a eu aussi, avant l'ajournement, un échange entre MM. Taschereau et Duplessis lorsque ce dernier se montra réticent à engager l'opposition envers quelque accord concernant les futurs travaux à entreprendre. Le premier ministre a dit regretter que le chef de l'opposition soit absent, ce sur quoi M. Duplessis a rétorqué que M. Gault n'était pas le seul absent, M. David étant aussi ailleurs.

Séance du vendredi 22 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de la police
et du bon ordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) demande la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

C'est pour nous permettre de nommer des constables et de définir le statut des policiers. Cette mesure aura pour effet de confier la direction de la police provinciale à un chef unique. À part ce chef, il y aura un sous-chef qui résidera à Québec ou à Montréal, selon que le premier sera à Québec ou dans la métropole. Les deux divisions aux fins de la police subsisteront.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Agents de perception

M. Desmarais (Richmond), appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Gagnon), demande la permission de présenter le bill 164 concernant les agents de perception.

Le bill prévoit l'exigence d'un cautionnement de \$5,000 des agents de perception, comme garantie, afin de protéger les créanciers. Cette loi n'atteindrait ni les notaires, ni les avocats, mais les agents travaillant pour leur compte ou pour le compte d'une compagnie et qui se sauvent souvent avec l'argent collecté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Bétail acheté
par la province de Québec**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Quelle quantité de bétail Ayrshire a été achetée par la

province de Québec durant les deux dernières années?

2. Quelle quantité a été achetée pour les fermes agricoles de la province?

3. Quelle quantité a été achetée pour être placée chez les cultivateurs?

4. De qui ces bestiaux ont-ils été achetés?

5. Quel a été le prix d'achat dans chaque cas?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 44 têtes.

2. 44 têtes.

3. Aucune.

4. et 5. R.R. Ness & Sons, Howick P.Q., 4 têtes, dont un taureau, \$3,500; The Sun Nest Trust Company Limited, Montréal, 21 têtes, \$1,300; Duke-Price Power Company Limited, Roberval, 19 têtes, \$1,020.

**Hôpital
Saint-Luc**

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les honoraires payés pour le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

**Fabrique de Saint-Étienne,
de Montréal**

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Côté), que les honoraires payés pour le bill 88 concernant la fabrique de Saint-Étienne, de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

**The Beauharnois Light, Heat and Power
Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que l'amendement que le comité plénier a apporté au bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company soit adopté.

Adopté sur division.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse
Saint-François-Xavier de Chicoutimi,
emprunt par les syndics**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Municipalité scolaire protestante de Verdun,
bureau de six syndics**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Construction d'un édifice à Québec
pour services de l'administration**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Vente des effets non réclamés
chez les buandiers**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Délai de prescription
des taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Cette loi constitue en quelque sorte un moratoire d'une durée d'un an. En vertu de la loi actuelle, à l'expiration de deux années pendant lesquelles les taxes n'ont pas été payées, le conseil municipal doit afficher et annoncer la vente par le shérif, la vente des propriétés sur lesquelles les taxes ne sont pas payées. La raison de la loi nouvelle, qui prolonge d'une autre année le délai pour le paiement, c'est parce que la loi nouvelle porte la date du 31 décembre 1933, et que nos campagnes traversent comme partout ailleurs la crise, et que, dans bien des cas, les

cultivateurs ne peuvent payer leurs taxes municipales et scolaires. Le bill accorde en quelque sorte un moratoire jusqu'à la fin de l'année 1933, alors que les conditions devraient être meilleures, espérons-le.

M. Duplessis (Trois-Rivières) loue le but de cette loi et ajoute qu'elle devrait être appliquée aux propriétés annoncées en vente, mais non vendues. Il déclare qu'il a été visiblement ému du grand nombre d'avis de vente par le shérif dans la *Gazette Officielle* et il suggère même de remettre aux municipalités les frais d'inscriptions ou de les réduire.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi du département de l'Agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant l'article 11 de la loi du département de l'Agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 11 de la loi du département de l'agriculture (statuts refondus, 1925, chapitre 51), est modifié en remplaçant le premier alinéa, par le suivant:

"11. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés coopératives de cercles agricoles, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurreries et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics

de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises par le département de l'agriculture, et plus particulièrement sur toutes questions se rapportant à la préparation des statistiques par ce département."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"11. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés coopératives de cercles agricoles, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurreries et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises en vue de promouvoir les intérêts de l'agriculture et de faciliter la compilation de statistiques."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Loi des salaires de certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose:

Que la commission de deux et demi pour cent visée par l'article 2 de la loi des salaires de certains officiers de justice (statuts refondus, 1925, chapitre 155), que le shérif est autorisé à charger et à retenir sur la vente d'immeubles faites par lui ou par les curateurs ou les liquidateurs, sera calculée sur le montant le plus élevé que donne soit le montant réalisé sur la vente, soit celui de l'évaluation municipale de l'immeuble, si cette évaluation existe, et que, si l'immeuble n'est pas évalué pour les fins municipales, le trésorier de la province évaluera l'immeuble, et la commission sera calculée sur cette évaluation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste vigoureusement contre ce qu'il appelle une augmentation de taxes. Il dit que les charges résultant de la vente forcée de propriété sont très onéreuses et que le gouvernement veut les rendre prohibitives.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'en profitons pas de cette taxe. Les shérifs pour la plupart sont à commission. Actuellement, nous nous faisons voler, surtout par les ventes de curateur. Nous ne faisons rien là-dessus, au contraire, nous sommes en déficit.

M. Samson (Québec-Centre) affirme que lorsque toutes les charges résultant de la vente sont payées, il ne reste rien au débiteur. Il veut faire trouver un moyen pour empêcher les faillites de cultivateurs. La mesure entraîne une augmentation de taxes pour ceux qui peuvent difficilement se le permettre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne vois qu'un moyen, abolir les créanciers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) (Riant) suggère au député de Québec-Centre (M. Samson) de supprimer les créanciers. Il explique que c'est simplement pour protéger le gouvernement qui se fait extorquer trop fortement sous ce rapport.

Il rétorque que toutes les charges ne vont pas au shérif, qui est souvent dépossédé du montant auquel il a droit. La commission actuelle est suffisante si elle est perçue selon la valeur municipale de la propriété. Ce sera le cas grâce à cette mesure.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Dépôt de documents:

**Statistiques
municipales, 1930**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales, pour l'année civile 1930. (Document de la session no 41)

**Statistiques de
l'enseignement, 1930-1931**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement, pour l'année scolaire 1930-1931. (Document de la session no 42)

**Statistiques des
établissements pénitentiaires, 1930**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie), pour l'année 1930. (Document de la session no 43)

**Annuaire
statistique, 1931**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique de Québec*, pour 1931. (Document de la session no 44)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du lundi 25 janvier 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 8 h 45.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Quorum

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je crois que nous n'avons pas quorum.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a quelques députés qui sont sortis, mais le sergent d'armes n'a qu'à sonner les cloches et ils vont rentrer.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 211 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 212 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code du notariat, article 91

M. Dugas (Joliette), appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau), demande la permission de présenter le bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Gault, 25 années de vie politique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à signaler un événement. Nous avons coutume de ne pas oublier les événements heureux. Or, les journaux nous ont appris hier que c'était le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée de l'honorable chef de l'opposition (M. Gault) en cette Chambre. (Applaudissements) Vingt-cinq ans député, sans interruption, c'est certainement digne de mention.

Si les électeurs de Saint-Georges ont toujours élu le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), c'est qu'il méritait leur estime et nous tenons à rendre hommage à l'honorable chef de l'opposition qui a su mériter la considération de ses électeurs. C'est une belle marque de confiance de la part de ses concitoyens que d'être élu pendant vingt-cinq ans pour les représenter au Parlement. J'en félicite l'honorable chef de l'opposition. On dit souvent que l'on souhaite à un homme public de continuer sa tâche.

Je ne sais si je puis répéter ce souhait, mais mon honorable ami a toujours été un adversaire courtois, travaillant, juste, un gentilhomme dans la force du mot, et je crois être l'interprète de tous nos collègues en disant que j'espère qu'il siègera encore longtemps en cette Chambre. J'espère bien qu'il ne doutera pas de la sincérité de mes vœux. En mon nom et au nom de mon parti, je suis heureux de lui offrir mes plus sincères félicitations et je prie notre collègue de bien vouloir agréer l'expression de nos vœux les plus sincères pour l'avenir.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je suis très touché des paroles de l'honorable premier ministre. M. le Président, je ne croyais certainement pas, lorsque je fus élu pour la première fois, que je siégerais si longtemps dans cette Chambre, surtout de ce côté-ci. Mais je ne peux que reconnaître la

gentillesse de tous mes collègues pendant cette période. Je remercie l'honorable premier ministre de ses bons souhaits et j'espère que les débats de cette Chambre ne nous empêcheront pas de demeurer les bons amis que nous avons été depuis vingt-cinq ans.
(Applaudissements)

Questions et réponses:

Travaux en vertu de 19 George V

M. Duplessis (Trois-Rivières): À même la somme de \$17,000,000 mentionnée à la loi 19 George V, chapitre 32, depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement: a. Combien a été dépensé?

b. Combien a été payé?

c. À combien se chiffre le prix total des travaux ordonnés ou des contrats accordés à même ladite somme de \$17,000,000?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

a. Il a été dépensé une somme de \$3,070,186.13.

b. Il a été payé une somme de \$2,321,592.03. La différence entre le montant dépensé et celui payé est représentée par le pourcentage retenu pour la fidèle exécution des contrats et le coût des travaux exécutés en octobre, lequel coût n'était pas parvenu au département au 1^{er} novembre; c. \$3,111.505.16.

Loi des liqueurs

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le montant provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1930-1931?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1930-1931?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull pour l'année 1930-1931?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull, pour l'année 1930-1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$943,476.60.

2. \$17,379.05.

3. \$1,585.

4. 24 cents.

Mandats autorisés, recettes et déboursés

M. Guertin (Hull): Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les quatre premiers mois de l'exercice en cours, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces quatre mois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Recettes :

Ordinaires \$12,714,322.09

Fonds en fidéicommis..... 1,520,461.80

\$14,234,783.89

Dépenses :

Ordinaires \$22,799,739.69

Au compte du capital..... 7,582,829.21

Fonds en fidéicommis..... 4,206,300.45

\$34,588,869.35

Je dois ajouter qu'il n'y a rien d'anormal dans cette situation, car le trésor est toujours vide jusqu'à la perception des recettes ordinaires, et nous devons conséquemment emprunter des banques. Les premiers mois de l'année fiscale sont des mois de dépenses et les revenus importants ne sont encaissés qu'au début de l'année régulière. Dans quelques jours nous recevrons les droits payés par les corporations, par les vendeurs de gazoline, etc., et l'équilibre se fera dans les recettes et les dépenses. Lorsque nos recettes ont été perçues, mon gouvernement a été en mesure de montrer un surplus.

Mandats émis non payés

M. Guertin (Hull): 1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés au 31 décembre 1931, pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1931?

3. Quels sont les emprunts temporaires qui ont été contractés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$1,296,275.81.

2. Le 31 décembre 1931, nos comptes accusaient un découvert de \$14,128,632.27, dont \$8,794,183.38 au compte de l'excédent des dépenses ordinaires, et la balance au compte du capital et des fonds en fidéicommis.

3. Aucune.

Maurice Hartt

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que les honoraires payés pour le bill 133 (1930) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté à la session 1930.

Adopté.

**Ordre de
Saint-Jean-de-Dieu**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que les honoraires payés pour le bill 120 constituant en corporation les Frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'une œuvre de bienfaisance.

Adopté.

Gérard Viau

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que les amendes payées pour le bill 123 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Viau, de la cité d'Outremont, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard pour des raisons incontrôlables.

Adopté.

**Donation à
Marie-Eugénie Morin
par Hubert Morin**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que les amendes payées pour le bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard.

Adopté.

**Loi des véhicules automobiles,
article 27**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant

l'article 27 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Droit de vote
des compagnies à fonds social**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de police
et du bon ordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Adopté.

**Rivière-au-Tonnerre,
dispensaire**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent.

Adopté.

**École
polytechnique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

**Frères de la Charité et école de réforme
pour jeunes délinquants**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat reproduit comme cédule de la loi qui sera basée sur la présente résolution et concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme, passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité, le dix-huitième jour de décembre, mil neuf cent trente et un, devant Émile Gravel, notaire, sous le numéro quatre mille trois cent six de ses minutes, soit approuvé et ratifié.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 9 h 30.

Séance du mardi 26 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette.

**The Ladies City Mission of Quebec,
vente d'un immeuble**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que les articles 506, 510, 511, 514 et 516 soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., demandant l'adoption d'une loi pour ratifier un acte de vente, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., demandant l'adoption d'une loi pour ratifier un acte de vente, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à

The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Promotion
du retour à la terre**

L'honorable M. Laferté (Drummond) fait distribuer aux députés un projet de résolutions relatives aux amendements que le gouvernement va apporter au bill 69 pour promouvoir le retour à la terre. Voici le texte des résolutions: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de promouvoir le retour à la terre, suivant les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourra autoriser le ministre ou la personne désignée par celui-ci à se porter adjudicataire, pour le gouvernement, de tout immeuble ou partie d'immeuble mis en vente pour taxes municipales, ou acheter les immeubles que les municipalités possèdent déjà suivant les dispositions de l'article 737 du Code municipal, lorsque le ministre jugera qu'il est de l'intérêt de la colonisation dans une localité d'agir ainsi et pourvu que le montant de l'acquisition n'excède pas dans chaque cas la somme de cent dollars ou cinq dollars l'arpent.

2. Que les deniers requis pour la mise à exécution de la présente loi seront pris à même ceux votés annuellement par la Législature pour cette fin.

**Étatisation
de la bière**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, avant de passer à l'ordre du jour, je désire faire une déclaration à la Chambre au sujet d'une rumeur lancée, hier soir, au radio, par *L'Illustration* de Montréal, journal indépendant, je crois.

D'après cette rumeur, le gouvernement aurait l'intention d'étatiser la fabrication et la vente de la bière. Je souhaite que *L'Illustration* n'ait jamais dit cela et qu'il s'agit tout simplement d'une erreur dans la transmission radiophonique.

Je tiens à déclarer aujourd'hui que le gouvernement est contre l'étatisation de la bière, qu'il n'y a pas songé, et que, quand bien même il y aurait songé, il en serait venu à la conclusion que cela ne doit pas se faire. On m'informe que *L'Illustration* a encore répété cette rumeur dans son édition de ce matin. Il ne faut donc plus blâmer le radio, mais le journal qui publie de telles rumeurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas faire taire le radio?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous pouvions faire taire quelqu'un, ce n'est pas par le radio que nous commencerions.

Commission des assurances sociales

M. Guertin (Hull): Quand le gouvernement déposera-t-il le rapport de la Commission des assurances sociales?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un rapport partiel a été déposé. Nous aimerions mieux attendre que le rapport fût complet et pour cela attendre la fin du rapport de la Commission.

M. Guertin (Hull): Qu'est-ce que le gouvernement entend faire en rapport avec les allocations aux familles nécessiteuses?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette question est étudiée dans le rapport de la Commission des assurances sociales, un document qui n'est que partiel. Il s'agit dans ce rapport de plusieurs problèmes qui se rattachent les uns aux autres et qui doivent être considérés dans leur ensemble. Il nous faudra attendre que le travail entrepris soit complètement terminé pour étudier tous ces problèmes sociaux et trouver une solution dans chacun des cas.

Questions et réponses:

Travaux de Voirie

M. Barré (Rouville): 1. Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931?

2. Ces travaux sont-ils tous payés?

3. Dans la négative, quelle somme reste-t-il à payer?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les officiers de mon département me disent qu'il faudra beaucoup de temps pour préparer ces longues listes.

M. Barré (Rouville) insiste pour avoir une réponse à son interpellation et le député de Hull (M. Guertin) l'appuie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) intervient et déclare qu'un ministre n'est pas tenu de répondre aux interpellations sans un ordre de la Chambre, et il cite des articles du code parlementaire se rapportant à cette opinion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que cette question soit convertie en motion pour production de documents sessionnels.

Adopté sur division.

Demande de documents:

Travaux de voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant:

1. Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931?

2. Ces travaux sont-ils tous payés?

3. Dans la négative, quelle somme reste-t-il à payer?

Adopté sur division.

Questions et réponses:

Travaux de voirie, employés

M. Barré (Rouville): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service pour tous travaux qu'il a fait exécuter pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1^{er} avril 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 1^{er} novembre 1931?

4. Y a-t-il de ces salaires encore en souffrance?

5. Dans l'affirmative, pour quelle somme?

6. Quand le gouvernement va-t-il payer ces salaires passés dus?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté) que cette question soit convertie en motion pour production de documents sessionnels.

Adopté sur division.

Demande de documents:

Travaux de voirie, employés

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant:

1. Combien le ministère de la voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service pour tous travaux qu'il a fait exécuter pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1^{er} avril 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 1^{er} novembre 1931?

4. Y a-t-il de ces salaires encore en souffrance?

5. Dans l'affirmative, pour quelle somme?

6. Quand le gouvernement va-t-il payer ces salaires passés dus?

Adopté sur division.

Demande de documents:

Retour à la terre, correspondance avec le fédéral

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Chouinard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de documents et de correspondance entre le gouvernement fédéral et celui de la province, relatifs au retour à la terre.

M. le Président, je dois déclarer à cette Chambre que je ne suis pas un homme de monopole, surtout pour les discours. (Rires) Mes électeurs sont contre les monopoles du reste. J'ai fait cette motion parce qu'ayant pris contact avec mes électeurs depuis le mois d'août, j'ai appris que 350 à 400 familles de

ma division de Dorion désirent retourner à la terre. La crise a été causée par la guerre. Le Canada a participé à cette guerre, mais il n'en a pas tiré grand bénéfice. Nous avons eu une bonne publicité, mais elle ne nous a coûté bien cher. Je ne crois pas que nous aurions dû participer à la guerre sous l'œil paternel d'un gouvernement d'union. Je suis contre les gouvernements d'union. Je suis en faveur de la concurrence en cela comme en autre chose. C'est un gouvernement d'union qui nous a imposé la conscription. Le service militaire a forcé les cultivateurs à quitter les campagnes. La guerre finie, ils sont restés dans les villes; les fils de cultivateurs qui revenaient du front sont allés s'établir dans les centres urbains avec leurs familles.

Aujourd'hui, il en est résulté un encombrement dans les grands centres, et les campagnes sont désertées. Ils réalisent que c'est encore la terre qui est la grande nourricière, surtout en temps de crise et ils veulent retourner au sol. Il faut rétablir l'équilibre et je crois que le retour à la terre est le meilleur moyen d'y arriver. La terre offre encore de grands avantages. Si le cultivateur ne peut vendre ses produits aussi cher que dans le passé, il peut du moins trouver encore de quoi donner à manger aux siens; ce qui est impossible pour le malheureux travailleur de la ville qui dépend de son salaire hebdomadaire. La politique du jour doit donc être le retour à la terre. Je présente ce problème sans considération politique.

La crise a été aggravée aux élections générales qui ont porté le gouvernement Bennett au pouvoir. On a fait alors une campagne de pessimisme qui a aggravé la crise chez-nous. Dans la suite, le gouvernement a passé une loi que nous avons été obligés d'accepter telle que préparée. Il en est résulté bien des inconvénients, et à ce sujet je pourrais citer un cas qui s'est présenté dans mon comté. On construit un tunnel qui peut coûter environ \$500,000 et il faudra payer environ \$300,000 seulement pour expropriations. Voilà certes un montant que les sans-travail ne bénéficieront guère. Je prétends que tous les argents dépensés ainsi auraient dû être versés pour aider le retour à la terre. Tous les mouvements lancés pour aider les sans-travail auraient dû tendre à ce but.

L'éducation des gens est nécessaire pour la bonne conduite d'un mouvement de retour à la terre. Entre autres choses, plusieurs cultivateurs croient qu'ils seraient obligés de quitter leur terre si plus de familles allaient à la campagne, voyant que les prix des produits agricoles sont déjà bas. Les villes ne se sont pas objectées lorsque les fils de cultivateurs sont allés dans les grands centres, attirés par les gros salaires et une vie plus agréable. Je demande aux

cultivateurs d'aider leurs frères des villes qui retournent à la terre. Je fais le même appel aux bons curés de nos campagnes pour continuer à coopérer avec ceux qui se dévouent pour diriger les sans-travail de la ville sur les lots de colonisation ou sur les bonnes vieilles terres abandonnées.

Lorsque Sir Lomer Gouin a présenté sa loi des écoles techniques, pour créer ces maisons d'éducation pour les ouvriers, l'opposition lui a dit qu'il était quinze ans avant le temps. Le temps a cependant donné raison à l'homme d'état qu'était Sir Lomer. M. le Président, j'ai confiance que les ministres de la Colonisation et de l'Agriculture qui ont eu avec le gouvernement un si beau témoignage le 24 août dernier, régleront de façon satisfaisante le problème du retour à la terre.

(Applaudissements)

M. Chouinard (Gaspé-Sud): M. le Président, on a dit que les gens de la campagne avaient été attirés vers les villes par un mirage. Le mirage en a perdu un grand nombre. Il en perdra encore. Je regrette que les Gaspésiens aient quitté un pays riche en mines, en pêcheries, en forêts, en terres arables pour aller s'établir à Montréal, pour aller chercher en ville des plaisirs qu'ils ne pouvaient trouver chez-eux, mais dont ils sentent le vide aujourd'hui.

Si les gens de mon comté et ceux des autres comtés ruraux étaient demeurés à la campagne, les principaux problèmes du jour ne se poseraient pas. Mais ils se posent, ces problèmes, et il convient de féliciter le gouvernement de s'en préoccuper. Je seconde les paroles de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur). La politique du retour à la terre est excellente et il importe de la poursuivre. J'ai confiance, moi aussi, dans le gouvernement, dans le ministre de la Colonisation pour nous ramener à la terre un bon nombre de nos braves gens de la campagne.

La Gaspésie offre plus d'attraits que jamais grâce à monseigneur Ross, notre digne évêque, qui a doté notre région d'un séminaire, d'un hospice, de toutes les institutions qui font la grandeur d'un pays. Je suis certain que la mesure de l'honorable ministre de la Colonisation, actuellement devant cette Chambre, assurera le mouvement de retour à la terre que nous souhaitons tous, et j'espère que les comtés qui ont eu à souffrir de la désertion profiteront maintenant du retour à la terre.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): M. le Président, j'espère que les deux députés qui ont parlé seront plus heureux que nous et que leurs discours ne resteront

pas sans écho. J'aurais aimé à les entendre nous soumettre un plan de retour à la terre. Longtemps avant que les libéraux n'entreprennent quoi que ce soit en matière de colonisation, les conservateurs ont fait la promotion d'un retour à la terre. Étrangement, les libéraux ne sont de fervents colonisateurs qu'à la veille d'une élection. L'honorable député de Montréal-Dorion a parlé de la guerre, de la conscription, mais j'aurais préféré le voir expliquer ce que le gouvernement a fait l'an dernier.

Qu'avons-nous vu? Le gouvernement qui avait à sa disposition \$1,200,000 pour la colonisation, a cru avoir inventé le mouvement du retour à la terre. On s'est plaint que nous avions retardé le vote des crédits de la colonisation, à la dernière session. Nous demandions tout simplement que l'on nous donne un plan.

Qu'avons-nous vu? Le 17 juillet, on avait déjà dépensé les \$1,200,000 pour la colonisation. Alors on vote par mandat spécial \$150,000 pour les chemins de colonisation. Le 5 août, à la veille des élections, on vote encore \$100,000. Le gouvernement disait: "Nous n'avons pas besoin du fédéral". On a corrigé cette déclaration plus tard. Le gouvernement a dit enfin: "Nous allons placer les colons sur des terres et nous leur fournirons les moyens de vivre jusqu'à la prochaine récolte". Le résultat a été le retour du gouvernement au pouvoir.

En deux mois, le gouvernement a dépensé \$1,200,000 de plus que les crédits votés par la Chambre. Tout cela pour aider au retour à la terre, pour aider les pauvres colons. Je ne parlerai pas de la correspondance échangée après les élections avec les ministres. Chose étrange, l'élection terminée, le gouvernement n'avait plus d'argent. À quelques-uns des députés qui voulaient placer des colons, on disait: "Le budget est épuisé". À d'autres, on répondait: "Nous attendons l'aide du gouvernement fédéral". Enfin, on a dit: "Nous attendons le résultat de notre politique". Des centaines de chômeurs attendent encore.

À Hull, nous avons 300 chômeurs prêts à retourner sur des terres. Ils attendent encore. À Montréal, d'anciens soldats ont demandé d'être placés sur ces terres. Ils n'ont pas réussi. Puisque le moyen du gouvernement a failli, l'honorable député de Montréal-Dorion aurait dû nous en donner un nouveau. Il nous a parlé des causes de la crise. Il a oublié la parole du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) qui a dit: "Cessons nos luttes fratricides".

En dépit des protestations de la droite pour les chômeurs désireux de s'établir sur des terres, le gouvernement nous demande dans son budget de cette année de réduire de \$200,000 le crédit pour

l'aide à la colonisation. J'espère que l'honorable député de Montréal-Dorion m'appuiera lorsque je demanderai que le crédit d'aide à la colonisation soit au moins aussi élevé que l'an dernier.

L'honorable député de Montréal-Dorion a déclaré que le gouvernement fédéral était responsable de la crise. Qu'il aille voir dans les régions où il y a des moulins à papier fermés. Je regrette que l'honorable ministre, pardon l'honorable député de Montréal-Dorion, ministre demain je le lui souhaite, ait fait revivre les questions politiques.

(Applaudissements)

L'honorable M. Laferté (Drummond):

M. l'Orateur, je dois féliciter cordialement le proposeur et le secondeur de cette motion intéressante. Nous avons différentes manières d'aider à la colonisation en cette province et elles sont bien connues. C'est mon excellent voisin¹ qui a inauguré la politique de rapatriement que nous poursuivons toujours.

Mon honorable ami le député de Hull, M. Guertin, a critiqué tantôt la politique de rapatriement du gouvernement provincial. Voulez-vous que je vous donne quelques chiffres sur le rapatriement au cours de l'année 1931 seulement? Dans ces douze mois, nous avons fait revenir des États-Unis 841 familles, dont 455 familles en leur payant une allocation et 386² autres, sans allocations, soit un total de 3,693 personnes, toutes destinées à la campagne, sauf 18.

À part les octrois que nous leur avons donnés, et qui ne grèvent pas considérablement notre budget, ces familles ont rapporté dans la patrie canadienne un capital de \$1,257,795 qui ont été investis dans nos vieilles paroisses.

M. Guertin (Hull): Mais n'eût-il pas été préférable de dépenser l'argent pour placer des familles résidant déjà au Québec et en besoin?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Québec a les moyens de dépenser de l'argent pour le rapatriement, mais a aussi un vaste programme régulier de colonisation.

M. Guertin (Hull): Mais vous avez dépensé un million.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non, le montant que nous avons dépensé est minime et Québec a obtenu en retour un immense capital en argent et en capital humain encore plus précieux. De plus, le retour des nôtres a eu un effet moral sensible

sur les habitants de la province, dans les endroits où ces rapatriés ont été s'établir, en les encourageant à ne pas imiter l'exemple de ceux qui sont partis et qui sont maintenant bien heureux de revenir.

J'ai fait faire un relevé par M. l'abbé Bilodeau, un de nos missionnaires colonisateurs, auprès de ces rapatriés, et M. Bilodeau nous dit que sur le total de ces familles revenues chez-nous, depuis trois ans, 95 % sont heureuses d'être établies sur les terres de Québec. Ce système de rapatriement donne satisfaction de même que le système de colonisation par billets de location et de lettres patentes. En vertu du système que je viens de mentionner, nous avons vendu du 1^{er} juin au 1^{er} novembre 1,100³ lots de colonisation, représentant 132,125 acres de terres sur lesquelles 1,144 colons ont été placés.

J'entendais le député de Hull se plaindre tantôt et dire que nous n'avions pas fait assez. Quelques minutes plus tard, il nous reprochait d'avoir émis des mandats spéciaux afin de voter de l'argent pour les colons. Où est la logique du député de Hull? Il faudrait avoir des talents que je n'ai pas pour contenter le député de Hull et je crois d'ailleurs que ce serait inutile. Je n'essaierai pas!

D'ailleurs, cette critique des mandats spéciaux est une vieille rengaine chère aux conservateurs. Il ne sert à rien d'y revenir maintenant, mais j'aurai l'occasion de le faire lorsque nous discuterons bientôt une résolution relative à la colonisation.

Je voudrais en attendant, pouvoir comprendre l'argument du député de Hull qui nous accuse d'avoir diminué le budget de la colonisation après nous avoir critiqués sous prétexte que nous avons trop dépensé pour les colons! La preuve que nous n'avons fait que des dépenses appropriées et satisfaisantes, c'est que, le 24 août dernier, pas un seul comté de colonisation ne s'est rangé du côté de l'opposition.

(Applaudissements)

Et pour cette politique, nous n'avons pas demandé d'aide d'Ottawa. C'est la province de Québec qui a tout payé elle-même. Dans bien des cas, nous avons été obligés d'émettre des mandats spéciaux parce qu'il y avait urgence d'aider la population de Québec. La plupart du temps, nous ne nous sommes pas tournés vers Bytown pour attendre la solution des problèmes, mais nous avons payé 100 % des sommes requises à même les deniers de la province.

À part le système des billets de location dont j'ai parlé tantôt, nous avons essayé un autre système que les journaux indépendants de la province et les journaux anglais des autres provinces ont qualifié de mouvement sauveur.

(Applaudissements)

Ainsi, *L'Évangéline* de Moncton, Nouveau-Brunswick, demandait récemment au gouvernement de sa province d'adopter un système semblable à celui en vigueur dans la province de Québec. *Le Globe*, de Toronto, disait que nous sommes à la tête des provinces de la Confédération pour ce que nous avons fait pour l'agriculture. *Le Daily Times*, de Fort Williams, parlait dans les mêmes termes.

Ce système des permis d'occupation nous a donné l'occasion de placer 4,500⁴ familles de janvier à octobre, soit 25 familles ou 125 personnes par jour! Nous croyons avoir fait notre devoir envers ces colons. Nous leur avons donné des lots, des chemins de colonisation, nous leur avons fourni le moyen de drainer leurs terres, nous avons construit 2,200 maisons ou camps pour eux, nous leur avons distribué 545⁵ vaches et 661 chevaux.

Un vieux dicton dit qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Je lisais un volume très intéressant, l'autre jour, sur la colonisation en Nouvelle-France. Sans le vouloir, nous avons suivi le même système adopté à l'époque par le plus grand intendant que cette terre ait connu, Jean Talon.

(Applaudissements)

Le gouvernement de Québec fait exactement la même chose que Jean Talon faisait alors et nous allons continuer parce que ce système, à présent comme alors, donne de bons résultats. À part le rapatriement et les deux systèmes de colonisation dont je viens de parler, nous en inaugurerons bientôt un autre. Dans quelques jours, j'aurai l'honneur de présenter une mesure pour faire un pas de plus, pour acquérir des terres où nous établirons de nouveaux colons. D'après ce système, le gouvernement placera des colons sur des terres dans les vieilles paroisses de Québec dont il se portera acquéreur à condition que ces terres ne lui coûtent pas plus de \$100 chacune ou \$5 de l'arpent.

(Applaudissements)

Il ne faut donc pas être surpris si, après de tels mouvements, la population de Québec se montre généreuse et reconnaissante envers le gouvernement de Québec. Quoiqu'on puisse dire, il y a encore de beaux espoirs et nous pouvons envisager l'avenir d'un œil tranquille. Je ne suis pas surpris que, dans tout le Canada, l'on ait approuvé notre politique, car elle dépasse les cadres des questions ordinaires. En lisant des témoignages de toute la presse, nous pouvons envisager l'avenir en toute sérénité. Comme le disait un missionnaire colonisateur dans un rapport officiel, grâce à notre politique, nous pouvons voir encore dans notre province "des colons des temps heureux".

M. l'Orateur, notre mouvement sauveur nous a permis de constater avec joie que chez nous règne encore cette vertu que les Romains appelaient la mère des vertus, la reconnaissance.

(Applaudissements)

J'ai reçu une lettre d'une femme de colon qui me dit: "Nous continuerons à travailler pour notre bon gouvernement, auquel nous ne pouvons assez prouver notre reconnaissance".

(Applaudissements)

Que nos adversaires laissent donc de côté leurs critiques malséantes et acerbes; qu'ils se rendent donc compte de ce que le gouvernement de Québec fait pour ses administrés.

M. l'Orateur, je félicite encore le proposeur et le secondeur de la motion. Si je n'ai pas convaincu le député de Hull des bienfaits de la politique du gouvernement de Québec, j'espère que j'ai convaincu les autres députés de cette Chambre comme les habitants des autres provinces le sont déjà de l'à-propos et de la valeur de ce système de retour à la terre dans la crise que nous traversons. Je me consolerais en pensant que les étrangers eux-mêmes lèvent les yeux sur la bonne vieille province de Québec.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée.

Création d'écoles industrielles

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Chouinard), que cette Chambre est d'avis qu'il serait du plus grand intérêt que le gouvernement donne le plus grand encouragement possible à la création d'écoles industrielles dans tous les plus grands centres de cette province.

Adopté.

Demande de documents:

Crédit agricole

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 12 janvier 1932, sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 12 janvier courant: Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, documents, etc., relatifs à l'établissement d'un système de crédit agricole en cette province.

M. Authier (Abitibi): M. le Président, cette question du crédit agricole est actuellement une des plus importantes que nous ayons à résoudre dans la province de Québec. Le cultivateur a besoin d'un crédit à long terme et l'agriculture ne pourra se développer dans Québec sans lui. L'industrie a tout le crédit dont elle a besoin pour progresser. Depuis près d'un quart de siècle, le capital, même celui des

campagnes, est drainé par les villes par toutes sortes de moyens, car il est tellement facile de placer de l'argent sur obligations, etc. Le crédit agricole est nécessaire.

Qui donc fournira à nos cultivateurs le crédit agricole à long terme? On a parlé, depuis quelques temps de l'administration du crédit par les caisses populaires, mais nous avons cependant des preuves que les caisses populaires sont impuissantes à se charger d'un tel service. J'ai lieu de croire qu'il faudra encore au moins dix bonnes années avant que les caisses populaires soient en état de se charger d'un tel service. Leur organisation actuelle et leurs ressources leur permettent peut-être des prêts à court terme ou à termes moyens, mais pas à long terme, et c'est celui-là qui est nécessaire au cultivateur.

Les banques à charte pourraient entreprendre ce nouveau service, contribuer au fonds d'un crédit agricole à long terme après s'être entendues avec le gouvernement fédéral; elles n'ont qu'à obtenir une autorisation du gouvernement à cette fin. Elles ont leurs gérants de campagne, des hommes capables de surveiller les placements. Les banques canadiennes ont actuellement une réserve de plus de deux milliards, mais elles ne semblent pas vouloir assumer le crédit agricole, et il est évident qu'elles pourraient faire cela. Les banques peuvent consacrer une partie de cet actif à des placements sûrs, s'ils ne sont pas rémunérateurs. Toutefois, elles craignent que cela ne paie pas assez et elles laissent au gouvernement cette tâche qu'elles trouvent trop onéreuse.

Pourquoi les députés fédéraux de Québec ne protestent pas contre le système de prêt national agricole? Ils ne peuvent plaider ignorance. Quand M. Arthur Sauvé était à Québec, il protestait contre le crédit agricole fédéral et faisait même adopter une motion à cet effet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les démarches que le gouvernement provincial a faites auprès du gouvernement fédéral à ce sujet?

M. Authier (Abitibi): Je ne sais pas quelles démarches ont été faites. Mais l'honorable Arthur Sauvé, ministre des Postes dans le gouvernement fédéral, a oublié ce que M. Sauvé, chef de l'opposition à Québec, voulait. Pourquoi est-il muet? Pourquoi ne gagne-t-il pas à sa cause l'homme aux promesses, le grand dictateur M. Bennett? Craint-il les foudres du dictateur que l'on a comparé à Jupiter olympien? Puisque M. Bennett a tant d'argent à dépenser pour la canalisation du Saint-Laurent, pourquoi ne s'en sert-il pas pour aider aux cultivateurs par la création d'un système de crédit agricole?

Je suis d'avis que nous devrions tenter de nouvelles démarches auprès du fédéral. Si nous ne pouvons obtenir satisfaction, le gouvernement pourrait entreprendre seul de régler ce problème. J'ai plus confiance dans le gouvernement provincial pour trouver une solution à ce problème.

M. Sabourin (Vaudreuil): M. l'Orateur, le problème agricole se résume en deux mots, produire et vendre. Le gouvernement a aidé aux cultivateurs à produire en mettant une foule de moyens à leur disposition. Le gouvernement provincial a assuré une production de premier ordre.

Le gouvernement fédéral devrait maintenant faire sa part comme le gouvernement provincial a fait la sienne, en trouvant des débouchés pour les produits agricoles. Oh! nous avons eu de belles promesses en 1930. Le cultivateur ne voit encore rien venir.

Il faut donc que le gouvernement provincial fasse encore plus pour les cultivateurs dans ce temps de crise. Je préconise un système de crédit agricole par annuité afin de permettre au cultivateur de payer son capital en même temps que les intérêts. Le gouvernement provincial s'intéressera sûrement à la question du crédit agricole.

L'honorable M. Moreau (Roberval): M. le Président, je félicite l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) d'avoir provoqué ce débat. La question qu'il a soulevée doit être traitée avec prudence. La situation agricole est-elle aussi mauvaise qu'on le dit? Le cri qu'on a lancé est plus mauvais que la situation elle-même, a fait plus de dommages aux cultivateurs que la crise elle-même.

Parlant du nord de la province que je représente, je dirai que la fermeture des moulins de Val Jalbert et de Chicoutimi a nui à nos fils de cultivateurs qui gagnaient de l'argent dans les chantiers l'hiver. Ils n'ont pas été sans se ressentir de la crise due à la surproduction de papier. La crise est passée chez eux comme partout ailleurs.

Mais la facilité des crédits de certaines compagnies a été nuisible à la classe agricole. Trop de gens ont été induits à acheter, à des conditions faciles, toutes sortes d'articles qui leur ont coûté cher. Les colporteurs et les vendeurs de machines de toutes sortes qui ont fait miroiter des conditions de paiements très avantageuses, ont montré aux cultivateurs comment ils pouvaient tout se procurer à termes, ont été la cause que les cultivateurs se sont endettés, mais personne n'osera prétendre que le gouvernement est responsable de cette situation. Les cultivateurs sont trop endettés et ils en souffrent.

De son côté, M. l'Orateur, il me semble que le gouvernement a fait quelque chose pour aider les cultivateurs. Depuis 20 ans, il a doté notre province de belles routes où il a donné du travail aux cultivateurs au cours de la morte saison. Il a rendu aux municipalités l'argent qu'elles avaient emprunté pour construire leurs bons chemins. Le gouvernement a encore fait autre chose. Il a donné aux cultivateurs des écoles primaires dont il a payé le coût; des écoles d'agriculture, d'où des agronomes sont sortis pour instruire les cultivateurs, des agronomes que l'on a tenté de vilipender en vain; des octrois pour le drainage; de l'aide aux coopératives etc.

Le système des coopératives, tellement combattu, a donné et donne encore de beaux résultats. Les coopératives furent l'œuvre de M. J.-E. Caron auquel je veux rendre hommage et devant la mémoire duquel toute la population s'incline avec respect. Je me rappelle avoir demandé le drainage des terres lorsque je siégeais au fauteuil du député de Shefford. Cette politique si appréciée, l'honorable M. Caron l'a inscrite à son programme, l'honorable M. Perron l'a inaugurée et le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) la continue avec succès.

Une autre œuvre du gouvernement a rendu des services immenses à la classe rurale, c'est la création et le maintien des unités sanitaires dans 31 comtés de la province.

Je reviens au crédit agricole. Le gouvernement pouvait-il faire plus? Peut-il établir un crédit agricole dans la province? L'opposition a proposé un prêt à 2 %. Il est sûrement impossible d'établir un crédit agricole à 2 ou 3 % comme certains cabaleurs politiques l'ont demandé. Les cultivateurs ont compris que la chose était impossible. Toutefois la situation est sérieuse, quoique le nombre des cultivateurs en faillite soit loin d'être aussi considérable qu'on le crie un peu partout.

Comment régler la question du crédit agricole? Le gouvernement cherche ce moyen.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) nous reprochait l'autre jour de ne pas avoir établi un crédit agricole, il y a quelques années, lorsque l'Union catholique des cultivateurs revendiquait cette politique - sous la conduite du député de Rouville. Nous avons bien fait pourtant, car pour payer \$1 emprunté il y a quelques années, il en faudrait \$3 aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. Barré (Rouville): Si les choses allaient si bien, si les cultivateurs étaient si prospères, pourquoi ont-ils quitté leurs terres?

L'honorable M. Moreau (Roberval): Le ministre de la Colonisation l'a dit tantôt. Les cultivateurs ont été attirés par le mirage des villes lorsque la prospérité régnait partout.

(Applaudissements)

Il faut être prudent dans l'établissement du crédit agricole, car il y a un sentiment à la campagne que les cultivateurs emprunteront et que c'est le gouvernement qui paiera. Un crédit agricole est peut-être possible chez nous, et le gouvernement l'établira s'il y a moyen, après mûre réflexion. Commençons par demander au gouvernement fédéral d'améliorer son système de crédit agricole et de changer sa mauvaise loi de faillites qui a ruiné le crédit du cultivateur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le gouvernement King qui a établi la loi du crédit agricole fédéral.

L'honorable M. Moreau (Roberval): Si la loi n'est pas bonne, comme nous le croyons, le gouvernement fédéral actuel devrait l'améliorer.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, en terminant, je tiens à dire que nous avons confiance dans le ministre actuel de l'Agriculture pour continuer à travailler dans l'intérêt de la classe agricole.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre sait-il comment fonctionne la loi du crédit agricole fédéral dans les provinces d'Ontario et du Manitoba?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si mon ami veut référer à un récent article paru dans le *Globe* de Toronto et un autre dans le *Financial Post*, il trouvera là la réponse à sa question. J'aime mieux ne pas la donner en Chambre, et mon ami, quand il l'aura lue, comprendra pourquoi!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

McDougall & Cowans

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): 1. Le département du procureur général a-t-il reçu des plaintes par lesquelles on accusait la firme de

courtiers de McDougall & Cowans d'avoir commis des offenses prévues par le Code criminel?

2. Certains magistrats du district de Montréal ont-ils refusé d'accorder des sommations ou des mandats contre la firme de courtiers de McDougall & Cowans, en la cité de Montréal, bien qu'une preuve *prima facie* de la perpétration de ces crimes par cette firme ait été soumise à ces magistrats?

3. Depuis 1928, combien d'actes d'accusations portés ont été soumis au grand jury, avec le consentement ou l'autorisation du procureur général: *a.* dans le district de Montréal; *b.* dans le district de Québec?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de faire une enquête relative aux affaires de McDougall & Cowans, afin de s'assurer si cette firme a commis une offense contre les lois criminelles du dominion?

5. Est-ce l'intention du procureur général de présenter un acte d'accusation contre les anciens membres de la firme de McDougall & Cowans?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le gouvernement l'ignore, car les magistrats ne sont pas tenus de faire rapport et ne font pas rapport des demandes de sommations ou de mandats qui leur sont adressés.

3. Tous les actes sont soumis au tribunal et portés par le procureur de la province.

4. et 5. Si des plaintes sont jugées bien fondées par un juge ou un magistrat, le procureur général agira comme dans les autres cas.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes;
- bill 36 concernant les sociétés historiques;
- bill 38 modifiant l'article 144 de la loi des terres et forêts.

Code du notariat, article 91

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 50

Rivière-au-Tonnerre, dispensaire

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Attendu que le 30 août, 1926, Ernest-Jacques Duguay a, par acte sous seing privé, cédé à demoiselle Eveline Bignell, infirmière du service provincial d'hygiène, un certain immeuble, pour y établir un dispensaire;

Qu'en considération des améliorations qui devaient être faites à l'immeuble, le cédant consentait à ne pas réclamer le loyer pour cinq années et accordait une option pour l'achat de l'immeuble, au prix de deux mille dollars;

Que de fait, des réparations et des améliorations, pour une somme excédant six mille dollars, ont été faites à cet immeuble et le coût en a été payé par le gouvernement de la province;

Qu'au moment où le gouvernement a voulu exercer le droit d'option, il fut informé par Germain Bélanger que ce dernier réclamait un droit de propriété sur cet immeuble;

Que des doutes se sont élevés sur le droit de propriété que réclame ledit Germain Bélanger;

Qu'il est dans l'intérêt public que le dispensaire opéré à cet endroit depuis plus de cinq années continue ses opérations;

Qu'il est nécessaire d'accorder au gouvernement un titre à cette propriété en laissant les tribunaux décider lequel des réclamants a droit à la somme versée pour cette acquisition;

En conséquence, il est ordonné :

1. Que le gouvernement de la province de Québec soit déclaré seul et unique propriétaire du terrain situé à la Rivière-au-Tonnerre, dans le district électoral de Saguenay, mesurant cinq cent soixante pieds dans sa plus grande profondeur et deux cent trente-quatre pieds dans sa plus grande largeur, borné au nord par la seigneurie de Mingan, au sud par le chemin public, à l'est par Sydney Foley et à l'ouest par Ernest-Jacques Duguay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement occupé par le dispensaire de la Rivière-au-Tonnerre, et désigné comme étant le lot vingt-neuf (29) sur le plan de la Rivière-au-Tonnerre fait par J.-B.-A. Hould, arpenteur-géomètre, le quatre octobre, mil neuf cent un.

2. Que l'indemnité que le gouvernement sera tenu de payer pour cet immeuble, y compris les bâtisses dessus construites, soit fixée à la somme de deux mille dollars.

3. Que dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le procureur général devra déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Saguenay, une somme de deux mille dollars, avec l'intérêt pour six mois, et transmettre au protonotaire dudit district une copie de ladite loi.

4. Que sur réception des deniers déposés et de la copie de ladite loi, le protonotaire publiera deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis contenant la mention des deniers déposés, la désignation de ladite loi, la description de l'immeuble et le jour auquel une requête sera présentée au tribunal pour obtenir une ordonnance de distribution des deniers déposés et sommant toutes les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, avaient des droits à cet immeuble, ou leurs représentants, ou les maris des personnes intéressées, de présenter leurs réclamations dans les dix jours après celui indiqué pour la présentation de la requête; et qu'au jour fixé dans l'avis, le procureur général présentera au tribunal une requête accompagnée des copies de la *Gazette officielle de Québec*, contenant l'avis, pour obtenir une ordonnance relative à la distribution des deniers ainsi déposés, et que le tribunal, sur cette requête, ordonnera la distribution et le paiement des deniers déposés à la ou aux personnes désignées dans le jugement comme y ayant droit selon que justice.

5. Que le jugement éteindra à jamais toutes les réclamations contre l'immeuble mentionné ci-dessus, y compris le douaire non encore couvert,

aussi bien que les hypothèques et charges dont il pourrait être grevé.

6. Que les frais sur cette requête seront déterminés par le tribunal et seront payés par le gouvernement ou par toute autre partie, suivant l'ordonnance du tribunal.

7. Que si le jugement est obtenu moins de six mois après la date du dépôt de l'indemnité entre les mains du protonotaire, le tribunal ordonnera qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée au gouvernement.

8. Que si ce jugement n'est obtenu qu'après l'expiration de six mois après la date de ce dépôt, le tribunal ordonnera au gouvernement de payer au protonotaire les intérêts pour un plus long espace de temps, suivant qu'il est trouvé juste.

9. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général, les sommes nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reconnaît que le gouvernement a fait un travail louable sur la Côte-Nord pour fins d'hygiène.

M. Barré (Rouville) fait remarquer que le gouvernement devrait voir à faire rendre plus clairs les titres des propriétés dans nos campagnes. Il prétend qu'il y a plusieurs cas de ce genre dans la province et que ces cas comptent parmi les obstacles au bon fonctionnement du crédit agricole. Il voudrait une loi générale pour les couvrir tous.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) explique que le prétendu propriétaire du terrain a depuis reconnu son erreur et que le gouvernement agit justement en offrant cette somme de \$2,000 pour le terrain sur lequel s'élève le dispensaire.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

Loi des sociétés d'agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la loi des sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 43 de la loi des sociétés d'agriculture (statuts refondus, 1925, chapitre 54), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant les mots; "le troisième lundi de janvier", dans la troisième ligne, par les mots: "à toute date qui sera fixée par le Conseil d'agriculture"."

L'honorable M. Godbout (L'Islet) explique que cette loi permet au Conseil d'agriculture de fixer la date des assemblées des sociétés d'agriculture sur simple résolution du Conseil d'agriculture, chose qui ne peut se faire actuellement.

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 43 de la loi des sociétés d'agriculture (statuts refondus, 1925, chapitre 54), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant les mots; "le troisième lundi de janvier", dans la troisième ligne, par les mots: "à toute date qui sera fixée par le Conseil d'agriculture et annoncée par celui-ci au moyen d'un avis public dans les éditions anglaise et française du *Journal d'agriculture*, au moins 15 jours avant l'assemblée,"."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des salaires de certains officiers de justice

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des maréchaux-ferrants

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des députés ont certains amendements à apporter à ce bill et on me dit que le bill pourrait ensuite être soumis à la Chambre.

Adopté. Le bill est de nouveau renvoyé au comité général.

Loi des cercles agricoles

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 modifiant la loi des cercles agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 16 de la loi des cercles agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 55), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 24, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant les mots; "le troisième mardi de janvier", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots: "à toute date qui sera fixée par le Conseil d'agriculture"."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 16 de la loi des cercles agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 55), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 24, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant les mots; "le troisième mardi de janvier", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots: "à toute date qui sera fixée par le Conseil d'agriculture et annoncée par celui-ci au moyen d'un avis public dans les éditions anglaise et française du *Journal d'agriculture*, au moins 15 jours avant l'assemblée." "

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enquête en matière de différends industriels

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant les enquêtes en matière de différends industriels soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique qu'un jugement du Conseil privé a défini que la loi Lemieux était *ultra vires*, le gouvernement fédéral n'ayant pas juridiction dans les enquêtes en matière de différends industriels. Alors, Québec veut faire sienne cette loi, puisqu'elle a juridiction en la matière.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction d'une prison des femmes dans le district de Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que l'ordre soit révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La résolution est inutile. Nous pensions ne pas avoir assez d'argent, mais nous avons constaté par la suite que nous n'en manquions pas.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Barré (Rouville) demande si Québec obtient de bons résultats en cette matière.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le système de Québec en cette matière donne de tels résultats que la province d'Ontario est sur le point de l'adopter.

M. Barré (Rouville) pose d'autres questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Laferté (Drummond): À la suite d'une entente avec le député de Hull (M. Guertin), l'étude de cet item est suspendue⁶.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre) (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licence de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, statuts refondus, 1925, chapitre 84, article 6, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à l'industrie des animaux à fourrures (colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Promotion du
retour à la terre**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 pour promouvoir le retour à la terre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

La séance est levée à 10 h 20.

NOTES

1. Le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), selon *L'Événement* du 27 janvier 1932, page 8.

2. *Le Soleil* dit 385 familles. Il s'agit évidemment d'une erreur, si l'on veut arriver au total de 841 familles spécifié dans tous les journaux.

3. *Le Soleil* et *L'Événement* écrivent 1,100 lots tandis que tous les autres journaux francophones écrivent 1,140 lots. Nous retenons la version du *Soleil* et de *L'Événement*, car ils reproduisent de façon plus complète le discours du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté).

4. *L'Événement* dit 3,347; *Le Soleil* et *The Gazette* disent 3,447; les autres journaux avancent le chiffre de 4,500 dont *Le Soleil* qui, évidemment, se contredit avec lui-même.

5. À part *Le Soleil* qui avance le chiffre de 546, tous les autres journaux ont écrit 545.

6. *The Montreal Daily Star* du 27 janvier 1932, à la page 4, rappelle que, l'année dernière, ce même député a retardé ce crédit pendant 48 heures.

Séance du mercredi 27 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 45¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull.

Votre comité recommande de prolonger jusqu'au 5 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger jusqu'au 5 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 210 modifiant la loi des vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 210 modifiant la loi des vues animées. Adopté.

Paroisse Saint-Adelphe de Champlain, autorisation d'emprunt

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Grant (Champlain): Les explications ont été données au comité. Les contribuables sont en faveur du projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'ils sont en faveur, pourquoi soustraire l'emprunt à leur approbation?

M. Grant (Champlain): Il s'agit tout simplement d'une consolidation de la dette de cette paroisse.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Ladies City Mission of Quebec,
vente d'un immeuble**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

**Mouvement ouvrier et
législation sociale**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de tous documents relatifs au mouvement ouvrier en cette province et à la législation sociale qui intéresse les ouvriers.

M. Poulin (Montréal-Laurier): M. le Président, les ouvriers de Laurier que j'ai l'honneur de représenter ont remercié le gouvernement Taschereau d'une manière non équivoque lors des dernières élections. Ils ont prouvé par leur vote qu'ils ont de la reconnaissance pour ceux qui leur font du bien.

En effet, le gouvernement Taschereau a beaucoup fait pour protéger l'ouvrier et sa famille en faisant de nombreuses lois qui sont à l'honneur du Parti libéral et à leurs avantages.

Il ne faut pas croire, cependant, que nous en sommes rendus à l'apogée et que les ouvriers bien que satisfaits vont cesser de réclamer le perfectionnement des lois existantes, qu'ils vont cesser, dis-je, de réclamer de nouvelles lois.

Non, M. l'Orateur, et, comme représentant d'une division en partie ouvrière, je dois dire en toute franchise que, pour ma part, je ne cesserai de demander pour eux, convaincu que je suis de la justesse de leur cause et de la nécessité de leurs demandes.

D'ailleurs, je suis également convaincu que le gouvernement n'a d'autre souci que de rendre les citoyens de cette province heureux, prospères et qu'il ne reculera pas devant les sacrifices qu'il doit s'imposer pour donner pleine et entière satisfaction à ses administrés.

Je tiens cependant à mettre le gouvernement à l'aise en lui disant que les ouvriers de chez-nous comprennent cette vérité: que les bonnes administrations doivent non seulement balancer leur budget, mais qu'elles ne peuvent pour aucune considération dépenser plus qu'elles ne reçoivent.

Permettez, M. l'Orateur, que je donne ici, avec quelques suggestions, une liste partielle des lois passées dans ce Parlement pour les ouvriers, lesquelles lois sont la preuve irréfutable que le Parti libéral est l'ami de la classe ouvrière.

Le gouvernement libéral n'a pas de plus grand souci que d'aider la classe ouvrière de la province. C'est lui qui a créé la première législation ouvrière dans Québec. C'est à Mercier, l'homme au grand cœur, que nous devons la première de ces lois, "l'inspection des manufactures" et à MM. Taschereau, Galipeault et Francoeur, les lois suivantes:

Organisation du département du Travail. Première loi de compensation en 1909. Loi qui règle les différends entre patrons et ouvriers. L'établissement des bureaux à placement. La loi du salaire minimum des femmes dans l'industrie. Sécurité des ouvriers dans les édifices publics. Sécurité et inspection des établissements industriels. Protection pour les mécaniciens des machines fixes. Repos hebdomadaires des employés dans l'industrie. Protection de l'ouvrier par l'inspection des échafaudages. Loi défendant l'emploi des garçons de moins de 16 ans pour faire fonctionner certaines machines dans les mines. Loi permettant aux cités et villes de décréter la fermeture des magasins à compter de 6 heures du soir au lieu de 7, tel qu'auparavant prévu. Diminution de travail de 1 heure pour les commis. Loi déclarant les syndicats professionnels non responsables des dettes des fédérations dont ils forment partie. Loi déclarant aussi les membres d'un syndicat non responsables personnellement des dettes du syndicat.

1928: Loi des accidents du travail dont l'application et l'administration sont confiées à une commission; loi permettant à un syndicat professionnel de changer le nom sous lequel il a été constitué en corporation; loi réduisant les heures par semaine pour garçon âgé de moins de 16 ans et pour les femmes et les filles qui peuvent être employées.

1931: Loi permettant aux syndicats et aux unions d'établir des caisses de secours.

1931: Loi accordant à l'ouvrier membre d'un syndicat de bénéficier des dispositions d'une convention collective de travail; loi pour la protection de l'ouvrier employé à la taille, au

polissage ou au finissage du granit par l'obligation de se procurer un certificat médical et par l'obligation imposée aux patrons de fournir tous les dispositifs voulus pour la protection d'un ouvrier employé à ce genre de travail.

1931: Loi pour protéger l'ouvrier employé dans les travaux souterrains de mines par l'obligation d'obtenir un certificat médical le déclarant apte à exécuter un travail dans ces conditions.

1931: Loi permettant à un syndicat de se porter demandeur dans une instance pour revendiquer les droits acquis à leurs membres en vertu d'une convention collective du travail, sous cession de créance pour les membres.

1931: Loi concernant les différends entre les employeurs et employés des services publics municipaux.

1931: Loi du chômage 1930; Loi du chômage 1931.

1931: Loi de compensation pour les accidents du travail de 1931. Et enfin la loi créant un ministère de Travail.

M. l'Orateur, permettez-moi une digression. Dernièrement on a critiqué la Commission des accidents à cause de la lenteur à effectuer les règlements et, en certains quartiers, on a voulu en faire porter la responsabilité aux médecins qui, paraîtrait-il, ne font pas leur rapport.

M. le Président, la loi n'est pas assez connue et les règlements que fait la commission le sont encore moins; c'est là, à mon humble avis, la raison de tous les retards. Me serait-il permis de suggérer un remède efficace? Le voici: il faudrait de toute nécessité ouvrir un bureau à Montréal où on distribuerait copies de la loi et copies des règlements que fait la Commission, où les dossiers des accidentés dans le district de Montréal seraient gardés. De cette façon, et avec un personnel averti, vous n'avez pas d'idée du bien immense qui serait fait à vos malheureux accidentés et quelle somme de soulagement serait apportée dans leur foyer.

Maintenant, suivant la même motion mais dans un autre ordre d'idées, j'aimerais savoir de l'honorable ministre du Travail, où nous en sommes rendus avec:

1. Les lois sociales et les problèmes d'assistance, assistances aux mères nécessiteuses. Le placement familial. Le mode d'adoption et le placement des enfants adoptés. L'assistance aux familles nombreuses.

2. Où nous en sommes rendus avec les problèmes d'hygiène industrielle, c'est-à-dire quelles sont les conditions sanitaires des établissements

industriels et des travailleurs dans ces établissements, les maladies professionnelles, l'inspection médicale des ouvriers employés aux travaux dangereux, les secours médicaux à l'atelier et l'éducation sanitaire de l'ouvrier?

3. Aussi, où en sommes-nous rendus avec les problèmes d'assurances sociales, l'assurance du vieil âge, l'assurance-maladie, l'assurance-maternité, l'assurance-invalidité, l'assurance-inactivité, l'assurance-chômage et tous les autres problèmes d'assurances sociales?

Lorsque ce programme aura été réalisé par l'honorable ministre, il pourra se retirer de la vie publique avec la satisfaction du devoir accompli et heureux d'avoir rendu d'immenses services à ses concitoyens etc... Il aura alors bien mérité de la patrie.

J'incite le gouvernement à continuer le beau travail commencé.

(Applaudissements)

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Si des députés veulent parler sur cette motion, je leur demanderai de me permettre de prendre la parole le dernier.

M. Guertin (Hull): Nous préférierions entendre l'honorable ministre du Travail tout de suite.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): M. l'Orateur, je dois à mes collègues de cette Chambre, non pas une justification, mais une explication de mon abstention jusqu'à date à vous parler du ministère du Travail que l'honorable premier ministre a daigné confier à mes soins, et des problèmes si intéressants, tant par leur actualité que par leur gravité, que mon département doit étudier et tenter de solutionner.

La première raison de mon silence est que, nouveau venu en cette Chambre, j'ai voulu d'abord écouter, observer; j'ai désiré également prendre contact avec le département du Travail, connaître mieux son histoire, ses activités, ses responsabilités afin de vous en parler en meilleure connaissance de cause et d'attirer ainsi pour lui votre bienveillante sympathie et votre meilleur appui.

Vous me permettez d'abord, M. l'Orateur, de faire un bref historique du département du Travail. Il intéressera sans doute cette Chambre. Avant la formation distincte d'un ministère du Travail, les ouvriers n'étaient certes pas orphelins. Toujours, sous l'administration libérale, ils ont eu quelqu'un pour voir à leurs intérêts et les défendre. Je saluerai d'abord feu l'honorable Honoré Mercier, ancien

premier ministre de cette province et père de mon distingué collègue, l'honorable ministre des Terres et Forêts. C'était en 1890 et 1891. Il fut le premier à avoir sous son contrôle ministériel le département du Travail comme il fut réellement l'initiateur et le père de notre législation ouvrière. Les documents du temps, il y a de ça 44 ans, nous disent qu'en 1887 le gouvernement fédéral, sous la pression de l'opinion ouvrière, nomma une commission royale chargée d'enquêter sur les conditions des ouvriers dans les manufactures de toutes les provinces faisant alors partie de la Confédération.

Le docteur Bergen, député fédéral de Stormont, avait dénoncé éloquemment en Chambre les abus dont les ouvriers des filatures de coton de Cornwall étaient victimes. La commission royale se rendit même en Angleterre pour y étudier les lois de protection ouvrière du temps. Elle fit rapport et le gouvernement fédéral, désireux d'appliquer ses recommandations, résolut de légiférer sur cette question. Celle-ci relevait des provinces.

Le projet de statut fut donc référé aux gouvernements provinciaux. On était en 1888. Nos ouvriers, qui alors comme aujourd'hui, se rendaient de temps à autres soumettre au gouvernement leurs vœux, se présentèrent devant feu l'honorable Taillon, alors premier ministre et chef du Parti conservateur. Ils demandèrent l'adoption du statut proposé par le fédéral. Un médecin oculaire m'a conté que l'honorable Taillon déclara avoir perdu cette proposition de statut et que, par ailleurs, les finances d'alors ne permettaient pas d'engager trois inspecteurs du travail. Les ouvriers insistant, l'honorable Taillon, courroucé, les mit à la porte de son bureau.

Ce refus de l'inspection légale du travail fut une des causes de la défaite du gouvernement Taillon. L'honorable Mercier, prenant le pouvoir, fit adopter la loi d'inspection des manufactures et nomma trois inspecteurs du travail, M. Louis Guyon, M. James Mitchell et M. Charles Côté. Je profite de l'occasion pour saluer au nom de ma province, M. Louis Guyon qui, depuis cette date historique, 1888, a été au service du département du travail, d'abord comme inspecteur et ensuite comme inspecteur en chef; enfin, en 1919, comme sous-ministre, 43 ans d'un service fidèle, dévoué, éclairé. M. Guyon vient de prendre une retraite depuis longtemps méritée. Au nom du gouvernement et de mon ministère, au nom même de la province, je le remercie pour son magnifique travail en faveur des ouvriers et pour son active participation à l'œuvre de notre législation ouvrière. Celle-ci restera comme un monument à son mérite et à sa collaboration éclairée.

Revenant à mon exposé historique, je suis donc fier et heureux, M. l'Orateur, de proclamer, à la lumière de nos annales que c'est un gouvernement libéral qui a été le pionnier de la législation ouvrière dans la province. Au cours de la récente campagne électorale, on a tenté de faire crédit à un gouvernement conservateur de cet honneur; l'histoire s'inscrit en faux contre cette prétention.

Après la défaite de l'honorable Mercier, ce furent successivement les honorables Nantel et Flynn qui dirigèrent le département du Travail. Puis, sous l'administration libérale qui reprit le pouvoir en 1896, et qui le détient si glorieusement depuis cette date, ce fut tour à tour l'honorable H.-T. Duffy, de 1892 à 1900; l'honorable Lomer Gouin, de 1900 à 1904; l'honorable Jules Allard, en 1905 et 1906; l'honorable W.-A. Weire, en 1907; de 1908 à 1918 l'honorable L.-A. Taschereau; de 1919 à 1929 l'honorable Antonin Gaipeault; en 1930, durant quelques mois, l'honorable Hector Laferté; enfin, en 1930 et 31, l'honorable J.-N. Francoeur, maintenant mon distingué collègue du ministère des Travaux publics.

C'est, sans contredit, sous la direction de l'honorable premier ministre d'aujourd'hui, alors ministre des Travaux publics et du Travail, que le département du Travail a connu son développement le plus intensif, à vu se codifier une série importante de nouvelles lois protectrices du travail. L'organisation même du département du Travail, telle qu'on la connaît aujourd'hui, a été faite par l'honorable M. Taschereau, avec le concours de son dévoué inspecteur en chef d'alors, M. Louis Guyon. Mentionnons entre autres lois celle de la compensation des accidents du travail, votée en 1909 et sanctionnée le 29 mai de la même année.

Celle-ci, M. l'Orateur, restera à mon sens, comme l'un des plus beaux fleurons de la couronne de mérite de notre premier ministre. Inspirée de la loi française de 1898, notre loi de compensation d'alors consacrait le principe essentiel de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail. Nous étions, dans le Québec, les premiers, de tout le continent américain, à introduire ce grand principe de justice sociale, à l'égard des travailleurs, dans notre législation. Subséquemment, cette loi fut rendue plus extensive et plus généreuse. En 1928, le principe d'un tribunal spécial, qu'on appelle la Commission des accidents, fut accepté et les matières susceptibles de contestation légale furent jugées par elle, sans qu'il y ait nécessité de recourir au service des avocats et des tribunaux ordinaires. Enfin, en 1930, sous la direction de l'honorable J.-N.

Francoeur, lui aussi un ami sincère de la classe ouvrière, on ajoutait à la loi des accidents le couronnement demandé par les ouvriers et un grand nombre d'employeurs, à savoir l'inclusion du principe de la responsabilité collective de l'industrie et des classes d'industrie: c'était la mise en application du principe mutualiste, du principe de coopération, si éminemment social. Notre Commission des accidents du travail, depuis septembre 1931, a une besogne gigantesque à exécuter. Sous la direction de MM. Robert Taschereau, Simon Lapointe et O. E. Sharpe, il est certain qu'elle réussira à vaincre toutes les difficultés de la mise au point de son fonctionnement et qu'elle constituera le plus souple et le plus merveilleux service du département du Travail.

L'article 4 du chapitre 95A des statuts refondus, 21 George V, indique les fonctions du ministre du Travail. Avec votre permission, M. l'Orateur, je donnerai lecture de quelques lignes précisant notre action: "Il est chargé de la mise à exécution de toutes les lois concernant: les émeutes dans le voisinage des travaux publics; les différends entre patrons et ouvriers; les grèves et les contre-grèves municipales; les bureaux de placement; le salaire minimum des femmes; la sécurité dans les édifices publics; l'inspection des échafaudages; la protection du public contre les incendies; l'installation des paratonnerres; la sécurité et l'inspection des établissements industriels; les mécaniciens de machines fixes; le repos hebdomadaire des employés dans l'industrie; les accidents du travail; la Commission des accidents du travail et, généralement, tout ce qui intéresse les artisans, ouvriers, journaliers ou manœuvres."

M. l'Orateur, on se rendra compte de l'importance de cette législation destinée à protéger l'ouvrier et à l'aider. Je me permettrai de signaler brièvement la haute portée morale et à la fois utilitaire de quelques législations. Je vous ai causé de la loi des accidents du travail et de l'excellence de son principe. Je ne cacherai pas qu'on s'est plaint en plusieurs milieux de certaines lenteurs administratives dans le paiement des indemnités aux accidentés.

Il y a à cela plusieurs causes. La plus apparente et la plus justifiée, du reste, est la difficulté de mise en marche de tout un appareil nouveau, alors que ceux qui devaient coopérer à son bon fonctionnement, à savoir les ouvriers, les patrons, les médecins et le personnel de la Commission, ont eu et ont encore besoin d'une sorte d'apprentissage, d'une mise au point de leur participation efficace.

Qu'il me soit permis de demander aux employeurs de ne pas se soustraire à la loi en négligeant de faire rapport sur l'estimé de leurs salaires et de fournir à la Commission les primes qui les protègent contre la responsabilité civile des accidents survenus à leurs employés.

Je dirai aussi aux médecins qu'ils se doivent de faire diligence à envoyer un rapport médical précis sur les cas d'accidents qui leur échoient. Aux ouvriers, je demanderai que, conformément à la loi, ils ne changent pas de médecin deux ou trois fois au cours de leur traitement, ce qui crée des embarras insurmontables à la Commission, du fait des contradictions des rapports médicaux. Il faut de bonnes raisons et la permission de la Commission pour changer de médecin au cours d'un traitement d'accident industriel compensable.

Quant à la Commission, nous avons eu avec ses directeurs plusieurs entrevues. Un effort considérable, persistant, est fait pour que la loi s'applique rapidement. On m'a assuré que, dans un mois, les arrérages de règlements seraient au point. Veuillez croire, M. l'Orateur, que nous apporterons toute la collaboration nécessaire à la Commission pour que celle-ci mène à bien la tâche entreprise.

L'une des plus vieilles et des plus importantes lois du travail est celle de la sécurité et de l'inspection des établissements industriels; elle comporte au-delà de 100 règlements concernant la protection des ouvriers contre les accidents, les maladies professionnelles, prévoit une aération convenable des locaux, réglemente les heures de travail des femmes et des enfants. Une quinzaine d'inspecteurs et d'inspectrices, sous la direction de l'inspecteur en chef de la province, sont chargés de son application. Le dernier rapport du ministère indique qu'au cours de l'exercice 1930-1931, 2,896 établissements industriels ont été visités. On peut dire que la santé et la sécurité de centaines de mille ouvriers et ouvrières sont en cause dans ces visites. Nous avons bien l'intention de donner toute leur valeur pratique à ces mesures de protection et, assurés que nous sommes du concours loyal de notre personnel, il y a lieu d'espérer que la marche en avant et pour le mieux se continuera.

Nous nous rendons compte également de l'importance du service chargé d'appliquer la loi de la protection du public contre les incendies. Un personnel de 110 employés, examinateurs et inspecteurs est proposé à l'application de cette loi. Celle-ci a comme avantage de protéger la vie des gens et la sécurité de nos immeubles par le fait d'installations électriques conformes à la science et

au progrès moderne; elle a aussi cet autre avantage de garantir à nos ouvriers électriciens de meilleures possibilités de devenir des ouvriers compétents, délivrés de la concurrence déloyale des parasites du métier et dont les travaux mal faits mettaient en danger la vie et les biens des citoyens. Nous présenterons prochainement un bill pour en faciliter l'opération.

Le rapport du surintendant général des bureaux de placement a aussi un grand intérêt. Il indique que, malgré la crise, 17,070 placements ont été faits par leur intermédiaire. Les applications, au nombre de 47,216, vous montrent qu'il y a un écart très sensible entre les applications et le placement. Cela est dû grandement à la diminution d'activité de l'industrie forestière et du bâtiment. Nous nous permettons de conseiller à nos confrères ouvriers de s'enregistrer dans nos bureaux de placement; qu'ils ne négligent pas, non plus, s'il s'agit des membres des organisations ouvrières, de se tenir en contact continu avec le service de placement de celles-ci. Ce sont les organismes normaux du placement et les plus efficaces, après l'effort personnel. Qu'on ne voie pas là une allusion indiquant que nous voulons personnellement nous dérober aux sollicitations directes d'emploi de chômeurs.

Nous comprenons très bien que le chômeur sonde toutes les avenues possibles de placement. Tout ce que nous regrettons, c'est de ne pouvoir, malgré une si bonne volonté, réussir à satisfaire les sans-travail. C'est l'une des épreuves les plus lourdes du ministre du Travail, M. l'Orateur, d'entendre les supplications, si sincères, si fondées, de ses frères les travailleurs et de ne pouvoir y satisfaire. Si l'honorable premier ministre et trésorier regrette de ne pas avoir de presses à imprimer l'argent, pour ma part je regrette de ne pas avoir la baguette magique qui me permettrait de placer tous les chômeurs qui s'adressent à mon département.

Je profite de l'occasion pour annoncer une refonte complète de la loi des bureaux de placement. Des plaintes nombreuses et de partout, particulièrement des organisations ouvrières et des hommes d'œuvres, nous ont été présentées contre les bureaux de placement privés payants. Avec la nouvelle loi, ils disparaîtront.

Vous dirai-je maintenant, M. l'Orateur, le haut intérêt que je porte à la Commission du salaire minimum des femmes, chargée de la tâche difficile, immense, d'appliquer la loi du salaire minimum des femmes dans l'industrie. Cette loi, on le sait, garantit aux ouvrières un minimum de rémunération basé sur les exigences du coût de la vie dans les grandes villes

et dans le reste de la province. On comprend la haute portée morale de cette loi qui s'appuie sur le principe si chrétien, clairement énoncé par Léon XIII dans son Encyclique sur la condition des ouvriers et promulguant que quelles que soient les conventions soi-disant librement acceptées de part et d'autre, le salaire doit toujours être suffisant pour faire vivre l'ouvrière sobre et honnête. Le gouvernement a compris qu'il devait faire respecter la morale sociale, là où l'initiative personnelle ou corporative est trop faible pour se défendre efficacement.

Les ordonnances de la Commission sont déjà au nombre de 23, couvrant 13 industries principales, intéressant 948 ateliers et 31,818 apprenties et ouvrières. Le travail d'adaptation se continue et il ne reste plus qu'une dizaine d'industries (la petite industrie) à amener sous le contrôle de la loi. Nous demandons aux patrons et aux ouvrières de coopérer dans l'application de cette loi. Il y a là une obligation d'honnêteté et de justice. La concurrence qui s'alimente de la faim d'une ouvrière et qui menace sa vertu est une concurrence honteuse. Nous soutiendrons énergiquement la Commission du salaire minimum des femmes dans son travail d'épuration de certaines conditions sociales, surtout au cours de cette crise économique qui invite à des compromis odieux et malsains.

Ici encore, je suis heureux de vous dire que je présenterai des amendements à la loi du salaire minimum des femmes de façon à ce qu'elle s'applique non plus seulement aux ouvrières de l'industrie, mais aussi aux employées (femmes et filles) travaillant dans le commerce. Nous rencontrons là, j'en suis assuré, les vœux de tous ceux que préoccupe l'avancement de notre législation sociale.

J'aimerais, M. l'Orateur, à vous dire les bons effets de toute notre législation ouvrière dont j'ai indiqué les titres de chapitres, il y a quelques instants, mais il ne me faut pas trop prendre du temps précieux de cette Chambre et abuser aussi de votre patience.

Toutefois, je me permettrai de vous dire, et je vous en ai donné la preuve, que le gouvernement n'entend pas se reposer sur ses réalisations passées. Des problèmes nouveaux se posent à la suite de notre évolution nationale et de notre progrès économique.

Le législateur, conscient de ses responsabilités, ne saurait se dérober à leur étude et à leur possibilité de solution.

C'est pour cette raison, M. l'Orateur, que le gouvernement, l'honorable premier ministre l'a souvent répété au cours de la dernière campagne électorale, a nommé une commission d'étude et

d'enquête de ces problèmes, dite Commission des assurances sociales. L'arrêté en conseil a déterminé comme suit les questions à étudier: 1. problème d'assistance: assistance aux mères nécessiteuses; placement familial; mode d'adoption et placement des enfants adoptés; assistance aux familles nombreuses; 2. problèmes d'hygiène industrielle; conditions sanitaires des établissements industriels et des travailleurs dans ces établissements; maladies professionnelles; inspection médicale des ouvriers employés aux travaux dangereux; secours médicaux à l'atelier; éducation sanitaire de l'ouvrier; 3. problèmes d'assurances sociales; assurance du vieil âge; assurance contre la maladie et l'inactivité; assurance contre le chômage et tous autres problèmes d'assurances sociales.

La matière, on l'admettra, est très vaste et les questions qui sont au programme sont particulièrement difficiles. Le gouvernement a chargé des hommes de haute réputation dans le monde religieux, universitaire, industriel et travailliste, de faire l'étude attentive de tous ces problèmes. C'était une sage politique de confier cette étude à des gens en dehors de la politique, de milieux différents, devant harmoniser leurs tendances peut-être opposées, afin de trouver une solution vraiment nationale parce qu'équilibrée à tous ces problèmes.

La première partie de l'enquête touchant à l'assistance est terminée et l'on procède à l'impression du rapport... Ce rapport a été déposé devant cette Chambre. Nous l'étudierons consciencieusement et verrons à lui donner suite dans la législation sociale future.

Ce que je voudrais souligner, M. l'Orateur, c'est combien le gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie, se rend compte de la transformation sociale et économique de notre époque et combien il est désireux d'adapter nos institutions aux exigences du temps, voire même d'en créer ou d'en aider de nouvelles. Étude prudente, action progressive voilà bien, en matière sociale, le résumé succinct de notre programme.

M. l'Orateur, on me permettra bien, maintenant, de dire quelques mots de la crise économique actuelle. On en a déjà beaucoup parlé et je n'ajouterai sans doute rien de nouveau. Mais, comme ministre du Travail, représentant particulièrement ceux qui souffrent le plus de la dépression actuelle, parce que plus faibles et plus dénués de ressources, je crois de mon devoir d'exposer quelques points de vue personnels et de donner quelques conseils qu'autorise mon expérience de la vie.

Je me rallie à l'opinion émise par beaucoup d'économistes que la crise actuelle est due à un excès de crédit sous toutes ses formes. On a créé sans compter des moyens de production à l'aide de ce crédit sans trop s'occuper des possibilités de consommation. N'est-ce pas l'histoire de l'Allemagne qui s'est outillée au point de vue industriel pour fournir des produits au monde entier, qui a emprunté, pour construire cet outillage, de l'Angleterre et des États-Unis sans se soucier trop des moyens de rembourser?

N'est-ce pas aussi l'histoire des États-Unis et du Canada qui, à cause de l'inactivité industrielle européenne durant la guerre, se sont bâtis des industries en mesure de satisfaire aux besoins de la vieille Europe? Tant que le crédit a été alimenté, tant que la confiance et l'optimisme ont soutenu cette course à la production et aux profits, les choses ont marché.

Mais aussitôt qu'il a été question de remboursement, de restriction d'avances nouvelles, le monde a assisté à ce qu'on a appelé le "krash" général: après l'excès de crédit, la rareté du crédit, après la surproduction, la sous-production; après la confiance et l'optimisme, la crainte et le pessimisme. Un grand banquier canadien-français que nous avons l'honneur de visiter, lors de notre nomination au ministère du Travail, nous disait: "Il est dangereux de jouer avec le crédit, la production, avec tous les éléments de la vie économique, quand on n'en connaît pas tous les rouages." Cela revenait à dire que le monde n'a pas été sage.

Même dans leur vie ordinaire, les travailleurs comme les autres ont donné dans le mouvement. Ils ont trop escompté la vie, la prospérité; ils se sont trop fait crédit. Au lieu de vivre selon leurs moyens, les hommes, presque tous, ont vécu au-delà. Le mot économie était devenu vieux. Aujourd'hui que les temps sont durs, on réfléchit, mais il est un peu tard. Espérons que la leçon nous servira et servira à nos fils.

On a dit souvent que le machinisme avait été la grande cause de la crise et du chômage. Je ne le crois pas. Le machinisme, produit de l'intelligence que Dieu nous a donnée, doit servir à diminuer l'effort de l'homme et à augmenter son confort. Des statistiques citées par M. Nyson C. Taylor de l'United States Steel Corporation révèlent qu'en 1890, 36.1 pour cent de la population américaine était au travail; en 1900, 38.2 pour cent; en 1910, 41.5 pour cent; en 1921, 39.3 pour cent; en 1930, 39.8 pour cent. Et de 1890 à 1930, on connaît les progrès immenses du machinisme.

On a toutefois, durant ce temps, assisté à une réduction de la durée du travail. Mon opinion personnelle est qu'il faut tendre à réduire les heures de travail en tenant compte de l'augmentation de la productivité humaine, aidée de la machine; en tenant compte aussi, comme d'un modérateur, de l'augmentation de la consommation. On a refusé de réduire les heures de travail dans le passé; les lois économiques qui agissent brutalement se sont chargées de nous imposer cette réduction mais de façon aveugle, sans tenir compte des besoins de travail de tous les hommes.

Mais, s'il est toujours excellent d'avoir de saines théories, nous ne devons pas, M. l'Orateur, perdre de vue les nécessités pratiques de l'heure présente. Les administrations publiques font leur large part pour aider à la solution du problème du chômage. On n'a pas craint d'engager le crédit public pour stimuler les affaires et créer de l'emploi. En période exceptionnelle, il faut recourir à des procédés exceptionnels. Ces mesures administratives pour créer de l'emploi ne suffisent pas; nous avons encore du chômage et Dieu sait si le ministre du Travail, comme du reste tous les députés de cette Chambre, s'en rend compte chaque jour.

Sera-t-il permis à un ouvrier de dire combien il apprécie, comme solution permanente au problème du chômage, la politique de retour et de fidélité à la terre instaurée par le gouvernement? Retour à la terre des agriculteurs qui, croyant faire mieux en ville, ont déserté le sol qui les nourrissait généreusement. Fidélité à la terre des fils de cultivateurs qui seraient tentés de la désertir pour courir à des illusions et des mirages fatals.

Je n'entends pas préciser les complexes modalités d'application de cette politique. Nos sympathiques et compétents ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, les honorables Adélard Godbout et Hector Laferté, sauront, j'en suis assuré, avec la coopération de leur dévoué personnel administratif, des missionnaires colonisateurs et des vrais hommes d'œuvres, trouver la solution juste, équilibrée qui assurera à notre province un regain de vitalité et de prospérité dans le domaine économique, intellectuel et moral.

L'honorable premier ministre a déclaré, l'autome dernier, que les gouvernements sont débordés et qu'il est nécessaire que les individus augmentent leur effort de coopération et d'assistance aux nécessiteux. J'endosse pleinement cette déclaration et je suis heureux de constater que son appel, comme du reste les appels de S.S. Pie XI, de NN. SS. les évêques ne sont pas restés sans réponse.

Je profite de l'occasion pour défendre la vertu chrétienne de la charité. On doit certes s'efforcer de créer une situation économique prospère où la charité remplit un rôle d'exception. Mais à une époque comme celle que nous traversons, il faut nécessairement y recourir et largement. Cette parole "nous ne voulons pas de charité", sonne un peu à mes oreilles comme cette autre: "Nous ne voulons plus nous aimer les uns les autres". La charité grandit celui qui l'accepte chrétiennement comme celui qui la donne avec le même sentiment. Quelqu'un qui a de la misère à cause de son inconduite peut avoir de la honte; mais pourquoi le laborieux, qui vit dans la gêne pour des causes dont il n'est pas responsable, baisserait-il la tête?

Je terminerai, M. l'Orateur, cet exposé sincère de mes opinions par un appel à la collaboration de tous. Je suis le ministre du Travail, du travail manuel sans doute, mais aussi du travail de la pensée de tous genres de travail honnête. J'ai donc raison de faire appel à la coopération des industriels, des financiers, des commerçants, des professionnels, des agriculteurs, des employés et des ouvriers. Nous sommes tous solidaires les uns des autres.

Puissent les industries réussir, par leur activité et leur habileté, à créer de nouvelles sources d'emploi et à trouver de nouveaux marchés! Puissent nos financiers, tout en agissant avec une prudence que nous n'avons pas besoin de leur conseiller, diriger de leurs conseils nos industriels et les aider équitablement dans leurs entreprises! Puissent nos commerçants stimuler aussi la production nationale en activant la vente de nos produits canadiens! Puissent nos professionnels comprendre que leur haute éducation les appelle à nous aider tous de leurs sages conseils! Puissent les agriculteurs par une sage pratique de la coopération, comme leur enseigne si souvent mon honorable collègue du ministère de l'Agriculture, M. Godbout, par une reconquête des marchés domestiques, par des procédés de culture modernes, par une organisation coopérative du crédit, vaincre les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent!

Puissent, ouvriers et employés, apporter leur collaboration à la prospérité nationale en s'efforçant de devenir de plus en plus des travailleurs consciencieux et compétents! Puissent, ceux qui font partie des organisations ouvrières, lesquelles me sont toutes également chères, pourvu qu'elles respectent nos lois, leur rester fidèles, utiliser le beau principe de collaboration et d'entraide qui est à leur base et continuer d'aider de leurs suggestions le gouvernement et particulièrement mon département. Puissions-nous, tous ensemble, par un effort de notre volonté, faire d'autant mieux que les temps sont durs,

nous rappelant que nous sommes tous les citoyens d'une même et belle grande province de Québec!

Quant à moi, M. l'Orateur, vous pouvez compter sur ma bonne volonté; sur la bonne volonté et l'esprit de coopération du département du Travail. Dans les temps difficiles que nous traversons tous ensemble, nous essaierons de faire mieux et encore mieux.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

Adopté.

Demande de documents:

Expédition de M. Édouard Brisebois

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, demandes, résultats d'expérimentation, en rapport avec l'expédition de M. Édouard Brisebois, agronome, pour promouvoir l'agriculture et l'horticulture sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, de Bersimis à Blanc-Sablon.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, j'ai inscrit cette motion au feuillet pour me faire l'écho de mes électeurs de la Côte-Nord pour remercier le ministre de l'Agriculture et le gouvernement de leur encouragement à la population de cette intéressante région. Jusqu'à l'an dernier, il n'y avait pratiquement pas de culture sur la Côte-Nord. Le gouvernement a envoyé deux agronomes sur la Côte-Nord, dont la longueur est de 800 milles, qui ont apporté à la population un rayon de soleil sous la forme de la science agricole.

Cette expédition a été un grand succès. Ces agronomes se sont rendus sur les lieux, ont distribué des graines de semences, renseigné les gens. Un jardin de démonstration a été établi et on a appris aux citoyens les moyens de cultiver. On avait toujours pensé que la culture n'était pas possible sur la Côte-Nord, que la terre n'y pouvait rien produire. L'été dernier, j'ai parcouru tous les villages depuis Tadoussac jusqu'à Blanc-Sablon. Partout j'ai vu en arrière de la maison de chaque pêcheur un jardin où l'on cultive des pommes de terre et des légumes.

J'ai d'autres nouvelles depuis, et des pêcheurs semblent avoir suffisamment de patates. Ceci démontre que "la Côte-Nord est propice à la culture, sur une

longueur de 500 milles", déclarent M. Brisebois et son compagnon. Le geste du gouvernement aura donc été sauveur pour les pêcheurs de la Côte-Nord.

Tous mes électeurs de la Côte-Nord m'ont demandé de remercier le gouvernement et l'honorable ministre de l'Agriculture de ce qu'il a fait, et c'est avec plaisir que je m'acquitte de ce devoir. Et, je sais qu'à l'avenir, il fera encore son possible pour assurer un plus grand progrès de notre région.

(Applaudissements)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, la question que vient de soulever l'honorable député de Charlevoix-Saguenay m'intéresse vivement. J'ai lu avec intérêt le rapport des agronomes qui ont été envoyés en mission sur la Côte-Nord. Leurs conclusions sur les conditions agricoles de la Côte-Nord sont favorables, pour une bonne partie de ce vaste territoire. Le climat de cette région est excellent. La terre y est bonne et l'honorable député de Charlevoix-Saguenay peut être certain que nous continuerons à aider cette bonne population de la Côte-Nord, de faire notre possible pour améliorer le sort des pêcheurs de son comté, car nous considérons cela comme un devoir.

(Applaudissements)

Adopté.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le montant de la solde des officiers de police mentionnés dans la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Le comité, ayant étudié la résolution, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Loi du
département de l'Agriculture**

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 203 modifiant l'article 11 de la loi du département de l'Agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. Le bill est renvoyé de nouveau au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 11 de la loi du département de l'agriculture (statuts refondus, 1925, chapitre 51), est modifié en remplaçant le premier alinéa, par le suivant:

"11. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés coopératives de cercles agricoles, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurrieres et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises par le département de l'agriculture, et plus particulièrement sur toutes questions se rapportant à la préparation des statistiques par ce département."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est l'avantage des amendements?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous voulons ajouter à la liste des sociétés qui doivent faire rapport au gouvernement, certaines organisations qui ne figurent pas sur cette liste. Notre but est d'améliorer nos statistiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est bon d'avoir des statistiques, mais je ne vois pas l'avantage des amendements.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le Président, je crois que mon honorable ami de Deux-Montagnes se méprend sur la portée des amendements. Nous voulons atteindre certaines organisations qui n'existaient pas, quand la loi a été passée. Nous avons besoin d'être renseignés sur les activités de ces organisations. Nous avons eu quelques difficultés dans le passé pour la compilation des statistiques. Des cultivateurs ont cru par exemple que le gouvernement voulait être renseigné dans le but d'acheter leurs terres. Il y a des cultivateurs qui vendraient des terres, en ce moment de crise, s'ils trouvaient les prix qu'ils ont payés pendant la guerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre ne pourrait-il pas fournir la liste des terres abandonnées?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les statistiques des terres abandonnées sont très difficiles à compiler. De plus, je dois déclarer qu'il n'y a pratiquement pas de terres abandonnées dans la province. Il y a des bâtisses qui ont été abandonnées sur des terres, mais les terres elles-mêmes ne le sont pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais des terres abandonnées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les maisons sont peut-être abandonnées, mais les terres sont toujours cultivées, avec moins d'intensité qu'autrefois peut-être, mais elles ne sont pas abandonnées.

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 11 de la loi du département de l'agriculture (statuts refondus, 1925, chapitre 51), est modifié en remplaçant le premier alinéa, par le suivant:

"11. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés coopératives de cercles

agricoles, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurrieres et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises en vue de promouvoir les intérêts de l'agriculture et de faciliter la compilation de statistiques."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rivière-au-Tonnerre, dispensaire

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2.1. Dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le procureur général doit déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Québec une somme de deux mille dollars, avec l'intérêt pour six mois, et transmettre au protonotaire dudit district une copie de loi."

Le comité propose un amendement.

Le paragraphe 1 de l'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2.1. Dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, le procureur général doit déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Saguenay une somme de deux mille dollars, avec l'intérêt pour six mois, et transmettre au protonotaire dudit district une copie de loi."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 1 de l'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2.2. Sur réception des deniers déposés et de la copie de la présente loi, le protonotaire publie, deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis contenant la mention des deniers déposés, la désignation de la présente loi, la description de l'immeuble et le jour auquel une requête sera présentée au tribunal pour obtenir une ordonnance de distribution des deniers déposés et sommant toutes les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, avaient des droits à cet immeuble, ou leurs représentants, ou les maris des personnes intéressées, de présenter leurs réclamations dans les dix jours après celui indiqué pour la présentation de la requête.

"Au jour fixé dans l'avis, le procureur général présente au tribunal une requête accompagnée des copies de la *Gazette officielle de Québec*, contenant l'avis, pour obtenir une ordonnance relative à la distribution des deniers ainsi déposés.

"Le tribunal, sur cette requête, ordonne la distribution et le paiement des deniers déposés à la ou aux personnes désignées dans le jugement comme y ayant droit selon que justice."

Le comité propose un amendement.

Le paragraphe 2 de l'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2.2. Sur réception des deniers déposés et de la copie de la présente loi, le protonotaire publie, deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis contenant la mention des deniers déposés, la désignation de la présente loi, la description de l'immeuble et le jour auquel une requête sera présentée au tribunal pour obtenir une ordonnance de distribution des deniers déposés et sommant toutes les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, avaient des droits à cet immeuble, ou leurs représentants, ou les maris des personnes intéressées, de présenter leurs réclamations dans les dix jours après celui indiqué pour la présentation de la requête."

"Au jour fixé dans l'avis, le procureur général présente au tribunal une requête accompagnée des copies de la *Gazette officielle de Québec*, contenant l'avis, pour obtenir une ordonnance relative à la distribution des deniers ainsi déposés."

"Le tribunal, sur cette requête, ordonne la distribution et le paiement des deniers déposés à la ou aux personnes désignées dans le jugement comme y ayant droit selon que justice, ainsi qu'aux créanciers hypothécaires s'il y a lieu."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 1 de l'article 2, ainsi amendé, est adopté. L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Licences de chasse et pêche

M. Guertin (Hull): 1. Combien de licences complémentaires de chasse et de pêche ont été accordées du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1931?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui de telles licences ont été émises?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. 163.

2. Son Excellence le gouverneur-général, Ottawa; A.F. Lascelles, M.V.O., M.C. Ottawa; lieutenant D. Fuller, R.N., Ottawa; capitaine R. Stuart French, Ottawa; capitaine Sir John Child, Ottawa; l'honorable E. Michaud, Edmundston; capitaine A.-V. Seferovitch, consul général, Montréal; M. A. Fiot, chancelier de l'ambassade de France, Washington; F. Guerra, consul général du Mexique, Montréal; H. Iwanaga, consul japonais, Montréal; K. Moser, consul général, Tchécoslovaquie, Montréal; Charles-Arsène Henry, légation française, Ottawa; honorable Blake, orateur de la Chambre des communes, Ottawa; honorable juge Newcombe, Ottawa; M. Thomas Mulvey, secrétaire-d'état, Ottawa; M. John Mulvey, fils, Ottawa; honorable juge Anglin, Ottawa; M. Ed. Anglin, Ottawa; E.-R.-E. Chevrier, député, Ottawa; Richard E. Follett, naturaliste, Détroit; Morris Ackerman, journaliste, Cleveland; Ivan Peterman, journaliste, Philadelphie; Edward Balinger, journaliste, Pittsburg; Maurice Shevelin, St-Louis, journaliste; J. Taylor, Spink, journaliste, St-Louis; Lewis Comiskey, journaliste, Chicago; Ed. Baker, journaliste, Ottawa; Arthur Graham, gérant, association protectrice, Ottawa; J. B. Harkin, Canadian national parks, Ottawa; Hores Lloyd, naturaliste, Rockliffe Park, Ottawa; W. J. Egan, sous-ministre Immigration, Ottawa; W. A. Found, sous-ministre, Ottawa; J. A. Rodd, directeur piscicultures, Ottawa; P. A. Taverner, naturaliste, Ottawa; W. E. Cory, sous-ministre, Ottawa; colonel Gérard Garneau, Ottawa; A. B. Tenney, naturaliste, Boston; E. B. Gallagher, naturaliste, Norwalk; Winthrop Parker, commissaire, Concord, N.H.; A. F. MacKenzie, affaires Indiennes, Ottawa; J.-E. Tremblay, commissaire du service civil, Ottawa; J.-M. Chalifour, Travaux publics, Ottawa; Henri Bance, Travaux publics, Ottawa; A. A. Rivard, travaux publics, Ottawa; A.-R. Morisset, Immigration, Ottawa; Louis de Puyjalon, Parcs Nationaux, Ottawa; G. F. Worden, Immigration, Ottawa; John S. Forsyth, département Revenu, Ottawa; James W. Stuber, journaliste, St-Louis; G. B. Goff, naturaliste, Chicago; major général Panet, Ottawa; H. T. Gussow, botaniste, Ottawa; commander C. P. Edwards, Radio Service; Dr Chs Camsel, sous-ministre, Ottawa; F. H. Peters, arpenteur-général Ottawa, Dr L. J. Violette, Edmundston; H. C. Johnson, inspecteur de la prévention, Ottawa; C.-E. Mortureux, entomologiste, Ottawa; Charles Ott, journaliste, Chicago; Jim Hudson, Waldo Flo., naturaliste; John Ambrose, naturaliste, Waldo, Flo.; David Sims, département Douane, Ottawa; E. D. Lennie, chef inspecteur Douanes, Ottawa; C. E. Wood, chef département Douanes, Ottawa; J. Bradley, département des

Terres, Ottawa; L. L. Brethon, Ottawa; Eugène Bourgeois, Ottawa; Benj. Reath Riggs, Ottawa; Jas. S. H. Bonbright, Ottawa; Lynn W. Meekins, Ottawa; Oliver B. North, Ottawa; Irving N. Linnell, Ottawa; Monnett, B. Davis, Ottawa; Jos. Landriault, Ottawa; Docteur Carisse, Ottawa; J.-B. Arbick, Ottawa; R. B. Davidson, Ottawa; Oscar St-Aubin, Ottawa; O. Thérien, Ottawa; Dr C. M. Dent, Ottawa; R. W. Braedner, Ottawa; John B. Fraser, Ottawa; John D. Frasier, Ottawa; Frank Hennessey, Ottawa; William J. A. Macleod, gérant général, Banque Nova Scotia; W. B. McDonald, rue Bank, Ottawa; C. S. Parsons, ingénieur minier, Ottawa; A. Thivierge, Ottawa; Ernest Montandon, Ottawa; P. T. Sulvain, Ottawa; A. Maynon, Davis, Ottawa; O. C. Toller, Ottawa; F. T. C. O'Hara, sous-ministre du Commerce, Ottawa; Georges Lafontaine, Ottawa; Edgar Huot, Ottawa; F.-X. Talbot, Ottawa; William Niedner, U.S.A.; B. F. Butterfield, U.S.A.; Allain J. Moore, U.S.A.; James Roberts, U.S.A.; Harvey Warner, U.S.A.; O. C. Toller, Ottawa; W. A. Latimer, Ottawa; Eugène-C. Hamel, Ottawa; Louvigny de Montigny, Ottawa; lieutenant-colonel H. J. Oughill, Ottawa; J.-O. Beaudry, Ottawa; Fred Cook, Ottawa; R. Sharp, Ottawa; E. A. Birchard, Ottawa; H. T. Nowell, Ottawa; Charles H. Lewis, Ottawa; Charles Blow, Ottawa; D. H. Christie, Ottawa; A. W. G. Wilson, Ottawa; L. H. Cole, Ottawa; G. G. Keezer, Ottawa; Geo. C. Anderson, Ottawa; Frank H. Plant, Ottawa; Éric Quéry, Ottawa; Hugh H. Spence, ingénieur minier, Ottawa; R. Y. Douglass, Sup. Roy. Can. Mnt. Police, Ottawa; A. Lemay, asst., Ottawa; R. M. McLeod, Ottawa; Jas. A. Osborne, Lake of W. Ottawa; Jos. Brown, Comme. de la Ch. État Vermont; S. W. Hennessey, Ottawa; Wilfrid Langevin, 201 Catchcart, Avenue, Ottawa; A. M. McCallum, Ottawa; Michael Feeney; Wilfrid Foisy; Max. M. Mowatt, Ottawa; L. S. Breadner, directeur, Ottawa; Docteur J. C. Reid, Ottawa; J. M. Roberts, sec. Int., Ottawa; Alf. Goulet, M.P., Ont.; F. P. Quin; M. LeReougetel, Ottawa; Frank Morse; lieutenant-colonel H. W. Snow, Ottawa; J. S. Stevenson, Ottawa; J. W. Swaine, Ottawa; Roy Fraser, Sackville, N.B.; H. Bonneau, Ottawa; J. Laundry, Chambre des communes, Ottawa; Adrien Arcand, Ottawa; Dr A. Mackay, Monestel, Mich.; M. L. Von Kleinwachter, Ottawa; M. Robert F. Harris, sec. Ottawa; M. D'Arcy Finn, Ottawa; R. Dumoulin, Travaux publics, Ottawa; Henri Lefebvre, Ottawa; Sanford L. Fogg, Maine; Louis H. Winship, Maine; H. H. Chapman; S. J. Walpole, Chicago; J.-A. Fortier, 541 rue Besserer, Ottawa; J.-E. St-Laurent, Ottawa; major E. D. MacKenzie, Ottawa; Redmond Code, Ottawa.

Dîner annuel des journalistes parlementaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, des journalistes veulent nous rendre une de nos politesses ce soir, et je propose que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à l'occasion de leur banquet annuel.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTE

1. *Le Soleil* écrit 4 h 05. D'autre part, *L'Événement* souligne que les travaux de la Chambre ont débuté plus tard qu'à l'habitude en raison d'un caucus des députés libéraux.

Séance du jeudi 28 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 125 concernant Quebec Power Company ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Baux de maisons

M. Poulin (Montréal-Laurier), appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), demande la permission de présenter le bill 166 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse;

- bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés;

- bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;

- bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales;

- bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile;

- bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue;

- bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester;

- bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est;

- bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited;

- bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Viewmount Land Company Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited. Les amendements sont lus une première fois.

Demande de documents:**Épidémie de
fièvre typhoïde**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute personne, depuis le 1^{er} septembre 1931 au sujet de l'épidémie de fièvre typhoïde dans Sainte-Scholastique, comté de Deux-Montagnes.

M. le Président, cette motion fait allusion à toute une série d'événements qui se sont déroulés, dans mon comté, l'automne dernier. Une épidémie de typhoïde a fait son apparition au début d'octobre, et elle s'est propagée avec rapidité. Mes informations, si elles sont fondées, sont à l'effet que le maire de l'endroit aurait notifié le Bureau provincial d'hygiène, à Montréal, par écrit, le 9 octobre 1931². Bien que l'épidémie ait continué à se propager dans la suite, un mois après, aucune action n'avait été prise. Ce n'est que le 10 novembre qu'une première correspondance fut échangée entre le Bureau de l'hygiène et le maire de Sainte-Scholastique.

À cette époque, aucune mesure n'avait encore été prise par ledit Bureau pour enrayer cette épidémie. Ce n'est que lorsque des médecins ont signalé au gouvernement la situation que le Bureau d'hygiène s'en est occupé. Ce n'est que sur un deuxième avis des médecins de l'endroit que les inspecteurs ont été envoyés sur les lieux. Devant cette situation, le maire de Sainte-Scholastique a fait publier une lettre ouverte dans les journaux pour protester contre le peu d'attention porté à cette situation. Je ne veux pas faire de politique, mais...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que le maire de Sainte-Scholastique est un bleu ou un rouge?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un excellent libéral, registrateur de son comté, officier-rapporteur en temps d'élections.

Il dit que ce n'est pas une question de politique, qu'il ne souhaite pas non plus embarrasser le gouvernement, mais il voudrait obtenir toutes les informations disponibles à ce sujet.

Je disais donc que le maire de l'endroit faisait une critique de la conduite des officiers du Bureau de l'hygiène, dans les journaux. Il réclamait une enquête, afin de tirer cette situation au clair.

Je n'accuse pas le service d'hygiène de négligence, mais le gouvernement devrait faire une enquête pour savoir si réellement il y a eu négligence. Je demande également au secrétaire provincial de faire tenir cette enquête, dans le plus court délai possible, afin que la population de l'endroit puisse avoir justice. Autrement, si les citoyens de Sainte-Scholastique perdent la confiance qu'ils ont placée dans ce bureau de la santé, ce sera en diminuer de beaucoup l'efficacité. Je veux une enquête, afin de savoir si réellement il y a eu négligence dans cette affaire, pour que l'on trouve les coupables, s'il y a certains officiers qui doivent être tenus responsables. S'il y a des coupables, qu'ils soient punis.

Cette enquête est amplement justifiée, je crois, car la situation a été assez critique, dans Sainte-Scholastique, l'automne dernier. L'épidémie a causé des ravages. Des centaines de personnes ont été atteintes par la maladie et 24 en sont mortes. Je crois donc que l'enquête s'impose. Elle sera de beaucoup utile si l'on veut démontrer que ce n'est pas tout le système du département qui est mauvais, mais que, dans le cas qui nous occupe, il s'agit de la faute de quelques individus qui ont fait preuve de négligence.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Comme l'honorable secrétaire provincial (M. David) est absent, pour pouvoir fournir tous les renseignements à la Chambre, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), l'ajournement du débat.

Adopté.

Paroisse**Saint-Jean-Baptiste de Québec**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que les droits additionnels et ordinaires pour le bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec soient remis, vu que ce bill a pour objet la réorganisation d'une œuvre de nécessité publique et religieuse.

Adopté.

**Commission des
écoles catholiques de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Hull

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Guertin (Hull) se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En quelques mots. (Rires)

M. Guertin (Hull): Les amendements ont été bien pesés au comité. Il y en a un que l'honorable premier ministre n'a pas voulu accepter, qui exempterait de taxes ceux qui bâtiraient des maisons à Hull. L'honorable premier ministre n'a-t-il pas l'intention de changer d'idée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ce serait un traitement de faveur pour Hull, au détriment des autres villes. Je crois que ce serait de la mauvaise législation.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 20 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que chaque réviseur nommé en vertu des dispositions de l'article 178a de la loi électorale de Québec (statuts refondus, 1925, chapitre 4), tel qu'édicte par la section 12 de la loi qui accompagne la présente résolution, recevra, conformément à l'article 27 de la deuxième annexe de ladite loi électorale, tel qu'édicte par la section 57 de ladite loi qui accompagne la présente résolution, une somme de vingt dollars y compris ses dépenses de toutes sortes.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) soumet, vu que Québec essaie de bonifier sa loi électorale, que les autorités devraient envisager de copier le système fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il lui fera plaisir d'accueillir les suggestions au comité, puisque l'idée du gouvernement est de rendre la loi plus efficace.

La résolution actuellement devant la Chambre n'explique pas grand-chose, poursuit-il. Elle se rapporte à un projet de loi beaucoup plus considérable. Dans le discours du trône, le gouvernement a dit que plusieurs électeurs sont défranchisés à la campagne par le fait que les listes électorales ne sont pas toujours bien faites, sont incomplètes. Nous avons pensé que nous pourrions nommer un officier réviseur qui donnera ensuite aux électeurs un avis du jour où il siègera pour réviser les listes et entendre les plaintes. Le registrateur pourrait se charger de cette besogne. La résolution actuellement devant la Chambre a pour but de pourvoir à la rémunération de ces officiers réviseurs.

M. Guertin (Hull) soumet que le gouvernement devrait adopter le système fédéral pour la révision des listes électorales.

M. Guertin (Hull) et M. Duplessis (Trois-Rivières) soumettent l'opinion que, peu importe que la révision de la liste électorale soit faite sous le Parti conservateur ou le Parti libéral, il y a danger d'interférence politique. Avec le système fédéral, disent-ils, ce danger se dissipe autant qu'il est humainement possible.

Est-ce qu'on ne pourrait pas nommer deux réviseurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans les grands centres, il y en a plusieurs, mais à la campagne, il me semble que c'est inutile. On m'a dit qu'aux dernières élections il y avait des noms de biffés des deux côtés.

M. Guertin (Hull): Un seul réviseur peut être influencé par ses opinions politiques. S'il y avait deux réviseurs, ils pourraient prendre les intérêts des deux grands partis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il n'y a qu'un grand parti. (Rires)

M. Guertin (Hull): (Souriant) Il y a 200,000 électeurs qui pensent le contraire dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill a cependant des dispositions beaucoup plus étendues que celle-là. Nous amendons la loi électorale de façon à faire disparaître l'agent d'élection du candidat qui est devenu un fonctionnaire inutile.

Une autre clause change radicalement la formule du bulletin de présentation des candidats qui a été trouvée trop compliquée quant aux signatures. Il est dit dans la loi que toutes les signatures doivent être données en présence de la personne qui signe l'attestation du bulletin.

Nous voulons corriger cela. Le greffier de la couronne, M. L.-P. Geoffrion, qui a une longue expérience, a préparé un nouveau bulletin. Si on veut regarder la loi actuelle, on verra que, si l'officier rapporteur se montrait sévère, un bon nombre de candidats seraient rejetés.

Une autre disposition pourvoit à la tenue du scrutin pendant la période où l'avance de l'heure est en vigueur.

Une autre encore met fin à une tactique trop employée. Jusqu'ici, il s'agissait qu'un homme fût nommé son agent par le candidat pour qu'il ait le droit d'aller voter dans n'importe quel poll du comté. Nous voulons aussi faire disparaître les agents qui

peuvent autoriser des électeurs à aller voter dans une autre paroisse que celle qu'ils habitent. Un candidat pouvait nommer comme cela jusqu'à 12 agents. D'après la nouvelle loi, seuls les officiers rapporteurs et les sous-officiers rapporteurs voteront aux polls où ils se trouveront. Une clause dit aussi qu'une élection ne pourra être annulée par un juge, en cas d'accusation de fraude, que lorsqu'il aura été démontré que cette fraude a eu beaucoup d'effet, a pu influencer, sur le résultat de l'élection ou l'a changé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme les brefs d'élection peuvent être émis en tout temps, les réviseurs devraient avoir un plus long délai pour leur révision. Le traitement que nous proposons sera suffisant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous avons décidé de nommer les officiers réviseurs, qui seront, quand cela sera possible, l'officier rapporteur lui-même, et nous lui donnerons probablement \$20 pour son travail de révision. On me dit que le traitement que nous nous proposons sera suffisant.

M. Guertin (Hull): Hull n'est pas sur le même pied que Montréal ou Québec, quant au système de préparation de ses listes. Est-ce que la ville de Hull ne pourrait pas avoir le même système que Montréal et Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai aucune objection à donner à Hull le même régime qu'aux autres grandes villes de la province, mais j'ai échangé une correspondance à ce sujet avec le maire de Hull et je crois qu'il m'a répondu qu'on ne voulait pas changer de système, que Hull ne tient pas beaucoup à ce système que le député de Hull réclame. Mais je n'ai pas d'objection à le changer, si on le désire.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité³:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparation, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi cette dépense?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour voir au bon ordre et à l'entretien de nos écoles normales. Les écoles normales forment nos professeurs. Il faut que ceux qui seront chargés de l'éducation en cette province soient logés convenablement pendant leurs études.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Les écoles normales de Montréal et Québec sont-elles à l'épreuve du feu?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons réduit ce crédit de \$50,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement paie une partie de la construction de ces ponts-routes. J'ai demandé, l'an dernier, à l'honorable premier ministre pour combien le crédit de la province était engagé dans divers départements, et j'ai dû attendre longtemps avant d'avoir une réponse. L'honorable ministre des Travaux publics me dira-t-il pour combien le crédit de la province est engagé dans les ponts-routes?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour \$932,579.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer à la Chambre que le ministre des Travaux publics a répondu rapidement à une question posée depuis deux mois et à laquelle le premier ministre n'a pas répondu. Ça prend moins de temps au ministre qu'au premier ministre pour répondre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est meilleur que moi. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je n'en doute pas. À propos, quel est le montant d'argent qui a été remis aux municipalités, durant les dernières élections, en rapport avec les ponts-routes? A-t-on construit beaucoup de ponts-routes pendant les élections?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons fait les constructions ordinaires. Je ne pourrais préciser. Nous en avons remis avant, pendant et après les élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les travaux du pont de l'Île d'Orléans sont-ils avancés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les travaux sont suspendus à cause des difficultés causées par le climat, les glaces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est l'entrepreneur?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La St. Lawrence Construction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est-ce?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): On dit que M. Deslauriers a des intérêts dans cette compagnie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le même M. Deslauriers du palais de justice, du musée, etc., etc. Combien le gouvernement a-t-il payé pour ce pont?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ferai préparer un état pour mon honorable ami.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le crédit de la province est engagé pour plus de \$930,000, en comptant le pont de l'Île d'Orléans.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le pont de l'Île d'Orléans n'est pas un pont-route.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça veut dire que ce n'est pas un pont nécessaire. (Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, la construction du pont de l'Île a été ordonnée par la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis cela parce qu'au comité des bills privés, l'honorable M. Lapointe a dit l'autre jour que le pont de l'Île d'Orléans n'était pas fini.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a dit que c'est pour cela que les loups-garous ne viennent pas à Québec. Il n'a pas peur de cela. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a plusieurs grands ponts en construction?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, à Chicoutimi, à Sorel, à Yamaska, à Caughnawaga et à l'Île d'Orléans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il emprunté pour la construction de ces ponts?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, nous avons emprunté \$3,500,000, tel que la loi nous y autorisait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pont de Caughnawaga est-il enfin en construction? On a fait bien des promesses pour ce pont, à la veille des élections, sans doute pour faire passer le député du comté voisin⁴. Le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) pourrait-il nous dire comment il se fait que le pont de Caughnawaga n'est pas encore construit?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député de Trois-Rivières veut évidemment que je parle du pont de Caughnawaga. Les deux partis ont fait des promesses à ce sujet. Je me souviens qu'il y a vingt ans, *La Patrie* publia le portrait du pont dont le gouvernement conservateur d'Ottawa, par un personnage important, Bob Rogers, annonçait la prochaine construction. Le gouvernement de Québec a décidé un jour que le pont serait construit, Ottawa et Québec payant leur part. Ottawa a consenti, mais le gouvernement King a perdu le pouvoir et le gouvernement conservateur Bennett a refusé de payer sa part.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Parce que c'était un pont de péage.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'était le prétexte du gouvernement conservateur comme tous les prétextes de nos amis d'en face! Le gouvernement de Québec a donc décidé de payer toute la construction du pont. Quant au fait que ce sera un pont de péage, je dirai que ce n'est pas juste qu'il en soit ainsi. On proteste contre les ponts de péage dans Québec et on ne semble pas savoir que, aux États-Unis, il y a des centaines de ponts de péage. On paye jusqu'à \$1.50 sur les ponts pour un simple voyage! Il y en a même un sur la rivière Hudson.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai passé sur ce pont et j'ai payé \$1.50. À Caughnawaga, nous avons un bateau qui traverse les voitures aux prix de 75 cents et \$1. Nous voulons bâtir un pont où tout le monde pourra passer. Le gouvernement chargera un prix de passage et c'est juste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais vous avez voté pour abolir les ponts et les traverses de péage.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En 1908, C'est vrai. Mais nous avons aboli des ponts et des routes de péage qui appartenaient à des particuliers, qui étaient exploités par les "turn-pine trusts". D'autre part, je prétends que le système actuel des ponts de péage est juste et raisonnable parce qu'il permet au gouvernement de faire payer les ponts par ceux qui passent dessus et non par toute la province.

Si nos honorables amis de l'opposition veulent nous aider un peu, le pont de Caughnawaga sera construit. Lorsque les contrats pour la construction du pont de Caughnawaga auront été accordés, il faudra 15 à 18 mois pour terminer les travaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose quelques autres questions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami veut prendre le temps de la Chambre et surtout me faire parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! Non!
(Rires)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ce sera un pont en fer?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, l'honorable ministre des Terres nous a dit que tous les ponts de péage appartenant à des particuliers avaient été abolis.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je n'ai pas dit tous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'avais compris tous.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Disons qu'un grand nombre ont été abolis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et la loi a été passée en 1908?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Oui.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
(Souriant) Vous n'en avez qu'un seul pont de péage dans votre comté³?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous n'en avons qu'un seul, mais c'est un de trop. Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir les ponts de péage dans Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Nous avons négocié avec les propriétaires des rares ponts de péage qui restent. On nous demande

toutefois des prix exorbitants. Nous sommes prêts à payer la valeur intrinsèque du pont mais pas plus, pas la valeur imaginaire. Nous ne voulons pas engager comme cela le crédit de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a-t-il négocié avec les propriétaires du pont de Saint-Eustache?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je crois que oui.

M. Barré (Rouville): On abolit certains ponts pour en construire d'autres.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Les temps sont changés. Le développement de l'automobilisme exige plus de recettes et plus d'entretien.

M. Barré (Rouville): Dois-je conclure que le gouvernement a changé d'opinion depuis 1908?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Certainement. Les conditions ne sont plus ce qu'elles étaient en 1908. Nous changeons tous les jours. C'est le progrès.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je lis dans les statuts qu'en 1912, l'honorable premier ministre avait fait passer une loi abolissant les ponts de péage, sous prétexte qu'ils nuisaient au progrès du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Le premier ministre ne pensait pas, alors, comme son collègue d'aujourd'hui. Qu'au moins on ne charge que des taux raisonnables. Je considère que les taux sont trop élevés sur les ponts. Sur le pont de Batiscan, quand il faut payer \$1 aller et retour, c'est trop cher.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Mon honorable ami de Trois-Rivières devrait s'acheter un livret de 50 billets. Le prix lui reviendrait à 15 cents par passage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons vous en envoyer un livret pour \$7.50.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait embellir l'intérieur du parlement comme l'extérieur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons les plus belles fleurs du pays. Regardez ce qui est beau seulement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudrait que je regarde à gauche. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le candidat libéral dans Trois-Rivières, aux dernières élections, a promis un nouveau palais de justice et une nouvelle prison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les électeurs ne l'ont pas cru, puisqu'ils ne l'ont pas élu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a augmentation de \$10,000. Est-ce pour la construction d'une bibliothèque au palais de justice de Trois-Rivières, que le Barreau a réclamée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Carried⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: assurance, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice

et prison: Rivière-du-Loup, annexe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées⁷.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le vingtième rapport de la Commission des eaux courantes. (Document de la session no 45)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* écrit 3 h 35.

2. *L'Événement* du 29 janvier 1932, à la page 20, écrit le 10 octobre 1931.

3. M. Ivan E. Vallée, sous-ministre des Travaux publics, accompagne le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 29 janvier 1932, page 20.

4. M. Duplessis fait référence au député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils).

5. Le pont en question est la propriété de M. de Bellefeuille, adversaire de M. Paul Sauvé lors des dernières élections, selon *L'Événement* du 29 janvier 1932, page 20.

6. Adopté.

7. *L'Événement* du 29 janvier 1932, à la page 20, mentionne qu'un crédit de \$20,000, pour réparation au palais de justice et à la prison de Sweetsbury, a été adopté. Nous ne retrouvons aucune mention à cet effet au procès-verbal de l'Assemblée.

Séance du vendredi 29 janvier 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval;

- bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124, et désire recommander qu'il soit imprimé de nouveau avec des amendements pour les membres de votre honorable Chambre.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me demande si, à partir de mardi prochain, nous ne pourrions pas avoir deux séances par jour, l'une à trois heures et l'autre à huit heures trente. Je fais une proposition à cet effet. Au cours de ces séances, la préséance sera donnée aux bills du gouvernement.

Je propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à partir de mardi, le 2 février prochain, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le samedi et le dimanche: la première de trois à six heures du soir, et la seconde de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

**Publication de
la diffamation écrite**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), demande la permission de présenter le bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les journaux vous ont appris que le député de Saint-Louis voulait proposer une loi pour empêcher certains journaux de vilipender les Juifs. Je ne sais pas ce que contient le bill, mais nous pouvons le référer au comité des bills privés.

Adopté sur division. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Taux d'intérêt
payé par le gouvernement**

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le taux de l'intérêt payé par le gouvernement de cette province sur le découvert de \$14,128,632.27 que ses comptes accusaient le 31 décembre 1931, ainsi qu'il appert à la page 164 des journaux de l'Assemblée législative, 25 janvier, 1932?

2. Quel a été le taux de l'intérêt payé par le gouvernement sur le découvert que ses comptes accusaient le 31 décembre 1930, ainsi qu'il appert à la page 145 des journaux de l'Assemblée législative 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 5½ %.

2. 5 %.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme;

- bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
 - bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Charte de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières. Les amendements sont lus une première fois.

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Frères de la Charité et école de réforme pour jeunes délinquants

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté.

En comité:

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française a acheté la Palestre du national à Montréal et elle veut bénéficier de l'exemption de taxes dont jouissait la Palestre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)¹: Cette loi exempte de taxes les propriétés de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française dans toutes les villes de la province. Je crois que cette mesure est de nature à priver les villes de revenus dont elles ont besoin.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française sera soumise, quant aux taxes, aux lois régissant les maisons d'éducation. Elle paiera d'après cette loi les taxes d'eau, etc.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'on devrait restreindre ces exemptions de taxes à la ville de Montréal.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) dit qu'il va se procurer d'autres renseignements quant aux projets de l'association.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Délai de prescription des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant la loi des vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cet amendement a pour but de permettre aux magistrats, en cas de violation à la loi, de condamner à l'amende et aux frais les violateurs à la loi défendant aux enfants l'entrée au théâtre, au lieu de simplement à l'amende, comme à présent.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, 8 h 30 du soir.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Il est assez exceptionnel que le président de la Chambre intervienne dans un débat. Le fait que M. Bouchard est secrétaire de l'Union des municipalités de la province de Québec peut fournir une explication à cette situation, selon *The Quebec Chronicle* du 29 janvier 1932, page 1.

Séance du lundi 1^{er} février 1932**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 8 h 40¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
des mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

C'est afin d'empêcher que le gravier et le sable soient considérés comme des minerais. On veut empêcher l'exploitation que se permettent certains propriétaires de terrains miniers, en prétendant que le sable et le gravier de leur propriété faisaient partie de leur mine, et qui exigent des prix exorbitants. De cette façon, nous ne serons pas empêchés d'ouvrir des routes dans les régions minières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des salaires
des ouvriers employés aux travaux
pour remédier au chômage**

M. Messier (Verchères), appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), demande la permission de présenter le bill 168 modifiant la loi concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage².

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
articles 313, 339 et 1178**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup), appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), demande la permission de présenter le bill 169 modifiant les

articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des terres et forêts,
article 72**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 33 modifiant l'article 72 de la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

À la suite du jugement du Conseil privé, il a été décidé que les compagnies d'assurances tombent sous la juridiction des provinces, même si elles ont une charte fédérale. Il s'agit par le présent bill d'harmoniser la loi provinciale au sujet des compagnies à charte fédérale. Par notre loi, nous voulons exercer un contrôle sur les compagnies d'assurances. Cette mesure n'est que temporaire, car le gouvernement envisage une refonte complète de la loi des assurances.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Des problèmes de plus pour les compagnies d'assurances, je suppose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que mon honorable ami devrait considérer comme un problème le fait que les compagnies d'assurances qui opèrent dans la province tombent sous sa juridiction.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des dettes
et des emprunts municipaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le

bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Qu'est-ce que c'est?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois avouer que je l'ignore. Il a été préparé par des officiers de loi de mon département, mais nous aurons les explications lors de la deuxième lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Désignation et enregistrement du droit de coupe de bois

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 217 modifiant le Code civil relativement à la désignation et l'enregistrement du droit de coupe de bois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Retour à la terre, correspondance avec le fédéral

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1932, demandant la production de copie de documents et de correspondance entre le gouvernement fédéral et celui de la province, relatifs au retour à la terre. (Document de la session no 46)

Questions et réponses:

Route nationale Québec-Saint-Jérôme et Hébertville

M. Guertin (Hull): 1. Un nommé J.-Raoul Desbiens, d'Hébertville-Station, Lac-Saint-Jean, a-t-il obtenu du gouvernement de cette province un contrat pour la construction d'une partie de la route nationale Québec-Saint-Jérôme et Hébertville?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ce contrat a-t-il été signé?

3. Quelle longueur de chemin doit-il faire et quelle est la nature de ce travail?

4. Quel était l'estimé de la valeur de ce travail?

5. Quel est le montant accepté pour ce contrat et comment est-il payable?

6. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions et dans la négative, pourquoi?

7. Le contracteur a-t-il donné des garanties et dans la négative, pourquoi?

8. Le gouvernement a-t-il obligé le contracteur à employer les travailleurs sans distinction de couleur politique?

9. Quand le contrat doit-il être terminé?

10. Depuis quelle date les travaux en question sont-ils suspendus et pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Le 24 novembre 1931.

3. Une longueur de 2.42 milles sur une largeur de 60 pieds entre les clôtures. Les travaux consistent en défrichement, terrassements, fossés, clôtures, ponceaux, murs en pierre et gravelage.

4. \$47,623.82.

5. L'entrepreneur exigeait \$52,678.36, mais il a accepté de faire les travaux pour le montant de l'estimation. Ce montant est payable de la façon suivante: "Les travaux exécutés par l'entrepreneur dans le cours d'un mois lui sont payés dans le cours du mois suivant, après déduction du prix des matériaux que le ministre a convenu d'acheter, et des retenues."

6. Non. Ces travaux devaient être faits par les chômeurs de la région du Lac-Saint-Jean, spécialement par ceux d'Hébertville, et afin de ne pas retarder le travail, le département a accordé le contrat pour le montant de l'estimation faite par ses ingénieurs.

7. Lors des paiements, il est fait une retenue de 10 % sur la valeur des travaux exécutés; cette retenue est payée à l'entrepreneur un an après l'exécution des travaux sur la valeur desquels elle a été faite.

8. Le contrat n'en parle pas.

9. En 1932.

10. Le 8 décembre 1931, suivant l'ordre de l'ingénieur du département, à cause de l'impossibilité d'exécuter les travaux de terrassements durant l'hiver à cet endroit.

Route de l'Église de Saint-Bruno du Lac-Saint-Jean

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il payé des extra en plus des prix du contrat donné à Paul Tremblay, d'Hébertville-Station, pour le

remplissage de deux coulées dans le chemin de front du rang de l'Église de Saint-Bruno du Lac Saint-Jean en 1930 et 1931?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il payé et pour quels extra?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. Répondu au No 1.

The Viewmount Land Company Limited

M. Marchand (Jacques-Cartier): La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Plage Laval

M. Fillion (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fillion (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents de perception

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 concernant les agents de perception soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Baux de maisons

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

Pont sur la rivière Batiscan et ponts de l'Île Perrot

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera défendu de vendre des alcools

ou des spiritueux en bouteilles, à moins qu'un timbre spécial émis et oblitéré conformément à la loi des timbres (statuts refondus, 1925, chapitre 24), ne soit apposé sur chaque bouteille.

2. Que ces timbres porteront les dénominations suivantes:

a. Cinq centins si la capacité de la bouteille est de treize onces ou moins; ou

b. Dix centins si la capacité de la bouteille est de treize onces mais n'excède pas vingt-sept onces; ou

c. Quinze centins si la capacité de la bouteille excède vingt-sept onces.

3. Que ces timbres seront achetés d'avance par la Commission des liqueurs de Québec et fournis par le trésorier de la province.

4. Que cette taxe, qui sera désignée comme taxe du chômage, sera payable par l'acheteur des alcools ou des spiritueux à ladite commission qui, en ce cas, agira comme agent du revenu de la province.

5. Que le produit de la vente de ces timbres sera versé, par le trésorier de la province, à un fonds spécial affecté au remboursement, en capital et intérêts, des emprunts qui ont été ou seront faits, aux fins de venir en aide aux chômeurs.

M. Barré (Rouville): De nouvelles taxes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il nous faut nécessairement créer des revenus. Je le dis tout de suite: pour rencontrer nos obligations, il nous faudra emprunter et c'est pour honorer cet emprunt que nous imposons cette taxe. Nous avons besoin des produits de cette taxe pour faire face aux obligations contractées, particulièrement par le coût des travaux de chômage. Nous avons dépensé énormément pour les travaux du chômage. Quand la limite accordée pour l'exécution des travaux sera atteinte, soit pendant les deux années qui se termineront le premier juin prochain, nous aurons dépensé \$9,000,000 pour notre part.

M. Barré (Rouville): Ce neuf millions de dollars comprend-il l'aide fédérale?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non! Cette aide a été fournie par la province de Québec. C'est plus que la moitié de la somme dépensée par le gouvernement Bennett pour les mêmes fins. Nous avons été généreux, trop généreux peut-être pour nos amis de la gauche.

J'ai déclaré, au cours des débats sur le discours du trône et le budget que cette année nous

ne pourrions faire autant si nous n'avions pas de revenus. Certains journaux³ ont fait du bruit, se sont scandalisés parce que nous sommes à découvert avec les banques de \$14,000,000. Mais la chose ne doit pas surprendre. Car, sur les \$9,000,000 pour les travaux de chômage, nous n'avons emprunté que \$2,300,000⁴. Le reste, soit \$7,000,000 a été pris à même le fonds consolidé⁵. Je ne le cache pas, pour rencontrer ces obligations supplémentaires, il faudra emprunter.

Nous devons emprunter pour réaliser cela, car nous ne pouvons laisser l'éducation, l'agriculture, les routes et la colonisation manquer d'argent. Nous exigeons un droit de cinq cents sur les liqueurs alcooliques en quantité de moins de 13 onces, de dix cents pour une quantité de 13 à 27 onces, de 15 cents pour les quantités de 27 à 40 onces. Cette taxe ne pèsera en somme que sur ceux qui se permettent le luxe des liqueurs fortes. Ces gens-là peuvent très bien payer une petite taxe. Ils ne s'en rendront pas compte, mais c'est avec des sous que nous trouverons les sommes nécessaires pour rencontrer nos obligations.

Si l'estimé des officiers de notre département est correct et si les ventes de liqueurs alcooliques de l'année prochaine sont les mêmes que celles de cette année, nous devrions recueillir quelque chose comme \$450,000, soit un total suffisant pour nous permettre de payer l'intérêt sur ce que nous serons obligés d'emprunter, et même de créer un fonds d'amortissement, comme le dit la dernière résolution: "...sera versé, par le trésorier de la province, à un fonds spécial affecté au remboursement, en capital et intérêts, des emprunts qui ont été ou seront faits, aux fins de venir en aide aux chômeurs."

J'espère que la population acceptera cette nouvelle obligation sans récriminations. Ceux qui trouveront cela dispendieux pourront acheter autre chose que des liqueurs alcooliques, soit la bière et les vins qui sont exemptés. Cela sera conforme d'ailleurs à notre politique qui a toujours été de vulgariser l'usage des vins de préférence aux spiritueux.

Cela satisfera tous ceux qui croient que la consommation des boissons légères devrait être encouragée et ce sera conforme également avec la politique de tempérance du gouvernement. Avec cette loi, nous ne taxons pas les vins, même les plus dispendieux.

Nous voulons continuer à développer l'usage des vins.

M. Barré (Rouville): Les municipalités ont contribué aussi⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous avons dépensé près de \$9,000,000 l'an passé et cette année, et cela ne comprend pas les montants fournis par le fédéral et les municipalités. Quelques municipalités, cette année, n'ont contribué souvent que pour 10 %, voir même 5 % et 2 %, et d'autres n'ont contribué pour rien du tout.

Et puisque la question est soulevée, il est bon de dire que l'on exploite un sentiment à tort. C'est peut-être aussi bien que la population de notre province le sache. Il y a des députés fédéraux qui parcourent les comtés de la province en disant ceci aux gens, aux municipalités: "Nous vous donnerions davantage si Québec voulait contribuer autant que nous". Cependant, c'est Ottawa qui nous a imposé une limite que nous ne pouvons pas dépasser. Il n'est donc pas juste de parler de la sorte. Ce n'est pas la vérité. Ceux qui affirment qu'il ne dépend que de Québec qu'Ottawa dépense n'importe quel montant font acte de mauvais citoyens.

Québec a fait sa large part. Nous, de la province de Québec, avons dit que nous sommes au bout de nos ressources pour ce qui est de s'engager dans des travaux de cette sorte. Et nous savons que telle est la position d'Ottawa; ils ne peuvent aller plus avant dans les dépenses de pareilles sommes pour l'aide au chômage. Cela a été dit publiquement.

Et je voudrais que le gouvernement fédéral fasse une déclaration analogue, indiquant que nous avons accompli notre large part, pour bien mettre les choses au point. Je ne crains pas de l'affirmer: Ottawa a fait généreusement sa part, il a bien fait les choses, de même que les municipalités, mais la province ne s'est pas laissée devancer et elle a été très généreuse. Nous avons fait largement la nôtre.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Je suis heureux des paroles du premier ministre. Représentant d'une division qui a fait souvent appel au comité du chômage, je suis fier de dire que la province a fait son devoir. Dans certaines municipalités de mon comté, la part des municipalités n'a été que de 10 %, le reste de leur part étant payée par la province. Chacun a fait sa part, et l'on devrait parler avec plus de sincérité que quelques-uns le font. Les députés fédéraux évitent leurs responsabilités.

Que l'on soit donc sincère. Que l'on ménage les représentants du peuple. Nous avons donné tout ce que nous pouvions. Ce n'est pas le temps, il me semble, d'essayer de soulever les foules.

Je crois que le fédéral et le provincial ne peuvent faire davantage, et l'on devrait avoir le courage de dire que l'initiative privée doit maintenant

se préoccuper du sort des chômeurs. Cessons d'exploiter le peuple en donnant tort à qui n'en a pas. Aujourd'hui, nous devons dire aux gens: "Ayez un peu d'initiative". Les gouvernements ne peuvent pas toujours vous aider comme ils l'ont fait. Ottawa a fait son devoir, Québec l'a fait doublement.

M. Taschereau (Bellechasse): J'abonde entièrement dans le sens du député de Gaspé-Sud. Je représente le comté de Bellechasse qui compte 17 paroisses. De ce nombre dix ou douze ont fait appel pour des travaux de chômage. M. Eugène Dussault, commissaire fédéral du chômage, a répondu que les municipalités devaient au gouvernement provincial de verser une contribution de 30 % dans les travaux de chômage et que, si Québec le voulait, le permettait, les municipalités n'auraient pas à donner plus de 5 à 10 %. Je demanderais à M. Dussault de prendre ses responsabilités comme le provincial sait prendre les siennes.

La province a pris en juste considération toutes les demandes qui lui ont été faites là-dessus, par l'entremise du comité pour le fonds d'aide aux chômeurs qu'il a formé, et je suis convaincu que l'ensemble des municipalités sont satisfaites de la manière dont les choses ont été menées. S'il est arrivé accidentellement des conflits, c'est dû à des ingérences comme celles dont j'ai parlé. C'est injuste et c'est une mauvaise politique que de tenir un tel langage, sachant qu'il est absolument faux. Rien n'apparaît plus faux, quand on sait ce qu'a fait et ce que fait encore le gouvernement de cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Lorsque l'an dernier, nous avons formé un comité du chômage, nous avons frappé à la porte des deux partis de notre province et nous n'avons reçu de blâme de personne: nous avons fait appel à des rouges et à des bleus. Tout a bien été et nous nous sommes bien accordés avec le fédéral. Nous nous sommes toujours bien entendus avec l'honorable M. Robertson ou les officiers de son département.

Mais l'erreur qu'Ottawa a faite cette année, ça été de mettre l'administration du chômage entre les mains d'un partisan comme M. Dussault, un candidat archibattu aux dernières élections et qui n'est pas capable de s'élever au-dessus de la politique pour traiter du chômage. Si ça ne va pas, c'est dû à M. Dussault qui explique les refus légitimes d'Ottawa en prétextant que le provincial ne veut pas consentir tel octroi. La vérité c'est que ni l'un ni l'autre gouvernement ne veut accorder des demandes illégitimes. Je le répète, avec Ottawa tout a bien marché.

M. Barré (Rouville): M. Dussault est absent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça ne m'étonne pas qu'il soit absent: il a été battu six fois.

M. Barré (Rouville): Ce dont il s'agit ici c'est d'une taxe nouvelle. Les dépenses de chômage doivent être temporaires. Il faut prendre le mal à la racine. Il me semble que le gouvernement devrait prendre, pour régler la situation, ses obligations, d'autres moyens que ceux des petites taxes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel autre moyen avez-vous à nous suggérer?

M. Barré (Rouville): On aurait pu être plus prévenant. Si le gouvernement s'était préoccupé plus vite, davantage, du sort de l'agriculture, si les cultivateurs avaient été plus encouragés à demeurer sur la terre, si on leur avait permis de faire une concurrence avantageuse à leurs voisins dans la vente des produits de la ferme, si on leur eût assuré de meilleurs marchés, une meilleure et plus solide instruction, de plus sûrs moyens de vivre, nous n'aurions pas une agriculture en désarroi; on eût gardé le cultivateur chez lui et, aujourd'hui, on ne l'aurait pas sur les bras et l'on ne serait pas obligé de dépenser des millions pour le retourner à la terre. Si le gouvernement avait moins crié à l'industrialisation et veillé davantage à garder aux terriens une mentalité rurale, les gens de la campagne ne seraient pas venus augmenter le nombre de chômeurs. Il y aurait moins de chômeurs et moins de pensionnaires. Au cours de la dernière campagne, nous avons entendu souvent dire que si ça n'allait pas mieux, c'était la faute du fédéral.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement a-t-il une idée du montant dont il aura besoin d'ici le 1^{er} juillet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En tout, le gouvernement est obligé pour près de \$9,000,000, desquels \$2,800,000 ont été empruntés l'an dernier.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais combien devrez-vous emprunter d'ici le 1^{er} juillet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il va falloir emprunter d'ici le 1^{er} juillet une somme de \$6,000,000 environ. Cela doit être ajouté à la

somme de \$2,800,000 déjà empruntée l'an dernier, de sorte qu'à l'heure actuelle, les obligations du gouvernement pour les travaux de chômage sont exactement de \$8,896,000.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je crois que nous tous de la province de Québec pouvons féliciter les autorités fédérale et provinciale du fait que nous n'ayons eu pratiquement aucun problème avec les chômeurs, eu égard à la manière dont les sommes ont été traitées. Mais je persiste à penser que le gouvernement semble ne pas avoir pris de mesures pour couper dans ses dépenses; s'il l'avait fait, nous aurions probablement pu éviter d'augmenter les taxes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le prochain budget, c'est-à-dire celui qui s'étend du 1^{er} juillet 1932 au 1^{er} juillet 1933, le chef de l'opposition, et il peut en être certain, verra que les dépenses ont été réduites.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le montant de la solde des officiers de police mentionnés dans la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est une réorganisation de la police. La loi pourvoit à ce qu'il y ait un chef qui résidera soit à Québec, soit à Montréal. Si le chef est à Montréal, le chef-adjoint sera à Québec et vice-versa. Le bill pourvoit aussi à la classification des constables et donne au chef le pouvoir de suspendre lesdits constables. À Montréal, il y a actuellement 28 constables et 14 détectives provinciaux; à Québec, nous avons 56 constables et 16 détectives. Cela ne veut pas dire que Québec est moins vertueuse que Montréal. Le nombre de constables est plus considérable à Québec à cause de la surveillance qu'il faut exercer dans les édifices publics de la province qui sont plus nombreux à Québec qu'à Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Comté (M. Bédard).

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 41 de la loi de la police et du bon ordre (statuts refondus, 1925, chapitre 68), est remplacé par le suivant:

"41. Le corps de police comprend:

"6. Lorsque le chef de la sûreté de la province de Québec réside dans la cité de Montréal, la personne nommée chef pour la division de Québec exerce ses fonctions dans le district d'appel de Québec, tel que compris et défini pour les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et il doit résider dans la cité de Québec;"

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 41 de la loi de la police et du bon ordre (statuts refondus, 1925, chapitre 68), est remplacé par le suivant:

"41. Le corps de police comprend:

"6. Lorsque le chef de la sûreté de la province de Québec réside dans le district de Montréal, la personne nommée chef pour la division de Québec exerce ses fonctions dans le district d'appel de Québec, tel que compris et défini pour les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et il doit résider dans le district de Québec;"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 7 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 41 de la loi de la police et du bon ordre (statuts refondus, 1925, chapitre 68), est remplacé par le suivant:

"41. Le corps de police comprend:

"7. Lorsque le chef de la sûreté de la province de Québec réside dans la cité de Québec, la personne nommée chef pour la division de Montréal exerce ses fonctions dans le district d'appel de Montréal tel que compris et défini pour les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et il doit résider dans la cité de Montréal;"

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 41 de la loi de la police et du bon ordre (statuts refondus, 1925, chapitre 68), est remplacé par le suivant:

"41. Le corps de police comprend:

"7. Lorsque le chef de la sûreté de la province de Québec réside dans le district de Québec, la personne nommée chef pour la division de Montréal exerce ses fonctions dans le district d'appel de Montréal, tel que compris et défini pour

les fins de la Cour du banc du roi siégeant en appel, et il doit résider dans le district de Montréal;"

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande quel sera le traitement du chef de la sûreté de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le traitement du chef de police est de \$6,000, et celui du chef suppléant de \$4,000. On présume que la clause touchant la rémunération vise en particulier à assurer un traitement raisonnable aux constables et détectives de la police provinciale.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et **M. Fisher (Huntingdon)** demandent si la police provinciale était à la disposition de quiconque se trouvant victime de vols dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

affirme que des coûts doivent être garantis dans plusieurs cas.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) veut savoir si la centaine de constables spéciaux, qui opéraient à Montréal et dans le district lors de la dernière élection provinciale, ont été nommés par le chef provincial de police.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

explique qu'ils n'ont été nommés ni par le chef provincial, ni par le procureur général. C'est la magistrature de la métropole qui leur a fait prêter serment pour intervenir dans des cas urgents qui surviendraient lors de la situation électorale.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ne serait-il pas bon pour la province de suivre l'exemple des provinces des Prairies, qui ont déclaré qu'elles abandonneraient leurs propres polices pour confier la surveillance de leur province à la Gendarmerie royale du Canada?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous n'avons pas du tout l'intention d'abandonner la

surveillance de notre province aux autorités fédérales, même si les autres provinces le faisaient.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité du Code municipal.

La séance est levée à 10 h 15.

NOTES

1. *The Quebec Chronicle* du 2 février 1932, à la page 3, souligne que seulement quelques députés de plus que le nombre requis pour former le quorum étaient présents.

2. Relativement à la présentation de ce bill, *Le Canada* du 2 février 1932, à la page 7, écrit ce qui suit: "L'on demande des explications, mais il semble que seul le député de Verchères (M. Messier) puisse les donner et il n'était pas présent. L'on croit que ce bill a pour effet de contrecarrer la loi présentée par l'honorable M. Arcand sur l'insaisissabilité des salaires des chômeurs. Il est présenté dans l'intérêt des marchands, mais l'on doute qu'il soit adopté."

D'ailleurs, le bill Arcand n'a de force, en somme, que pendant une durée de quelques mois seulement."

3. *La Presse* du 2 février 1932, à la page 9, écrit que ce sont les députés de l'opposition qui le prétendent.

4. *L'Événement* et *The Gazette* disent \$2,800,000; *L'Action catholique*, *La Patrie* et *La Presse*, \$2,000,000; *Le Canada*, plus de \$2,000,000.

5. *Le Devoir* du 2 février 1932, à la page 2, emploie les termes "fonds ordinaires".

6. *The Gazette* du 2 février 1932, à la page 1, nous présente un texte très différent quant aux propos de M. Barré. La réponse du premier ministre est à peu près semblable à celle rapportée par les autres journaux, à l'exception des pourcentages qui sont carrément différents. Voici le texte de *The Gazette*:

M. Barré (Rouville): Vous dites que la province de Québec s'est engagée pour un montant de \$9,000,000. Il faudrait donc multiplier par quatre pour obtenir le total de ce qui a été déboursé pour l'aide au chômage?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pas nécessairement, puisqu'il y a des municipalités qui n'ont pas payé 25 %. Certaines n'ont payé que 10 et 15 % du total dépensé dans leur circonscription...

Première séance du mardi 2 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Montreal Tramways Limited,
Loi 1 George V, article 18**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power) que les articles 510, 511, 513, 514 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Montreal Tramways Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la section 18 de la loi 1 George V, 2^e session, chapitre 77, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de Montreal Tramways, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'article 18 de la loi 1 George V, 2^e session, chapitre 77, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931;

- bill 53 concernant la ville d'Amos;
- bill 61 modifiant la loi des licences;
- bill 63 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice;
- bill 159 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules-automobiles;
- bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat;
- bill 210 modifiant la loi des vues animées.

Votre comité rapporte également que le bill suivant a été rejeté:

- bill 156 modifiant le Code de procédure civile relativement à certains bureaux publics.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

Votre comité recommande aussi de restreindre le plus possible les créances privilégiées sur les immeubles, telles qu'énumérées à l'article 209 du Code civil.

Il a également entendu des suggestions relativement à l'opportunité qu'il y aurait de grouper les jeunes gens des villes qui le désirent, sur des terres.

Questions et réponses:

**Crédits engagés
par la province**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le gouvernement répondra-t-il à la question 1, inscrite au feuillet 3 le 3 décembre², 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, Il est tout probable que nous ne répondrons pas. Voici cette question: Pour quelle somme le crédit de la province est-il engagé dans chacun des objets suivants:

- a. amélioration de la voirie;
- b. construction ou aide à la construction de ponts;
- c. construction ou aide à la construction d'institutions de bienfaisance (hôpitaux, hospices, asiles, refuges, etc.);
- d. construction ou aide à la construction de petites écoles;
- e. construction ou aide à la construction d'écoles modèles ou académiques;
- f. construction ou aide à la construction de collèges ou d'universités;
- g. construction ou aide à la construction d'écoles d'agriculture;
- h. construction ou aide à la construction d'édifices publics;
- i. construction ou réparation de chemins de colonisation.

On remarque que cette question nécessite un travail de géant de la part des officiers des départements, d'autant plus qu'elle est sujette à plusieurs interprétations. Je regrette, la chose est impossible. Il y a des précisions que nous pourrions obtenir seulement en consultant des documents qui remontent à sept ou huit ans³, et ce travail de recherche nous conduirait à la fin de la session, sans que l'on puisse rédiger un semblant de réponse. On m'a déjà remis un rapport incomplet relativement à la demande faite par mon collègue de la gauche, mais comme je porte la responsabilité de ces réponses, je veux les donner complètes, ce qui est impossible dans le cas présent. En plus, il se trouve des articles, dont l'exécution, bien qu'autorisée, n'est pas encore faite. Ainsi pour les ponts, on ne sait pas encore si certains seront construits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La besogne n'est pas si considérable, puisqu'à l'article des ponts, le ministre des travaux publics (l'honorable M. Francoeur) m'a transmis un état détaillé. De même le secrétaire provincial (l'honorable M. David) m'a transmis une grande partie des renseignements demandés. En plus, beaucoup des renseignements demandés se trouvent dans les procès-verbaux de la Chambre pour la dernière session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je veux donner une réponse complète et à point. D'ailleurs, au point de vue légal, la question se pose souvent si, pour certains cas, le crédit de la province est réellement engagé.

**Travaux de voirie,
Paroisse Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean**

M. Guertin (Hull): 1. Combien a coûté l'élargissement de la route entre les lots 7a et 7b du rang 10 de Signaï dans la paroisse de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean?

2. Qui étaient les conducteurs de ce travail et quel salaire a reçu chacun d'eux?

3. MM. Georges Tremblay et Jos.-Augustin Simard ont-ils reçu de l'argent au sujet de ce travail et dans l'affirmative pourquoi?

4. Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu?

5. Qui étaient les contremaîtres et quel salaire a reçu chacun d'eux?

6. Quels salaires ont été payés aux journaliers et aux hommes avec cheval et voiture?

7. De combien de pieds cette route a-t-elle été élargie et sur quelle longueur?

8. De quelle date à quelle date a duré ce travail?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$10,440.

2. MM. André Bouchard, Hermas Laberge et David Fortin; \$4.00 par jour.

3. et 4. M. Georges Tremblay n'a rien reçu; M. Jos.-Augustin Simard a reçu \$27.50, soit 110 heures d'ouvrage comme journalier à \$0.25 de l'heure.

5. Répondu au No 2.

6. \$2.50 pour un homme; \$3.50 pour un homme et un attelage simple; \$4.50 pour un homme et un attelage double.

7. De 20 pieds additionnels sur une longueur de 6,236 pieds.

8. Du 13 juillet au 26 septembre 1931.

**Université
de Montréal**

M. Plante (Montréal-Mercier): *Le Devoir*, annonce que l'Université de Montréal fermerait ses portes au mois de mars, faute de fonds. On y apprend également, hier, que les députés de Montréal sont indifférents au sort de l'Université de Montréal. On y lit: "Des députés de la région de Montréal, priés de rencontrer certains membres de l'Université, ont ignoré l'invitation et se sont abstenus."

Je tiens à déclarer qu'un représentant de l'Université, M. Ernest Décary, président de la corporation universitaire, m'a appelé par téléphone et m'a chargé de demander aux députés de Montréal de le rencontrer, dimanche dernier, le 24 janvier, à Montréal. C'est moi-même qui ai invité les députés en son nom, mais malheureusement M. Décary n'a pu venir nous rencontrer. Mais il a été entendu par la suite que ce représentant viendrait rencontrer les députés montréalais à Québec, le mercredi suivant, pour discuter le problème de l'Université avec nous. Toutefois, ce représentant n'est pas venu.

Le Devoir est donc mal renseigné quand il dit que nous avons ignoré l'invitation, car nous étions prêts à rencontrer les autorités de l'Université de Montréal qui ne sont pas venues.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. l'Orateur, je tiens à approuver les paroles de l'honorable représentant de Montréal-Mercier (M. Plante). J'ai reçu un téléphone le 23 janvier pour rencontrer les directeurs de l'Université de Montréal. Dans la suite, on m'a dit que les directeurs viendraient plutôt rencontrer les députés de Montréal à Québec.

Je suis surpris que *Le Devoir* fasse cette déclaration. Je suis certain qu'il était de bonne foi, mais je tiens à déclarer que les députés de Montréal ne sont pas désintéressés, indifférents au sort de leur université. Je suis prêt à rencontrer les autorités universitaires quand la chose sera possible.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): Je regrette la publication de cette nouvelle du *Devoir* et je veux assurer l'Université de toute la sollicitude des députés de Montréal. Je tiens à dire que les députés de Montréal se sont toujours intéressés au progrès de l'université.

Loi des liqueurs alcooliques

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je n'étais pas présent hier soir à cause d'un deuil, mais j'ai lu les déclarations de l'honorable premier ministre qui a dit que le gouvernement avait l'intention d'apposer des timbres sur les bouteilles de liqueurs, mais que les vins ne seraient pas affectés. Le projet ne le dit pas cependant. Cette résolution

donne au gouvernement la pouvoir de mettre des timbres sur les bouteilles de liqueurs fortes et les vins. Le projet permet au gouvernement de vendre à la Commission des liqueurs des timbres d'avance. Je vois là un moyen pour le gouvernement de se faire un surplus facile et commode. Car, à n'importe quel jour, le gouvernement pourra dire à la Commission: Vous allez acheter pour \$500,000 de timbres.

Il n'aura qu'à vendre un gros montant de timbres et enregistrer cette somme à l'actif, bien que les timbres puissent n'être vendus qu'au bout de deux ou trois ans. Lorsqu'il ne sera pas en mesure d'annoncer un surplus, ce montant pourra lui servir. C'est ainsi que chaque année apparaissent au budget des sommes qui ne devraient apparaître que dans le budget de l'année subséquente. Voilà un des moyens employés par le gouvernement pour assurer un surplus à la fin de l'année fiscale. La Chambre ne devrait pas les encourager.

Il convient également de se demander si la taxe n'est pas exagérée et si elle n'entraînera pas par le fait même des fraudes, qui, en définitive, loin d'augmenter l'impôt, entraîneront une diminution. La chose s'est déjà vue.

Je me demande si le gouvernement a le droit d'imposer ce droit nouveau. Je ne critique pas l'imposition de taxes à ceux qui ont les moyens d'en payer, mais il ne faut pas dépasser la mesure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons longuement étudié cette question hier soir. Le représentant de Trois-Rivières dit que nous voulons nous créer de nouveaux revenus. Il a raison. Certainement, nous voulons nous créer de nouveaux revenus pour faire face à une dépense extraordinaire, celle du chômage. Nous avons payé depuis deux ans une somme de \$9,000,000. La taxe sur les liqueurs est un bon moyen d'en recouvrer une part et, de toute façon, le revenu de cette source a diminué l'an dernier de près de \$5,000,000. Or, nous ne pouvons pas enlever à la colonisation, l'agriculture, à la voirie, à l'éducation, à l'hygiène, etc., les crédits réguliers dont elles ont besoin pour venir en aide aux sans-travail, et c'est la raison pour laquelle nous imposons une taxe additionnelle sur les liqueurs. Il faudra contracter un emprunt et nous voulons assurer le paiement des intérêts. La taxe sur les liqueurs devra rapporter suffisamment pour constituer un fonds spécial destiné au rachat de cet emprunt, intérêt et capital.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne retirera pas ce que l'on croit de cette taxe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous détournez vos propres théories! L'honorable député de Trois-Rivières a une imagination que je pourrais appeler méridionale, surtout lorsqu'il pense à la vente des timbres, lorsqu'il prétend que la vente des timbres facilitera les surplus imaginaires. Pourtant, ce que la Commission nous donnera pour ces timbres, c'est autant de moins qu'elle nous donnera à la fin de son année. Il a découvert que nous pourrions vendre à la Commission plus de timbres qu'elle n'en a besoin. Il n'y avait que mon honorable ami pour découvrir cela. Nous vendrons des timbres à la Commission à mesure qu'elle en aura besoin, comme nous les vendons aux registrateurs. Je répète que ce droit est juste dans les circonstances. Il sera payé non seulement par les gens qui ont les moyens d'acheter des liqueurs mais aussi par les étrangers qui nous visitent.

Les résolutions sont adoptées sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):

L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française demande deux choses dans son bill. Elle veut que l'on porte le pouvoir de possession à \$200,000, au lieu de \$100,000, parce que l'A.C.J.C. a acheté un immeuble évalué à \$140,000 et qu'elle se propose d'en acheter d'autres. De plus, l'Association veut que ses biens présents et futurs soient exemptés de taxes, comme les biens des maisons d'éducation.

En somme, l'A.C.J.C., qui a acheté la Palestre nationale de Montréal, veut obtenir les mêmes pouvoirs accordés à l'association nationale en 1914, et la clause que l'on attaque est calquée sur l'ancienne charte de la Palestre.

L'A.C.J.C. poursuit un but de culture physique, de culture intellectuelle et de culture morale, cependant que l'association du national ne poursuit que le premier but. Pourquoi refuserions-nous ces pouvoirs à l'association catholique de la jeunesse? Allons-nous pour cela être moins généreux à l'égard de l'A.C.J.C.? D'ailleurs, je sais que le Y.M.C.A. et le M.A.A.A. qui sont des institutions pour développer la culture physique, ont les mêmes pouvoirs que ceux qui demandent l'A.C.J.C., jouissent de ces exemptions de taxes dans toutes les villes où ces associations ont des biens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une différence entre ce que la Palestre faisait et ce que l'A.C.J.C. veut faire, parce que l'A.C.J.C. étend ses activités en dehors de Montréal et demande l'exemption de taxes pour toutes les propriétés qu'elle occupera en dehors de Montréal. Je n'aurais pas d'objection à adopter la clause si elle s'appliquait seulement aux édifices possédés et occupés par l'Association.

M. le Président⁴, je me suis opposé à cette clause vendredi dernier parce que la clause dit que "les biens possédés par l'A.C.J.C." ne peuvent être taxés". Si l'on disait "les biens possédés et occupés par l'A.C.J.C.", je n'aurais pas d'objection à la clause. Je crois de plus que l'exemption ne devrait viser que les propriétés de l'Association dans Montréal. Les autorités municipales de Montréal se sont opposées à la clause telle que rédigée. Il me semble que la clause reste telle qu'elle est, l'A.C.J.C. pourra posséder des propriétés exemptées de taxes dans toutes les municipalités de la province.

Je me suis objecté à la phraséologie de ce texte parce que je le crois trop vague. Les taxes spéciales auxquelles on ne veut pas soustraire les biens de l'A.C.J.C. ne comprennent pas la taxe d'éclairage, alors que même les maisons d'éducation ne sont pas exemptées de cette taxe. Que l'on change les mots. Il y a aussi l'expression "terrains occupés" que l'on devrait modifier, afin que l'on ne puisse pas invoquer la loi pour ne pas payer de taxes du moment que l'A.C.J.C. occupera une partie d'un édifice ou d'un terrain.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je dois faire observer à l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) que l'association nationale a obtenu en 1914 des pouvoirs qui s'étendaient à toute la province. Cette clause est la même que celle qui existait dans la charte de l'association que possédait la Palestre, et l'A.C.J.C. veut remplir le but que se proposait l'association nationale à savoir, le développement physique de la jeunesse canadienne-française.

Nous ne demandons rien de plus pour l'A.C.J.C. L'A.C.J.C. ne veut pas de pouvoirs spéciaux, elle veut tout simplement être assimilée aux maisons d'éducation pour fins de taxes. Je suis prêt à consentir à une modification de la clause pour faire disparaître toute équivoque. Nous pourrions dire "tous les terrains occupés" et "les propriétés détenues" par l'Association.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une clause dangereuse, celle qui déclare que l'exemption est accordée pour la simple occupation ou location d'un terrain.

Je ferai observer à l'honorable ministre des Affaires municipales que les deux premières clauses du bill se contredisent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que le comité rapporte progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des dettes et des emprunts municipaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous présentons ce bill à la demande de l'Union des municipalités. Il permet à une municipalité, cité ou ville, d'emprunter sur simple résolution du conseil, approuvée par le ministre des Affaires municipales.

Actuellement, pour faire un emprunt, la ville est obligée de faire un règlement, et cette procédure prend toujours un peu de temps.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Épidémie de fièvre typhoïde

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 28 janvier 1932 sur la motion proposée le jeudi 28 janvier courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire et toute personne, depuis le 1^{er} septembre, 1931, au sujet de l'épidémie de fièvre typhoïde dans Sainte-Scholastique, comté de Deux-Montagnes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, en terminant ses remarques, l'autre jour, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) demandait une enquête dans le service d'hygiène.

S'il veut bien consulter le dossier que j'ai devant moi, il se rendra compte qu'une enquête n'est pas nécessaire. Il sera convaincu que le Bureau d'hygiène a fait tout son possible.

Il est bon de noter, dès le début, que Deux-Montagnes, de même que Laval n'ont pas d'unités sanitaires.

Le 9 octobre, le maire de Sainte-Scholastique a écrit au directeur du service d'hygiène de Montréal, qu'il y avait trois cas de typhoïde à Sainte-Scholastique. Le docteur Corsin, qui est inspecteur d'hygiène dans ce comté et a 72 municipalités à surveiller, a découvert qu'il y avait plus de trois cas. Il y en avait 14, dont le premier remontait au mois d'août précédent. Les autres avaient été cachés aux autorités, en violation de la loi, qui dit qu'en cas d'épidémie un rapport doit être fait toutes les semaines au Bureau d'hygiène par le conseil municipal intéressé, afin d'en marquer la progression ou la régression. Le directeur a attendu des nouvelles.

Or, la municipalité n'a pas fait d'autre rapport jusqu'au début de novembre, soit le 10, alors que le maire a téléphoné au directeur des services, lui annonçant le progrès de l'épidémie. Le docteur Corsin a fait rapport au service d'hygiène. Aussitôt l'inspecteur-général, le docteur Décary, a pris les moyens d'enrayer l'épidémie et a ordonné une enquête, puis a averti les ingénieurs du Bureau. Ceux-ci, après inspection, ont découvert que la typhoïde était propagée par l'eau de l'aqueduc. L'inspecteur a ordonné aussitôt de faire chlorer l'eau et fait vacciner plus de 200⁵ personnes, sans compter que des infirmières visitaient les malades.

Si, lorsqu'il a envoyé sa lettre du 9 octobre, le maire avait dit qu'il y avait 14 cas, dont 1 du mois d'août, il est certain que le service d'hygiène eût agi immédiatement. Mais comme il ne mentionnait que trois cas et que, contrairement à la loi, le conseil ne donnait pas d'autres nouvelles, on ne peut accuser le Bureau d'hygiène de négligence, d'autant plus que seul le maire a porté plainte.

Le 13 décembre, le maire a écrit une lettre où il se plaignait de ne pas avoir été mis au courant des activités du Bureau d'hygiène et demandait ce qu'il avait fait. Or, il était mis au courant le 11 novembre, puisque le docteur Corsin l'a vu et rencontré. Le docteur écrit en effet qu'il a rencontré le maire, lui a fait rapport le 16 novembre et le 3 décembre, deux autres rapports. L'honorable député de Deux-Montagnes, en examinant le dossier, verra que le docteur Corsin a tenu le maire au courant de toutes ses activités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre sait-il à quelle date on a découvert la cause de l'épidémie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le dossier ne mentionne pas la date, mais dès qu'on a

découvert que l'aqueduc était la cause de l'épidémie, on a chloré l'eau. Le dossier nous apprend qu'au mois de janvier des travaux à l'aqueduc ont été ordonnés. Je ne puis dire s'ils ont été exécutés. Il y a apparemment aucune négligence de la part du service d'hygiène.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je remercie l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) des renseignements qu'il nous a donnés. Il est vrai que la loi exige un rapport hebdomadaire sur les conditions sanitaires. Mais tous les députés admettront que rares sont les conseils municipaux qui font cela. Je suis certain que les conseils municipaux ignorent la loi qui les oblige à faire des rapports toutes les semaines, en cas d'épidémie. Je l'ignorais moi-même. Ce qui est certain, c'est que lorsque le maire de Sainte-Scholastique l'a averti le 9 octobre qu'il y avait trois cas, le service d'hygiène n'a pas pris action tout de suite.

Le service d'hygiène sait aussi par expérience que cette épidémie est très grave et qu'elle offre généralement ce danger d'éclater à plusieurs endroits à la fois, parce qu'elle est généralement due à l'eau d'alimentation. Or, on ne s'en est pas préoccupé et il a fallu un autre appel énergique du maire, le 10 novembre, soit un mois plus tard. Il a fallu un appel du médecin de Sainte-Scholastique, pour décider le Bureau d'hygiène à agir. En fait, l'ordre de faire les travaux remédiateurs n'a été donné qu'en janvier.

Cette épidémie, par le fait que le Bureau d'hygiène n'a pas agi tout de suite, a pris des proportions inquiétantes, puisqu'à la fin de novembre il y avait 166 cas. Quelques-uns de ceux qui ont été frappés en sont morts. Et la semaine dernière encore, une personne atteinte de cette maladie succombait. En plus, il semble que l'on se soit contenté de chlorurer l'eau d'alimentation, sans faire disparaître la source du mal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La chloration de l'eau a été faite au mois de novembre et les bacilles ont disparu. Il sera nécessaire maintenant de faire les réparations à l'aqueduc si elles ne sont pas faites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai confiance que l'honorable ministre verra à ce que le service d'hygiène ordonne l'exécution des travaux. Que l'on ordonne la fermeture de l'aqueduc s'il y a lieu.

La motion est adoptée.

Mouvement ouvrier et législation sociale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 27 janvier dernier:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies de tous documents relatifs au mouvement ouvrier en cette province et à la législation sociale qui intéresse les ouvriers.

M. Guertin (Hull): M. le Président, je félicite l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) du discours qu'il a prononcé sur cette motion. Mes félicitations sont sincères. Il est malheureux qu'il ait dit que nous devons toutes les lois ouvrières au Parti libéral. Rien de surprenant que le gouvernement ait été appelé à faire quelque chose pour les ouvriers. Avant 1897, avant l'avènement des libéraux, si les gouvernements conservateurs ont fait peu de chose pour la classe ouvrière, c'est parce qu'aucun gouvernement n'avait pensé à ces lois.

L'organisation ouvrière ne s'était pas beaucoup développée, et ce n'est qu'à l'étranger que des unions avaient commencé à revendiquer les droits du prolétariat. Avant cette époque, aucun gouvernement au Canada n'avait légiféré en matière de questions ouvrières. Depuis lors, grâce à leur esprit d'union, les ouvriers ont fait comprendre au gouvernement qu'il devait leur accorder une attention toute spéciale. C'est alors que les pouvoirs publics ont commencé à passer des lois de nature à aider la classe ouvrière. Le Canada, un peu à la suite des États-Unis, a adopté la reconnaissance des unions ouvrières.

Avons-nous raison de nous vanter du chemin parcouru pendant ces 34 années? Pendant que les autres provinces font des progrès, je dirai que, dans la province de Québec, nous sommes 25 ans en arrière pour les lois ouvrières et sociales. Les ouvriers auraient peut-être intérêt à choisir un nouveau gouvernement. Ils obtiendraient alors certaines réformes que le gouvernement libéral leur a toujours refusées dans le passé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous allons faire de nouvelles élections, alors.

M. Guertin (Hull): Si le ministre du travail, les orateurs qui m'ont précédé, au lieu de nous donner la liste des lois que nous avons, nous avaient

donné celle que nous n'avons pas, sa liste eût été plus longue. Je ne veux pas chicaner le ministre du Travail. Je veux faire un débat amical. J'ai bien confiance en lui. Je sais le nouveau ministre du Travail animé des meilleurs sentiments, et s'il veut bien faire, il a beau jeu. Je dirai, cependant, qu'il est en bien mauvaise compagnie, (rires à gauche et murmures à droite) et qu'il éprouvera peut-être un certain désappointement lorsqu'il connaîtra les intentions du gouvernement envers la classe ouvrière.

S'il n'en était que de lui-même cette année, le feuilleton du jour aurait été couvert de mesures destinées à améliorer le sort de l'ouvrier, et je sais qu'intérieurement le nouveau ministre applaudit à nos revendications en faveur de la classe ouvrière. Sa vie au sein des unions d'employés de chemins de fer est une garantie de ses bonnes intentions. Est-il nécessaire d'énumérer les concessions demandées au gouvernement par les ouvriers?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez! Écoutez!

M. Guertin (Hull): Le gouvernement a toujours répondu: Nous allons prendre cela en considération. Nous allons voir l'honorable ministre à l'œuvre. Je n'ai pas passé mon discours à la censure et je pourrais dire à l'honorable ministre ce que l'on attend du ministère du travail. J'espère que l'honorable ministre réussira à convaincre les endurcis qui ne veulent pas comprendre ce que le peuple demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez! Écoutez! C'est beau d'avoir confiance en soi.

(Rires)

M. Guertin (Hull): En matière de salaires raisonnables, Québec donne un très mauvais exemple aux employeurs privés. L'honorable ministre du travail devrait trouver la raison pour laquelle des ouvriers travaillant pour le gouvernement, à la voirie, ne touchent que 20 à 25 cents de l'heure et travaillent trop longtemps chaque jour. Et des ouvriers ne touchent leur maigre salaire qu'au bout de deux mois. Et on retrouve la même politique, avec quelques variations, dans tous les autres départements de l'administration. Il devrait chercher pourquoi l'International Paper - on dira que cela n'a rien à faire avec le gouvernement - a embauché des hommes dans la forêt à 35 sous par jour. Dans ma région, elle a baissé les salaires de ses bûcherons à \$1 par jour.

Il lit une résolution adoptée par une union ouvrière demandant que ces salaires soient élevés.

Il y a une compagnie, continue-t-il, qui a fait des démarches pour mettre sur le pavé tout un groupe d'ouvriers.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Nommez-la.

M. Guertin (Hull): Je ne crois pas que cela soit dans l'intérêt public de le faire.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Au contraire.

M. Guertin (Hull) insiste ensuite pour que des salaires raisonnables soient payés aux journaliers à l'emploi du gouvernement.

L'honorable ministre du Travail, poursuit-il, a loué le gouvernement de Québec pour les lois du chômage de 1930 et 1931. Tout le monde sait que le gouvernement de Québec a accepté cette loi avec répugnance parce qu'elle venait du gouvernement conservateur d'Ottawa. Sûrement que le Parti libéral n'essaiera pas de s'attribuer le mérite de cette loi par laquelle le Canada a donné l'exemple à tous les pays en assurant du travail à ses chômeurs.

Parlant de la loi des accidents du travail, le gouvernement a hésité longtemps avant de l'adopter, et il s'est vu contraint de le faire à la veille des élections provinciales, l'année dernière. Cette loi n'est pas parfaite. Nous recevons - tous les députés le savent - des plaintes de partout. J'ai souvent dit que la Commission des accidents du travail ne pourrait donner satisfaction sans avoir un bureau à Montréal.

Quant aux pensions de vieillesse, j'invite le ministre du Travail à faire les démarches nécessaires pour que le provincial en vienne à accepter la législation du fédéral. Nous devrions avoir ces pensions, surtout maintenant que le gouvernement fédéral paie 75 % de leur coût.

Pourquoi n'avons-nous pas des allocations familiales? Je recommande le système des allocations familiales qui a déjà été mis en vigueur dans des États américains. De toutes ces lois, celle qui serait le plus apte à réajuster le système économique de notre province, c'est celle des allocations aux familles nombreuses.

L'honorable ministre ne nous a pas parlé des assurances contre le chômage. On nous a dit que la Commission des assurances sociales est à faire enquête et fera rapport. La Commission a déjà fait des recommandations. Elle en fera d'autres.

Souhaitons qu'elles ne restent pas lettres mortes. L'honorable ministre du Travail a toute ma sympathie. J'espère qu'il nous donnera au moins un peu de ce que l'Ontario donne à la population. J'ai dit déjà qu'il y avait une différence de \$21,000,000 entre le budget d'assistance de l'Ontario et celui de Québec. J'espère que l'honorable ministre verra à corriger cela.

L'honorable ministre du Travail nous a exposé une belle thèse sur le crédit et les ventes à tempérament. Mais sa thèse n'est pas complète. Il ne nous a pas parlé de l'agiotage, des "schemes"⁶ machinations de la finance internationale, deux des principales causes de la présente crise économique.

Il cite une étude de M. Henri Bourassa sur les causes de la dépression économique.

L'honorable ministre du Travail devrait s'occuper de ce que M. Bourassa a appelé un "vol organisé", dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Êtes-vous partisan de M. Bourassa?

M. Guertin (Hull): Autant que le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous ne l'êtes pas beaucoup.

M. Guertin (Hull): Pour moi, il y a deux grandes causes du marasme international: l'apparition des machines dans les industries, la surcapitalisation et les finances internationales. Grâce aux crédits accordés à quelques pays européens où la main-d'œuvre se vendait à des prix dérisoires, il a été possible pour ces pays de produire à un si bas prix que le Canada et les États-Unis ne purent rivaliser.

La machinerie a remplacé la main-d'œuvre dans une mesure telle qu'il ne pouvait qu'en résulter une perturbation des conditions économiques. Alors qu'en 1918 le nombre de travailleurs était moindre qu'il ne l'était en 1908, la production a plus que doublé durant cette période. Les chemins de fer ont moins d'employés qu'en 1918, bien que le nombre de marchandises et de voyageurs transportés ait augmenté. Au théâtre, les employés de toutes sortes se voient déplacés grâce à de nouvelles machines. Les télégraphistes sont remplacés par des machines. Dans un grand nombre de bureaux, une foule d'employés sont remplacés par des machines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a les machines à parler aussi. (Rires)

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre s'agite. A-t-il peur des conclusions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les prémisses n'annoncent rien de dangereux.

M. Guertin (Hull): Autrefois, un ouvrier fabriquait 40 ampoules électriques. Aujourd'hui, une machine peut en faire des milliers. La même chose pour les lames de rasoir, les chaussures, etc. Le machinisme est le problème du jour. Le Bureau international du travail de Genève devrait en chercher la solution. Je propose qu'une conférence internationale soit tenue, sous les auspices du Bureau international de la main-d'œuvre, en vue d'un accord sur l'imposition d'une taxe sur la machinerie industrielle qui serait proportionnée au nombre d'hommes qui se sont vus privés de travail, et que les revenus soient dirigés à l'aide aux chômeurs.

Je répète que notre province est en arrière des autres pour les lois ouvrières et sociales, et j'espère que l'honorable ministre verra à améliorer notre situation. L'honorable ministre a voulu faire la morale à certains capitalistes, certains financiers, certains manipulateurs qui ne font pas leur devoir et verront peut-être, un jour, les ouvriers réclamer leur part sous le soleil.

Un ministre du travail est appelé à protéger les intérêts des pauvres, mais ici ce n'est pas ce qui existe depuis des années. On fait des concessions aux grosses compagnies, mais on a négligé les gens moins fortunés qui étaient dans le besoin.

La motion est adoptée.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que les deniers requis pour la mise à exécution des dispositions du paragraphe 5 de la loi des mines de Québec, tel qu'édicte par la section 3 de la loi qui accompagne la présente résolution seront pris à même le montant voté, chaque année, par la Législature pour les mines.

Notre but est de faire disparaître certaines difficultés que nous avons rencontrées dans la construction de chemins à travers les districts miniers. Nous avons de nombreuses demandes pour l'ouverture de chemins nouveaux, que nous appelons chemins de mines. Nous avons certains droits pour les chemins de colonisation, mais nous n'avons pas les mêmes droits pour les chemins de mines. Il se fait un grand développement minier au sud-ouest de Rouyn.

Le bill qui accompagne cette résolution donne au département des Mines le pouvoir de construire des routes dans les nouveaux districts aurifères de l'Abitibi qui se sont développés beaucoup depuis quelque temps. Le département de la Voirie n'a pas le droit de construire des routes dans ces régions où il n'y a pas de municipalités en dehors des territoires organisés. Il est dans l'intérêt public d'aider les compagnies qui font là des travaux importants. Je mentionnerai, par exemple, la compagnie Siscoe qui produit dans un de nos cantons pour \$50,000 d'or par mois. Il y en a d'autres. Elles ont besoin de chemins et nous voulons les aider. Dans plusieurs districts, il y a des marécages et les chemins sont difficiles à faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi demander à la Chambre le droit de dépenser le budget des mines dans la construction de chemins. Il me semble que l'on nous demande de donner carte blanche au ministre et que nous perdrons le contrôle des deniers publics.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous faites erreur. L'argent que nous dépenserons pour les chemins de mines sera pris à même les \$385,000⁷ que la Chambre vote pour le service des mines. La loi ne nous permet pas actuellement de construire de chemins avec ce crédit qui est limité, et sur lequel la Chambre ne peut aucun contrôle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette résolution est basée sur la loi qui est assez extraordinaire, car elle permet au ministre d'ouvrir des chemins de la largeur qu'il veut, de construire des ponts en bois ou en fer...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les ponts en fer seront rares.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre de la Voirie et des Mines, par cette loi, aura le droit de passer à travers les concessions forestières, d'abattre des arbres sans payer d'indemnité. Le concessionnaire a obtenu le droit d'exploiter la limite, sans ennui du gouvernement pour la voirie; il a le droit de couper les arbres. Si un autre, que ce soit le gouvernement ou un autre vient les lui couper, le concessionnaire a droit à une compensation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce sont les terres de la couronne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère que cette loi va trop loin. Le projet donne un mandat en blanc à l'honorable ministre. L'honorable M. Lapointe, qui était à côté du premier ministre aux dernières élections, protestait contre cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourquoi la province paierait-elle une indemnité à un détenteur de concessions parce que le département des Mines abat des arbres sur les terres de la couronne? Le détenteur a le droit d'abattre des arbres en payant le droit de coupe mais il n'est pas propriétaire de son terrain, et s'il ne coupe pas les arbres, pourquoi lui payer une indemnité? Encore une fois, ce sont des terres de la couronne, sur lesquelles le gouvernement a des droits. Nous sommes propriétaires du fonds.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et les bâtisses? Je crois que le principe est mauvais, car le ministre obtient le droit de faire passer un chemin à travers un camp sans payer d'indemnité.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous entendons appliquer cette loi avec bon sens et, si nous rencontrons un camp sur le tracé d'un chemin, nous modifierons le tracé et nous passerons à côté et même loin du camp. Mon honorable ami sait bien que nous ne passerons pas notre route à travers la cuisine d'un camp forestier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'en doute pas, mais j'ai un devoir à remplir et je dois faire ces observations à mon honorable ami le ministre de la Voirie et des Mines.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

D'après la loi des mines, le sable et le gravier étaient considérés comme des minerais. La loi définit que le sable et le gravier resteront ce qu'ils sont: du sable et du gravier.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 2 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prêteurs sur gages
et regrattiers**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers.

On a dit que s'il n'y avait pas de receleurs, il n'y aurait pas de voleurs. Je ne veux pas prétendre que tous les regrattiers et les prêteurs sur gages sont des receleurs, ils le sont peut-être sans le savoir. La loi actuelle a pour but de mettre fin aux épidémies de vols qui ont sévi dernièrement, cet hiver. Chaque regrattier sera tenu de faire rapport chaque semaine des marchandises qu'il a achetées ou des argents qu'il a prêtés sur gage, à la police provinciale et à la police municipale. De plus, il ne pourra disposer des objets achetés avant 8 jours. Lorsqu'un jeune homme de moins de 21 ans viendra vendre quelque chose, le regrattier devra au préalable le faire identifier. Ceci a surtout pour but de mettre fin aux vols par les jeunes gens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Forces hydrauliques
de la Gatineau**

M. Taschereau (Bellechasse), appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), demande la permission de présenter le bill 170 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Il s'agit de donner des pouvoirs plus étendus à la commission, dans le cas des expropriations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
Commission des services publics**

M. Taschereau (Bellechasse), appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), demande la permission de présenter le bill 171 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour des
jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour des jeunes délinquants.

Adopté.

**Prêteurs sur gages
et regrattiers**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers.

Adopté.

**Charte
de Québec**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il ne voudrait pas s'immiscer dans les affaires municipales de Québec, mais, dit-il, la question de la municipalisation de l'électricité est sérieuse et le vote de 37 à 15 par lequel la clause a été biffée ne représente pas la majorité de la Chambre.

J'avais entendu dire qu'un amendement pour remettre dans le bill la clause de la municipalisation, biffée au comité, serait présenté par le parrain du bill. J'aimerais entendre le parrain du bill, le député de Québec-Est (M. Drouin), là-dessus.

M. Drouin (Québec-Est): Comme parrain du bill, je dois faire la déclaration suivante. Les autorités de la ville ont étudié la question à savoir si elles allaient poser la question devant la Chambre.

La discussion a déjà duré quinze jours, au comité, et on ne croit pas qu'une nouvelle discussion apporterait des faits nouveaux. Les autorités de la ville en sont venues à la conclusion de ne pas présenter de nouveau cette clause: elles ne veulent pas rouvrir en Chambre un débat qui ne saurait tourner autrement qu'au comité. La cité de Québec m'a demandé de ne pas demander le rétablissement de l'amendement concernant la municipalisation.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Ladies City Mission of Quebec, vente d'un immeuble

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est proposée.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le Conseil législatif a adopté le bill de Montréal, après y avoir ajouté 23 longs amendements. Je crois qu'il y a quelque chose à dire quant à l'amendement au sujet des expropriations des rues Colborne et Smith, et

ensuite le bill pourra être adopté tel quel. Je désire ajouter un amendement à l'amendement du Conseil pour dire que la ville ne pourra emprunter sans référendum que lorsque le tunnel de la rue Wellington aura été terminé. D'après l'amendement du Conseil, la ville pourrait emprunter pour cette expropriation, sans référendum. Il n'est donc que juste que Montréal ne puisse faire cela avant que le tunnel Wellington, dont les travaux s'éternisent, soit terminé.

Je propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements, mais avec l'amendement suivant:

"Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article 70 proposé dans l'amendement 23ième:

"Toutefois les procédures en expropriation ne seront prises que lorsque la construction du tunnel de la rue Wellington sera totalement terminée."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le but que vise le proposeur ne sera pas atteint par cet amendement, étant donné la lenteur habituelle des procédures d'expropriation; elles devraient être entreprises immédiatement; autrement, les citoyens subiront l'absence de voies d'accès décentes une fois que le tunnel sera terminé. Il est bon que Montréal ait le temps voulu pour agir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il vaut mieux que l'on attende d'avoir terminé le tunnel.

L'amendement est adopté sur division.

La motion principale ainsi amendée est adoptée. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des paroisses et fabriques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons assurer le crédit de nos fabriques. Sans vouloir jeter le blâme sur qui que ce soit, il y a eu de grands malheurs et des pertes considérables dans le passé. À l'avenir, tout emprunt devra être fait par débentures ou obligations, par acte notarié ou par billet promissoire.

Dans le premier cas, les débentures devront porter la signature de l'évêque, de son administrateur ou d'une personne désignée par lui. Dans le deuxième cas, les mêmes signatures seront requises. Dans le troisième cas, les billets ne seront négociés qu'à une banque et devront porter également la signature de l'évêque ou d'une personne autorisée par lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que l'honorable premier ministre a soumis le projet à l'épiscopat, qu'il a reçu l'approbation de l'autorité religieuse?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas si tous les évêques ont été consultés, mais un groupe d'évêques a vu le projet; il l'a modifié et c'est le texte approuvé par eux que nous soumettons à la Chambre. Je crois que ce bill est dans l'intérêt des fabriques et évitera des pertes sérieuses, du genre de celles qui ont été faites dans le passé.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

La résolution est adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 202 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 112e de l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 112, le paragraphe et les articles suivants:

"5. Des chemins de mines

"112e. Les dispositions des articles 107, 113a, 113b, 113c et 113d de la loi de la voirie (chapitre 91), s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux acquisitions de terres, et de parties de terres et autres droits et aux règlements des indemnités, prévus par le présent paragraphe 5. Cependant, les mots "ministre de la voirie" et "département de la voirie", partout où ils se rencontrent dans lesdits articles, désignent pour les fins du présent paragraphe 5 le "ministre des Mines" et le "service des Mines"."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement.

Le paragraphe 112e est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 112, le paragraphe et les articles suivants:

"5. Des chemins de mines

"112e. Les dispositions de l'article 107 de la loi de la voirie (chapitre 91), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 32, section 4 et des articles 113a, 113b, 113c et 113d de ladite loi tel qu'édictees par la loi 21 George V, chapitre 52, section 2, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux acquisitions de terres, et de parties de terres et autres droits et aux règlements des indemnités, prévus par le présent paragraphe 5. Cependant, les mots "ministre de la Voirie" et "département de la Voirie", partout où ils se rencontrent dans lesdits articles, désignent pour les fins du présent paragraphe 5 le "ministre des Mines" et le "service des Mines"."

Ce paragraphe ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 112f de l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 112, le paragraphe et les articles suivants:

"5. Des chemins de mines

"112f. Les municipalités ont le droit de verbaliser tout chemin ou pont fait en vertu du présent paragraphe 5, en tout ou en partie dans les limites de leur territoire par le gouvernement, mais elles ne peuvent en ordonner la fermeture sans l'autorisation du ministre."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement.

Le paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 112, le paragraphe et les articles suivants:

"5. Des chemins de mines

"112f. Les municipalités ont le droit de verbaliser ou de réglementer tout chemin ou pont fait en vertu du présent paragraphe 5, en tout ou en partie dans les limites de leur territoire par le gouvernement, mais elles ne peuvent en ordonner la fermeture sans l'autorisation du ministre."

Ce paragraphe ainsi amendé est adopté.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

L'article 4 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, je tiens à protester contre cette mesure qui, d'après moi, confère des pouvoirs trop extraordinaires au ministre de la Voirie et des Mines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Dont acte.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**Loi de la police
et du bon ordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il n'y a pas de mal à centraliser la direction de la police provinciale, en autant qu'on ne permettra pas d'ingérence politique dans la police. C'est là une situation déplorable et qui peut enlever au peuple le respect dû à la police provinciale. Je crains qu'on ne fasse de cette police un instrument politique.

Je ne veux pas m'aventurer sur un terrain litigieux, mais c'est un fait qu'ici, dans la province de Québec, il est arrivé trop souvent que la police provinciale soit utilisée comme arme politique au bénéfice d'un seul parti, et ce, non seulement au détriment de la population en général, mais en totale négation des droits du peuple qui, sans égard à sa couleur politique, contribue aux salaires et à l'entretien dont il est question. Cette force doit être respectée, elle doit inspirer et mériter toute l'admiration que tous éprouvent pour la Gendarmerie Royale du Canada à Ottawa qui, elle, ne s'est jamais mêlée de politique. Pendant des années, la police provinciale n'a pas répondu aux aspirations du peuple. Il y a eu un grand nombre de crimes impunis.

Il critique, en particulier l'affaire Renaud.

Ce fameux détective, dit-il, aurait même été condamné récemment à Sherbrooke. Or, ces insuccès de la Sûreté provinciale sont dus à l'ingérence politique. On veut augmenter cette dernière.

La police ne peut retrouver tous les criminels, évidemment. La loi qu'on nous propose permet au gouvernement d'engager des policiers à l'essai. C'est là un danger de faire de la police un instrument politique. On permet de laisser entrer dans le corps de la police des éléments indésirables. Pendant que les policiers seront à l'essai, les crimes se commettront. Je crois que les policiers seront à l'essai tant que l'on ne connaîtra pas leurs convictions politiques. Voyez-vous une police formée de constables à l'essai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le député de Trois-Rivières se plaint surtout du fait que nous ayons des policiers à l'essai. Ce qui est dans la loi nous est demandé par le chef Maurice Lalonde, de Montréal, et le chef Léon Lambert, de Québec, un vétéran de la guerre, contre qui mon honorable ami n'a sûrement rien à dire. N'est pas policier qui veut, comme n'est pas aviateur qui veut. Nous ne voulons pas destituer un homme qui ne fera pas l'affaire de ses chefs. On ne peut pas juger à la couleur des yeux d'un homme s'il est bon policier ou non. On ne peut pas voir si un homme fera un bon détective en lui regardant dans le blanc des yeux. Il faut un apprentissage pour cela comme pour d'autres choses. En les prenant à l'essai, nous pouvons voir s'ils ont des dispositions et s'ils n'en ont pas. Avec un essai, le chef peut savoir si l'aspirant est apte à la position.

On pourra les remercier sans les destituer, ce qui est toujours une tâche! Et, nous proposons cela, je le répète, à la demande de nos chefs de police. Les chefs Lalonde et Lambert tiennent à cette condition de prendre des hommes à l'essai, car l'examen médical est insuffisant. On peut être en bonne santé sans avoir les aptitudes requises pour faire un bon policier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais beaucoup de ces hommes étaient engagés à l'essai, à la veille des élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami est affublé d'un esprit tordu; il est victime de sa propre imagination.

Il (M. Taschereau) insiste sur le fait que le gouvernement n'a jamais embauché d'employés permanents ou temporaires à la veille d'élections. Les présidents d'élection ont cependant le droit de faire appel à des constables spéciaux.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): M. le Président, ce que le gouvernement propose n'est pas nouveau. À Montréal, on engage les policiers à l'essai pour 30 jours. À Trois-Rivières, on engage les policiers à l'essai pour 30 jours.

(Applaudissements)

C'est le contrôleur de la cité de Trois-Rivières qui a fait adopter ce règlement, il y a trois ans⁸. C'est un règlement nécessaire, car on ne sait pas si un policier est bon sans l'essayer. Il faut aussi l'exercer au tir au pistolet. Je crois que la clause dont se plaint mon honorable ami de Trois-Rivières est très juste.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 21 George V, chapitre 124

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Mercier (M. Plante).

M. Duplessis (Trois-Rivières): De quelle autorité on a changé l'emplacement du tunnel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La question a été longuement débattue au comité des bills privés et c'est le comité qui s'est prononcé en faveur de la rue de l'Église.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des droits sur les successions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit tout simplement d'un article de concordance.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts contractés par la corporation de l'École polytechnique, n'excédant pas en tout cent quarante mille dollars, mentionnés dans l'article 6c de la loi 57 Victoria, chapitre 23, tel qu'édicte par la loi qui accompagne la présente résolution, à la condition que la corporation assure ses édifices pour les trois quarts de leur valeur et transporte au gouvernement les polices constatant ces assurances, et à toutes autres conditions qu'il fixera.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)⁹: L'an dernier, la Législature a autorisé la corporation de l'École polytechnique à faire une consolidation de dette de \$500,000. Un doute s'est élevé. On a dit que l'école ne pouvait consolider plus que le montant de sa dette à l'époque de la passation de la loi, soit \$360,000. Le but du projet basé sur cette résolution est de permettre à l'École polytechnique de consolider une dette de \$140,000, ce qui porte son pouvoir d'emprunt à \$500,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'École polytechnique a rendu des services signalés à la province.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Elle en rendra encore.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de l'Université de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'en avons pas encore¹⁰.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas encore!

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code du notariat,
article 91**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit de permettre à un notaire de garder un greffe d'un confrère décédé pendant cent ans, au lieu de cinquante ans, comme à présent.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹¹:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de passer à l'étude de ce crédit, le ministre peut-il répondre à cette partie de ma question au feuilleton à savoir: Pour quelle somme le crédit de la province est engagé pour la construction ou la réparation des chemins de colonisation.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Pour la construction, \$733,000; pour la réparation, \$260,000.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre nous dira-t-il quelle est la politique qu'il entend poursuivre?

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'eus l'occasion de le dire à la Chambre ces jours derniers au cours d'un débat. J'ai aussi présenté un projet de loi pour le retour à la terre qui a été discuté ce matin, au comité de l'agriculture, et reviendra dans deux ou trois jours devant la Chambre.

M. Guertin (Hull): Il y aura un budget supplémentaire cette année pour la colonisation?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le ministre ne demande-t-il pas \$1,500,000 au lieu de \$1,000,000?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il est impossible de dire, deux ans à l'avance à un sou près, la somme qu'il faudra pour administrer un département tellement considérable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, j'attire l'attention du ministre sur la paroisse de Saint-Colomban, où il est nécessaire de construire un chemin. Je demanderais à l'honorable ministre de la Colonisation de faire faire une étude pour savoir ce que coûtera le chemin.

L'honorable M. Laferté (Drummond): \$5,000 seront dépensés, dans la prochaine année, pour la construction d'un chemin à Saint-Colomban dans le comté de Deux-Montagnes.

M. Guertin (Hull): De la somme votée l'an dernier pour la colonisation, est-ce qu'on a employé de l'argent pour le mouvement de retour à la terre?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non. Nous avons dépensé actuellement pour la colonisation \$1,125,000 sur les \$1,200,000 que la Chambre nous avait votés. Nous demandons un crédit de \$1,000,000 cette année, soit \$200,000 de moins. Mais, dans tous les départements, on fait des économies.

M. Guertin (Hull): Je suis surpris qu'on ne vous demande pas de voter un crédit pour le mouvement de retour à la terre.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le gouvernement a fait un effort considérable pour activer ce mouvement de retour à la terre depuis le mois de juin dernier. On dit que nous avons cela pour les élections. Nous avons entrepris cette tâche sans autre but que de remédier au chômage. Nous voulons savoir le résultat de notre mouvement et les finances de la province de Québec ne sont pas inépuisables. Le mouvement a eu d'heureux effets. Il a décongestionné des centres urbains et a donné un élan à la colonisation. Mais il faut savoir le résultat et, pour cela, il faut attendre un peu.

M. Guertin (Hull): Le mouvement sauveur a permis aux orateurs libéraux de vanter le gouvernement. Il doit être continué et je suis certain que la Chambre m'approuvera si je demande à l'honorable ministre d'augmenter d'un million les crédits de la colonisation pour continuer ce mouvement.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le ministère a beaucoup fait pour la colonisation au cours de l'année. Nous avons dépensé plus d'un million pour ce mouvement. C'est sûrement mieux que les promesses jamais réalisées de M. Bennett.

M. Guertin (Hull): Au moment des élections, oui. Le budget de la colonisation est un budget politique.

Il dit qu'il revient d'un centre de colonisation et qu'il possède une information de première main à l'effet que l'item en discussion est une source de patronage des plus prolifiques et qu'on se doit de le regretter.

Le premier ministre et les orateurs libéraux, continue-t-il, ont promis, aux dernières élections, que le gouvernement placerait les chômeurs sur des terres. Le mouvement doit donc être continué.

Je veux dire un mot du rapatriement. Il semble que le crédit de \$50,000 pour le rapatriement serait mieux employé à aider nos colons qu'à faire revenir au pays des gens qui sont américanisés. Pourquoi dépenser \$100,000 pour ramener des gens ici, des gens qui ont abandonné leurs terres au moment de la prospérité. On devrait se confiner à rétablir sur les terres ceux qui encombrant nos villes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): N'est-il pas vrai que le Parti conservateur a déjà adopté une résolution se prononçant en faveur du rapatriement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. le Président, l'honorable député de Hull a fait des promesses au cours des dernières élections. Ces promesses ont été remplies à la lettre et nous ne pouvons pas en dire autant des promesses d'un certain premier ministre qui, après avoir dit qu'il réglerait le problème du chômage, a fait payer les provinces et les municipalités.

Nous avons placé des chômeurs sur les terres et nous avons tout payé nous-mêmes. Le gouvernement provincial a tenu ses promesses en aidant les colons de toutes manières: construction de chemins, construction de maisons et dépendances, primes de défrichement, etc.

Quant au rapatriement, les vues de l'honorable député de Hull ne concordent pas avec celles de l'ancien chef de l'opposition, l'honorable M. Sauvé, aujourd'hui ministre des Postes à Ottawa, ni avec celles de son chef actuel, M. Houde. L'opposition nous a demandé souvent d'augmenter le crédit de \$50,000 pour le rapatriement. Il y a deux ans, la Chambre a voté ce crédit et l'opposition l'a approuvé. Ce matin encore, nous recevions de la Nouvelle-Écosse une demande de renseignements sur notre politique de rapatriement que l'on veut imiter. Ce n'est pas le seul cas. Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario nous ont aussi demandé des renseignements à ce sujet. Notre politique n'est donc pas si mauvaise. La bonne vieille province de Québec donne le bon exemple aux autres provinces.

L'an dernier, le gouvernement avait rapatrié 455 familles avec allocations et 386 familles sans allocation. Les familles qui reviennent des États-Unis sont triées et elles ont au moins \$1,500 à \$2,000. Le gouvernement leur donne \$300 pour premiers frais d'établissements. Sur ce nombre, 823 familles se sont établies sur la terre, et 18 seulement dans les villes. Ces dernières sont revenues d'elles-mêmes. De plus, ces familles ont apporté ici un capital de \$1,257,795. (5 % de ces familles sont restées sur la terre où elles avaient été établies).

M. Guertin (Hull): M. le Président, on aide des déserteurs qui ont fait bombance aux États-Unis et reviennent au Canada à cause du chômage qui sévit là-bas. Pendant ce temps, on refuse d'aider ceux qui sont restés au pays. C'est une anomalie. Je suis assez patriote pour souhaiter le retour des nôtres qui vivent aux États-Unis, mais aidons les gens de chez nous d'abord.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

La séance est levée à 11 h 05.

NOTES

1. *Le Soleil* du 3 février 1932, à la page 3, écrit 3 h 25.

2. *Le Soleil* du 3 février 1932, à la page 3, écrit le 8 décembre. C'est une erreur puisqu'une vérification au feuilleton démontre que cette question y a été introduite par M. Duplessis le 3 décembre 1931. De plus, *Le Soleil* relate que ce dernier, à chaque ouverture de séance, pose cette question.

3. *Le Canada* du 3 février 1932, à la page 1, dit: "Il faudrait remonter dix ans en arrière..."

4. En l'occurrence le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), puisque le président et le vice-président de la Chambre sont les principaux intervenants sur ce bill.

5. *Le Devoir* du 3 février 1932, à la page 2, écrit 500 personnes.

6. Des machinations.

7. Montant du budget pour les mines en 1931-1932.

8. C'est M. Gabias lui-même qui était le contrôleur, selon *L'Événement* du 3 février 1932, page 8.

9. *L'Événement* du 3 février 1932, à la page 8, stipule que l'honorable Perrault pilote le projet pour M. David.

10. *Le Soleil* du 3 février 1932, à la page 7, écrit "pas du tout".

11. M. L.-A. Richard, sous-ministre, accompagne le ministre de la Colonisation pour renseigner la Chambre.

Première séance du mercredi 3 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social;

- bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

**Manutention
de la gazoline**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 67 concernant la manutention de la gazoline.

Ce projet de loi a pour but d'empêcher la contrebande de la gazoline, d'exercer un contrôle plus efficace sur la manutention de la gazoline dans les limites de la province de Québec. Le gouvernement veut empêcher, suivant une expression populaire, tout "bootlegging" de la gazoline. Le bill obligera chaque importateur, distributeur ou agent de gazoline à fournir au gouvernement, à la fin de chaque année, un rapport de ses opérations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des services publics,
experts techniciens et employés**

M. Sauvé (Deux-Montagnes), appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), demande la permission de présenter le bill 172 modifiant la loi de

la Commission des services publics relativement aux experts techniciens et employés de la Commission.

Le bill a pour but de retirer au gouvernement le droit de nommer les experts et techniciens de cette commission.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Constituts et régime
de tenure dans Hull**

M. Guertin (Hull), appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), demande la permission de présenter le bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

La loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull rallonge de deux ans, pour les propriétaires de terre de cette cité, la période durant laquelle ils pourront faire l'acquisition de leurs propriétés auprès des propriétaires fonciers, à une valeur fixe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Montreal Tramways Limited
Loi 1 George V, article 18**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77 soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill demande la ratification par la Législature du contrat entre la Montreal Tramways Company et les villes de Longueuil et Montréal-Sud, en ce qui concerne le service d'autobus sur le pont du havre.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

Pêcheries maritimes

M. Chouinard (Gaspé-Sud) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur):

Que cette Chambre est d'avis qu'il serait opportun d'appeler la coopération du gouvernement fédéral en vue du développement de nos pêcheries maritimes.

Comme je suis le représentant d'un comté particulièrement intéressé aux pêcheries, j'ai cru qu'il était de mon devoir de présenter cette motion, inscrite au feuillet on il y a quelques semaines.

Je ne veux être que l'interprète fidèle des pêcheurs de Gaspé. Je n'ai qu'une ambition, exprimer leurs sentiments et leur *desiderata* avec modération, dans l'espoir de pouvoir, par quelques suggestions, participer à la politique bienfaisante dont ils font l'objet de la part du gouvernement de cette province. Qu'il me soit permis de remercier le gouvernement de ce qu'il a fait pour les pêcheurs de mon comté depuis quelques années. Je veux aussi réclamer pour ces pêcheurs certaines réformes nécessaires à leur industrie.

La pêche est une des plus anciennes industries du Canada. Lors de la Confédération, le gouvernement fédéral avait l'administration de toutes les pêcheries. À la suite de décisions judiciaires, il y eut des changements et, en 1922, le gouvernement fédéral transféra à Québec l'administration des pêcheries de cette province, sauf celles des Îles-de-la-Madeleine.

Aujourd'hui, le fédéral contrôle les pêcheries en eau salée des provinces maritimes et de la Colombie anglaise, les pêcheries en eau douce des provinces des Prairies et celles des Îles-de-la-Madeleine.

En 1930, la valeur totale des pêcheries du Canada était de \$47,864,216 et l'industrie employait plus de 80,000 personnes. En 1931, les pêcheurs du Canada ont débarqué plus de huit millions de quintaux de poissons, mais il ne faut pas oublier qu'ils ont opéré dans des conditions défavorables. De plus, le rendement sera certainement moindre pour la dernière année que pour 1930, car la crise mondiale a eu pour effet de faire diminuer les prix sur le marché.

Pour l'année 1930, la valeur de la production des pêcheries de notre province fut de \$2,502,998, soit \$1,976,798 pour les pêcheries maritimes et \$526,200 pour les pêcheries intérieures. Plus de 12,000 personnes y trouvèrent de l'emploi. Dans les premiers onze mois de 1931, les pêcheurs québécois ont débarqué 61,500,000 livres de poisson et 15,000 personnes ont été employées, soit 1,500 dans les exploitations de pêches lacustres et fluviales, et le reste dans les exploitations de pêches maritimes.

J'ai cru à propos de faire cette brève revue de l'industrie de la pêche au pays, avant de traiter des pêcheries maritimes dans notre province et de la coopération que nous sommes en droit d'attendre du fédéral.

Depuis 1922, les pêcheries maritimes sont sous le contrôle de la province de Québec. Il s'est fait du bon travail et, au gouvernement libéral qui dirige

ses destinées, les pêcheurs doivent beaucoup. Il suffit de référer aux comptes publics de ces dernières années, surtout, pour s'en convaincre. Grâce aux généreux octrois accordés pour la construction des barges et des chaloupes de pêche, pour les gréments, pour engins à gazoline, etc., nos pêcheurs exercent aujourd'hui leur rude métier dans des conditions plus favorables qu'autrefois.

Ils ont confiance en l'honorable ministre des Pêcheries (M. Laferté) qui connaît bien nos marins pêcheurs, car il les visite souvent, a donné son attention à leur industrie. Ils ont apprécié son œuvre, l'œuvre du gouvernement libéral, et ils n'ont pas manqué de donner, l'occasion s'étant offerte, lors des dernières élections, le témoignage de gratitude qu'il leur incombait de donner.

Nos pêcheurs sont aussi reconnaissants au surintendant des pêcheries maritimes qui leur a jamais ménagé ses sympathies. Ils sont confiants que le gouvernement, par une politique généreuse et bien ordonnée, assurera l'essor et la stabilité de cette industrie.

Plus de seize différentes espèces de poissons sont prises dans les eaux maritimes de notre province, mais il est indéniable que la morue séchée est notre plus importante variété. Sur les marchés étrangers, sa qualité est reconnue et elle se vend à prime. Tous les rapports, tant du fédéral que du provincial, justifient cette déclaration.

Pour retenir le marché, le gouvernement a fait des efforts. Des classificateurs et des inspecteurs ont été nommés. Les devoirs de ces officiers consistent à surveiller les établissements où l'on prépare le poisson et à faire la classification lors de l'exportation. C'est un travail délicat mais important. On a dit quelquefois que la classification était trop sévère. Je suis persuadé que nos pêcheurs se convaincront davantage de la nécessité de mettre sur le marché une marchandise de première qualité pour le conserver, ce qui permet aux pêcheurs d'obtenir des prix plus avantageux pour leurs produits. Il faut reconnaître les exigences des marchés étrangers et prendre tous les moyens à notre disposition pour les garder. J'aime à croire que mes paroles ne seront pas mal interprétées par ceux qui n'ont pas partagé cette manière de voir dans le passé, car je ne désire qu'une chose: travailler pour que les pêcheurs reçoivent le meilleur rendement possible, en tenant compte des difficultés à surmonter.

Notre principal marché pour la morue séchée est en Italie. Notre province, jusqu'à date, a compté sur le représentant canadien du commerce pour la vente du poisson.

Or, vu les exigences du marché, je crois que le gouvernement canadien devrait avoir en Italie un représentant attiré du département des pêcheries.

Je ne prétends pas que le représentant actuel du commerce ait manqué en quoi que ce soit dans l'accomplissement de ses devoirs. Loin de moi cette pensée. Les pêcheurs ont cependant à plusieurs reprises constaté que leurs acheteurs en Italie faisaient des représentations qu'ils n'auraient pas faites, s'il avaient eu, sur les lieux, un représentant connaissant ce que c'était du poisson et capable de discuter avec les acheteurs.

N'oublions pas que le Canada ayant imposé des droits sur les marchandises importées d'Italie, Mussolini a répondu en se servant de la même arme et, en particulier, sur le poisson du Canada, un droit de 15 % a été imposé². En provoquant cette augmentation de 15 % de la part de l'Italie, le gouvernement fédéral n'a certainement pas aidé nos pêcheurs. S'il juge à propos de ne pas faire davantage, ne serait-il pas possible que la province de Québec ait son propre représentant en Italie, au moins pendant les mois d'exportation? J'ai confiance que cette suggestion sera favorablement considérée.

Je crois de plus qu'il serait opportun pour retenir notre marché de poisson aux États-Unis d'avoir un représentant à Boston et un autre à New York. Nos pêcheurs et nos petits commerçants de poisson en retireraient certainement un grand avantage. Ces agents pourront aider directement nos pêcheurs.

Ces représentants, me dira-t-on, ne donneront pas leurs services gratuitement, et le budget des pêcheries en sera d'autant obéré. Si je réfère aux comptes publics, je vois qu'un montant d'à peu près \$12,000 a été payé l'an dernier pour les services de certains officiers sous le contrôle de la Coopérative fédérée. J'apprécie le travail fait par la Coopérative fédérée, mais je crois être encore l'interprète des pêcheurs en disant que les résultats obtenus ne peuvent maintenant justifier le gouvernement de continuer à payer le salaire de ces employés.

Je n'entends pas, par cette déclaration, m'attaquer à l'organisation coopérative. C'est peut-être le seul moyen d'assurer aux pêcheurs la plus forte part du revenu de l'industrie, et il est à souhaiter que nos coopératives locales puissent survivre et se réorganiser. Là n'est pas le point. Je reste d'avis que, durant les prochaines saisons de pêche, des représentants en Italie et aux États-Unis feraient pour les pêcheurs un travail plus efficace que celui que pourraient faire les quelques employés de la Coopérative fédérée, malgré toute leur bonne volonté.

J'ai dit que la morue séchée constitue la variété la plus importante des poissons que nous mettons sur le marché.

Pendant longtemps, dans les provinces maritimes, le principal revenu des pêcheries se trouvait aussi dans le commerce de poisson salé. La mise en vigueur des tarifs Fordney-McCumber et Hawley-Smooth ayant pour effet de réduire considérablement le marché américain, pour le produit des pêcheries du Canada, et le changement des conditions mondiales ont fait subir aux pêcheries de ces provinces d'importantes modifications.

Des efforts ont été faits pour établir un commerce de poisson frais sur le marché canadien. Il est reconnu que les Canadiens ne consomment pas beaucoup de poisson. Ce qui peut paraître étrange, c'est qu'ils en consomment moins depuis que les prix sont réduits.

Le 15 juillet dernier, à la Chambre des communes, M. Rhodes, ministre des Pêcheries, disait: "Un relèvement de 10 livres par tête d'habitant dans la consommation annuelle du poisson augmente la demande de 10 millions de livres". Même si nous atteignons ce chiffre, qui n'a rien d'extravagant, notre consommation resterait encore en deçà des trois quarts de celle de la mère patrie où la population, cependant, se nourrit surtout de viande.

Je ne me fais pas d'illusion. Je me rends compte que des centres de pêcheurs sont échelonnés tout le long de la côte nord et de la côte sud, qu'un quart seulement peut avoir un accès facile aux chemins de fer, et qu'avec notre production actuelle, nous ne pouvons contrôler les marchés de poisson frais au Canada.

Je me rends compte aussi que nous n'avons pas dans Québec de pêcheurs par chalutiers. Nous n'avons dans Québec que des pêcheurs à la ligne ne pouvant exploiter leur industrie que du mois de mai au mois de novembre. Ils sont donc handicapés par les pêcheurs des provinces maritimes. Ils ne peuvent pas par eux-mêmes alimenter le marché toute l'année.

Je sais cependant que le gouvernement de cette province verra à ce que nos pêcheurs puissent bénéficier du travail qui s'annonce pour le développement des marchés de poisson frais. Ici la question de l'entreposage frigorifique peut se poser. N'y a-t-il pas lieu de tenter une expérience en ce sens, afin de conserver notre homard, notre saumon de Gaspé? Il n'est pas à propos de négliger le commerce de poisson frais. Il nous faudra trouver des débouchés, surtout si le gouvernement italien nous ferme son marché.

Il y a moyen de trouver un marché pour le poisson frais dans Québec et dans les autres provinces canadiennes. Il n'y a pas de raisons pour que le poisson réellement frais ne soit pas servi sur la table de nos demeures, dans les hôtels, les restaurants et les wagons-réfectoires. Mais il est désirable que nous prenions notre part, qu'il s'agisse de poisson frais ou congelé par système moderne. S'il y a des organisations qui désirent nous aider, ne les négligeons pas, car c'est à elles qu'un jour les pêcheurs devront leur salut.

Nous pouvons en offrir plusieurs variétés aux consommateurs, et ils seraient contents d'avoir du vrai saumon de Gaspé. L'an dernier, le saumon de Terre-Neuve a envahi nos marchés de Québec et de Montréal. En 1930, il s'est importé un million de livres de saumon de Terre-Neuve. Le gouvernement fédéral aurait dû protéger notre marché contre cet envahissement, car ce saumon, que l'on donne comme du saumon de Gaspé, n'en est pas et cela est de nature à déprécier notre produit sur les marchés extérieurs. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas alors coopéré avec nous en imposant des droits de trois à cinq centins par livre? Puisse cette coopération nous être assurée avant longtemps.

Les pêcheurs, pendant les beaux mois de l'année éprouveront de grandes difficultés à se procurer de la "boëtte"³. Désireux de travailler, ils sont très souvent forcés de chômer parce qu'ils n'ont pas de harengs et ne peuvent s'en procurer.

Je suis convaincu que le gouvernement de cette province aiderait grandement les pêcheurs en construisant des entrepôts frigorifiques pour la congélation de la "boëtte". Ils pourront ainsi s'en procurer au besoin et ne seront plus forcés de perdre leur temps le long des quais ou sur les rivages.

Les pêcheurs de Gaspé comptent sur cette aide, et j'ai confiance qu'ils ne seront pas déçus. Ainsi pourront-ils, ces valeureux fils de la mer, travailler davantage et exercer avec plus de satisfaction leur rude métier.

Il est entendu que le gouvernement doit prendre la responsabilité des entreposages de la "boëtte". Tous les pays, y compris Terre-Neuve et le Canada, ont constaté que cette entreprise relevait de l'État.

Que Québec fasse une expérience. Nous en retirerons certainement un avantage.

Si nous ne pouvons compter sur le gouvernement fédéral pour nous construire des entrepôts frigorifiques pour la "boëtte", ne serions-nous pas en droit d'attendre une plus grande coopération dans l'installation d'une station expérimentale sur la côte de Gaspé?

Les services du service biologique de la province, les activités de la station biologique des Trois-Pistoles, ne s'étendent pas aux pêcheries maritimes.

Au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Colombie anglaise, le gouvernement canadien a des stations expérimentales. Le fait d'avoir pratiquement fait disparaître toute dualité du contrôle ne devrait pas empêcher une coopération désirable et désirée des pêcheurs. Le département de l'Agriculture à Ottawa contrôle des fermes expérimentales dans notre province et les cultivateurs profitent des recherches souvent faites à grands frais, par des cours pratiques et des démonstrations sur place. La même coopération existe au service des mines, et les pêcheurs prétendent, avec raison, que la même chose pourrait être pratiquée quant aux pêcheries maritimes, et aussi, ils bénéficieraient des cours pratiques qui leur seraient donnés en français et en anglais. C'est une coopération à laquelle ils ont droit.

Les pêcheurs sont en droit d'attendre une coopération plus étroite entre le fédéral et le provincial lorsqu'il s'agit de développer leur industrie. Le gouvernement fédéral ne devrait pas mesquiner sur cette coopération.

M. le Président, quant à ce qui regarde le provincial, les pêcheurs de notre province se demandent si le ministère de la Colonisation et des Pêcheries va leur continuer les généreux octrois qu'il a bien voulu leur accorder dans le passé pour construction de barges. Dans le cas contraire, si vous décidez de ne pas encourager nos pêcheurs par un octroi aussi libéral pour la construction de leurs barges et de leurs "flats", ne pourriez-vous pas leur donner à ces gens, qui souffrent et qui peinent, une prime ressemblant à celle que vous donnez aux colons depuis quelques années, afin de pouvoir faire face à la situation lorsque la saison de pêche est moins bonne?

Sachant que cette question est à l'étude, je n'ai pas l'intention d'insister davantage sur le sujet.

J'ai confiance dans l'avenir des pêcheries, assuré de l'essor que leur donnera le gouvernement de Québec. C'est cette conviction qui m'a engagé à demander plus de coopération de la part du gouvernement fédéral, coopération qu'il accorde volontiers à l'agriculture et au service des Mines de cette province.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je commencerai par féliciter l'honorable député de Gaspé-Sud pour l'intéressant débat qu'il a soulevé. Cette question intéresse profondément la population de mon comté.

Les pêcheries sont la huitième industrie du Canada et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne fût pas la première de la province de Québec. Nous avons sur la Côte-Nord un des plus considérables champs de pêche du monde. Les quatre plus grands champs de pêche sont situés à l'ouest de l'Europe: au détroit de Behring, sur les côtes du Pacifique et de l'Atlantique. Le champ de l'Atlantique appartient à la province de Québec, dans la proportion de 80 %. Sur la Côte-Nord, il y a 800 à 900 milles de côtes propices à la pêche. Nous avons dans le golfe Saint-Laurent les plus belles pêches en eau profonde qu'il puisse y avoir.

On évalue à \$60,000,000 les produits annuels de l'industrie de la pêche, en Canada. La part du Québec est de \$3,000,000.

Il s'est élevé des difficultés, des controverses acerbes, au sujet des pêcheries. C'est dire que nos pêcheries ont été un enjeu considérable. Elles ont même fait l'objet de traités. Il a fallu faire des traités avec les États-Unis. Même au traité de Paris, les États-Unis voulaient s'emparer de nos pêcheries. Il y a eu des difficultés, même dans notre pays, et elle ont été réglées en 1920 par le Conseil privé. Il fut décidé que le gouvernement fédéral avait juridiction sur les pêcheries en eau profonde, pour les eaux salées, mais que Québec, les provinces, gardaient⁴ juridiction pour les eaux intérieures.

Cette dualité de juridiction ne pouvait durer et, grâce au député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), alors ministre des Pêcheries, nous avons obtenu d'Ottawa, en 1922, le contrôle sur nos pêcheries. Depuis cette date, le gouvernement provincial a organisé un service presque parfait de nos pêcheries. Québec a pu passer une loi des pêcheries qui a amené une amélioration sensible. Depuis l'adoption de cette loi, cependant, il semble que le pouvoir central se soit désintéressé de nos pêcheries.

Alors que le gouvernement fédéral ne dépensait pour les pêcheries de Québec, en 1921, que \$88,000, l'an suivant, le gouvernement provincial dépensait des centaines de milliers de dollars. On a reconnu que jamais les pêcheries n'avaient obtenu autant d'attention que depuis que la province en a pris la direction.

Notre système des pêcheries a été loué par toutes les autres provinces du dominion. Un journal de Nouvelle-Écosse, intéressé aux pêcheries, demandait l'an dernier à l'honorable E.-N. Rhodes, ministre fédéral des Pêcheries, d'adopter pour le dominion une loi aussi avantageuse que celle de la province de Québec, qui a révolutionné ici le système de nos pêcheries maritimes.

Je dis qu'il est temps que nous demandions la coopération d'Ottawa. Ottawa devrait introduire tous nos produits sur les marchés; c'est Ottawa qui devrait établir un laboratoire de biologie afin de protéger nos pêcheries par des recherches poussées. Le service fédéral de biologie n'a jamais voulu nous donner de station biologique, bien qu'il en ait établi deux dans l'Atlantique. Ottawa a aussi un service de renseignements des pêcheries dont les provinces maritimes profitent, mais dont Québec est privé. Pourquoi n'en fait-on pas jouir les pêcheries de la Côte-Nord et de Gaspé? Il y a aussi un service de collection du poisson en haute mer. Pour 10 sous du 100 livres, un bateau nolisé par le gouvernement fédéral va chercher le poisson pris par le pêcheur pour le livrer au marché. Le gouvernement fédéral devrait nous donner ce même service dans Québec.

Les pêcheries du flétan de Québec devraient aussi être exploitées. Toutefois, je dois féliciter le gouvernement fédéral d'avoir fait une enquête sur le flétan. Mais si l'on avait fait ce que je suggère, on aurait trouvé près de l'Île d'Anticosti des bancs de flétan qui auraient été une source de revenus pour nos pêcheurs. Il y a autour d'Anticosti des bancs de flétans tout à fait inexploités. Comme les pêcheurs ne savent pas quoi faire de leur flétan, pour la bonne raison qu'ils n'ont pas de débouchés, ils le rejettent à l'eau. Il faudrait faire quelque chose pour les pêcheurs dans ce sens, et Québec deviendrait grand producteur de flétan.

On a beaucoup parlé des marsouins, mais le gouvernement a fait du bon travail pour les déloger. Les marsouins sont migrants et on ne sait quand ils s'en iront. Ils sont ici après avoir miné les pêcheries du Danemark et des côtes d'Europe. Aujourd'hui, c'est la province de Québec qui en souffre et le fédéral devrait aider à le chasser.

Nous devons demander la coopération d'Ottawa. Je suggérerais qu'il y ait une conférence entre les représentants du Québec et d'Ottawa afin d'en venir à une entente pour agir en coopération au sujet des pêcheries. Sur la Côte Nord et sur les côtes de la Gaspésie, nous avons les plus belles sortes de poissons. Mais si nous exportons 80 % de notre poisson séché, dont les $\frac{2}{3}$ aux États-Unis, nous importons des États-Unis 90 % de notre poisson frais.

Nous sommes à un tournant de l'histoire des pêcheries; le poisson séché ne se vend plus, et il faudrait trouver un moyen de conservation de notre poisson frais, grâce à la réfrigération. Nos pêcheurs devraient pouvoir conserver leur poisson à l'état frais, et je demande que le gouvernement fasse quelque chose en ce sens.

Avec la coopération du fédéral et l'esprit dont notre gouvernement a fait preuve depuis bientôt dix ans, nous aurons les plus grands succès avec nos pêcheries.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je remercie le proposeur de cette intéressante motion et je fais le même compliment au second. Ce débat est intéressant à tous les points de vue. Je puis assurer le proposeur le second de cette motion que leurs suggestions seront considérées. Nos pêcheries prennent une importance plus grande chaque année.

Le gouvernement a voulu protéger ses pêcheurs. Nous avons cru devoir faire des économies dans le budget de cette année, mais vous verrez que nous n'avons pas jugé à propos de diminuer les crédits des pêcheries; bien plus, nous les avons augmentés de \$60,000, alors que le gouvernement faisait des coupures dans tous les autres domaines de l'administration.

L'an dernier, au cours de la période estivale, d'après une publication du gouvernement fédéral⁵, 15,000 personnes ont été employées dans les pêcheries québécoises.

Toujours nous nous sommes efforcés de protéger nos pêcheurs contre l'invasion. Ainsi, le gouvernement a empêché les pêcheurs de Terre-Neuve d'envahir nos eaux, malgré de vives protestations, parfois. Le 15 janvier dernier, j'ai reçu une lettre disant que le gouvernement de Terre-Neuve avait pris des mesures pour empêcher les nationaux de violer les règlements de la province de Québec. Le gouvernement de Terre-Neuve a dit qu'il observerait les règlements édictés par Québec.

L'an dernier, le département a payé \$18,904 et \$13,730 à ses inspecteurs de chasse et de pêche; il a même donné \$15,000⁶ aux classificateurs de poissons. De plus, le gouvernement a subventionné un grand nombre de barques de pêcheurs pour une somme de plus de \$115,000, sans compter les subventions pour les agrès de pêche, dommages subis, etc. Grâce à cette politique, le nombre de pêcheurs a augmenté de 35 à 50 %⁷ dans Québec.

En secours aux pêcheurs sinistrés, le gouvernement a donné plus de \$19,000 au cours de l'année. Nous avons voulu garder non seulement nos fils sur le sol natal, mais aussi garder les fils des pêcheurs chez eux. Nous avons payé \$28,059.70, l'an dernier, pour les réclamations des pêcheurs.

Des jeunes gens ont été envoyés à l'école des pêcheries de Dalhousie, afin de leur donner une bonne éducation dans les différents systèmes de pêcheries.

Nous avons donné toute notre attention aux pêcheries.

Le gouvernement espère continuer encore cette politique, afin que nos pêcheurs demeurent toujours satisfaits de l'aide qui leur est accordée aussi largement.

L'an dernier, nous avons eu chez nous une conférence de biologistes qui sont venus étudier nos pêcheries, et le rapport de ces savants sera connu sous peu. C'est un grand honneur que l'on a fait à Québec.

Le gouverneur a donné des subsides intéressants pour la construction de glaciers au Havre-Saint-Pierre, à la Rivière-Saint-Paul et ailleurs.

Je me rappelle les magnifiques conventions que j'ai présidées dans Gaspé et la reconnaissance des pêcheurs envers le gouvernement de notre province. Le gouvernement ne fera pas comme M. Houde qui était là en même temps, à la veille des dernières élections dans les districts de pêcheurs, en promettant une école de pêcheries, comme si nos pêcheurs ne savaient pas pêcher.

Mais chose curieuse, je me rappelle aussi cette autre parole de M. Houde prononcée antérieurement à la conférence internationale des pêcheries à Montréal, à l'Hôtel Windsor, dans un banquet en l'honneur de M. Rhodes. M. Houde, qui ne parlait pas alors comme chef de l'opposition, disait: "Le ministre des Pêcheries est ici. Je suis heureux de dire que c'est sous le ministère de M. Laferté que les pêcheries ont fait le plus de progrès dans notre province."

J'aime mieux cette opinion que celle de la veille des élections, et je puis assurer la province et nos pêcheurs que le gouvernement continuera d'accorder le plus grand appui à nos pêcheries.

Le budget étant voté, nous allons tracer un programme qui satisfera ces pêcheurs. Dans ce domaine comme dans tous les autres, la vieille province marchera toujours de l'avant. Nous, nous ferons mieux, car nos pêcheurs savent leur métier. Nous tâcherons de diriger nos efforts vers la construction d'entrepôts frigorifiques.

La motion est adoptée.

Questions et réponses:

Commission des accidents du travail, salaires

M. Guertin (Hull): 1. Depuis le mois d'août 1931, y a-t-il eu quelques augmentations de salaires parmi les employés de la Commission des accidents du travail, y compris les commissaires, médecins, etc.?

2. Dans l'affirmative: *a.* Quels sont les noms et prénoms de ces employés?

b. Le montant de chacune de ces augmentations?

c. Le salaire actuel de chacun de ces employés qui ont reçu lesdites augmentations?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): 1. Oui.

2. *a.* Dr J.-E. Bélanger, M. Jules Vézina, M. J.-E. Cantin, M. J.-O. Bresse, M. Léo-Paul Nadeau, Mesdemoiselles Cécile Duchaine, Annette Bernard, Christine Brodrique, Adrienne Corriveau, Alida Couchy, Anna-Marie Létourneau.

b. Dr J.-E. Bélanger, \$500; M. Jules Vézina, \$300; M. J.-E. Cantin, \$600; M. J.-O. Bresse, \$600; M. Léo-Paul Nadeau, \$400; Mlle Cécile Duchaine, \$120; Mlle Annette Bernard, \$60; Mlle Christine Brodrique, \$60; Mlle Adrienne Corriveau, \$60; Mlle Alida Couchy, \$60; Mlle Anna-Marie Létourneau, \$60.

c. Dr J.-E. Bélanger, \$7000; M. Jules Vézina, \$4300; M. J.-E. Cantin, \$3000; M. J.-O. Bresse, \$3000; M. Léo-Paul Nadeau, \$2000; Mlle Cécile Duchaine, \$960; Mlle Annette Bernard, \$780; Mlle Christine Brodrique, \$780; Mlle Adrienne Corriveau, \$780; Mlle Alida Couchy, \$780; Mlle Anna-Marie Létourneau, \$780.

Commission des accidents du travail, nombre d'accidents

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le nombre d'accidents soumis à la Commission des accidents du travail, depuis le 1^{er} septembre 1931?

2. Combien ont été réglés définitivement?

3. Combien sont actuellement en suspens?

4. Combien n'ont pas été réglés?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): 1. Sous la loi des accidents du travail, 1928, (18 George V, chapitre 79) du 1^{er} septembre 1931 jusqu'au 28 janvier 1932: 1,390. Sous la loi des accidents du travail, 1931, (21 George V, chapitre 100) du 1^{er} septembre 1931 jusqu'au 28 janvier 1932: 15,120.

2. Loi des accidents du travail, 1928, 1,134; loi des accidents du travail, 1931, 3,337.

3. Loi des accidents du travail, 1928, 256; loi des accidents du travail 1931, 11,783.

4. Loi des accidents du travail, 1928, 256; loi des accidents du travail, 1931, 11,783.

Commission des accidents du travail, plaintes

M. Guertin (Hull): 1. Depuis le 1^{er} septembre 1931, des plaintes ont-elles été portées contre la Commission des accidents du travail:

a. Contre son fonctionnement?

b. Contre ses décisions ou jugements?

c. Contre ses médecins?

2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de plaintes portées:

a. Par les industriels ou leurs représentants?

b. Par les ouvriers ou leurs organisations?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): 1. *a.* On s'est plaint assez souvent de la lenteur apportée au paiement des compensations.

b. Je l'ignore.

c. Je l'ignore.

2. Les plaintes étaient verbales ou écrites; il est impossible d'en donner la statistique.

Commission des accidents du travail, nombre d'employés

M. Guertin (Hull): 1. Quel était:

a. Le 1^{er} janvier 1931?

b. Le 1^{er} septembre 1931?

c. Le 1^{er} janvier 1932, le nombre d'employés à la Commission des accidents du travail?

2. Sur ce nombre, combien y avait-il de femmes ou filles et combien d'hommes?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):

<i>Date</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes ou filles</i>	<i>Total</i>
<i>a.</i> Le 1 ^{er} janvier 1931 :	24	55	79
<i>b.</i> Le 1 ^{er} septembre 1931 :	28	59	87
<i>c.</i> Le 1 ^{er} janvier 1932 :	44	81	125

Commission des accidents du travail, représentants ouvriers

M. Guertin (Hull): 1. Y a-t-il des représentants ouvriers dans la Commission des accidents du travail?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et traitements de chacun d'eux?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du gouvernement de faire une nomination qui représente l'élément ouvrier et quand?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): 1. Les membres de la Commission des accidents du travail de Québec ont été nommés conformément à l'article 116 de la loi des accidents du travail, 1931, (21 George V, chapitre 100).

2. Les commissaires actuels sont: M. Robert Taschereau, président et Messieurs Simon Lapointe et O. E. Sharpe, commissaires. Leur traitement est prévu par l'article 52 du statut 21 George V, chapitre 100.

3. L'article 52 de la loi 21 George V, chapitre 100 décrète que la Commission des accidents du travail de Québec est composée de trois commissaires.

Louis Parent

M. Guertin (Hull): 1. Un nommé Louis Parent, de Dolbeau, ou des environs de Dolbeau, a-t-il été nommé à un poste quelconque dans la distribution des secours aux nouveaux colons dans les environs de Mistassini?

2. Dans l'affirmative, quel salaire avait-il et combien lui a été payé?

3. Qui a recommandé M. Parent pour cet emploi?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Non.

2. et 3. Répondu précédemment.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins à la colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933", rapportée du comité des subsides et lue deux fois, mardi le 2 février courant, soit maintenant adoptée.

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) un amendement qui se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter le crédit demandé pour chemins de colonisation, regrette qu'au lieu d'exercer l'économie d'une manière judicieuse, le gouvernement a cru devoir l'exercer aux dépens des colons de cette province, en diminuant de \$200,000 l'item en question, ce qui représente une diminution de six cent quatre-vingt quatorze mille

dollars sur le montant total dépensé jusqu'à date pour l'exercice en cours et pour le même item;

Cette Chambre regrette en plus que la politique d'établissement de chômeurs industriels sur les terres de colonisation, instituée au mois de juillet 1931, au coût initial de \$803,212.14 d'après l'état des mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, soit abandonnée puisqu'aucun crédit n'est demandé pour cette fin.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, 8.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, Delisle, Dillon, Drouin, Duffy, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapière, Legault, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Piché, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 62.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La résolution est adoptée.

Ville d'Amos

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 concernant la ville d'Amos.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Authier (Abitibi): Amos ne veut que répartir sur 24 années, au lieu de 12, le paiement de ses obligations actuelles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant les élections, on a vanté la prospérité de nos centres. Mais, aujourd'hui, c'est changé: on est obligé de présenter des lois spéciales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Trois-Rivières nous a habitués à plus de sérieux que cela. S'il y a une province où il y a moins de misère qu'ailleurs, c'est bien ici. La province de Québec est la mieux située de toute la Confédération à l'heure actuelle. Ontario a dû emprunter \$25,000,000 récemment, et le gouvernement fédéral, dont mon honorable ami parle si souvent, a emprunté \$175,000,000 et a été heureux de trouver \$228,000,000⁸. Ils n'en auront probablement pas assez.

Amos ne déclare pas un moratoire. En autant que la ville d'Amos est concernée, elle demande le pouvoir d'émettre d'autres obligations lorsque, dans quelques années, les présentes deviendront échues. C'est de la bonne finance.

Je le répète, c'est encore la province de Québec qui passe le mieux la présente crise. Si la situation est moins bonne que dans le passé, nous n'en sommes pas responsables, pas plus que nous ne voulons faire porter les responsabilités sur Ottawa. Chacun fait de son mieux, et je puis dire ceci, c'est que, lorsqu'il s'agira de boucler notre budget, nous serons encore la seule province à avoir un beau surplus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre s'éloigne de la question. Je ne répondrai pas au premier ministre qui a parlé en dehors du bill. Il a parlé de l'Ontario et d'Ottawa. Chose absolument certaine, c'est que la situation n'est pas fameuse ici, avec une province dont le compte de banque est soutiré de \$15,000,000 et qui se voit obligée d'imposer de nouvelles taxes. Nous avons tort d'ignorer nos problèmes pour parler de ceux des autres provinces. Le moyen de guérir notre mal, c'est de ne pas en nier l'existence. Je ne vois pas pourquoi au lieu de chercher à guérir le mal, on tâche de faire dévier la question. D'après les dernières statistiques fédérales, il y a plus de faillites ici que partout ailleurs l'année dernière. Rien ne sert de se boucher les yeux en face de cette situation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est le contraire de ce que j'ai vu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons probablement pas lu les mêmes statistiques.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des
paroisses et fabriques****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des licences**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 modifiant la loi des licences.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est un projet de loi pour permettre au contrôleur du revenu d'avoir une juridiction sur les chalets qui accueillent les touristes, pendant la saison d'été, le long des grandes routes, et aussi sur les bureaux d'information à l'entrée des villes ainsi que sur la sollicitation faite par les propriétaires d'hôtels. Les propriétaires de ces chalets devront faire l'enregistrement des visiteurs.

C'est une mesure de réglementation tant au point de vue moral qu'au point de l'hygiène. Les chalets seront inspectés par nos inspecteurs d'hôtels. Beaucoup de ces chalets ont de l'eau courante et sont bien tenus. Nous voulons voir à ce que tous soient bien tenus, afin d'assurer le confort des voyageurs. La province ne chargera rien à ces chalets pour ce service.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier va augmenter ses revenus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous ne chargerons rien.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Canalisation du Saint-Laurent

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 4 décembre 1931, demandant la production de copie de toute correspondance (télégrammes et lettres) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres et officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers et se rapportant à la canalisation du fleuve Saint-Laurent et à tout développement de la force hydraulique du fleuve Saint-Laurent, et cela, depuis le 1^{er} janvier 1921 inclusivement jusqu'au 23 novembre 1931 inclusivement. (Document de la session no 47)

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 3 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Article de *L'Action catholique*

M. Chouinard (Gaspé-Sud): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Je viens de prendre connaissance d'un article paru dans *L'Action catholique* d'aujourd'hui, au sujet d'une tempête à la Chambre pour la fin de la session. Je lis l'article:

"Il est fortement rumeur ce matin, au parlement, qu'un événement sensationnel termine la session provinciale. Un député de la gauche, M. Aimé Guertin, ferait motion pour traduire à la barre de la Chambre un journaliste de Montréal qui a attaqué un membre de la droite, également de Montréal. Le député de Hull estime qu'en attaquant ce député, le journaliste a attenté à l'honneur de la députation tout entière et c'est la raison pour laquelle la motion serait présentée.

"M. Aimé Guertin agirait ces jours-ci."

Si je me lève, c'est que l'honneur de la Chambre et la réputation d'un député sont en jeu. Je veux savoir si réellement le député de Hull (M. Guertin) réprovoque l'article en question, la campagne faite⁹ par ce journaliste qui s'attaque à une portion notable de la députation.

M. Guertin (Hull): Je suis heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur ce sujet. La première nouvelle que j'en ai eue a été la lecture de cet entrefilet de *L'Action catholique*.

J'ai dit aux journalistes que je ne connais rien de cela. Je ne connais d'ailleurs pas le journaliste dont il s'agit. (Rires) Et je demande à mon collègue, le député de Gaspé-Sud, de dire ce qu'il pense de la chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pourtant, *L'Action catholique* est un journal sérieux.

Association des maréchaux-ferrants

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. le président: Le bill sera-t-il adopté?

Des voix: Drop! Drop!¹⁰

Des voix: Carried! Carried!¹¹

Le comité étudie l'article 23 qui se lit comme suit¹²:

"23. Nul ne peut être admis à l'exercice du métier de maréchal-ferrant, à moins:

"1. Qu'il n'ait pratiqué ce métier en qualité d'apprenti, pendant une période de trois ans, chez un ou des maréchaux-ferrants;

"2. Qu'il n'ait subi des cours de maréchalerie, et en ait subi avec succès les examens.

"Le présent article ne s'applique pas à un maréchal-ferrant qui - dans les cités et villes d'une population de moins de 12,000 âmes - exercera, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, le métier de maréchal-ferrant.

"Tout maréchal-ferrant en dehors des cités et villes pourra devenir membre de cette Association en prouvant qu'il exerçait le métier de maréchal-ferrant lors de la sanction de cette loi ou, dans le cas contraire, en suivant les cours de maréchalerie et en subissant avec succès les examens de l'Association."

M. Gagnon (Kamouraska): Je veux savoir par qui seront donnés les cours de maréchalerie et quelle sera l'institution qui donnera des diplômes aux étudiants en maréchalerie. Où allons-nous avec cette loi-là?

Il est vrai que la loi ne s'appliquera plus, d'après l'amendement, qu'aux villes d'au moins 12,000 âmes, mais enfin, n'est-ce pas ouvrir la porte à un tas d'abus? Je ne voudrais pas voter en faveur

d'une loi qui ne fait pas l'affaire des campagnes pour l'imposer aux villes! Je comprends que le bill n'attaque pas les forgerons des campagnes, mais si une loi n'est pas bonne pour les campagnes, je me demande en quoi elle peut être utile pour les villes.

M. Lamoureux (Iberville): Cette loi ne permettrait qu'un monopole. On cherche à tout monopoliser. Je n'ai jamais vu une affaire comme ça.

M. Drouin (Québec-Est): Le député de Kamouraska peut imposer ce bill aux villes. Elles ne s'en plaindront pas. Ce bill a évolué (sic) depuis qu'il a été présenté en Chambre pour la première fois. Le dernier amendement apporté ce matin dit que la loi ne s'applique qu'aux villes de plus de 12,000 âmes; c'est-à-dire aux villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Lachine, Hull, Verdun et Saint-Jean. Je ne crois pas qu'il y ait dans le bill, tel que modifié, aucun danger.

De plus, il y a une école de maréchalerie à Québec, et il n'y a pas de doute que nous avons des médecins vétérinaires qui seront en état d'instruire les apprentis maréchaux. Des cours du soir seront donnés l'été dans les chefs-lieux. Quarante cours seront donnés durant l'été.

Ce bill est non seulement dans l'intérêt des maréchaux-ferrants, mais aussi dans l'intérêt du public. D'ailleurs, la majorité des maréchaux-ferrants sont en faveur du bill. Il y a 700 maréchaux de la province qui appartiennent à l'Association et qui ont tous signés la requête pour demander le bill. Cinq cents autres, qui n'appartiennent pas à l'Association, ont aussi signé cette pétition.

En Europe, il y a des écoles de maréchalerie, surtout en France.

Actuellement, il y a des jugements qui définissent que le maréchal n'est responsable que de sa faute lourde et ce sont pourtant les maréchaux-ferrants qui demandent leur formation en association.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais savoir si tous les maréchaux de France qui ont un bâton de maréchal dans leur giberne seront astreints à passer des examens en vertu de cette loi pour devenir maréchaux... ferrants!

(Rires et applaudissements)

M. Gagnon (Kamouraska): Si je me suis opposé au bill, c'est parce que l'on exige \$10 de chaque forgeron. Ce que l'Association veut, c'est \$10 de contribution. Comme il doit y avoir 2,800 forgerons dans Québec, cela représente une somme

de \$28,000. Si l'Association est une bonne chose, pourquoi vient-on devant la Chambre pour l'imposer à la profession? Si on veut l'imposer, c'est parce que certains intéressés veulent avoir une position!

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): Lorsque les maréchaux demanderont \$10, ce sera pour aider à la diffusion de l'enseignement de la maréchalerie dans la province.

M. Legault (Gatineau): Je suis en faveur du bill parce qu'il est dans l'intérêt de la population tout entière.

M. Gagnon (Kamouraska): Je suis opposé au bill parce que les cultivateurs de mon comté n'en veulent pas. Ce qui me fait répudier ce bill, c'est qu'il y a plusieurs maréchaux-ferrants dans mon comté qui font partie de l'Association depuis quelques années et n'ont pas été satisfaits. Je propose que le bill soit renvoyé à six mois.

M. Lamoureux (Iberville): Si on laisse les maréchaux mettre le pied à l'étrier, ils se sauveront avec le cheval.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai ici des approbations de gens qui touchent de très près à la classe agricole: les régisseurs des diverses fermes expérimentales; les sociétés protectrices des animaux de Montréal et de Québec; l'Association des éleveurs de chevaux percherons de Québec; le Collège des médecins vétérinaires de Québec nous a aussi écrit favorablement.

On a dit que l'Association avait l'intention d'augmenter les tarifs. Le bill dit que cela ne sera pas et que la concurrence restera ce qu'elle est actuellement.

M. Lamoureux (Iberville) dit qu'il y avait dans son comté un cheval sensé boiter. La Société protectrice des animaux, prévenue, a envoyé un inspecteur qui, sans autre cérémonie, a fait tuer le cheval. Il a fait enquête, flanqué d'un vétérinaire et, dit-il, ils ont payé \$50 et les frais pour le cheval.

L'article, étant mis aux voix, est rejeté par 28 voix contre 24¹³.

Le comité étudie l'article 25 qui se lit comme suit:

"25. Quiconque, sans être porteur d'un diplôme ou d'un permis de maréchal-ferrant, à moins qu'il ne soit apprenti, et sans avoir payé le montant

de sa contribution, exerce le métier de maréchal-ferrant, est passible d'une amende de vingt-cinq dollars à cinquante dollars, pour une première infraction, et de cinquante dollars à cent dollars, pour toute infraction subséquente."

M. Gagnon (Kamouraska): M. le Président, j'ai demandé tantôt le renvoi à 6 mois et je maintiens cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faudrait que vous proposiez que le comité se lève et cela disposerait du bill.

M. Gagnon (Kamouraska): J'en suis.

Des voix: Debout! Debout!

La motion, étant mise aux voix, est adoptée par 28 voix contre 24¹⁴.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

Loi des véhicules automobiles, article 27

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 159 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 27 de la loi des véhicules automobiles (statuts refondus, 1925, chapitre 35), tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 19, section 6; 17 George V, chapitre 20, section 4, et 18 George V, chapitre 21, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 4, les suivants:

"5. Tout bicycle ou tricycle circulant sur un chemin public entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, doit être muni, en avant, d'une lanterne à feu blanc ou ambré ou d'un réflecteur de même couleur, approuvé par le Bureau, et en arrière, d'une lanterne à feu rouge ou d'un réflecteur de même couleur, approuvé par le Bureau. Chaque lanterne ou réflecteur doit être placé de façon que sa lumière soit facilement vue par le conducteur d'un autre véhicule.

"6. Sujet aux dispositions du paragraphe 7 qui suit, tout véhicule autre qu'un véhicule automobile ou bicycle ou tricycle, doit, lorsqu'il est sur un chemin public entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, être muni d'une lanterne laissant voir un feu blanc en avant et un feu rouge en arrière, placée dans un endroit apparent sur le côté gauche du véhicule. Ces feux doivent être visibles à une distance d'au moins deux cents pieds.

"7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, permettre qu'un réflecteur approuvé par le Bureau soit utilisé à la place de la lanterne mentionnée au paragraphe 6 qui précède, sur tout véhicule qui sert généralement à transporter des matières inflammables ou dont la structure ne permet pas de garder des lanternes allumées."

Des voix: Drop! Drop!¹⁵

Des voix: Adopté! Adopté!

Des voix: Explain!

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a 25 ou 30 ans, alors que j'étais très jeune, lorsqu'un cultivateur s'achetait un nouveau boegi, il se serait cru déshonoré s'il n'y avait pas eu de beaux fanaux de chaque côté du siège. Évidemment, la mode est changée et on ne veut plus s'éclairer. Aujourd'hui, que les circonstances l'exigent, on semble avoir la lumière en horreur. C'est une mesure qui s'impose pour la protection des cultivateurs eux-mêmes.

Le bill est bien simple. Nous voulons que tous les véhicules à traction animale portent une lumière la nuit pour circuler sur les grandes routes. Actuellement, tous les autres véhicules sont munis de fanaux. Les agences de transport font de même. Bateaux, avions, etc., sont tous éclairés, et ce, non seulement pour leur propre protection, mais également pour assurer la protection de ceux qui empruntent les mêmes chemins qu'eux. En Ontario, aux États-Unis et dans la plupart des pays européens, il y a une législation forçant les voitures à porter une lumière.

Les cultivateurs risquent leur vie chaque fois qu'ils sortent en voiture, sans munir leur véhicule d'une lumière. Lorsqu'il y a une collision entre voiture et automobile, ce n'est pas l'auto qui en souffre, ordinairement! On veut, que les voitures hippomobiles portent une lumière à l'avant et à l'arrière. Il est patent qu'une de ces voitures roulant sur la route le soir constitue un danger. La voiture est

en danger, et celui qui la conduit également. Il y a de nombreux cas démontrant la nécessité des lumières sur les véhicules à traction animale. Qu'on relise les accidents rapportés dans les journaux survenus à cause du manque de lumières, pour s'en convaincre.

Il (M. Caron) affirme que la mesure est supportée par les associations d'automobiles et par des quotidiens influents. Il cite plusieurs articles de journaux qui prouvent que plusieurs accidents sont survenus parce que les voitures ne portaient pas de lumières. Il cite aussi des lettres de coroners de divers districts qui donnent comme cause de nombreux accidents au sujet desquels ils ont été appelés à enquêter sur l'absence de lumières sur les véhicules à traction animale et les bicycles. Il cite une partie du rapport du Dr Laberge, coroner d'Iberville.

M. Lamoureux (Iberville) sursaute, se lève et ajoute quelques détails au sujet d'un accident rapporté par le coroner Laberge, insistant sur le fait que la boisson avait été pour quelque chose dans l'affaire.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne parle pas pour les automobilistes, pas du tout, mais pour les cultivateurs, afin de les protéger contre leur propre négligence.

On a dit que l'opinion n'est pas mûre pour accepter un tel projet de loi. Près de Montréal, on a agi par raisonnement pur et on porte un fanal sur sa voiture. L'éducation est donc faite là-bas. Il s'agit là d'une vieille question. Cette question a déjà été amenée en Chambre par l'honorable député de Québec-Ouest (M. Power) et par l'honorable Perron qui a dit que cette mesure s'imposait. En 1928, une loi a été passée autorisant les municipalités à faire des règlements décrétant le port obligatoire des lumières.

Malheureusement, comme dans plusieurs autres cas, les conseils municipaux n'ont pas agi. Une action doit donc être entreprise par la Législature afin de protéger le capital humain d'un danger sérieux et permanent. Si on laisse cela aux municipalités, il est bien possible que l'on n'aura pas de résultats tangibles.

En Ontario, on a passé une loi en 1928 décrétant l'emploi des fanaux. Deux ans avant, on avait demandé de porter des réflecteurs, mais ces réflecteurs ne valent pas dans les courbes, car les rayons provenant des phares de l'auto ne les frappent pas. On a été obligé d'imposer les fanaux et je crois que nous devrions commencer par là tout de suite.

On a dit aussi chez les députés que les députés qui voteraient pour cela se feraient battre dans leurs comtés. Ce n'est pas un argument. Les députés doivent songer à l'intérêt général, prouver au peuple qu'ils sont des éducateurs et ils peuvent être sûrs que, d'ici 6 mois, tout le monde les louera de leur action. C'est notre devoir de protéger le public, même s'il ne le veut pas.

M. Lamoureux (Iberville): Je suis contre le bill parce que le conseil de mon comté s'y oppose. Je suis contre le bill parce que les cultivateurs ne peuvent se rendre aux exigences du bill.

Il faudrait que chaque voiture, chaque pièce de machinerie, porte une lumière. Le cultivateur ne sait pas, quand il part de sa ferme, s'il y reviendra avant le coucher du soleil et il faudrait que les cultivateurs fassent des dépenses considérables pour munir chacune de leurs voitures de cette lumière.

Il (M. Lamoureux) dit n'avoir jamais entendu parler d'une chose semblable auparavant et il ne veut pas non plus en entendre parler à nouveau. Il cite le cas d'une jeune fille qui a été tuée à deux heures de l'après-midi par des automobilistes en état d'ivresse et pose la question: Quoi que ça aurait fait quand même la fille aurait eu une lumière? (Rires)

M. Fillion (Lac-Saint-Jean)¹⁶: Je suis contre le bill parce que les automobilistes frappent des voitures, des femmes et des enfants même en plein jour. Le problème, c'est la vitesse et cette envie de dépasser les autres véhicules à toute allure. On ne devrait jamais dépasser à plus de 20 milles à l'heure. Les automobilistes vont trop vite; souvent, on les voit dépasser à 40 milles à l'heure et même plus. S'il y a des accidents, ce n'est pas la faute aux cultivateurs. L'automobiliste ne se sert pas assez souvent de sa corne d'avertissement.

Au lieu de cette loi, on devrait plutôt demander aux automobilistes d'être plus prudents, leur faire observer les lois de la circulation. Je recommande une surveillance plus étroite des automobiles le soir.

On devrait faire une législation plus sévère pour les automobilistes car, ce sont eux les responsables et non les cultivateurs qui roulent tranquillement sur la route avec leurs voitures.

M. Duffy (Compton): Je suis en faveur du bill, en principe, qui ne peut qu'être bénéficiaire aux cultivateurs, mais je n'aime pas l'idée d'imposer quelque loi que ce soit aux populations rurales, pas plus qu'à celles des villes. En majorité les cultivateurs sont contre le bill, et leurs souhaits

devraient être entendus. Toutefois, il y a une chose sur laquelle je voudrais insister, et c'est sur le fait que la loi actuellement n'oblige pas le port de lumières sur les camions pour indiquer leur largeur. Ils sont sur les routes jour et nuit, ils transportent de lourdes charges, et je crois que nous devrions réclamer au ministre de la Voirie une loi qui forcerait les transporteurs à installer des fanaux indiquant la largeur de leurs véhicules. C'est là une grande cause d'accidents.

M. Legault (Gatineau): Je suis en faveur du bill parce qu'il a pour but de sauver du capital humain. Je représente un comté rural et je suis sûr que mes gens ont assez le sens de la citoyenneté pour dépenser quelques piastres pour sauvegarder leur vie et celle de leurs semblables.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): J'approuve les remarques du député des Îles-de-la-Madeleine lorsqu'il dit qu'il faudra en venir à adopter cette loi. Je ne l'approuve pas quand il lit des rapports de coroners qui ne montrent qu'un côté de la question.

Il y avait pourtant beaucoup de lumière dans la vitrine du magasin de la rue Saint-Jean où un automobiliste est allé écraser un jeune homme et une jeune fille, mais le chauffeur ne les a pas vus.

Ce n'est pas le temps, dans une période de crise comme celle-ci, de faire faire des dépenses aux cultivateurs. Il faut attendre de meilleures années pour passer une telle mesure.

M. Gauthier (Portneuf): Je crois que le projet de loi du député des Îles-de-la-Madeleine est bon, mais il serait encore meilleur s'il venait à son heure, s'il était nécessaire. Dans mon comté, presque tous les cultivateurs portent des lumières et les bicyclistes ont tous des réflecteurs. Si je savais que le fait de ne pas porter de lumières aurait pour effet de faire circuler les automobilistes plus lentement, je demanderais même un projet de loi à cet effet, afin que l'on ne fasse plus tellement de vitesse le soir.

Dans mes onze ans de pratique, je n'ai vu que quelques accidents de voitures dus au manque de lumières sur les voitures et souvent, ce n'était pas la faute du cultivateur. Ce sont plutôt les automobilistes qui n'ont pas de fanaux assez forts. Que l'on surveille davantage les automobilistes qui sont enclins à faire plus de vitesse le soir, alors que les dangers d'accidents sont plus grands.

M. Fisher (Huntingdon): Je suis en faveur de ce projet. Ce bill est l'un des meilleurs que le gouvernement a présentés durant la session.

Il me fera grand plaisir de voter en faveur de la mesure. Le gouvernement dépense \$100,000 pour l'abolition des passages à niveau, mais je déplore le fait que les conducteurs ne respectent pas le règlement les obligeant à s'y arrêter. Un véhicule sans lumières représente non seulement un danger pour lui-même, mais aussi pour tous les autres véhicules qui circulent sur les mêmes routes.

Les cultivateurs ne sont pas seuls sur les routes. Il y a les automobilistes qui paient des taxes et qui ont tout aussi droit à la considération. Je connais des automobilistes qui se sont tués en se précipitant dans un fossé parce qu'ils ont tenté d'éviter une collision avec une voiture. Par contre, si la loi passe, elle devra être renforcée; sans cela, elle n'aura aucun effet.

M. Barré (Rouville): Je suis contre le projet parce que le port de la lumière est souvent impraticable. Le cultivateur de retour chez lui après une journée de travaux sur sa terre est très susceptible de se faire prendre sans lumières sur la route. La loi devrait se limiter à rendre le port des lumières obligatoires pour les cyclistes seulement, et non pour tous les propriétaires de voitures hippomobiles. La mesure n'est pas nécessaire. J'aurais préféré une discussion du projet, article par article.

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Je crois que le bill vient à son heure. Le projet a été adopté comme un item du programme de la Ligue de la sécurité publique de la province de Québec, qui nous a évité un grand nombre d'accidents depuis son institution. Dans la région de Montréal, le port de lumières va de soi.

M. Lemieux (Wolfe): Si le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) ne craint pas le vote des électeurs de son comté, c'est qu'il n'y a pas un seul véhicule-moteur chez-lui. Il n'a pas à craindre le vote de ses électeurs! Pour moi, j'habite un comté rural et je ne partage pas son opinion. Avant que les cultivateurs ne se retrouvent dans la situation rendue impossible par le bill, on devrait prendre leurs droits en considération.

Les accidents se produisent aussi fréquemment en plein jour que le soir, et les automobilistes devront être plus prudents. Le projet de loi, quoique j'admette les principes du bill, est injuste parce qu'il rendra l'automobiliste encore plus imprudent, parce qu'il entravera la liberté du cultivateur.

Sur 50 accidents d'automobiles, il y en a 45 qui sont causés par la boisson qui a obscurci la vue du chauffeur. Plutôt que d'adopter le bill, demandons

au ministre de la Voirie d'enlever leur licence aux chauffeurs qui sont cause d'un accident alors qu'ils sont en boisson, non pas pour quelques mois, mais pour plusieurs années, pour 3 ou 4 ans. Cela leur servira de leçon.

Les principales causes d'accidents en cette province sont l'alcoolisme et les infractions à la loi de la circulation, et non pas le manque de lumières sur les véhicules à traction animale. Les automobilistes en état d'ivresse représentent un danger permanent pour ceux qui sont sur la route. À cause de ce goût qu'ont les gens des villes pour toujours plus de vitesse, les cultivateurs se voient la plupart du temps obligés de conduire avec une roue dans le fossé.

M. Legault (Gatineau): Il est temps d'imposer la prudence aux cultivateurs. Il est dans l'intérêt de tous que les municipalités rurales collaborent le plus tôt possible avec les villes.

M. Gagnon (Kamouraska): Je proteste contre un article du *Progrès du Golfe* reproduit dans le *Devoir* et *L'Action catholique* au sujet de ce bill. Nous ne sommes ni des suiveurs ni des lâcheux, nous sommes conscients de nos responsabilités et je sais que mes électeurs ne veulent pas de ce projet de loi. Ces journaux sont favorables au bill. C'est leur droit, mais on ne devrait pas nous traiter de suiveurs. Nous devons tenir compte de l'opinion de nos électeurs puisque nous les représentons ici. Chaque député est élu pour représenter son comté, et non pour faire l'éducation de ses électeurs. Dans Kamouraska, le quatre-cinquième de la population s'oppose à l'idée d'obliger le port de lumières. Je voterai donc contre le bill la tête haute.

Des voix: Vote!

L'article, étant mis aux voix, est rejeté par 30 voix contre 21.

M. Lemieux (Wolfe) propose que le comité se lève.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée par 30 voix contre 21¹⁷.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi

des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹⁸:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Barré (Rouville): Pourquoi y a-t-il une augmentation de \$60,000 par rapport à l'an dernier?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cette augmentation est nécessitée pour le *Journal d'agriculture*, dont les crédits figuraient autrefois sous un autre item, et pour différents autres objets.

Le ministère n'aura pas de budget supplémentaire cette année-ci.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et M. Fisher (Huntingdon) posent quelques questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars¹⁹ soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *L'Événement* du 4 février 1932, à la page 8, écrit 3 h 30.

2. *L'Événement* du 4 février 1932, à la page 8, écrit 15 cents.

3. Des appâts.

4. *Le Soleil* du 4 février 1932, à la page 15, écrit "perdait". Il s'agit d'une erreur.

5. *Le Canada* du 4 février 1932, à la page 3, écrit que M. Laferté cite un rapport de l'honorable M. Rhodes, ministre fédéral des Pêcheries.

6. *Le Soleil* du 4 février 1932, à la page 15, écrit \$14,000. C'est toutefois le seul journal qui avance ce montant.

7. *Le Soleil* du 4 février 1932, à la page 15, écrit 35 à 40 %. C'est le seul journal qui avance ces pourcentages.

8. *L'Événement* du 4 février 1932, à la page 8, nous présente une version contraire aux autres journaux. Selon ce journal, M. Taschereau aurait dit: "Ottawa a dû se contenter de \$128,000,000 et elle n'en aura probablement pas assez!"

9. Selon *Le Soleil* du 4 février 1932, à la page 15, il s'agit d'une campagne faite contre les juifs.

10. Rejeté! Rejeté!

11. Adopté! Adopté!

12. En fait, le comité plénier étudie la proposition adoptée, en matinée, par le comité permanent des bills publics.

13. Un vote debout a été pris. MM. Taschereau, Laferté et Godbout ont voté en faveur de l'article et M. Mercier fils contre l'article, selon *La Presse* du 4 février 1932, à la page 29.

14. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

15. Voir note 10.

16. M. Fillion est un ancien officier de la circulation, selon *Le Devoir* du 4 février 1932, page 2.

17. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

18. M. J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, accompagne le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 4 février 1932, page 8.

19. *L'Événement* et *Le Soleil* spécifient qu'il s'agit d'une augmentation de \$40,000 sur le budget de l'an dernier.

Première séance du jeudi 4 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux;
 - bill 132 concernant le club Saint-Denis.
- Et, avec des amendements, les bills suivants:
- bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté;
 - bill 20 modifiant la loi électorale de Québec;
 - bill 158 modifiant la loi des habitations salubres.

**Loi des
produits laitiers**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 221 modifiant la loi des produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable

M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 222 modifiant la loi des véhicules automobiles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il s'agit de défendre à un camionneur de transporter des personnes dans un camion. Les randonnées en camion sont dangereuses et cette nouvelle loi devrait y mettre fin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la taxe
sur les corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Il s'agit dans le présent cas d'imposer une légère taxe sur les corporations. La taxe sur les corporations décrète que le gouvernement percevra 1 % sur les profits des corporations. Actuellement les compagnies paient $\frac{1}{2}$ de 1 % sur leurs opérations. On paie la même taxe en Ontario et le gouvernement, bien que cela lui ait été suggéré, n'a pas voulu augmenter cette taxe de façon à ce qu'elle fût plus élevée qu'en Ontario.

Lorsque le gouvernement avait parlé d'augmenter la taxe sur la bière, on me fit remarquer que cela affecterait le marché monétaire de Montréal, parce que les stocks sont tous solidaires les uns des autres actuellement.

Nous avons alors songé qu'il serait peut-être raisonnable de fixer cette taxe de $\frac{1}{5}$ de 1 % sur le capital des compagnies. Toutefois, les financiers ont avisé le gouvernement d'imposer une taxe sur les profits des corporations. Après étude de la question, nous en sommes venus à la conclusion que le meilleur moyen de répartir cette taxe était d'obliger les corporations à nous donner 1 % sur leurs profits. Évidemment, celles qui ne font pas de gros profits auront peu à payer.

Cette taxe ne constituera pas un impôt sur le revenu mais seulement sur les profits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien rapportera-t-elle au trésor? Quels sont les revenus que le gouvernement s'attend de retirer de cette taxe?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est bien difficile de préciser, mais on les fixe à \$1,000,000 environ annuellement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des véhicules automobiles,
article 61**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques), appuyé par le représentant de Nicolet (M. Savoie), demande la permission de présenter le bill 174 modifiant l'article 61 de la loi des véhicules automobiles.

Le projet de loi modifie la loi des véhicules-moteurs de façon à obliger les propriétaires de taxis et autres automobiles de louage à déposer aux mains du trésorier des municipalités une police d'assurance de \$1,000 pour dommages aux autres machines et \$5,000 pour blessures aux personnes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de
la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais demander à la Chambre de siéger à 11 heures demain matin. Nous ferons alors une aussi bonne séance que possible. Ensuite, nous ajournerons à 2 heures, lundi après-midi. J'espère que nous pourrions terminer les travaux sessionnels non pas la semaine prochaine, mais au milieu de la semaine suivante. Le gouvernement a fait inscrire au feuilleton ce qu'il avait de législation à présenter, et je ne crois pas que nous en aurons d'autres.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 70 concernant les enquêtes en matière de différends industriels;
- bill 206 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 207 modifiant la loi des cercles agricoles.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, son amendement aux amendements faits par le Conseil législatif au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Questions et réponses:

**Emprunts des municipalités,
montants exigés**

M. Béique (Chambly): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1930-1931, jusqu'à concurrence de \$61,824,116.41, tel qu'il apparaît à la page 232 de *l'Annuaire statistique de Québec, 1931*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

<i>Cités :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>
Cap-de-la-Madeleine	Champlain	\$ 221.50
Grand-Mère	Champlain	112.50
Hull	Hull	358.00
Joliette	Joliette	110.00
Lachine	Jacques-Cartier	1,132.50
Lévis	Lévis	20.00
Longueuil	Chambly	755.00
Montréal		2,400.00
Commission Métropolitaine de l'île de Montréal		555.00
Outremont	Hochelaga	320.00
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	167.50
Salaberry-de-Valleyfield	Beauharnois	227.50
Shawinigan-Falls	Saint-Maurice	562.50
Sherbrooke	Sherbrooke	242.50
Sorel	Richelieu	232.50
Trois-Rivières	Saint-Maurice	1,608.50
Verdun	Jacques-Cartier	75.00
Westmount	Hochelaga	147.50

<i>Villes :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>
Acton-Vale	Bagot	\$ 20.00
Beauceville	Beauce	10.00
Beauceville-Est	Beauce	45.00
Beauharnois	Beauharnois	92.50
Bromptonville	Richmond	60.00
Buckingham	Labelle	10.00
Chicoutimi	Chicoutimi	212.50
Drummondville	Drummond	177.50
East-Angus	Compton	175.00
Île-Cadieux	Vaudreuil	77.00

			<i>Paroisses :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>
Jonquière	Chicoutimi	192.50			
Kénogami	Chicoutimi	127.50			
Lachute	Argenteuil	73.20	L'Annonciation	Deux-Montagnes	.....
Lasalle	Jacques-Cartier	180.00	La-Présentation-de-la-		
La Tuque	Champlain	306.00	Sainte-Vierge	Jacques-Cartier	55.00
Louiseville	Maskinongé	80.00	Notre-Dame-de-la-Doré	Lac-Saint-Jean-	
Marieville	Rouville	10.15		Ouest	40.00
Montréal-Est	Hochelaga	342.50	Notre-Dame-de-		
Mont-Royal	Hochelaga	305.15	Standbridge	Missisquoi	81.00
Nicolet	Nicolet	45.00	Précieux-Sang	Nicolet	10.00
Pointe-Claire	Jacques-Cartier	20.00	Sainte-Agathe	Lotbinière	83.50
Rimouski	Rimouski	45.00	Sainte-Angèle-de-Méridi	Rimouski	40.00
Roberval	Lac-Saint-Jean-		Saint-Canut	Deux-Montagnes	10.00
	Ouest	90.00	Saint-Charles-de-Caplan	Bonaventure	10.00
Sainte-Agathe-des-Monts	Terrebonne	107.50	Saint-Étienne-de-		
Saint-Jérôme	Terrebonne	40.00	Beauharnois	Beauharnois	110.00
Saint-Joseph-d'Alma	Lac-Saint-Jean-		Sainte-Flore	Saint-Maurice	60.10
	Est	117.50	Sainte-Foy	Québec	102.50
Saint-Laurent	Jacques-Cartier	290.50	Sainte-Geneviève-de-		
Sainte-Rose	Laval	.....	Berthier	Berthier	152.50
Terrebonne	Terrebonne	35.00	Sainte-Jeanne-d'Arc	Lac-Saint-Jean-	
Trois-Pistoles	Témiscouata	.....		Ouest	25.00
Victoriaville	Arthabaska	100.00	Saint-Joseph-de-Mont-		
Waterloo	Shefford	82.50	Rolland	Terrebonne	10.00
Windsor	Richmond	55.00	Saint-Laurent	Jacques-Cartier	30.00
			Saint-Léon-le-Grand-de-		
<i>Villages :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>	Dumont	Maskinongé	.....
Annaville	Nicolet	55.00	Saint-Louis-de-Terrebonne	Terrebonne	60.00
Chambly-Bassin	Chambly	30.00	Saint-Malachie	Papineau	35.00
Chambly-Canton	Chambly	45.15	Sainte-Martine-de-		
Côte-Saint-Luc	Hochelaga	45.00	Beauharnois	Châteauguay	45.00
Cowansville	Missisquoi	70.00	Saint-Pierre-de-la-		
Deux-Rivières	Champlain	92.00	Malbaie, no 1	Gaspé-Est	10.00
Gracefield	Hull	20.00	Sainte-Pudentienne	Shefford	55.00
Knowlton	Brôme	45.00	Sainte-Rose-de-Watford	Dorchester	10.00
L'Abord-à-Plouffe	Laval	72.45	Saint-Ubald	Portneuf	10.00
Lac-Bouchette	Lac-Saint-Jean-				
	Ouest	30.00	<i>Cantons :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>
La Malbaie	Charlevoix-Est	100.00	Bégon	Témiscouata	10.00
La Providence	Saint-Hyacinthe	30.00	Ham-Nord	Wolfe	20.00
Luceville	Rimouski	45.00	Hull, partie Est	Hull	87.50
Maniwaki	Hull	30.00	Law	Hull	127.50
Masson	Papineau	20.00	Marchand	Labelle	55.00
Notre-Dame-des-Anges	Portneuf	10.00	Mulgrave et Derry	Labelle	20.00
Pointe-Fortune	Vaudreuil	10.00	Otis	Chicoutimi	35.00
Pointe-à-Gatineau	Hull	65.00	Potton	Brôme	30.00
Pont-Rouge	Portneuf	30.00	Wolfe	Terrebonne	20.00
Priceville	Matane	.....		
Princeville	Arthabaska	30.00	<i>Municipalités rurales :</i>	<i>Comtés :</i>	<i>Montants :</i>
Quyon	Pontiac	60.00	Aubert-Gallion	Beauce	40.00
Sacré-Cœur-de-Jésus	Beauce	167.50	Bouchette-Sud	Hull	10.00
Saint-Césaire	Rouville	75.00	Buckingham	Papineau	20.00
Saint-Joseph	Richelieu	66.50	Huberdeau	Argenteuil	30.00
Sainte-Marie	Beauce	30.00	Jeanne-d'Arc	Lac-Saint-Jean	30.00
Saint-Ubald	Portneuf	20.00	La-Petite-Rivière	Québec	55.00
Sawyerville	Compton	30.00	Lemieux	Nicolet	30.00
Verchères	Verchères	30.00			

Messine	Hull	30.00
Saint-Louis-de-Gonzague	Dorchester	10.00
Sainte-Marie-de-la-Beauce	Beauce	10.00
Saint-Michel-de-	Lac-Saint-Jean-	
Mistassini	Ouest	35.15
Saint-Octave-de-Métis-Sud	Matane	.....
Sydenham-Sud	Gaspé-Est	50.00
Villeroi	Lotbinière	30.00
Winslow-Sud	Frontenac	92.50

Comté :

Montant :

Nicolet 75.00

Emprunts des corporations scolaires, montants exigés

M. Bélique (Chambly): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1930-1931, jusqu'à concurrence de \$2,438,073.33, tel qu'il apparaît à la page 247 de l'*Annuaire statistique de Québec, 1931*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Abitibi: Clermont, \$10; Colombourg, \$20; Arthabaska: Chenier, \$10; Victoriaville, \$82.50; Beauce: Saint-Côme, paroisse, \$10; Saint-Côme-de-Kennebec, \$10; Saint-Pierre-de-Broughton, \$10; Beauharnois; Salaberry-de-Valleyfield, \$107.50; Bonaventure: Shoolbred (Protestante), \$10; Saint-Alphonse-de-Caplan, \$10; Saint-Jules, \$10; Saint-Siméon, \$10; Charlevoix: Baie-Saint-Paul, village, \$36.50; Chicoutimi, Chicoutimi, ville, \$72.50; Jonquières, village, \$70; Port-Alfred, \$72.50; Dorchester: Saint-Prosper, \$10; Drummond: Drummondville, \$70; Frontenac: Saint-Samuel-de Gayhurst, \$20; Hull: Hull, cité, \$60; Saint-Joseph-de-Wakefield, \$10; Jacques-Cartier: Lasalle, ville, \$20; Pointe-Claire et Beaconsfield, \$65; Joliette: Sacré-Coeur-de-Jésus, \$10; Saint-Côme, \$10; Saint-Félix-de-Valois, \$10; Lac-Saint-Jean: Saint-Augustin, \$30; Saint-François-de-Sales, \$10; Saint-Michel-de-Mistassini, \$37; Lévis: Lévis, cité, \$10; Lotbinière: Saint-Patrice-de-Beauvage, \$10; Villeroi, \$20; Matane: Métis Beach, village, \$20; Saint-Octave, \$10; Matapédia: Amqui, \$32.65; Mégantic; Ireland-Nord (Saint-Adrien), \$10; Missisquoi, Dunham, village, \$20; Montcalm, Saint-Émile-de-Montcalm, \$10; Montmorency No 1, L'Ange-Gardien, \$10; Saint-Tite-des-Caps, \$10; Montreal protestant central school board, \$500; Nicolet: Nicolet, ville, \$72; Saint-Célestin No 2, \$00; Papineau: Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, \$10; Pointe-à-Gatineau, \$45;

Saint-Jean-Vianney, \$119; Pontiac: Campbell's Bay (Protestante), 435; Portneuf: Les-Écureuils, \$10; Québec: Notre-Dame-des-Laurentides, \$00; Richelieu: Filiatrault, \$20; Richmond: Danville (Protestante), \$25; Windsor et Brompton (Protestante), \$25; Windsor, ville, \$70; Sherbrooke, Sherbrooke, cité, \$187.50; Soulanges: Saint-Zotique, \$10; Stanstead: Barford, \$10; Coaticook, \$65; Magog, canton, \$20; Saint-Hyacinthe, Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, \$20; Saint-Hyacinthe, cité, \$105; Saint-Jean: Saint-Jean, ville, \$110; Saint-Maurice: Charette, \$35; Shawinigan Falls, \$105; Trois-Rivières, cité, \$97; Trois-Rivières, \$35; Témiscamingue: Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville, \$10; Témiscouata: Rivière-Bleue, \$35; Terrebonne: Saint-Benoît-Abbé, \$10; Saint-Jérôme, ville, \$65; Verdun: Verdun, cité, \$230.50; Verdun, \$448; Wesmount: Sainte-Madeleine, \$75; Wolfe: Disraëli, \$10; Saint-Adolphe-de-Dudswell, \$10; Saint-Julien-de-Wolfestown, \$30.

Recettes et déboursés Québec, 1930-1931 (Quatre premiers mois)

M. Guertin (Hull): Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les quatre premiers mois de l'exercice 1930-1931, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces quatre mois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Recettes: Ordinaires, \$14,880,777.28; Fonds en fidéicommis, etc., \$1,395,635.55 - \$16,276,412.83.

Dépenses: Ordinaires, \$16,448,374.70; Au compte du capital, \$7,589,330.08; Fonds en fidéicommis, \$3,771,403.98 - \$27,809,108.76.

Recettes et paiements

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. À quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. À quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Recettes ordinaires, \$17,648,087.46; Dépenses ordinaires, \$26,442,270.84.

2. Recettes totales, \$26,700,560.71; Dépenses totales, \$45,497,894.26.

**Recettes et déboursés
Québec, 1930-1931
(Juillet, Août, Septembre, Octobre)**

M. Guertin (Hull): Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec: *a.* Pour juillet 1931; *b.* Pour août 1931; *c.* Pour septembre 1931; *d.* Pour octobre 1931;

comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de chacun de ces quatre mois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Voir la liste ci-dessous)

1931				
<i>Recettes :</i>	<i>Juillet :</i>	<i>Août :</i>	<i>Septembre :</i>	<i>Octobre :</i>
Ordinaires :	\$5,718,881.09	\$1,557,000.70	\$3,032,208.42	\$2,406,231.88
Au compte du capital :	5,945.00	101,598.01	1.00	2,467.94
Fonds de fidéicommis :	539,211.52	359,399.89	238,783.57	273,054.87
<i>Dépenses :</i>				
Ordinaires :	5,071,017.75	6,021,184.18	5,052,526.54	6,655,011.22
Au compte du capital :	3,738,674.22	1,048,729.14	1,241,741.37	1,553,684.48
Fonds en fidéicommis :	2,739,459.41	542,398.37	233,325.57	691,117.10

Rapatriement

M. Barré (Rouville): 1. Des 627 familles agricoles composées de 3,187 personnes qui, d'après la réponse du 20 mars 1931, auraient été rapatriées, du mois d'avril 1928 au 31 décembre 1930, au coût de \$372,313.45, combien: *a.* de familles agricoles; *b.* de personnes sont encore sur les fermes, d'après les statistiques les plus récentes compilées par le gouvernement?

2. De quelle date sont lesdites statistiques?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1 et 2. Toutes ces familles n'ont pas été recensées, mais celles établies dans les comtés d'Arthabaska, de Richelieu, de Bellechasse, de Montmagny, de Saint-Maurice, de Nicolet et d'Yamaska, l'ont été par un missionnaire colonisateur, au cours de l'été dernier, et une seule famille aurait quitté la terre.

**Loi
de la voirie**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 218 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

**Dépenses imputables
au compte du capital**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 219 concernant certaines dépenses imputables au compte du capital et les emprunts y relatifs.

Adopté.

Loi 18 George V, chapitre 9

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9.

Adopté.

**Loi de la taxe
sur les corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme

en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport sur le rapatriement

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur le rapatriement dans la province de Québec, pour 1931. (Document de la session no 48)

Droit de vote des compagnies à fonds social

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi des cités et villes (statuts refondus, 1925, chapitre 102), est modifiée en y ajoutant après l'article 129, le suivant:

"129a. Toute compagnie à fonds social, possédant des immeubles à titre de propriétaire, peut être inscrite sur la liste des électeurs et voter par l'entremise d'un représentant dûment autorisé à cette fin en vertu d'une résolution de la compagnie, dont copie doit être produite chez le greffier dix jours au moins avant la date de la votation. La compagnie exerce ce droit de vote dans celui ou ceux des quartiers où elle a un ou des immeubles pour lesquels elle paie des taxes, qu'elle indique dans la résolution. Ce représentant doit cependant, lorsqu'il est ainsi autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son droit de vote, être directeur ou employé de ladite compagnie. La résolution ci-dessus mentionnée est valide, tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas remplacée par une autre résolution aux mêmes fins.

"Une telle compagnie n'a droit qu'à un seul vote sur chaque règlement soumis aux électeurs. Lorsqu'un règlement doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des électeurs ayant droit de voter, une compagnie exemptée de taxes à raison de ses propriétés immobilières n'a pas droit de voter; celle qui jouit d'une exemption partielle des taxes a le droit de voter mais, dans le calcul de la valeur, l'évaluation de ses propriétés immobilières n'est comptée que proportionnellement à la quotité des taxes foncières annuelles qu'elle est appelée à payer à raison de ces propriétés."

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce bill a pour but de donner droit de vote aux corporations à fonds social comme aux contribuables, quand il s'agit d'emprunts dans les municipalités où elles se trouvent.

M. Stockwell (Brome) propose un amendement à l'effet que les compagnies à fonds social n'auront pas le droit de voter, lorsqu'il s'agira d'exemption ou de commutation de taxes.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si je comprends bien, cela veut dire que les compagnies ne seront pas juges dans leurs propres causes.

M. Stockwell (Brome): C'est ça.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On devrait laisser aux municipalités la liberté d'accorder le droit invoqué par la mesure présentement devant la Chambre. Les compagnies ne votent pas à Saint-Hyacinthe, et nous nous en trouvons bien. Je suis absolument opposé au principe du bill. Comme il arrive assez souvent que les principaux intéressés des compagnies ne résident pas dans les municipalités, cette mesure ne peut que causer du trouble. Je ne crois pas que le temps soit venu de passer une telle loi. Je crois que ce serait asservir le vote des contribuables à celui des compagnies. En laissant la situation telle quelle, les compagnies ne seront pas tentées de contrôler les individus. Si le privilège réclamé est accordé, cela pourrait permettre à de puissantes corporations de faire obstruction à la volonté populaire.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parlant sur le mérite du bill, je crois qu'il serait juste de permettre à une compagnie à fonds social de voter, surtout lorsqu'il s'agit d'emprunt municipal. Les compagnies qui paient de grosses taxes devraient

avoir le droit de voter quand il s'agit des finances de la ville où elles opèrent. Je n'ai pas d'objection à l'amendement du député de Brome (M. Stockwell).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore une fois, je crois que cette loi ne vient pas à son heure. Quelles sont les municipalités qui ont demandé cet amendement à la loi des cités et villes?

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Hier, on en a donné une longue liste au comité, et il y a déjà plusieurs villes qui ont ce droit de faire voter les compagnies.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien de municipalités ont demandé cet amendement?

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Une quinzaine de cités et villes accordent déjà ce privilège aux compagnies, et nous n'avons eu aucune plainte à ce sujet. J'ai agi de ma propre volonté. Je me suis dit que, si ce mode était bon pour une ville, il devrait l'être pour toutes les autres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admire la façon valeureuse dont le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) défend les causes qui lui tiennent à cœur. Je crois qu'il a raison dans ce cas-ci.

Je ne suis pas opposé au principe du bill. Mais le changement en question attaque les municipalités qui n'ont fait aucune demande à ce sujet. Je crois aussi que ce bill devrait venir de l'Union des municipalités. Il faudrait que toutes les municipalités fussent consultées.

M. le président: L'amendement sera-t-il adopté?

Des voix: Drop!¹

Des voix: Carried!²

L'amendement étant mis aux voix, il est adopté sur division.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi des cités et villes (statuts refondus, 1925, chapitre 102), est modifiée en y ajoutant après l'article 129, le suivant:

"129a. Toute compagnie à fonds social, possédant des immeubles à titre de propriétaire, peut être inscrite sur la liste des électeurs et voter par l'entremise d'un représentant dûment autorisé à cette fin en vertu d'une résolution de la compagnie, dont

copie doit être produite chez le greffier dix jours au moins avant la date de la votation. La compagnie exerce ce droit de vote dans celui ou ceux des quartiers où elle a un ou des immeubles pour lesquels elle paie des taxes, qu'elle indique dans la résolution. Ce représentant doit cependant, lorsqu'il est ainsi autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son droit de vote, être directeur ou employé de ladite compagnie. La résolution ci-dessus mentionnée est valide, tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas remplacée par une autre résolution aux mêmes fins.

"Une telle compagnie n'a droit qu'à un seul vote sur chaque règlement soumis aux électeurs. Lorsqu'un règlement doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des électeurs ayant droit de voter, une compagnie exemptée de taxes à raison de ses propriétés immobilières n'a pas droit de voter; celle qui jouit d'une exemption partielle des taxes a le droit de voter mais, dans le calcul de la valeur, l'évaluation de ses propriétés immobilières n'est comptée que proportionnellement à la quotité des taxes foncières annuelles qu'elle est appelée à payer à raison de ces propriétés. Pourvu, toutefois, qu'une compagnie à fonds social ne puisse voter sur un règlement ayant pour objet d'accorder une commutation de taxes sur la propriété appartenant à aucune compagnie à fonds social."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement d'après lequel le représentant qui votera au nom de la compagnie devra être sujet britannique.

Il déclare qu'un élément n'est pas clarifié dans le bill. Les électeurs ne sont pas protégés contre l'influence indue des industriels dans les mesures qui concernent plus particulièrement ces derniers. De plus, en ayant le droit de vote, les compagnies pourraient déléguer un étranger pour agir en leur nom.

Les capitaux des compagnies sont souvent des capitaux étrangers, et il n'y a rien dans la loi qui exige que le représentant d'une compagnie soit sujet britannique. Il me semble que ce représentant devrait être sujet britannique. Comme toutes les municipalités sont intéressées dans cette question, il me semble qu'on devrait d'abord les consulter avant d'adopter le bill.

L'amendement, étant mis aux voix, est adopté sur division.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi des cités et villes (statuts refondus, 1925, chapitre 102), est modifiée en y ajoutant après l'article 129, le suivant:

"129a. Toute compagnie à fonds social, possédant des immeubles à titre de propriétaire, peut être inscrite sur la liste des électeurs et voter par l'entremise d'un représentant dûment autorisé à cette fin en vertu d'une résolution de la compagnie, dont copie doit être produite chez le greffier dix jours au moins avant la date de la votation. La compagnie exerce ce droit de vote dans celui ou ceux des quartiers où elle a un ou des immeubles pour lesquels elle paie des taxes, qu'elle indique dans la résolution. Ce représentant doit cependant, lorsqu'il est ainsi autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son droit de vote, être directeur ou employé de ladite compagnie et être sujet britannique. La résolution ci-dessus mentionnée est valide, tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas remplacée par une autre résolution aux mêmes fins.

"Une telle compagnie n'a droit qu'à un seul vote sur chaque règlement soumis aux électeurs. Lorsqu'un règlement doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur des électeurs ayant droit de voter, une compagnie exemptée de taxes à raison de ses propriétés immobilières n'a pas droit de voter; celle qui jouit d'une exemption partielle des taxes a le droit de voter mais, dans le calcul de la valeur, l'évaluation de ses propriétés immobilières n'est comptée que proportionnellement à la quotité des taxes foncières annuelles qu'elle est appelée à payer à raison de ces propriétés. Pourvu, toutefois, qu'une compagnie à fonds social ne puisse voter sur un règlement ayant pour objet d'accorder une commutation de taxes sur la propriété appartenant à aucune compagnie à fonds social."

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Demande de documents:

Unités sanitaires

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de documents relatifs aux unités sanitaires en cette province.

M. le Président, lorsque j'ai proposé cette motion, je n'avais pas l'intention de critiquer les unités sanitaires, mais d'en faire l'éloge.

J'ai cru, en face du bon travail accompli par les unités sanitaires, qu'il est de mon devoir de proposer que les unités sanitaires soient rendues obligatoires dans tous les comtés de la province.

(Applaudissements)

Si nous avons fait beaucoup dans le domaine de l'hygiène, il reste encore beaucoup à faire, et le meilleur moyen de faire vite et bien, c'est de former des unités sanitaires partout.

(Applaudissements)

Les statistiques démontrent que, depuis la création des unités sanitaires, le taux de mortalité ordinaire et infantile dans la province a connu une baisse, plus spécifiquement dans les comtés où l'on retrouve ces unités. En 1926, avant la création des unités sanitaires, le taux de mortalité générale dans la province de Québec était de 14.5 par 1,000. En 1930, ce taux a été réduit à 13.1. Le taux de mortalité infantile, en 1926, était de 142 par 1,000 et il a été réduit, en 1930, à 120 par 1,000. Ces statistiques valent pour l'ensemble de la province. Regardons à présent les effets des unités sanitaires dans les comtés qui en ont été pourvus.

Comme je l'ai mentionné, le taux de mortalité ordinaire en 1926 était de 14.5 par 1,000 et il est tombé, en 1930, à 13.1. Mais dans les comtés où existent des unités sanitaires ce taux a été réduit à 12.1 en 1930. Le taux de mortalité infantile pour l'ensemble de la province était de 142 par 1,000 en 1926 et a été réduit à 120 en 1930; mais dans les comtés où des unités sanitaires sont en opération, le taux de mortalité infantile a été réduit en 1930 non pas à 120 par 1,000, mais à 98 par 1,000.

(Applaudissements)

Il y a mieux. La proportion de la réduction de mortalité ordinaire et infantile, dans les comtés où des unités sanitaires ont été organisées, comparativement à celle du reste de la province, est de deux pour un, soit une différence de 50 pour cent. Les unités sanitaires ont donc sauvé 50 pour cent de plus de vies dans les comtés qui en sont pourvus.

À mon avis, le problème, dans cette province, c'est qu'on ne reconnaît malheureusement pas assez le travail du personnel dévoué et expérimenté des unités sanitaires.

Et on semble croire que tout ce travail exige des dépenses exagérées. On entend beaucoup parler des coûts élevés qu'il représente pour les municipalités et les comtés, mais pas assez des résultats que ces dépenses, qui ne sont d'ailleurs pas excessives, ont permis d'atteindre.

On ignore les activités des unités et l'on s'objecte à leur création, oubliant que nous perdons trop de mères enceintes, trop d'enfants de un an et moins, des enfants mis au monde et déjà prêts à mourir. S'il y avait une unité sanitaire pour chaque comté, il y aurait moins de mortalité parmi les mères et les nouveaux-nés.

En l'espace d'une année, nous avons perdu dans la province de Québec 95 enfants de moins d'un an par 1,000; cela représente le décès de 60 bébés par jour. Ça, c'était avant que les unités sanitaires entrent en opération. Si je me base sur des données employées récemment par le Dr Nadeau, lors d'une conférence, et qui établissaient à \$2,000 la valeur de la vie d'un enfant, savez-vous que la province de Québec perd en capital humain, en ce qui concerne les enfants de moins d'un an, plus de \$3,000,000 par an?

Nous dépensons chaque année des millions pour les divers services. On s'occupe beaucoup de protéger nos ressources naturelles, nos forêts, nos pêcheries et notre faune, et nous négligerions de sauvegarder notre capital humain?

(Applaudissements)

Mais il semble que nous oublions de dépenser davantage que nous ne le faisons actuellement pour la vie humaine, sous prétexte qu'il faudrait alors imposer de nouvelles taxes aux municipalités, et ce, simplement pour protéger leur propre capital humain. Ne vaudrait-il pas la peine que nous fassions davantage pour conserver nos enfants?

Il est temps, à mon avis, que le gouvernement intervienne et qu'il rende obligatoires ces unités, malgré toutes les objections qui pourraient être soulevées à ce propos. Tous les comtés de la province devraient être dotés d'unités sanitaires.

Si les unités sanitaires existaient partout, nous perdriions aussi beaucoup moins de mères parturientes et d'enfants morts-nés. L'hygiène prénatale serait mieux connue. Nous aurions moins de tuberculose, moins d'épidémies de rougeole, de scarlatine, etc. Les enfants jouiraient d'une protection dont ils ont besoin.

C'est dans les écoles surtout qu'il faut surveiller l'hygiène. Et les gardes-malades des unités sanitaires visitent les écoles, surveillent les enfants et donnent des conseils pratiques.

Savez-vous que depuis que les unités sanitaires sont opérationnelles, plus de 100,000 enfants ont été vaccinés contre la diphtérie? Reconnaissez-vous que, même si par le passé des centaines d'enfants sont morts de cette maladie malgré les soins prodigués par les meilleurs docteurs, il s'en trouve aujourd'hui 100,000 en sécurité, prêts à assurer la survie de la race pour le bien-être futur de

la province de Québec? Combien auraient été sauvés si les unités sanitaires étaient établies partout?

Je demande donc à tous les honorables membres de cette Chambre de maintenir la motion que j'ai proposée pour rendre obligatoire la création d'unités sanitaires dans tous les comtés de cette province.

(Applaudissements)

Je sais que depuis que j'ai mis cette motion à l'ordre du jour - et il est vite devenu évident que la question devait être débattue - des objections ont été soulevées dans certains comtés, que plusieurs députés se sont fait demander de voter contre tout ce qui impliquerait une taxation; que plusieurs députés devront s'objecter à la motion à la demande de leurs électeurs. Si on ne veut pas des unités, c'est parce qu'on ne les connaît pas. Mais je doute fort que les municipalités s'objecteront si elles comprennent mieux le travail effectué par les unités et le coût réel de leur opération.

Examinons tout d'abord les objections, et ici je me considère bien placé pour en parler, appartenant moi-même à la profession médicale. Elles proviennent premièrement de plusieurs médecins qui croient que la mise en place d'unités sanitaires vont réduire leur clientèle. C'est le contraire qui se produit. L'expérience faite dans les comtés où les unités existent démontre que le médecin de campagne sait apprécier ces organisations. Les médecins des unités ne font pas de pratique payante. Le personnel des unités sanitaires décèle la maladie et réfère les patients à leur médecin. Ce sont eux qui font de l'argent. Le personnel des unités n'a pas le droit de traiter gratuitement les gens, excepté lorsque ceux-ci sont manifestement trop pauvres ou lorsque aucun médecin ne se trouve dans le district. Encore une fois, je remarque que ceux qui éprouvent le plus de craintes ce sont les médecins de campagne, dans les comtés non pourvus d'unités sanitaires. Les médecins des comtés où l'on trouve des unités sanitaires sont ceux qui émettent les rapports les plus favorables.

Le reste des objections nous vient des municipalités qui ont peur du coût de création des unités et qui affirment qu'en temps de crise, alors que l'argent se fait rare, il devrait n'y avoir aucune nouvelle taxation. Elles se trompent si elles considèrent comme un fardeau le fait de contribuer pour une unité sanitaire. Si l'on en croit les données qui proviennent des différents rapports, le coût moyen d'une unité est de \$12,000, et, advenant que le coût excède ce montant, le gouvernement déboursa alors la différence.

Ainsi, si l'on prend en compte la contribution gouvernementale venant de la Fondation Rockefeller, cela veut dire que le comté se retrouverait devant des dépenses annuelles d'au plus \$3,000 ou \$4,000. Et pour les comtés comptant quinze ou vingt municipalités, la contribution pour chacune d'elles se situerait entre \$200 et \$400 par année; certains villages pourraient même s'en tirer pour \$100 ou \$200 si l'on se rappelle que chaque unité groupe 15, 20, 25 municipalités. Qu'est-ce cela comparé aux sommes que les municipalités doivent déboursier pour s'occuper de leurs malades et de leurs nécessiteux? En certains endroits, il en coûte autant sinon plus cher pour les enterrer.

Reconnaissez-vous que, si l'an dernier le village de Sainte-Scholastique, dans le comté de Deux-Montagnes, avait eu à supporter le total des coûts d'une unité sanitaire, ce coût aurait été de beaucoup inférieur à celui qu'a entraîné l'épidémie de typhoïde en capital humain et les décès qui sont survenus l'automne dernier?

La province doit considérer la valeur de ces unités sanitaires de manière générale, et les municipalités doivent garder en mémoire qu'il y aurait moins de dépenses pour les nécessiteux souffrant de cécité et autres infirmités, si les maladies contagieuses pouvaient être éliminées, plusieurs de ces cas incombant aujourd'hui aux payeurs de taxes.

Est-ce exagéré pour une municipalité de donner \$100 ou \$200? Il leur en coûte bien davantage pour l'entretien des indigents dans les hôpitaux. Des aveugles, des sourds, des tuberculeux, des néphritiques, des cancéreux, des cardiaques seraient normaux si nous avions eu les unités pour les vacciner contre les maladies infectieuses, si on les eût protégés dès leur enfance contre les dangers de la contagion et entraînés à des habitudes d'hygiène. Il coûte moins cher pour prévenir que pour guérir.

Le gouvernement devrait légiférer immédiatement. Personne n'y a d'objections sérieuses. Il ne faut pas reculer mais avancer. Les dépenses occasionnées seraient simplement compensées par les gains du capital humain.

Je suis certain, M. le Président, que tous les membres de cette Chambre comprendront la nécessité des unités sanitaires, s'uniront à moi et voteront pour qu'elles soient établies dans tous les comtés pour la protection du capital humain de cette province.

(Applaudissements)

M. Fortin (Beauce): À mon titre de représentant du premier comté de la province où les unités sanitaires ont été inaugurées, je suis heureux de

féliciter le député de Montréal-Mercier de son discours si approfondi. Je veux faire l'historique de la création des unités sanitaires. Le Dr Alphonse Lessard, chef du service provincial d'hygiène, en eut l'idée au cours d'un voyage en Californie, en 1920 et, deux ans après, en 1922, la première fut fondée dans la Beauce, et au cours de la même année, une autre fut créée dans Saint-Hyacinthe-Rouville.

Qu'est-ce qu'une unité? Une unité sanitaire, c'est un bureau d'hygiène miniature établi dans un comté qui a à sa tête un directeur qui s'occupe de cela. Le directeur de cette unité est un médecin qui n'a pas le droit de faire de la pratique privée. Il est aidé par un inspecteur sanitaire chargé des conditions hygiéniques dans les édifices publics, les boucheries, les boulangeries. Il fait aussi la surveillance du service de l'eau. Le personnel comprend aussi une ou deux gardes-malades.

Laissez-moi féliciter publiquement le Dr Lessard, qui a rendu de si grands services à sa province, et le Dr Émile Moreau, son digne assistant.

(Applaudissements)

Le travail des unités sanitaires consiste dans le dépistage des maladies, en travaux d'épidémiologie, et de contrôle des denrées alimentaires, mais leur premier rôle en est un d'éducation.

L'unité sanitaire de Beauce, en 1930, a donné 472 conférences d'hygiène scolaire; distribué 18,000 pièces de littérature; accordé 7,789 entrevues et envoyé 4,522 lettres.

Cinq cent vingt cas de maladies contagieuses ont été déclarés de même que 1,019 de maladies infectieuses. Vingt et un cas ont été placés en quarantaine. On a tenu 18 cliniques anti-tuberculeuses; dans les cliniques de tuberculose, on a examiné 810 personnes, dont 36 cas positifs, et 388 visites ont été faites à domicile; pour la puériculture, on a inoculé du vaccin à 2,204 enfants cependant que 1,668,000 unités de vaccin antidiphtérique étaient utilisées; 4,285 bébés ont été examinés dans ces cliniques et 2,541³ cas de maladies ont été référés aux médecins de comté; l'inspecteur sanitaire a fait 408 visites, et, au cours de l'année, les infirmières ont parcouru 24,000 milles pour visiter les différentes paroisses du comté, pour dispenser leurs conseils et leurs soins aux enfants de la Beauce.

Jusqu'à ces derniers temps, l'unité sanitaire de la Beauce était l'unité école pour préparer le personnel destiné aux autres unités sanitaires. Cette école a reçu des visiteurs distingués du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Ontario, même de la Roumanie, de la Belgique et des îles haïtiennes, qui sont venus se renseigner pour établir des unités comme les nôtres chez eux.

(Applaudissements)

Elle a aussi eu l'honneur de recevoir Lord et Lady Wellington; l'Angleterre, si développée au point de vue hygiène, a déclaré qu'on ne pouvait mieux trouver que nos unités chez elles. Tous ont admiré la perfection du système.

Je n'hésite donc pas à recommander au gouvernement d'assurer la permanence de ces organismes en les rendant obligatoires partout. Ils ont coûté l'an dernier \$303,951 et ont épargné du capital humain pour une valeur d'au moins \$3,000,000.

D'après un calcul minutieux, il en coûte environ deux à trois sous par cent dollars aux contribuables pour maintenir ces unités. Est-ce un sacrifice exagéré pour assurer une meilleure santé publique. J'espère donc qu'une loi sera passée au cours de la session actuelle pour rendre ces unités obligatoires dans tous les comtés de la province.

Depuis cinq ans que l'unité est établie, la proportion de mortalité dans la Beauce est tombée de 121.3 par 1,000 à 98.5 par 1,000.

C'est donc un gain net de 35 %.

On a dit que le temps n'est pas venu à cause de la crise de rendre les unités obligatoires. N'en coûterait-il pas plus cher, si l'épidémie frappait les comtés?

M. Bergeron (Matane) participe au débat.

M. Gauthier (Portneuf): Qu'on me permette de féliciter le député de Montréal-Mercier d'avoir inscrit sur l'ordre du jour la motion que nous discutons en ce moment. Il permet à cette Chambre et à toute la province de jeter un regard sur l'organisation très intéressante, et je dirais presque parfaite du système de protection de notre capital humain; de constater les efforts faits pour garder nos enfants nés, vivants, après avoir éduqué les mères sur les soins à prendre pour éviter la contagion; de se réjouir des résultats magnifiques obtenus, grâce à l'unité sanitaire de comté; et reconnaissant le dévouement inlassable des hygiénistes, des ingénieurs sanitaires et des infirmières, d'envisager l'avenir avec une grande confiance.

Il n'y aurait qu'un point noir au tableau, ce serait de permettre que la marche suivie se ralentisse. Je ne veux pas penser un seul instant que nous puissions faire machine en arrière, ce serait trop malheureux pour les nôtres, et la responsabilité qu'entraînerait un tel acte serait trop lourde pour les épaules humaines.

J'emprunte au Dr Alphonse Lessard, directeur du service provincial d'hygiène de Québec, les

quelques lignes qui vont suivre, lesquelles je trouve dans une causerie sur l'unité sanitaire de comté, comme solution du problème d'hygiène infantile dans les régions rurales:

"Le domaine de l'hygiène infantile dans les régions rurales est un de ceux où l'unité sanitaire de comté, telle qu'organisée dans la province de Québec, exerce ses activités les plus considérables. L'expérience de ce qui s'est passé en Angleterre et aux États-Unis démontre, au-delà de tout doute, qu'un des moyens les plus efficaces de protéger l'enfance rurale et semi-urbaine est l'institution de petits services d'hygiène, dont le personnel donne tout son temps à ses fonctions dans des territoires limités et habités par une population restreinte. C'est l'unité sanitaire de comté."

(Applaudissements)

Vingt-cinq unités sanitaires fonctionnent dans notre province, représentant trente-cinq comtés. Étant donné, d'après le directeur du service provincial d'hygiène, que la population susceptible d'être organisée sous ce système est de 1,641,200, il y en a présentement 47 %, soit 767,062 âmes, laissant 53 % à être organisé, soit 874,138 âmes.

Si dans cinq années, près de la moitié de la population, moins 100,000 a été organisée, qu'est-ce qui peut nous empêcher de faire la même chose dans ces cinq années à venir? D'aucuns donneront pour raison la crise actuelle. Est-ce qu'elle doit toujours durer?

Certainement non. Si oui, nous sommes infiniment mieux de diminuer les dépenses ailleurs et de garder ce qu'il faut pour protéger la vie de notre population. Et l'axiome "un esprit sain dans un corps sain" est toujours d'actualité, et s'applique aux populations aussi bien, sinon mieux, qu'à l'individu.

Le gouvernement de cette province a montré dans le passé qu'il désire faire sa part; s'il lui faut faire plus, nous le lui demanderons. Et notre population, beaucoup mieux renseignée qu'il y a dix ans sur la nécessité de l'hygiène organisée et témoin de ses résultats, ne peut laisser improductifs les efforts faits de part et d'autres. Elle aussi voudra faire sa part.

D'ailleurs, M. l'Orateur, si un projet de loi était présenté à l'effet d'établir des unités sanitaires dans tous les comtés qui n'en ont pas, nous pourrions lui donner effet dans une période de cinq années afin de rencontrer le désir des plus récalcitrants. D'ici là, les dernières objections tomberont certainement et toute la population sera heureuse de se voir armée pour la lutte du bien contre le mal.

D'autres, ils doivent être peu nombreux, doutent-ils de l'efficacité des unités sanitaires?

Qu'ils jettent un regard sur ce qui s'est produit dans le comté de Beauce, où une mortalité infantile de 121.5 par mille naissances vivantes en 1926 a été réduite à 87.7 en 1927, tandis que la mortalité par maladies de 84.4 par 100,000 de population qu'elle était est descendue à 55.3.

Sur le comté de Témiscouata qui vit, en 3 ans, tomber sa mortalité infantile de 134.2 à 98.7, et sa mortalité par maladies contagieuses de 124.5 à 21.6. Et je pourrais vous citer des chiffres tout aussi consolants dans les autres comtés de la province pourvus d'unités sanitaires.

Pour donner plus de force à mon argument, je laisserai parler le Dr Parrot, statisticien du département de l'hygiène.

"Si l'on établit, dit-il, la comparaison de la mortalité enregistrée dans les comtés organisés en unités sanitaires et celle du reste de la province, on obtient vraiment une comparaison plus sûre, et aussi une démonstration plus efficace des résultats obtenus par les efforts du service provincial d'hygiène."

	Province entière	Comtés organisés Unités sanitaires	Reste de la province
Pour la mortalité générale : 1926	14.5	14.3	14.6
1930	13.1	12.1	13.6
Diminution :	1.4	2.1	1.0
Mortalité infantile :			
1926	142.0	128.3	148.0
1930	120.1	98.8	130.0
Diminution	21.9	29.5	18.0

L'amélioration dans les unités a donc été au moins 50 % plus prononcée que dans le reste de la province, et si l'on veut avoir une idée du travail fait par les officiers des unités sanitaires, qu'on lise le rapport du Dr Émile Nadeau, directeur adjoint du service provincial d'hygiène et on verra que: pour l'année fiscale 1930-1931, 289,585 personnes ont assisté aux conférences publiques ou spéciales données par les officiers médicaux, les inspecteurs sanitaires et les infirmières; 460,558 pièces de littérature d'hygiène ont été distribuées, surtout aux mères de famille et aux écoliers; 4,565 cas de maladies contagieuses ont été rapportés ou dépistés au cours de l'année comparé à 2,077 cas l'an dernier; lorsqu'on songe qu'une rougeole méconnue ou non déclarée au médecin peut entraîner une ophtalmie purulente et atteindre quelquefois d'une façon permanente la vue de l'enfant, une otite, une lésion de l'oreille affectant sérieusement le sens auditif,

qu'elle peut entraîner une broncho-pneumonie fatale, on ne peut hésiter à se munir de tous les moyens que l'hygiène met à notre service.

Lorsqu'on songe qu'une névrite aiguë fatale ou une névrite chronique peut suivre une fièvre scarlatine mal soignée ou pas soignée du tout, on ne peut que désirer la venue d'une organisation sanitaire possédant tout ce qu'il faut pour éviter ces maux à notre jeune population.

J'ai obtenu en plus du Dr Lessard les chiffres pour l'année 1931.

Par mille de population	Province entière	Comtés organisés Unités sanitaires	Reste de la province
Mortalité générale	12.5	10.7	12.8
Mortalité infantile	115.5	107.5	117.0

En 1926, la mortalité générale était de 14.5 par mille de population, en 1931 de 12.5, ce qui est un gain de 2.

Dans les comtés possédant des unités sanitaires, elle était de 14.5 en 1926, elle est de 10.7 en 1931, ce qui fait un gain de 3.8.

En faisant le calcul nous trouvons donc que la mortalité infantile qui était de 142.5 par mille naissances dans la province entière est tombée à 115.5 en 1931 montrant un gain de 27.

Dans les comtés où il y a des unités sanitaires, nous trouvons un gain de 35 (107.5). Ce qui vient à dire que, pour chaque mille naissances, nous sauvons par année 35 vies qui autrefois étaient fauchées.

Or, en 1930, il y eut 83,625 naissances ce qui signifierait un avantage de 2,926 vies par année, et en 10 ans, 29,260 vies. Ça vaut certainement l'argent dépensé. Quand on songe que 75,000 enfants ont été immunisés contre la diphtérie dans l'espace de un an et demi dans ces comtés pourvus d'unités sanitaires, on comprend aisément la statistique démontrant que nous avons cent décès de moins par cette seule maladie en 1930.

N'est-ce pas assez pour prouver l'efficacité de l'unité sanitaire? Et ce que l'unité sanitaire fait contre les maladies contagieuses, elle le fait, et nous devons particulièrement nous en réjouir, contre la tuberculose qui trop longtemps a décimé notre population. Il me semble, que connaissant les vides irréparables qu'a creusés cette maladie dans notre population, que ce soit et surtout par contact, que ce soit par prédispositions dues à une parenté atteinte déjà, que ce soit par manque de notion ou négligence, et admettant par les statistiques fédérales que notre province en a souffert plus que toute autre province du dominion, aucun argument quel qu'il soit

pouvait être assez fort pour nous faire hésiter un seul instant à prendre tous les moyens nécessaires et immédiats, afin de livrer une lutte sans merci à ce fléau, et le faire disparaître si possible.

Les médecins en ont tant vu de ces petits yeux brillants de fièvre, de ces poitrines à la respiration anxieuse ou à peine perceptible, guettant un mot d'espoir, espérant un remède qui aurait été efficace au début, inutile lorsque la maladie a franchi les étapes, sournoisement ou ne trahissant sa présence que par une petite glande dans le cou, un accès de fièvre vespérale disparue le lendemain.

Ils ont si souventes fois mis au monde un gros bébé rose qu'ils ont vu mourir quelques années plus tard, non pas à cause de l'impuissance de la science, on y a si souvent fait appel à la dernière période de la maladie, mais à cause d'un manque d'isolement des autres malades atteints, à cause d'une prédisposition due aux parents souvent vivant avec une tuberculeuse fibreuse, réparant ses lésions, mais n'aseptisant pas ses expectorations non plus que sa respiration.

Eux, connaissant l'efficacité d'une bonne organisation, d'un bon dépistage, et ils ne peuvent que la désirer, afin qu'elle les aide dans leur travail et je dirais plus, dans leur ministère. J'ai dit tout à l'heure que la tuberculose causait plus de ravages chez nous que partout ailleurs. Si vous voulez jeter un regard sur les statistiques fédérales, à la page 10, 1930, vous y verrez que par cent mille âmes, le taux de la mortalité dans notre province par la tuberculose de l'appareil respiratoire est de 99, tandis qu'il est de 45 dans l'Ontario; que le taux de la mortalité par la tuberculose des autres organes est de 24 ici, étant de 9 dans l'Ontario. Ces chiffres devraient nous faire réfléchir.

Un peu plus bas, vous verrez que le taux de mortalité par diarrhée et entérite est de 125 et en l'Ontario de 35. Qu'il est de 136 pour les mortalités dues aux affections du premier âge, et de 72 en l'Ontario. Nous pouvons faire baisser ce grand désavantage, le faire disparaître; c'est notre devoir. Le moyen, c'est l'organisation de l'unité sanitaire, c'est le dévouement de tout un personnel compétent, donnant tout son temps à ses fonctions.

Il y a aussi un point de vue national à considérer. Sur 938,610 enfants, dont nos braves mères ont fait cadeau à la patrie canadienne de 1926 à 1929, toujours d'après les statistiques fédérales, il est à noter que notre province a fourni plus de 35 % de ces naissances, alors que sa population représentait 27 % seulement de la population totale. Avons-nous le droit de nous désintéresser d'une partie de ces naissances? Nous ne comptons pas sur l'immigration

pour augmenter notre population québécoise. Comme le disait si bien le Dr Nadeau, nous comptons plus sur l'apport de la mère que sur les ports de mer. Nous comptons sur l'union de toutes les bonnes volontés, sur le déploiement de toutes les énergies qui se trouvent certainement dans notre race et celles qui vivent à côté de nous dans la province. Nous comptons sur les moyens que l'on voudra bien mettre au service de ceux qui ont voué leur vie à la conservation de notre capital humain. Et il ne semble exister aucun argument capable de nous faire perdre confiance et nous empêcher d'arriver au but.

Si, malgré les chiffres que j'ai cités, bien incomplets il est vrai, il en faut plus encore pour convaincre mes collègues ou notre population, le rapport du service provincial d'hygiène ne laissera aucun doute sur l'efficacité d'une bonne organisation. Que l'on consulte aussi les statistiques fédérales, que l'on compare la situation qui existait avant 1926 avec celle existant maintenant; qu'on étende cette comparaison aux autres provinces de la Confédération et l'on verra ce qu'une organisation a pu faire, et aussi ce qui lui reste à faire, et ce qui doit être fait. Si l'on hésite encore à se prononcer, un dernier regard jeté dans les familles parentes ou amies fera tomber ce qui reste d'hésitation à se prononcer en faveur du mouvement qui ne doit pas tarder.

J'ai entendu dire quelque part que le médecin de campagne avait été un adversaire de l'établissement, à certains endroits, de l'unité sanitaire. On a donné comme raison la politique; je n'y crois pas dans une question comme celle-ci. On a dit plus: que le médecin de campagne, je ne sais pas si on invoque la même raison pour les médecins de la ville vis-à-vis des dispensaires ou de toute autre organisation hygiénique urbaine, craignait la concurrence des officiers de l'unité sanitaire. Laissez-moi vous dire que si le comté de Portneuf n'a pas d'unité sanitaire, la faute n'en est pas aux médecins. Et j'espère que les maires de mon comté consultant de nouveau leurs contribuables, se déclareront bientôt en faveur de son établissement.

Le médecin de campagne a pu voir venir avec une certaine crainte le médecin hygiéniste, l'ingénieur sanitaire ou même et surtout l'infirmière. Les dames sont si compatissantes et savent si peu refuser un soulagement aux malades.

Sans lui faire concurrence, ils ont pu briser la régularité de ses longues courses, enveloppé de sa fourrure que les années ont fait et vu s'éclaircir, confortablement assis dans sa petite berline rouge. Il ne possède pas la plus belle voiture. Il est humble et souvent marque dans le petit livre du bon Dieu les soins donnés aux familles pauvres.

La fortune que nul ne peut lui enlever se compose de nombreuses paroles d'encouragement dont il n'est pas avare, de son bon cœur ouvert à tous et d'une science médicale générale plus étendue qu'on ne semble le croire. Il n'en fait pas inutilement l'étalage, je l'ai dit tout à l'heure, c'est un humble. Quelques-uns se laissent entraîner, seconde nature probablement, vers la politique. Lorsque tel est le cas, je vous prie de croire qu'il n'est pas un mauvais candidat.

Ouvert à toutes les nouvelles découvertes de la science médicale, se tenant au courant des nouvelles méthodes préconisées par les grands maîtres, il ne peut être réfractaire au mouvement hygiénique; il ne pouvait refuser l'aide précieuse que lui fournissent les officiers sanitaires. S'il a perdu quelque chose en médecine curative, il l'a repris largement en médecine préventive et avec un résultat encourageant pour sa clientèle et une satisfaction toute naturelle pour lui-même.

Permettez-moi de mentionner qu'en 1930-1931, d'après le rapport du service provincial d'hygiène, il a été référé au médecin de famille, dentiste, oculiste, et cela pour les 23 unités sanitaires fonctionnant alors, 140,423 cas. Il a été fait pour causes de maladies contagieuses 3,429 exclusions des écoles. Que dans cette même année, nous trouvons au point de vue correction de défauts physiques - ça comprend les dents extraites ou obturées, les amygdales enlevées ou traitées, les glandes cervicales traitées et guéries, les cas de vision améliorée, les cas de goitre traités et guéris - le chiffre imposant de 61,413 cas.

Or, le personnel de l'unité sanitaire n'extrait pas de dents, ne fait pas d'ablation d'amygdales ou de glandes cervicales, encore moins d'ablation de goitre. Des cas d'exclusions des écoles pour maladies contagieuses, et des 140,423 cas référés au médecin par le personnel de l'unité, combien en aurait-il eu de traités? Ce tableau permet de dire que non seulement il a gagné en médecine préventive, mais aussi qu'il a eu à traiter des cas qui passaient inaperçus auparavant, quelques-uns uns légers, d'autres plus graves, laissant les complications que j'ai mentionnées plus haut.

M'adressant à tous mes confrères en médecine, je leur demande pour l'honneur de la profession médicale, pour la santé de nos enfants, pour le bon renom que la province s'est créé par son organisation sanitaire, chez nos voisins les Américains, dans l'Ontario et dans l'Ouest où l'on veut nous imiter, je leur demande, dis-je, s'il s'en trouve, et je suis certain qu'ils sont un nombre infinitésimal, de

laisser de côté la politique. Je le répète, nous sommes des milliers de médecin dans la province, s'il s'en trouvait un seul, c'est à lui que je m'adresse en ce moment. Il faut que le médecin vive, et je suis certain que l'organisation sanitaire bien faite ne peut l'en empêcher. Le département d'hygiène doit posséder un contrôle assez complet sur ses employés pour que personne n'empiète sur son terrain. Ils doivent lui aider, au contraire, à se dévouer, comme il l'a toujours fait, au service des siens. Le médecin est capable de dévouement.

(Applaudissements)

Un Chénier a donné son sang pour ses frères en regrettant cependant de n'en avoir pas plus à donner pour obtenir les libertés qu'ils avaient droit d'avoir.

On ne vous demande pas de mourir: on vous demande d'empêcher nos enfants de mourir. Est-ce demander trop, M. l'Orateur?

J'ai dit au commencement de mes remarques que le gouvernement avait fait beaucoup. Je termine en lui demandant de faire plus, si c'est possible. La crise est forte. Il nous faut lui faire face et un moyen excellent de conserver toute notre énergie c'est de garder notre santé, de conserver au cultivateur les bras de ses enfants pour l'aider dans son rude labour, et à l'ouvrier, la force de résister à la fumée et aux poussières de l'usine, au danger de contacts des agglomérations.

Nous le lui demandons avec confiance. Faire machine en arrière dans l'organisation sanitaire de la province, ce serait renier tout un passé de dévouement, ce serait faire croire aux autres provinces de la Confédération que nous nous désintéressons jusqu'à un certain point de la santé. Les unités sanitaires doivent demeurer et augmenter en nombre, couvrir toute la province. S'il faut donner plus aux municipalités pour continuer le beau travail entrepris et amplifier les résultats obtenus, nous demandons à l'honorable premier ministre de faire tout ce que son grand cœur, dont il a donné tant de fois les preuves convaincantes, lui dictera en faveur de notre population en général, surtout en faveur de nos enfants, les hommes de demain.

(Applaudissements)

M. Crête (Laviolette): Je voterai pour la création d'unités sanitaires dans mon comté.

(Applaudissements)

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Si vous voulez que cette politique soit pratique, qu'elle soit adoptée dans tous les comtés de la province ou nulle part. Les gens de Gaspé ont accepté une idée progressive, et tous doivent l'accepter maintenant.

M. Bergeron (Matane) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Loi des vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 210 modifiant la loi des vues animées.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir, modifier, remplacer ou abroger le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, inspecteurs et officiers de la commission, dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la loi des vues animées (statuts refondus, 1925, chapitre 174).

Le bill permet au juge d'imposer l'amende et de faire payer les frais dans le cas d'infraction à la loi du cinéma. Jusqu'ici, le magistrat n'avait pas le droit de condamner aux frais, mais seulement à l'amende.

Je profite de l'occasion pour dire que l'on respecte bien peu la loi à Montréal surtout. On admet de tous jeunes enfants au théâtre. Cette loi aura encore pour effet de nous donner un meilleur moyen de sanction contre les violateurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Parlant des honoraires des greffiers) On pourrait mettre les greffiers à l'essai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a toutes sortes de choses à l'essai, il y a même des chefs de l'opposition.

(Rires et applaudissements)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 210 modifiant la loi des vues animées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 210 modifiant la loi des vues animées.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des accidents du travail, complément de réponse, nombre d'accidents

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), du consentement unanime de la Chambre, fait la déclaration suivante au sujet des réponses qu'il a faites à certaines questions du député de Hull (M. Guertin), à la première séance du 3 février 1931-1932, (page 203 des *Journaux*), comme suit:

On sera peut-être surpris que les réponses 2 et 4 aux questions de l'honorable député de Hull (M. Guertin), - "Combien de réclamations pour compensations d'accidents sont actuellement en suspens": 12, "Combien n'ont pas été réglées" - sont identiques. Nous n'avons pas vu de distinction entre les deux questions. Le nombre 11,783, répondant à la question relative aux réclamations actuellement en suspens ou non réglées, indique que ces réclamations sont réellement en cours de règlement: que des paiements d'indemnité se font et se prolongeront jusqu'à la fin de l'incapacité, dont il est impossible de déterminer maintenant la durée.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 4 de la loi 7 George V, chapitre 110, est remplacé par le suivant:

"4. La corporation aura succession perpétuelle, et pourra:

"Avoir un sceau commun et le modifier à volonté; ester en justice; fonder des cercles d'études, organiser des cours, des conférences, des journées d'études et des congrès, pour la poursuite de son objet; fonder et maintenir des bibliothèques et des salles de lecture; acheter, imprimer, éditer, publier et vendre des revues, livres, journaux, brochures et feuilles de propagande assortis à ses desseins et à son objet; les louer, vendre, échanger, hypothéquer, céder, aliéner ou autrement en disposer; emprunter, émettre des obligations (*debentures*) garanties par hypothèques, par gage ou nantissement, s'il y a lieu; souscriptions et abonnements; encourager les études et les œuvres qui se rapportent à l'objet de l'A.C.J.C.; organiser des concours, fonder des prix, attribuer des récompenses; aider et soutenir, dans la mesure de leurs besoins et des ressources de la corporation, des entreprises propres à répandre la culture de l'esprit et à assurer la défense des intérêts religieux, sociaux et nationaux; et, en général, exercer les pouvoirs qui appartiennent aux corporations civiles ordinaires, et les pouvoirs qui peuvent l'aider à atteindre son but ou servir à la mise en œuvre de ses moyens d'action et à l'exécution de ses entreprises."

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose deux amendements à l'article 1 pour bien marquer l'harmonie qui existe entre président et vice-président de la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux d'encourager la jeunesse étudiante, j'en suis d'autant plus heureux que j'ai été l'un des premiers à écrire dans les journaux pour encourager les jeunes à faire partie de l'Association. Il cite à ce sujet un article qu'il avait fait publier dans un journal de Montréal, en 1900, et se déclare satisfait de voir les progrès qu'a faits ce mouvement, depuis cette date.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

1. L'article 4 de la loi 7 George V, chapitre 110, est remplacé par le suivant:

"4. La corporation aura succession perpétuelle, et pourra:

"Avoir un sceau commun et le modifier à volonté; ester en justice; fonder des cercles d'études, organiser des cours, des conférences, des journées d'études et des congrès, pour la poursuite de son objet; fonder et maintenir des bibliothèques et des salles de lecture; acheter, imprimer, éditer, publier et vendre des revues, livres, journaux, brochures et feuilles de propagande assortis à ses desseins et à son objet; les louer, vendre, échanger, hypothéquer, céder, aliéner ou autrement en disposer; emprunter, émettre des obligations (*debentures*) garanties par hypothèques, par gage ou nantissement, s'il y a lieu; souscriptions et abonnements; encourager les études et les œuvres qui se rapportent à l'objet de l'A.C.J.C.; organiser des concours, fonder des prix, attribuer des récompenses; aider et soutenir, dans la mesure de leurs besoins et des ressources de la corporation, des entreprises propres à répandre la culture de l'esprit et à assurer la défense des intérêts religieux, sociaux et nationaux; et, en général, exercer les pouvoirs qui appartiennent aux corporations civiles ordinaires, et les pouvoirs qui peuvent l'aider à atteindre son but ou servir à la mise en œuvre de ses moyens d'action et à l'exécution de ses entreprises.

"[Nonobstant toutes lois ou règlements à ce contraire, les bâtiments, terrains et autres immeubles, possédés à titre de propriétaires et occupés, par la corporation, pour les fins susdites, sont assimilés aux biens des maisons d'éducation, quant aux exemptions de taxes municipales et scolaires.]

"[Cette exemption de taxes ne s'appliquera pas à la taxe d'eau ni aux taxes spéciales pour canaux d'égouts, pavages, trottoirs, et éclairage public.]"

Les amendements sont adoptés.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 février 1932**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Fermes vendues
par le gouvernement**

M. Élie (Yamaska): 1. Combien de fermes dans la province ont été mises en vente par l'entremise du ministère de l'Agriculture en 1931?

2. Combien de fermes ont été vendues?

3. Combien: *a.* Dans les vieilles paroisses?
b. Dans les régions de colonisation?

4. Combien de propriétaires de fermes le ministère de l'Agriculture a-t-il mis en communication avec des acheteurs possibles en 1931?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le ministère de l'Agriculture n'a pas recueilli de renseignements à ce sujet depuis 1930. Il a constaté alors que beaucoup de cultivateurs, qui offraient leurs fermes à vendre, demandaient des prix trop élevés ou étaient sous l'impression que le gouvernement désirait les acheter.

**Loi électorale
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) se lève pour critiquer l'expulsion de l'agent de l'office des élections, fonction inutile, si l'on en croit le clan Taschereau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette législation est présentée trop rapidement, les modifications apportées à la loi sont encore incomplètes et la nouvelle mesure est loin de combler les lacunes existantes.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La loi est lettre morte, une voie secondaire au bill Dillon, en réalité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est bien difficile, M. le Président, de faire des lois parfaites, mais je crois que la loi a beaucoup de bon. Nous pouvons passer la loi telle que présentée, et l'année prochaine, s'il y a lieu, de faire certaines modifications, nous y consentirons. Nous sommes prêts à remettre vingt fois sur le métier notre ouvrage, avec le concours de l'opposition.

M. Guertin (Hull): Pourquoi se hâter avec la loi électorale quand nous sommes encore loin des élections? Il faudrait y aller plus doucement, car il y a eu des critiques bien fondées au sujet de la loi. Nombre d'autres réformes s'imposent dans cette législation: les bulletins de vote ne sont pas ce qu'ils devraient être.

Je suggérerais la formation d'un comité composé sous la présidence du premier ministre, et qui travaillerait en collaboration avec le greffier de la couronne en chancellerie. Ce comité pourrait se réunir pendant la vacance parlementaire, et étudier les amendements qui pourraient être apportés à la loi électorale. Nous désirons que la loi soit aussi parfaite que possible, et c'est pourquoi je fais ces suggestions. Pour cela, il nous faut le concours de toutes les bonnes volontés. Jusqu'ici, personne n'a eu l'avantage de faire des suggestions. En présentant ce bill, le gouvernement se prive volontairement de plusieurs idées qui seraient très utiles. Je préférerais qu'on attendît l'an prochain pour refondre la loi électorale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai aucune objection à la nomination d'un tel comité et je prierai même mon honorable ami d'en faire partie. M. le Président, le discours du trône a annoncé la venue de ce bill. Tous ont eu le temps d'y penser.

Ce bill est au programme du gouvernement depuis le 4 novembre, et il n'est pas l'œuvre du gouvernement mais de M. L.-P. Geoffrion qui s'y connaît en fait de loi électorale. Ce bill est bon, il fait disparaître un tas de clauses peut-être trop puritaines. Nous avons simplifié le bulletin de présentation et je crois que ce bill est un bon pas dans la simplification de la loi électorale.

S'il faut l'améliorer dans les questions de détails plus tard, nous le ferons. La Chambre devrait l'accepter sans hésiter, quitte à lui apporter certaines modifications à la prochaine session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, voici une loi très importante. Elle contiendra le rouage à suivre durant les élections. Elle sera la base du système parlementaire. Je crois plutôt que la loi actuelle est imparfaite, mauvaise même sur certains points. Je dirais même qu'elle est de nature à favoriser les "télégraphes". Elle devrait être soumise à un comité spécial.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, ajoutant après l'article 178 de la loi électorale le paragraphe 3a. intitulé "De la révision des listes en vigueur."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill n'accorde pas assez de temps pour contester, s'il s'avérait que des noms se retrouvent indûment sur la liste. Je crois que la révision des listes par les réviseurs ne devrait pas être définitive et finale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le réviseur est le mieux informé pour régler les cas.

M. Stockwell (Brome) explique que, comme la révision est effectuée la veille d'une élection, il n'y aura pas de temps pour contester. Il plaide avec le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) sur l'aspect légal de cette question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) revient à la charge et fait quelques compliments au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Inutile de chercher à me convaincre avec des compliments.

M. Barré (Rouville) fait état qu'il doute de la droiture des réviseurs, craignant que ceux-ci n'acceptent pas les listes des conseils municipaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les réviseurs accepteront les listes des conseils municipaux. Leur rôle se bornera à mettre sur les listes le nom d'un électeur qui, par hasard, aurait été oublié. Il est toujours regrettable d'apprendre que quelqu'un a pu être défranchisé.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 à 26 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 27 qui se lit comme suit:

"27. L'article 228 de ladite loi, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 11, section 4, est de nouveau modifié en y ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

"Le bulletin de vote est muni d'une souche sans talon, avec ligne perforée entre la souche et le bulletin de manière que celui-ci se détache facilement de la souche. Les bulletins de vote sont brochés en livrets de cent, cent cinquante, deux cents ou deux cent cinquante, selon le besoin des bureaux de vote."

M. Guertin (Hull): Nous devrions garder les bulletins avec talon et nous en tenir au système suivi par Ottawa qui a donné satisfaction à tout le monde. Que l'on amende la loi pour y inclure le bulletin de vote avec double talon.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors de la dernière élection dans Trois-Rivières, des bulletins additionnels se sont retrouvés du côté de l'organisation libérale, marqués d'une croix en faveur du candidat libéral. On les aurait remis aux gens en leur disant de les déposer dans la boîte et de ramener le double qu'on leur a donné au bureau de vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette question a été discutée au long. Quant à cette question du talon, on sait les erreurs auxquelles ce système a donné naissance. Des officiers-rapporteurs n'enlevaient pas le talon avant de mettre le bulletin dans la boîte. Depuis qu'on a enlevé ces talons, on a constaté beaucoup moins d'erreurs que dans le passé.

M. le Président, il faut avoir assisté à un décompte devant les juges pour comprendre le bien de notre manière d'agir actuellement. J'ai assisté à bien des décomptes comme avocat et combien de fois j'ai vu les bulletins marqués à tort et à travers! Avec le système actuel, il n'y aura plus de danger.

L'article 27, étant mis aux voix, est adopté par 30 voix contre 5.

Les articles 28 à 36 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 37 qui se lit comme suit:

"37. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 269, le suivant:

"269*a*. Se rendent coupables d'une infraction punissable par voie sommaire et encourent une amende de cent à cinq cents dollars et les frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement de trois mois à un an:

"1. Toute personne qui fait une déclaration fausse à un réviseur pour en obtenir un certificat en vertu de l'article 178*i*, ou à un dépositaire de la liste électorale en vigueur pour en obtenir un certificat en vertu de l'article 252;

"2. Toute personne qui fabrique, contrefait, ou altère frauduleusement un certificat requis pour voter à un bureau de votation en vertu de l'article 252 ou en vertu de l'article 252*a*;

"3. Toute personne qui n'étant pas la personne mentionnée dans un certificat délivré en vertu de l'article 178*i* ou en vertu de l'article 252, présente ce certificat à un sous-officier-rapporteur pour obtenir un bulletin de vote;

"4. Toute personne qui, en vue de voter dans un bureau de votation au moyen d'un certificat délivré en vertu de l'article 178*i*, fait une déclaration fausse au sous-officier-rapporteur de ce bureau;

"5. Tout réviseur qui délivre un certificat selon la formule de l'article 178*i* à une personne qu'il sait n'avoir pas droit à un tel certificat ou qui délivre un tel certificat en blanc;

"6. Tout dépositaire d'une liste en vigueur qui délivre un certificat selon la formule de l'article 252 à une personne qu'il sait n'avoir pas droit à un tel certificat ou qui délivre un tel certificat en blanc;

"7. Tout sous-officier-rapporteur qui admet à voter en vertu de l'article 252 ou de l'article 252*a* une personne qu'il sait n'avoir pas le droit de voter à son bureau;

"8. Toute personne qui tente de commettre une des infractions énoncées dans le présent article.

"Si la personne qui se rend coupable de l'une des infractions susmentionnées est un réviseur ou un officier d'élection, elle encourt alors une amende de trois cents à mille dollars et les frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement de un à cinq ans."

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le Président, il me semble que la sanction actuelle pour infraction à la loi électorale n'est pas suffisante. On impose une amende. Je suggérerais qu'on y ajoute quelque temps d'emprisonnement. Le parti paiera sans problème une amende; mais s'il y a menace d'emprisonnement, cela fera réfléchir.

M. Guertin (Hull) partage les vues de son collègue, le député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous conservons l'ancienne loi qui dit que ceux qui se rendront coupables d'infractions seront passibles de l'amende et, à défaut du paiement de l'amende, à l'emprisonnement. L'amende est très considérable et cela est suffisant.

L'article 37 est adopté.

Les articles 38 à 58 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency),

à la demande de l'opposition, consent à remettre la troisième lecture à la prochaine séance pour permettre au député de Hull (M. Guertin) d'y proposer un amendement audit projet de loi.

Nouvelle division d'enregistrement et nouvelles municipalités de comté

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, dans le cas des chefs-lieux pour les nouveaux comtés, le bill définit que le chef-lieu pour les comtés de Témiscouata et Rivière-du-Loup restera à Rivière-du-Loup. Les deux comtés en ont manifesté le désir. Dans le cas de Gaspé-Nord, il sera à Sainte-Anne-des-Monts; dans le cas de Roberval et du Lac-Saint-Jean, il restera à Roberval. Toutefois, nous laissons à la Législature le droit de transférer le chef-lieu à Saint-Joseph d'Alma, qui se construit un nouvel hôtel de ville et réservera de l'espace pour recevoir les bureaux nécessaires.

Dans le cas de Hull et de Gatineau, on ne s'entend pas. Les uns le veulent à Hull, les autres à Aylmer, d'autres à Maniwaki. Nous disons dans le bill que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter l'endroit du chef-lieu par proclamation.

Dans le cas de Gatineau, le chef-lieu sera peut-être à Maniwaki, mais, en tous cas, nous voulons envoyer des inspecteurs pour nous rendre compte de l'opportunité de placer le chef-lieu ici ou là! Si nous prenons une décision dans le cours de l'année, nous l'annoncerons par proclamation, sinon, nous y pourrions par une loi l'an prochain.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Morris Yatvis

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent;

- bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;

- bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company;

- bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics;

- bill 203 modifiant l'article 11 de la loi du département de l'Agriculture.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

- bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Charte de Pointe-Claire

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse Saint-François-Xavier de Chicoutimi, emprunt par les syndics

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Club Saint-Denis

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 132 concernant le club Saint-Denis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁵.

Des députés de l'opposition posent quelques questions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁶.

Des députés de l'opposition posent quelques questions⁷.

La résolution est adoptée.

3. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 22, écrit que 9,251 cas ont été référés.

4. M. J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, accompagne le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) pour renseigner la Chambre.

5. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 22, signale qu'il s'agit d'une augmentation de \$25,000 sur l'an dernier.

6. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 22, signale qu'il s'agit d'une augmentation de \$20,000 sur l'an dernier.

7. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 22, rapporte que "M. Guertin surtout, en profite pour faire de l'obstruction". Ce qui a pour conséquence de faire siéger la Chambre jusqu'à minuit.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Rejeté!

2. Adopté!

Séance du vendredi 5 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Bourses en vertu de
10 George V, chapitre 9**

M. Guertin (Hull): Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 27 janvier 1931, jusqu'à date?

b. Quels sont les professeurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

a. Dr Jean Panet-Raymond, Dr Gérard Garon, Dr Charles Grignon, Eugène Joliat, Charles Lapointe, Dr Rodrigue Lefebvre, Maurice Label, J.-Campbell Merrett, Gérard Morisset, Dr Victor Potvin, Jean-Louis Tremblay, Dr Lionel Groleau, Dr Charles-Auguste Painchaud.

b. Lionel Groleau, Eugène Joliat, Charles Lapointe, Maurice Label, Gérard Morisset, Jean-Louis Tremblay.

**Construction
de ponts**

M. Guertin (Hull): 1. Depuis la date couverte par la réponse paraissant dans les *Journaux* de cette Chambre, séance du 19 mars 1931, quels sont les ponts qui ont été construits entièrement aux frais du gouvernement à l'exclusion des travaux de colonisation?

2. Quel est le coût dans chaque cas?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Pont Vincelotte à Cap St-Ignace.

2. \$9,736.66.

**Nouvelle division d'enregistrement et
nouvelles municipalités de comté**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12

modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi électorale
de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), un amendement qui se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre est d'avis que la loi électorale de Québec devrait être modifiée plus à fond et qu'un comité, composé d'un nombre égal des membres de la droite et des membres de la gauche, en plus de l'honorable premier ministre comme président, devrait être formé et invité à préparer, durant la vacance parlementaire, avec l'aide du greffier de la couronne en chancellerie, une révision complète de ladite loi et soumettre ses suggestions à la Chambre, lors de la prochaine session.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté.

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée¹.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des salaires
de certains officiers de justice**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des salaires de certains officiers de justice (statuts refondus, 1925, chapitre 155), est modifié:

"a. En remplaçant le mot: "deuxième", dans la septième ligne du deuxième alinéa, par le nombre: "VI";

"b. En remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

"La commission de deux et demi pour cent que le shérif est autorisé à charger et retenir sur les ventes d'immeubles faites par lui ou par les curateurs ou les liquidateurs est calculée sur le montant le plus élevé que donne soit le montant réalisé sur la vente, soit celui de l'évaluation municipale de l'immeuble si cette évaluation existe.

"Si l'immeuble n'est pas évalué pour les fins municipales, le trésorier de la province évalue l'immeuble et la commission est calculée sur cette évaluation."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que ce bill ne devrait pas être adopté. Il équivaut à une augmentation de taxe de 100 %². Le gros de cet argent revient au gouvernement; dans la plupart des cas, les shérifs n'en touchent que très peu.

Il dit qu'il est rare de voir les propriétés atteindre leur valeur estimée lors des ventes faites par les shérifs et que les taxes représenteront un fardeau additionnel, allant même jusqu'à sept pour cent.

C'est une entrave au crédit rural et au crédit urbain. En temps de crise ce n'est pas le moment de nuire au crédit. Dans le discours du trône, le gouvernement s'engageait à fonder un crédit rural.

Il prétend que cette loi affaiblira considérablement le crédit des cultivateurs en particulier, ce qui les empêchera d'obtenir des emprunts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Trois-Rivières vient encore de répéter que le gouvernement a déclaré un crédit agricole. Il

faut avoir beaucoup d'imagination pour trouver la promesse d'un crédit agricole dans le discours du trône, car le gouvernement a alors simplement dit qu'il étudierait la question dans le but de trouver un meilleur système que celui actuellement en vigueur, s'il n'y avait pas moyen de l'améliorer.

Le député de Trois-Rivières prétend que nous augmentons le taux de deux et demi pour cent sur la vente d'immeubles, mais il se trompe. Ce taux ne va pas au gouvernement, mais aux shérifs, dans les districts ruraux. Nous ne doublons pas la taxe comme le député de Trois-Rivières le prétend.

Voici ce que dit la clause du bill: "La commission de deux et demi pour cent que le shérif est autorisé à charger et retenir sur les ventes d'immeubles faites par lui ou par les curateurs ou les liquidateurs est calculée sur le montant le plus élevé que donne soit le montant réalisé sur la vente, soit celui de l'évaluation municipale de l'immeuble si cette évaluation existe.

"Si l'immeuble n'est pas évalué pour les fins municipales, le trésorier de la province évalue l'immeuble, et la commission est calculée sur cette évaluation."

Le député de Trois-Rivières a mal lu le texte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait augmenter le revenu de ces officiers de justice autrement qu'en augmentant la taxe sur les ventes de propriétés faites par ceux-ci.

De plus, on voit par le bill que le trésorier provincial ne fait pas seulement que taxer, mais encore qu'il se charge de l'évaluation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, là où l'évaluation municipale existe, elle sera acceptée, mais il y a certains endroits où cette évaluation n'existe pas, et alors il faut quelqu'un pour régler ces cas.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi 18 George V,
chapitre 9**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: Que nonobstant toute disposition à ce contraire de la loi 18 George V, chapitre 9, la garantie que prévoit la clause 10 du contrat ratifié, s'étendra, à compter du 1^{er} février 1932, à une somme additionnelle de quarante et un mille cent quarante-sept dollars et soixante-dix-neuf centins qui a été requise, en plus de celle de quatre cent mille dollars, pour parfaire la construction du pont visé par ladite loi et que la cité de Grand'Mère a dû emprunter à cette fin.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**Loi
des assurances**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission
municipale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 créant la Commission municipale soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici le cercueil de l'autonomie municipale. Dans son principe, le bill est défectueux, et les pouvoirs que l'on propose pour la commission sont exagérés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet de loi a rencontré l'approbation unanime des banquiers et des hommes d'affaires liés de près ou de loin aux affaires des municipalités. Il y a eu des erreurs considérables de commises dans la province, et c'est pour cela que nous formerons une commission de deux membres nommés pour 10 ans.

Vous prendriez toute la mesure des difficultés financières que connaissent plusieurs municipalités, si vous constatiez la quantité de demandes d'autorisation d'emprunt qu'on achemine chaque jour à mon bureau. Nous confierons l'autorisation des demandes de prêts et le contrôle sur les municipalités en difficultés à deux hommes d'affaires politiquement indépendants, experts spécialisés dans les affaires municipales. Dans le passé, la plupart de ce travail était effectué par le ministère des Affaires municipales. Cela représente en quelque sorte une espèce de virage en matière d'autorité.

Si la municipalité n'est pas capable de rencontrer ses obligations, c'est un juge de la Cour supérieure qui donnera le contrôle de la municipalité à la commission. Il n'y a pas que dans Québec où les municipalités ont des difficultés. Dans l'Ouest, et aux États-Unis, des municipalités se sont même groupées pour essayer de se financer, tout comme c'est le cas pour les municipalités de l'Île de Montréal, sous la Commission métropolitaine.

Voilà un bill important et je compte sur tous les députés de cette Chambre et sur les journaux pour nous faire des suggestions qui pourront nous aider beaucoup. Je le répète, voilà un bill important et nous allons le référer au comité des bills publics où nous pourrions l'étudier en détail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission ne sera pas responsable auprès de la population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il ne s'agit pas ici d'une question de responsabilité. Il faut opérer un contrôle plus serré sur les emprunts municipaux. Le bill sera applicable à toutes les municipalités à l'exception de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières et les municipalités qui ne sont pas encore sous la Commission métropolitaine de Montréal, puisqu'elles sont contrôlées.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des dettes
et des emprunts municipaux****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Guertin (Hull): (Relevant le fait que la résolution du conseil municipal doit être soumise au ministre des Affaires municipales) Pourquoi pas à votre fameuse commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourquoi employer ce terme ironique alors que ce projet n'a même pas encore été étudié? Nous le ferons peut-être lorsque la loi créant la commission aura été votée.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droit de vote
des compagnies à fonds social**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la loi

des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des
habitations salubres**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 modifiant la loi des habitations salubres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Constituts et régime
de tenure dans Hull**

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Guertin (Hull) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,
articles 313, 339 et 1178**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de Joseph Guy

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Gagnon), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 109 concernant la succession de Joseph Guy soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Adopté.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes;

- bill 211 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 212 modifiant le Code municipal.

Cour des jeunes délinquants

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour des jeunes délinquants.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le maximum du traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder au juge de la Cour des jeunes délinquants sera de cinq mille dollars au lieu de trois mille dollars, conformément aux dispositions de l'article 255 de la loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus, 1925,

chapitre 145), tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Un salaire plus élevé sera peut-être payé à l'homme qui aura toutes les qualités requises pour remplir la charge.

Plusieurs avocats en vue avaient fait une demande pour la position, mais aucun d'entre eux n'avait été choisi jusqu'ici.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour des jeunes délinquants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à lundi prochain.

La séance est levée à 12 h 30.

NOTES

1. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 19, fait remarquer qu'aucun vote, soit debout soit nominal, n'a été pris du fait que l'opposition ne comptait pas cinq députés en Chambre.

2. *The Montreal Daily Star* du 5 février 1932, à la page 11, écrit 50 %.

Première séance du lundi 8 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Pont sur le Saint-Laurent,
à Caughnawaga**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay), appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), demande la permission de présenter le bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Il s'agit de porter à \$3,000,000 le crédit de \$1,700,000 voté l'an dernier pour la construction de ce pont².

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies d'assurance mutuelle
et sociétés de secours mutuels**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels.

Il s'agit de légaliser certains contrats pris par des compagnies en dehors de leur territoire assigné. Il est entendu que les contrats présents sont légalisés, mais non ceux qui pourront être pris désormais en dehors des limites fixées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des compagnies d'assurance
des beurrieres et fromageries**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 225 abrogeant la loi des

compagnies d'assurance des beurrieres et fromageries.

Il n'existe plus que deux de ces compagnies, car toutes les autres sont disparues. Ces compagnies sont inutiles et elles ne pourront plus exister à l'avenir. Les deux qui existent actuellement disparaîtront quand elles auront fini leurs affaires en cours.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des assurances,
paiement de certaines dotations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 227 modifiant la loi des assurances de Québec relativement au paiement de certaines dotations.

Jusqu'ici certaines compagnies d'assurance mutuelle assurent les enfants jusqu'à concurrence de \$400. Et si le paiement devient échu avant que l'enfant ait atteint l'âge de 21 ans, il faut nommer un tuteur, etc. C'est pour remédier à cet état de choses que le bill est présenté. Si l'enfant n'a pas atteint 21 ans, le père pourra donner une quittance à la compagnie, à l'avenir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des véhicules automobiles,
article 49**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), demande la permission de présenter le bill 231 modifiant l'article 49 de la loi des véhicules automobiles.

C'est la loi pour prohiber le transport de voyageurs par camions à marchandises. Ces camions ne sont pas construits pour le transport des voyageurs et mettent leur vie en danger.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Coût des chemins améliorés
de façon permanente**

M. Béique (Chambly): 1. Qu'a coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités; la construction de 15,090 milles de "chemins améliorés de façon permanente", tel qu'il appert à la page 14 du rapport du ministère de la Voirie 1931?

2. Combien de milles desdits chemins ont dû être refaits?

3. Qu'a coûté la réfection: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

4. Qu'ont coûté l'entretien et la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Pour les 12,502 milles améliorés antérieurement à 1930, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 3^e session, 17^e législature, 1930, page 89. Pour les 2,588 milles améliorés en 1930 et 1931; *a.* \$9,637,372.54; *b.* \$3,716,110.45.

2. Aucun chemin amélioré d'une façon permanente n'a été refait.

Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1930, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 3^e session, 17^e législature, 1930, page 89. Pour 1930 et 1931, des revêtements de surface ont été faits sur 218.43 milles.

3. Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1930, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 3^e session, 17^e législature, 1930, page 89. Pour les revêtements de surface faits en 1930 et 1931; *a.* \$6,079,092.67; *b.* Rien.

4. *a.* Pour 1930 et 1931: \$14,383,026.46. Pour les années antérieures à 1930, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 3^e session, 17^e législature, 1930, page 89; *b.* Rien depuis 1927. Pour les années antérieures à 1927, le gouvernement l'ignore.

**Commission des liqueurs de Québec,
magasin no 1**

M. Fisher (Huntingdon): À la page 17 du rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, pour l'année finissant le 30 avril 1931, apparaît un item: "Loyer payé d'avance pour la magasin no 1: \$73,840.23;" *a.* Où est situé ce magasin? *b.* Quels sont les propriétaires de l'immeuble? *c.* Quelles sont les conditions du bail? *d.* Quel est le loyer annuel? *e.* Pourquoi le loyer a-t-il été payé d'avance?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

a. No 1446, rue Peel, Montréal; *b.* Le docteur Max. Lauterman; *c.* 15 ans; *d.* \$7,000 moins \$5,000 sous location; *e.* Le montant indiqué comme "loyer payé d'avance", représente le coût de reconstruction et réparation de l'immeuble.

**Droits perçus,
1930-1931,
cité de Montréal**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels ont été les droits perçus en 1930-1931: *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1930-1931; *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1930-1931: *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$53,855.99; *b.* \$15,889.37.

2. *a.* Pour les licences, \$11,376; pour les droits d'entrée, \$13,238.10; *b.* Pour les licences, \$15,826; pour les droits d'entrée, \$21,773.32.

3. *a.* Appareils, \$470; droits sur paris ou gageures, \$107,294.82; *b.* Appareils, \$735; *c.* Droits sur paris ou gageures, \$193,285.95.

**Droits perçus,
1930-1931,
en vertu de l'article 49, section VI,
chapitre 189, volume III**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quels ont été les droits perçus dans toute la province en 1930-1931: *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des statuts refondus, 1925, article 49?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

a. \$500,612.18; *b.* \$655,752.16.

Pont sur le Saint-Laurent, à Caughnawaga

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Adopté.

Sœurs de la Charité de Québec, garantie d'un emprunt

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté.

Questions et réponses:

Routes entretenues par le gouvernement

M. Guertin (Hull): 1. Quelles sont les routes ou parties de routes entretenues par le gouvernement pour la circulation des véhicules moteurs durant la présente saison?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Durant la présente saison, le département de la Voirie entretient les chemins suivants:

La route no 15, depuis le tunnel du C.N.R. dans la cité de Québec jusqu'à l'église de Notre-Dame-des-Laurentides; le rang Saint-Joseph et l'entrée du couvent Sainte-Marie-des-Ange dans le village de Charlesbourg; le chemin Saint-Joseph dans le village de Charlesbourg; Le chemin de l'Orme, le chemin de l'Ormière et une partie du

chemin Saint-Claude dans Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette; une partie du chemin Principal, le chemin Valcartier dans Château-d'Eau; la rue Saint-Vallier, de la route du Pont Scott à la route des Bell, dans la cité de Québec; le chemin Saint-Charles Sud dans la Petite-Rivière; le chemin Saint-Charles Sud et côte Saint-Paul, la route du Moulin et chemin Saint-Charles, le chemin de l'Ormière, la route Bureau, le chemin Grand-Désert, Haut et Bas, la route No 2 de la Station de l'Ancienne-Lorette à la traverse du C.N.R. dans l'Ancienne-Lorette; Le chemin du Lac Saint-Charles et le chemin de la Grande Ligne dans Notre-Dame-des-Laurentides; le chemin Saint-Louis, l'avenue Sheppard, une partie du chemin Gomin, une partie de l'Avenue Maguire, l'Avenue Holland, l'Avenue de Spencer Wood, une partie de la côte de l'Église, le chemin du Champ d'Aviation, l'entrée de A.C. Price, l'Avenue du Couvent de Mérici, l'entrée de la Prison des Femmes dans Sillery; le chemin Saint-Louis, le chemin du Calvaire, la route de l'Église, une partie du chemin Principal, une partie du chemin Sainte-Foy, l'entrée de la Ferme Expérimentale dans Cap-Rouge; la route No 1, le chemin Saint-Louis, une partie de la route No 2, l'entrée de l'Hôpital Laval, l'entrée des Frères des Écoles Chrétiennes, l'entrée du cimetière Belmont dans Sainte-foy; la route No 15 de Giffard à l'Ange-Gardien; la route Giffard-Montmorency de Giffard à Saint-Grégoire la route No 3; de Lévis au pont de Québec; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approches de ce pont; la rue de l'Église, la rue de la Fabrique, la route Wade et le chemin du Sault dans Saint-Romuald; le chemin du Sault, les rues Poirier, Saint-Frédéric, Saint-Joseph, Routhier et Saint-Jean dans Charny; la route Beaulieu dans Saint-Jean Chrysostome; le chemin Saint-Augustin dans Breakeyville; le chemin Côte de Neiges, Côte de Liesse dans la ville Mont-Royal; le chemin Côte de Liesse, dans la ville Saint-Laurent; la Montée Cartierville, le chemin Côte de Liesse, Côte Vertu, Côte Saint-Louis, Côte-Saint-François, Montée de Liesse, Montée Saint-François, Grande et Petite Montée du Bois Franc dans la paroisse Saint-Laurent; le chemin Côte Saint-Louis dans la ville de Saraguay; la route No 37 de Roxboro à Senneville; la montée Saint-Rémi ou des Sources dans la ville de Roxboro; la rue du Pont dans le village de Sainte-Geneviève; la Montée Saint-Charles, chemin du Cap Saint-Jacques, Montée Saint-Jean, Montée Saint-Rémi, chemin à ma Baie dans Sainte-Geneviève; la rue du Pont, chemin du village, chemin Monk, chemin du Lac, Montée d'en Haut, Montée d'en Bas dans Saint-Raphaël de l'Île Bizard; les rangs Saint-

Jean et Saint-Rémi dans Dollard des Ormeaux; le chemin de Liesse, l'entrée de l'Orphelinat et de la Crèche dans Notre-Dame de Liesse; l'Avenue Elmwood et la Montée Sainte-Marie dans le village de Senneville; la route No 2 dans la ville de Baie d'Urfée et de Beaconsfield; une partie du chemin du Roi, la Montée Saint-Charles et l'Avenue Kirkwood dans la ville de Beaconsfield; le rang Saint-Charles et la montée Saint-Rémi dans la paroisse de Pointe-Claire; le chemin Saint-Léonard et la montée Saint-Léonard dans la ville de Montréal-Est; la route No 37 de Montréal-Nord à la Pointe-aux-Trembles; la route No 2, les approches du pont du bout de l'Île, le chemin de la Ropusselière dans la ville de Pointe-aux-Trembles; les approches du Pont de la Commission du Havre de Montréal; le chemin Saint-Michel et la Montée de la Savane dans la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice; le chemin Saint-Léonard, la Montée de la Savane et la Montée Saint-Léonard dans la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice; la route No 3 dans le village de Boucherville, la paroisse de Boucherville et la paroisse de Longueuil; la route No 1 dans la paroisse de Longueuil et la paroisse de Saint-Hubert; la route No 11 du Pont Viau à Saint-Jérôme; le chemin de la station du C.N.R. et la route No 38 dans la ville de Sainte-Rose; la route No 18 de Pont Viau à Saint-François de Sales; la rue du Collège dans Saint-Vincent-de-Paul; la route No 8 du Pont Viau à la ville de Plage Laval; les approches du Pont de Cartierville; la route No 38, la rue du Pont, l'Avenue Wilfrid, les Boulevards Romain, Lorrain, de Paris et Laurier dans l'Abord-à-Plouffe; la Montée des Côtes, la route Tour de l'Île Jésus, le rang Saint-Elzéar en Bas, le chemin Bas Saint-Martin, la Montée Gagnon, le rang du Trait-Carré en Bas et en Haut, la Montée du Couvent, le chemin du Petit Bois dans Saint-Martin; la Montée Gravel, le rang Saint-Antoine-Est et Ouest, les Montées Lachapelle, Champagne et Paquet, le rang Saint-Antoine, la route No 38 et le chemin du Petit Bois dans la paroisse de Sainte-Dorothée; la route No 38, le chemin du Sault, le chemin du Pont Bellefeuille dans Laval-sur-le-Lac, les approches des ponts Galipeault et Taschereau; la route No 2 de l'Île Perrot à Rivière Beaudette, la route No 17 dans la ville de Dorion, le village de Vaudreuil et la paroisse Saint-Michel; le chemin Nord-Est Rivière Beaudette dans Sainte-Claire d'Assise; la route No 3 de Laprairie à Valleyfield; la route No 9 dans la paroisse et la ville de Laprairie; la route No 14 de Laprairie à Saint-Jean; la route No 2 de l'Île Bourdon à l'Assomption; la route No 33 de l'Assomption à l'Épiphanie.

2. 368.44 milles.

3. Comme la présente saison n'est pas terminée, le département ignore le coût de l'entretien. Quant aux municipalités, elles doivent contribuer à raison de \$100 du mille.

Loi 18 George V, chapitre 9

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Districts électoraux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à certains districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill a l'air formidable, mais il n'est pas dangereux. Il permettra de remédier à certaines situations dans les nouveaux comtés. Cela n'attaque en rien les chefs-lieux. Au Lac-Saint-Jean, par exemple, il y a une paroisse, celle de Saint-André, dont une partie appartient à Roberval et l'autre au comté de Lac-St-Jean. Par ce bill, la paroisse sera toute dans le même comté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, depuis qu'on a préparé des lois au sujet des nouveaux districts électoraux, le gouvernement a apporté un bill chaque année pour les modifier. Cette loi a été modifiée trop souvent; on aurait dû présenter un projet initial mieux défini. Ceci veut dire qu'à la Législature de Québec on présente la législation trop vite. S'il prenait plus son temps, il n'aurait pas à

revenir si souvent pour demander de modifier ses lois. Ce n'est pas la première fois que nous faisons ce reproche au gouvernement.

Il y a eu redistribution en 1929, de nouveau en 1930, et à présent on voit le gouvernement ramener la nécessité de procéder à d'autres modifications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ne pouvez tout de même pas rendre le gouvernement responsable des changements qui surviennent chaque année au sein de la population.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque la loi a été présentée pour la redistribution des circonscriptions électorales, l'on a prétendu que certains districts électoraux très vastes étaient mal représentés, ce qui était très flatteur pour les députés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le peuple qui élit ses représentants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La hâte que mit le gouvernement à ébaucher la loi fut si grande alors qu'on a pu prétendre, et non sans raison, que le gouvernement tendait à soulever la ville contre les campagnes, car les nouveaux comtés formés sont restés sans représentants jusqu'à l'élection générale suivante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jamais on n'a fait d'élections spéciales pour de nouveaux comtés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par le bill Dillon, le gouvernement en a élu, et il aurait fort bien pu faire élire des représentants pour ces cinq comtés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet a été présenté dans le mois de décembre. On ne pouvait pas élire un représentant avant l'élection générale suivante. On ne peut pas enlever à un député la moitié de son comté avant l'élection suivante.

La loi de la redistribution des 5 comtés a été étudiée par une commission qui a siégé pendant des semaines et des semaines et, quand la loi a été présentée, elle avait été bien mûrie. Les changements dont il s'agit maintenant sont anodins.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ne trouvez-vous pas qu'il serait temps de faire quelque chose avec quelques comtés de l'île de Montréal?

Prenez par exemple des circonscriptions comme Jacques-Cartier, Westmount et Mercier, où l'on trouve une abondante population; il serait probablement temps de réviser cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est bien possible. Mais j'espère, et je suis persuadé que c'est aussi ce que souhaitent mes honorables amis, qu'il n'y aura pas d'élection générale avant un autre quatre ans. Il n'y a aucune presse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi, puisque nous y sommes, avoir mis tant de presse à fabriquer la loi électorale. Il n'y aura pas d'élection avant quatre ans, dites-vous?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il peut y avoir des élections partielles et c'est justement pour cela que nous tenions à amender la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement ne replace-t-il pas la ville de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier, au lieu de la laisser dans le comté de Westmount où elle avait été mise en 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux pas revenir là-dessus, c'est une décision du comité de la Chambre, il y a deux ans et cette décision a été unanime.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le comité qui a fait la redistribution des comtés a tenu 13 séances et son rapport a été unanime.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La chose a été décidée malgré les protestations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous protestez contre tous les bills.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi des cités et villes, article 571c

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes.
Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).

M. Guertin (Hull): Il serait peut-être bon de consulter les municipalités à cet effet. On enlève à la municipalité le moyen d'avoir un meilleur prix pour les propriétés et l'on permet la vente, quand elle est faite de gré à gré, à un taux parfois insuffisant. Je suis au courant que certaines municipalités ne se doutent pas du changement que l'on propose.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) appuie le député de Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi ne peut qu'être très bien vue des municipalités, vu qu'elle leur épargnera des frais et leur permettra de vendre sans retard, quand l'occasion se présentera, les propriétés dont elles ont charge.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 212 modifiant le Code municipal.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 266 dudit Code, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 74, section 5, et 19 George V, chapitre 88, section 12, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure plus tardive que six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 266 dudit Code, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 74, section 5, et 19 George V, chapitre 88, section 12, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure postérieure à six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 382 dudit Code, tel que modifié par la loi 9 George V, chapitre 59, section 22, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure plus tardive que six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. L'article 382 dudit Code, tel que modifié par la loi 9 George V, chapitre 59, section 22, est de nouveau modifié en y insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure postérieure à six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des renseignements sur les compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Actuellement les compagnies d'assurance et de fidéicommiss font un rapport général au département des compagnies et un rapport détaillé au département des assurances. Nous voulons soulager les compagnies du rapport général. Un bon rapport au département des assurances doit suffire, il me semble.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Une des principales causes des accidents sur les grandes routes, c'est le croisement des chemins.

Afin d'éviter les accidents sur les grandes routes, nous avons pensé de placer partout, à travers la province, au croisement de toutes les routes, à l'entrée des boulevards, des enseignes obligeant les automobilistes à arrêter. Toutefois, comme nous avons 52 routes, le projet est difficilement réalisable. Nous croyons qu'il serait très utile, toutefois, de placer des enseignes en dehors des cités et villes, à toutes les bifurcations et aux croisements des routes les plus importantes. Nous commencerons par les endroits les plus dangereux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que la loi qui s'applique présentement dans les cités et villes s'est avérée un bon moyen de réduire les accidents.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe de la loi est excellent, mais j'ai bien peur que cette loi reste inopérante à cause de la difficulté d'application. Il me semble qu'elle souffre d'ataxie locomotive!

Il (M. Duplessis) prétend que la loi manque de précision et que la fonder sur le seul fait des affiches est insuffisant. Il faut plutôt déclarer que tout automobiliste, avant de s'engager sur la route Montréal-Québec, devra arrêter sa machine, quitter au département à poser des affiches complémentaires s'il le désire.

Il se demande quelle sera la responsabilité des automobilistes à l'égard de ces enseignes, et la sanction s'ils n'arrêtent pas. Il suppose le cas où un automobiliste serait impliqué dans un accident à une telle intersection et l'enseigne ne s'y trouverait pas. Qu'arriverait-il alors? demande-t-il. L'enseigne peut être détruite. Il soulève la question de la responsabilité civile, surtout le soir.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député de Trois-Rivières cherche à plaisir des complications qui ne peuvent que rarement se produire. Ces enseignes seront protégées par les officiers du département de la Voirie et seront illuminées.

Il est difficile, sinon impossible, à l'heure actuelle, de déclarer que l'on ne pourra entrer dans une grande route si on ne s'est pas arrêté avant de s'y aventurer. Il y a 52 routes dans la province et, pour le moment, la mise en application de la loi serait impossible. Toutefois, je suggère que nous commençons. Les enseignes que nous poserons

seront entretenues par nos cantonniers. Les automobilistes ne seront tenus d'arrêter qu'à l'endroit où il y aura une enseigne. S'il n'y a pas d'enseigne, les automobilistes ne seront pas tenus d'arrêter. Le soir, ces enseignes seront illuminées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prédis à l'honorable ministre que les juges auront beaucoup de difficultés à interpréter cette loi.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) prétend à son tour que cette loi ne peut être très efficace. Il suggère que l'on emploie des officiers de vitesse.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On a dit la même chose de notre loi décrétant l'arrêt forcé à une traverse à niveau. Je ne crois pas que plus de 15 % des automobilistes arrêtaient à une traverse. Toutefois, cette loi a eu le bon effet d'éduquer les automobilistes et, aujourd'hui, je dirai que 98 % des chauffeurs arrêtent ou ralentissent aux traverses et font attention. La loi actuelle aura sûrement le même mérite.

Nous allons faire l'éducation des automobilistes pour l'arrivée sur les boulevards comme nous l'avons faite pour l'arrêt aux traverses à niveau. Et nous aurons des officiers de vitesse pour faire observer la loi. Je crois que ce projet est dans l'intérêt public; c'est une mesure de protection qui ne peut être que très utile.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Peut-on savoir pour quelle raison il se passe plus de trois semaines avant que des actions ne soient entreprises contre ceux qui contreviennent à la loi? Cela désavantage les automobilistes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a peut-être un délai, mais je ne l'ai jamais vu excéder huit jours.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) déclare, à la demande du député de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la loi n'entrera en vigueur que 60 jours après sa sanction, de façon à permettre à tous de s'y habituer.

L'article 2 est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prêteurs sur gages et regrattiers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Québec-Est (M. Drouin).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que nul ne devra faire le commerce de regrattier à moins qu'une licence ne lui ait été accordée à cet effet, sur paiements des droits suivants:

1. Dans la cité de Montréal, cent dollars;
 2. Dans la cité de Québec, cinquante dollars;
 3. Dans toute autre municipalité, dix dollars,
- conformément aux dispositions de l'article 119, de la loi des licences (statuts refondus, 1925, chapitre 25), tel qu'édicte par la section 4 de la loi qui accompagne la présente résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais pourquoi la taxe de \$100 pour Montréal, \$50 pour Québec et \$10 pour les autres municipalités? Est-ce que cela empêchera les vols?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi les laisserions-nous sans licence alors que nous en imposons une aux hôtels, aux salles de

billards, etc. Il est probable que nous aurons à surveiller l'application de la loi et il nous faudra un personnel augmenté qu'il faudra payer.

M. Samson (Québec-Centre) demande une définition du mot regrattier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sont regrattiers ceux qui tiennent boutique et qui achètent des marchandises pour les revendre dans des endroits communément appelés "pawn shops" ou "monts-de-piété".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions, dans cette loi, définir ce qu'est un regrattier.

Il se fait apporter le *Petit Larousse illustré*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne se laisse pas convaincre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) expose qu'un regrattier pourrait se faire taxer pour toutes les boutiques qu'il pourrait posséder et opérer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) admet que l'idée sera soumise aux officiers de loi de son département. On amendera si nécessaire, affirme-t-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien ces licences vont-elles rapporter au gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est assez difficile à dire. Nous ne connaissons pas le nombre de prêteurs sur gages et de regrattiers en cette province. Et nous ne savons pas combien continueront leur métier à la suite de cette loi. Il n'y a pas de gouvernement qui donne des licences pour rien. Et si la loi ne servait qu'à éliminer tous ceux qui exercent ces métiers de façon douteuse, ce serait déjà beaucoup.

M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve la loi en tant qu'elle impose des restrictions excellentes sur ce commerce souvent douteux et qui favorise le recel trop souvent. Mais, dit-il, le but du gouvernement est avant tout d'imposer, car la loi de 1909 comportait déjà la plupart des ordonnances comprises dans le nouveau bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) démontre au contraire que la loi nouvelle oblige le prêteur à des prescriptions qui n'existaient pas dans

l'ancienne loi et qui protégeront l'emprunteur et l'objet mis en garantie.

Il dit que d'autres commerces sont sujets à la taxation et qu'il n'y a aucune raison pour que les regrattiers n'assument pas leur part du fardeau. Il cite une liste de permis pour lesquels le gouvernement exige le paiement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de l'occasion pour rappeler au gouvernement le nombre de taxes qu'il fait payer à la population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont les conservateurs qui ont imposé la plupart de ces taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux sont venus au pouvoir sur la promesse de les abolir, mais l'accomplissement se fait attendre. On devrait laisser ces taxes sur les regrattiers à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Montréal les refuserait.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande combien doivent payer les prêteurs sur gages.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les prêteurs sur gages payent \$500 à Montréal, \$250 à Québec, et \$100 ailleurs comme permis. Les regrattiers ne sont pas assimilés aux prêteurs sur gages.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Dans le contexte actuel, néanmoins, alors que chacun essaie de faire tout l'argent qu'il peut avec ce qu'il a, la taxe est trop élevée.

Il trouve également excessive l'amende de \$50 infligée aux regrattiers en cas de première infraction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous voulons qu'ils se conforment à la loi.

M. Barré (Rouville) ajoute quelques mots.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, que le bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des terres et forêts, article 72

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant l'article 72 de la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Actuellement, M. le Président, l'article 72 dit que le permis qui est donné aux licenciés leur donne le droit

de propriété sur tous les arbres sur les terres affermées. Il y a un article dans la loi qui permet au ministre des Terres de couper des arbres pour fins de colonisation et l'érection de ponceaux, chemins, etc. Seul le département de la Colonisation faisait ces travaux autrefois. Maintenant, tous les départements auront le droit de couper des arbres pour faire ces travaux d'après la nouvelle loi, avec l'assentiment du ministre des Terres.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose au bill et prétend que plus il y aura de restrictions sur les concessions de bois, plus il sera difficile de les vendre.

Cela a pour but de diminuer la valeur des concessions forestières, dit-il.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) explique comment le département des usines a besoin d'ouvrir de nouveaux chemins et pourquoi cette permission est nécessaire.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) soulève des objections contre le bill.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne des renseignements au député de Montréal-Saint-Georges.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève auprès du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), la question des champs d'activités des différents départements, du transfert du département des Mines à celui de la Voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À l'époque du remaniement ministériel, l'on avait cru sage de laisser à l'ancien ministre de la Colonisation et des Mines ce dernier département, où il avait créé plusieurs départements nouveaux, tels que celui des géologues, etc. Tout cela a été fait dans l'intérêt public uniquement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soumet selon lui que le département des Mines devrait être rattaché à celui de la Colonisation plutôt qu'au département de la Voirie, et qu'il y a en ce moment d'énormes confusions dans leurs fonctions respectives.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Questions et réponses:**Unités sanitaires**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien a coûté en 1930-31 chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la réponse du 19 février 1931, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

	<i>a.</i> Gouvernement	<i>b.</i> Comté ou comtés
Argenteuil	\$ 9,862.12	\$1,256.00
Beauce	8,438.18	4,401.75
École d'entraînement	4,407.40	.....
Bonaventure	11,241.34	.....
Châteauguay-Laprairie-		
Napierville	10,275.14	1,670.97
Chicoutimi	6,331.17	5,731.13
Frontenac	12,461.28	1,983.18
Gaspé-Est	2,969.62	.....
Joliette	8,921.14	1,815.00
Kamouraska-L'Islet	6,940.98	2,522.49
Labelle	9,439.73	.....
Lac-Saint-Jean	5,919.36	6,154.76
L'Assomption-Montcalm	6,322.87	3,157.45
Lévis	8,455.68	2,751.06
Lotbinière	7,664.84	2,325.08
Mégantic	6,810.19	3,070.45
Matane	10,808.87	1,600.00
Matapédia	12,097.79	1,000.00
Nicolet	7,932.70	2,708.45
Papineau	2,304.80	.....
Rimouski	11,055.37	2,400.00
Saint-Hyacinthe-Rouville	5,771.55	5,956.91
Saint-Jean-Iberville	6,410.69	3,993.37
Témiscamingue	7,403.34	1,250.00
Témiscouata	8,929.59	3,425.00
Terrebonne	5,095.38	5,100.97

2. Trois.

3. Gaspé-Est, 1^{er} mai 1931; Papineau, 1^{er} mai 1931; Gaspé-Ouest, 1^{er} octobre, 1931.

4. Gaspé-Est: 1 officier médical à \$3,000 par année; 3 infirmières à \$1,200; 1 inspecteur sanitaire à \$1,500; 1 secrétaire à \$480. Papineau: 1 officier

médical à \$3,000 par année; 2 infirmières à \$1,200; 1 inspecteur sanitaire à \$1,500; 1 secrétaire à \$480. Gaspé-Ouest: 1 officier médical à \$3,000 par année; 2 infirmières à \$1,200; 1 secrétaire à \$420.

Fermes de démonstration, nombre et coût

M. Élie (Yamaska): 1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 3 février 1931?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 44: \$290,333.72.

2. 1.

3. Orphelinat Agricole, Sainte-Germaine, Comté Dorchester.

4. \$290.03.

Fermes de démonstration, dépenses

M. Élie (Yamaska): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$25,596.68. 2. \$31,983.59. 3. \$9,138.85.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 8 février 1932**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demande de documents:**Retour à la terre,
Saguenay, Lac-Saint-Jean**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Quels sont les marchands, dans les comtés de Roberval et Lac-Saint-Jean et Chicoutimi, qui ont été chargés par le gouvernement de cette province de fournir dans le mouvement de "retour à la terre" les matériaux de construction et la nourriture et tout ce qui était nécessaire aux colons entrés dans ce mouvement, ainsi que les chevaux et vaches nécessaires à leurs installations? 2. Quel est le montant payé ou dû à chacun des fournisseurs à date? 3. Le gouvernement a-t-il contrôlé les prix payés? 4. Dans l'affirmative, a-t-il découvert que des prix exorbitants avaient été payés, surtout dans l'achat des chevaux?

Adopté.

Questions et réponses:**Rapatriement**

M. Barré (Rouville): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre inclusivement, quelle somme globale a été dépensée par le gouvernement pour fins de rapatriement des Canadiens émigrés?

2. Combien de familles et combien de personnes ont été ainsi rapatriées?

3. A combien par tête revient le rapatriement de ces personnes?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. \$214,341.89.

2. 841 familles composées de 3,693 personnes, plus 70 familles composées de 372 personnes rapatriées en 1930 mais dont les allocations ont été payées en 1931.

3. \$51.77.

Feuilleton, question no 1

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande encore une fois au premier ministre quand il répondra à sa question no 1 inscrite depuis des semaines sur l'ordre du jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui répond que si le député de Trois-Rivières veut des

réponses précises et exactes, il faudra remonter jusqu'à vingt ans en arrière et que cela est très long. Les réponses partielles qu'a obtenues le député de Trois-Rivières de quelques membres du gouvernement ne sont pas évidemment exactes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous dire que vos collègues ont donné des réponses fausses?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit fausses. J'ai dit inexactes. Je veux lui donner des réponses précises, mais il faut du temps.

**Loi de l'assistance publique,
article 22b**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 11 modifiant l'article 22b de la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député d'Abitibi (M. Authier).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jusqu'ici, M. le Président, une personne déclarée "indigente" par un recorder, par un magistrat, ou par le maire d'une municipalité, était placée sous la loi de l'assistance publique. Lorsque la dite personne avait son certificat d'un magistrat ou d'un recorder, le gouvernement pouvait réclamer des parents ou tuteurs la partie que ceux-ci doivent payer, mais lorsqu'une personne était déclarée indigente par le maire d'une municipalité, celle-ci payait et ne pouvait réclamer des parents ou tuteurs la partie des dépenses qu'ils sont supposés payer. La mesure a pour but de mettre fin à cet inconvénient.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des services publics,
experts techniciens et employés**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 modifiant la loi de la Commission des services publics relativement aux experts techniciens et employés de la Commission soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Sauvé) demande qu'à l'avenir les experts et les techniciens ne soient pas nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil mais par la Commission elle-même, afin de la soustraire à toute ingérence politique.

Bientôt la Commission sera appelée à étudier la question des taux de la Quebec Power. Comme ce n'est que le début d'un grand mouvement général, il convient, pour donner pleine et entière confiance au public, qu'il y ait moins d'ingérence politique possible.

Si l'on peut imposer à la Commission, n'importe quel expert, s'il arrive par exemple qu'un ministre soit intéressé dans une compagnie appelée devant la Commission, comment le ministère pourrait-il nommer des experts et échapper au juste reproche d'ingérence induite?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Y a-t-il eu des abus dans le passé?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, mais nous aimons mieux prévenir que guérir, et les honorables ministres ne pourraient risquer de se tromper.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand bien même qu'il n'y aurait que la raison que celle que mon honorable ami vient de citer pour enterrer son bill, elle serait suffisante. Cette clause est dans les statuts depuis dix ans et jamais il n'y a eu d'abus.

Je demande à l'honorable député des Deux-Montagnes de me citer un seul cas d'ingérence politique, depuis dix ans que la Commission existe, et il ne le peut. C'est donc dire que les nominations qui ont pu être faites par le gouvernement étaient excellentes et qu'il n'y a pas lieu de modifier la loi pour le présent, et il n'y a pas lieu de craindre que la conduite tenue jusqu'ici ne sera pas la même dans l'avenir.

Il peut se présenter des cas où la Commission a besoin d'experts et pourquoi le gouvernement n'aurait-il pas le droit de lui adjoindre des experts? Je

le regrette, mais nous ne pouvons pas accepter un tel projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi du député de Deux-Montagnes est un des meilleurs qui aient été présentés à la Chambre. Le but de ce bill est de placer la Commission des services publics au-delà de tout reproche possible de la part d'éventuelles intrusions politiques. La Commission des services publics est appelée à juger des questions délicates, notamment celle des taux d'électricité de la Quebec Power. Or, quand on sait l'attitude prise par le gouvernement sur cette question, voit-on la répercussion qu'aurait la nomination d'experts par-dessus la tête de la Commission?

Ce serait tout d'abord décréter que celle-ci n'est pas assez compétente pour choisir les hommes voulus, qu'elle manque de connaissance à cet égard. Je suis certain que le choix des experts par le lieutenant-gouverneur en conseil aurait pour effet d'infirmier le jugement de la Commission. Si le gouvernement, après l'attitude qu'il a prise sur l'affaire de la Quebec Power, allait nommer des experts précisément sur cette Commission et enlever ainsi à la Commission la liberté de choix, la confiance du public serait fort ébranlée.

De deux choses l'une, ou la Commission est compétente et alors qu'on lui laisse la liberté de choisir les experts voulus, ou elle ne l'est pas et alors il ne faut pas la laisser juge de questions aussi graves que celle des taux. Si le gouvernement a confiance dans sa Commission, qu'il le prouve. À tout événement, il faut éviter tout ce qui pourrait saper la confiance du public, et dans ce domaine d'idées, le bill Sauvé est excellent et utile.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami de Trois-Rivières craint l'ingérence politique. C'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui a nommé la Commission. Cette Commission a été créée il y a nombre d'années, elle est au-dessus de l'ingérence politique, elle donne satisfaction, personne n'a eu à s'en plaindre. Pourquoi craindre la nomination d'experts plus que la création de la Commission? Même si le gouvernement soumettait la question des taux d'électricité à Québec, c'est la Commission qui jugerait, elle n'aurait pas à s'occuper de l'avis des experts si elle ne le voulait pas. Les techniciens n'ont aucune autorité sur la Commission. Ils ne font que l'aider de leurs conseils et c'est la Commission et la Commission seule qui rend jugement. Je n'hésite pas à dire que ce projet de loi est inutile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne s'agit pas d'enlever à la Commission ses techniciens; au contraire nous voulons qu'elle soit libre de s'en choisir. Nous voulons que les experts qui seront chargés d'aviser la Commission soient choisis par la Commission elle-même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais ce n'est pas là le but du bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le premier ministre veut proposer un amendement accordant à la Commission le pouvoir de s'adjoindre des techniciens, je l'appuierai. Loin de vouloir diminuer les droits de la Commission, nous voulons les augmenter en lui donnant sa liberté d'action.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 7.

Contre: MM. Authier, Bachand, Bédard, Chouinard, Fillion (Lac Saint-Jean), Frigon, Godbout, Laferté, Mercier fils, Paquet, Perrault, Piché, Power, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), 16.

Ainsi, la proposition est rejetée.

Polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité se réunit sous la présidence du député d'Abitibi (M. Authier).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million

cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁵.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) quand il répondra à ses questions sur la Coopérative fédérée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'imagine que le chef de l'opposition veut surtout s'enquérir sur l'opportunité et la nature des octrois que le gouvernement accorde à la Coopérative. Je suis surpris de voir comment certains députés semblent toujours inquiets de la Coopérative. Je m'étonne de l'attitude de l'opposition qui, chaque année, nous reproche l'aide à cet organisme coopératif. Ce que je puis dire, c'est que l'assistance donnée par le gouvernement l'a été pour servir la cause de la coopération, de l'éducation et de l'avancement de l'agriculture chez nous. Je suis surtout surpris de voir que, sachant cela, les députés de l'opposition posent tant de questions au sujet de la Coopérative. D'ailleurs ce que nous donnons à cette coopérative, nous l'accordons à tout groupement coopératif qui veut se conformer aux exigences du ministère, exigences prescrites à la suite d'études approfondies d'experts.

La Coopérative, grâce à l'assistance qu'elle a reçue, est rendue au point où elle ne fait plus que le commerce des denrées de ses membres. Au début, elle a dû acheter afin de se former une clientèle; comme la Coopérative ne recevait pas de ses membres la production nécessaire, il fallait bien qu'elle s'approvisionnât ailleurs. Mais aujourd'hui elle ne vend plus que les produits de ses membres à commission. Elle n'en achète plus.

La Coopérative est administrée par un bureau de direction dont deux membres sont constamment avec le gérant, de sorte que la coopérative est sans cesse sous la direction de son exécutif.

Il (M. Godbout) donne également des explications sur les octrois pour les concours de labour. Quand un cercle est dans le besoin, le ministère n'hésite pas à l'aider, dit-il.

M. Barré (Rouville), M. Fisher (Huntingdon) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** protestent contre ce qu'ils appellent l'ingérence du gouvernement dans l'administration de cet organisme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande combien les cultivateurs paient de taxes.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) démontre que les cultivateurs ne paient aucune taxe directe au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Bennett, lui, impose des taxes directes aux cultivateurs.

M. Guertin (Hull) lui demande si les cultivateurs ne paient pas les taxes sur les frais judiciaires, la taxe des amusements, la taxe sur les liqueurs, sur les frais de repas, sur les enregistrements, sur l'assistance publique, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les cultivateurs paient évidemment leurs taxes d'église, d'écoles, leurs taxes municipales, mais aucune au gouvernement. Je n'ai jamais dit que les cultivateurs ne payaient aucune taxe nulle part. Les habitants ne sont pas des fous; ils savent bien que si j'avais soutenu le contraire, ils auraient ri de moi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service de l'élevage y compris aide *re* animaux tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁶.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) déclare que, à date, 400 cultivateurs ont été indemnisés par le gouvernement depuis la mise en vigueur de la loi le 31 juillet 1931.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. *Le Soleil* du 9 février 1932, à la page 3, écrit 3 h 30.

2. *Le Canada* du 9 février 1932, à la page 3, explique que le gouvernement provincial doit procéder ainsi, compte tenu du désistement du nouveau gouvernement en place à Ottawa (M. Bennett) à verser sa part pour la construction de ce pont.

3. *Le Journal de l'Assemblée* fait état que le comité a adopté un amendement. Toutefois, une analyse du texte de loi utilisé en comité plénier, et signé par le président dudit comité, démontre qu'aucun amendement n'a été proposé.

4. M. J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, accompagne le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) pour renseigner la Chambre, selon *L'Événement* du 9 février 1932, page 4.

5. *Le Soleil* et *L'Événement* font état qu'il s'agit d'une diminution de \$18,000 sur l'an dernier.

6. *Le Soleil* du 9 février 1932, à la page 13, fait état qu'il s'agit d'une diminution de \$2,000 sur l'an dernier.

Première séance du mardi 9 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville;

- bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés;

- bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77;

- bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile.

Les bills suivants ont été retirés:

- bill 150 modifiant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière civile;

- bill 126 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 166 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Questions et réponses:

Octroi

Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il accordé au conseil municipal de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean en 1930 et 1931 un octroi pour la

construction de trottoirs qui aurait été payé vers le mois d'août 1931?

2. Dans l'affirmative, à quelle date précise ce paiement a-t-il été fait au conseil municipal?

3. À quelle date le gouvernement fédéral a-t-il versé au provincial sa contribution à cet octroi?

4. Les noms de Georges Tremblay, Jos.-A. Simard apparaissent-ils sur les listes de paie?

5. Dans l'affirmative, à quel titre?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1.

Oui.

2. Le 12 août 1931.

3. Le 11 août 1931.

4. Oui.

5. À titre de maire ou de secrétaire pour certifier les pièces.

Requête

Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il reçu une requête du conseil de la paroisse de Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean, demandant un montant d'argent de chômage pour aider ces chômeurs, à être employé dans la construction d'un aqueduc sur une partie du rang A du canton Signaï ou d'une route entre ce rang et celle des rangs VI et VII de ce canton?

2. Le gouvernement a-t-il répondu à cette requête et dans l'affirmative, quelle réponse a-t-il donnée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. Oui. La corporation a été autorisée à dépenser \$2,400.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions du budget, se lisant: "1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933; 2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service de l'élevage y compris aide *re* animaux tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933," rapportées du comité des subsides et lues deux fois, lundi le 8 février courant, soient maintenant adoptées.

Les résolutions sont adoptées sur division.

**Loi des cités et villes,
article 571c**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Districts électoraux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à certains districts électoraux soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Promotion du
retour à la terre**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de promouvoir le retour à la terre, suivant les dispositions à la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourra autoriser le ministre ou la personne désignée par celui-ci à se porter adjudicataire pour le gouvernement, de tout immeuble ou partie d'immeuble mis en vente pour taxes municipales, ou acheter les immeubles que les municipalités possèdent déjà suivant les dispositions de l'article 737 du Code municipal, lorsque le

ministre jugera qu'il est de l'intérêt de la colonisation dans une localité d'agir ainsi et pourvu que le montant de l'acquisition n'excède pas dans chaque cas la somme de cent dollars ou cinq dollars l'arpent.

2. Que les deniers requis pour la mise à exécution de la présente loi seront pris à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Je n'ai pas l'intention de recommencer au long l'explication de ce bill dont il a été beaucoup question déjà. Nous avons parlé souvent de ce sujet, lors de la discussion du budget, et ces jours derniers encore. Le bill a été référé au comité de la colonisation où il a été accepté à l'unanimité. Nous l'avons étudié en détail.

Nous avons inauguré une politique de retour à la terre par différents systèmes; d'abord, celui du rapatriement qui a donné d'excellents résultats, ensuite celui des subsides aux colons, sous forme de prime de défricheurs, etc. Au mois de juin dernier, nous avons établi un autre système qui permet au gouvernement d'établir, sous billets de location, des colons sur différents points de la province. D'après ce système 3,447 familles ont été établies sur des terres et 2,000 maisons ont été construites, du mois de juin au 7 octobre. Le gouvernement a, de plus, acheté et donné 556 vaches et pour \$660 de chevaux. Nous avons eu beaucoup de satisfaction et d'encouragement dans la plupart des cas. Ces gens, qui travaillent en groupe, suivaient les règlements que nous avions établis.

Avec ce système, nous avons établi 125 personnes par jour en moyenne. Cela a été fait sans l'aide du gouvernement fédéral et sans le secours des argents du chômage. Nous avons eu de la part des colons des résultats consolants. Ce système n'est peut-être pas nouveau. C'est celui dont l'intendant Talon se servait aux premiers temps de la colonie. D'après ce système, 916¹ familles ont été établies dans Chicoutimi, 395 sur la Côte Nord, 265 en Gaspésie, 940 au Lac-Saint-Jean, 148 dans Lotbinière et 740² dans le Témiscouata.

En retour, les colons nous ont donné des preuves très encourageantes. Les colons établis sur ces lots y demeurent. Dans certains cas, ils ont quitté leur lot au début de l'hiver, mais ont promis de retourner dès le printemps.

C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, dans Chicoutimi, sur 916 familles, il en reste présentement 499, le reste ayant promis de retourner. Sur la Côte Nord, sur 395 familles, il en reste 318; en Gaspésie, les 265 familles placées y sont demeurées; au Lac Saint-Jean, 560 familles sur 940 sont demeurées; dans Lotbinière, pas une seule famille n'est partie, tandis que dans Témiscouata, la moitié a quitté pour l'hiver.

Nous voulons maintenant faire un pas de plus. Devant leur bonne foi, nous désirons maintenant leur permettre d'acheter des lots vendus pour taxes municipales, par le shérif, ou des lots qui sont vendus par la municipalité elle-même, lots pour lesquels nous ne paierons pas plus de \$100 l'unité ou \$5 l'arpent. Nous voulons avoir le droit d'acheter des lots des particuliers qui ne payent pas leurs taxes aussi bien que de la municipalité qui s'en est portée adjudicatrice.

Nous disons aussi que le droit de retrait, au lieu d'être de deux ans, sera de trois mois. Nous avions d'abord dit deux mois, mais nous avons amendé le bill de façon à déclarer que ce droit de retrait s'exercera dans les 3 mois. Le comité a été unanime à accepter cet amendement. Le projet a été soumis aux colonisateurs les plus en vue et il a été chaleureusement approuvé par Son Excellence Monseigneur Courchesne, de Rimouski.

On s'est imaginé, d'après la nouvelle loi, que le gouvernement achèterait toutes les terres vacantes dans la province. On s'est mépris. Le gouvernement ne peut aller aussi loin que cela. Il se contentera d'acheter les lots de colonisation. Il n'achètera pas non plus de lots isolés, mais essaiera d'acheter des terrains qui formeront groupes autant que faire se pourra.

M. Guertin (Hull): Il est déplorable que le ministre ne dise pas ce qu'il entend faire pour la colonisation, outre le rachat des lots vendus pour les taxes. Tout ce qu'il demande à la Chambre cette année, c'est l'adoption de ce bill. Il y a une grande différence entre ce qui a été fait l'an dernier. Je regrette que l'on ait réduit les subsides, à l'heure où tout le monde se tourne vers cette politique pour trouver une solution à l'encombrement des grands centres par les sans-travail. Le gouvernement a dépensé plus, cette année pour les colons, vu qu'il y avait des élections générales à l'horizon, et maintenant, on vote des crédits moins élevés pour la colonisation. Tout ce que l'on a fait, ça été pour capter des votes.

Il parle des prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous allons nous reposer un peu.

M. Guertin (Hull): La résolution devrait aller plus loin. Dans les vieilles paroisses où il y a de bonnes terres abandonnées, le gouvernement devrait faire la même chose que dans les paroisses de colonisation. Le gouvernement devrait payer deux cents dollars.

Je veux cependant féliciter l'honorable ministre pour la loi qu'il présente. J'approuve cette nouvelle politique à condition que l'honorable ministre de la Colonisation (M. Laferté) distribue ses faveurs dans tous les comtés où le besoin se fera sentir. S'il se borne à quelques comtés privilégiés et amis, son programme n'obtiendra pas le succès anticipé. Mais je regrette que l'on ait diminué les crédits de la colonisation. On devrait augmenter l'octroi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le retour à la terre est le moyen le plus efficace pour aider aux nôtres à traverser la crise actuelle dont une des causes a été l'exode vers les villes. Seulement, je me demande si la loi atteindra son but. Si le but à atteindre est bon, je me demande si le moyen adopté est aussi bon.

Ce qui me frappe dans cette politique de régénération c'est que le gouvernement va spéculer sur la misère du peuple. De deux choses l'une: ou bien le nombre de terres abandonnées pour défaut de paiement de taxes est considérable et le gouvernement devrait y voir et venir en aide à ces cultivateurs, ou bien le nombre est restreint et alors ce projet du gouvernement n'atteindra pas son but. Que le gouvernement vienne en aide aux cultivateurs actuellement sur la terre, afin de les empêcher de la quitter. S'il y a tant de terres à vendre pour les taxes, c'est que la situation n'est pas rose. Ce n'est pas le temps d'acheter des terres à bon marché des cultivateurs, qui ne peuvent pas payer leurs taxes, pour établir des colons. Ce projet n'est pas bon actuellement. On devrait plutôt permettre au cultivateur de garder sa terre.

Le temps pour retraire n'est pas assez long non plus. On devrait accorder un délai de quatre mois pour le rachat de la terre par son ancien propriétaire au lieu de trois.

Avant les élections, l'an dernier, on a ouvert un bureau à Trois-Rivières, pour l'enregistrement de ceux qui désiraient devenir colons. On a pris beaucoup de noms. Mais le bureau a été fermé après les élections, sans avoir aidé ceux qui avaient fait enregistrer leur nom, espérant obtenir certains avantages sur des terres.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les députés de l'opposition se trompent. Nous avons obtenu un résultat merveilleux à tous points de vue avec notre politique, et ils le savent bien. Quant au droit de retrait dans les trois³ mois, ils savent que si le gouvernement gardait le droit de retrait dans les deux ans, cette loi serait ineffective, puisqu'elle s'applique à un besoin pressant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait dire dans le bill que le gouvernement devrait acheter des terres de gré à gré au lieu de lors des ventes au shérif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous faisons cela, mon honorable ami protesterait encore. Il dirait que nous achetons les terres des rouges et que nous n'achetons pas celles des bleus. Je vous connais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien...

M. Fisher (Huntingdon) déclare qu'il n'approuve pas le bill parce qu'il y voit un trop grand pouvoir discrétionnaire aux mains du ministre. Une conséquence de ce bill sera que les municipalités en souffriront en ce sens que, si le gouvernement se porte acquéreur des lots, les municipalités concernées perdront les revenus provenant des taxes.

Il affirme que le fait qu'on ait pratiquement décrété un moratoire sur les arrérages de taxes par une mesure adoptée précédemment rend cette politique de retour à la terre inopérante et impossible à mettre en vigueur. Si les ministres n'ont pas de terre à acheter, en raison du moratoire, leurs plans s'écroulent.

Trop de pouvoir est donné au ministre. Je ne sais rien des nouvelles régions de la province, mais en ce qui concerne les régions plus vieilles, je peux dire qu'une ferme peut se vendre \$100 lorsqu'il y a des arrérages de taxes, alors qu'elle en vaut \$4,000. Maintenant, si la ferme est achetée par un particulier, la municipalité a une chance d'obtenir ses arrérages de taxes, mais si la ferme tombe entre les mains de la couronne, les taxes sont perdues à jamais. De plus, laissez-moi vous dire ceci: une ferme qui peut être achetée à \$100 n'est généralement pas une bonne affaire, et si la ferme vaut plus que \$100, le gouvernement vole quelqu'un.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La loi va être administrée avec justice et dans l'intérêt du retour à la terre. Je ne m'oppose pas à étendre à quatre mois la période de retrait ou de rachat, mais pas au-delà si l'on ne veut pas que la loi devienne inopérante. Les sommes nécessaires à l'achat des terres seront prises à même le fonds consolidé du revenu de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut que la Chambre vote un crédit bien délimité.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La chose est impossible, le gouvernement ne sachant pas le nombre de terres qu'il achètera.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit qu'à l'évidence il s'agit d'une mesure d'urgence et que le gouvernement devrait limiter l'application de ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que comme personne ne peut prévoir la durée de l'urgence, il est préférable de ne prévoir aucune limite.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): (Concernant la durée probable de la crise actuelle) Il se peut que nous ne soyons plus ici lorsque ceci prendra fin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il en est ainsi, de meilleurs hommes seront à nos places.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 pour promouvoir le retour à la terre.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Chicoutimi (M. Delisle).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi:

"1. Le mot: "département" désigne le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries;

"2. Le mot: "gouvernement" désigne Sa Majesté aux droits de la province;

"3. Le mot: "ministre" désigne le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries."

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Fisher (Huntingdon) craignent que cette loi ne soit une cause de conflit entre le ministre des Affaires municipales et le ministre de la Colonisation.

L'honorable M. Laferté (Drummond): N'ayez crainte, les deux ministres s'entendront bien. Dans ce domaine comme dans les autres, nous ne ferons pas de favoritisme.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Dans les cas où un immeuble ou partie d'un immeuble est ainsi adjugé au gouvernement, le retrait doit être exercé dans les trois mois qui suivent l'adjudication et le montant de l'acquisition est payé par le gouvernement sur demande du secrétaire-trésorier qui a fait la vente."

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose un amendement, soit d'étendre à quatre mois, au lieu de trois, le droit de retrait.

Si nous ne mettons pas dans le bill une restriction à la période de retrait, notre loi sera absolument inopérante.

M. Fisher (Huntingdon) veut faire prolonger le délai davantage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me demande maintenant si cette nouvelle loi n'entre pas en conflit avec celle que nous avons adoptée touchant l'extension à quatre ans de la prescription pour paiement des taxes municipales et scolaires en souffrance. Alors cette loi va à l'encontre de l'autre. Les municipalités vont se prévaloir du moratoire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Notre loi ne constitue pas un moratoire. Nous avons prolongé la prescription. Et bien que le délai soit prolongé, rien n'empêche la municipalité de vendre les propriétés pour taxes quand les délais seront écoulés. D'ailleurs, nous achèterons des terres qui auront déjà été vendues pour les taxes.

M. Fisher (Huntingdon): Le montant de cent dollars n'est pas suffisant.

Les terres que l'on veut acheter à \$5.00 en argent, et pas plus de \$100 en tout, sont bonnes ou elles ne sont pas bonnes. Si elles ne sont pas bonnes, et leur bas prix nous porterait à le croire, le gouvernement gaspille en persistant à les cultiver, en y envoyant des colons. Si elles sont bonnes, elles valent plus que \$100 et l'on vole quelqu'un en ne les payant que ce prix. Dans l'un ou l'autre cas, le présent bill est plutôt étrange.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est vous qui avez dit que cette loi constitue un moratoire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez mal compris, c'est vous qui avez employé cette expression lors de la discussion du bill.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): (À l'honorable M. Laferté) Prolongez davantage le délai de 4 mois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Impossible, nous voudrions (sic) la loi inopérante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous prolongeons le délai, nous resterons collés avec ces terres, et ce n'est pas cela que nous voulons, les acheter.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose en amendement que le délai soit prolongé à six mois.

L'amendement du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), étant mis aux voix, est rejeté.

L'amendement du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) est adopté.

Le paragraphe 2 de l'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Dans les cas où un immeuble ou partie d'un immeuble est ainsi adjugé au gouvernement, le retrait doit être exercé dans les quatre mois qui suivent l'adjudication et le montant de l'acquisition est payé par le gouvernement sur demande du secrétaire-trésorier qui a fait la vente."

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que le mouvement du retour à la terre a, durant les mois récents, pris un essor considérable et qu'il y a lieu d'édicter des dispositions pour le favoriser;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Barré (Rouville): Des terres à cent dollars il n'y en a pas beaucoup dans la province. Ce projet, c'est une coquille pour remplir un tonneau percé. On le baptise du nom de bill du retour à la terre. Mais à quoi servira cette loi au point de vue pratique? Je ne m'oppose pas au bill. Mais on aurait dû l'appeler une petite mesure pour aider la colonisation, mais non un bill pour promouvoir le retour à la terre. Il va falloir en venir à autre chose qu'à ces petites mesures. La solution du problème est trop sérieuse pour être réglée comme cela. Elle aurait dû s'étendre aux terres, en général, et dans toutes les paroisses où il y en a de disponibles.

D'ailleurs, il est des mesures plus urgentes. Si on prenait les moyens de garder les cultivateurs à la terre, on ne serait pas obligé de les retourner à la terre, en dépensant des millions. Ainsi il y a le crédit agricole.

M. Stockwell (Brome): Oui à deux pour cent.

M. Barré (Rouville): Le député fait de l'ironie. S'il veut avoir ma pensée, je vais la lui communiquer. Ce qui importe, c'est assurer aux cultivateurs du capital au plus bas taux possible, quel que soit le système qu'on établisse, pourvu qu'il soit bon. Il faut avant tout que le cultivateur puisse emprunter de l'argent, sans avoir à subir des procédures ruineuses. Je comprends que l'on essaie de déplacer la question. Quant aux taux, je suis d'avis qu'on ne peut prêter généralement à un taux plus bas que les taux ordinaires du marché monétaire, mais il est des institutions qui méritent des taux de faveur quand il s'agit de les sauver, et l'agriculture est une industrie assez importante pour lui faire des faveurs si nécessaires. Je le répète, ce n'est pas en mesquinant qu'on aidera efficacement l'agriculteur à sortir de la crise. Il faut l'aider à se procurer de l'argent; c'est une nécessité. Quant au système, qu'on prenne le meilleur et qu'on agisse!

Une question n'est pas réglée quand on a fait des promesses pour les oublier au lendemain des élections.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 211 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 402 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure plus tardive que cinq heures, mais pas plus tard que huit heures de l'après-midi, pour la clôture de la votation."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 402 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil peut cependant fixer par règlement une heure postérieure à cinq heures, mais pas plus tard que huit heures de l'après-midi, pour la clôture de la votation."

L'amendement est adopté.

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des assurances, paiement de certaines dotations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant la loi des assurances de Québec, relativement au paiement de certaines dotations, soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, les compagnies d'assurances assurent les enfants pour \$20 jusqu'à 1 an, et pour \$500 jusqu'à 10 ans. Pour simplifier les procédures, la loi dit que le père pourra donner quittance à la compagnie au lieu de recourir à toutes les nominations de tuteurs, etc., dans le cas du décès de l'enfant ou de la maturation de la police.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi des assurances de Québec (statuts refondus, 1925, chapitre 143), est modifiée en y ajoutant après l'article 217*b*, tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 90, section 8, le suivant:

"217*c*. Lorsqu'en vertu d'un contrat d'assurance sur la personne, une somme est payable à l'assuré comme dotation à l'expiration d'une période déterminée, le père d'un assuré qui est mineur, lors de l'échéance de cette dotation, peut valablement recevoir pour le compte de l'assuré la somme ainsi payable, pourvu qu'elle n'excède pas quatre cents dollars, et en donner quittance à la compagnie.

"Si le père est mort, absent de la province ou s'il est incapable d'agir, la mère peut également et aux mêmes conditions, recevoir le montant ainsi payable à l'assuré et en donner quittance à la compagnie."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi des assurances de Québec (statuts refondus, 1925, chapitre 143), est modifiée en y ajoutant après l'article 217*b*, tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 90, section 8, le suivant:

"217*c*. Lorsqu'en vertu d'un contrat d'assurance sur la personne une somme est payable à l'assuré comme dotation à l'expiration d'une période déterminée, le père d'un assuré, qui est mineur lors de l'échéance de cette dotation, peut, à défaut d'un tuteur nommé, valablement recevoir pour le compte de l'assuré la somme ainsi payable, pourvu qu'elle n'excède pas quatre cents dollars, et en donner quittance à la compagnie.

"Si le père est mort, absent de la province ou s'il est incapable d'agir, la mère peut également et aux mêmes conditions, recevoir le montant ainsi payable à l'assuré et en donner quittance à la compagnie.

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles, article 61

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant l'article 61 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

On ne pourra me reprocher qu'une chose: de ne pas aller assez loin. La loi actuelle des véhicules automobiles ne permet en aucune manière à une municipalité d'obliger un propriétaire d'automobile de louer à s'assurer.

Il s'agit de donner aux municipalités le pouvoir de forcer les conducteurs de taxis à prendre une assurance. C'est encore une mesure pour protéger le capital humain en essayant d'éliminer les risques d'accidents. Nous avons à Montréal près de 1,300 taxis, dont 1,000 appartiennent à des compagnies qui, elles, prennent des assurances. Il est juste que le public soit protégé. Toutefois, les autres taxis privés ne prennent pas toujours de l'assurance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle est la prime d'assurance?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): De \$250 à \$300 par an, me dit-on.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député a-t-il pris des dispositions pour empêcher que le taux des assurances et celui du transport soient augmentés?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Mon projet a pour but de permettre aux municipalités d'obliger les propriétaires de taxis à prendre une assurance. Je sais que la police sera une garantie additionnelle au public voyageur parce que les compagnies ne donneront pas de police à des chauffeurs dont le passé, comme tel, est discutable. Dans Ontario, il y a une loi semblable. Plusieurs organisations la demandent ici également. Je crois que ce projet rendra de grands services à la province.

M. Béique (Chambly): Dans les campagnes où les accidents sont moins à craindre, cette loi pourrait avoir des inconvénients. La loi ne devrait pas s'appliquer aux municipalités.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

La séance est levée.

Deuxième séance du 9 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi 21 George V, chapitre 36

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 176 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dépose un bill demandant l'abrogation de la loi de la radio.

Des voix ministérielles: Expliquez-vous!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le jugement rendu par le Conseil privé, qui confirme le jugement de la Cour Suprême, constitue le fondement de la législation en cette matière. Le Conseil privé, le plus haut tribunal de l'Empire, donne au fédéral la juridiction en matière de radiophonie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous la permission du lieutenant-gouverneur en conseil pour cette mesure?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas nécessaire. Je n'en ai pas besoin, en regard de la décision du Conseil privé. J'ai l'autorité de la plus haute cour du pays en plus de mon bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons. La province de Québec a ses droits et aura encore quelque chose à dire à ce sujet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Manutention de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant la manutention de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce projet de loi a pour but d'empêcher la contrebande de la gazoline. La loi décrète que toute personne, compagnie, etc., doit faire rapport de ses achats ou de ses ventes de gazoline tous les mois. Cette loi n'implique pas une taxe, mais simplement le contrôle du débit de la gazoline.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La contrebande relève du ministère des douanes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne s'agit pas de cela. Nous ne défendons pas l'importation; nous la prenons comme un fait acquis; mais nous voulons savoir quelle quantité de gazoline le marchand a en main et celle qu'il en a vendue. Il lui faudra en faire rapport au contrôleur du revenu. Nous exigeons aussi en particulier de celui qui a importé ou acheté de la gazoline pour son usage personnel d'en faire rapport. Le gouvernement ne fait que demander un rapport sur la gazoline importée ou achetée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement crée trop de difficultés au commerce de la gazoline et il provoquera ainsi une hausse de prix du produit. Pensez-vous que vous allez exiger une foule de rapports sans que les marchands ne les fassent payer par le consommateur?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces rapports ne créent aucune difficulté insurmontable. Et sans ces rapports, la loi ne peut être appliquée, ni la contrebande enrayerée.

Le comité étudie paragraphe par paragraphe l'article 1.

Les paragraphes 1 à 5 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"6.1. Lorsque la gazoline est expédiée d'un endroit en dehors de la province à un endroit dans la province, par l'intermédiaire d'un voiturier, la personne qui reçoit cette gazoline dans la province doit obtenir et conserver le connaissance émis à l'occasion de ce transport, et le produire à l'inspecteur, à sa demande, pourvu toutefois que l'inspection soit faite dans les deux ans de la réception de la gazoline.

"2. Si cette expédition a lieu par un moyen de transport appartenant à ou contrôlé par l'expéditeur ou le consignataire, la personne qui reçoit cette gazoline dans la province doit, dans son rapport, indiquer quel est ce moyen de transport, le nom qu'il porte, si c'est un vaisseau, à qui il appartient, le point d'expédition et celui de la destination."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi deux ans? Ce n'est pas raisonnable de forcer les commerçants à conserver les factures pendant deux ans.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Sans ce délai, il faudra un nombre trop considérable d'inspecteurs. D'ailleurs, il ne s'agit que des factures pour la gazoline importée et non celle vendue dans la province.

Le paragraphe 6 de l'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 7 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"7.1. La réduction en quantité de gazoline, causée par évaporation, peut être admise, pour les périodes de temps et dans les circonstances et proportions établies par le contrôleur du revenu de la province.

"2. La réduction en quantité de gazoline, causée par écoulement, peut être admise, dans le cas et la proportion où le contrôleur du revenu de la province est d'opinion qu'il n'y a pas eu négligence de la part de la personne qui fait la déclaration ou de ses agents ou employés.

"3. La réduction en quantité de gazoline, causée par la différence entre le gallon, mesure américaine, et le gallon, mesure impériale, est admise, au cas échéant."

M. Duplessis (Trois-Rivières): On va trop loin. Le contrôleur du revenu ne peut fixer la proportion de gazoline perdue par évaporation, écoulement, etc.; il ne peut non plus exiger une taxe sur la gazoline perdue, mais bien sur la gazoline vendue.

Le paragraphe 7 de l'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 8 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"8. Tout officier du revenu généralement chargé de l'exécution de la présente loi et des règlements passés en vertu d'icelle, et toute personne

autorisée à cet effet, peut, sans permission, entrer à toute heure raisonnable dans tout local d'un vendeur de gazoline, examiner les livres et documents, vérifier les quantités de gazoline acquises, livrés et en mains, d'après ces livres et documents et d'après renseignements obtenus, établir par mesurement les quantités de gazoline actuellement en mains, soit dans ce local soit ailleurs dans la province, établir les quantités perdues par évaporation ou par écoulement, comparer les quantités, faire rapport du tout, et généralement s'assurer si les dispositions de la présente loi et des règlements faits en vertu d'icelle sont observées."

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'interroge sur l'heure des visites des inspecteurs et demande de fixer les visites de telle heure à telle heure. Il craint que les inspecteurs fassent leurs inspections durant la nuit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout le monde sait quand c'est l'heure du coucher.

M. Barré (Rouville): L'heure du coucher ça peut varier. À la campagne, les vieux disent que les honnêtes gens se couchent à 9 heures. Mais je ne sais pas si les députés se couchent à 9 heures, surtout en temps de session. (Rires)

Le paragraphe 8 de l'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 9 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"9. Quiconque enfreint quelqu'une des dispositions de la présente loi ou des règlements faits en vertu d'icelle, commet une infraction, et doit être condamné: pour la première infraction à une amende de pas moins de mille dollars et aux frais, et, à défaut du paiement de cette amende et des frais, à un emprisonnement de trois mois dans la prison commune, que le tribunal peut réduire à un mois; et pour toute infraction subséquente, en sus des frais, à un emprisonnement de trois mois dans la prison commune."

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Quiconque enfreint quelqu'une des dispositions de la présente loi ou des règlements faits en vertu d'icelle, commet une infraction, et doit être condamné: pour la première infraction à une amende de pas moins de deux dollars et pas plus de mille

dollars et aux frais, et, à défaut du paiement de cette amende et des frais, à un emprisonnement de trois mois dans la prison commune, que le tribunal peut réduire à un mois; et pour toute infraction subséquente, en sus des frais, à un emprisonnement de trois mois dans la prison commune."

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose au terme de trois mois d'emprisonnement pour la première infraction, que le tribunal peut réduire à un mois, et au trois mois pour toute offense subséquente.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 9 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 10 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"10. Quand une infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements qui sont faits en vertu d'icelle est commise par une raison sociale, une société, une corporation, un club, une association ou un syndicat, et quand un jugement est rendu en vertu de la présente loi contre telle raison sociale, société, corporation, club, association ou syndicat, ce jugement peut, à défaut du paiement de l'amende et des frais par cette raison sociale, cette société, cette corporation, ce club, cette association ou ce syndicat, être exécuté: dans les cas d'une raison sociale, contre le propriétaire de cette raison sociale enregistrée ou non; dans le cas d'une société, contre chaque membre de la société; dans le cas d'une corporation, d'un club, d'une association ou d'un syndicat, contre son président, si celui-ci est dans la province, sinon, contre son gérant ou représentant dans la province, et la sentence d'emprisonnement peut être portée contre tel propriétaire, membre, président, gérant ou représentant, selon le cas."

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à cette clause.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit que la chose existe dans la loi des licences et que, d'ailleurs, le juge a discrétion.

Le paragraphe 10 de l'article 1 est adopté.

Les paragraphes 11 et 12 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 13 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"13. Aucune disposition de la présente loi ne peut être interprétée comme interdisant le transport continu, avec ou sans transbordement, de la gazoline à travers la province, d'un endroit en dehors de la province à tout autre endroit aussi en dehors de la province, pourvu que le transport de toute gazoline sans connaissance comportant expédition d'un endroit hors de la province à un autre endroit également hors de la province crée la présomption *juris et de jure* que cette gazoline est destinée à être livrée dans la province."

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. Aucune disposition de la présente loi ne peut être interprétée comme interdisant le transport continu, avec ou sans transbordement, de la gazoline à travers la province, d'un endroit en dehors de la province à tout autre endroit aussi en dehors de la province, pourvu que le transport de toute gazoline sans connaissance comportant expédition d'un endroit hors de la province à un autre endroit également hors de la province crée la présomption *juris tantum* que cette gazoline est destinée à être livrée dans la province."

L'amendement est adopté

Le paragraphe 13 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 14 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger des règlements qu'il croit nécessaires à la mise à exécution de la présente loi."

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger des règlements qu'il croit nécessaires à la mise à exécution de la présente loi et qui ne lui sont pas incompatibles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De cette façon, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer complètement la loi, s'il le veut. On modifie en disant que les modifications devront être dans l'esprit de la loi.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 14 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les paragraphes 15 à 17 de l'article 1 sont adoptés.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dettes de Rouyn et de sa corporation des commissaires d'écoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi 1 George V, article 18

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle l'item 82 du feuillet du mardi 9 février 1932:

82. - 9 février. - Comité plénier. - Bill 134. - Loi modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77. - *M. Cohen*. - (Amendé).

M. Fauteux. - Lors de l'étude en comité plénier ou en troisième lecture du bill (No 134), intitulé: "Loi modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77", proposera:

"Nonobstant toute clause à ce contraire, les tarifs qu'établira la Commission de tramways pour la cité de Longueuil et la ville de Montréal-Sud relativement à ces contrats devront être suffisamment élevés pour couvrir tout déficit possible dans l'exploitation desdits systèmes de transport."

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) explique qu'il ne veut pas retarder le débat et s'en tient à l'amendement du comité des bills privés exigeant que tout contrat entre la Compagnie des tramways et les villes de Longueuil et de Montréal-Sud soit ratifié par le conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières) ne s'explique pas que le représentant de Montréal-Sainte-Marie retire son amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) souligne que le maire a dit ce matin que la ville s'engageait à inclure dans tout contrat une clause protégeant la ville de Montréal dans les cas où les services entre la métropole et la rive sud seraient déficitaires.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) explique que c'est une excellente chose que de retirer cet amendement et de laisser Montréal prendre ses propres responsabilités quant aux taux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se demande si l'attitude des députés de Montréal n'est pas la conséquence d'une intervention politique.

Je suis surpris, dit-il, que tous les députés aient maintenant confiance dans l'administration de Montréal.

Il (M. Duplessis) en prend note. Il est surpris aussi qu'en dépit de cette confiance, on ait imposé à Montréal un emplacement autre que celui choisi par l'exécutif de la métropole au sujet d'un tunnel.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) est surpris à son tour de l'attitude du député de Trois-Rivières.

Il s'est toujours fait, dit-il, le champion de l'autonomie des villes et, aujourd'hui, il voudrait que l'on se substitue à l'autorité municipale de Montréal. D'ailleurs, dans deux mois, il y aura à Montréal une nouvelle administration qui saura bien garder les intérêts de Montréal.

M. Béïque (Chambly) proteste de la probité des électeurs de Longueuil et Montréal-Sud pour cette question. Il s'étonne de voir que l'on entretient tant de crainte contre ses électeurs, les contribuables des villes intéressées, et assure la Chambre qu'ils honoreront toujours leurs engagements vis-à-vis le tramway.

Ces contribuables, dit-il, ne sont pas des mendiants et ils désirent le tramway. Ils sont intéressés à payer pour et non faire payer les gens de Montréal.

Il (M. Béïque) invite poliment chacun, y compris le député de Trois-Rivières, à ne pas intervenir dans un contrat qui n'est pas soumis à la Chambre.

L'amendement est retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, articles 313, 339 et 1178

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles, article 61

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 174 modifiant l'article 61 de la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron).

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est imposer une lourde obligation aux propriétaires de taxis à un moment où les compagnies d'assurances ont élevé leurs taux.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): À l'heure actuelle, il y a environ un millier de chauffeurs de compagnies de taxis qui sont assurés. Il y a environ 1,300 chauffeurs dans cette catégorie. D'autre part, il y a environ 332 propriétaires de taxis privés, et sur ce nombre, 50 % sont sûrement assurés. Ce sont les autres que l'on voudrait atteindre et c'est simplement pour permettre aux municipalités de légiférer.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère au député de Montréal-Saint-Jacques de n'appliquer sa loi qu'à Montréal, car la Législature a déjà montré son opposition à l'assurance obligatoire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** s'y opposent.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y a des règlements à Montréal, particulièrement pour la vitesse. Cette nouvelle loi a plutôt pour effet de protéger les compagnies d'assurances. Celui qui n'est pas qualifié, qu'on lui enlève sa licence. Le taxi, semble-t-il, a toujours la préséance. On devrait, à mon avis, réglementer davantage les taxis.

M. Dugas (Joliette) prend la parole pour appuyer le bill, car la Législature a déjà montré son opposition à l'assurance obligatoire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Trois-Rivières s'oppose à cette assurance obligatoire tant que les taux d'assurances ne seront pas stabilisés et que l'opinion populaire ne demandera pas elle-même ce changement. Les propriétaires d'automobiles, pour le moment, sont opposés à cette loi. L'éducation populaire n'est pas faite.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Validation d'actes dans Bonaventure et Gaspé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés.

Adopté.

En comité:

M. Chouinard (Gaspé-Sud): C'est encore dans Gaspé qu'il y a eu le moins de procès. J'admets que les conditions se sont améliorées dans la Gaspésie, mais on n'a pas encore un chemin de fer parfait, loin de là. Ce n'est pas le temps d'amener des charges additionnelles pour le cultivateur.

Je comprends que le bill est proposé dans l'intérêt public, mais ce n'est pas le temps cette année. Si on doit adopter le bill, je soumets qu'il doit y avoir un amendement. La loi devrait entrer en vigueur en 1933.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est amendé. La loi viendra en vigueur en 1933.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): J'espère qu'alors les Gaspésiens voudront accepter les notaires que nous voulons leur envoyer.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 05.

NOTES

1. *La Presse* et *L'Action catholique* écrivent 907.
2. *La Presse* et *L'Action catholique* écrivent 742.
3. *Le Soleil* écrit deux mois. C'est une erreur, car la proposition qu'étudie la Chambre, contenue au projet de loi, est de trois mois.

Première séance du mercredi 10 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 45¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill suivant:

- bill 164 concernant les agents de perception².

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

**Loi du salaire
minimum des femmes**

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 204 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Ce bill donne à la Commission le pouvoir de fixer le salaire des femmes et des filles employées dans les magasins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des sociétés coopératives agricoles,
article 13**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), demande la permission de présenter le bill 232 modifiant l'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles.

Ce bill donne aux sociétés coopératives le pouvoir de mettre en gage les produits des membres pour garantir les emprunts faits aux banques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société coopérative
fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), demande la permission de présenter le bill 233 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Ce bill permet de voter une rémunération aux directeurs des coopératives lors de l'assemblée générale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Calendriers

M. Guertin (Hull): 1. Combien de calendriers le département du secrétaire provincial a-t-il fait imprimer pour l'année courante?

2. Combien ces calendriers ont-ils coûté?

3. Le département a-t-il l'intention d'en commander davantage?

4. Des soumissions ont-elles été demandées?

5. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

6. À quel soumissionnaire le contrat a-t-il été accordé?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 40,000 en deux lots de 20,000 exemplaires.

2. Prix moyen de 0.48 cents l'exemplaire.

3. Non.

4. Oui pour le premier lot de 20,000.

5. The Gazette Printing Company, 0.61 cents l'exemplaire pour les premiers 20,000 et 0.35 cents pour les seconds 20,000. The Southam Press Limited de Montréal, 0.62 cents l'exemplaire plus le coût des clichés.

6. Au plus bas soumissionnaire, The Gazette Printing Company.

Nombre de faillites

M. Barré (Rouville): 1. Combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec: *a.* en 1929; *b.* en 1930; *c.* en 1931?

2. Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants: *a.* en 1929; *b.* en 1930; *c.* en 1931?

3. Combien de faillites de négociants: *a.* en 1929; *b.* en 1930; *c.* en 1931?

4. Combien de faillites de cultivateurs: *a.* en 1929; *b.* en 1930; *c.* en 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1., 2., 3. et 4. Le gouvernement l'ignore; aucune statistique n'est tenue à ce sujet.

Alfred Laliberté, sculpteur

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Une commande de 200 statuette en bois a-t-elle été donnée au sculpteur Alfred Laliberté, de Montréal, pour le Musée d'histoire naturelle?

2. Dans l'affirmative, par quel membre ou quel fonctionnaire du gouvernement?

3. Quelle est la hauteur de ces statuette et quel prix ont-elles été payées chacune?

4. Combien de statuette ont actuellement été délivrées au Musée?

5. A-t-on offert à d'autres sculpteurs une partie de ce travail d'art?

6. Dans l'affirmative, à qui?

7. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. La collection de sculptures d'art qui sera connue sous le nom de collection des "Vieux Métiers", "Vieilles Coutumes", et "Vieilles Légendes" de chez-nous, comprend 215 pièces de bronze du sculpteur Alfred Laliberté, de Montréal.

2. Cette collection a été réservée par la province alors que Monsieur C.-J. Simard était sous-secrétaire de la province, avec l'assentiment du secrétaire de la province. Elle constitue une œuvre d'art unique, propriété exclusive de la province, hors commerce et est destinée au Musée de Québec.

3. Cette collection comprend des sujets différents de un, deux, trois et quatre personnages. Les dimensions en sont très variées suivant le sujet traité. Le prix est de \$200 chacune. Une somme de \$20,000 a été payée à même le budget des beaux-arts au cours des années 1928-1929, 1929-1930 et 1930-

1931. La balance est payable \$5,000 par année à même le budget des beaux-arts.

4. La plus grande partie de cette collection est actuellement à l'École des beaux-arts de Montréal et la balance chez le sculpteur Laliberté qui y travaille à la patine en vue de l'exposition qui doit être tenue à ladite école en mars prochain.

5. Etant donné qu'il s'agissait d'une œuvre formant un tout, achetée après exécution, il ne pouvait être question d'offrir à d'autres sculpteurs une partie du travail.

6. Répondu par 5.

7. Répondu par 5.

Saint-Gédéon, canton Signaï

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement de cette province a-t-il reçu en 1931 une requête signée par MM. Jean-Baptiste Lapointe, Joseph Claveau, Liguori Claveau, Alfred Gauthier, J.-Adélar Lessard, et approuvée par le conseil municipal de Saint-Gédéon, demandant un octroi pour le creusage d'un fossé sur les lots 25, 26*a*, 26*b* et 27 du rang A du canton Signaï, en vue d'améliorer une partie de terre humide sur chacun de ces lots?

2. Le gouvernement s'est-il rendu à cette demande et dans l'affirmative: *a.* quel montant a-t-il accordé; *b.* à quelles conditions; *c.* quelle longueur et profondeur ce fossé devait-il avoir; *d.* quels salaires devaient être payés?

3. Ce travail a-t-il été fait?

4. Dans l'affirmative, des listes de paie ont-elles été fournies et qui les a signées?

5. Quel montant a été payé?

6. Quelle était la longueur du fossé fait et sur quels lots?

7. Quelle longueur de fossé a été fait sur le lot de M. J.-Adélar Lessard (lot 26*b*) et quelle est la superficie de ce lot?

8. Quelle longueur de fossé a été faite sur les lots 26*a* et 27?

9. Quels salaires ont été payés aux travailleurs, d'après les listes de paie?

10. Combien a été payé à chacun de ceux qui apparaissent sur la liste de paie?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Le gouvernement a reçu une requête de MM. Adélar Lessard, Joseph Claveau, Jean-Baptiste Lapointe et Alfred Gauthier, de Saint-Gédéon, mais non de M. Liguori Claveau.

2. Oui, *a.* \$200; *b.* le gouvernement s'est engagé à payer 50 % du coût des travaux jusqu'à concurrence de \$200, sur production d'un rapport et d'un rôle-de-paie signés sous serment par le conducteur des travaux, approuvés par une résolution du conseil municipal, et après inspection; les intéressés devaient s'unir par un acte d'accord et le faire approuver par une résolution du conseil municipal; *c.* longueur: 15 arpents; largeur du fond, 3 pieds, largeur à la surface, 7 pieds; profondeur: 3 pieds; *d.* \$2.50 par jour pour les journaliers; \$4.50 pour deux chevaux et leur conducteur.

3. Oui.

4. Oui, M. Adélaré Lessard, conducteur.

5. \$200.

6. 15 arpents de longueur sur les lots 26*a* et 26*b*.

7. Environ 7½ arpents, la superficie du lot n'est pas mentionnée.

8. Environ 7½ arpents sur le lot 26*a*, aucun creusage sur le lot 27.

9. \$2.50 par jour pour les journaliers et \$3.50 pour un homme et un cheval.

10. Le gouvernement ignore le montant exact reçu par chacun.

Salaires des institutrices

M. Béïque (Chambly): 1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire 1920-1930; *b.* pour l'année scolaire 1930-1931?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province: *a.* pour l'année scolaire 1929-1930; *b.* pour l'année scolaire 1930-1931?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* Pour toute la province: \$543; *b.* Cette compilation n'est pas terminée. (1 et 2).

2. *a.*

Abitibi	\$ 353
Argenteuil	523
Arthabaska	257
Bagot	284
Beauce	268
Beauharnois	482
Bellechasse	261
Berthier	282
Bonaventure	365
Brome	465
Chambly	741

Champlain	355
Charlevoix	288
Châteauguay	445
Chicoutimi	379
Compton	492
Deux-Montagnes	340
Dorchester	271
Drummond	314
Frontenac	304
Gaspé	333
Hull	553
Huntingdon	528
Iberville	317
Îles-de-la-Madeleine	253
Jacques-Cartier	986
Joliette	308
Kamouraska	239
Labelle	339
Lac-Saint-Jean	357
Laprairie	367
L'Assomption	294
Laval	534
Lévis	313
L'Islet	247
Lotbinière	272
Maskinongé	272
Matane	281
Matapédia	274
Mégantic	332
Missisquoi	488
Montcalm	320
Montmagny	270
Montmorency	306
Montréal, cité	1181
Napierville	317
Nicolet	235
Papineau	422
Pontiac	557
Portneuf	292
Québec, cité	768
Québec, comté	331
Richelieu	273
Richmond	448
Rimouski	269
Rouville	331
Saguenay	349
Shelford	383
Sherbrooke	750
Soulanges	389
Stanstead	580
Saint-Hyacinthe	331
Saint-Jean	414
Saint-Maurice	399

Témiscamingue	462
Témiscouata	293
Terrebonne	390
Trois-Rivières, cité.....	613
Vaudreuil.....	431
Verchères	325
Westmount.....	1444
Wolfe.....	327
Yamaska.....	218

Vente de fermes

M. Élie (Yamaska): Combien, d'après les renseignements les plus complets et les plus récents obtenus par le ministère de l'Agriculture, y aurait-il de fermes à vendre actuellement dans la province?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le ministère de l'Agriculture n'a pas recueilli de statistiques spéciales à ce sujet en 1931, mais 31 cultivateurs l'ont informé que leurs terres étaient à vendre³.

Coût des annonces du gouvernement

M. Fisher (Huntingdon): 1. Combien ont coûté les annonces indiquant les surplus depuis 1919, à la page 15 de la *Montreal Gazette Commercial and Financial Review* de 1931?

2. Même question, pour les annonces du département de la Voirie, page 19?

3. Même question pour les annonces du bureau des Mines, page 27?

4. Même question pour les annonces du département du secrétaire de la province, page 43, 44 et 45?

5. Même question pour les annonces du département de la Colonisation, de la Chasse et de la Pêche, page 57?

6. Même question pour les annonces du département de l'Agriculture, page 67?

7. Même question pour les annonces du département du Travail, page 77?

8. Même question pour les annonces du département des Terres et Forêts, page 81?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$300.

2. \$300.

3. \$300.

4. \$800.

5. \$300.

6. \$350.

7. \$300.

8. \$250.

Pourcentage des contributions scolaires

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: a. en 1929-1930; b. en 1930-1931?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): a. En 1929-1930: par les contribuables, 75 %; par le gouvernement 25 %; b. En 1930-1931: les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

Agenda pour les cultivateurs, 1932

M. Élie (Yamaska): 1. Combien d'exemplaires de l'*Agenda pour les cultivateurs* de la province de Québec, 1932, le gouvernement a-t-il achetés?

2. De qui?

3. Combien l'exemplaire?

4. Combien ont été distribués?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'en commander davantage?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 10,000.

2. Société d'expertise agricole.

3. \$0.15.

4. 8,660.

5. Non.

Loi de l'aide aux chômeurs, travaux de secours

M. Fisher (Huntingdon): Quel montant a été alloué à chaque comté, pour des travaux de secours en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, jusqu'au 30 janvier?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

	Travaux municipaux	Travaux provinciaux	Total
Abitibi	\$ 82,700	\$ 80,500	\$ 163,200
Argenteuil	65,500	.....	65,500
Arthabaska	13,000	.....	13,000
Beauce	78,000	50,000	128,000

	<i>Travaux municipaux</i>	<i>Travaux provinciaux</i>	<i>Total</i>
Beauharnois	99,000	.....	99,000
Bellechasse	27,400	6,000	33,400
Berthier	26,500	10,000	36,500
Bonaventure	97,100	62,250	159,350
Brome	3,000	.....	3,000
Chambly	65,600	.....	65,600
Champlain	83,900	.....	83,900
Charlevoix-			
Saguenay	127,800	179,100	306,900
Chicoutimi	1,110,750	108,700	1,219,450
Compton	71,700	.....	71,700
Deux-Montagnes	33,000	.....	33,000
Dorchester	60,500	11,500	72,000
Drummond	58,000	.....	58,000
Frontenac	37,000	8,000	45,000
Gaspé-Nord	21,000	92,000	113,000
Gaspé-Sud	81,300	119,250	200,550
Gatineau	110,000	21,000	131,000
Hull	250,000	18,000	268,000
Iberville	6,500	.....	6,500
Îles-de-la-			
Madeleine	27,000	.....	27,000
Jacques-Cartier	141,000	.....	141,000
Joliette	102,000	23,000	125,000
Kamouraska	7,000	4,000	11,000
Labelle	65,500	27,000	92,500
Lac-Saint-Jean	188,100	1,100	189,200
Laprairie-			
Napierville	45,000	.....	45,000
L'Assomption	7,000	.....	7,000
Laviolette	463,700	11,000	474,700
Lévis	82,000	76,250	158,250
L'Islet	28,900	.....	28,900
Lotbinière	14,600	19,100	33,700
Maskinongé	19,000	.....	19,000
Matane	109,300	25,000	134,300
Matapédia	71,600	46,000	117,600
Mégantic	188,000	.....	188,000
Missisquoi	20,000	.....	20,000
Montcalm	8,500	5,000	13,500
Montmagny	77,600	3,400	81,000
Montmorency	29,200	6,000	35,200
Montréal	5,283,000	.....	5,283,000
Nicolet	10,000	.....	10,000
Papineau	104,000	.....	104,000
Pontiac	2,000	12,000	14,000
Portneuf	31,000	8,000	39,000
Québec	1,331,000	75,000	1,406,000
Richelieu	129,000	.....	129,000
Richmond	75,000	.....	75,000
Rimouski	39,500	14,000	53,500
Rivière-du-Loup	84,600	5,000	89,600
Roberval	123,500	11,500	135,000
Rouville	4,000	.....	4,000
Shefford	122,000	.....	122,000
Sherbrooke	328,000	5,000	333,000

	<i>Travaux municipaux</i>	<i>Travaux provinciaux</i>	<i>Total</i>
Stanstead	114,000	.....	114,000
Saint-Hyacinthe	50,000	.....	50,000
Saint-Maurice	43,775	.....	43,775
Saint-Jean	110,000	.....	110,000
Témiscamingue	72,000	56,250	128,250
Témiscouata	40,000	15,500	55,500
Terrebonne	124,000	.....	124,000
Trois-Rivières	505,000	.....	505,000
Vaudreuil	16,000	.....	16,000
Verchères	25,800	.....	25,800
Wolfe	9,500	8,000	17,500
Parc national des			
Laurentides	.....	250,000	250,000

Écoles élémentaires, agrandissement et amélioration

M. Guertin (Hull): 1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires en 1930-1931?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$2,026,340 en dehors des villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke.

2. \$831,804 - 41 %.

Chasse et pêche, licence complémentaire

M. Guertin (Hull): À quel titre M. Oliver B. North, Ottawa, a-t-il reçu une licence complémentaire de chasse et de pêche, d'après la réponse du 27 janvier 1932, et sur recommandation de qui?

L'honorable M. Laferté (Drummond): À titre d'attaché commercial à la légation américaine. Recommandé par E. Haldeman Dennison, consul américain.

Chasse et pêche, licence complémentaire

M. Guertin (Hull): À quel titre M. Louvigny de Montigny a-t-il reçu une licence complémentaire de chasse et de pêche, d'après la réponse du 27 janvier 1932, et sur recommandation de qui?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Comme compliments du ministre et sur sa recommandation.

Chasse et pêche, Licence complémentaire

M. Guertin (Hull): À quel titre M. E. R. E. Chevrier, député, Ottawa, a-t-il reçu une licence complémentaire de chasse et de pêche, d'après la réponse du 27 janvier 1932, et sur recommandation de qui?

L'honorable M. Laferté (Drummond): À titre de député d'une province-sœur à la Chambre des Communes et sur sa recommandation personnelle.

Canalisation du Saint-Laurent

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le député de Rouville (M. Barré):

Que, vu la déclaration faite par le premier ministre de cette province le 14 janvier 1932 qu'il a, le même jour, communiqué aux journaux une correspondance entre lui et le premier ministre du Canada concernant la canalisation du Saint-Laurent:

Attendu qu'il ressort de ladite correspondance que, le 10 novembre 1931, le premier ministre du Canada avisait le premier ministre de cette province d'une discussion projetée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis concernant la canalisation des Grands lacs et du Saint-Laurent, et lui exprimait le désir de conférer le plus tôt possible avec le gouvernement de cette province relativement aux aspects de la discussion qui offrent un intérêt particulier pour la province de Québec;

Attendu qu'il ressort de la même correspondance que, le 31 décembre 1931, le premier ministre du Canada a de nouveau écrit au premier ministre de Québec pour lui suggérer de fixer au 14 janvier 1932 la date de la conférence que le gouvernement du Canada désirait avoir avec les autorités de cette province;

Attendu que le premier ministre de cette province n'a pas communiqué cette correspondance à la Chambre avant le 14 janvier 1932 ni depuis:

Cette Chambre regrette que le premier ministre de cette province ait ainsi négligé de lui communiquer une copie officielle d'une correspondance aussi importante, et presque indispensable pour bien juger de l'attitude passée et future des autorités de cette province ainsi que de celles du Canada, et elle invite le gouvernement de cette province à ne pas conclure d'engagements relativement au développement des forces hydrauliques du Saint-Laurent sans l'autorisation spéciale de la Législature.

Le 15 janvier dernier, le premier ministre de cette province a annoncé à la Chambre qu'il avait communiqué aux journaux copie de la correspondance échangée entre lui et M. Bennett, soit une lettre du premier ministre du Canada à M. L.-A. Taschereau, datée du 30 décembre 1931, et une réponse de M. Taschereau à M. Bennett, datée du 9 janvier 1932.

Il lit les lettres échangées:

31 décembre 1931

Cher M. Taschereau,

Dans ma lettre du mois de novembre, vous informant de la décision du gouvernement fédéral d'entamer des pourparlers avec les États-Unis, au sujet de la canalisation du Saint-Laurent et des Grands Lacs, je vous faisais part de notre désir de conférer avec vous dans un délai rapproché sur les points qui peuvent être d'un intérêt particulier pour la province de Québec. Nous avons déjà eu des conversations préliminaires avec Washington et avons l'intention de discuter avec le gouvernement de l'Ontario, sur le développement de la section internationale. Nous désirerions avoir l'occasion de discuter l'opinion de la province aussitôt que possible. Je pars dans un jour ou deux pour l'Ouest, mais j'espère être de retour vers le commencement de janvier. Je vous serai obligé de me faire savoir si vous pourriez venir à Ottawa, le jeudi 14, afin de discuter de la question avec, si vous le désirez, un ou plusieurs de vos collègues.

(signé) R.-B. Bennett

9 janvier 1932

Cher M. Bennett,

Je suis en possession de votre lettre du 31 décembre, à laquelle j'aurais voulu plus tôt répondre, si je ne vous avais pas su parti pour l'Ouest.

Je vous remercie de m'offrir la possibilité de discuter avec vous de l'opinion de la province de Québec au sujet des développements du Saint-Laurent. Je regrette cependant que notre gouvernement n'ait pas reçu plus tôt cette invitation, à une période moins avancée des négociations, car cela aurait pu nous aider beaucoup et nous éclairer dans nos débats législatifs actuels sur cette question si vitale pour nous. Nous n'étions même pas prévenus officiellement des négociations en cours, et je dois vous dire franchement que nous avons été alarmés d'être laissés de côté, alors que les pourparlers ont été entamés, paraît-il, depuis plusieurs mois. La déclaration Hoover au Congrès a été la première nouvelle officielle des négociations.

Vous nous invitez à nous rendre à Ottawa pour le 14. Vous devez probablement savoir que la Législature provinciale siège depuis le 4 novembre, et je ne vois pas très bien comment mes collègues ou moi, pourrions quitter Québec, au moment où les lois les plus importantes passent devant la Chambre, mais nous aurions aimé nous rendre à Ottawa, durant les vacances récentes.

Nous sommes cependant très intéressés à discuter cette affaire avec le gouvernement fédéral, et nous sommes d'avis que le point de vue de la province ne peut être laissé de côté. Aussi, je vous aviserai de la première occasion qui nous sera donnée de nous rendre à Ottawa.

J'espère vivement qu'une entente satisfaisante résultera de cette conférence.

(signé) L.-A. Taschereau

Toutefois, dans une autre lettre en date du 10 novembre 1931, l'honorable M. Bennett demandait au chef du gouvernement de cette province de lui fournir l'occasion de conférer avec lui au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Il lui soumettait qu'après des entrevues avec Washington, il était anxieux de discuter la question avec les provinces d'Ontario et de Québec. À cet effet, il proposait au premier ministre de cette province de le rencontrer à Ottawa le 14 janvier si cette date lui convenait, et avec quelques-uns de ses collègues s'il le désirait.

Le 9 janvier 1932, l'honorable premier ministre de cette province a écrit au premier ministre du Canada. Il disait dans sa lettre qu'il aurait préféré répondre plus tôt à l'invitation du premier ministre du Canada, mais qu'il avait attendu cette date, le sachant en voyage dans l'Ouest. Il exprimait ses regrets de constater que le gouvernement de cette province n'avait pas été consulté plus tôt et ait appris, seulement par les journaux, les négociations entamées avec M. Hoover, puis ajoutait que la Chambre se trouvait en session et qu'il serait bien difficile, pour lui, de se rendre conférer avec Ottawa.

Ainsi donc, la lettre du 31 décembre dit bien que le premier ministre de cette province fut avisé des négociations en cours le 10 novembre, soit six jours après l'ouverture de la session, et que le gouvernement avait été invité à discuter le problème avec les autorités fédérales.

Ce qui n'a pas empêché que, quatre jours après la réception de la lettre, un ministre présentait au feuilleton une motion pour regretter que le gouvernement fédéral n'ait pas jugé à propos d'inviter le gouvernement provincial à assister aux négociations.

Néanmoins, deux mois passent et le gouvernement du Québec ne révèle pas à cette Chambre le contenu d'une communication du gouvernement fédéral. Ce n'est pourtant que le 14 janvier que la Chambre a été mise au courant de cette correspondance. Depuis le début de la session, nous entendons parler de la question du Saint-Laurent. Les journaux en ont fait grand état. On a créé l'impression que le gouvernement fédéral a été discourtois à l'égard de Québec. Toutefois, si l'on avait eu connaissance de la correspondance ci-dessus, on n'aurait pas parlé dans le sens qu'on a fait. Jusqu'alors, des gens qui feuilletaient les procès-verbaux de la Chambre s'étaient demandés comment il se faisait que le provincial n'avait pas été averti par le fédéral des négociations en cours, à propos de la canalisation du Saint-Laurent. Il n'y a aucun doute que si tout le monde avait été mis au courant de la correspondance échangée en temps et lieu, ils auraient envisagé la question sous un autre angle.

La canalisation du Saint-Laurent intéresse au plus haut point Québec. Mais le premier ministre aurait-il produit cette correspondance si un député lui avait reproché de n'avoir pas été invité par le fédéral en tout cela? Quelle aurait été alors l'attitude du premier ministre qui venait de reprocher aux autorités fédérales de ne pas l'avoir mis au courant de la question plus tôt? Le premier ministre aurait probablement produit toute la correspondance échangée alors en face de cette situation. D'autre part si l'on n'avait pas connu cette correspondance, on aurait injustement reproché au gouvernement fédéral d'avoir ignoré Québec.

Le premier ministre nous a déclaré que la lettre du 10 novembre lui était adressée personnellement et que pour cette raison il ne l'avait pas soumise à la Chambre. Il y a une double différence entre une lettre personnelle et confidentielle...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Cette lettre était confidentielle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien, alors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et, si elle était confidentielle?...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si la lettre était confidentielle, le premier ministre qui a déjà fait état de son patriotisme pour déclarer que la province aurait dû être consultée, aurait pu en présence de la situation existante envoyer un télégramme à

l'honorable M. R.-B. Bennett pour lui demander la permission de soumettre ce document à la Chambre, et je ne crois pas que le premier ministre du Canada lui aurait refusé cette demande. À preuve, le premier ministre l'a obtenue le plus facilement du monde quand il l'a demandée. Si c'était un crime que d'entamer des négociations avec les autres parties intéressées sans en informer la province, je crois que l'on a également commis une grave erreur en ne soumettant pas à cette Chambre la correspondance échangée et en laissant accuser faussement les autorités fédérales, quand le premier ministre avait en mains la preuve du contraire. Quelle que soit l'orientation que prendront les négociations en cours, la province de Québec a un intérêt vital dans cette question. L'idée de la canalisation est très importante, tous l'admettent, et nous croyons qu'il est juste que la Législature soit consultée à ce sujet. Les membres de cette Chambre ne peuvent avoir d'objection à ce que le gouvernement consulte les députés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La motion de mon honorable ami soulève une question d'honneur et d'honorabilité, et je suis heureux de la discuter en cette Chambre. Je dirai à mon honorable ami que sa motion est inopportune. Est-elle due à son jeune âge, ou bien quelqu'un de son parti a-t-il voulu lui jouer un mauvais tour? Je ne sais pas, mais venir devant la Chambre blâmer un premier ministre de n'avoir pas mis sur la table une lettre confidentielle d'un autre premier ministre ne s'accorde pas avec la notion que j'ai de l'honneur. Mais il faut excuser l'honorable député de Deux-Montagnes, car évidemment il a été mal renseigné.

L'honorable M. Bennett a cru devoir m'écrire, le 10 novembre dernier, une lettre marquée confidentielle dont voici la teneur, et je la dépose présentement sur la table de l'Assemblée législative:

Dépôt de documents:

**Canalisation
du Saint-Laurent**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
dépose sur le bureau de la Chambre:

Copie d'une lettre du très honorable M. R.-B. Bennett à l'honorable M. L.-A. Taschereau, datée du 10 novembre 1931. (Document de la session no 49)

Et le débat se poursuit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Confidentiel

Ottawa, 10 novembre 1931

Honorable L.-A. Taschereau, c.r.

Premier ministre de Québec,

Québec

Mon cher M. Taschereau,

Le gouvernement du dominion a cru bon d'entrer, sans plus de délai, en discussion avec le gouvernement des États-Unis sur la question de la canalisation du Saint-Laurent à partir des Grands Lacs. Les négociations porteront tout d'abord sur le développement de la section internationale où les deux pays sont intéressés. Je n'ai pas besoin d'ajouter que dans tout ce qui touche à cette section, toutes les mesures nécessaires seront prises pour assurer que la construction et l'opération des travaux seront dirigées de façon à protéger les besoins de l'étiage du Saint-Laurent à Montréal et en aval de Montréal.

La canalisation du fleuve à partir de la tête des Grands Lacs jusqu'à l'océan entraînera, en plus des travaux dans la section internationale, des développements considérables pour chaque pays dans ses limites respectives. Une grande partie des travaux pour l'amélioration de la navigation devront être exécutés dans les limites de la province de Québec. Aussi, comme je vous l'ai déjà déclaré de vive voix, nous nous empresserons de saisir la première occasion de conférer avec votre gouvernement, alors que nous aurons le plaisir d'expliquer nos propositions et de recevoir toute observation que vous pourrez faire relativement aux parties du projet qui intéressent particulièrement la province.

Bien à vous, sincèrement,

(signé) R.-B. Bennett

Le 13 novembre, l'honorable Bennett partait pour l'Ouest. Il revenait un peu plus tard et partait pour l'Europe. J'ai répondu confidentiellement et j'ai communiqué la réponse à Sir George Perley chargé de le remplacer, en le priant de la communiquer à M. Bennett à son retour.

Dépôt de documents:

**Canalisation
du Saint-Laurent**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
dépose sur le bureau de la Chambre:

Copie d'une lettre de l'honorable M. L.-A. Taschereau, datée du 13 novembre 1931. (Document de la session no 49)

Et le débat se continue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Confidentiel

Québec, 13 novembre 1931

Au très honorable M. R.-B. Bennett,
Premier ministre du Canada,
Ottawa.

Cher M. le premier ministre,

Je reçois votre lettre du 10 courant au sujet du projet de canalisation des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Je prends note soigneusement de ce que vous dites au sujet de la section qui intéresse les deux pays.

Mes vues sur toute la question ont été faites publiquement et je n'ai pas changé d'avis. S'il m'est permis d'en juger par l'opinion publique dans cette province, je crois que tout le projet est très impopulaire et soulèvera de très fortes objections.

Je regrette d'apprendre que votre santé n'est pas aussi bonne que de coutume. J'espère que votre voyage de l'autre côté vous rétablira complètement.

Avec mes meilleurs souhaits, je reste votre tout dévoué,

(signé) L.-A. Taschereau

Si j'ai donné lecture de la lettre de M. Bennett, c'est pour faire remarquer qu'elle confirmait justement ce que nous disions lors de la discussion de la motion David. Nous regrettons que des négociations aient été entamées et nos amis de la gauche prétendaient que ces négociations n'existaient pas. Lorsque le débat a eu lieu, nos amis de la gauche soutenaient que nous nous fondions seulement sur des racontars de journaux et qu'il ne fallait pas en tenir compte. M. Bennett nous dit exactement ce que nos amis ont nié. Je ne l'ai pas dit. N'importe quel homme loyal envers un adversaire loyal comme M. Bennett aurait fait comme moi. Vouloir agir autrement, c'est ne pas avoir de l'honnêteté l'idée que j'en ai et que n'ont pas, j'en suis sûr, la majorité des députés de cette Chambre.

(Applaudissements)

Mais je savais le contraire et je ne l'ai pas dit à cette Chambre, parce que j'ai cru devoir mettre l'honneur au-dessus de toutes considérations. Mais avoir

reproché au premier ministre de n'avoir pas dévoilé une lettre confidentielle d'un autre premier ministre, c'est avoir de l'honneur une autre considération que celle que j'en ai. Ils ressuscitent la question pour me blâmer d'avoir respecté une lettre confidentielle.

Que dit M. Bennett dans sa lettre? Il déclare que son gouvernement a entamé des négociations avec le gouvernement des États-Unis et que plus tard il aura l'occasion de nous rencontrer et de discuter avec nous. Mais ce que nous voulions d'Ottawa, c'est qu'avant de conclure un traité nous fussions consultés, afin que nous puissions donner nos vues aux gouvernements du Canada et des États-Unis. Est-ce raisonnable? Quand un traité aura été conclu avec les États-Unis, il sera trop tard pour nous consulter.

Si le gouvernement du Canada voulait réellement avoir les vues de la province de Québec, c'était facile de nous inviter à les exposer à ces premières négociations. On en parlait même dans le discours du trône, à Ottawa, avant hier, et à une question de M. King, M. Bennett a répondu qu'il n'y avait pas de correspondance au sujet du Saint-Laurent, mais seulement des pourparlers verbaux et que la coutume était de soumettre un traité quand il était fait.

Mais avant que cela ne se produise, nous voulons être consultés afin de protéger notre Saint-Laurent et nos ressources naturelles.

L'honorable député des Deux-Montagnes trouve que nous avons tort. Mais la motion contient un blâme immérité, et je m'étonne que ce soit le fils d'un ministre du gouvernement d'Ottawa qui me blâme de ne pas avoir dévoilé une lettre confidentielle du chef de son père. Vraiment, il a été bien mal avisé de ne pas consulter qui il aurait dû consulter.

Maintenant, quant à la question de la canalisation du Saint-Laurent, nous ne pouvons pas le développer nous-mêmes, car cela comporterait un trop lourd fardeau financier pour le pays, surtout en ce temps de crise. On connaît mes sentiments sur la canalisation. Nous n'avons pas le moyen de participer à ce projet.

D'autre part, je ne veux pas rouvrir la discussion sur cette question de la canalisation du Saint-Laurent, mais on me permettra de répéter de nouveau que je suis fermement opposé à ce que notre beau fleuve soit mis en valeur avec de l'argent américain. Cela révolte ma fierté de Québécois et de Canadien français. Si nous développons avec les États-Unis, nous aliénons une importante partie de notre patrimoine national. Bien plus, abandonner notre fleuve aux Américains serait une trahison nationale.

(Applaudissements)

En terminant, M. l'Orateur, quant à la deuxième partie de la motion, elle me va quand le député de Deux-Montagnes demande au "gouvernement de cette province à ne pas conclure d'engagements relativement au développement des forces hydrauliques du Saint-Laurent sans l'autorisation spéciale de la Législature." Nous ne voulons qu'aucun traité qui affecte notre Saint-Laurent ne soit conclu entre Ottawa et Washington avant que nous n'ayons été consultés et que la Chambre ait donné son approbation. Si le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) s'en tenait à cette partie, nous n'hésiterions pas à l'approuver, mais à une condition, c'est que le gouvernement fédéral fasse la même chose.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du premier ministre. Il blâme vertement le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), jeune homme de talent, qui a exercé un droit de présenter une motion. Il lui reproche sa jeunesse comme si l'on pouvait invoquer pareil argument en l'espèce. La valeur n'attend pas le nombre des années.

Le premier ministre vient de déposer sur la table, une lettre qu'il ne voulait pas communiquer à la Chambre parce qu'elle était confidentielle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parce que j'ai obtenu au préalable la permission de l'honorable M. Bennett.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a devancé mon argumentation. (Rires) Car je dirai: si le premier ministre a pu obtenir aujourd'hui cette permission et facilement, car je le sais, pourquoi n'a-t-il pas demandé cette permission lorsque la lettre lui a été envoyée, et surtout, quand la Chambre a débattu longuement toute cette question de canalisation du Saint-Laurent? Car la lettre est datée du 10 novembre. Elle eût jeté une vive lumière sur le débat et montré la véritable attitude de chacun. Cette lettre marquée confidentielle fait allusion à une conversation antérieure des deux premiers ministres en rapport avec les négociations. Avant le 10 novembre, l'honorable premier ministre avait rencontré M. Bennett qui lui avait dit que les droits de la province seraient respectés.

En effet, la lettre est du 10 novembre. Or la motion du député de Terrebonne (l'honorable M. David) comportant un reproche envers le gouvernement fédéral pour défaut d'invitation a été placée au feuillet le 14 novembre suivant, deux jours après la réception de la lettre de M. Bennett. Et la discussion

a duré longtemps, a franchi la période des vacances pour se terminer au milieu du mois de janvier. Cependant, le premier ministre avait en mains la lettre qui prouvait que l'invitation avait été faite par M. Bennett. Aujourd'hui, le premier ministre s'étonne que nous soyons froissés de la façon dont il a agi.

D'ailleurs le premier ministre, si chatouilleux et circonspect sur les questions d'étiquettes, l'a été beaucoup moins pour la Chambre quand, avant de l'en saisir, il a communiqué aux journaux la correspondance du 31 décembre et du 9 janvier. Il me semble que les documents auraient dû être communiqués aux représentants du peuple avant la fin du débat et avant d'être transmis aux journaux. C'est un manque de courtoisie.

En plus, si le premier ministre est si délicat sur la question de lettre confidentielle, il manquait de délicatesse envers le premier ministre du Canada en donnant aux journaux la lettre du 31 décembre, puisque cette dernière faisait allusion à la lettre du 10 novembre.

Le premier ministre ne peut même invoquer le prétexte de la lettre confidentielle, puisque M. Bennett lui en avait parlé dans une conversation, ainsi qu'il appert par la lettre du 10 novembre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oh! si vous saviez ce que c'était. De simples conversations à table.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre estime que ses conversations avec le premier ministre du Canada n'ont aucune importance, libre à lui.

Le premier ministre a dit au cours du débat sur la canalisation qu'il s'agissait d'une question vitale pour la province. C'est vrai. Alors, si tel est le cas, pourquoi le premier ministre ne se rendait-il pas à Ottawa pour obtenir la permission voulue?

Pourquoi lorsque, le 31 décembre, l'invitation est venue, le premier ministre, après avoir confié la direction de la session, quand même il sentait le besoin de faire l'ouvrage tout seul, n'est-il pas allé rencontrer le premier ministre? Mais non, il est resté ici, à discuter des motions et certains bills qui certes n'avaient pas l'importance de la canalisation du Saint-Laurent. Dans d'autres provinces, au Parlement du Canada et au Parlement impérial, il est arrivé qu'une question très importante soit apparue et que le chef du gouvernement se soit absenté. Par exemple M. McDonald, M. Baldwin et M. Lloyd George. Mais ici, le premier ministre de Québec était tellement occupé avec la session qu'il ne pouvait pas quitter même pour un problème si important qu'il s'est senti obligé de susciter un débat.

Il est malheureux que l'on ait donné à cette grave question un caractère politique voulu et que ça été le seul but de la motion présentée en novembre. Pour ne pas troubler le débat de la Législature, on retardait la conférence demandée par le premier ministre Bennett.

L'honorable premier ministre a parlé d'une affaire d'honneur et de loyauté. Je suis d'accord avec lui. On ne doit pas dévoiler une lettre confidentielle. Mais le moins qu'il pouvait faire c'était de demander la permission de rendre la lettre publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Celui qui l'a envoyée pouvait refuser.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pourquoi celui qui l'a écrite n'a-t-il pas donné la permission nécessaire? Cela aurait simplifié la chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais on ne lui a rien demandé.

En plus de la conversation entre le premier ministre et M. Bennett, il est notoire que le premier ministre et le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) se sont rendus auparavant à Ottawa au sujet de l'entreprise de Beauharnois et qu'il a été question du projet de canalisation du Saint-Laurent, auquel le projet de Beauharnois est intimement lié.

La seconde partie de la motion du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) demande qu'aucun contrat ne soit passé sans l'approbation préalable de l'Assemblée législative. Il faut distinguer entre la discussion d'une question et la conclusion d'un marché. Aucun traité ne fut conclu ou n'est susceptible d'être conclu sur cette question avant plusieurs années. Donc, les craintes exprimées n'avaient aucun fondement. C'est dans la conclusion que le consentement de la province sera nécessaire.

Et certes, cette précaution est sage et justifiée. Cette précaution est importante, car dans le passé, nous avons déjà vu le gouvernement conclure sans consulter les Chambres, sans se soucier des intérêts de la province, comme la chose est arrivée dans le cas de la Beauharnois, avec le succès que l'on sait; l'affaire de la Beauharnois qui a conduit le Parti libéral, comme disait M. King, dans la vallée de l'humiliation.

D'autant plus que le projet de la canalisation comporte le développement de vastes ressources électriques, et on sait que dans ce domaine le gouvernement provincial a toujours fait preuve d'incurie et de négligence, qu'il s'est préoccupé des gros intérêts et rarement des taux que le peuple paie.

La province a payé cher pour savoir la politique suivie par le gouvernement provincial actuel, et c'est pourquoi la précaution réclamée par la seconde partie de la motion est absolument juste; c'est une leçon. C'est la raison pour laquelle nous voulons que, lorsqu'il y aura des marchés de conclus pour des développements hydroélectriques, la Chambre soit consultée, approuve tout contrat que l'on voudra passer, afin d'assurer des taux raisonnables à la population de notre province. Nous voulons aussi que l'on assure l'électrification des campagnes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami de Trois-Rivières a, comme d'habitude, parlé à côté de la question. La motion qui est discutée a deux conclusions. On trouve dans la première un reproche au premier ministre pour n'avoir pas communiqué à la Chambre une lettre confidentielle, et dans la seconde, on voit une demande de ne pas conclure d'entente avec Ottawa avant d'avoir obtenu l'approbation de l'Assemblée législative.

Le premier ministre a donné des explications qui, j'en suis convaincu, ont satisfait la Chambre. Cette lettre en question était confidentielle et non officielle, et le premier ministre n'était pas libre de la produire en Chambre. On lui reproche de ne pas l'avoir déposée parce que c'était un document important. Cette lettre, même si elle n'avait pas été confidentielle, en quoi, je vous le demande, elle aurait pu jeter une lumière nouvelle sur le débat en décembre et janvier? Qu'y a-t-il dans cette lettre qui aurait pu nous aider dans notre désir d'être invités et consultés par Ottawa et Washington? La motion dit que l'ouvrage est prématuré et que le coût est prohibitif. En quoi la lettre de M. Bennett nous a éclairés en ce sens?

M. Bennett disait que le gouvernement avait décidé d'entrer en négociations avec Washington, que le développement partirait sur la section internationale, que les précautions seraient prises pour protéger les intérêts du port de Montréal. Que demandions-nous dans la résolution David? Nous regrettons tout d'abord d'avoir appris par les journaux les négociations en cours avec les États-Unis. Puis, nous disions "que cette Chambre, tout en regrettant de n'avoir pas été invitée à prendre part à ces négociations, exprime l'opinion que ce projet est prématuré, que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé, et que, avant de développer des forces hydrauliques internationales destinées à être utiles aux États-Unis, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes". Nous étions concernés, nos droits étaient en jeu.

Quelle relation la lettre de M. Bennett a-t-elle avec tout cela? En quoi alors la lettre de M. Bennett pouvait-elle aider à ce débat? Et encore une fois, le premier ministre n'a pu la communiquer parce qu'elle était confidentielle.

Nous nous sommes plaints de ce que nous n'étions pas invités. Les journaux annoncèrent que Washington et Ottawa conféraient. On disait même que les négociations étaient près de leur conclusion. Les événements ont confirmé nos craintes.

Le *Chicago Tribune*, le 25 janvier, affirmant que le projet du Saint-Laurent serait préliminaire à l'annexion du Canada aux États-Unis, indique que le gouvernement a eu raison d'adopter une attitude d'opposition face au projet. Le discours du trône à Ottawa dit aussi qu'un traité sera probablement passé entre Washington et Ottawa, comme conclusion de ces négociations. Mais où est Québec dans tout cela? On fait des traités et on nous consulte après. C'est de cela que nous nous plaignons. Je le répète, le premier ministre ne pouvait produire la lettre, et l'eût-il produite qu'elle n'aurait nullement éclairé le débat de janvier.

La deuxième partie de la motion du député des Deux-Montagnes, ayant trait aux forces hydrauliques, est à l'effet que rien ne soit fait avant que nous soyons consultés. Nous en sommes. Nous nous accordons avec nos amis sur ce sujet. Le contrat devra être soumis à la Législature.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'amendement suivant à la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé):

Que tous les mots, après "que", dans le premier paragraphe de la motion, jusqu'aux mots: "elle invite" le gouvernement, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre regrette que le député des Deux-Montagnes ait insisté pour faire produire une lettre que l'honorable premier ministre du Canada a voulu rendre confidentielle laquelle, du reste, n'invitait nullement le gouvernement de la province à prendre part aux négociations de Washington, et si, il est invité à telles négociations, "elle invite le gouvernement de cette province à ne pas conclure d'arrangements relativement aux développements des forces hydrauliques du Saint-Laurent sans l'autorisation spéciale de la Législature."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. L'amendement est présenté sans avis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors de la discussion du bill de Montréal l'an dernier, un

amendement avait été présenté par l'honorable député de Laval (M. Renaud). On a rejeté l'amendement parce que le premier ministre avait allégué qu'un avis était nécessaire.

M. l'Orateur: Ce n'est pas une motion qui est en cause. C'est un amendement pur et simple. En conséquence, je renvoie le point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux d'abord remercier l'honorable premier ministre de ses remarques à mon égard. Le premier ministre a mis sur le compte d'une erreur de jeunesse la motion que j'ai présentée. Peut-être. On a tellement d'illusions quand on est jeune. J'avais l'illusion de croire que jamais un premier ministre ne serait allé prétendre qu'il n'avait pas été invité par un autre premier ministre quand il avait dans sa poche la preuve du contraire, que jamais il n'aurait laissé déposer une motion semblable et la discuter dans de telles conditions.

Le premier ministre a référé la Chambre à la motion David, disant qu'elle n'avait rien à faire avec la question. Le premier ministre a non seulement été invité, mais il a même refusé d'aller représenter la province dans la discussion du projet, prétextant les travaux de la Chambre. Cependant, quand il annonçait qu'il n'avait pas le temps, il trouvait l'occasion de prononcer deux grands discours patriotiques.

Il a donné deux votes reprochant au gouvernement fédéral de ne pas l'avoir invité, quand il savait que la chose était fausse.

Le premier ministre parle du caractère confidentiel de la lettre du 10 novembre. Fort bien, mais la lettre d'invitation du 30 décembre n'était pas confidentielle, celle-là, puisque le premier ministre l'a communiquée de lui-même aux journaux. Or, comment pouvait-il venir ensuite se plaindre de n'avoir pas été invité, comme il l'a dit subséquemment? Pourquoi n'a-t-il pas produit cette lettre d'invitation alors que le débat était encore en cours?

D'autre part, l'honorable député d'Arthabaska a déclaré que même si cette Chambre avait été mise au courant de la correspondance, la discussion n'aurait pas été changée. Pourtant, cette correspondance était une véritable invitation d'aller discuter la question à Ottawa, tandis que la motion disait que le gouvernement n'avait pas été invité. Le gouvernement déplorait de ne pas avoir été invité à discuter le problème avec le fédéral. Pourquoi le premier ministre faisait-il entendre des protestations ici à la Chambre, quand il venait de refuser d'aller faire entendre ses protestations à Ottawa?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il me répugne, comme il répugne à tous, quand je reçois une lettre confidentielle, d'écrire à celui qui me l'envoie pour lui demander de rendre sa lettre publique.

On met cette personne dans une position difficile: c'est une question d'honneur qui est en jeu. Je n'aurais jamais demandé au premier ministre du Canada de rendre cette lettre publique sans que l'on ne m'ait poussé au pied du mur comme on l'a fait, car cela était de nature à mettre le premier ministre du Canada dans une situation difficile et délicate. Voici ce que dit M. Bennett dans la lettre: "nous allons discuter la question du développement international avec l'Ontario, et la situation de Québec ensuite." J'ai répondu que nous étions en session, que nous avions toute la législation à préparer.

M. Duplessis (Trois-Rivières) laisse entendre que les ministres ont des loisirs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Tel n'est pas le cas. À part l'assistance aux séances de la Chambre, les ministres doivent administrer leurs départements, et ceux qui connaissent savent quel ouvrage c'est. Nos amis de l'opposition ne savent peut-être pas ce que c'est de préparer la législation. Je le répète, la correspondance en question était confidentielle, et il m'a répugné de la faire rendre publique. D'ailleurs, la correspondance a démontré qu'elle ne jetait aucune lumière quelconque sur la motion David.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre s'appuie sur le fait que la lettre était confidentielle. Toutefois, la même journée du débat la correspondance était communiquée aux journaux.

L'amendement proposé ne reflète pas les faits. Ce n'est pas le député des Deux-Montagnes qui a insisté pour avoir la lettre, mais c'est le premier ministre qui a publié la lettre qui faisait allusion à celle du 10 novembre.

M. Smart (Westmount): La motion David a été proposée à cette Chambre et le gouvernement a dit qu'il avait appris dans les journaux qu'il y avait des négociations concernant la canalisation du Saint-Laurent, alors que le gouvernement avait déjà reçu la lettre de M. Bennett. Ainsi, ce n'était pas une affirmation véridique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous l'avons appris des journaux.

M. Smart (Westmount): Et par Bennett aussi. Le gouvernement de Québec a été invité à se rendre à Ottawa, n'y est pas allé et, en autant que je sache, n'a pas encore accepté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas pour des négociations à Washington.

M. Smart (Westmount): Ce n'est pas habituel qu'une province soit invitée à prendre part à des négociations internationales. Ceci revient à l'autorité fédérale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Peut-être, mais le Saint-Laurent n'as pas été canalisé auparavant.

M. Smart (Westmount): Il est malheureux que la lettre du 31 décembre ait été transmise aux journaux avant d'avoir été déposée à la Chambre. Je n'ai pas voté sur la motion David en raison d'un manque d'information, que le premier ministre avait à l'époque, mais qu'il avait gardée pour lui-même. J'étais certain que la motion David était purement politique et c'est pour cette raison que je n'ai pas voté pour ou contre. C'était une motion purement politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que les remarques du député de Westmount sont très malheureuses. Vous vous êtes défilé lors du vote sur la motion David.

M. Smart (Westmount): Je ne me défile jamais lors d'un vote. Je me trouvais à l'extérieur à ce moment-là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas la raison pour laquelle vous n'avez pas voté. Vous avez déclaré à la Chambre que vous ne voteriez pas, et c'est la raison pour laquelle vous ne l'avez pas fait, non pas parce que vous étiez à l'extérieur.

M. Guertin (Hull) parle contre l'amendement.

L'amendement étant mis aux voix.

M. Fisher (Huntingdon) insiste pour que l'amendement soit lu en anglais.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, Delisle, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Piché, Plante, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 61.

Contre: MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, l'amendement est adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait quelques brèves remarques.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, Delisle, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Piché, Plante, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 61.

Contre: MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, la motion amendée est adoptée.
(Applaudissements)

Manutention de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant la

manutention de la gazoline soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dettes de Rouyn et de sa corporation des commissaires d'écoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies d'assurance des beurreries et fromageries

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 abrogeant la loi des compagnies d'assurance des beurreries et fromageries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre;

- bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124;
- bill 53 concernant la ville d'Amos;
- bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 63 modifiant la loi des droits sur les successions.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 61 modifiant la loi des licences.

Loi des licences

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 modifiant la loi des licences. Les amendements sont lus deux fois.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 10 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Compagnie des tramways de Lévis

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Agents de perception

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 concernant les agents de perception.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport⁴.

Unités sanitaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 4 février 1932, sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 4 février courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de documents relatifs aux unités sanitaires en cette province.

M. Bergeron (Matane): J'ai cru devoir faire part à cette Chambre des raisons sociales et médicales qui militent en faveur du mouvement des unités sanitaires inauguré en 1926.

Après avoir félicité le gouvernement d'avoir inauguré cette politique sanitaire en 1926, il (M. Bergeron) souligne le dévouement du docteur Alphonse Lessard.

C'est du domaine de l'hygiène, dit-il, de faire les inspections des boulangeries, des boucheries, des laiteries, des puits, des égouts; c'est encore du domaine de l'hygiène de soumettre à l'examen du laboratoire le lait, principal aliment du bébé; c'est du domaine de l'hygiène d'inspecter les écoles deux ou trois fois par an et d'examiner soigneusement chacun des écoliers.

D'autre part, c'est faire de la médecine préventive que d'immuniser les enfants de deux à dix ans, contre la diphtérie, d'inoculer le vaccin antivariolique, d'injecter le vaccin antityphoïde, etc., etc. Les cliniques de bébés, de nourrissons, les écoles de mères, ce sont autant de pratiques de médecine préventive.

Je crois sincèrement que l'organisation sanitaire que poursuit l'unité sanitaire est présentement le meilleur système adopté pour la préservation de la santé publique et qu'il vaut la peine de la réaliser dans tous les comtés de la province.

Dans mon comté, l'unité sanitaire coûte \$1,500 au comté, soit 6 sous par tête. Que valent les services rendus au simple point de vue argent? 558 personnes examinées aux rayons X à \$5, cela forme un total de \$2,790; ajoutons \$3,500 pour immunisations de 3,500 enfants contre la diphtérie; ajoutons 1,650 vaccinations antivarioliques à 50 centins, etc., etc. On arrive au total de \$7,570, ce qui n'a coûté au comté que \$1,500, la balance est payée par le gouvernement et l'octroi de Rockefeller.

Sous prétexte de crise, il ne faudrait pas empêcher la propagation d'une politique qui sauve des millions en capital humain.

Le premier ministre déclarait récemment à Montréal: "Au nom du gouvernement, je déclare que c'est notre intention de mettre toute notre énergie, tout l'argent nécessaire pour combattre la mortalité infantile, le cancer et la tuberculose. Nous voulons démontrer au pays entier que nous pouvons occuper, là aussi, la première place dans la Confédération canadienne.

Fort de cette déclaration, connaissant sa sincérité et son inlassable sollicitude pour la cause de l'hygiène et de la médecine préventive, j'ai toute raison de croire que si une législation nous est soumise, elle recevra bon accueil de nos populations rurales.

Le projet de loi pourrait fixer, pour les comtés à évaluations moindre de six millions, une contribution qui serait, pour la première année, d'un vingt-quatrième du budget établi par le service provincial d'hygiène, d'un douzième pour la deuxième année, et d'un huitième pour la troisième et les années subséquentes.

Dans les autres comtés à évaluation plus élevée, la contribution serait établie dans les mêmes proportions.

Les médecins dans les comtés où il existe des unités sont très satisfaits.

M. Dansereau (Argenteuil): Je peux dire que, dans le comté d'Argenteuil, au-delà de 85 % de la population est en faveur de l'unité sanitaire.

Il (M. Dansereau) est favorable aux unités sanitaires, mais ne veut pas qu'elles soient obligatoires⁵.

M. Giguère (Dorchester): Personne, je pense, ne conteste la valeur des unités sanitaires. Mais les obligations qu'imposent ces organisations sont trop onéreuses dans le moment actuel. Lors de la dernière réunion du conseil de comté dans Dorchester, 19 maires sur 24 se sont prononcés contre. Ne vaudrait-il pas mieux attendre la disparition de la crise pour rendre obligatoire l'établissement des unités sanitaires?

M. Fisher (Huntingdon): Je suis heureux d'être pour une fois de l'avis des membres de l'autre côté de la Chambre. Je suis en faveur de toute mesure destinée à promouvoir l'hygiène dans notre province et la conservation du capital humain, tout en regrettant que mon comté, dit-il, n'ait pu obtenir la coopération d'une circonscription voisine pour l'établissement d'une unité. Mais il exprime le souhait que les difficultés seront bientôt surmontées

et que Huntingdon rejoindra les comtés qui ont de telles organisations.

M. Taschereau (Bellechasse): J'offre mes félicitations les plus sincères à ceux qui ont amené devant cette Chambre cette question des unités sanitaires.

Nul ne peut mettre en doute l'utilité de l'unité sanitaire. Les unités sanitaires sont très bonnes, mais je ne m'accorde pas avec ceux qui m'ont précédé.

Chaque unité coûte par année environ \$12,000. Le gouvernement paye la moitié pour les trois premières années, puis le conseil de comté et l'institut Rockefeller paient alternativement \$6,000. Après trois ans, les dépenses sont défrayées par le gouvernement et le conseil de comté.

Dans tous les comtés où cette mesure a été établie, on s'en est trouvé bien. Mais je crois, M. l'Orateur, que tous les comtés ne sont pas en mesure de prendre cette charge cette année. Le comté de Dorchester est dans ce cas.

Je crois à l'utilité des unités sanitaires. Mais je ne crois pas à la nécessité de la coercition. Faisons plutôt l'éducation. On doit procéder par la persuasion, et dans un avenir rapproché, le nombre des unités augmentera.

Il y a actuellement 25 unités sanitaires exerçant leurs activités dans 31 comtés. S'il n'y a pas plus d'unités, malgré tout le bien obtenu, je ne crois pas que l'on doive rendre l'unité obligatoire. Nous devons plutôt rendre la loi plus généreuse quand les conditions le permettront. Mais, en attendant, je dois me prononcer sur la motion.

M. Lamoureux (Iberville): Le but du présent débat est de savoir si le gouvernement doit passer une loi pour avoir des unités sanitaires. Je suis tout à fait opposé à la coercition. C'est une question d'argent après tout.

M. Duffy (Compton): Tout en reconnaissant les services que peut rendre une unité sanitaire, dit-il, les conditions économiques ne permettent pas aux régions rurales de se lancer dans de telles entreprises.

Je ne crois pas, dit-il, que nous soyons justifiés d'imposer de nouvelles taxes à nos municipalités.

M. Saintonge (Beauharnois): Dans le comté de Beauharnois, on a adopté le principe de l'unité sanitaire, mais la partie rurale a demandé le temps de réfléchir.

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Loi des bureaux de placement

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la loi des bureaux de placement soit maintenant lu une deuxième fois.

Par cette loi, on abolit les bureaux de placement payants. Quelques-uns subsistent toutefois mais, quitte à être soumis au ministère du Travail.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

L'article 3 de ladite loi, tel que modifié par la loi 21 George V, chapitre 19, section 13, est remplacé par le suivant:

"3. Ces bureaux sont sous le contrôle du ministre auquel les surintendants ci-après mentionnés sont tenus de faire rapport annuellement le premier juillet."

Une voix: L'ancienne loi portait les mots "quand ils seront requis". Ils seront désormais obligés de faire rapport.

M. Guertin (Hull): La loi n'était donc pas bonne?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Comme toutes les autres lois, elle est susceptible d'amélioration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi était bien ancienne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle a été passée alors que j'étais ministre des Travaux publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a longtemps de cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! oui, vous deviez alors marcher pour votre première communion.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Les articles 7 à 11 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"7. Sous la réserve des dispositions des articles 2 et 8 de la présente loi, il est interdit de tenir un bureau de placement.

"8. La prohibition décrétée par l'article 7 ne s'étend pas aux bureaux de placement établis et maintenus par:

"1. Les congrégations ou les sociétés religieuses qui s'occupent de placer leurs protégés;

"2. Les sociétés ouvrières qui ont pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des employés;

"3. Les sociétés charitables et les sociétés de bienfaisance;

"4. Les employeurs qui ont leur propre bureau de placement,

"Pourvu que, dans tous les cas ci-dessus, -

"a. Un permis à cette fin ait été obtenu au préalable du ministre et soit en vigueur;

"b. Aucune rémunération à cette fin ne soit exigée du solliciteur d'emploi; et,

"c. Un registre soit tenu dans la forme déterminée par le ministre.

"9. Le permis prévu par l'article 8 est émis gratuitement pour une année ou une fraction d'année seulement, et expire le premier juillet subséquent à cet octroi.

"Le ministre peut, en tout temps, annuler un permis émis en vertu de la présente loi.

"10. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi commet une infraction et est passible sur poursuite sommaire, en sus des frais:

"a. D'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours, s'il s'agit d'une infraction à l'article 7 ci-dessus; ou:

"b. D'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars, s'il s'agit d'une infraction à l'article 8.

"11. Le ministre du travail est chargé de l'exécution de la présente loi."

L'honorable M. Arcand (Maisonnette):

Les bureaux de placement payants sont abolis. À l'avenir, aucun bureau de placement permis par la loi n'a le droit d'exiger une rémunération.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'on s'est opposé à ces bureaux de placement?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): répond en donnant lecture des lettres qu'il a reçues.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien y a-t-il de bureaux de placement opérant en vertu d'un permis officiel?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Huit.

M. Guertin (Hull): Combien y a-t-il de bureaux de placement privés dans la province?

Une voix explique que les bureaux de placement privés n'existent plus.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des
directeurs de funérailles**

M. Desmarais (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lortie), que les honoraires payés pour le bill 126 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Demande de documents:

**Palais de justice
de Sherbrooke**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous contrats, estimations, bordereaux de paye, de tous documents et correspondance entre le ministre des Travaux publics ou les employés du ministère des Travaux publics et toutes personnes, en rapport avec les travaux faits au palais de justice de Sherbrooke au cours des années 1928, 1929, 1930, 1931.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le début de la séance a été quelque peu retardé "par la prise de photographie des ministres et des députés", selon *Le Soleil* du 11 février 1932, page 3.

2. Ce bill a été "tué" en matinée au comité des bills publics, selon l'expression du *Soleil* du 11 février 1932, à la page 14.

3. À la suite de la réponse de M. Godbout, le procès-verbal contient le texte de deux réponses supplémentaires. Il nous est toutefois impossible de rattacher ce texte à quelque question que ce soit. En voici la teneur:

"2. et 3. Le gouvernement n'en est pas informé.

"4. 9, par communications écrites, à part les renseignements verbaux donnés par les agronomes et les autres officiers du département." Voir *Journaux de l'Assemblée législative*, 10 février 1932, page 247.

4. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

5. *L'Événement* du 11 février 1932, à la page 4, est le seul journal à écrire le contraire: "L'Orateur est favorable à l'unité sanitaire obligatoire."

Première séance du jeudi 11 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 57 créant la Commission municipale;
- bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

Questions et réponses:

Commission des accidents du travail, indemnités

M. Guertin (Hull): 1. Des 11,783 cas soumis à la Commission des accidents du travail en vertu de la loi des accidents du travail, 1931, qui, d'après la réponse du 3 février 1932, étaient alors en suspens, combien y a-t-il de cas où aucun paiement d'indemnité n'a encore été commencé?

2. Des 256 cas soumis à la Commission des accidents du travail, en vertu de la loi des accidents du travail, 1928, qui, d'après la réponse du 3 février 1932, étaient alors en suspens, combien y a-t-il de cas où aucun paiement d'indemnité n'a encore été commencé?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): 1. Les 11,783 dossiers auxquels on réfère dans la question ne comportent pas tous le paiement d'une indemnité. Un grand nombre de ces dossiers sont pour frais médicaux, seulement. Quant aux dossiers où il y aurait lieu de payer compensation et dans lesquels compensation n'a pas été payée, jusqu'à date, le nombre approximatif est de 3,500.

2. Approximativement 25.

Voirie, contrats

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Depuis le 1^{er} juillet 1931 jusqu'au 1^{er} août 1931: *a.* Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données (sic) par l'administration provinciale et relatifs au département de la Voirie? *b.* À combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises? *c.* Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demande de soumissions publiques? *d.* Combien sans soumissions?

2. Depuis le 1^{er} août 1931 inclusivement jusqu'au 15 septembre 1931: *a.* Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données (sic) par l'administration provinciale et relatifs au département de la Voirie? *b.* À combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises? *c.* Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demande de soumissions publiques? *d.* Combien sans soumissions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* Quinze; *b.* \$672,124.12; *c.* Six contrats ont été accordés après demande de soumissions, et six autres comme extensions à des contrats déjà accordés mais pour lesquels des soumissions avaient été demandées; *d.* Trois.

2. *a.* Trente-sept; *b.* \$1,059,053.79; *c.* Huit contrats ont été accordés après demande de soumissions, et quatorze autres comme extensions à des contrats déjà accordés mais pour lesquels des soumissions avaient été demandées; *d.* Quinze.

Route
Laprairie-Montréal-Sud

M. Fisher (Huntingdon): 1. Quel a été le coût jusqu'à date de la nouvelle route entre Laprairie et Montréal-Sud?

2. Quelle est la longueur de cette route?

3. Les travaux ont-ils été exécutés par contrat?

4. Dans l'affirmative, quels sont les entrepreneurs?

5. Les premiers entrepreneurs ont-ils complété les travaux? Dans la négative, pourquoi?

6. Est-ce que le département de la Voirie a été poursuivi pour rupture de contrat se rattachant à ces travaux?

7. Dans l'affirmative, quelle a été la décision des tribunaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$2,149,445.59.

2. 9.31 milles.

3. Oui.

4. The Kennedy Construction Company Limited; La Société générale de ponts et chaussées limitée; Angus W. Robertson & M. A. Janin; Pacifique Baillargeon.

5. Pacifique Baillargeon a terminé son contrat. Angus W. Robertson & M. A. Janin et The Kennedy Construction Company Limited termineront complètement leurs travaux le printemps prochain. La Société générale de ponts et chaussées n'a pas rempli son contrat; elle l'a abandonné, et The Kennedy Construction Company Limited a continué les travaux qu'elle avait entrepris.

6. Oui, par la Société générale de ponts et chaussées limitée.

7. La cause est en délibéré devant la Cour supérieure.

Département des Terres et Forêts, calendriers

M. Guertin (Hull): 1. Combien de calendriers le département des Terres et Forêts a-t-il fait imprimer pour l'année courante?

2. Combien ces calendriers ont-ils coûté et qui en a fait l'impression?

3. Des soumissions ont-elles été demandées?

4. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

5. Dans la négative, pourquoi?

6. Le département a-t-il l'intention d'en commander davantage?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. 130,000.

2. \$0.17¼ par unité. Charrier & Dugal limitée.

3. 4. 5. Non, le prix payé pour ces calendriers étant de beaucoup inférieur au tarif déterminé par l'Imprimeur du roi pour un travail de même nature et de même qualité.

6. Non.

Tuberculine

M. Barré (Rouville): 1. Depuis la réponse du 16 mars 1931, à combien d'animaux le gouvernement de cette province a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine dans chaque comté?

2. Combien d'animaux ont été condamnés dans chaque comté?

3. Quel est le montant de l'indemnité que le gouvernement a accordé à ceux dont les animaux ont été condamnés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 2.

	<i>Nombre d'animaux tuberculinés</i>	<i>Nombre de tuberculeux</i>
Drummond.....	361	1
Frontenac	2,090	18
Joliette.....	1,343	29
Kamouraska	769	10
Labelle	302	15
Lévis	1,304	84
L'Islet.....	288	0
Mégantic	1,036	34
Rimouski.....	1,555	0
Saint-Maurice	344	19
Témiscouata.....	<u>3,339</u>	<u>4</u>
	12,731	214

3. Aucune indemnité n'a été payée.

Emprunts garantis

M. Fisher (Huntingdon): À la page 5 des comptes publics pour 1931 figurent des emprunts de banque garantis pour un montant de \$513,000. En faveur de qui cette garantie a-t-elle été donnée?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): \$500,000 ont été garantis à La Banque Canadienne Nationale pour la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 7, article 3, et de l'arrêté ministériel no 453, en date du 14 février 1931.

\$13,000 ont été garantis à la Banque Canadienne Nationale pour la Laiterie des producteurs de lait de la province de Québec, incorporée, en vertu de l'article 3 de la loi concernant le département de l'Agriculture, S.R.Q., 1925, chapitre 51, tel qu'amendé par 20 George V, chapitre 35, article 1.

Agents de perception

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils):

Qu'il soit ordonné que le bill 164 concernant les agents de perception soit inscrit au feuillet pour étude en comité plénier.

Adopté.

Loi des licences

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 modifiant la loi des licences.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

Il s'agit d'un amendement non dangereux, déclare-t-il.

Adopté sur division.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie des tramways de Lévis

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'ai bien compris, ce bill a été demandé par la Sun Life qui détient la quasi-totalité des obligations?

M. Taschereau (Bellechasse): Non, le bill est présenté par la Compagnie et à la demande de son gérant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous demande pardon, j'ai assisté à la discussion du comité des chemins de fer, et ce sont les avocats qui m'ont dit que les obligataires demandaient le bill. Or, la Sun Life détient la quasi-totalité des obligations.

On demande des privilèges extraordinaires dans ce bill. L'entreprise en question a passé par trois

phases. En 1906, la Compagnie du chemin de fer de Lévis fut fondée par deux particuliers dont un nommé Foreman. En 1906, l'actif fut acheté par une compagnie dont les directeurs étaient MM. T. Macaulay, président actuel de la Sun Life, Audette et Ewing, marchand de Québec, et C. Blouin, ancien député de cette Chambre.

En 1919, la Compagnie des tramways de Lévis a acheté la compagnie de chemin de fer de Lévis.

La charte de la Compagnie lui permet de se fusionner avec d'autres compagnies. Or, comme il est dit aussi que les municipalités où passent les voies de la Compagnie peuvent accorder des bonis, exemptions, gratifications, il s'ensuit que le même privilège s'applique aux régions servies par les compagnies absorbées sous le nom de la Compagnie.

Il dit que cette mesure arrive à un mauvais moment, alors que les municipalités susceptibles d'être sollicitées pour octroyer ces privilèges sont déjà dans de sérieuses difficultés financières.

La charte dit aussi que les droits d'enregistrement pour la Compagnie ne pourront dépasser 50 cents. Naturellement ce même privilège est accordé pour les compagnies étrangères, du moment qu'elles sont fusionnées avec la Compagnie des tramways de Lévis.

On voit jusqu'où peuvent s'étendre de pareils privilèges. Cette compagnie peut se fusionner avec la Quebec Power, par exemple, et partant, la Quebec Power jouit de tous les privilèges ci-haut mentionnés. Cette compagnie peut de même étendre ces privilèges exorbitants dans toute la province au fur et à mesure des fusionnements. Ce n'est pas le temps d'agir ainsi. De plus, on accorde à une compagnie privée un pouvoir qui va à l'encontre de la loi générale. On va certainement un peu loin. Ce projet ne devrait pas être adopté.

M. Taschereau (Bellechasse): Le député de Trois-Rivières se méprend sur la portée du bill. La Compagnie en question est incorporée depuis treize ans. Par sa charte, elle a le droit d'opérer un service de chemin de fer dans les comtés de Bellechasse, Lévis, Dorchester et la Beauce. Des chemins de fer nationaux ont été suspendus. Le bill a simplement pour but de permettre à la Compagnie d'organiser des services d'autobus au lieu des chemins de fer.

La Compagnie a voulu établir ces services, mais la Commission des services publics lui a répondu que la Compagnie, de par sa charte, ne pouvait obtenir ce droit, à moins d'une autorisation de la Législature.

En conséquence, la Compagnie des tramways a constitué une subsidiaire, la Southern Transport Company². Aujourd'hui la Compagnie des tramways demande de se fusionner avec la compagnie d'autobus et le droit d'opérer le service d'autobus. En plus, la compagnie d'autobus disparaît automatiquement. Les exemptions dont on parle étaient déjà accordées en 1919. Le présent bill ne fait que les maintenir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député dit que la charte est de 1919. Elle est de 1906. M. Macaulay a obtenu une nouvelle charte en 1916. Il y a eu de nouvelle modification en 1919.

Les privilèges accordés sont exorbitants. Le fait de permettre à la Compagnie de se fusionner avec toute autre faisant des opérations analogues et de conférer à la Compagnie des tramways non seulement les privilèges des compagnies absorbées, mais aussi l'exercice de ses propres privilèges dans les nouvelles régions où elle opérera constitue un privilège exorbitant.

Le privilège de ne payer que 50 cents au maximum le droit d'enregistrement est exorbitant si l'on songe, par exemple, que la pierre d'achoppement du crédit rural réside dans les taux trop élevés d'enregistrement.

La Compagnie, par son nouveau bill, demande aussi le pouvoir d'organiser des systèmes de transport maritime, de transport terrestre par tramways, chemin de fer et autobus. Naturellement, la Compagnie peut obtenir pour ces divers systèmes de transport les mêmes privilèges que pour le reste, c'est-à-dire que les municipalités peuvent leur accorder l'exemption de toutes taxes. De même les droits d'enregistrement pour tous ces services et dans toutes les régions où ils opèrent ne sont que de 50 cents par enregistrement. L'article 11 du bill va même plus loin, il mentionne une exemption complète de taxe, et perpétuelle.

Je proteste encore une fois, parce que l'on veut faire de cette compagnie une institution privilégiée. Les pouvoirs demandés sont désastreux au point de vue municipal. Si les clauses présentes n'étaient pas nouvelles, on n'aurait pas été obligé de les mettre dans le bill. Il faut aider les compagnies d'utilités publiques, mais pas en faire une classe privilégiée au détriment des contribuables.

M. Taschereau (Bellechasse): Le bill ne pourra s'appliquer à toute la province, puisque le champ d'opération est restreint aux comtés de Lévis, Beauce, Dorchester.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans doute le bill pour le présent limite le champ d'opération à ces

trois comtés, mais le bill dit aussi que la Compagnie pourra, quand elle le juge bon, se fusionner à toute autre compagnie qui fait du transport maritime ou terrestre. Et alors les privilèges de la Compagnie des tramways sont transférés aux compagnies absorbées, en ce sens que ce ne sont plus les compagnies absorbées qui opèrent mais désormais la Compagnie de tramways de Lévis, et celle-ci possédant les privilèges que l'on sait, ces privilèges se trouvent applicables dans les régions nouvelles.

M. Taschereau (Bellechasse): La Compagnie veut se fusionner avec une compagnie d'autobus et ne pas payer de taxes foncières. D'ailleurs, c'est un droit existant, car les compagnies d'autobus ne paient que la taxe ordinaire à l'heure actuelle.

M. Barré (Rouville): Ce sont encore des privilèges excessifs que l'on accorde à cette compagnie.

M. Taschereau (Bellechasse): Non pas, car la Compagnie ne pourra venir à Québec. Sa charte lui permet d'opérer un service dans quatre comtés seulement, à savoir: la Beauce, Dorchester, Lévis et Bellechasse.

M. Barré (Rouville): Je tiens à protester parce que le bill que nous avons entre les mains pour suivre la discussion ne comporte pas les nombreux amendements dont on a greffé l'original.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Aucune opposition n'a été manifestée contre la mesure au comité des chemins de fer. Les amendements proposés ont été approuvés par le C.N.R., la Compagnie des chemins de fer de Québec et le C.P.R., ce qui surprend grandement son principal lieutenant.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du salaire minimum des femmes

L'honorable M. Arcand (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204

modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi du salaire minimum des femmes (statuts refondus, 1925, chapitre 100), tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 33, section 1, et remplacé par la loi 20 George V, chapitre 46, section 1 et modifié par la loi 21 George V, chapitre 19, section 16, est de nouveau remplacé par le suivant:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de créer, sous la direction du ministre du Travail, une commission composée de quatre membres. Ceux-ci, dont l'un désigné comme président, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir. Deux de ces membres représentent les patrons et deux, les employés. Trois membres de la Commission forment un quorum."

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Nous avons voulu former un comité conjoint composé de patrons et d'employés nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. L'un des membres du conseil peut être une femme.

M. Guertin (Hull): On admet ici le principe de la représentation ouvrière. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans la Commission des accidents du travail par exemple? Je me demande si le principe du bill ne vaut pas également pour d'autres sujets.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Au moment où l'on étudiait la loi des accidents du travail, en 1931, les ouvriers ont approuvé le choix des commissaires nommés par le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) À l'étude!

M. le président (M. Vautrin): (S'adressant au député de Hull, M. Guertin) Vous êtes hors d'ordre. Il n'est pas ici question de la Commission des accidents du travail, mais de la Commission du salaire minimum des femmes.

M. Guertin (Hull): Quand nous discutons, nous sommes hors d'ordre. Il y a un principe dans cet article. Il s'agit de savoir si le principe de la représentation ouvrière dans cette Commission du salaire minimum des femmes sera appliqué pour la Commission des accidents du travail. Je le demande au ministre du Travail.

M. le président (M. Vautrin): Votre question est hors d'ordre.

M. Guertin (Hull): Le ministre ne s'en plaint pas et peut-être désire-t-il répondre? Le premier ministre, si chatouilleux, ne juge pas à propos de protester.

M. le président (M. Vautrin): Mon devoir est de faire observer les règles de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (S'adressant au député de Hull) Vous répondez pour le chef de l'opposition. Je puis bien répondre au nom du gouvernement. La question est hors d'ordre, mais je vais y répondre. Le gouvernement ne songe nullement à modifier, à présenter des amendements à la loi des accidents du travail au cours de la présente session.

M. Guertin (Hull): Vous auriez bien dû le dire avant. Ça aurait évité une longue discussion. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous aurions été privés d'un beau discours. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On parle d'une commission de quatre membres dont deux ouvriers. Qui élira le président?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore pire, les ouvriers y perdent davantage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi jeter ainsi le blâme?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La législation ouvrière serait beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est si on ne l'avait pas entravée. La Chambre a retardé le progrès de la législation ouvrière durant 34 ans. La commission devrait comprendre cinq membres, et le président devrait être nommé par ces derniers. Comme c'est là, les ouvriers n'auront pas toujours la protection voulue.

Qui décidera si les commissaires se partagent également sur une discussion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement nomme un président qui décide.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mieux vaudrait nommer un cinquième commissaire. Le ministre devrait le nommer. J'ai confiance dans le nouveau ministre du Travail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est lui qui propose la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le premier ministre qui la pilote. Qu'on laisse donc au nouveau ministre toute latitude nécessaire et, surtout, des crédits.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 46, section 2, est remplacé par le suivant:

"4. La juridiction de la Commission s'étend sur tous les établissements industriels de la province tels que définis aux articles 2 et 3 de la loi des établissements industriels (chapitre 182), ainsi que sur les établissements commerciaux.

"La Commission a le pouvoir soit par elle-même, par l'un de ses membres ou par toute personne qu'elle autorise pour ces objets, de s'enquérir des conditions et des heures de travail des filles ou des femmes employées dans ces établissements et des salaires qui leur sont payés.

"Elle a le pouvoir d'examiner les livres et les listes de paye des patrons et de requérir d'eux tous les renseignements qu'elle juge nécessaires relativement au travail des filles et des femmes qu'ils emploient."

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Sans vouloir interrompre cette intéressante discussion, je me permets d'attirer l'attention du ministre sur le trop

grand nombre de femmes et filles qui prennent la place des hommes. La Commission devrait enquêter sur l'envahissement des femmes dans tous les domaines, ce qui a pour effet d'enlever de l'ouvrage aux pères de famille. Il en résulte aussi que les patrons, pour payer moins cher, emploient des femmes au détriment des pères de famille ou encore s'en autorisent pour payer les hommes moins cher, car l'échelle de salaires des femmes est généralement plus basse que celle des hommes en raison, apparemment, de leur production inférieure. Il y a là une situation anormale à laquelle il faudra certainement remédier. Je suggère que la Commission ait les pouvoirs d'enquêter sur cette situation.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Les attributions de la Commission se limitent au salaire, mais quand les patrons auront à payer les femmes de façon raisonnable, peut-être qu'ils préféreront employer des hommes.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 6 de ladite loi, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 46, section 2, est remplacé par le suivant:

"6. Si la Commission est d'opinion que le salaire ou les gages payés dans un ou des établissements industriels ou commerciaux, dans une industrie ou une branche d'industrie ou dans un commerce, visés par la présente loi sont insuffisants, elle peut convoquer en conférence le nombre de personnes qu'elle détermine pour statuer sur le minimum du salaire ou des gages et sur le nombre d'heures de travail par semaine auquel ce minimum de salaire ou de gages s'applique.

"La conférence se compose d'un membre de la Commission choisi par celle-ci et qui en est le président d'office, d'un nombre additionnel de personnes, n'ayant autant que possible aucun intérêt au litige, qu'elle désigne également, et de représentants désignés à la Commission, moitié par les patrons et moitié par les employées. Si les patrons ou les employées négligent ou refusent de désigner ses représentants, la Commission les désigne d'office.

"Cette conférence, après avoir entendu les patrons et les employées, détermine à la majorité des membres qui la composent, le minimum du salaire ou des gages qui doivent être payés à la classe d'employées dont le cas lui a été référé, ainsi que le nombre d'heures de travail par semaine auquel ce

minimum de salaire s'appliquera. Elle peut également établir le taux du salaire ou des gages pour tout nombre additionnel d'heures de travail en sus du nombre, par semaine, qu'elle a déterminé.

"La Commission peut édicter de telles règles qu'elle croit nécessaires relativement au nombre et au choix des membres de la conférence et déterminer la procédure à suivre."

M. Guertin (Hull): La conférence de Genève s'est prononcée contre le salaire minimum des hommes. Pourrais-je connaître l'opinion du ministre sur cette question?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) hésite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce l'intention du gouvernement d'envoyer un représentant de la province à Genève?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):
Nous verrons les circonstances.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait concevable maintenant que nous avons un ministère du Travail. Ce pourrait être le ministre ou encore le sous-ministre!

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Je remercie le député de son attention. Je serais heureux que Québec soit représenté à Genève, si les conditions le permettaient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous irez si le lieutenant-gouverneur en conseil le permet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si le nouveau ministre du Travail va à Genève, Québec sera bien représenté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est-il décidé d'envoyer un délégué à Genève?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À peu près. C'est presque décidé.

M. Guertin (Hull) proteste contre M. Gustave Franck, président de la Commission du salaire minimum qui, à la radio, se serait dit opposé à la loi du salaire minimum des hommes³.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) répond qu'il n'a pas entendu la susdite conférence.

M. Guertin (Hull): Le ministre n'a rien perdu pour n'avoir rien entendu.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):
M. Franck est un ouvrier sincère de la bonne vieille école et a rendu à la classe ouvrière en général des services inappréciables. C'est un peu à lui que l'on doit une bonne partie des lois ouvrières dont nous bénéficions aujourd'hui.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 7 de la loi des produits laitiers (statuts refondus, 1925, chapitre 63), est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"L'inspecteur général des beurrieres et fromageries peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire des règlements pour

l'exécution du présent article et, en particulier, pour établir le maximum d'acidité de la crème, pour prohiber l'emploi de préservatifs et de neutralisants, pour la classification de la crème, pour la fabrication et la vente du beurre, et pour déterminer le nombre de classes de crème et le mode de classification."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le degré d'acidité obligatoire serait de 40 et le pourcentage de gras de 25 à 30 pour cent.

Le comité propose certains amendements.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 7 de la loi des produits laitiers (statuts refondus, 1925, chapitre 63), est modifié en en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

"7. Toute personne, compagnie, société ou corporation exploitant une fabrique de beurre ou de fromage, qui refuse le lait ou la crème d'un patron, doit en notifier l'inspecteur général et donner, en même temps, le nom et l'adresse du patron et les motifs de son refus; et nulle autre personne, compagnie, société ou corporation exploitant une fabrique de beurre ou de fromage, ne peut, étant avisée de ce refus, recevoir le lait ou la crème de tel patron, pour une période déterminée par un règlement de l'inspecteur général. Tout patron qui se croit lésé par un refus peut en appeler à l'inspecteur général, dont la décision est sans appel.

"L'inspecteur général des beurreries et fromageries peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire des règlements pour l'exécution du présent article et, en outre, pour établir le maximum d'acidité et le minimum de pourcentage de gras de la crème, pour prohiber l'emploi de préservatifs et de neutralisants, pour la classification de la crème, pour la fabrication et la vente du beurre, et pour déterminer le nombre de classes de crème et le mode de classification.

"La crème de chaque patron doit être apportée ou envoyée à la fabrique dans un récipient séparé."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La modification proposée ne vise que des cas exceptionnels. Les fabricants n'ont pas à se plaindre des cultivateurs qui leur vendent le lait. Mais que le fabricant reçoive un lait de qualité inférieure et refuse de le prendre, il risque de se trouver parfois dans une situation délicate. Le fournisseur évincé

peut monter contre lui tous ses parents et amis, les conduire chez un autre fabricant et ruiner par là celui qui recevait tout d'abord leur produit. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que devant le danger de cette éventualité, les fabricants préfèrent accepter un lait de qualité inférieure et jettent sur le marché du beurre ou du fromage qui déprécie la production de la province.

Le ministère veut tenter d'améliorer la qualité des produits laitiers en donnant à l'inspecteur général des fabriques de beurre et de fromage, les pouvoirs nécessaires pour exiger une meilleure crème ou un meilleur lait et passer des règlements pour la réception de la crème.

L'inspecteur aura aussi le pouvoir d'empêcher un producteur de lait d'aller porter son produit dans une autre fabrique s'il a déjà été refusé pour malpropreté. Par cette loi, de plus, une fabrique ne pourra acheter du lait qui a déjà été refusé. L'inspecteur pourra, dans certains cas, donner une autorisation spéciale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas le droit de donner des pouvoirs à un inspecteur pour réglementer le commerce.

M. Barré (Rouville): Le cultivateur reste libre d'aller porter son lait où il le voudra, et je m'objecte à ce que le cultivateur soit soumis aux caprices d'un inspecteur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cette mesure a pour but seulement de protéger le fabricant, le producteur et la qualité de nos produits laitiers. Quand le fabricant sera ainsi à l'abri d'une concurrence désastreuse, au point de vue de l'hygiène, il se montrera justement exigeant à l'égard de la petite minorité des cultivateurs dont les produits sont mauvais et qui gâtent les bons produits de la grande majorité. Ceux qui s'opposent à cette loi n'ont d'autre but que de critiquer les mesures de progrès.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au député de Rouville (M. Barré) s'il a l'intention de continuer encore longtemps.

M. Barré (Rouville): Oui.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 11 février 1932**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 9 h 05.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant l'article 22*b* de la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté;
- bill 20 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 25 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour des jeunes délinquants;
- bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies;
- bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice;
- bill 210 modifiant la loi des vues animées;
- bill 212 modifiant le Code municipal;
- bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux;
- bill 222 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller;

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval;

- bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette;

- bill 132 concernant le club Saint-Denis;

- bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931;

- bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 7;

- bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

**Morris
Yatvis**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
de Hull**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Paroisse
Saint-Adelphe de Champlain,
autorisation d'emprunt**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Ladies City Mission of Quebec,
vente d'un immeuble**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Commission des
écoles catholiques de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ville de
Plage Laval**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Club Saint-Denis

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 concernant le club Saint-Denis. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Code de procédure civile,
articles 781 et 802**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile. Les amendements sont lus une première fois.

**Loi 1 George V,
article 18**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77. Les amendements sont lus une première fois.

Dépôt de documents:

Travaux de voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 janvier 1932, pour: 1. Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931;

2. Ces travaux sont-ils tous payés;

3. Dans la négative, quelle somme reste-t-il à payer.

(Document de la session no 50)

**Travaux de voirie,
employés**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 janvier 1932, pour: 1. Combien le ministère de la voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service pour tous travaux qu'il a fait exécuter pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1931;

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1^{er} avril 1931 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1931 exclusivement;

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 1^{er} novembre 1931;

4. Y a-t-il de ces salaires encore en souffrance;

5. Dans l'affirmative, pour quelle somme;

6. Quand le gouvernement va-t-il payer ces salaires passés dus.

(Document de la session no 51)

**Lettre de la United Front
Unemployed Conference⁴**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre une lettre qu'il a reçue de M. R. J. Wright en date du 8 février 1932. (Document de la session no 52)

Il informe aussi la Chambre qu'il a donné l'avis de motion suivant:

Que cette Chambre est d'opinion qu'elle ne peut accepter ces demandes de la United Front Unemployed Conference et elle prie le premier ministre d'en informer les délégués lorsqu'ils se présenteront à Québec le 19 février 1932.

Il donne lecture de ladite lettre:

"Très honorable M. Taschereau,
"Premier ministre de la province de Québec,
"Québec,

"Lors d'une réunion de la United Front Unemployed Conference tenue le 2 février à Montréal, les représentants d'environ 8,000 chômeurs de Montréal, Verdun et Lachine ont décidé d'envoyer une délégation au Parlement provincial, le 19 février, à 2 heures de l'après-midi pour soumettre les demandes suivantes dans le but d'alléger la misère qui existe parmi les chômeurs dans la province:

"Du travail aux salaires des unions; assurance de chômage non contributoire pour les employés; la journée de 7 heures de travail sans réduction de salaire; travaux de chômage devant être entrepris dans la province tels que construction d'hôpitaux, écoles et chemins publics; un salaire de pas moins de 50 cents de l'heure pour les travailleurs employés à ces travaux; un système de secours directs immédiats consistant dans: \$10 par semaine à chaque travailleur plus \$2.00 pour chacun des siens ou de ceux qui dépendent de lui pour leur subsistance; distribution gratuite de lait pour les enfants des chômeurs; habillements d'hiver et chauffage gratuits pour les chômeurs; aucune éviction des logis pour non paiement de loyer; aucune suspension dans les services de la lumière, du gaz, du chauffage-bain, et raccordement immédiat de ces services; transport en tramway gratuit pour les chômeurs et leurs dépendants; le droit des chômeurs de s'organiser et de tenir des réunions - le rappel de la section 98 du Code criminel.

"Nous demandons au Parlement de prendre toutes les mesures pour donner effet à ces demandes; nous supplions le Parlement provincial de faire les arrangements nécessaires pour recevoir la délégation qui sera composée de vingt chômeurs.

"Je suis, Monsieur, votre tout dévoué,
(signé) R. J. Wright, secrétaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous constaterez avec moi, ces demandes sont injustifiables, excessives et absurdes. C'est là une proposition inacceptable et j'espère que la Chambre sera unanime à me seconder dans une motion dont je

donne avis ce soir et que je présenterai demain. Si nos collègues de la gauche veulent bien nous seconder, l'Assemblée législative va m'autoriser à avertir tout de suite ces gens de ne pas se déranger et de ne pas venir exprimer leurs demandes injustifiables. Probablement que ces gens nous demanderont de payer leurs dépenses.

M. Guertin (Hull) félicite le premier ministre d'avoir communiqué ce document à la Chambre aussi rapidement, contrairement à ce qui a été fait dans le passé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il n'était pas confidentiel. (Rires)

M. Guertin (Hull): C'est une habitude que le premier ministre devrait prendre de tenir la Chambre au courant des questions de cette importance. J'admets avec lui que ces demandes sont injustifiables et nous serons heureux de l'appuyer dans sa motion. Il faut mettre une barrière contre de telles exigences.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 221 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité reprend l'étude de l'article 1 et des amendements proposés.

Cet article amendé se lit désormais comme suit:

"1. L'article 7 de la loi des produits laitiers (statuts refondus, 1925, chapitre 63), est modifié en en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

"7. Toute personne, compagnie, société ou corporation exploitant une fabrique de beurre ou de fromage, qui refuse le lait ou la crème d'un patron, doit en notifier l'inspecteur général et donner, en même temps, le nom et l'adresse du patron et les

motifs de son refus; et nulle autre personne, compagnie, société ou corporation exploitant une fabrique de beurre ou de fromage, ne peut, étant avisée de ce refus, recevoir le lait ou la crème de tel patron, pour une période déterminée par un règlement de l'inspecteur général. Tout patron qui se croit lésé par un refus peut en appeler à l'inspecteur général, dont la décision est sans appel.

"L'inspecteur général des beurrieres et fromageries peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire des règlements pour l'exécution du présent article et, en outre, pour établir le maximum d'acidité et le minimum de pourcentage de gras de la crème, pour prohiber l'emploi de préservatifs et de neutralisants, pour la classification de la crème, pour la fabrication et la vente du beurre, et pour déterminer le nombre de classes de crème et le mode de classification.

"La crème de chaque patron doit être apportée ou envoyée à la fabrique dans un récipient séparé⁵."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) exprime l'opinion qu'on donne trop de pouvoirs à l'inspecteur général des fabriques.

Il soutient que la Législature n'a pas le droit de donner à l'inspecteur général le pouvoir d'entraver le commerce en empêchant les producteurs d'aller dans une autre fabrique, quand leurs produits ont été refusés pour malpropreté.

M. Barré (Rouville) et M. Duplessis (Trois-Rivières) appuient les propos du député de Deux-Montagnes⁶.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre devrait consulter un homme compétent au sujet de cette loi. Pas ceux qui perdent des causes. Consultez M. Geoffrion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il vient d'en gagner deux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous su cela par radio?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Par télégraphe. Depuis que la radio est sous le contrôle du fédéral, on ne peut plus s'y fier.

M. Barré (Rouville): Le seul moyen d'améliorer la qualité des produits laitiers, c'est de rendre responsable celui qui les manipule.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il existe dans nos campagnes une situation que tout le monde déplore et même le député de Rouville (M. Barré), le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et même le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui dit ne pas connaître cet état de choses et qui ne l'ignore certainement pas. Nous proposons cette réglementation pour corriger un mal. Nous avons de la difficulté avec certains cultivateurs à conserver la qualité de nos produits. Par leur négligence, certains cultivateurs nuisent au marché. Les fabricants se trouvent à la merci des cultivateurs. Le cultivateur mécontent d'un fabricant va porter son lait chez un autre, en cherchant à entraîner la clientèle à sa suite.

On favorise ainsi la fabrication de beurre et de fromage de qualité inférieure; car le fabricant n'ose pas refuser le lait de mauvaise qualité, par crainte de nuire à son commerce.

Il entre d'ailleurs dans cette question un motif d'hygiène. L'absence dans le lait des qualités mentionnées dans l'article le rend anti-hygiénique.

Le cultivateur qui présente un produit satisfaisant ne peut pas être refusé, et n'a par conséquent rien à craindre du présent amendement. Nous n'entravons pas le commerce des produits convenables.

Nous ne voulons pas par cette loi entraver la liberté des cultivateurs de la province. Nous voulons plutôt empêcher les cultivateurs peu scrupuleux ou négligents, et ils sont très rares, d'entraver la majorité et assurer la production d'un beurre de qualité supérieure. La plupart de nos cultivateurs sont propres, soit 95 %. Or, il arrive que les autres 5 % gaspillent les bons produits. Il faut parer à cette éventualité.

Nous croyons que le moyen propice est bon. Quand le patron sera protégé contre l'exode d'un client, dans une autre fabrique, il refusera plus facilement le mauvais lait. Or, nous voulons justement empêcher que le producteur refusé aille dans une autre fabrique.

L'honorable député de Rouville dit que la loi constitue un recul parce que nous enlevons la classification de la crème. La crème est bonne ou elle est mauvaise et, si elle est mauvaise, on ne permet pas que l'on fasse du beurre avec ce produit.

C'est d'ailleurs dans le but de laisser toute indépendance à celui qui rend les décisions que nous confions à l'inspecteur général, et après enquête, le soin de prononcer l'exclusive contre tel ou tel cultivateur: un inspecteur local serait peut-être influencé; il n'en sera pas de même de l'inspecteur général.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Forces hydrauliques de la Gatineau

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Guertin (Hull) affirme que ceci permettra à la Gatineau Power Company d'exercer une servitude, en vertu des dispositions du bill, sur la propriété des Cross, et que ceci peut être accompli si la mesure est adoptée par la Législature, simplement par l'abaissement du niveau de la rivière Gatineau par la compagnie, pour une courte période de temps, lui permettant d'exercer ses droits d'expropriation en vertu de la nouvelle législation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de la Commission des services publics

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sœurs de la Charité de Québec, garantie d'un emprunt

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que, en sus de la garantie, par le gouvernement de la province, du paiement de l'intérêt et de l'amortissement de la somme de cent cinquante mille dollars empruntés par les sœurs de la Charité de Québec, prévue par l'arrêté en conseil no 22 du 7 janvier 1930 et des contrats qui ont été ratifiés par la section 1 de la loi 20 George V, chapitre 12, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que le gouvernement de la province s'engagera à payer, aux termes et taux qu'il déterminera, à même les deniers affectés au fonds des asiles d'aliénés, l'intérêt et l'amortissement de toute somme additionnelle n'excédant pas cent mille dollars que lesdites sœurs emprunteront pour les fins mentionnées dans le préambule dudit arrêté en conseil; et il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si ladite garantie est décrétée, d'autoriser tout membre du Conseil exécutif à accepter pour et au nom du gouvernement tout transport, à un fiduciaire pour le bénéfice des obligataires, qui pourra être consenti par lesdites sœurs de la Charité de Québec.

Les sœurs de la Charité ont construit un hôpital, l'hôpital Dufrost, pour les vieillards, il y a deux ans. La résolution demande que le gouvernement garantisse \$100,000, ayant déjà garanti une somme de \$550,000.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des droits sur certaines mutations de propriétés

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité permanent des bills publics en général chargé d'étudier le bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que toutes les sociétés de secours mutuels ou charitables et toute compagnie d'assurances, en général, sauf dans le cas prévu par l'article 112 de la loi des assurances de Québec

(statuts refondus, 1925, chapitre 243) devront, avant d'avoir droit à l'enregistrement, obtenir un permis du trésorier de la province.

2. Que les compagnies fédérales seront tenues de se conformer aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 106 de ladite loi des assurances de Québec.

3. Que pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur mentionné dans l'article 254 de ladite loi des assurances de Québec, il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer la somme que devront fournir et payer au trésorier de la province, chaque année, les compagnies d'assurances porteurs d'un permis et non sujettes à l'autorité législative de cette province.

4. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire et modifier le tarif des droits et honoraires qu'il pourra juger à propos de déclarer payables sur tous les permis accordés aux compagnies d'assurances, aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés charitables et sur leur certificat d'enregistrement.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

Demande de documents:

Route transcanadienne

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tout document relatif au tracé de la route transcanadienne dans la partie est de la province de Québec.

Il y aura une route transcanadienne. Le ministère de la Voirie a reçu des recommandations à l'effet qu'elle passe par Mont-Joli. La route transcanadienne devrait avoir le plus long parcours possible dans la province de Québec. On aurait donc

raison de la faire passer par Mont-Joli et la vallée de la Matapédia, jusqu'à Campbellton, au lieu de s'arrêter tout simplement à la Rivière-du-Loup et de la diriger immédiatement vers le Nouveau-Brunswick. La beauté de cette région justifierait d'ailleurs cette solution. Je voudrais seulement avoir une déclaration publique du ministère de la Voirie.

M. Morel (Témiscouata): Je voyais dans *L'Événement* en date du 25 janvier ce qui suit:

"Des pourparlers auront lieu ce printemps entre les gouvernements du Nouveau-Brunswick et de Québec concernant le prolongement de la route Trans-Canada d'environ 150 milles de la Rivière-du-Loup, Québec., jusqu'à Campbellton, N.-B., et le district de la Baie des Chaleurs, au lieu d'Edmunston, N.-B., suivant le plan original. Cette nouvelle a été annoncée ici, samedi, par l'honorable M. J.-E. Perrault, ministre de la Voirie.

"On calcule que la partie de Québec de la route Trans-Canada comportera une dépense d'environ \$3,000,000, dont le coût sera divisé entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec par la moitié. L'addition de 150 milles à la partie de Québec de la route transcontinentale pourrait ajouter \$500,000 ou plus au coût du projet dans Québec, et \$250,000 dans le Nouveau-Brunswick. Si ce dernier gouvernement est consentant, Québec prolongera la route.

"Actuellement, le projet comporte une route de Hull jusqu'à Montréal, de Montréal à Lévis, jusqu'à Rivière-du-Loup, et de là vers le sud en passant par Saint-Antonin, Saint Louis du Ha! Ha! sur le lac Témiscouata et Sainte-Rose du Dégelé, jusqu'à Edmunston, N.-B., dans le district de Madawaska, soit un parcours d'environ 500 milles. Le nouveau projet qui sera discuté ce printemps ajouterait 150 milles à cette route qui, à partir de Rivière-du-Loup, continuerait le long du Saint-Laurent en passant par l'Île-Verte, Trois-Pistoles, Saint-Fabien, Rimouski, et Sainte-Luce, et de là directement vers le sud-est jusqu'à Campbellton, N.-B., dans la Baie des Chaleurs"

Il me semble que cette route devait se faire de capitale en capitale par le chemin le plus court. Si on abandonne le premier projet, la route sera allongée de 150 milles dans notre province et de 100 milles dans le Nouveau-Brunswick. Si on décide de passer par Campbellton avec une dépense additionnelle de \$500,000 pour notre province et \$250,000 pour le Nouveau-Brunswick, ce ne sera guère une économie. Il ne peut être question actuellement de faire des dépenses inutiles.

Je suis contre le projet dont on parle, et je m'emploierai de toutes mes forces à en empêcher l'exécution. Les gens de Témiscouata n'ont pas élevé de protestations contre la construction du boulevard Perron, mais ils ne veulent pas se voir enlever la route transcanadienne. Les gens de la Matapédia devraient être satisfaits du boulevard Perron.

Il (M. Morel) énumère les beautés de la région de Témiscouata, par où, à son avis, la route transcontinentale doit passer de toute évidence.

Je m'objecte au changement projeté. Je suis convaincu que la Législature me donnera raison.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond qu'il n'a jamais donné aux journalistes une entrevue dans le sens qu'on lui prête.

Comme l'honorable député de Témiscouata l'a dit, continue-t-il, la route transcanadienne a été fixée par un ordre en conseil. En réalité elle était fixée depuis dix ans et devait passer par Rivière-du-Loup et Edmunston. Je n'ai jamais déclaré à Montréal que la route devait passer par la Matapédia pour aboutir à Campbellton. Le tracé devait être le plus court possible, d'après les intentions que l'on a eues dès le début, et courir de capitale en capitale. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a reçu 50 % du fédéral. Je ne crois pas qu'on lui donne un autre 50 %.

Les provinces ont été requises de passer un ordre en conseil pour fixer la route. Ontario a fixé le côté sud de la rivière Outaouais et fait aboutir la partie qui lui revient à Pointe-Fortune, sans nous consulter. Quant à nous, nous sommes d'opinion que la route doit passer du côté nord de la rivière; la province de Québec, par ordre en conseil, commence la partie qui lui appartient à Hull, passe par la rive nord en touchant Lucerne-en-Québec, Lachute, Montréal, Québec. Il y a dissension entre les deux gouvernements provinciaux à ce sujet, et l'on négocie pour arriver à une solution. En bas, nous avons choisi la Rivière-du-Loup, Edmunston et Frédéricton. Je ne sais pas si nous devons faire des changements. Nous avons bien des demandes des gens de la Matapédia. Mais nous ne pouvons changer la ligne de notre route sans le consentement du Nouveau-Brunswick⁷.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Ontario veut que la route soit du côté sud de la rivière Outaouais. Québec choisit le côté nord. Que va-t-il advenir de cette situation?

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je soulève un point d'ordre. La motion concerne l'est de la province et non l'ouest.

M. Guertin (Hull): Je commente les déclarations qui ont été faites. Vous ne me blâmez pas si je me vois obligé de féliciter le gouvernement. J'espère qu'il sera énergique et insistera pour que la route soit du côté nord de la rivière Outaouais. Je suis certain que si on montre un peu d'énergie, la route ira au moins jusqu'à Hull; le député de Frontenac forcera ensuite pour qu'elle se rende plus loin.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée.

Vente d'immeubles à Frank J. Knox

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que les honoraires payés pour le bill 95 ratifiant et validant la vente de certains immeubles à Frank J. Knox soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Loi 1 George V, article 18

Du consentement unanime de la Chambre, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77, sont lus une seconde fois.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas):

Que cette Chambre agrée l'amendement du Conseil législatif avec les amendements suivants:

a. En remplaçant les mots: "ces municipalités", dans la troisième ligne, par les mots: "la cité de Longueuil et la ville de Montréal-Sud";

b. En y ajoutant les mots suivants: "tel qu'établi par la Commission des tramways de Montréal".

Les amendements sont adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, statuts refondus, 1925, chapitre 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, statuts refondus, 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Guertin (Hull) interroge le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) pour savoir combien le ministre a à sa disposition pour administrer son département.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette) répond qu'il aura environ \$40,000 à sa disposition.

La résolution est adoptée⁸.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit dix minutes.

NOTES

1. *L'Événement* du 12 février 1932, à la page 15, écrit le comté de Lotbinière plutôt que le comté de Dorchester.

2. *Le Devoir* du 12 février 1932, à la page 2, identifie la compagnie subsidiaire comme étant la Levis Transport Company.

3. *L'Action catholique*, *La Patrie* et *La Presse* traitent différemment la déclaration de M. Franck.

Voici le texte de *L'Action catholique* du 12 février 1932, page 9: "Le député de Hull parle ensuite de la Commission actuelle du salaire minimum et reproche à M. Franck de s'être prononcé contre un article du programme d'un parti politique.

4. Organisation communiste de Montréal, selon *Le Devoir* du 12 février 1932, à la page 2.

5. Selon *L'Action catholique* du 12 février 1932, à la page 9, ce dernier alinéa aurait été proposé par le député de Rouville (M. Barré).

6. Selon le compte rendu du *Soleil* du 12 février 1932, à la page 20, MM. Sauvé et Barré "ont allongé puérilement le débat, au nom des principes sacrés de la démocratie et de la justice, en maudissant la dictature et l'esclavage des cultivateurs asservis à la toute-puissance de l'inspecteur général."

7. *Le Soleil* du 12 février 1932, à la page 20, adopte une version beaucoup moins nuancée des propos de M. Perrault. La voici: "Mais en ce qui concerne la partie est de la route transcanadienne dans la province de Québec, il ne peut y avoir aucun changement possible."

8. L'échange entre M. Guertin et M. Arcand fut relativement long, environ une heure quinze minutes selon *L'Événement* du 12 février 1932, à la page 15. Malheureusement, nous n'avons retrouvé aucun compte rendu de cet échange.

Première séance du vendredi 12 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés;

- bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels.

Questions et réponses:

Département du secrétaire provincial,
calendriers

M. Guertin (Hull): 1. Des soumissions ont-elles été demandées à d'autres firmes qu'à The Gazette Printing Company, et de Southern Press Limited, pour l'impression des 40,000 calendriers que le département du secrétaire provincial a fait imprimer pour l'année courante à raison de 48 cents l'exemplaire ainsi qu'il appert par la réponse du 10 février 1932?

2. Dans l'affirmative, à qui ces soumissions ont-elles été demandées, dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. Parce que ce sont les deux seules compagnies qui étaient prêtes à exécuter les travaux de façon à livrer les calendriers au mois de décembre 1931.

Loi des terres et forêts,
article 72

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33

modifiant l'article 72 de la loi des terres et forêts soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet est assez extraordinaire. La loi lèse les détenteurs de limites forestières.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'en est rien. Le gouvernement a déjà un droit équivalent. La nouvelle loi permet au gouvernement de couper du bois sur les terres de la couronne dans les limites des terres licenciées. Bref, elle permet au gouvernement de prendre les moyens nécessaires pour faire des travaux de voirie, couper des arbres pour les ponts à construire sur les chemins que l'on tracera, etc.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission municipale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 57 créant la Commission municipale.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que la rémunération des membres de la Commission municipale établie en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera celle déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le membre "*ad hoc*" que désignera le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 8 de ladite loi, recevra la rémunération que celui-ci déterminera.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la Commission et déterminera sa rémunération et que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la Commission et pourvoir à leur rémunération.

5. Que lorsque la Commission, dans les limites de ses attributions, nommera quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un service autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou la chargera d'exécuter ce service, il sera payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation de la Commission, pourra déterminer.

6. Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la Commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les membres, le secrétaire, les officiers, les employés de la Commission et les membres du personnel dont elle a pu avoir besoin, seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme les résolutions consacrent le principe du bill, je tiens à faire quelques observations immédiatement. On prétend vouloir remédier à une situation malheureuse de plusieurs municipalités.

Le premier ministre admet que la présente loi a été présentée à cause de la mauvaise position financière d'un bon nombre de municipalités de la province. Cela prouve tout de suite quelle foi il fallait ajouter aux orateurs ministériels qui, au cours de la campagne électorale, nous parlaient de la grande prospérité sous le régime libéral. Les affaires ne vont donc pas aussi bien qu'on le disait durant les dernières élections.

La Commission ne corrigera pas la situation. Elle fera des enquêtes quand on le voudra et comme on le voudra. On ajoutera ainsi aux difficultés actuelles.

Le principe de la Commission, c'est que deux commissaires nommés par le gouvernement auront le droit d'enquêter sur la situation financière et la comptabilité de toute municipalité, aux frais des municipalités en question. Donc, les municipalités déjà surchargées auront à supporter de nouvelles obligations. Quelles sont donc les causes qui ont amené cette quasi-faillite dont on parle maintenant?

Il y en a plusieurs. Si les municipalités sont aujourd'hui acculées à une pareille situation, c'est grâce à la législation adoptée par cette Chambre, particulièrement la loi des chemins. Un grand nombre de municipalités sont mal en point aujourd'hui à cause de cette loi qui les a entraînés dans des dépenses injustifiables et exorbitantes.

Autrefois, les emprunts municipaux devaient être approuvés par la majorité en nombre et en valeur des contribuables propriétaires. C'était une garantie de prudence, car ceux qui allaient voter étaient ceux qui devaient en porter la responsabilité financière. La loi des chemins a fait disparaître cette garantie, en substituant au vote de la majorité des propriétaires une simple résolution du conseil qui souvent l'emportait grâce au vote de conseillers non-qualifiés. Cette garantie a été supprimée pour permettre à la voirie d'exécuter ses travaux dispendieux et les municipalités se sont engagées dans des dépenses exagérées. La garantie a été supprimée, non pour l'intérêt du peuple, mais seulement pour la législation adoptée par le gouvernement.

Une autre raison qui explique la mauvaise situation financière des municipalités, c'est la multiplicité et la multiplication des commutations et exemptions de taxes, au point que, dans certaines régions, l'exemption porte sur 51 pour cent des propriétés imposables. Les municipalités, privées de leurs revenus normaux, et qui n'avaient que les taxes des contribuables les plus pauvres, ont été forcées d'emprunter, cependant que les sources de revenus étaient taries par le gouvernement qui les accaparait.

Une autre raison des embarras actuels réside dans l'ingérence politique. Si on faisait le compte de toutes les lois spéciales passées pour permettre aux conseils municipaux d'emprunter sans recourir aux électeurs, on s'expliquerait facilement les extravagances et les imprudences commises. Le gouvernement a multiplié les lois dégageant, de leurs contribuables qui pouvaient les retenir dans les dépenses, les administrateurs municipaux.

Or, le présent bill invite à plus d'ingérence. Les deux commissaires sont nommés par le gouvernement, mais advenant une divergence d'opinion entre les deux commissaires, c'est le gouvernement qui nomme un troisième commissaire de son choix et qui penchera du côté qu'il voudra. Que l'on exerce une surveillance raisonnable sur les finances des municipalités, personne n'y contredira, mais on ne doit pas aller jusqu'à interdire toute une province, tous les conseils municipaux et les commissions scolaires.

D'autant plus qu'il existe d'autres moyens plus justes et plus pratiques d'arriver au résultat que l'on cherche.

À l'heure actuelle, le vote favorable de 25 pour cent des électeurs suffit pour autoriser un emprunt. Qu'on décide que tout emprunt devra être approuvé par 51 pour cent des électeurs. De cette façon, on encouragerait la population à s'intéresser aux problèmes municipaux et à ne pas permettre que les administrateurs se lancent dans des dépenses exagérées. On obtiendrait une excellente garantie sans entamer les principes démocratiques. Pourquoi venir prétendre devant le pays tout entier que nous en sommes rendus à l'interdiction dans les affaires d'administration? On évitera par-là les abus que présente la formation de cette Commission municipale.

Nous n'avons pas non plus besoin d'aller au Manitoba, en Saskatchewan et en Ontario pour préparer notre législation. Depuis quand sommes-nous obligés de sortir de la province pour apprendre à passer des lois? Une loi qui est bonne ailleurs peut ne pas l'être ici. Les conditions sont-elles identiques ici et dans l'ouest? Les mesures adoptées dans les autres provinces sont inapplicables dans la province de Québec, si elles ne sont pas demandées par les mêmes nécessités. Nous ne savons pas du tout pourquoi elle a été adoptée ailleurs.

On exclut Montréal, pour d'ici le 1^{er} mai 1934, parce que des travaux de chômage sont en cours. Les mêmes raisons valent partout, car durant les élections, des travaux de chômage ont été autorisés partout.

Les mêmes raisons valent davantage pour Trois-rivières, car c'est une des villes les plus affectées par le chômage, à cause de la faillite de l'industrie papetière, faillite dont le gouvernement est partiellement responsable, à cause de son incurie.

Il est regrettable qu'une telle mesure ait été présentée, et pour le respect des droits de la population et pour les libertés populaires. Le premier ministre peut être certain que nous n'écrivons pas une page glorieuse dans les annales de la province.

Je suggère donc qu'on amende plutôt la loi pour que ce bill ne soit pas soumis à la Législature, cette année.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux dire que quelques mots sur ce bill, car nous y avons consacré trois séances au comité où tous les arguments ont été soumis et discutés.

Quand l'Église fait le procès de canonisation d'un saint, il y a toujours quelqu'un chargé de scruter la vie du saint, afin d'y trouver tout ce qui peut être répréhensible. On l'appelle l'avocat du diable. Cependant, la cause est bonne, et très souvent,

malgré l'avocat du diable, le saint est canonisé. Je crois être parlementaire en disant que le député de Trois-Rivières se fait ici l'avocat du diable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais défendu le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous n'avons pas besoin de vous non plus. Le député de Trois-Rivières fait office d'avocat du diable et ce n'est pas nouveau. Il l'était hier, il l'est aujourd'hui et le sera demain. Jamais, selon lui, nous ne faisons une bonne loi; tout ce que nous proposons est mauvais. Nous nous employons du mieux que nous pouvons à faire progresser la province. Mais, comme dans l'histoire de l'Église, je ne dis pas que ça l'empêchera d'être canonisé. Toutefois, nos lois passent quand même, et celle-ci passera également. Nous pouvons nous rendre le témoignage de faire de notre mieux.

Il y a un journal publié à Montréal, *Le Devoir*, qui dit au sujet de cette mesure: "C'est la mise en tutelle de Montréal; c'est l'emprise du gouvernement sur les municipalités". Un autre bon journal, *L'Action catholique*, disait ces jours derniers: "C'est la loi la plus partisane jamais présentée encore". C'était sous la signature de M. Thomas Poulin. Cependant, il n'y a pas si longtemps, ce même journaliste nous faisait des éloges à froisser notre modestie, était plus respectueux du gouvernement. Je ne sais pas pourquoi il a changé.

Messieurs, j'en appelle à la députation de cette Chambre, j'en appelle à la population de toute la province, si nous faisons de la partisanerie politique. À l'heure actuelle, les emprunts municipaux doivent être soumis à l'approbation du ministre des Affaires municipales, et s'il pouvait y avoir quelqu'un pour faire de la partisanerie, c'est donc lui. Quoi que l'on fasse, un ministre demeure toujours mêlé à la politique malgré ses intentions et ses désirs. Cela est vrai du ministre actuel et le sera également de tout autre ministre, même s'il est formé par nos amis.

Or, ce ministre est prêt à se défaire de son autorité, de ses pouvoirs, et à les abandonner à une commission qui sera chargée de régler les questions qui étaient soumises auparavant au ministre des Affaires municipales. Je vous le demande, où y a-t-il de la partisanerie en tout cela? La Commission, dont les membres sont élus pour dix ans et ne peuvent être renvoyés sans raison, n'est-elle pas plus au-dessus de la politique que le ministre? Où est la partisanerie? Et à l'intérieur de quel système sommes-nous à même de retrouver le plus grand danger de partisanerie?

Celui existant aujourd'hui, dans lequel le député élu est susceptible de subir de la sollicitation et des pressions, ce qui peut avoir des répercussions au sein du département du ministre, ou bien à l'intérieur du nouveau système que nous proposons, dans lequel deux hommes vont s'asseoir, à l'abri de toute possibilité d'obstruction politique, pressions ou sollicitation, des hommes d'affaires nommés pour dix ans, habitués de traiter avec la grande entreprise et qui connaissent les besoins d'une communauté? Lequel est préférable? Le système que nous avons ou celui que nous proposons? Voici pour la première partie du bill.

Maintenant, voyons la seconde partie du projet de loi. Quand une municipalité est insolvable, nous prenons les mesures nécessaires pour stabiliser ses finances. Ce n'est pas nous, au surplus, qui allons déclarer la municipalité en défaut, mais un juge de la Cour supérieure, et ce n'est qu'alors que la municipalité pourra en assumer le contrôle.

Partisanerie? Non messieurs, et *Le Devoir* et *L'Action catholique* ont bien tort de prétendre le contraire. Ce qu'écrit *Le Devoir* ne me surprend pas, puisque cette mesure assurerait la réélection de M. Houde à Montréal. Je n'ai aucune objection à le dire, je n'ai pas peur de soumettre cette loi à la province.

Mais il est d'autres journaux qui ont une autre opinion.

Il cite un extrait d'un article du *Journal*, d'Ottawa, dans lequel on signale la présentation de cette loi et exprime l'espoir qu'elle donnera les meilleurs résultats.

M. Skinner, maire de Sherbrooke, continue-t-il, m'a également écrit une lettre dans laquelle il félicite le gouvernement d'avoir présenté cette mesure qu'il approuve entièrement. Il demande que la loi s'applique à toutes les municipalités de la province.

Le député de Trois-Rivières nous demande, comme moyen alternatif, de soumettre les emprunts à 51 pour cent des propriétaires. Je n'en suis pas si sûr. Pourquoi pas 75 pour cent, au lieu de 51? Mais mon expérience comme ministre des Affaires municipales m'a enseigné que le vote des contribuables sur les emprunts est un leurre: par exemple, on propose de consolider la dette et de négocier un emprunt, et les propriétaires votent en faveur parce qu'ils aiment l'idée que ce soit leurs fils et petits-fils qui vont payer. Je ne suis pas prêt à dire que nous offrons une défense absolue contre de tels agissements, mais elle offre une certaine mesure tout de même. Pour moi, la meilleure garantie, c'est une commission. C'est de charger des hommes d'affaires

expérimentés de veiller à ce que les emprunts soient sagement négociés, deux hommes indépendants qui approuvent ou refusent les emprunts sur la base de la santé financière des municipalités, qui peuvent dire qu'un emprunt est bon pour les routes, les trottoirs, l'aqueduc, la centrale électrique, etc., mais qui, pour ce qui est de la consolidation de la dette, pourraient bien devoir en premier regarder les statuts de la municipalité sous l'angle financier.

Nous proposons un corps solide et indépendant. Quand une ville voudra emprunter, la Commission dira: Très bien, mais quelle est votre position financière? Messieurs, je suis encore ministre, et, cependant, j'aime mieux le jugement de ces financiers que le mien. On parle d'ingérence politique. Mais c'est inévitable dans une certaine mesure, avec notre système de gouvernement. C'est un défaut inhérent à notre démocratie, et il n'y a pas moyen de nous y soustraire complètement. De l'obstruction politique, il y en a toujours eu, il y en a et je me permets de dire qu'il y en aura toujours. Il s'agit, comme il a été dit, d'une des faiblesses du système démocratique. C'est pourquoi nous proposons une commission indépendante au-dessus de toutes les misères des pressions politiques, etc., composée d'hommes qui n'auront pas devant eux la perspective de la prochaine élection. Notre projet de loi est parfaitement adapté à la situation.

Le député de Trois-Rivières est choqué que la Commission ait le droit d'aller dans les livres des municipalités si elle le croit nécessaire. Quel mal y a-t-il que l'on fasse la vérification des livres des municipalités? Les contribuables n'ont-ils pas le droit de savoir dans quel état sont les finances de leur ville? Prenons le cas de l'Exposition de Québec, par exemple. À l'heure actuelle, un candidat à la mairie dit qu'elle a un surplus de \$6,000, tandis que son adversaire soutient qu'elle a un déficit de \$13,000¹. Quel mal y a-t-il à jeter la lumière sur l'état de nos corporations afin de guider ceux qui paient les taxes? Il importe d'être au courant. C'est au bénéfice des citoyens en général de savoir exactement dans quel état sont les finances de leur municipalité.

L'opposition n'approuve pas cela. Elle nous dit qu'il ne faut pas mettre les municipalités en tutelle. Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous ne faisons qu'assurer la stabilité financière, la solvabilité, de nos municipalités et, par conséquent, celle de notre province tout entière dont elles sont la clé de voûte, comme la famille est la clé de voûte de la paroisse. Si nous assurons le crédit des municipalités, nous assurons celui de la province et, ce faisant, nous assurons le crédit du Canada tout entier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne répondrai pas à la première partie de l'argumentation du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'avocat du diable?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas besoin de répondre à cela... Mon argument n'exige pas que j'y réponde. D'après l'argument du premier ministre, il est clair que le résultat le plus net de la loi, c'est que les conseils et les commissions scolaires ne sont pas qualifiés pour administrer leurs affaires, que les contribuables ne sont pas qualifiés pour voter les règlements d'emprunts. Le premier ministre a même dit que le vote de 51 pour cent des contribuables est un leurre et qu'ils votent les emprunts en se fiant sur leurs petits-fils pour les payer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je n'ai pas dit cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles du premier ministre ont été prises et elles seront rapportées. Les gens qui prendront connaissance du compliment se souviendront.

La nouvelle loi est comme la venue de Christophe Colomb² en Amérique. Avant, il n'y avait rien. On nous fait croire que la nouvelle loi va tout rénover, tout restaurer. Cette commission, à entendre le premier ministre, vise à tout rétablir, faire revenir toutes les municipalités à la vie. Quoi? Après 34 années de gouvernement libéral, est-ce que la province a été menée si nonchalamment que seule une commission de cette nature peut la rétablir, la remettre en vie?

Je rappellerai au gouvernement que les tribunaux sont encore mieux qualifiés comme garantie d'impartialité pour les contribuables.

Ils sont là pour recevoir leurs plaintes et décider de la ligne de conduite à suivre. À l'heure actuelle, nous avons des lois autorisant les enquêtes, nous pouvons nous en servir. Si le gouvernement voulait réellement éliminer toute ingérence politique, il se contenterait du système judiciaire qui sera bien plus indépendant que sa commission qui ne sera jamais autre chose que sa création. La preuve, c'est que le troisième commissaire, en cas de divergence entre les deux autres, sera nommé par lui.

La municipalité est la clef de voûte de la province dit le premier ministre. Pourquoi briser la clé de voûte dont parle le premier ministre? En faisant disparaître l'autonomie des municipalités,

c'est ce qu'il fait. Mais la municipalité, c'est l'opposé de la centralisation. Le moyen de conserver la municipalité, ce n'est pas d'adopter cette mesure qui la paralyse.

Cette loi ne s'applique pas seulement aux municipalités mais aussi aux corporations scolaires. Québec a vécu sous son système d'éducation propre et en a bénéficié. Les commissions scolaires tomberont sous le coup de cette loi. Mais où est la garantie que les commissaires nommés seront compétents à juger en matière scolaire? C'est un acheminement vers le contrôle de l'éducation par l'État.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il ne s'agit nullement de contrôler les corporations scolaires. Son appel n'est évidemment pas pour ici, mais pour ailleurs. Il devrait savoir une chose: c'est que, pour autant que les emprunts scolaires sont concernés, le surintendant de l'Instruction publique garde son contrôle.

S'il refuse, la Commission n'y peut rien. Il parle de la mainmise de l'État, mais il a donc plus confiance dans le gouvernement que dans la Commission, car nous les approuvons ces emprunts aujourd'hui, à la suite du surintendant de l'Instruction publique. Il n'y a aucun changement en ce qui concerne les commissions scolaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il n'y avait rien de changé, il n'y aurait pas besoin de législation...

M. Fisher (Huntingdon) voit un danger relié aux deux commissions scolaires en termes d'obstruction de la part de la nouvelle commission.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement devrait former une commission de trois personnes plutôt que deux. Je ne vois pas comment vous pouvez vous attendre à trouver deux hommes si extraordinaires qu'ils soient en mesure de s'entendre sur tout ce qui concerne les difficultés rencontrées avec les 1,400 municipalités, sans parler des écoles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je crois qu'un seul serait suffisant. Je suis certain que nous ne serons pas obligés de nommer le troisième. À tout événement, nous débiterons avec deux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La Commission et non le gouvernement devrait choisir son propre personnel.

M. Barré (Rouville) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) prennent aussi part à la discussion.

Les résolutions sont adoptées³.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 créant la Commission municipale.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres dont l'un est désigné comme président et appelée "la Commission municipale de Québec"."

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il faut une commission, que l'on nomme donc trois commissaires pour éviter l'ingérence politique, si toutefois la loi doit être adoptée. Car je considère qu'elle devrait être retirée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À la prochaine session, si nous voyons que trois commissaires sont nécessaires, nous agirons en conséquence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable ministre a des candidats en vue?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En avez-vous? Donnez-nous leurs noms. Je ne dis pas toutefois que je les accepterai. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable Gordon Scott fera partie de la Commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le député de Trois-Rivières veut le proposer, je le secondrai bien. M. Scott ne sera pas commissaire.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit: "28. La Commission, dans la conduite de son enquête sur laquelle sera basée sa décision relativement à une demande d'approbation d'un emprunt, doit prendre en considération les objets de l'emprunt projeté, la nécessité ou l'opportunité d'un tel emprunt, la situation financière de la municipalité et toutes autres matières qui, dans son opinion, doivent être considérées."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"28. La Commission, dans la conduite de son enquête sur laquelle sera basée sa décision relativement à une demande d'approbation d'un emprunt, doit prendre en considération les objets de l'emprunt projeté, la nécessité ou l'opportunité d'un tel emprunt et la situation financière de la municipalité."

L'article 28 ainsi amendé est adopté.

Les articles 29 à 57, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des droits sur les divertissements

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)⁴ pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que personne ne pourra assister ou prendre part à un amusement dans un lieu d'amusements, sans avoir au préalable payé à la province un droit équivalant à vingt-cinq pour cent du droit équivalant à dix pour cent du prix d'entrée imposé par l'article 3 de la loi des droits sur les divertissements (statuts refondus, 1925, chapitre 125), en sus de ce dernier droit.

1. Toute fraction d'un centin de cette surtaxe doit être comptée comme un entier.

Le bill a été modifié par trois fois et l'on s'est arrêté à la décision suivante: la taxe de 10 pour cent restera ce qu'elle est. On y ajoutera une surtaxe de 25 pour cent. Les revenus de l'assistance publique ont diminué de \$400,000. Actuellement il y a des demandes devant l'assistance publique pour \$1,400,000.

La taxe sera donc de 12½ pour cent en réalité, mais les municipalités qui perçoivent 50 pour cent du sou du pauvre n'auront rien à voir avec cette surtaxe dont le produit sera consacré au paiement de l'intérêt et du fonds de l'amortissement des capitaux garantis par le gouvernement aux diverses institutions pour hôpitaux.

Ces capitaux garantis forment aujourd'hui la somme globale de \$16,000,000,000. Quant aux exemptions elles demeurent ce qu'elles étaient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien escomptez-vous avec cette surtaxe?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette surtaxe va rapporter environ \$500,000⁵, tandis que la taxe et la surtaxe donneront \$41,800,000. Les municipalités vont conserver leur moitié dans la taxe. Mais la surtaxe n'ira qu'au gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons pensé que nous devons aider la province à boucler son budget. Ce sont les propriétaires de théâtres qui ont cru devoir faire cette proposition au gouvernement. Non pas que la situation financière soit florissante.

Il fait également remarquer que, quel que soit le favoritisme dont les théâtres profitent, leurs dépenses sont toujours les mêmes. L'an dernier, toutefois, nous avons subi une grosse dépression. Le déficit de l'Association des théâtres se chiffre à \$1,000,000 sur des revenus de \$13,000,000. Le Capitot de Québec est en déficit de \$13,000, bien qu'il ait payé \$24,000 de taxes sur le sou du pauvre.

Nous avons cru devoir absorber cette taxe, cependant. Nous sommes disposés à donner un demi-million à la province, car il vaut mieux que nous n'augmentions pas le prix de nos billets. Chaque fois que nous majorons les prix, la clientèle diminue, et les dépenses restent les mêmes. Le sou du pauvre avec la surtaxe donnera \$1,800,000 l'an prochain. En dépit d'une mauvaise situation, nous voulons cependant faire notre part, avec l'espérance, si les choses s'améliorent, que cette taxe tombera avec la crise.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont sur la rivière Batiscan et ponts de l'Île Perrot

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur le pont mentionné dans la loi 10 George V, chapitre 5, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules automobiles, pourvu qu'aucun tel taux de péage ne soit perçu des habitants de la paroisse de Batiscan.

2. Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur les ponts mentionnés dans la loi 11 George V, chapitre 9, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

3. Que les péages perçus dans le passé en vertu de l'article 5 de la loi 10 George V, chapitre 5 et de l'article 5 de la loi 11 George V, chapitre 9 tels qu'originellement édictés, et ceux qui seront perçus à l'avenir en vertu desdits articles tels que modifiés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu.

Il s'agit simplement de modifier la comptabilité de ces ponts. Le revenu sera désormais versé au fonds consolidé du revenu.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) estiment que l'on devrait exempter les personnes qui habitent aux environs d'un pont, car cela devient dispendieux pour eux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Les gens de Batiscan ne paient pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait étendre l'exemption aux habitants du comté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Les taux ont considérablement diminué depuis quelques années, et même de 200 pour cent dans

certains cas. Le gouvernement poursuivra cette politique dans la mesure du possible.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec ce système, les taux de péage ne baisseront jamais, et les recettes pourront être affectées à n'importe quoi. Je voudrais savoir ce que le ministre des Travaux publics pense de la politique des ponts de péage.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Questions et réponses:

Ponts construits et subventionnés, 1930-1931

M. Élie (Yamaska): 1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre des Travaux publics et du Travail 1931, (page 16), ont été construits en 1930-1931, et subventionnés par le gouvernement et dans quelle municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 78 ponts?

3. Quelles ont été: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Voir le tableau à la page suivante)

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>Arthabaska :</i>				
Chester-Ouest.....	Blanche.....	\$12,702.90	\$ 9,527.18	\$ 3,175.72
Chester-Ouest.....	Pont Morissette.....	14,150.00	10,612.50	3,537.50
Saint-Christophe	Pont Houle.....	5,820.00	4,365.00	1,455.00
<i>Bagot :</i>				
Sainte-Christine.....	Desmarais.....	4,415.00	3,090.50	1,324.50
Saint-Nazaire.....	Pont Collard.....	5,798.00	3,768.70	2,029.30
<i>Bellechasse :</i>				
Honfleur	Pont Létourneau	2,397.10	1,917.68	479.42
Honfleur	Pont Paré	2,831.30	2,265.04	566.26
Saint-Nérée	Pont Dion.....	3,483.50	2,786.64	696.86
Saint-Nérée	Pont Roy	2,985.00	2,388.72	596.28
Saint-Nérée	Pont Abénakis	2,797.00	2,237.60	559.40
Saint-Nérée	Pont du 6 ^e Rang.....	3,789.15	3,031.32	757.83
Saint-Damien	Aux-Billots.....	7,431.00	5,573.25	1,857.75
Saint-Gervais.....	Pont Lemieux	3,555.80	2,666.85	888.95
Saint-Magloire	Blanche.....	6,178.52	4,942.42	1,236.10
Saint-Lazare	Pont Labrecque.....	6,800.00	5,100.00	1,700.00
Saint-Lazare	Pont Pelchat.....	3,459.80	2,594.85	864.95
Saint-Raphaël.....	R. Saint-Nérée	5,373.71	4,298.97	1,074.74
<i>Brome :</i>				
Canton Brome	San Stone.....	2,897.11	1,448.76	1,448.35
<i>Chambly :</i>				
Saint-Bruno	Pont du Canal	5,181.70	5,181.70	.....
<i>Champlain :</i>				
Saint-Stanislas.....	Pont Germain.....	20,282.00	15,211.50	5,070.50
<i>Charlevoix :</i>				
Baie-Saint-Paul	Du Moulin	5,796.00	4,057.20	1,738.80
Malbaie	Pont Gaudreau.....	3,347.43	2,310.42	837.01
Rivière du Gouffre.....	Du Gouffre	7,947.00	4,768.20	3,178.80
Baie-Saint-Paul	Pont de la Halle	6,519.85	3,911.91	2,607.94
<i>Châteauguay :</i>				
Sainte-Martine.....	Esturgeon.....	7,854.40	7,854.40	.....
<i>Dorchester :</i>				
Saint-Léon-de-Standon	Eau Chaude	10,983.57	7,139.32	3,844.25
Saint-Luc.....	Etchemin.....	11,527.25	9,221.80	2,305.45
Sainte-Germaine	Etchemin.....	3,022.56	1,964.66	1,057.90
<i>Drummond :</i>				
Saint-Edmond	Aux Vaches	6,490.00	4,867.50	1,622.50
Grantham et Wickham	Kelley	4,685.30	2,811.18	1,874.12
<i>Iberville :</i>				
Saint-Gérard-d'Henryville.....	Pont Woods.....	17,675.85	13,256.88	4,418.97
<i>Joliette :</i>				
Saint-Félix-de-Valois.....	Bayonne.....	11,472.26	8,604.19	2,868.07
<i>Kamouraska :</i>				
Saint-Louis.....	Aux Perles	34,718.00	22,093.00	7,625.00
<i>Lac-Saint-Jean :</i>				(1) 5,000.00
Saint-Jérôme	Couchepeagaeniche.....	44,549.79	31,184.85	13,364.94

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>Laprairie :</i>				
Saint-Philippe.....	Pont Dupuis.....	7,717.00	7,717.00	.....
<i>L'Assomption :</i>				
L'Épiphanie.....	Pont Prévost.....	14,980.00	10,486.00	4,494.00
<i>L'Islet :</i>				
Saint-Cyrille.....	Bras d'Apic	16,358.80	13,904.98	2,453.82
<i>Lotbinière :</i>				
Saint-Octave-de-Dosquet.....	Henri.....	11,757.00	9,405.62	2,351.38
Saint-Octave-de-Dosquet.....	Pont Duchêne	10,502.30	8,401.84	2,100.46
Saint-Narcisse	Noire.....	5,510.50	4,132.87	1,377.63
<i>Maskinongé :</i>				
Saint-Justin.....	Trompe Souris.....	10,285.00	7,713.75	2,571.25
Saint-Léon.....	Pont Barthelemy	18,746.00	14,059.50	4,686.50
Sainte-Ursule.....	Pont Crête de Coq	9,035.00	6,776.25	2,258.75
<i>Matane :</i>				
Canton McNider.....	Aux-Basques	14,483.70	11,586.96	2,896.74
<i>Mégantic :</i>				
Ireland-Sud.....	Pont Bennett	9,565.00	6,695.50	2,869.50
Ireland-Sud.....	Pont Paquet.....	12,000.00	8,400.00	3,600.00
Inverness	Pont Bullard.....	15,990.20	10,393.63	5,596.57
Thetford Mines.....	Thetford.....	21,649.00	15,154.30	6,494.70
Plessisville.....	Blanche.....	17,557.35	12,290.15	5,267.20
<i>Montcalm :</i>				
Notre-Dame-de-la-Merci	Dufresne	15,000.00	10,500.00	4,500.00
Saint-Liguori	Pont Lepine	13,471.80	8,756.67	4,715.13
Saint-Théodore.....	Pont J. Vennes.....	6,343.80	5,392.23	951.57
Saint-Théodore.....	Burton.....	4,251.50	3,613.77	637.73
Rawdon	Rouge	6,421.25	4,173.82	2,247.43
<i>Montmagny :</i>				
Cap-Saint-Ignace.....	Pont Fournier.....	19,827.60	13,879.32	5,948.28
Canton Talon.....	Pont Croteau.....	2,984.84	2,537.11	447.73
<i>Montmorency :</i>				
Laval	Pont Vallière.....	4,193.00	4,193.00	.....
<i>Nicolet :</i>				
Sainte-Perpétue	Pont Pelletier	5,700.00	3,705.00	1,995.00
Saint-Grégoire.....	Pont Cormier	5,133.10	3,336.52	1,796.58
Sainte-Gertrude.....	Saint-Louis	17,328.00	8,664.00	8,664.00
<i>Portneuf :</i>				
Saint-Ubalde	Pont Denis	11,114.05	8,335.54	2,778.51
Saint-Ubalde	Côte Perron.....	22,620.96	15,834.67	6,786.29
<i>Richelieu :</i>				
Saint-Robert.....	Pont McClure	9,000.00	6,300.00	2,700.00
Saint-Marcel.....	Pont Giguère.....	10,233.34	7,163.34	3,070.00
<i>Richmond :</i>				
Richmond.....	Pont Jonesville.....	11,571.06	8,678.29	2,892.77
<i>Rimouski :</i>				
Bic Sainte-Cécile	Bic	6,779.09	4,908.46	1,870.63
Sainte-Flavie et Grand Métis	Métis.....	68,789.70	61,910.73	6,878.97

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>Saint-Maurice :</i>				
Saint-Élie.....	Yamachiche.....	8,997.50	7,647.88	1,349.62
Saint-Gérard.....	De la Ferme	9,376.40	7,282.30	2,094.10
Charrette.....	Yamachiche.....	6,483.50	4,862.63	1,620.87
Saint-Sévère	Rang Bellechasse.....	19,472.59	14,604.44	4,868.15
<i>Saint-Jean :</i>				
L'Acadie	Pont Brunelle.....	8,224.00	6,168.00	2,056.00
Saint-Luc.....	Pont Horbec.....	19,806.72	19,806.72	.....
<i>Shefford :</i>				
Saint-Valérien	Reynolds.....	4,954.70	3,220.56	1,734.14
Canton Roxton	Pont Pariseau.....	10,174.00	7,121.80	3,052.20
<i>Vaudreuil :</i>				
Sainte-Marthe.....	La Roquette	3,260.00	1,956.00	1,304.00
<i>Verchères :</i>				
Contrecoeur.....	Des-Aulnaies	6,780.00	5,085.00	1,695.00
(1) Payé par le Conseil du Comté.				

**Ponts en construction,
1^{er} juillet 1931**

M. Élie (Yamaska): 1. Quels sont les 77 ponts qui, d'après le rapport du Ministre des Travaux publics et du Travail, 1931 (page 16), étaient en construction au 1^{er} juillet 1931?

2. Quel est le coût de chacun d'eux?

3. Quelles sont: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

4. Quels ponts sont actuellement terminés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Voir le tableau à la page suivante)

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>Argenteuil :</i>				
Grenville et Haskesbur.....	Ottawa	\$416,394.17	\$138,798.06	\$277,596.11
<i>Arthabaska :</i>				(1)
Saint-Paul-Chester	Pont Campagna	5,275.00	3,956.25	1,318.75
Saint-Paul-Chester	Pont Laroche	4,925.00	3,693.75	1,231.25
<i>Beauce :</i>				
Sainte-Marie.....	Chassé.....	4,948.05	3,948.05	1,000.00
Saint-Ephrem	Hamel	12,221.80	10,388.53	1,833.27
Beauceville.....	Chaudière	120,205.00	100,205.00	20,000.00
<i>Bellechasse :</i>				
Armagh	Du-Sud	27,330.00	20,497.50	6,832.50
Saint-Gervais.....	Pont Breton.....	16,000.00	12,000.00	4,000.00
Saint-Nérée	Pont Therrien.....	2,914.50	2,185.88	728.62
Saint-Nérée	Pont Labrecque.....	2,583.00	1,937.25	645.75
Saint-Raphaël.....	Petit-Trois.....	6,151.56	4,921.25	1,230.31
<i>Berthier :</i>				
Saint-Cuthbert.....	Côte-à-Joly	15,590.00	11,692.50	3,897.50
<i>Brome :</i>				
Farnham-Est.....	Pont Messier.....	18,553.50	11,132.10	7,421.40
<i>Champlain :</i>				
Sainte-Anne.....	Charest.....	3,671.00	2,386.15	1,284.85
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Cachée	8,764.95	6,135.47	2,629.48
<i>Charlevoix :</i>				
Saint-Irénée	Gros-Ruisseau	11,618.82	8,132.60	3,486.22
<i>Chicoutimi :</i>				
Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	36,275.00	21,765.00	14,510.00
<i>Compton :</i>				
Canton Eaton.....	Pont Chaddock	3,942.00	3,153.60	788.40
<i>Dorchester :</i>				
Sainte-Justine	Pont Marquis	6,999.65	5,249.74	1,749.91
Sainte-Hénédine.....	Pont Grande-Ligne	1,828.87	3,559.03	1,186.34
Sainte-Hénédine.....	Rang Sainte-Thérèse	2,916.50		
<i>Frontenac :</i>				
Mégantic	Pont Agnès	20,691.85	17,588.07	3,103.78
<i>Gaspé :</i>				
Sainte-Adélaïde-de-Pabos.....	Petit-Pabos.....	46,990.12	39,941.50	7,048.62
<i>Hull :</i>				
Maniwaki	Pont C.P.R.	45,000.00	15,000.00	30,000.00
<i>Iberville :</i>				(2)
Iberville.....	Pont Hazen	6,466.21	4,526.35	1,939.86
<i>Joliette :</i>				
Sainte-Émilie-de-l'Énergie	David	8,568.00	5,997.60	2,570.40
Joliette et Saint-Charles	L'Assomption.....	66,892.00	56,858.20	10,033.80
<i>Lac-Saint-Jean :</i>				
Normandin	Pont Mignault.....	26,427.41	17,177.82	9,249.59
<i>Laprairie :</i>				
Laprairie.....	Pont Lamarche.....	18,095.95	18,095.95	.....

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>L'Islet :</i>				
Saint-Roch-des-Aulnaies	Ferrée.....	11,320.50	8,490.38	2,830.12
Saint-Clément	Ouelle	15,747.64	11,810.73	3,936.91
<i>L'Assomption :</i>				
Saint-Roch.....	Pont Grand Ravin.....	13,978.00	10,483.50	3,494.50
<i>Lotbinière :</i>				
Saint-Jacques.....	Pont Chandonnet	22,000.00	17,600.00	4,400.00
Saint-Octave.....	Henri.....	22,547.40	20,292.66	2,254.74
Saint-Apollinaire.....	Beudet.....	7,862.50	6,290.00	1,572.50
Sainte-Philomène	Aux-Ormes	1,550.00	1,240.00	310.00
Sainte-Philomène	Pont Bélanger	4,926.00	3,936.80	989.20
Sainte-Philomène	L'Espérance.....	3,545.13	2,826.00	719.13
Sainte-Philomène	Pont Paré	6,642.26	5,313.81	1,328.45
<i>Maskinongé :</i>				
Saint-Léon.....	Saint-Charles	16,387.72	12,290.79	4,096.93
Saint-Justin.....	L'Ormière.....	14,191.35	12,062.65	2,128.70
<i>Matane :</i>				
Canton Dalibaire	R. A. Sam	17,420.67	13,936.53	3,484.14
<i>Mégantic :</i>				
Plessisville.....	Pont Savoy.....	16,787.00	11,750.90	5,036.10
Ireland-Nord.....	Pont Lambert.....	14,020.58	9,814.41	4,206.17
<i>Missisquoi :</i>				
Cowansville.....	Yamaska	22,241.25	15,568.88	6,672.37
<i>Montcalm :</i>				
Sainte-Marie.....	Vacher	4,700.00	2,820.00	1,880.00
<i>Montmagny :</i>				
Saint-Fabien	Skigill	3,299.24	2,804.35	494.89
Canton Montminy	Boilard.....	4,000.00	3,200.00	800.00
Cap-Saint-Ignace.....	Pont Vincelette	9,736.66	9,736.66	.....
Saint-François	Pont Simard.....	3,000.00	2,250.00	750.00
<i>Nicolet :</i>				
Sainte-Cécile.....	Des-Orignaux	2,945.82	1,914.78	1,031.04
Saint-Célestin et Sainte-Gertrude	Bécancour.....	87,267.50	65,450.63	21,816.87
<i>Pontiac :</i>				
Campbell's Bay.....	Pont McLennon	12,000.00	9,000.00	3,000.00
<i>Portneuf :</i>				
Saint-Casimir	Sainte-Anne.....	62,955.70	50,364.00	12,591.70
Saint-Basile.....	Portneuf.....	11,379.40	8,534.55	2,844.85
Pont-Rouge	J.-Cartier.....	23,978.85	17,984.39	5,991.46
Pointe-aux-Trembles.....	Aux Pommes	3,903.20	2,732.24	1,170.96
Saint-Rémi	Propre	25,878.50	19,408.00	6,470.50
Saint-Ubalde	Pont Savard	6,152.71	4,306.90	1,845.81
<i>Québec :</i>				
Saint-Félix-du-Cap-Rouge.....	Cap-Rouge.....	11,864.00	10,864.00	1,000.00
<i>Rimouski :</i>				
Sainte-Cécile-du-Bic.....	Du-Bic	13,948.75	9,764.12	4,184.63
Sainte-Cécile-du-Bic.....	Pont Landry	9,144.30	6,401.00	2,743.30

(1) <i>Comtés et municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution du gouvernement</i>
<i>Shefford :</i>				
Canton-Roxton.....	Noire.....	5,134.30	3,850.73	1,283.57
Saint-Joachim.....	Pont Rodin.....	4,975.51	3,482.86	1,492.65
<i>Soulanges :</i>				
Sainte-Claire	Beaudette.....	12,500.00	10,625.00	1,875.00
<i>Saint-Jean :</i>				
Saint-Luc.....	Montréal	19,582.59	16,645.20	2,937.39
<i>Saint-Maurice :</i>				
Saint-Barnabé.....	Yamachiche.....	10,856.50	8,142.38	2,714.12
Yamachiche.....	Yamachiche.....	11,042.25	8,281.69	2,760.56
Charrette.....	Yamachiche.....	7,319.85	5,489.89	1,829.96
Saint-Boniface et				
Saint-Étienne.....	Côte des Bras.....	14,246.30	10,684.72	3,561.58
Saint-Sévère.....	Ruisseau	13,164.00	10,873.00	2,291.00
<i>Témiscouata :</i>				
Canton-Estcourt	Pohenegamook	41,500.00	40,500.00	1,000.00
Saint-Jean-de-Dieu.....	Boisbouscache.....	8,691.75	6,518.81	2,172.94
Saint-Clément	Trois-Pistoles.....	16,545.95	11,582.16	4,963.79
Saint-Ludger	Du-Loup	22,985.00	14,940.25	8,044.75
<i>Vaudreuil :</i>				
Sainte-Madeleine	Raquette.....	1,538.10	1,538.10	.....
<i>Wolfe :</i>				
Notre-Dame-de-Ham	Pont Morasse.....	3,743.50	2,807.62	935.88
Stratford	Maskinongé.....	4,790.90	3,593.18	1,197.72
(1) Payé moitié par le gouvernement d'Ontario et moitié par le gouvernement fédéral.				
(2) La moitié payable par le C.P.R. et l'autre moitié par le gouvernement fédéral.				

**Unités sanitaires,
coût**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien les unités sanitaires ont-elles coûté à date: *a.* au gouvernement; *b.* aux comtés ou groupes de comtés où elles ont été établies?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* \$841,100; *b.* \$172,722.17.

**Loi de l'aide au chômage,
travaux de secours**

M. Guertin (Hull): Quel montant a été alloué à chaque comté, pour les travaux de secours en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1930?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Voir la liste ci-dessous et à la page suivante)

Comtés :

Montant :

Abitibi.....	\$118,900.00
Argenteuil	54,600.00
Arthabaska.....	64,800.00
Bagot.....	29,500.00
Beauce	94,600.00
Beauharnois	77,200.00
Bellechasse	36,400.00
Berthier	35,000.00
Bonaventure.....	132,200.00
Brome	23,200.00
Chambly.....	85,000.00
Champlain.....	253,800.00
Charlevoix	79,300.00
Châteauguay	3,000.00
Chicoutimi	415,250.00
Compton	66,900.00
Deux-Montagnes	46,000.00
Dorchester.....	44,500.00

<i>Comtés :</i>	<i>Montant :</i>
Drummond.....	33,300.00
Frontenac.....	71,700.00
Gaspé.....	164,600.00
Hull.....	558,800.00
Iberville.....	27,000.00
Îles-de-la-Madeleine.....	24,000.00
Jacques-Cartier.....	124,500.00
Joliette.....	91,500.00
Kamouraska.....	22,600.00
Labelle.....	56,600.00
Lac-Saint-Jean.....	220,900.00
Laprairie.....	29,000.00
L'Assomption.....	15,000.00
Laval.....	17,500.00
Lévis.....	76,500.00
L'Islet.....	9,500.00
Lotbinière.....	26,500.00
Maskinongé.....	42,300.00
Matane.....	69,100.00
Matapédia.....	97,100.00
Mégantic.....	131,200.00
Missisquoi.....	40,500.00
Montcalm.....	13,900.00
Montmagny.....	100,850.00
Montmorency.....	19,500.00
Montréal.....	3,721,000.00
Nicolet.....	73,900.00
Papineau.....	51,800.00
Pontiac.....	45,500.00
Portneuf.....	96,900.00
Québec.....	700,800.00
Richelieu.....	52,000.00
Richmond.....	69,000.00
Rimouski.....	102,500.00
Rouville.....	18,100.00
Saguenay.....	116,700.00
Shefford.....	76,500.00
Sherbrooke.....	191,000.00
Soulanges.....	12,500.00
Stanstead.....	73,500.00
Saint-Hyacinthe.....	81,000.00
Saint-Jean.....	75,000.00
Saint-Maurice.....	368,500.00
Témiscamingue.....	83,300.00
Témiscouata.....	122,983.72
Terrebonne.....	94,000.00
Vaudreuil.....	24,500.00
Verchères.....	12,000.00
Wolfe.....	35,400.00
Yamaska.....	14,000.00

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que les honoraires payés pour le bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill se rapporte à des institutions éducationnelles, et, de plus, a été nécessité par une erreur d'impression, dont les promoteurs ne sont point responsables, dans 21 George V, chapitre 66.

Adopté.

Charte de Pointe-Claire

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que les droits additionnels pour le bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard à la suite de circonstances que le promoteur n'a pu prévoir.

Adopté.

Paroisse Saint-Adelphe de Champlain, autorisation d'emprunt

M. Grant (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les droits additionnels payés pour le bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté dans le but d'aider aux sans-travail de ladite municipalité.

Adopté.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les honoraires payés pour le bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour but de favoriser l'installation d'établissements pour l'enseignement et la pratique de la culture physique et des exercices athlétiques ou sportifs.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30⁶.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des compagnies minières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), demande la permission de présenter le bill 234 modifiant la loi des compagnies minières de Québec.

Il s'agit d'obliger les compagnies minières à s'incorporer dans la province au lieu de s'incorporer à Ottawa.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Route no 5, Saint-Gilles, Lotbinière

M. Guertin (Hull): 1. Combien ont coûté les travaux faits en 1930 sur la route nationale no 5 dans la municipalité de Saint-Gilles, comté Lotbinière?

2. Quel est le nom des propriétaires qui, en 1930, ont vendu du terrain pour l'élargissement de la route dans ladite municipalité?

3. Quel prix a été payé à chaque propriétaire pour le terrain ou pour les bâtisses?

4. Combien a été dépensé en 1931 sur la route nationale no 5 dans la municipalité de Saint-Gilles, comté Lotbinière, pour défaire les travaux faits en 1930 et refaire de nouveaux travaux?

5. Quel est le nom des propriétaires qui ont vendu du terrain en 1931?

6. Quel montant a été payé à chaque propriétaire pour l'achat de terrain ou pour les bâtisses en 1931?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$ 1,683,23, non compris les achats de terrains.

2. et 3. Dame Alfred Têtu, \$525; Alfred Labonté, \$125; Ferdinand Croteau, \$35; Gaudias Têtu, \$50; Wilfrid Marois, \$100; Samuel Gendron, \$50.

4. \$134.

5. et 6. Albert Châtigny, \$25; Eusèbe Béland, \$300; Hercule têt, \$30; Wilfrid Marois, \$50; Alfred Labonté, \$250; Samuel Gendron, \$30; Ferdinand Croteau, \$200.

Commission municipale

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 57 créant la Commission municipale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bergeron, Chouinard, Francoeur (Montréal-Dorion), Grant, Laferté, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Piché, Plante, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 18.

Contre: MM. Barré, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, 5.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 57 créant la Commission municipale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 57 créant la Commission municipale.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à ce que la mesure soit suspendue jusqu'à lundi, afin de permettre à l'opposition de déposer un amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous avons passé assez de temps sur la mesure.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁷: Je n'avais pas l'intention de participer au débat sur le projet de loi, mais ce soir, j'ai lu dans *L'Action catholique*, un article où l'on reproche à l'Union des municipalités d'avoir manqué à son devoir en ne faisant pas opposition au présent bill. Je dois dire que l'Union des municipalités a été l'instigatrice d'un grand nombre des dispositions contenues dans le projet et que l'Union étaient représentée au comité des bills publics par le président, le maire Joseph Beaubien, et par le secrétaire-trésorier, moi-même. Elle avait fait toutes les représentations qu'elle avait cru devoir faire, qui ont été faites et elle a suivi la marche du bill.

L'Action catholique fait mention du congrès annuel que nous faisons sous forme de voyage et des divertissements auxquels il donne lieu. Il est regrettable que les rédacteurs d'ici n'aient pas, comme ceux de Toronto, le bon esprit de ne parler que de la partie sérieuse de ces expéditions et du travail qu'on y fait. Je dirai aussi que nous ne tenons pas seulement notre grand congrès annuel, mais aussi de petites réunions dans de petites villes, et il n'y a aucun côté récréatif.

Le *Mail and Empire* publiait ces jours-ci un article flatteur à l'égard de ce projet et reproduisait une résolution de l'Union des municipalités du 29 octobre dernier, dans laquelle nous demandions une surveillance plus efficace sur les municipalités. Nous avons obtenu l'inspection des livres des municipalités. Nous croyons avoir eu raison de demander cette inspection systématique des livres afin de mieux protéger les municipalités et les secrétaires-trésoriers honnêtes. Tous les secrétaires-trésoriers ont été unanimes à voter cette inspection systématique des livres des municipalités.

Je vais vous citer deux cas qui prouvent que cette inspection est devenue nécessaire. On a découvert dans une corporation scolaire qu'un trésorier payait des octrois au gouvernement depuis douze ans. Le gouvernement, sur notre demande, lui a remboursé \$1,800 sans le savoir. Ceci démontre que la surveillance peut protéger les honnêtes gens.

Un autre cas s'est présenté à Saint-Hyacinthe dans une fabrique dont le notaire était précisément un de ces hommes qui veulent tout restaurer dans le Christ. En faisant l'inspection, on a découvert que la fabrique était en-dessous de \$400 depuis des années. Si on avait eu cette loi, cet honnête homme n'aurait pas fait son erreur ou, du moins, l'aurait corrigée.

Croyez-vous que ces deux fonctionnaires n'auraient pas été heureux d'avoir quelqu'un au-dessus d'eux pour les empêcher de commettre ces erreurs involontaires?

Nous avons aussi insisté pour que ceux qui font l'inspection des livres aient un certificat de compétence, afin que la vérification ne se borne pas à l'addition des chiffres. Nous voulons que la municipalité ait une garantie contre l'auditeur.

Voilà ce que nous favorisons, voilà ce que nous avons demandé au gouvernement. Nous n'étions pas pour venir combattre ce que nous réclamons depuis des années. Nous avons déjà combattu le gouvernement quand l'intérêt de l'Union le demandait. Nous avons autre chose à nous occuper que de faire de la politique.

Le premier ministre sait que, depuis deux ans, l'Union lui demande de régler le problème des municipalités en défaut, incapables de rencontrer leurs bons qui viennent à échéance. Nous avons tenté de favoriser, à l'intérieur du gouvernement, l'intention de nommer précisément le genre de commission qui se trouve dans ce bill, qui empêcherait les municipalités de s'endetter. Il n'y a pas de pouvoir d'emprunt défini dans la loi. Aussi longtemps qu'une majorité des électeurs-propriétaires sont en faveur du règlement, l'emprunt est fait et rien ne peut les empêcher de s'endetter à 90 ou même 100 pour cent de l'évaluation. N'est-il pas dans l'intérêt des municipalités qu'il y ait plus de protection?

Certaines municipalités ont fait faillite et c'est pour cette raison que nous recherchons plus de protection pour les payeurs de taxes. Nous avons demandé au gouvernement une loi qui empêcherait les municipalités d'accumuler des milliers et des milliers de dollars en dépens de toutes sortes après avoir été en défaut de paiement, une loi qui ferait en sorte que les poursuites entreprises contre les municipalités en défaut prendraient fin. Ainsi, ce qui reste irait aux payeurs de taxes et ne serait pas perdu en dépens. La Commission y verra et protégera ainsi les contribuables. Elle évitera à la province et aux contribuables des désastres comme nous en avons vu dans le passé.

Nous avons fait notre devoir. Et j'invite le rédacteur de *L'Action catholique* à venir à nos réunions annuelles⁸. Il verra que, si nous nous amusons, nous travaillons aussi et accomplissons de la bonne besogne dans l'intérêt de nos municipalités. Il en rapportera quelque chose de sérieux et non le souvenir de divertissements. Nous avons un mandat et nous nous en sommes acquittés. Nous n'avions pas mandat de combattre le bill mais plutôt de l'appuyer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai eu l'occasion de référer aujourd'hui même à un autre article de *L'Action catholique*, signé par M. Thomas Poulin. Ça ne m'étonne pas. M. Poulin a chanté pendant trois ans nos gloires, quand il était à l'emploi du gouvernement, avec un salaire de \$2,500 par année comme membre de la Commission des accidents du travail. La réorganisation de la Commission lui a enlevé sa position.

En autant que *L'Action catholique* est concernée, je fais appel aux députés de cette Chambre et je leur demande: Quand ce journal trouve que nous faisons bien? Y a-t-il une seule mesure que l'on n'a pas critiquée à *L'Action catholique*? C'est un journal bleu, un journal tory et pas autre chose. Si on veut montrer aux libéraux le chemin du ciel de cette façon, on se trompe. On nous a combattus tant qu'on a pu aux dernières élections et précédemment. On a vu le résultat.

La direction que donne ce journal n'a pas d'influence. Qu'il soit donc franchement indépendant! J'aime mieux un journal franchement conservateur. À chaque élection, et à la dernière même, ce journal a travaillé contre nous. Au cours de la session, est-il une mesure qui nous ait attiré les louanges, l'approbation de *L'Action catholique*? Non. D'ailleurs, je puis dire que la direction politique de ce journal ne compte pas.

S'il veut avoir du poids, ce n'est pas ainsi qu'il doit procéder. Dans le moment, s'il en est ainsi, c'est qu'il manque certaines autorités à Québec. Demandez à la jeunesse libérale ce qu'elle en pense, si *L'Action catholique* lui montre des bons principes. Mieux dirigé, ce journal pourrait faire beaucoup de bien, mais comme chef de mon parti, comme citoyen, je suis ennuyé de sa guerre sournoise de tous les jours sous le manteau de la religion. Qu'il continue cependant: nous n'en serons pas pires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette au nom de la liberté de la presse et de la liberté d'opinion cette attaque contre les journaux, faite par le premier ministre de la province de Québec. Je n'ai pas mission de défendre *L'Action catholique* qui est capable de se défendre seule. Je dois cependant souligner qu'on a accusé tout simplement M. Poulin d'avoir sacrifié ses idées à sa position. Cette accusation est mal fondée et n'aurait pas dû être faite, surtout par le premier ministre.

Ce n'est pas à l'honneur de la Législature. En sommes-nous rendus à ce qu'un journal ne puisse exprimer son opinion sans soulever la colère du gouvernement? Je crois que ces situations sont malheureuses. S'il y a des journaux qui ne partagent

pas notre opinion, ne profitons pas de notre immunité parlementaire pour lancer des attaques injustes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne craindrai pas de répéter ailleurs ce que j'ai dit ici de M. Poulin: M. Poulin chantait nos louanges quand nous l'employions à \$2,500. *L'Action catholique*, ce sont les conservateurs qui la défendent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai droit de protester au nom de la liberté d'opinion et de la liberté de presse. C'est un sujet de gloire pour nous de défendre la presse libre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont sur la rivière Batiscan et ponts de l'Île Perrot

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions".

Les résolutions sont adoptées sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

United Front Unemployed Conference

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé du représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils): Que cette Chambre est d'opinion qu'elle ne peut accepter les demandes de la

United Front Unemployed Conference, qui sont contenues dans une lettre de M. R. J. Wright datée du 8 février 1932 et déposée le 11 février 1932 comme document no 52, et elle prie le premier ministre d'en informer les délégués lorsqu'il se présenteront à Québec le 19 février 1932.

Je crois devoir informer ces messieurs qu'ils sont aussi bien de ne pas venir à Québec. Nous ne les recevrons pas. Si M. Wright, le secrétaire qui a écrit la lettre, veut venir lui-même, seul, je le recevrai volontiers, de façon très polie, mais de manière à lui faire comprendre que les demandes qu'il nous fait sont admissibles. Je lui transmettrai les décisions du ministère sur leurs demandes. Nous avons des unions ouvrières que nous recevons avec plaisir chaque année, mais je suis convaincu que les membres de cette union sont des étrangers.

J'ai demandé des renseignements à Montréal sur cette organisation. On n'a su rien me dire. On ne connaît pas cette organisation à Montréal. Nous avons de fortes raisons de croire que les membres de l'United Front Conference sont des étrangers.

Leurs demandes sont d'ailleurs conçues dans des termes absurdes. On demande tout ce qu'il est possible de demander, tout ce qu'il est impossible d'accorder: le logement et la lumière gratuits, le transport gratuit, l'habillement et le chauffage gratuits. Ces demandes qu'on nous fait seraient dignes de la Russie. Nous ne sommes pas pour verser dans un tel radicalisme dans la province de Québec. Si l'on devait faire droit à ces demandes, nous ferions mieux de nous mettre tous chômeurs. Le gouvernement a déjà dépensé \$9,000,000 pour le chômage et travaille toujours pour soulager la misère. Je ne crois pas qu'il serait digne de recevoir des gens qui nous font de semblables demandes. Il serait bien de les informer immédiatement qu'ils ne seront pas les bienvenus à Québec. La Chambre devrait être unanime à seconder ma motion.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je seconde avec plaisir la motion du premier ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que tous les membres seront d'accord pour réprover ces demandes, malheureuses dans un sens. J'appuie la motion du premier ministre.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Je connais trop nos ouvriers pour croire que ce sont des Canadiens qui ont suscité la rédaction de cette lettre. Nos ouvriers canadiens ne recourent pas à ces

moyens. Après le premier ministre du Canada, je dirai aux ouvriers de se tourner plutôt vers Celui qui dispense tous les biens. Il est temps que les hommes se tournent vers le Maître du monde et le supplient de ramener la prospérité. Je constate avec plaisir que l'opposition est unanime à seconder le premier ministre et je suis heureux de seconder ses paroles.

La proposition est adoptée.

Loi des droits sur certaines mutations de propriétés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le droit de deux et demi pour cent visé par l'article 2, de la Loi des droits sur certaines mutations de propriétés (statuts refondus, 1925, chapitre 28) sera perçu par le bureau du revenu, à Québec, et sera calculé sur le montant le plus élevé que donne soit la considération du transport, vente ou cession, soit l'évaluation municipale de l'immeuble, si cette évaluation existe.

2. Que la considération reprendra:

a. Le prix;

b. Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations qui appartiennent à des personnes autres que l'acquéreur et dont le paiement est fait ou assumé par l'acquéreur, avec ou sans novation, ou est autrement mis ou pris à sa charge;

c. Les charges, privilèges, hypothèques et autres réclamations et droits qui appartiennent à l'acquéreur et qui sont libérés, abandonnés ou rendus caducs, à raison de ou par suite de son acquisition.

3. Que si le transport ou la cession de l'immeuble est faite sans considération et si l'immeuble n'est pas évalué pour les fins municipales, le trésorier de la province évaluera l'immeuble et le droit sera calculé sur cette évaluation.

4. Qu'immédiatement après l'exécution de l'acte de transport, vente ou cession de l'immeuble, l'acquéreur devra fournir au bureau du revenu, à Québec, les documents requis pour établir le montant du droit à payer, notamment, une copie officielle de cet acte et de l'ordonnance de la Cour ou du registraire des faillites, et le certificat de l'officier municipal en charge, donnant l'évaluation municipale de l'immeuble à la date de l'exécution de cet acte.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Radiation de l'enregistrement des droits réels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles, article 49

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 modifiant l'article 49 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi est destiné à empêcher le transport des personnes par camions, moyennant rémunération. Mais sans rémunération, un propriétaire pourra transporter sa famille, ou sept personnes de l'extérieur, dans le cas d'un employeur.

M. Barré (Rouville) n'approuve pas qu'on limite le nombre de personnes à transporter. Il affirme que ceci causerait du tort aux familles qui voyagent en camions l'été à des endroits où les autobus ne vont pas.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette) appuie le député de Rouville.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Loi imposant la taxe d'hôpital

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Qu'une taxe de cinq pour cent sera imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas de trente-cinq centins ou plus, donné ou pris dans un établissement où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, au lieu de la taxe d'hôpital déjà imposée par la loi 16 George V, chapitre 65, section 1, telle que modifiée par la loi 21 George V, chapitre 82, section 11, et que toute fraction d'un centin de cette taxe soit comptée comme un entier.

2. Que le mot "établissement" pour les fins de la résolution précédente désignera un hôtel ou un restaurant situé dans la province, ainsi que tout convoi de chemin de fer et tout vaisseau dans la province et tout autre local dans la province, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, mais qu'il ne désignera pas les établissements généralement connus sous le nom de "maisons de pension" qui ne sont pas tenus de prendre une licence de la province, non plus que les institutions d'éducation, de charité, d'hospitalisation, de refuge ou autres institutions similaires, qui donnent à manger moyennant une considération pécuniaire.

3. Que cette taxe ne sera pas exigible des employés d'une personne qui tient un établissement visé par la résolution 2, pour les repas qui sont servis à ces employés dans cet établissement.

4. Que pour les repas donnés ou pris dans un tel établissement, la personne qui le tient devra préparer et garder une addition ou note du prix des repas sur laquelle devront être inscrits les mots "taxe d'hôpital" avec le montant de la taxe en regard; que cette taxe, devra être payée, par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agira en ce cas comme l'agent de la province et devra percevoir et remettre cette taxe mensuellement au secrétaire de la province, avec un état attesté sous serment.

5. Que le secrétaire de la province pourra indemniser la personne qui tient l'établissement, pour la perception et la remise de la taxe.

6. Que, lorsqu'une personne paie plus qu'une addition ou note, la taxe est calculée sur la somme

globale des additions ou notes qu'elle paie, quel que soit le montant de chacune d'elle; que si le prix de la pension est fixé à un montant global par jour ou fraction de jour ou autre période, de jour ou de temps, sans distinction entre le prix des repas et celui du coucher, le prix du coucher devra être déduit du prix global et la taxe calculée sur la différence, et que le prix du coucher ne pourra en aucun cas excéder celui qui a été réellement convenu, ni celui qui a été mentionné dans l'état fourni au bureau du revenu de la province, conformément à l'article 5 de la loi de l'inspection des hôtels (statuts refondus, 1925, chapitre 183).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Notre loi dit que la taxe est de 5 pour cent sur tous les repas. En bas de 40 cents, c'est le restaurateur qui paiera le 5 pour cent. Les institutions de charité et d'hospitalisation sont exemptées de cette taxe. Un patron qui nourrit ses employés n'est pas non plus soumis à la taxe. Mais il y a une autre alternative. La taxe pourra être de 5 pour cent à partir de 50 cents. Nous voulons pouvoir enquêter davantage sur les profits que rapportera la taxe sur 40 cents ou la taxe sur 50 sous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien de revenus supplémentaires l'augmentation de cette taxe apportera?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette taxe rapportera \$250,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi est nécessaire. Les revenus du fonds de l'assistance publique ont diminué considérablement, tandis que les demandes de secours sont plus nombreuses que jamais; depuis les sept premiers mois de l'année, la baisse des revenus a été de \$6,000,000.

L'appel en faveur de la Saint-Vincent-de-Paul pour le soutien des familles pauvres a été entendu avec générosité dans tous les milieux. Les employés du gouvernement et les employés de plusieurs maisons d'affaires importantes ont contribué avec générosité. Nous demandons aujourd'hui à toutes les classes de la société de faire leur part dans la crise que nous traversons. Si le gouvernement impose cette taxe, ce n'est pas par plaisir, car elle lui répugne. Espérons que les jours de prospérité reviendront. À ce moment, la taxe d'hôpital sera l'une des premières à disparaître.

Des députés craignent que le gouvernement n'ait de la difficulté à percevoir cette taxe et signalent qu'il est dur d'imposer les repas de trente-cinq sous, les repas des petits employés obligés de dîner au dehors.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il y a beaucoup d'appréhension concernant cette taxe. Le secteur touristique pourrait en souffrir. Les touristes ne comprennent pas pourquoi ils devraient contribuer à l'entretien de nos hôpitaux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit qu'il ne croit pas que les touristes dans la province de Québec se formaliseront de payer cinq ou dix sous supplémentaires pour les repas, les recettes allant aux institutions d'hospitalisation et de charité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La taxe est très impopulaire. Les repas à deux et trois sous sont taxés. Vous tombez encore sur le dos des pauvres. C'est une taxe sur la nourriture et ceci n'est pas bon. Elle nécessitera une comptabilité extraordinaire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La loi comporte l'alternative d'imposer une taxe sur les repas de 50 sous et plus. Pendant l'opération de la taxe, le gouvernement aura l'occasion de voir quel est le meilleur taux à adopter.

La taxe ne peut rien avoir de populaire. Comme l'a fait remarquer l'honorable premier ministre pendant la discussion, quelle taxe est d'ailleurs populaire?

Mais il faut se plier à la nécessité. On ne peut délaissier l'hospitalisation atteinte lourdement par la diminution des recouvrements de l'impôt depuis quelque temps. C'est un sacrifice que l'on demande à toute la population. Celle-ci devrait s'y soumettre de bon cœur, pour venir au secours des hospitalisés.

M. Barré (Rouville): Il faut des revenus pour l'assistance publique, mais il est des restaurateurs qui ne peuvent payer même leur loyer. Le restaurateur cherchera à compenser en coupant soit sur la quantité servie au repas ou bien sur le salaire des filles de tables, dont quelques-unes ne gagnent que 58 sous par jour. La taxe est injuste et est suffisante telle qu'elle est.

Il (M. Barré) demande comment le gouvernement prévoit percevoir la taxe des restaurants chinois, la plupart ne gardant pas de livres, et aussi des plus petits restaurants?

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Les restaurateurs vont élever le prix des repas pour faire payer la taxe par les clients.

M. Samson (Québec-Centre) voudrait que les repas, à partir de 50 sous seulement, soient taxés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'enquête portera précisément sur ces cas de petits restaurateurs qui ne pourront rencontrer la taxe. Si tel est le cas, l'on pourra simplement recourir à la taxe de 5 pour cent sur les repas de 50 sous en montant.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Désignation et enregistrement du droit de coupe de bois

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 modifiant le Code civil relativement à la désignation et l'enregistrement du droit de coupe de bois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnies d'assurance mutuelle et sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 10 h 55.

NOTES

1. *The Gazette, Le Canada, L'Événement et Le Devoir* écrivent \$18,000.

2. *The Quebec Chronicle* du 13 février 1932, à la page 1, écrit Jacques-Cartier.

3. *L'Événement* fait état que les résolutions ont été adoptées sur division. Nous ne retrouvons pas cette mention au procès-verbal.

4. M. Perrault assure le cheminement du projet de loi, compte tenu que M. David est absent pour cause de maladie, selon *The Quebec Chronicle* du 13 février 1932, page 1.

5. \$100,000, selon *The Quebec Chronicle* du 13 février 1932, à la page 1.

6. *La Presse* écrit qu'il est près de 9 heures.

7. M. Bouchard est le secrétaire de l'Union des municipalités, selon *Le Canada* du 13 février 1932, page 9.

8. *Le Canada* du 13 février 1932, à la page 13, écrit "au prochain congrès de l'Union".

Première séance du lundi 15 février 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 35.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Emplois au gouvernement

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Les journaux de Montréal ont parlé des déclarations faites au ministère du Travail samedi. On a parlé d'exploiteurs qui promettent des places du gouvernement ou un emploi connexe, moyennant rétribution. Ce sont des exploiters. Je tiens à affirmer que jamais, dans aucun temps, il n'a été question de compensation pour les positions du gouvernement. Je tiens à mettre la population en garde contre les exploiters. Je répète qu'aucune promesse, aucun argent ne sont nécessaires pour obtenir des positions du gouvernement. Ceux qui agissent ainsi, ceux qui exploitent la crédulité des sans-travail ou qui pourraient le faire seront poursuivis, sévèrement punis.

M. Guertin (Hull): Les noms des exploiters sont-ils connus?

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Nous avons un nom et une adresse et nous allons poursuivre incessamment cet individu.

Enquête sur les taux d'électricité

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je lis un compte rendu d'un discours du président de la Commission des services publics. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission pour enquêter sur les taux de l'électricité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons annoncé que nous ferons enquête pour Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Beaudry parle d'une autre commission, pour toute la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons y penser. Le gouvernement analysera la possibilité que la commission couvre la province entière ou du moins les plus grandes villes, comme Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières.

M. Guertin (Hull): Et Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, et Hull.

Code civil,
article 2154

M. Dugas (Joliette), appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), demande la permission de présenter le bill 177 modifiant l'article 2154 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Construction
de routes

M. Guertin (Hull): 1. Depuis la date couverte par la réponse apparaissant dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, de la séance du 19 mars 1931, quelles sont les routes qui ont été construites entièrement aux frais du gouvernement à l'exclusion des travaux de colonisation?

2. Quel est le coût dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2.

Comtés :

Montant :

Abitibi.....	\$118,900.00
Argenteuil.....	54,600.00
Arthabaska.....	64,800.00
Bagot.....	29,500.00
Beauce.....	94,600.00
Beauharnois.....	77,200.00
Bellechasse.....	36,400.00
Berthier.....	35,000.00

<i>Comtés :</i>	<i>Montant :</i>
Bonaventure.....	132,200.00
Brome.....	23,200.00
Chambly.....	85,000.00
Champlain.....	253,800.00
Charlevoix.....	79,300.00
Châteauguay.....	3,000.00
Chicoutimi.....	415,250.00
Compton.....	66,900.00
Deux-Montagnes.....	46,000.00
Dorchester.....	44,500.00
Drummond.....	33,300.00
Frontenac.....	71,700.00
Gaspé.....	164,600.00
Hull.....	558,800.00
Iberville.....	27,000.00
Îles-de-la-Madeleine.....	24,000.00
Jacques-Cartier.....	124,500.00
Joliette.....	91,500.00
Kamouraska.....	22,600.00
Labelle.....	56,600.00
Lac-Saint-Jean.....	220,900.00
Laprairie.....	29,000.00
L'Assomption.....	15,000.00
Laval.....	17,500.00
Lévis.....	76,500.00
L'Islet.....	9,500.00
Lotbinière.....	26,500.00
Maskinongé.....	42,300.00
Matane.....	69,100.00
Matapédia.....	97,100.00
Mégantic.....	131,200.00
Missisquoi.....	40,500.00
Montcalm.....	13,900.00
Montmagny.....	100,850.00
Montmorency.....	19,500.00
Montréal.....	3,721,000.00
Nicolet.....	73,900.00
Papineau.....	51,800.00
Pontiac.....	45,500.00
Portneuf.....	96,900.00
Québec.....	700,800.00
Richelieu.....	52,000.00
Richmond.....	69,000.00
Rimouski.....	102,500.00
Rouville.....	18,100.00
Saguenay.....	116,700.00
Shefford.....	76,500.00
Sherbrooke.....	191,000.00
Soulanges.....	12,500.00
Stanstead.....	73,500.00
Saint-Hyacinthe.....	81,000.00

Saint-Jean.....	75,000.00
Saint-Maurice.....	368,500.00
Témiscamingue.....	83,300.00
Témiscouata.....	122,983.72
Terrebonne.....	94,000.00
Vaudreuil.....	24,500.00
Verchères.....	12,000.00
Wolfe.....	35,400.00
Yamaska.....	14,000.00

Commission des liqueurs, permis de tavernes

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1931?

2. Combien dans la cité de Québec?

3. Combien dans le reste de la province?

4. Combien de transports de licences de tavernes ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 314.

2. 61.

3. 255.

4. *a.* 19; *b.* 4; *c.* 31.

Route Québec- Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean

M. Guertin (Hull): 1. Au cours de décembre 1931 ou de janvier 1932, le gouvernement ou le comité de chômage a-t-il acheté et expédié à l'ingénieur en charge des travaux de construction, sur la route Québec-Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean, une certaine quantité de dynamite, de fer etc., destinés à ces travaux?

2. Dans l'affirmative, des demandes de soumissions ont-elles été faites et à qui?

3. *a.* De qui ces marchandises ont-elles été achetées? *b.* Quel prix la dynamite a-t-elle été payée par boîte ou à la quantité?

4. Le gouvernement a-t-il reçu pour la dynamite, une soumission de \$17.00 la boîte?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Oui.

2. Non.

3. Un char de dynamite acheté de Zachée Langlais & Cie, au prix de \$11.80 la boîte et 2,000 livres de dynamite achetée de Manufacturers' Agencies Limited au prix de \$14 la boîte.

4. Non.

Licences, hôtels, restaurants, revenus

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Qu'a rapporté: a. en 1930-31 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences, hôtels, restaurants," tel qu'il appert à la page 31 des *Comptes publics 1930-1931*; b. du 1^{er} juillet 1931 au 31 décembre 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

	a.	b.
Hôtels.....	\$ 63,152.44	\$10,713.47
Restaurants.....	52,078.25	9,925.63
Maisons de logement	10,009.70	2,702.20
Échange de films.....	2,615.00	105.00
Encanteurs.....	14,798.71	5,548.78
Colporteurs.....	42,906.81	6,692.94
Billards et quilles	67,823.86	28,678.63
Buanderies.....	24,961.68	7,214.58
Courtiers.....	78,107.20	9,326.00
Bureaux de prêts	1,336.00	.....
Poudre	311.30	8.00
Prêteurs sur gages	4,020.00	.....
Distributeurs automatiques	1,056.80	.....
Amendes	<u>1,334.50</u>	<u>314.55</u>
	\$364,512.25	\$81,229.78

Taxe sur la gasoline, cité de Montréal

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Qu'a rapporté à la province, chaque année à date, la taxe sur la gasoline perçue dans la cité de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La taxe sur la gasoline est perçue dans environ 5,000 endroits dans la province. Les perceptions sont centralisées chez les vendeurs de gasoline et ne sont pas réparties par territoire de perception. Par conséquent, il est impossible de connaître le montant de la taxe sur la gasoline, perçue dans la cité de Montréal.

Loi 21 George V, chapitre 36

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36 soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la loi que je présente est de faire disparaître des statuts de la province une loi adoptée l'an dernier et qui autorisait le gouvernement à contrôler la distribution des longueurs d'ondes, les permis pour postes récepteurs et émetteurs, etc. Or, le Conseil privé, après la Cour suprême, vient de reconnaître au gouvernement fédéral le contrôle de la radio et par le fait même rend inconstitutionnelle et *ultravires* la loi adoptée l'an dernier par la Législature. Nous n'avons aucun intérêt à garder une loi vicieuse et *ultravires*. Lorsque cette loi a été adoptée, l'opposition, et tout particulièrement le député de Trois-Rivières, ont signalé le danger d'une pareille loi pour les intérêts de la province. Le gouvernement fédéral était disposé à laisser le contrôle des programmes aux provinces.

La commission Aird-Frigon, chargée par le gouvernement fédéral de faire une enquête sur la situation de la radio canadienne, en était venue à la conclusion que les provinces devaient avoir juridiction sur les programmes. Or, nous disions qu'en portant cette cause devant la Cour suprême, puis au Conseil privé, la province n'avait aucune chance d'obtenir le contrôle sur les longueurs d'ondes et sur les postes émetteurs et récepteurs, mais qu'en retour elle mettait en péril le contrôle de programmes que le gouvernement fédéral était prêt à nous reconnaître par tolérance.

Le résultat est que nous n'avons pas le contrôle sur les ondes et les postes émetteurs, et qu'en plus nous perdons le contrôle des programmes. C'est une grande perte pour la province, car elle a un intérêt primordial à conserver ce contrôle sur les programmes. Mais ce ne doit pas être au détriment des autres questions. La radio, invention nouvelle, a apporté des problèmes nouveaux. Ces problèmes posent des questions difficiles en ce qui touche les relations entre les gouvernements régionaux et le gouvernement central. L'opposition a dit dans le temps qu'il valait mieux essayer de s'entendre avec le gouvernement fédéral, au lieu de le provoquer, et que la conciliation s'imposait dans notre intérêt. Nous avons soumis également que, dans les rapports entre les provinces et le gouvernement central, il convenait d'éliminer toute politique. Nous devons considérer la question au point de vue national. C'est dans ce but que nous avons combattu cette loi l'année dernière.

Nous avons dit au gouvernement provincial qu'il n'avait pas la moindre chance de contrôler la radio, mais que, par contre, il mettait en danger un privilège qui nous était reconnu, le contrôle des programmes.

C'est ainsi que l'opposition, que le premier ministre accuse toujours de critiquer, que ceux que le premier ministre appelle les avocats du diable luttent pour le véritable intérêt de la province, et que leur avis a été confirmé non seulement par le plus haut tribunal du Canada, mais par le Conseil privé lui-même.

Il est à remarquer que la province de Québec a été la seule à passer une loi pour prendre le contrôle de la radio, pendant que la cause était pendante; seul le gouvernement du Québec a manifesté un entêtement malheureux à l'égard du pouvoir central, relativement à cette question de la radio. Le gouvernement était enclin à accepter la décision favorable du Conseil privé sur la question des assurances, et pourquoi pas concernant la radio? Nous avons demandé au gouvernement de ne pas poser un acte hostile et au surplus inutile, qui pouvait susciter des froissements légitimes... L'opposition a eu raison. Maintenant, il ne nous reste qu'à payer les frais de la cause et à enregistrer la perte d'un privilège qui, sans cela, nous fût resté. Espérons qu'il nous sera conservé quand même, malgré le gouvernement de la province de Québec qui a tout fait pour le perdre. Malheureusement, il peut arriver que le gouvernement fédéral soit plus exigeant.

La province a tout intérêt à retirer immédiatement cette loi intempestive et provocatrice, afin d'engager les négociations avec le gouvernement fédéral avec le plus de chances de réussite possibles. Ceci sera de nature à démontrer de la part du gouvernement son intention de coopérer avec le pouvoir central. Il pourra aussi obtenir de la sorte certaines concessions fort utiles.

Je demande au gouvernement de se conformer au jugement du Conseil privé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill de l'honorable député de Trois-Rivières témoigne bien de la mentalité de l'opposition. Le gouvernement s'est toujours battu pour faire respecter l'autonomie de la province et pour lui acquiescer des droits. Il n'a jamais cédé d'un iota ni d'un pouce sur ce terrain. Le Parti libéral s'est toujours fait le champion de l'autonomie provinciale, tandis que, de son côté, l'opposition se réjouit chaque fois que les revendications de notre province sont rejetées. Un tribunal suprême vient de décider que nos prétentions sur le contrôle de la radio ne sont

pas fondées. Pour nos amis de l'opposition, c'est une victoire, je leur en laisse tout le plaisir et la responsabilité de cette jouissance.

Lorsque nous avons présenté cette loi, l'an dernier, j'aurais voulu que la Chambre soit unanime à proclamer ses droits envers la radio canadienne et québécoise.

(Applaudissements)

Mais si nous en croyons les journaux conservateurs, l'opposition est heureuse que la province ait perdu ses droits dans ce domaine.

L'opposition demande maintenant le rappel de cette loi. Eh bien, nous ne la rappellerons pas ainsi, tout de suite. Pour l'excellente raison que la loi n'a pas encore été mise en vigueur et ne peut le devenir sans l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil. Le représentant de Trois-Rivières dit qu'il avait raison. Oui, vous avez eu raison. Vous connaissiez le résultat à l'avance. Nous nous sommes trompés quant à nous; mais nous avions raison de porter la cause devant le Conseil privé, car deux des juges les plus éminents de la Cour suprême nous avaient donné raison.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais ils sont unanimement contre la province pour ce qui est de la radio.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Maintenant, le Conseil privé a décidé contre nous. Mais le tribunal est-il unanime? Nous ne le savons pas, mais rien n'indique que la province, de l'avis au moins de quelques juges, n'a pas eu raison de soulever la question.

Le représentant de Trois-Rivières a affirmé que nous avions été la seule province à adopter une loi pendant que la cause était en instances. Mais les autres provinces, Ontario entre autres, se sont jointes à nous, lors de l'instruction de la cause, pour réclamer les mêmes droits. On a donc tort de présenter notre situation comme un fait unique. Nous étions en bonne compagnie.

Et le lendemain que le Conseil privé a rendu son jugement, le député de Trois-Rivières s'est empressé de présenter ce bill pour demander le rappel de la loi, alors que rien ne presse. Cette loi n'est pas en vigueur. Et d'ailleurs, nous n'avons pas encore reçu le texte du jugement. Nous nous inclinons devant ce tribunal, mais il vaut mieux attendre le texte de la décision, afin d'en connaître la portée. Il est possible qu'il nous accorde quelques droits. Nous avons déjà le pouvoir d'émettre des permis.

D'ailleurs, Ottawa va-t-il prendre le contrôle d'une manière complète? Je ne le sais pas. Nous ne savons pas encore la portée du jugement en question. Nous ignorons de même l'attitude que le gouvernement fédéral prendra. Quelle hâte alors y a-t-il à agir immédiatement? Pourquoi tant nous presser?

L'opposition se vante qu'elle a vu clair. Il nous arrive de gagner devant le Conseil privé; on semble l'ignorer. Sur trois causes, nous venons de gagner celles des assurances et des faillites. Ce n'est pas si mal. Quant à ce qui me concerne et concerne le Parti libéral, nous continuerons à nous battre pour notre autonomie.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot: "maintenant" et en y ajoutant les mots: "dans six mois."

Je propose le renvoi à six mois de ce bill qui, à mon sens, est trop hâtif.

Des voix ministérielles: Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement manifeste de la part du gouvernement un entêtement ridicule qui lui coûtera plus cher que ce que le premier ministre appelle une victoire politique. On a parlé de la mentalité de l'opposition. Je suis heureux que notre mentalité nous fasse respecter l'opinion des tribunaux de notre pays et du plus haut tribunal de l'Empire. N'étant pas procureur général, il ne m'appartient pas de critiquer les jugements ni même de soustraire les causes embarrassantes de la juridiction des tribunaux, comme on l'a fait au cours de la présente législature.

On dit qu'on ne connaît pas les juges du Conseil privé. Je dirai cependant qu'à l'unanimité la Cour suprême s'est prononcée contre les prétentions de la province. Le premier ministre s'appuie sur deux dissidences de la Cour suprême pour soutenir qu'il a encore raison contre le Conseil privé. Je dis que deux juges sur cinq ont déclaré que les postes récepteurs devaient tomber sous la juridiction des provinces; mais tous ont été unanimes à déclarer que les postes transmetteurs devaient être contrôlés par le fédéral.

On dit qu'il n'y a pas de presse. Nous disions cela l'an dernier, et nous avions raison. Quant à nous, nous avons prévu la perte de cette cause, non parce que nous sommes des prophètes ou des grands avocats, mais parce que nous admettons que deux et deux font quatre. Et les avocats de la droite sur cette

question se sont conduits comme des politiciens et non comme des avocats.

Le gouvernement, l'an dernier avait toutes les raisons d'attendre. Tout d'abord pour ne pas mettre en péril le privilège de contrôler les programmes. Ensuite, sa cause de la radio venait après celle de l'aviation où le Conseil privé a décidé que le fédéral avait juridiction. Le jugement aurait pu guider plus sûrement ensuite l'action de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel a été le jugement de la Cour suprême sur l'aviation¹?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette la question du premier ministre... Il sait que le Conseil privé a décidé contre la province.

L'attitude du premier ministre est injustifiable. Je maintiens que l'attitude du procureur général, en ne respectant pas la décision du Conseil privé et en n'abrogeant pas la loi de la radio qui a été déclarée *ultravires*, est regrettable. L'attitude du premier ministre est injustifiable. Sa loi donne au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs qui ont été déclarés inconstitutionnels. Toutefois, les décisions du lieutenant-gouverneur ne changeront rien à la situation. Le premier ministre veut donner à l'autorité le triste spectacle d'un procureur général qui persiste à garder dans les statuts une loi inconstitutionnelle. Je crois que l'attitude que je prends est plus conforme à l'intérêt de la province que celle prise par le premier ministre. Il me semble que le premier ministre n'a pas exprimé son opinion en tant qu'avocat, mais surtout en tant que politicien.

Il importe de rayer cette loi de nos statuts, afin de nous placer en bonne posture vis-à-vis l'adversaire qui est le vainqueur. Nous aurons à traiter avec le fédéral; pourquoi ne pas accepter notre défaite et agir en conséquence? Ce sera le meilleur moyen d'obtenir des faveurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est pas question ici de mauvais exemple. L'an dernier, la Législature a passé la loi de la radio. La Cour suprême venait de rendre un jugement à l'effet que les provinces avaient juridiction en matière d'aviation. Les deux questions étaient connexes. Deux juges ont dit que les provinces avaient juridiction en matière de radio. Le Conseil privé s'est prononcé à l'encontre de la Cour suprême. Mais pourquoi ne pas attendre le texte du jugement? La demande du premier ministre est absolument juste. D'ailleurs la loi n'est pas encore en vigueur.

Qu'on ne dise pas que le procureur général ne veut pas accepter le jugement. Nous l'acceptons ce jugement, mais nous disons que la Cour suprême nous a peut-être réservé certains droits et mieux vaut attendre le texte du jugement. Nous n'avons rien à regretter de notre attitude qui est une attitude de fierté nationale. Je seconde le premier ministre dans sa motion de renvoi à six mois. L'an prochain, nous verrons ce qu'il y a à faire avec cette loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le seul vrai moyen qu'il y avait à prendre quand la loi a été passée, c'était d'attendre la décision des tribunaux qui étaient saisis de la question.

La cause était en suspens et nous prétendions qu'il valait mieux de ne pas intervenir de façon intempestive, surtout dans une cause dont l'issue malheureuse pour nous était probable.

L'honorable ministre sait que la dissidence de la Cour suprême a porté uniquement sur les postes récepteurs. Les cinq juges ont été unanimes quant à la question des postes émetteurs.

L'argument du ministre de la Voirie (M. Perrault) est que nous devons attendre. "Soyons logique, attendons", dit-il. C'est précisément ce que nous disions, l'an dernier quand le projet est venu devant la Chambre. On nous répondait: "Pourquoi attendre?" L'honorable ministre de la Voirie parle autrement cette année. Pourquoi persister dans l'entêtement et garder dans les statuts une loi qui n'aurait jamais dû être adoptée?

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Chouinard, Delisle, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Mercier fils, Perrault, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 28.

Contre: MM. Barré, Béique, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Code de procédure civile, articles 781 et 802

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi imposant la taxe d'hôpital

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération en comité général, d'un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)² pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** propose:
1. Qu'une taxe de cinq pour cent sera imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas de trente-cinq centins ou plus, donné ou pris dans un établissement où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, au lieu de la taxe d'hôpital déjà imposée par la loi 16 George V, chapitre 65, section 1, telle que modifiée par la loi 21 George V, chapitre 82, section 11, et que toute fraction d'un centin de cette taxe soit comptée comme un entier.

2. Que le mot "établissement" pour les fins de la résolution précédente désignera un hôtel ou un restaurant situé dans la province, ainsi que tout convoi de chemin de fer et tout vaisseau dans la province et tout autre local dans la province, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, mais qu'il ne désignera pas les établissements généralement connus sous le nom de "maisons de pension" qui ne sont pas tenus de prendre une licence de la province, non plus que les institutions d'éducation, de charité, d'hospitalisation, de refuge ou autres institutions similaires, qui donnent à manger moyennant une considération pécuniaire.

3. Que cette taxe ne sera pas exigible des employés d'une personne qui tient un établissement visé par la résolution 2, pour les repas qui sont servis à ces employés dans cet établissement.

4. Que pour les repas donnés ou pris dans un tel établissement, la personne qui le tient devra préparer et garder une addition ou note du prix des repas sur laquelle devront être inscrits les mots "taxe d'hôpital" avec le montant de la taxe en regard; que cette taxe, devra être payée, par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agira en ce cas comme l'agent de la province et devra percevoir et remettre cette taxe mensuellement au secrétaire de la province, avec un état attesté sous serment.

5. Que le secrétaire de la province pourra indemniser la personne qui tient l'établissement, pour la perception et la remise de la taxe.

6. Que, lorsqu'une personne paie plus qu'une addition ou note, la taxe est calculée sur la somme globale des additions ou notes qu'elle paie, quel que soit le montant de chacune d'elle; que si le prix de la pension est fixé à un montant global par jour ou de fraction de jour ou autre période, de jour ou de temps, sans distinction entre le prix des repas et celui du coucher, le prix du coucher devra être déduit du prix global et la taxe calculée sur la différence, et que le prix du coucher ne pourra en aucun cas excéder celui qui a été réellement convenu ni celui qui a été mentionné dans l'état fourni au bureau du revenu de la province, conformément à l'article 5 de la loi de l'inspection des hôtels (statuts refondus, 1925, chapitre 183).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons d'abord décidé une taxe de 5 pour cent sur tous les repas et, en bas de 40 sous. Cette taxe devait être absorbée par les propriétaires de restaurants. Depuis vendredi dernier, le gouvernement a étudié cette question et il a décidé que la taxe sera de 5 pour cent à partir de 35 sous inclusivement. Cette taxe portera uniquement sur les clients.

Les restaurateurs ont déclaré qu'il serait impossible de garantir l'absorption de cet impôt sur les repas. Pour ne pas charger les petites gens en imposant tous les repas, même de prix minimes, le gouvernement fixe le point de départ de la taxe à 35 sous.

Il n'y aura pas de taxe à payer pour les repas en bas de 35 sous et les résolutions ont été amendées en ce sens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas encore assez libéral. La limite de 35 sous est trop basse. Le gouvernement a tort de taxer les nécessités de la vie, car à un minimum de 35 cents, comme repas taxable, on atteint toute une classe considérable de gens peu fortunés, employés de bureaux, petits fonctionnaires, et autres. On devrait remonter le

minimum à au moins 50 cents. Il serait plus juste de répartir la taxe de façon proportionnelle, c'est-à-dire établir un pourcentage plus élevé à mesure qu'augmente le prix des repas. Si nous taxons à 35 cents, nous taxons les nécessités. Pourquoi ne pas taxer à cinq pour cent de 50 cents à \$1, pour ensuite augmenter le pourcentage au-dessus de \$1?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La question a été étudiée sous tous ses angles. Nous avons pensé de taxer les grills et les restaurants. Les hôteliers se sont dit favorables au présent mode de taxe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La chose est toute naturelle. Plus le gouvernement retirera de revenus sur les petits consommateurs, moins il aura à imposer les grands hôtels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement avait d'abord pensé de taxer les salles à manger. Nous avons reçu des protestations des restaurateurs, et l'on nous a représenté que bien des restaurants qui donnent des repas à très bon marché aux ouvriers ne pouvaient pas absorber cette taxe sans augmenter leurs prix. À Montréal, on donne des repas de 5 et 10 cents. On nous a dit: "Comment voulez-vous que nous puissions absorber la taxe?" Des délégations sont venues nous rencontrer, samedi, à Montréal, et les propriétaires de restaurants nous ont dit qu'ils seraient satisfaits si la taxe était fixée à 5 pour cent pour les repas à partir de 35 sous inclusivement, car la grande majorité des repas est en bas de ce prix.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudrait aussi savoir, là-dessus, l'avis des consommateurs, de ceux qui vont être appelés à payer cette taxe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La province a besoin de revenus spéciaux, en face de la diminution constatée, l'année dernière, dans le budget de l'assistance publique.

Les revenus provenant des taxes sur les théâtres et les repas seront utilisés exclusivement pour l'assistance publique que le gouvernement a le devoir moral de soutenir.

Il ne faut pas croire que les recouvrements de la taxe d'hôpital vont consolider le revenu de la province sans aucune utilité. Ils sont destinés à l'hospitalisation des pauvres qui ne peuvent payer eux-mêmes les comptes d'hôpital. On demande à ceux qui vont manger dans les restaurants de contribuer au fonds de l'assistance publique dans des temps difficiles.

Nous allons essayer de joindre les deux bouts de l'assistance publique avec cette taxe et il y aura toujours lieu de la remanier si elle ne donne pas satisfaction.

D'ailleurs, on se tromperait de croire que cette taxe atteindra un nombre considérable d'employés et de petites gens. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a signalé que les repas en bas de 35 sous constituent 60 pour cent des repas servis par les restaurateurs. L'impôt pèsera donc moins sur la population qu'on ne se l'imagine. Il faut aussi penser aux touristes. Les touristes font la richesse de notre province et ils sont habitués à payer 5 pour cent. Je crois que ce serait une mauvaise affaire de changer la taxe. Cela offre un danger. Les touristes se sont plaints qu'on leur fait payer les frais de l'hospitalisation dans la province de Québec.

De plus, ainsi que l'a fait remarquer le ministre de la Voirie, les hôteliers ont signalé qu'en ne taxant que les repas de \$1 et plus, on favorise un bon nombre d'établissements américains ou étrangers, mis à couvert de la loi, parce que leurs repas n'atteignent pas le dollar.

M. Guertin (Hull): Je ne sais pas si je fréquente les mêmes restaurants que le premier ministre, mais il est assez difficile d'avoir un repas pour 30 cents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Faites comme moi, mangez chez vous.

Pourquoi y a-t-il à Montréal des restaurants qui n'affichent rien au-dessus de cinq cents?

M. Guertin (Hull) : Je crois, M. l'Orateur, que la taxe ne devrait pas atteindre les repas de 35 sous.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les restaurateurs nous ont dit que les repas à 25 cents, avec la vente de cartes, équivalent à 60 pour cent.

M. Barré (Rouville): Pourquoi ne pas taxer dans les milieux plus cossus, afin de ne pas enlever de l'assiette de l'ouvrier la pitance qui s'y trouve? Je comprends qu'il est difficile pour les ministres de se taxer eux-mêmes. Mais celui qui doit se contenter d'un repas de 35 cents, laissons-lui donc ce qu'il doit avoir.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Je ne voudrais pas donner trop d'attention au vieux refrain de l'honorable député de Rouville (M. Barré). Je ne veux pas faire de critique destructive. Nous demandons de ne pas porter la taxe sur le

restaurateur pour les repas en bas de 40 cents. Nous avons été entendus. Il faut tenir compte du coût de la vie. Le coût des aliments a baissé, et nous trouvons facilement des repas à 30 centins.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous devons ne pas faire d'appel démagogique. Celui qui prendra un repas de 35 cents, paiera, en définitive, 2 cents de taxe. Il faut penser un peu aux pauvres. Après avoir examiné la situation, les restaurateurs ont accepté cette base de 35 sous et il se peut que cela ait pour effet de faire diminuer le prix des repas, car les restaurateurs, pour garder leurs clients, vont peut-être baisser les prix des repas de manière à éviter la taxe. De plus, la plupart des restaurateurs sont des étrangers soutenus par du capital américain ou autre pour faire concurrence à nos hôtels canadiens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette taxe, de l'avis du ministre, va rapporter \$250,000. Mais si le gouvernement avait supprimé la dépense inutile et inopportune du pont de l'Île d'Orléans, il n'aurait pas eu besoin d'imposer une taxe pareille, puisque le nouveau pont va coûter \$4,500,000 et pour lequel \$125,000 ont déjà été dépensés.

Pourquoi construire ce pont? Quelle presse y a-t-il à faire une dépense aussi lourde, dans un pareil temps de crise, pour 3,600 habitants dont la moitié n'en veulent pas? Pour construire ce pont inutile, le gouvernement va maintenant taxer la nourriture des petites gens. Si on ne construisait pas ce pont de l'Île, on aurait de l'argent pour l'assistance publique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ferai remarquer à l'honorable député que la construction du pont de l'Île n'enlève rien à la taxe d'hôpital, à la taxe de l'assistance publique. Les ponts sont construits en vertu d'emprunts et le produit de ces emprunts ne peut être affecté à l'assistance publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait être plus sérieux. Il n'y a aucun article dans les statuts qui défende cette transportation.

Il est d'autres économies que le gouvernement pourrait faire. Ainsi, on dépense \$1,000,000³ par année pour les arpentages et \$500,000 pour prendre des photos de la forêt. Le gouvernement, s'il négligeait cette année de continuer à prendre des portraits de la forêt, épargnerait \$500,000, donc deux fois la taxe sur la nourriture. Pourquoi ne pas couper les \$500,000 dépensés pour les arpentages au département des Terres et Forêts?

On pourrait se dispenser de cela et ne pas taxer la nourriture et les pauvres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Au collège, il y avait un problème en géométrie, le fameux cinquième postulat d'Euclide, que les élèves butés ne parvenaient pas à comprendre. On appelait ce problème: le pont des ânes. Or, le pont de l'Île d'Orléans semble être le pont des ânes de l'opposition, parce qu'il en fatigue plusieurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a fatigué le premier ministre pendant vingt ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'opposition a mauvaise grâce à s'opposer au projet. N'est-ce pas elle qui a sans cesse provoqué le gouvernement sur ce projet, qui lui a reproché d'avoir attendu si longtemps? M. Forget, un bon conservateur l'avait promis déjà et d'autres aussi.

Nous avons contribué à la construction du pont de Québec. Le gouvernement a souscrit d'importantes sommes pour la construction de grands ponts dans les autres parties de la province. Il paie un tiers pour le pont de Montréal. Il a construit les ponts de Sainte-Anne et de l'Île Perrot, le pont de Batiscan. Alors, il veut doter la région de Québec d'un pont qui la relie avec l'Île d'Orléans. Les habitants de l'Île en ont besoin, car cette île produit des quantités de légumes et de fruits considérables. Ce pont va aider les cultivateurs à écouler leurs produits. On veut faire pour cette partie de la province ce que le gouvernement a fait pour ailleurs. De plus, je ne connais pas, au point de vue du tourisme, de plus bel endroit que l'Île d'Orléans. C'est bien plus beau que les Trois-Rivières. (Rires)

Ce pont sera un pont de péage, et je suis certain qu'il paiera ses frais, du moins au bout de trois ou quatre ans; qu'il suffira aux dépenses d'entretien, du service des intérêts et du fonds d'amortissements. On est venu me demander aujourd'hui de reconstruire la prison et le palais de justice des Trois-Rivières⁴. Qu'est-ce que les délégués auraient répondu si je leur avais répondu par les arguments du député de leur comté? Non, M. l'Orateur, c'est de la démagogie pure que fait là le député des Trois-Rivières, et je suis certain qu'il sera le premier à rire de son argument ce soir, quand il sera seul.

Le pont de l'Île est un cauchemar pour nos amis. Mais je crois rendre service à la population de l'Île et au tourisme dans la province.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le premier ministre n'aime pas les Trois-Rivières. Ma ville ne lui a pas fait souvent plaisir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle m'a presque fait plaisir la dernière fois. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pourrais parler d'un concours de l'organisation libérale: chaque concurrent s'engageait à passer 10 "télégraphes" par bureau de votation, moyennant paiement, avec un prix pour celui qui en passerait le plus. (Rires)

Il rappelle que la majorité du premier ministre sur l'Île d'Orléans fut de 91 voix.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) la fixe à 250.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les taxes de plus en plus élevées que l'on affirme être payées uniquement par les touristes finiront par décourager ceux-ci. Dans les hôtelleries de campagne, on ferait bien de ne pas les imposer pour ne pas chasser le tourisme.

M. Barré (Rouville): Il ne s'agit pas ici de faire de la démagogie. Je ne parle pas pour les cultivateurs; ils vont très peu au restaurant. Je parle au nom de ceux qui ont faim, les petits dans les villes. Si on veut taxer, que l'on taxe les repas de luxe.

M. Fisher (Huntingdon): La mesure qui est discutée, soit la taxation de la nourriture que nous consommons, est un enjeu vital qui affecte une large portion de notre population qui, pour des raisons variées, est obligée de fréquenter les hôtels, les restaurants et autres endroits du domaine de la restauration.

Si cette mesure se retrouve dans les statuts de cette province, elle deviendra une loi qui sera mise en vigueur.

Cette taxe va loin. La nourriture ne devrait pas être taxée. et tout gouvernement qui pense à une telle taxe doit se retrouver adossé au mur.

Taxer la nourriture attaque la subsistance de la population et particulièrement ceux qui peuvent le moins se permettre de payer. S'ils sont dans l'obligation de payer, dans plusieurs cas, ils doivent réduire la quantité de nourriture qu'ils consomment. Dans les moments difficiles actuels, nous avons déjà assez de gens mal nourris dans ce pays. Les membres d'un gouvernement qui vote pour une mesure comme celle-là manquent de sincérité dans leur détermination à travailler pour les gens et pour aider les chômeurs.

Vous devez savoir qu'en ce moment plusieurs personnes sortent affamées des restaurants, parce qu'elles n'ont consommé que ce que leurs moyens limités leur permettent. Mais en face de ces faits, ce gouvernement, dans sa soif de taxes et sous le voile de la charité, du chômage, cherche à ajouter à la misère de ceux qui ont faim. La taxation pour la charité et pour le chômage est telle que parfois je crois qu'on exploite ces enjeux.

Ceux qui possèdent un chez-soi et tout son confort sont exemptés. Ceux qui sont le moins capables de payer une taxe sur le peu de nourriture qu'ils peuvent se permettre voient leur misère augmenter en payant une taxe sur cette nourriture. Messieurs, est-ce de la justice? Le plus tôt que nous nous débarrasserons de ce qui ne semble être qu'un voile pour regarnir un trésor gaspillé et cesserons de taxer tout ce qui existe au monde, le mieux ce sera pour tous.

Le plus tôt que nous ferons face à la réalité avec sincérité, mettrons de l'ordre dans notre maison en coupant les dépenses, comme tous les gouvernements sensés font, le plus tôt nous émergerons du bourbier du chômage.

L'économie, et non la taxation, devrait être la devise en ce moment. La dépense imprudente de l'argent des contribuables nous mène à des difficultés et au problème socialiste, et les gens qui portent ce fardeau commencent à se rendre compte que le gouvernement est trop présent.

L'éducation, la santé, le bien-être social, ce sont toutes de bonnes contributions en vue d'améliorer l'état de la population, avec l'espoir que dans le futur on assistera à la naissance d'une race en meilleure position qu'aujourd'hui. Mais quelle est l'utilité de dépenser tout cet argent, si nous devons maintenant taxer d'une manière qui détériorera la santé de beaucoup de gens pour qui, le seul problème, c'est qu'ils n'ont pas assez d'argent pour s'acheter plus de nourriture? Je dis qu'en cette époque, une époque marquée par la récession, ce n'est pas le moment de taxer, mais plutôt de couper les dépenses gouvernementales.

Nous avons été prévenus par les banquiers les plus importants que, si les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux n'arrêtent pas leurs emprunts et ne coupent pas les dépenses, nous nous dirigeons vers la ruine et la faillite. Nous voulons de l'économie présentement, pas des taxes. À ce que je sache, ce gouvernement n'a jamais eu le mot économie dans son vocabulaire...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez, écoutez.

M. Fisher (Huntingdon): Certains commerces et certaines industries ont mis de l'ordre dans leurs affaires. Prévenus par les banquiers, ils ont pris leur conseil et ont réduit leurs dépenses. L'autre jour, nous avons vu que les deux grands systèmes de transport ont procédé à des ajustements salariaux de 10 pour cent à la baisse. Nous voyons que les provinces d'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta ont toutes signifié leur intention de réduire leurs dépenses gouvernementales. Nous avons entendu le premier ministre Bennett à la Chambre, l'autre jour, lorsqu'il a annoncé qu'il y aurait une baisse de 10 pour cent dans les indemnités, les compensations et les salaires payés par le gouvernement fédéral. Il a dit qu'une économie rigide devait être pratiquée. Il coupera les coûts du gouvernement civil d'au moins 10 pour cent...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous en faveur que l'on réduise le salaire de nos employés?

M. Fisher (Huntingdon): Pourquoi ce gouvernement ne réduirait pas ses coûts, alors que nous avons des chiffres en provenance du Bureau de la statistique à Ottawa, datant du 16 janvier, et indiquant que le coût de la vie au Canada est en baisse de 15 pour cent, que le coût de la nourriture est en baisse de 32 pour cent?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous le demande: Êtes-vous en faveur que l'on réduise les salaires de nos employés de 10 pour cent?

M. Fisher (Huntingdon): Je cite ces chiffres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Répondez, répondez.

M. Fisher (Huntingdon): Quoi? Si le premier ministre me donne le temps, je vais répondre. Je dis que les gouvernements auxquels j'ai référé étaient justifiés d'imposer ces réductions. Je crois qu'ils avaient raison de couper dans les coûts du gouvernement civil, car si nous continuons d'emprunter - et après tout, les gouvernements sont comme les individus - nous arriverons un jour à la fin.

Je dis, M. le Premier Ministre, que si le gouvernement actuel de cette province avait su pratiquer l'économie et s'il pratiquait l'économie aujourd'hui, nous n'aurions pas besoin de ces taxes...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez, écoutez.

M. Fisher (Huntingdon): Sans aller plus loin, je dois dire que je crois qu'il est du devoir de ce gouvernement, et je crois que, comme législateurs, nous serions imprudents dans notre devoir envers nos électeurs si nous n'instituions pas un système par lequel les salaires, compensations et indemnités payés par ce gouvernement soient réduits. Les gens commencent à se rendre compte du coût du gouvernement.

J'ai ici les comptes publics de 1931 qui montrent que le gouvernement actuel a payé en compensations, salaires et indemnités la somme colossale de \$25,000,257. Je maintiens que si le gouvernement manque d'argent, et le premier ministre l'a admis, si les recettes baissent de \$1,000,000 par mois, si le ministre de la Voirie dit vrai lorsqu'il affirme que son département doit encore \$700,000 pour des travaux faits l'été dernier, il est temps d'économiser et non de taxer. Je crois que si nous devons mettre en vigueur les réductions dont j'ai parlé, nous épargnerions \$2,500,000, si l'on se base sur les chiffres de l'an dernier. Est-ce que ça n'en vaut pas la peine?

Je crois que si nous essayons ces mesures et que si, après ceci, le gouvernement n'a pas assez d'argent, alors nous devrions considérer l'imposition de nouvelles taxes; mais à ce moment et seulement à ce moment-là, devrions-nous considérer une taxe sur la nourriture.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond que le gouvernement tient compte de la question de l'économie, que la Chambre apprendra bientôt que les coûts estimés pour les routes sont en baisse de \$1,000,000, qu'il n'y aura pratiquement aucune nouvelle construction de route cette année et que le gouvernement est bien conscient qu'il faille économiser.

Mais le fait demeure que le gouvernement a à cœur le bien-être des institutions sous la loi de la charité publique, que les revenus ont baissé de \$500,000 l'an dernier, et que des demandes totalisant \$1,400,000 attendent d'être satisfaites.

M. Guertin (Hull): On appelle cette taxe, la taxe de l'hôpital, mais on la fera servir à toute autre fin, si nécessaire. Le titre de la loi pourrait être changé pour "la taxe sur la nourriture" au lieu de la "taxe de l'hôpital".

Le gouvernement aurait dû utiliser d'autres moyens afin d'obtenir des revenus additionnels, par exemple en augmentant les droits de coupe de bois de sciage au lieu de les réduire à la veille des dernières élections. Avec la nouvelle loi des droits de coupe forestière, on a épargné \$500,000 aux compagnies forestières. Pourquoi n'avoir pas conservé ces sommes à la province. Conséquemment, les compagnies forestières ont promis d'augmenter leurs coupes cet hiver, mais elles n'ont pas respecté cette entente.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons accordé une exemption, mais pas à la demande des détenteurs de limites. Ces derniers nous ont dit que, vu les conditions existantes, ils ne feraient pas de coupe de bois de sciage. Afin de les encourager, nous leur avons proposé une réduction sur le coût de la rente foncière et des droits de coupe. Les détenteurs se sont engagés à couper de 720 à 750,000,000 de pieds de bois, ce qui constituait une augmentation de 1,000,000 de pieds. On a employé ainsi au moins 12,000 hommes qui auraient été sans ouvrage.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose quelques questions.

Des voix: Six heures!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 15 février 1932

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 9 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable T.-D. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**21 George V,
chapitre 10**

M. Guertin (Hull): 1. Des trois cent mille dollars que le trésorier de la province était autorisé à verser au ministre de l'Agriculture à même le fonds consolidé du revenu en vertu de la loi 21 George V, chapitre 10, combien ont été dépensés à date?

2. Combien a été affecté pour l'achat ou le transport d'engrais chimiques et de chaux?

3. Quels comtés ont bénéficié de ces octrois et quel montant a été ainsi affecté dans chacun de ces comtés?

4. Combien a été affecté pour indemniser les cultivateurs de la perte de leurs animaux abattus comme tuberculeux ou pour leur aider à remplacer ces animaux ainsi abattus?

5. Quels comtés ont bénéficié de ces octrois et quel montant a été ainsi affecté dans chacun de ces comtés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$60,258.18.

2. Aide à l'achat d'engrais chimiques \$10,390.51. Contribution au coût de transport d'amendements calcaires, \$31,063.17.

4. \$18,804.50.

3. et 5.

Comtés	Contribution au coût de transport d'amendements calcaires	Aide à l'achat d'engrais chimiques	Indemnité pour remplacement d'animaux tuberculeux
Abitibi.....	\$ 290.70	.....	\$ 15.00
Argenteuil.....	135.08	.....	172.50
Arthabaska.....	1,176.63	\$ 379.97	360.00
Bagot.....	5,193.85	.....	.....
Beauce.....	275.86	.....	.....
Bellechasse.....	1,492.82	2,112.64	150.50
Berthier.....	102.00	.....	115.00
Bonaventure.....	282.10	.....	.....
Brome.....	35.20	.....	33.50
Champlain.....	231.35	.....	110.00
Charlevoix- Saguenay.....	86.25	.....	330.00
Châteauguay.....	173.91	.....	.....
Chicoutimi.....	.....	.....	91.50
Compton.....	531.93	.....	.....
Deux-Montagnes ...	.....	.....	735.25
Dorchester.....	896.68	2,232.96	810.00
Drummond.....	1,357.92	68.80	1,750.00
Frontenac.....	877.81	.....	440.00
Gaspé-Nord.....	.....	900.21	.....

Gaspé-Sud.....	21.00	.....	.....
Gatineau.....	.....	.....	255.00
Huntingdon.....	110.48	.....	.....
Iberville.....	147.57	.....	.....
Jacques-Cartier.....	105.75	.....	225.00
Joliette.....	.....	.....	135.00
Kamouraska.....	202.90	345.60	.....
Lac-Saint-Jean.....	93.00	.....	27.75
L'Assomption.....	32.48	.....	764.25
Laprairie- Napierville.....	1,012.04	.....	13.50
Laviolette.....	206.00	.....	45.00
Lévis.....	2,484.38	464.90	73.00
L'Islet.....	533.82	173.35	.....
Lotbinière.....	89.78	1,094.77	.....
Matane.....	166.40	.....	.....
Matapédia.....	78.30	.....	130.00
Mégantic.....	131.09	.....	.....
Missisquoi.....	191.55	182.40	.....
Montmagny.....	207.39	276.80	240.00
Montmorency.....	1,846.63	685.44	.....
Nicolet.....	723.42	130.88	520.00
Papineau.....	219.62	.....	.....
Pontiac.....	151.09	.....	.....
Portneuf.....	1,507.48	134.40	.....
Québec.....	52.00	420.00	.....
Richelieu.....	48.58	64.00	.....
Richmond.....	1,627.45	.....	3,292.50
Rimouski.....	1,057.89	.....	.....
Rivière-du-Loup....	533.53	.....	.....
Roberval.....	90.54	.....	226.50
Rouville.....	.....	64.00	.....
Shefford.....	371.61	.....	525.75
Sherbrooke.....	136.10	.....	.....
Soulanges.....	216.60	60.16	121.50
Stanstead.....	168.48	.....	100.50
Saint-Hyacinthe....	663.16	71.20	134.25
Saint-Jean.....	296.69	96.00	71.25
Saint-Maurice.....	379.05	.....	.....
Témiscamingue.....	52.70	.....	.....
Témiscouata.....	75.00	.....	.....
Terrebonne.....	.....	.....	6,313.50
Vaudreuil.....	484.28	133.44	207.00
Wolfe.....	314.39	80.00	.....
Yamaska.....	1,092.86	218.59	270.00

Demande de documents:**Route nationale no 5,
Saint-Gilles**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Qui ont été employés à des travaux de voirie sur la

route nationale no 5, dans la municipalité de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, en 1930, et combien chacun d'eux a reçu? 2. Même question pour l'année 1931.

Adopté.

Dépôt de documents:

Route nationale no 5, Saint-Gilles

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour production d'un état indiquant: 1. Qui ont été employés à des travaux de voirie sur la route nationale no 5, dans la municipalité de Saint-Gilles, comté de Lotbinière, en 1930, et combien chacun d'eux a reçu? 2. Même question pour l'année 1931. (Document de la session no 53)

Questions et réponses:

Saint-Gilles, chemin élargi

M. Guertin (Hull): 1. Quelle est la longueur du chemin qui a été élargi ou construit dans la municipalité de Saint-Gilles, comté Lotbinière?

2. Combien d'hommes ont été employés pour faire ces travaux?

3. Quand ces travaux ont-ils été faits?

4. Des enfants de 10 à 16 ans ont-ils été payés \$2.50 par jour au cours du mois de juillet ou août 1931?

5. Ces enfants ont-ils été congédiés, d'après les instructions de l'ingénieur Talbot et à quelle date?

6. Combien de chevaux ont été employés à ces travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 1.24 mille.

2. 282 hommes.

3. En 1930 et 1931.

4. et 5. Pas à la connaissance des officiers du département de la Voirie.

6. 123 chevaux.

Loi imposant la taxe d'hôpital

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération en comité général, d'un projet de résolutions relatives au bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Qu'une taxe de cinq pour cent sera imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas de trente-cinq centins ou plus, donné ou pris dans un établissement où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, au lieu de la taxe d'hôpital déjà imposée par la loi 16 George V, chapitre 65, section 1, telle que modifiée par la loi 21 George V, chapitre 82, section 11, et que toute fraction d'un centin de cette taxe soit comptée comme un entier.

2. Que le mot "établissement" pour les fins de la résolution précédente désignera un hôtel ou un restaurant situé dans la province, ainsi que tout convoi de chemin de fer et tout vaisseau dans la province et tout autre local dans la province, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger, mais qu'il ne désignera pas les établissements généralement connus sous le nom de "maisons de pension" qui ne sont pas tenus de prendre une licence de la province non plus que les institutions d'éducation, de charité, d'hospitalisation, de refuge ou autres institutions similaires, qui donnent à manger moyennant une considération pécuniaire.

3. Que cette taxe ne sera pas exigible des employés d'une personne qui tient un établissement visé par la résolution 2, pour les repas qui sont servis à ces employés dans cet établissement.

4. Que, pour les repas donnés ou pris dans un tel établissement, la personne qui le tient devra préparer et garder une addition ou note du prix des repas sur laquelle devront être inscrits les mots "taxe d'hôpital" avec le montant de la taxe en regard; que cette taxe, devra être payée, par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agira en ce cas comme l'agent de la province et devra percevoir et remettre cette taxe mensuellement au secrétaire de la province, avec un état attesté sous serment.

5. Que le secrétaire de la province pourra indemniser la personne qui tient l'établissement, pour la perception et la remise de la taxe.

6. Que lorsqu'une personne paie plus qu'une addition ou note, la taxe est calculée sur la somme globale des additions ou notes qu'elle paie, quel que soit le montant de chacune d'elle; que si le prix de la pension est fixé à un montant global par jour ou fraction de jour ou autre période, de jour ou de temps, sans distinction entre le prix des repas et celui du coucher, le prix du coucher devra être déduit du prix global et la taxe calculée sur la différence, et que

le prix du coucher ne pourra en aucun cas excéder celui qui a été réellement convenu, ni celui qui a été mentionné dans l'état fourni au bureau du revenu de la province, conformément à l'article 5 de la loi de l'inspection des hôtels (statuts refondus, 1925, chapitre 183).

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question touchant les maisons de pension.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève le cas de l'ouvrier qui va manger au restaurant avec sa femme et son enfant; la loi lui fait payer la taxe, lors même que tous trois prennent des repas de moins de 35 sous. On ne fait qu'une seule addition, alors qu'individuellement, les clients seraient exemptés à ce prix.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le cas existait dans l'ancienne loi. Il n'y a rien de changé là. Il est apparu que le gouvernement perdait des revenus considérables par le passé en raison de la division des factures. Ainsi, les repas pris par un groupe mangeant ensemble étaient exemptés, même au niveau actuel de \$1.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Celui qui a les moyens d'aller manger au restaurant avec sa femme et son fils peut fort bien payer l'impôt destiné à l'assistance publique.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Les résolutions étant mises aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Casgrain, Cohen, Crête, Delisle, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Mercier fils, Morel, Paquet, Perrault, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 32.

Contre: MM. Barré, Béïque, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital".

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Casgrain, Cohen, Crête, Delisle, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Mercier fils, Morel, Paquet, Perrault, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 32.

Contre: MM. Barré, Béïque, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, la proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

M. Guertin (Hull) propose un amendement, à savoir: Modifier les mots "taxe d'hôpital" par les mots "taxe sur la nourriture".

Des voix ministérielles: Drop! drop!⁵

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette taxe est prélevée pour les hôpitaux. Elle ne peut avoir d'autre signification.

M. Guertin (Hull): Le produit de cette taxe ne va pas plus aux hôpitaux qu'aux crèches, et si l'on dit: taxe sur les divertissements, on devrait avoir le courage de dire: taxe sur la nourriture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): De plus, le vin et la bière sont compris là-dedans. Devra-t-on mettre aussi taxe sur les boissons?

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 32 voix contre 6.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 8 de ladite loi tel que remplacé par la loi 18 George V, chapitre 18, section 1, est modifié:

"a. En y ajoutant après le mot: "loi", dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots "ou des règlements édictés en vertu de cette loi";

"b. En remplaçant les mots: "d'hôtel ou de restaurant", dans la troisième ligne du deuxième alinéa par les mots: "de l'établissement".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendes sont trop sévères. À la deuxième offense, le propriétaire d'un hôtel ou d'un restaurant est passible de faire annuler sa licence. Le trésorier ne devrait pas avoir le pouvoir d'annuler de son chef le permis d'un hôtelier ou d'un restaurateur.

Certaines de ces formalités sont graves, mais d'autres sont futiles et il serait injuste et odieux d'annuler le permis d'hôtellerie d'un individu parce qu'il a fait un double au lieu de deux de ses copies de rapport, etc.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas un pouvoir du trésorier. Il faudra un jugement de la cour établissant la culpabilité de l'accusé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En multipliant les règlements et les sanctions, vous rendez la vie intenable.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): S'il n'y a pas de sanction, inutile d'édicter des lois. L'application de la loi tolère nécessairement certains retards, par exemple, dans la production des rapports. Mais on veut surtout atteindre ceux qui ne veulent pas faire aucun rapport.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 9 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il peut aussi par règlement exiger que la personne qui tient l'établissement:

"a. Se serve du système de pièces justificatives déterminé par le règlement, afin de permettre à la couronne de contrôler la perception et la remise de taxe;

"b. Reçoive le vérificateur dans l'établissement et lui remette les livres et documents que cet officier requiert."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'arroge le droit d'imposer aux hôteliers ou restaurateurs une tenue de livres à son gré, et même les cahiers qu'il pourrait choisir.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La comptabilité de presque tous les hôtels est acceptée par le percepteur du revenu.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bastien, Bélanger, Casgrain, Cohen, Crête, Delisle, Dugas, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Mercier fils, Morel, Paquet, Perrault, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 32.

Contre: MM. Barré, Béique, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, 7.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles, article 49

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 231 modifiant l'article 49 de la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"L'article 49 de la loi des véhicules automobiles, (statuts refondus, 1925, chapitre 35), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 31, section 7, est de nouveau modifié en y ajoutant après le paragraphe 5 le suivant:

"6. Étant le propriétaire d'un véhicule de commerce ou d'un véhicule de livraison, s'en sert ou permet de s'en servir pour le transport de personnes moyennant considération pécuniaire, quel que soit le nombre de personnes, ou pour le transport sans considération pécuniaire de plus de sept personnes à la fois, pourvu que dans un cas ou dans l'autre ces personnes ne soient pas des employés du propriétaire qui sont transportés à l'endroit où ils travaillent ou qui en reviennent."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose certains amendements.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"L'article 49 de la loi des véhicules automobiles, (statuts refondus, 1925, chapitre 35), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 31, section 7, est de nouveau modifié en y ajoutant après le paragraphe 5 le suivant:

"6. Étant le propriétaire d'un véhicule de commerce ou d'un véhicule de livraison, s'en sert ou permet de s'en servir pour le transport de personnes moyennant considération pécuniaire, quel que soit le nombre de personnes, ou pour le transport sans considération pécuniaire de plus de dix personnes à la fois, à moins que dans un cas ou dans l'autre ces personnes ne soient pas des membres de la famille ou des employés du propriétaire qui sont transportés à l'endroit où ils travaillent ou qui en reviennent."

Le but de cette loi est d'éviter de pénibles accidents comme dans le passé. La loi est amendée en permettant le transport des membres de la famille ou les ouvriers qui se rendent à leur travail ou en reviennent. L'on veut surtout empêcher le chargement excessif des camions automobiles, ce qui est un grave danger sur la route et un danger pour ceux qui sont transportés dans les camions.

Devant les objections de la gauche et les arguments apportés, il vaut peut-être mieux limiter à dix personnes, au lieu de sept, le nombre de voyageurs que l'on pourra transporter par camion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande de faire varier le nombre de passagers suivant la capacité du camion. Il reconnaît que le premier ministre a raison, mais il croit que, pour certains gros camions, restreindre le nombre à 10 personnes est quelque peu sévère.

M. Guertin (Hull) réclame la part d'air pur et de soleil pour l'ouvrier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce que nous voulons, c'est de préserver des vies.

M. Gagnon (Kamouraska) demande de limiter le nombre à quinze personnes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'y voit pas d'objection bien qu'il préférerait rester à dix.

M. Barré (Rouville) demande d'obliger ces camions à observer une vitesse modérée et à ne pas dépasser une autre automobile sur la route.

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont sur la rivière Batiscan et ponts de l'Île Perrot

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ledit bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Demande de documents:**Travaux de chômage
à Montréal**

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de documents relatifs aux travaux de chômage à Montréal.

Adopté.

Club Saint-Denis

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que les droits additionnels payés pour le bill 132 concernant le club Saint-Denis soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard à la suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions neuf cent soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, statuts refondus, 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 6*b* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Des députés de l'opposition interrogent le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) donne de l'information aux députés de la gauche concernant le système de routes dans la province, la nécessité d'en améliorer certaines, de même que sur les travaux en cours présentement.

Il affirme qu'en raison d'informations publiées dans les nouvelles à Montréal, concernant le boulevard Longueuil, il souhaite fournir quelques explications sur le sujet. L'article dit que ce

boulevard coûte \$250,000 le mille à la province. Ceci est trompeur, dit-il, et il affirme que, sur cette partie de la route, le département a été obligé de dépenser plus de \$200,000 en expropriations, \$736,000 pour le surfacage en ciment; les viaducs ont coûté \$96,000 et les voies d'accès au pont ont été élargies à 150 pieds. Il ajoute qu'à certains endroits, la route a été élevée de 60 pieds.

M. Béique (Chambly) adresse une question au ministre de la Voirie concernant une route de son comté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit que le gouvernement projette de construire une route derrière Chambly, qui serait reliée au boulevard Longueuil.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour académie de musique de Québec, statuts refondus, 1925, chapitre 139, article 2. - Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. (Sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national Montréal, sous le contrôle de la Société

Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métier, 18 George V, chapitre 47, section 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. *Le Soleil* du 5 février 1932, à la page 22, commente la question de M. Taschereau dans les termes suivants: "La question embarrasse évidemment M. Duplessis, qui n'y répond pas. Car la Cour suprême a donné raison aux provinces dans cette question, avant qu'elle fût portée devant le Conseil privé de Londres."

2. M. David est absent pour cause de maladie.

3. *Le Soleil* du 16 février 1932, à la page 22, écrit \$600,000.

4. *Le Soleil* du 16 février 1932, à la page 22, rapporte que M. Taschereau aurait même ajouté la reconstruction du pont de Trois-Rivières. C'est le seul journal à avancer cette assertion.

5. Rejeté! rejeté!

6. M. Arthur Bergeron, sous-ministre, accompagne le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), agissant au nom du secrétaire provincial (M. David) pour répondre aux questions de la Chambre.

Première séance du mardi 16 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 217 modifiant le Code civil relativement à la désignation et l'enregistrement du droit de coupe de bois;
- bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels.

Conserves alimentaires

L'honorable M. Godbout (L'Islet), appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), demande la permission de présenter le bill 235 concernant les conserves alimentaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cette loi pourvoit à l'inspection et à la classification des conserves alimentaires. Nous voulons assurer la bonne qualité des produits mis sur le marché. La loi fédérale ne couvre que le commerce qui se fait à l'extérieur de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Sociétés de
secours mutuels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les

sociétés de secours mutuels, 1931, (opérations de 1930). (Document de la session no 54)

Compagnies
de fidéicommis

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre: Compagnies de fidéicommis, états de comptes annuels, états financiers présentés par les compagnies de fidéicommis (enregistrées) dans la province de Québec, pour l'année financière finissant le 31 décembre 1930. (Document de la session no 55)

Route
transcanadienne

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1932, pour copie de tout document relatif au tracé de la route transcanadienne dans la partie est de la province de Québec. (Document de la session no 56)

Conserves alimentaires

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 235 concernant les conserves alimentaires.

Adopté.

Pont sur la rivière Batiscan
et ponts de l'Île Perrot

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La modification est importante, car auparavant, les taux de péages devaient être en conformité avec les besoins de ces ponts. Autrefois, les taux satisfaisaient aux besoins de chaque pont.

Réalisant qu'ils paient trop, on veut modifier la loi pour ne pas baisser les taux. Dans une loi adoptée en 1915 et présentée par le ministre du Travail d'alors, le premier ministre d'aujourd'hui, on lisait dans le préambule: "Considérant que les ponts de péage constituent une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture", etc. C'est cette politique que nous combattons de ce côté-ci de la Chambre, et je trouve qu'on a changé du côté de la droite.

Nous avons toujours été opposés aux taux de péage. Aussi nous ne devons pas favoriser une loi qui permet leur continuation et leur augmentation. Avec cette loi, les taux de péage pourront être fixés, sans considération pour les besoins de chaque pont. De plus, les taux pourront être augmentés, c'est une régression.

M. Sabourin (Vaudreuil): Les gens de l'Île Perrot paient trop cher et demandent au gouvernement de réduire le coût du passage pour les gens des environs, ceux qui utilisent le pont fréquemment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous serons toujours disposés à considérer les demandes des intéressés. Par ordre en conseil, nous pouvons réduire les taux.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

J.-E. Tremblay

M. Élie (Yamaska): À quel titre M. J.-E. Tremblay, commissaire du service civil, Ottawa, a-t-il reçu une licence complimantaire de chasse et de pêche, d'après la réponse du 27 janvier 1932, et sur recommandation de qui?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Comme compliments du ministre et sur sa recommandation.

Pont sur le Saint-Laurent, à Caughnawaga

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics à faire, pour et au nom du gouvernement, un contrat ou des contrats avec la corporation du pont du Lac Saint-Louis et toutes personnes pour aider et assister ladite corporation à parvenir aux fins pour lesquelles elle est créée.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter l'insertion dans ce ou ces contrats de toutes conditions non incompatibles avec la loi 18 George V, chapitre 110, qui pourraient assurer la construction du pont, son entretien, son exploitation, et en même temps mieux protéger et garantir la province à raison des obligations qu'elle assumera en vertu de ladite loi 18 George V, chapitre 110.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir tout emprunt temporaire effectué en vertu des dispositions de l'article 15c de ladite loi George V, chapitre 110, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, aux termes et conditions qu'il déterminera.

4. Que le total des emprunts de la corporation effectués tant en vertu de l'article 14 qu'en vertu de l'article 15c de ladite loi 18, George V, chapitre 110 ne pourra, en aucun temps, excéder trois millions de dollars.

5. Que toutes les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer en vertu des dispositions de ladite loi 18 George V, chapitre 110, le seront à qui de droit par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur les

certificats du ministre des Travaux publics, déclarant que les conditions du contrat ont jusqu'à date été observées, et spécifiant le montant dû.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir comment il se fait que la loi donne des pouvoirs au ministre du Travail, quand elle porte le nom du ministre des Terres et Forêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En 1928, une commission spéciale a été formée pour étudier et conduire à bonne fin ce projet. La création d'un corps public a semblé le plus sûr moyen d'assurer la construction du pont de Caughnawaga; c'est, à tout événement, celui adopté par l'état du Vermont pour un pont de péage au sud du lac Champlain, et l'état de New York pour un pont identique.

Le fait que le ministre des Terres ait été chargé de proposer ce projet semble intriguer mon honorable ami: cela ne m'étonne pas. Mon collègue, le ministre du Travail, devrait proposer cette loi. Je le remercie. Je ne vois rien là-dedans qui soit extraordinaire. En 1928, le ministre des Terres et Forêts était chargé de piloter l'entreprise et le député de Trois-Rivières n'a alors manifesté aucun étonnement. On a prétendu que la formation d'une commission était une mesure extraordinaire.

Une commission chargée de s'aboucher avec Ottawa et Québec a été formée en 1928. Elle réussit à obtenir de Québec que le gouvernement paie 50 % du coût. Le gouvernement King retarda sa réponse, et les élections survinrent. Sollicité de faire sa part, l'honorable R.-B. Bennett refusa parce qu'on projetait de faire un pont de péage et que des dépenses additionnelles furent occasionnées, dû au changement de site et des plans du pont, à la demande des départements des Travaux publics et des Chemins de fer et Canaux à Ottawa.

L'an dernier, la Commission du pont de Caughnawaga obtint que le provincial se chargeât de tout le coût, et la Législature vota un crédit à même le \$8,000,000 pour la politique des grands ponts. Cette année, on demande de modifier la loi pour autoriser une dépense de \$3,000,000.

On crie contre les taux de péage et contre la Commission, que cela n'existe pas aux États-Unis. Pourtant, la même chose s'est présentée sur le lac Champlain.

Je ne vois pas que l'on doive se scandaliser au sujet de cette commission. Lorsqu'il s'est agi de construire le pont de Montréal, le fédéral a chargé la Commission du port de Montréal de cette opération.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre nous dit que la Commission n'a rien d'étonnant. Il parle même du Vermont. Je me doutais un peu que le département des Terres s'inspirait de la politique américaine.

Le pont de Montréal a été construit par la Commission du port. Ce n'est pas la même chose.

La loi actuelle a été passée en 1928, puis amendée l'an dernier, sans que le pont soit construit. Nous avons le pont des soupirs, nous avons maintenant le pont des statuts.

Le ministre sait qu'il y a une forte opposition au pont de Caughnawaga. La Commission fait du bien à la popularité du député, mais elle ne nuit pas aux adversaires du pont, puisque celui-ci ne se construit pas. J'ai beaucoup d'estime pour l'honorable ministre, mais s'il continue à passer des lois sans faire lever une pelletée de terre, ses électeurs vont dire: Notre ministre n'a pas d'influence. C'est le grand architecte des ponts de statuts.

En effet, depuis que la Commission existe, le ministre des Terres n'a pu rien faire de plus que de modifier les statuts pour augmenter ou modifier ses droits. L'été dernier, comme on allait avoir des élections et que le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) n'avait rien à montrer à ses électeurs, il demanda au président de la Commission des eaux courantes, c'est-à-dire à lui-même, de lui avancer de l'argent pour commencer les sondages. Comme il faut maintenant payer, on demande à la Législature de payer. Cette loi retarde encore la construction du pont.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que ce n'est pas la faute du gouvernement et affirme qu'aussitôt les plans approuvés par le gouvernement fédéral, les travaux de construction débiteront probablement ce printemps.

À la demande du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), il affirme que la largeur du pont sera de 31 pieds, avec un trottoir de 4 pieds, et le reste voué à la circulation des véhicules.

M. Fisher (Huntingdon) se demande s'il ne serait pas plus sage de demander à Ottawa de contribuer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond que c'est précisément parce qu'Ottawa n'a pas voulu souscrire que le crédit est augmenté cette année. Le premier ministre Bennett a refusé de contribuer à la construction de ce pont parce qu'il ne s'agissait pas d'un pont interprovincial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce que ce pont doit être un pont de péage.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande si la somme de trois millions de dollars sera suffisante.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond dans l'affirmative.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Publication de la diffamation écrite

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite soit maintenant lu une deuxième fois.

La population de cette province est formée de races nombreuses. Les Canadiens français sont en majorité, mais toutes les minorités ont des droits égaux devant la loi, et toutes les races et les religions ont toujours été respectées et ont reçu un traitement juste et équitable.

Ce n'est que tout récemment qu'ont surgi une série de journaux à peine dignes de ce nom. Ils ont commencé une série d'articles dont le but était de semer la dissension dans la population heureuse et satisfaite de cette province. L'audace de ces journaux n'a cessé de grandir et ils semblent maintenant avoir perdu tout sens des proportions et du respect de la justice; leurs libelles et leurs rappels enflammés ne connaissent plus de bornes.

Les citoyens de toutes les classes et de toute foi religieuse qui habitent Québec ont travaillé en harmonie; ils ont uni leurs efforts pour développer notre province, afin de faire une nation canadienne dans le véritable sens du mot. Ils ont voulu que chacun bénéficie des libertés populaires. Ces journaux qui ont systématiquement attaqué les races et les croyances, et même quelques-uns des plus grands hommes du pays, ont fait tout en leur possible pour détruire ce bon esprit qui anime la population de notre province, pour détruire l'harmonie, la concorde existante et l'esprit de bonne volonté, ainsi que le respect que les peuples se portent entre eux et

qui est cher à tout le monde. Aujourd'hui, l'honneur est en jeu: pour ces journaux, l'honneur des individus n'existe plus. Il n'y a plus rien de sacré. Aucune religion n'est respectée par ces feuilles qui chaque semaine fourmillent d'articles libelleux et qui lancent à travers la province les insinuations les plus mensongères. Toute cette campagne n'a qu'un seul but, c'est de fausser la mentalité de la population de cette province contre un élément qui a toujours été soucieux de respecter les lois humaines et de se conformer aux exigences des pays où il s'est établi.

Tout récemment encore, dans une de ces feuilles, on publiait une déclaration ridicule: Les Juifs, disait le journal, ont d'après le Talmud, le droit de mettre à mort les chrétiens et de se livrer à tous les crimes que mentionne le Code criminel. C'est probablement donner à ces libelles et faussetés une importance non méritée que d'affirmer qu'ils sont un tissu de mensonges, du début à la fin, et qu'ils n'ont qu'un seul objectif, soit de stigmatiser une partie respectée de la population de cette province par le mépris, la haine et le ridicule.

L'antisémitisme n'est pas chose nouvelle dans le monde. Cependant, les campagnes antisémites ont été pour la plupart confinées à l'Europe, et la province de Québec avait été exemptée de cette plaie jusqu'à tout récemment. C'est incroyable ce qu'on a publié de sottises sur cette question: ainsi, Herman Von Strafferstein prétendait que la duplicité des Jésuites était due au grand nombre de juifs qui faisaient partie de l'ordre. Pendant un certain temps, Henry Ford subventionnait le *Dearbon Independent*, journal violemment antisémite, mais il convient d'ajouter, pour l'honneur de Henry Ford, qu'après avoir examiné les articles antisémites que publiait son journal, il en a découvert la fausseté et s'en est excusé auprès de la population juive. On me permettra de citer un paragraphe de ces excuses, qui se lit comme suit:

"C'est ainsi que j'ai été amené à étudier personnellement cette question, afin de vérifier la nature précise de ces articles. Comme conséquence, j'avoue que j'ai été profondément mortifié de constater que ce journal, destiné à faire œuvre constructive et non destructive, avait servi à ressusciter des racontars évanescents, à faire croire aux soi-disant protocoles des Sages de Sion, qui, ainsi qu'on l'a prouvé, étaient de grossiers mensonges, et que ce journal avait servi aussi à répandre l'histoire d'une conspiration des juifs pour contrôler le capital et les industries du monde, sans compter les multiples accusations d'attentat à la pudeur, à l'ordre public et à la morale."

Les protocoles de Sion, dont certains journaux de la province de Québec font état, sont reconnus par l'histoire comme un cruel et terrible mensonge inventé dans le but de diffamer la population juive entière. Dès 1925, le *London Times* publiait un exposé des protocoles et prouvait qu'ils étaient le produit de l'autocratie russe, et rien d'autre chose qu'une masse de sottises répandues par les agitateurs antisémites.

Alors que la campagne antisémite conduite par le *Dearbon Independent* aux États-Unis battait son plein il y a quelques années, voyons ce que des hommes reconnus comme les chrétiens les plus éminents en Amérique pensaient de cette campagne. Je vous donne cette déclaration intitulée: "Le péril des préjugés de races."

"Avis au public:

"Nous soussignés, nés gentils et de religion chrétienne, constatons avec un profond regret et désapprouvons la naissance dans ce pays d'une campagne antisémite organisée, conduite de la même manière que les mêmes campagnes du genre en Europe. Nous regrettons vivement la publication de volumes, pamphlets et articles de journaux, rédigés dans le but de provoquer la méfiance envers nos compatriotes d'origine juive et de mettre en doute leur loyauté et leur patriotisme. Ces publications, auxquelles on a donné une large publicité, introduisent dans notre vie politique nationale un nouvel esprit dangereux, absolument contraire à nos traditions et nos idéaux, et subversif de notre système de gouvernement. On lance un défi, et on met en péril la démocratie américaine.

"Nous protestons contre cette campagne de préjugés et de haine, non seulement parce qu'elle est injuste contre ceux qui en sont les victimes, mais aussi et surtout parce que nous sommes convaincus qu'elle est totalement incompatible avec le libre exercice de droit de citoyen américain. La conséquence logique qui résulterait de la réussite d'une telle campagne serait de diviser les citoyens dans des guerres de race et de religion, et finalement l'obligation de qualifications religieuses pour déterminer le droit de citoyen.

"La loyauté et le patriotisme de nos concitoyens juifs sont égaux à toute autre partie de notre population, et nous n'avons point à les défendre. Dès l'établissement de cette république jusqu'à la récente guerre mondiale, des hommes et des femmes de race et de foi juives ont contribué noblement à former notre grande nation et à maintenir son prestige et son honneur parmi les grandes nations du monde. Ainsi donc, une campagne antisémite dans ce pays ne peut avoir la moindre satisfaction.

"Invariablement, ou presque, l'antisémitisme est accompagné du mépris des lois, de l'autorité, et de la justice. On le trouve aussi associé invariablement avec d'autres puissances sinistres, particulièrement avec les puissances de corruption, de réaction et d'oppression.

"Nous croyons que nous ne devons pas laisser les hommes et les femmes de foi juive combattre seuls ce fléau, mais qu'il est du devoir strict des citoyens qui ne sont pas juifs, de race ou de religion, de le combattre. En conséquence, nous protestons avec véhémence contre cette propagande malfaisante, et nous demandons à nos concitoyens, nés gentils et de foi chrétienne, d'unir leurs efforts aux nôtres pour y mettre fin. Faisons un appel en particulier à ceux qui façonnent l'opinion publique, au clergé et aux pasteurs de toutes les églises chrétiennes, aux publicistes, aux professeurs, aux éditeurs et aux hommes d'État, de combattre ce mouvement d'agitation antiaméricaine et antichrétienne.

"(Signé) Woodrow Wilson, William H. Taft, Cardinal W. O'Connell, Lyman Abbott, éditeur de *Outlook*; Newton D. Baker, secrétaire de la Guerre; Bernard I. Bell, président du collège St. Stephens; William Jennings Ryan, ancien secrétaire d'État; Nic. Murray Butler, président de l'université Columbia; Charles P. Fagnani, théologien; H. A. Garfield, président du Williams College; Herbert A. Gibbons, historien; Patrick J. Hayes, archevêque de New York; John Grier Hibbon, président de l'université de Princeton; Ernest M. Hopkins, président du Dartmouth College; Thomas J. Shahan, recteur de la Catholic University of America."

Le président Calvin Coolidge, en 1925, au cours d'un congrès tenu à Omaha, disait ce qui suit: "Parmi les divers groupes raciaux, religieux et sociaux de notre population, il s'est produit des manifestations d'intolérance contre lesquelles il faut nous mettre en garde. La guerre a été une grande expérience. On n'a mis en doute ni le patriotisme ni les services rendus par qui que ce soit, à cause de sa race, de ses opinions politiques et de ses convictions religieuses. La divine Providence n'a confié à aucune race le monopole du patriotisme et du caractère. Rejetons tous ces ferments de haine."

Je crois que le temps est venu de mettre fin aux attaques infamantes contre les races, les religions et les nationalités dans la province de Québec. Nous avons des lois qui condamnent le libelle contre l'individu, mais nous n'avons aucune loi qui empêche le libelle contre une race une religion, une nationalité, bien que les conséquences dans un pays comme le nôtre, où les minorités sont nombreuses,

puissent être plus dangereuses que le simple libelle contre un individu. L'idée n'est pas nouvelle. Lorsque le Reichstag a suspendu, en 1929, l'immunité de ses députés contre les poursuites civiles, il a permis la mise en accusation de plusieurs députés qui, auparavant, sous le couvert de leur immunité, publiaient, comme directeurs de journaux antisémites, les libelles les plus horribles sans crainte de poursuites. Les directeurs de plusieurs des plus célèbres journaux de ce genre ont été traduits devant les tribunaux l'an dernier, sur plainte du *Central Verein* et ils ont été condamnés à l'amende ou à la prison. Ces condamnations ont été maintenues dans chaque cas par les tribunaux supérieurs.

L'objet du bill en discussion consiste simplement à empêcher la publication de libelles répétés et systématiques, non seulement contre les juifs, mais contre toute nationalité, toute religion et toute race. Cette loi n'autorise la réclamation de dommages par aucune des races ou nationalités qui ont été l'objet de libelles; on n'y stipule pas non plus l'emprisonnement comme pénalité, mais elle donne simplement aux juges de la Cour supérieure le pouvoir d'émettre une injonction pour empêcher les publications répétées de libelles contre toute nationalité ou race. En d'autres mots, le véritable objet de la loi est de n'édicter contre la bigoterie aucune sanction, persécution ou aide. En autant que les juifs de cette province sont concernés comme classe, la meilleure réponse contre les odieux mensonges des protocoles de Sion, c'est la Bible elle-même. Si l'on veut se donner la peine de consulter le douzième chapitre, au 49^e verset de l'Exode, on lira ce qui suit: "Il n'y aura qu'une seule loi, qu'un amendement, qu'un jugement pour toi, pour l'étranger qui vit avec toi et pour tous les peuples qui reconnaissent Dieu comme leur Père et l'homme comme leur frère."

Si ce bill est adopté, chaque propriétaire de journal, chaque publiciste garde son droit de prouver la vérité de ce qu'il a publié et l'intérêt public qui le justifiait. En d'autres mots, on ne change pas la loi commune de la défense en cas de libelle, et en autant que mes co-religionnaires sont concernés, ils ne demandent rien de plus que de donner à ceux qui les attaquent la chance de prouver la vérité de leurs assertions.

En pareil cas, aucune injonction ne sera accordée. On me permettra, M. l'Orateur, avant de reprendre mon siège, de rappeler une résolution adoptée par la Société des nations sur la protection des minorités. Il est intéressant de noter que, parmi les hommes d'État qui ont joué un rôle important

lorsqu'il s'est agi de formuler l'attitude de la Société, se trouvaient M. Aristide Briand, de France, et le sénateur Dandurand, du Canada.

La résolution se lit comme suit: "La Société des nations considère que les types de minorités suivantes devraient être protégés: les minorités de langue, de race et de religion, et la Société considère comme un devoir international d'intervenir advenant toute infraction ou danger d'infraction sur chacune des obligations à l'égard des minorités en question." (Texte de la résolution du Conseil, 22 octobre 1920)

M. Briand commente:

"Le véritable problème est de faire en sorte que les minorités, en s'assurant qu'elles préservent leur langue, leur culture, leur religion et leurs traditions, soient maintenues telles une petite famille, mais avec l'objectif d'harmoniser leurs éléments constitutifs avec ceux du pays entier. Le processus que nous devrions viser n'est pas la disparition des minorités, mais un type d'union qui favorisera la grandeur de la nation en tant que tout, sans diminuer d'aucune façon l'importance de la petite famille. C'est de cette façon que je comprends le problème des minorités.

"Il n'est en aucun cas dans l'intérêt d'un pays que quelque élément que ce soit de sa population possédant ses propres valeurs et ses propres caractéristiques ne disparaisse, et un grand pays conscient de sa force ne cherche pas à mettre en œuvre une telle disparition. Il ne cherche pas à réduire sa population à l'uniformité - au contraire la force d'un pays consiste en l'union des éléments variés de sa population sans que ceux-ci ne perdent leurs propres caractéristiques et qualités. C'est de cette façon qu'un pays se développe et acquiert sa pleine force, ce qui lui permet de prendre de l'expansion."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Je veux vous parler dans votre langue maternelle que j'ai essayé de faire la mienne, parce que je considérais que je faisais partie non pas d'une race rivale mais de la population de la province de Québec.

(Applaudissements)

En 1832, il y a cent ans, presque jour pour jour, cette Législature mit dans ses statuts - 25 ans avant que la même chose fût faite en Angleterre - une loi qui accordait égalité de droits à toute personne professant la religion juive. Le projet fut présenté par ce patriote immortel, Louis-Joseph Papineau, que son amour pour la liberté de son

propre peuple ne pouvait aveugler au point de commettre une injustice envers les autres, pas même envers l'humble juif, à cette époque numériquement sans importance dans Québec. Son amour de la liberté s'éleva au-dessus de toute considération de différends religieux, de préjugés sécuritaires et d'arguments antisémites usés. Et cette Législature, inspirée et guidée par la voix éloquente et la pureté de ses motifs, adopta cette loi qui plaçait sa province bien-aimée au premier rang des États éclairés du monde et signalait son peuple canadien-français comme une race méritant bien des historiens futurs pour son amour de la liberté pour elle-même et pour les autres.

Cent ans plus tard, en 1932, les juifs du Québec, les descendants de ceux à qui référerait le statut, se présentent devant la Législature, demandant aux descendants du même Louis-Joseph Papineau de les protéger dans leurs droits et privilèges, avec l'espoir et la conviction que les mêmes motifs purs et élevés et le même amour de la liberté prévaudront.

Depuis des années, M. l'Orateur, un état de choses s'est établi dans notre belle province, un état de choses dont on n'avait jamais entendu parler auparavant dans cette province, voulu, calculé, pour soulever les classes contre les classes, les croyances contre les croyances, et les religions contre les religions. Cet état de choses ne convient ni au vingtième siècle ni au peuple canadien-français dont le sens inné de la justice et du "fair play", et les réclamations pour la protection des droits des minorités sont devenus proverbiaux.

Une campagne antisémite a été poursuivie dans certains périodiques, campagne continue et persistante, qui rivalise en intensité et en acharnement avec celles du moyen âge, défigurant les faits, répétant des théories périmées et falsifiant des passages de notre Talmud. Et tout cela, dans quel but? Pour exposer ou tenter d'exposer les Juifs de cette province à la honte et à la haine et pour causer des dissensions dans notre population, à un moment où tous les cœurs et tous les esprits devraient être unis pour guider ce pays et le monde, à travers la période la plus dangereuse et la plus critique de l'histoire moderne.

Quelle a été la nature de ces attaques contre nous, M. l'Orateur? Ont-elles été de ces vagues allusions, ostensiblement humoristiques, recelant souvent une flèche barbelée, à nos prétendus défauts et faiblesses de race, auxquelles nous sommes devenus si accoutumés? Ont-elles été même l'assimilation plus large, plus sarcastique et plus dommageable du juif avec l'usure, la malpropreté ou

autres choses semblables, si bien connues aujourd'hui et acceptées par quelques-uns comme des vérités? Si ce n'était que cela, M. l'Orateur, aucun projet de loi tel que proposé par mon honorable collègue de Saint-Louis ne serait nécessaire. L'habitude de lire et d'entendre ces faibles nous a rendus peu susceptibles. Et ces articles dont nous nous plaignons, M. l'Orateur, ne peuvent être considérés, même dans le plus grand effort d'imagination, comme une critique loyale d'un peuple et de ses habitudes.

Nous n'avons jamais prétendu, nous, les juifs, être parfaits, ni individuellement, ni collectivement. Nous avons des défauts comme les autres peuples et dans les mêmes proportions. Nous ne sommes certainement pas au-dessus de la critique et nous ne nous objectons pas à des commentaires honnêtes et loyaux sur nos travers et nos faiblesses. Les prophètes de jadis, qui vous sont aussi chers qu'à nous, rappelaient continuellement nos fautes et nous exhortaient à des vies meilleures et plus nobles, et cependant, leur mémoire est révérencée et leurs maximes et leurs enseignements acceptés comme évangile. La mentalité des rédacteurs de ces périodiques, qui ont fait de l'antisémitisme une industrie, n'est pas malheureusement nouvelle pour nous.

Si un juif commet un vol - et nous avons le droit tout autant qu'aucun autre peuple d'avoir des criminels - ce n'est pas ce juif-là seulement qui devrait être mis en accusation et, lorsque trouvé coupable, puni. Oh! non, cela est trop simple pour ces messieurs antisémites. Tous les juifs du monde entier sont responsables, parce que jamais un juif ne fait quoi que ce soit sous sa propre responsabilité, disent avec tant de logique ces messieurs. S'il a volé, ce n'est pas parce qu'il est un voleur, mais parce qu'il est le représentant d'une organisation juive toute puissante, cachée dans quelque antre, soustraite aux regards de tous les hommes, et qui lui a enjoint de voler, afin que la conspiration générale pour voler les chrétiens et détruire la chrétienté fût poursuivie et exécutée.

Si un marchand de seconde-main juif vend à un non-juif pour cinq dollars un violon, et qu'il est subséquemment découvert que ce n'était pas un Stradivarius authentique, tel que représenté par ce juif, alors sachez tous que cette transaction avait été prévue, préparée et organisée dans un cimetière à Prague, où, une fois à tous les cents ans, les "Anciens de Sion" se réunissent, et là et alors il avait été décidé et entré dans les minutes que tel jour, à Montréal, sur la rue Craig, une transaction comme

celle-là devait avoir lieu, afin que la politique générale de voler les chrétiens soit mise à exécution. Parce que, M. l'Orateur, rien dans la vie d'un juif n'arrive jamais de soi-même, tout a été ordonné et dirigé par les Anciens de Sion. Si ces affirmations n'étaient pas tragiques, elles seraient amusantes.

C'est ainsi que l'on trouve, affichées sur les premières pages de ces périodiques, de ces "vérités" dont la suivante est un échantillon:

"Il est normal que le juif incendie, vole, pille et tue." Et ceci, semaine après semaine, et toujours accompagné de dessins et caricatures les plus hideux.

Il est permis aux juifs, disent ces périodiques - non pas seulement permis, c'est pour eux une vertu - de voler un non-juif: c'est pour eux un devoir de séduire les femmes chrétiennes; ce n'est pas un crime d'assassiner des chrétiens; et d'une manière générale, il est commandé aux juifs de commettre contre les chrétiens tous les crimes du calendrier, et ainsi entreront-ils dans le royaume des cieux.

Mais alors, ces messieurs antisémites se trouvent dans un dilemme. Comment concilier ces enseignements de voler, piller, séduire et assassiner, avec les dix commandements, ce premier code de loi donné, d'après l'Ancien Testament par Moïse? Si cet héritage des juifs - un fait quelquefois oublié, je le dis en passant - ne permet pas la commission de ces crimes, avec ses formidables "Tu ne tueras point", "Tu ne voleras point", alors, où trouver l'autorisation donnée aux juifs de faire ces choses?

Alors, que pensez-vous qu'il arrive, M. l'Orateur? Ces messieurs font une merveilleuse découverte. Ils découvrent, *mirabile dictu*, que les juifs ne croient plus à l'Ancien Testament, mais que leur croyance est maintenant concentrée dans le Talmud, et c'est dans ce Talmud que peuvent être trouvées les exhortations à voler, tuer et séduire.

Eh! bien, M. l'Orateur, je ne prétends pas être une autorité sur le Talmud, bien que j'ai dépensé la valeur de dix années de ma vie à l'étudier, mais chaque fois que je lis ou que j'entends quelque chose au sujet de la bonne entente entre les peuples, cela me rappelle une parabole de cet odieux et terrible Talmud.

Quand les enfants d'Israël quittèrent l'Égypte, alors que les Égyptiens qui les avaient poursuivis avaient été noyés dans la Mer rouge, la Bible nous dit que, conduits par Moïse et Miriam, ils entonnèrent un chant de triomphe et se réjouirent de la destruction de l'ennemi. D'après la mythologie, à ce moment, une voix du ciel se fit entendre qui dit: "Êtres humains, les Créations de mes mains sont détruites, et vous vous réjouissez, cessez."

Il fut commandé aux juifs, d'après le Talmud, de cesser de se réjouir de la destruction des Égyptiens, leurs ennemis, qui les avaient écrasés sous le talon de la persécution et qui avaient fait une tentative presque réussie de les exterminer, et ce même Talmud leur commanderait de voler, piller, séduire et assassiner des peuples et des nations amis!

La Bible, M. l'Orateur, est encore, pour les juifs, "le livre des livres", la parole de Dieu et les commandements sont aussi obligatoires aujourd'hui qu'ils le furent jamais; et le Talmud, qui est un commentaire de la Bible, ne peut contenir et ne contient rien qui soit contraire aux enseignements de la Bible elle-même, quoi qu'en dise le rédacteur du *Goglu* et du *Miroir* et malgré ses extraits faussement traduits, et malicieusement expliqués.

Maintenant, M. l'Orateur, permettez-moi de dire un mot ou deux de la "grande conspiration juive", des "Protocoles des Anciens de Sion", redécouvert par le rédacteur du *Goglu* et du *Miroir*.

Les Protocoles sont un faux vil et malicieux. Il n'y a jamais eu une organisation de juifs connue sous le nom de "Les Anciens de Sion" ou "Les Sionistes de la sagesse" - The Zionist men of wisdom - ou "Les hommes sages de Sion", ou sous tout autre nom similaire. Il n'a jamais existé un corps juif, secret ou autrement, organisé pour un objet tel que celui impliqué dans les protocoles. Le peuple juif n'a jamais rêvé de dictature juive, ou de la destruction de la religion, ou de faire obstacle à la prospérité industrielle, ou de renverser la civilisation. Les juifs n'ont jamais conspiré avec les francs-maçons ou aucun autre corps, pour aucun objet.

Depuis la destruction du temple de Jérusalem par Titus, les juifs n'ont eu aucun État politique. Pendant des siècles, ils furent forcé d'errer de pays en pays, fuyant, à la poursuite d'un refuge, n'importe où ils pouvaient le trouver, contre une persécution acharnée. Ils furent parqués dans des ghettos, dépouillés de tous droits civils ou politiques, ils furent les objets de toutes les formes possibles de l'arbitraire. Il y a un peu plus de cinquante ans que les juifs de l'Europe occidentale sont devenus politiquement émancipés.

Jusqu'au commencement de la guerre mondiale, les juifs d'Europe orientale, constituant la majorité de tous les juifs du monde, n'avaient même pas la permission d'exercer les droits de citoyenneté dans des pays où eux et leurs ancêtres avaient habité depuis des générations. La grande masse des juifs était empêchée de toute manière dans leurs efforts pour gagner leur vie. Loin de vouloir gouverner le monde, ils se contentaient de la possibilité de vivre.

Numériquement, ils constituent moins que un pour cent de la population de la terre et plus de la moitié sont aux confins de la misère. L'idée que, dans leur faiblesse, ils ont ourdi, en conclaves secrets, des plans pour saisir le pouvoir absolu et dominer les quatre-vingt-dix-neuf pour cent des non-juifs qui existent sur la terre, est une invention ridicule, la démente elle-même ne peut imaginer rien de plus absurde.

Où est l'habitat de ces soit-disant "Anciens de Sion", quel que soit le nom que l'on puisse leur donner? Où sont ces sages cachés? D'où viennent-ils? Quelle est la nature de leur organisation? Les distributeurs de protocoles sont muets sur ce sujet. D'où viennent-ils ces prétendus protocoles?

En peu de mots, les faits de ce curieux incident historique sont les suivants. Un livre russe, publié en 1905 par un officiel nommé Serge Nilus, contenait un document désigné comme "Les Protocoles des Anciens de Sion", et comportait un sommaire des procédures d'une réunion secrète d'une organisation juive qui complotait en France pour renverser la civilisation des gentils et établir un État mondial juif. Le document attira peu d'attention jusqu'après la révolution russe en 1917, alors que l'écroulement stupéfiant d'un grand pays par l'action des bolchévistes et la présence de juifs dans les rangs des bolchévistes induisirent plusieurs à chercher quelque explication simple de la catastrophe. Les Protocoles parurent fournir une telle explication, plus particulièrement depuis que les tactiques bolchevistes à plusieurs égards ressemblaient à celles soutenues par les Protocoles.

Le livre fut traduit en plusieurs langues européennes et on en fit la base de dissertations passionnées sur un prétendu péril mondial juif. L'authenticité des Protocoles fut très vigoureusement mise en question, et toute l'affaire demeura enveloppée de doute jusqu'à ce que le correspondant du *London Times* fit cette remarquable découverte: un Russe à Constantinople, qui avait acheté des livres d'un ancien officier de la police secrète russe, en trouva un dans le nombre dont plusieurs passages le frappèrent par leurs ressemblances avec les protocoles. Le correspondant, dont l'attention fut attirée sur l'affaire, trouva à l'examen que les Protocoles consistaient précisément à un plagiat grossier d'un petit livre français qu'il transmit au *London Times*. Le livre n'avait pas de page-titre, mais il fut identifié au British Museum comme un pamphlet politique dirigé contre Napoléon III et publié à Bruxelles en 1865 par un avocat français nommé Maurice Joly, et intitulé "Dialogues aux

enfers entre Machiavel et Montesquieu". Le livre avait été publié anonymement, mais l'auteur avait été immédiatement saisi par la police de Napoléon et condamné à un terme d'emprisonnement. Une seconde édition fut publiée à Bruxelles en 1868 avec le nom de l'auteur et une note sur son emprisonnement.

L'auteur des Protocoles copia simplement des Dialogues un certain nombre de passages dans lesquels on fait énoncer par Machiavel les doctrines et les tactiques de despotisme comme elles étaient alors pratiquées par Napoléon, et les mit dans la bouche d'un juif ancien imaginaire. Le document, du commencement à la fin, est grotesque dans ses absurdités.

Une analyse des protocoles fait voir à leur face qu'ils sont une fabrication et qu'ils ont dû émaner d'adversaires violents de la démocratie. Ils sont remplis de références cyniques à la révolution française et aux conceptions de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ils appuient les privilèges et l'autocratie. Ils déprécient l'instruction. Ils condamnent la liberté religieuse. Ils affirment que la liberté politique est une idée et non un fait, et que la doctrine que le gouvernement n'est que l'économe du peuple est une simple phrase. Ce sont là les doctrines auxquelles on s'attendrait de la part des protagonistes de l'autocratie. Rien ne peut être plus étranger à la pensée et aux aspirations juives que ces théories brutales de réaction. Que les Juifs, dont la vie entière a été une prière pour les bienfaits de la liberté et de l'égalité, les tiendraient maintenant en mépris, cela est inconcevable.

Tous les juifs sont des bolchevistes, et ce que le bolchevisme fait à la Russie aujourd'hui, les juifs le feront dans la province de Québec demain, dit la presse antisémite. Et cette prédiction est suivie de caricatures de dévastation, de gens affamés, de pillage, de tuerie et de misère, avec des juifs dans le voisinage et se réjouissant.

Dire que les juifs sont responsables du bolchevisme est un mensonge délibéré. Les originateurs du bolchevisme étaient exclusivement non-juifs. Il est vrai qu'il y a des juifs parmi les bolchevistes, notamment Trotsky, mais ils représentent une petite fraction des Juifs et une petite fraction des suivants du bolchevisme. Lénine, qui appartenait à l'aristocratie russe, et qui n'avait pas une goutte de sang juif dans les veines, fut le créateur comme il a été le pouvoir-moteur des Soviets. Tchichérine, qui a conduit leurs affaires étrangères, Bucharin, Krassin et Kalinin, tous non-juifs, sont, avec Lénine, le cerveau du Parti communiste.

Si les juifs devaient être condamnés à cause d'un Trotsky, qui ne s'est jamais au moindre degré préoccupé du judaïsme ou du bien-être des juifs, alors il n'existe pas et il n'a jamais existé un peuple qui ne pourrait, avec autant de droit, être condamné parce que, parmi eux, il y eut des hommes que l'on dit avoir soutenu des doctrines détestables. Le juif a été traditionnellement pour la religion, la loi, l'ordre, la famille et le droit de propriété. C'est donc le comble de la cruauté que de lui imputer la responsabilité du bolchévisme, quand les doctrines du bolchévisme, si elles prévalaient, conduiraient inévitablement à la destruction du judaïsme.

Des centaines de rabbins et d'instituteurs juifs ont été emprisonnés pour avoir enseigné à la jeunesse juive de Russie les fondements de la religion juive, et des centaines de synagogues ont été converties en clubs ouvriers. Le Soviet est partisan de l'athéisme. Le juif est partisan du monothéisme; comment concilier ces deux théories absolument contradictoires? Le logique rédacteur n'en souffle pas mot.

Si j'ai pris trop de temps à discuter ces attaques contre nous, je demande l'indulgence de cette Chambre, parce que quand les juifs de Québec ont entendu parler pour la première fois de ces imprimés malicieux, ils estimèrent au-dessous de leur dignité d'en tenir compte, parce qu'ils les considéraient comme une simple recrudescence de bigoterie et stupidité médiévale faisant voir à leur face leur complète indignité. Ces publications cependant ont été mises en circulation à un tel point qu'ils croient le temps venu, quelque humiliant que cela soit pour eux, de donner une réponse à ces libelles et aux insinuations et *inuendos* indignes qui ont été mis en circulation contre eux.

Une situation semblable à celle devant laquelle nous nous trouvons maintenant s'éleva aux États-Unis, il y a quelques années. L'antisémitisme releva sa tête hideuse, mais bientôt des citoyens de naissance gentille et de foi chrétienne, parmi lesquels Woodrow Wilson, président des États-Unis, William Howard Taft, ex-président, William Cardinal O'Connell, Evangeline Booth, chef de l'Armée du Salut, Benjamin Brewster, évêque du Maine, Nicolas Murray Butler, président de l'Université de Columbia, Patrick J. Hayes, archevêque de New York, et beaucoup d'autres, occupant des positions également élevées, lancèrent une circulaire pour dénoncer ces attaques.

Je m'arrête pour exprimer l'espoir que, dans le Québec, maintenant que toute l'affaire est exposée au grand jour, les publicistes, rédacteurs, instituteurs et hommes d'État porteront des coups à cette agitation

non-canadienne et non-chrétienne. En attendant, la province de Québec va-t-elle permettre que soit continuée la dissémination d'une littérature aussi pernicieuse, qui mine l'harmonie parmi ses citoyens?

Je suis positif que c'est l'opinion unanime de cette Chambre que ces attaques sont injustifiées, nuisibles et préjudiciables aux meilleurs intérêts de cette province. Peuvent-elles être arrêtées, avec la loi telle qu'elle existe maintenant? Cette question a été soumise aux tribunaux de notre province dans la fameuse cause de *Ortenberg vs Plamondon et al.* Sans aller dans tous les détails, qu'il me suffise de dire qu'en 1912 le défendeur Plamondon, dans une conférence publique, fit contre les juifs les mêmes attaques que celles contenues dans la presse antijuive. Là aussi, il avait été prétendu que le Talmud permettait le vol et le pillage, la séduction et le meurtre des non-juifs. Une action fut intentée, et en octobre 1913, le juge Malouin, de la Cour supérieure, renvoya l'action donnant ce qui suit comme son considérant:

"Considérant qu'il est de doctrine que si l'écrit incriminé ne contient aucune allégation ou imputation diffamatoire à l'égard des personnes, mais renferme seulement une discussion plus ou moins violente et passionnée d'opinions philosophiques, sociales ou religieuses, attribuées à une corporation, à une secte religieuse ou à une association, il ne peut y avoir diffamation."

La cause fut portée en appel et là il fut jugé que le juge Malouin avait raison dans son interprétation de la loi, car nous constatons que le juge Cross disait ceci: "Il a été trouvé par la Cour supérieure, comme question de fait, que le défendeur dans sa conférence n'a mis en question que la race juive, ses doctrines religieuses et ses pratiques sociales, et qu'il n'a pas attaqué le demandeur."

"Si ce jugé sur le fait était exact, il se peut fort bien que le jugement renvoyant l'action serait une conclusion juste en droit, mais la cour décide en faveur de l'appelant parce que, dans cette conférence, Ortenberg a été, en fait, suffisamment désigné et qu'il a, comme question de fait, souffert personnellement des dommages."

Ainsi, M. l'Orateur, on peut dire sans crainte qu'il n'existe pas de recours en droit pour la diffamation d'une race ou d'une religion, bien qu'il en existe un pour un individu. Si quelqu'un me traitait de voleur, de meurtrier ou de séducteur de femmes, je pourrais aller devant les tribunaux et obtenir justice; mais si quelqu'un dit que tous les juifs sont des meurtriers, des voleurs et des séducteurs, il n'y a pas de recours.

Nous ne nous occupons pas des juifs individuellement, ni de leur honneur et de leur intégrité, nous sommes intéressés au bon renom et à la réputation de la communauté juive. Les actions en dommages et le recouvrement de pénalités pécuniaires ne nous intéressent pas, mais nous désirons obtenir le droit d'aller devant les tribunaux de notre province et de dire à nos diffamateurs: vous avez porté certaines accusations contre nous, prouvez-les. Si vous le faites, tant pis pour nous; mais si vous ne le pouvez pas, alors vous devrez cesser de nous maltraiter et de nous diffamer. N'est-ce pas la manière d'agir digne pour un peuple digne? Le vote sur ce projet de loi sera la réponse de la province de Québec.

Par le projet de loi maintenant devant la Chambre, toute race qui est exposée à la haine et à la honte par la publication d'articles diffamatoires pourrait demander une injonction, d'après toutes les règles qui régissent maintenant les injonctions. L'auteur pourrait toujours plaider la vérité et l'intérêt public, lesquels, s'il pouvait les prouver, seraient une défense parfaite.

"Toute race" aujourd'hui veut dire les Juifs; demain, qui sait? Nous ne songeons nullement, M. l'Orateur, à empiéter sur la liberté de la presse; mais même la presse décente et honnête ne peut défendre et ne devrait pas défendre le droit de publier de la matière comme celle dont on se plaint. Une distinction doit être faite entre la liberté de la presse et la licence d'injurier et de diffamer.

J'ai confiance dans l'esprit de justice et d'équité qui anime les vrais Canadiens français, et je suis convaincu que nos concitoyens ne permettront pas que la campagne de diffamation et de libelle, qui a été lancée contre nous, continue sans réprimande et que nous demeurions sans recours. Il y a assez à faire pour nous tous dans la grande tâche de bâtir notre province commune et de développer les principes sur lesquels notre pays commun a été fondé. Ne laissons pas surgir la haine et la mésentente, là où la paix et l'harmonie, l'union et l'esprit de fraternité sont nécessaires pour perpétuer tout ce que le Canada représente et pour que tous les hommes sachent que, dans ses larges frontières, il n'y a pas de place pour l'injustice et l'intolérance.

M. Stockwell (Brome): Je veux féliciter le proposeur et le secondeur, mais je crois qu'il serait malheureux que la question des minorités fût confondue avec l'objet même du bill. Dans mon opinion, la Chambre n'a pas à considérer ici la question de la minorité.

Dans les circonstances auxquelles nous faisons face, mes honorables amis ne se présentent pas devant cette Chambre pour se plaindre qu'en tant que juifs on leur a enlevé leur propriété, qu'en tant que juifs ils ne jouissent pas de tous les droits des sujets britanniques, qu'on leur défend la pratique de leur religion ou que, de façon générale, on leur enlève des droits généralement octroyés aux autres citoyens. Et pour montrer ma bonne foi en la matière, j'ajouterai que s'ils s'étaient présentés devant cette Chambre et nous avaient dit qu'on leur avait enlevé ou qu'on refusait de leur reconnaître les droits dont je viens de parler, j'eusse été le premier à protester qu'en qualité de citoyens britanniques ils ont droit à tous les privilèges reconnus aux autres citoyens britanniques.

Mais ce n'est pas la question qui se pose actuellement. Ils se plaignent d'une injustice; ils se plaignent d'être attaqués injustement: on a organisé une campagne systématique de dénigrement. Nous sommes en face d'une question de principe. Et je dis tout de suite que je ne suis pas prêt à accorder à aucune race l'immunité contre la critique, cette race fût-elle juive, anglaise ou française, ni à aucune religion ou secte, ni à aucune doctrine ou théorie politique. Comme député de cette Chambre, je ne suis pas prêt à accorder une pareille immunité.

Si j'ai bien compris la teneur de ce bill tel que présenté devant la Chambre, elle soulève certaines difficultés. Faut-il leur accorder cette loi qui les mettra à l'abri des attaques dont ils sont l'objet? Faut-il leur donner un privilège que nous n'avons pas encore? Cela je ne suis pas prêt à le faire. À mon avis, le bill définit de nouvelles circonstances qui donnent droit à des réclamations pour dommages ou pour quelque autre pénalité en procédure civile. On demande le droit à une injonction, à titre d'amendement au Code de procédure civile.

Cela signifie que quelqu'un commet une offense, d'après nos honorables amis. Si c'est l'intention de la Chambre de définir quelque nouvelle offense, c'est une question qui devrait être soumise au Parlement fédéral sous forme d'amendement au Code criminel. Si nos honorables amis veulent créer une nouvelle offense, ils devraient présenter un nouveau statut séparé comportant des sanctions, parce que si l'injonction est déclarée permanente, elle entraînera des pénalités, une amende de \$2,000 en cas de récidive contre l'injonction déclarée permanente.

Est-ce qu'un pareil amendement au Code de procédure serait constitutionnel? Ce n'est pas à cette Chambre de déclarer que les libelles contre une race constituent une offense pénale. En général j'y suis opposé.

Nous en sommes arrivés à un point, dans notre civilisation, où un homme ne peut plus se retourner sans commettre une offense. Et pourtant, suivant l'axiome juridique du droit anglais, personne n'est coupable, tant qu'il n'a pas été trouvé tel.

Il dénonce des clauses contenues dans la loi sur l'accise selon lesquelles une personne chez qui on retrouve des produits de contrebande doit porter le fardeau de la preuve qu'elle n'est pas responsable de la contrebande, et il qualifie cette loi d'empoisonnée.

À force de multiplier les lois pénales sur toutes sortes de choses, de multiplier les lois qui ne comportent pas de crime, mais seulement une responsabilité pénale, on finit par diminuer dans la population le respect de la loi, comme, par exemple, les offenses à la loi sur la prohibition aux États-Unis. L'opinion générale est qu'aucune offense aux yeux de Dieu n'est commise ici, et il y a un danger à élargir la catégorie de ces soi-disant offenses.

Le parrain du bill a cité le *Dearbon Independent*. Eh bien, la critique de ce journal a fini par mourir en face de la critique que le journal lui-même avait provoquée. Il nous a cité les noms d'un certain nombre de citoyens américains éminents qui ont signé une protestation contre l'antisémitisme et les persécutions de race en général, et je souscris pleinement à la déclaration que ces citoyens ont signée.

Mais le député n'a pas dit que ces mêmes gens sont allés au Capitole pour demander au Congrès une loi leur accordant l'immunité contre la critique. Or, c'est ce que le bill demande à la Législature de faire.

Comme citoyens éclairés et éduqués, nous devons admettre aujourd'hui qu'il n'y a rien de neuf comme libelle contre une race qui ne soit pas déjà détruit à la lumière de l'examen et de la raison. Depuis des siècles, on a accusé l'Angleterre de perfidie et l'Allemagne d'égoïsme, et aujourd'hui que les Français ont concentré chez eux une grande partie de l'or du monde entier, les jaloux des autres nations disent que la France est accapareuse; les Écossais ont toujours été taxés d'avarice, les juifs d'usure, les Américains de vouer un culte au veau d'or, et ainsi de suite. Ils n'ont pas songé cependant, ni les uns ni les autres, à exiger des garanties semblables à celles que demandent mes honorables amis.

Si le principe de cette loi devait être adopté, alors quelqu'un citant le Marchand de Venise, de Shakespeare, où le marchand demande une livre de chair humaine, pourrait être poursuivi pour insulte à la race.

Je crains fort que ce soit ouvrir la porte à des abus plus grands que ceux que l'on cherche à réprimer. On se plaint des journaux qui font ces attaques. Mais allons donc, ils ne vont pas conduire la province de Québec ou le dominion du Canada, et toute l'affaire me paraît comme si l'on prenait un canon pour renverser un caillou. À titre d'exemple, dans certains quartiers, le mot russe est devenu synonyme de communiste. En vertu du bill du député de Montréal-Saint-Louis, un Russe pourrait protester.

Comme protestant, je ne veux pas de l'immunité contre la critique. Le Prusse protestante a été accusée d'une grande part de responsabilité dans la guerre et on a flanqué l'accusation à la face des protestants sur le monde entier. Mais ce n'est sûrement pas un fardeau très lourd à porter, comme protestant. Ce n'est pas dans mon intérêt, comme protestant, de museler toute critique, et il se peut que je trouve mon bien dans cette critique. Car nous pouvons tous nous améliorer.

La mesure proposée sera, en somme, plus dangereuse qu'utile aux juifs. L'histoire nous apprend que les libertés ont été conquises par la liberté de la presse, par la liberté de parole, la liberté de publication. Ce sont les trois grands facteurs qui ont gagné les batailles du passé. Pourquoi ferions-nous quelque chose pour menacer ces trois facteurs? Je crois qu'il est dans l'intérêt même des juifs de ne pas insister sur ce point. Rappelons-nous que ce qui est bon survivra et ce qui est mal mourra.

En conséquence, je voterai contre le bill.

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

**Amédée
Coulombe**

M. Guertin (Hull): 1. Au cours de 1931, M. Amédée Coulombe, de Saint-Gédéon-du-Lac-Saint-Jean, a-t-il reçu quelque argent du gouvernement et dans l'affirmative, quel montant et à quel titre?

2. Ledit M. Coulombe a-t-il obtenu du comité de chômage, ou de l'entrepreneur Raoul Desbiens, un contrat pour la construction d'une partie de la route Québec-Saint-Jérôme?

3. Dans l'affirmative, des soumissions ont-elles été demandées, et, si non, pourquoi?

4. En quoi consiste ce travail et quel est le montant du contrat?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui; \$64.00; à titre de contremaître.

2. Non.

3. et 4. Répondu au no 2.

Association des maréchaux-ferrants

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les honoraires payés pour le bill 93 constituant en corporation l'Association des maréchaux-ferrants de la province de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 16 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Recettes et déboursés de la province

M. Guertin (Hull): Quel est l'état des recettes et des déboursés en argent de la province de Québec: *a.* pour juillet 1930; *b.* pour août 1930; *c.* pour septembre 1930; *d.* pour octobre 1930; *e.* pour novembre 1930; *f.* pour décembre 1930; comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de chacun de ces six mois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

	<i>a. Juillet</i>	<i>b. Août</i>	<i>c. Septembre</i>	<i>d. Octobre</i>	<i>e. Novembre</i>	<i>f. Décembre</i>
Recettes :						
Ordinaires	\$6,718,242.45	\$3,426,750.64	\$3,020,659.61	\$1,715,124.58	\$3,289,857.90	\$4,236,807.74
Au compte du capital	2,456.00	23,932.02	29,783.44	4,964.60	315,083.63	126,672.25
Fonds en						
fidéicommiss, etc.	<u>459,230.49</u>	<u>317,169.95</u>	<u>352,020.78</u>	<u>206,078.27</u>	<u>275,372.58</u>	<u>186,702.86</u>
Total	\$7,179,928.94	\$3,767,852.61	\$3,402,463.83	\$1,926,167.45	\$3,880,314.11	\$4,550,182.85
Déboursés :						
Ordinaires	\$4,811,439.52	\$3,299,481.79	\$3,967,096.62	\$4,370,356.77	\$4,049,322.63	\$3,697,454.44
Au compte du capital	3,382,218.91	591,752.66	2,976,105.54	639,252.97	589,432.46	434,779.44
Fonds en						
fidéicommiss, etc.	<u>400,631.98</u>	<u>2,451,371.83</u>	<u>354,576.47</u>	<u>564,823.70</u>	<u>504,444.33</u>	<u>378,278.48</u>
Total	\$8,594,290.41	\$6,342,606.28	\$7,297,778.63	\$5,574,433.44	\$5,143,199.42	\$4,510,512.36

Touristes, nombre d'automobiles

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province en 1931?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Voir "*Statistiques des automobiles étrangères venues dans la province de Québec*", à la page 84 du rapport du ministère de la Voirie pour 1931.

**Pont sur le Saint-Laurent,
à Caughnawaga**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Les résolutions sont adoptées sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, que ledit soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

**Taux de transport des
chemins de fer**

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et les compagnies de chemin de fer concernant les taux de transport des chemins de fer dans la province de Québec.

Je voudrais soumettre quelques réflexions sur les taux de transport comparativement à ceux exigés dans les autres provinces. De toutes les provinces du Canada, Québec est dans la plus mauvaise position quant aux taux de transport.

La province de Québec est celle qui a le moins de lignes de chemin de fer par rapport à la population. Le secrétaire de la Chambre de commerce de l'Abitibi a déclaré que les taux de transport enlevaient à l'Abitibi une somme de \$100,000 qui n'est pas payée dans les autres provinces.

De Montréal à Chicoutimi, on paie \$1.08 pour des marchandises de première classe, tandis qu'il en coûte \$0.83 de Gault à Sudbury, en Ontario. On paie, en chiffres ronds, 25 pour cent de plus ici qu'en Ontario.

Ce qui nous intéresse surtout dans l'Abitibi, c'est le transport du bois. La chose est particulièrement frappante pour le transport du bois. On en est venu à payer \$12 et \$13 pour une corde de bois. À ce prix, le bois ne peut pas être exploité par les colons.

Nous sommes portés à nous demander pourquoi le transport coûte plus cher ici qu'ailleurs. Nous avons fait des démarches auprès des autorités du chemin de fer national. Nous avons été bien reçus. Mais on nous a dit qu'on ne pouvait nous accorder des réductions de taux sans en accorder aux autres provinces.

Il me semble que l'on devrait admettre que le producteur de matières premières reçoive un moyen d'opérer dans des conditions satisfaisantes.

Nous sommes à nous demander s'il y a quelqu'un qui est chargé par la province de Québec de défendre notre cause devant la Commission des chemins de fer. Il y aurait peut-être moyen d'attacher à la Commission des services publics quelqu'un qui s'intéresserait spécialement aux taux de transport.

Je désirais faire cette suggestion. Si la situation paraît assez sérieuse pour qu'on l'étudie, je croirai n'avoir pas fait perdre le temps de cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois devoir remercier l'honorable député de l'Abitibi d'avoir attiré l'attention sur ce problème. On a attiré notre attention sur le fait qu'on paie \$12 pour le transport d'une corde de bois. Ce n'est assurément pas un moyen de favoriser la colonisation. Les taux de transport sont certainement prohibitifs, surtout en ce qui concerne les colons. Devant cette situation, nous avons fait des démarches auprès des compagnies de chemin de fer. Nous avons nommé l'honorable M. Lucien Cannon, l'ancien solliciteur général, pour présenter notre cause devant la Commission des chemins de fer. Il a été chargé de se rendre à Ottawa pour obtenir des concessions. On a fait des efforts répétés pour obtenir des taux plus bas, mais la loi des taux de transport des Provinces maritimes semblait avoir une influence sur les taux du centre du Canada. Le résultat des démarches n'est pas encore connu; nous n'avons pas encore eu de réponse de la Commission. En tout cas, le gouvernement s'efforce de corriger la situation actuelle.

Nous espérons qu'on aidera nos colons, même si on doit opérer un peu à perte.

Nous voyons sur les journaux que les compagnies de chemin de fer discutent en ce moment avec leurs employés la réduction des salaires dans la proportion de 10 pour cent. Si on en vient à une décision dans ce sens, j'espère que l'on réduira les taux de transport en conséquence, afin de venir en aide aux nôtres.

Les chemins de fer nationaux font face à un déficit considérable mais, en somme, ce sont les provinces de Québec et d'Ontario qui contribuent en grande partie à combler annuellement le déficit des chemins de fer du Canadien National. Ce sont les deux vieilles provinces qui sont le plus affectées par les taxes. Malgré cela, je crois que le Canadien National devrait faire quelque chose pour les colons, devrait prendre en considération la part contributoire de Québec pour donner aux colons des taux raisonnables qui leur permettront de vivre et il créera autant de centres, de nouvelles villes qui seront pour lui une cause de richesse et de revenu. En échange, il serait juste qu'on leur accordât les réductions de taux dont elles ont besoin. Sans ces réductions, nous avons des industries qui périliteront. Il est absolument nécessaire que la province soit protégée et avantagée de ce côté.

On a dépensé beaucoup d'argent pour le chômage, mais combien l'argent du chômage aurait été employé de façon beaucoup plus utile si on avait réduit les taux de façon à aider nos colons, si les colons avaient eu des avantages pour transporter leur bois.

J'espère que, lors de la prochaine session, nous aurons des taux notablement réduits qui faciliteront aux colons la vente de leur bois.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée.

The Ladies City Mission of Quebec, vente d'un immeuble

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), que les amendes payées pour le bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931 soient remises, moins les frais d'impression et de traduction, vu que cette institution poursuit une fin charitable et patriotique.

Adopté.

Unités sanitaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 10 février 1932, sur la motion proposée le jeudi 4 février courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de documents relatifs aux unités sanitaires de cette province.

M. Francoeur (Montréal-Dorion) parle des soins donnés aux mères et aux enfants. Il signale les activités de l'hôpital Sainte-Justine pour laquelle il réclame l'aide spéciale du gouvernement. On y fait beaucoup pour la préservation de la vie des enfants.

S'il y avait des unités sanitaires dans tous les comtés, l'hôpital Sainte-Justine serait moins encombré, affirme-t-il. Il est démontré que Montréal n'a pas le nombre de lits suffisants pour l'hospitalisation des malades. Les unités sanitaires devraient être rendues obligatoires à cause du bien qu'elles sont appelées à rendre, notamment pour la préservation de notre capital humain. Si ces organismes ont abaissé de façon très sensible le taux de mortalité infantile, il importe de donner l'exemple aux autres provinces en imposant les unités, afin de leur assurer une plus grande efficacité.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) félicite les députés qui ont pris part au débat. On a dit tout le bien accompli par les unités sanitaires. Il me sera permis de dire combien l'hygiène a fait de progrès grâce à notre gouvernement, et je puis bien dire grâce au directeur du service provincial d'hygiène.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et le secrétaire provincial?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai toujours compris que le secrétaire provincial faisait partie du gouvernement... Grâce aux travaux accomplis, la mortalité générale dans la province est passée de 14.1 par mille, en 1926, à 10.7, en 1931, dans les endroits où les unités sanitaires sont établies, et 12.8 ailleurs. La mortalité infantile est tombée de 142.1, en 1926, à 107.5 en 1931 pour les comtés pourvus d'unités sanitaires, et 115.5 comme moyenne pour la province tout entière.

Au cours de 1931, les unités ont distribué gratuitement pour \$16,832 de vaccins et injecté 82,000¹ enfants contre la diphtérie. On a examiné 23,789 personnes au point de vue pulmonaire. Il y a 1,039 cliniques de nourrissons et 25,346 ont été examinés. Il y a eu 82,300 visites de faites à domicile. On a examiné 136,160² écoliers et écolières.

Le gouvernement a, jusqu'ici, dépensé \$700,000, cependant que les municipalités fournissaient \$180,000 et la fondation Rockefeller \$250,000.

J'espère que les unités sanitaires couvriront bientôt toute la province. On a parlé d'obligation. Je me demande s'il serait temps de passer une telle loi pour les rendre obligatoires. Les députés doivent plutôt s'efforcer de continuer la campagne d'éducation qui a été commencée. Le gouvernement continuera à faire son possible et intensifiera même la campagne de persuasion. L'éducation de la population n'est cependant pas suffisante pour rendre les unités obligatoires, mais le mouvement prend de l'ampleur et, dans deux ou trois ans, la province pourra posséder des unités sanitaires dans tous les comtés. Le gouvernement est encore prêt à faire tous les sacrifices nécessaires pour promouvoir l'établissement des unités sanitaires.

(Applaudissements)

M. Plante (Montréal-Mercier): Il est impossible de tout créer d'un seul coup. Mais je croyais cependant que le gouvernement passerait une loi dans le but de hâter l'organisation complète du système si heureusement inauguré dans la province de Québec. Avec la loi que je préconisais, il se serait écoulé probablement cinq ans avant que tous les comtés eussent une unité. Il nous faut comprendre qu'en retardant cette échéance nous mettons en jeu la vie d'innombrables êtres et la santé publique en général. Nous donnons de plus, aux comtés pauvres ou embarrassés par les difficultés actuelles, l'occasion de se délivrer d'un fardeau qu'elles trouvent trop lourd. Il serait admirable de faire continuer les progrès que l'on a commencé d'admirer grâce aux unités sanitaires.

Il est désagréable pour un gouvernement d'imposer des taxes, mais il est des taxes nécessaires et celles qu'aurait exigées l'application d'une telle loi eussent été parmi les plus utiles.

Qu'est-ce cependant la contribution qu'on leur demande? Il s'agit de deux sous par cent dollars, soit soixante sous pour une propriété évaluée à trois mille dollars. Cela doit-il arrêter la formation des unités sanitaires? Quelle municipalité peut refuser 100 ou 150 dollars quand cette dépense protège la vie de ses habitants?

Ne serait-il pas possible, s'il n'y a pas moyen de faire mieux, de réunir trois comtés dans une unité sanitaire? Si nous avions ces unités partout depuis quelques années, nous ne serions peut-être pas au point où nous en sommes dans le domaine de la mortalité. Il est malheureux que nous soyons obligés

d'afficher que nous perdons 60 enfants par jour. Est-il un capital qui mérite plus notre attention que celui-là?

Je suis surpris de voir qu'on ne présente pas de projet de loi. Je suis prêt à accepter toute solution qui prendra le problème en considération et en hâtera la solution. Mais je demande que l'on ne néglige rien, qu'aucun effort ne soit épargné pour protéger notre population. Le capital humain ne peut être sacrifié; il faut le sauvegarder jalousement.

Si nous n'ouvrons pas d'autres unités, il est à craindre que celles qui existent disparaissent, nous reportant à 25 ans en arrière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité des unités sanitaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas l'habitude qu'on continue le débat quand celui-ci a été résumé par le proposeur de la motion. Nous réclamerons le même privilège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Allons, nous n'avons pas l'habitude de vous empêcher de parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Même si vous le vouliez, vous n'en seriez pas capable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes tous d'opinion que les unités devraient être obligatoires. Mais est-ce bien le temps de réclamer \$6,000 par année des comtés pour le fonctionnement de ces organismes, alors que nous sommes obligés de légiférer pour étendre le paiement des dettes municipales, quand les municipalités ont de la difficulté à payer leurs institutrices? Ne rendrions-nous pas les unités essentiellement impopulaires? Nous rendrions même un mauvais service aux unités sanitaires elles-mêmes, car nous les rendrions odieuses en les imposant. C'est ce qui nous a arrêtés. Il y a des comtés qui nous disent: "Nous ne pouvons pas garder notre unité sanitaire." Allons-nous dire aux autres alors: "Vous allez en établir."

Je félicite le député de Montréal-Mercier (M. Plante) de l'excellente campagne qu'il a menée avec tant de conviction en faveur de ces organismes. Je puis l'assurer que, si les circonstances s'améliorent, ce projet sera l'un des premiers au discours du trône l'an prochain.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à certains districts électoraux;
- bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés;
- bill 69 pour promouvoir le retour à la terre;
- bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes;
- bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle;
- bill 227 modifiant la loi des assurances de Québec relativement au paiement de certaines dotations.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques;
- bill 211 modifiant la loi des cités et villes.

**Loi des
paroisses et fabriques**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Loi des
cités et villes**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 211 modifiant la loi des cités et villes. Les amendements sont lus une première fois.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité³:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Gaspé-Sud (M. Chouinard).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est la situation de l'industrie minière en ce moment?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La production a diminué en valeur d'approximativement \$41,000,000 à \$36,000,000, une diminution moyenne que l'on retrouve dans toutes les autres provinces et centres miniers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁵.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁶.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500 pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes - (Aide à la protection contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933⁷.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Paroisse
Saint-François-Xavier de Chicoutimi,
emprunt par les syndics**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les droits additionnels payés pour le bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill se rapporte à une institution religieuse.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Canada* et *La Patrie* écrivent 92,000.
2. *La Patrie* du 17 février 1932, à la page 13, écrit 136,660.
3. Pour l'étude des crédits miniers, M. A.-O Dufresne accompagne le ministre des Mines (M. Perrault). Il est remplacé par le Dr Lessard, lorsque le comité entreprend l'étude des crédits de l'hygiène publique. M. Perrault remplace M. David, absent pour cause de maladie, selon *L'Événement* du 17 février 1932, page 4.
4. \$35,000 de moins que l'année précédente, selon *La Patrie* du 17 février 1932, page 13.
5. \$30,000 de plus que l'année précédente, selon *La Patrie* du 17 février 1932, page 13.
6. \$25,000 de plus que l'année précédente, selon *La Patrie* du 17 février 1932, page 13.
7. \$2,611.20 de plus que l'année précédente, selon *La Patrie* du 17 février 1932, page 13.

Première séance du mercredi 17 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;

- bill 170 concernant modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 171 modifiant la loi de la Commission des services publics.

**Code civil,
article 44**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), demande la permission de présenter le bill 236 modifiant l'article 44 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande de documents:

**Frais d'annonces,
de publicité, d'impression et de reliure**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. Depuis la réponse à un ordre de la Chambre en date du 11 février 1931 (Document de la session 1931, no 41) jusqu'au 30 juin 1931, quels sont les noms des journaux, personnes ou compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour les frais

d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Frais d'annonces,
de publicité, d'impression et de reliure**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: 1. Depuis la réponse à un ordre de la Chambre en date du 11 février 1931 (Document de la session 1931, no 41) jusqu'au 30 juin 1931, quels sont les noms des journaux, personnes ou compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour les frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers. (Document de la session no 57)

Demande de documents:

Le Soleil limitée

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: À quelle date ont été payées les diverses sommes que Le Soleil limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1930-1931, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.

Adopté.

Dépôt de documents:

Le Soleil limitée

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: À quelle date ont été payées les diverses sommes que Le Soleil limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1930-1931, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé. (Document de la session no 58)

Questions et réponses:***L'Abeille, L'Abeille et l'Érable
et L'Abeille enregistrée***

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À quelle date ont été payées les diverses sommes que *L'Abeille* ou *L'Abeille et l'Érable*, ou L'Abeille enregistrée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1930-1931, avec indication dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Aucun montant n'a été payé durant l'exercice 1930-1931.

***Bulletin de la ferme,
Bulletin de la ferme limitée***

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À quelle date ont été payées les diverses sommes que le *Bulletin de la ferme*, ou le Bulletin de la ferme limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1930-1931, avec indication dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Services divers:

Services divers: 1930 août, 22, \$6,000.00.

Département de l'Agriculture: 1931, janvier, 21, \$150; février, 26, \$150; mars, 18, \$2.64; avril, 20, \$2.64; mai, 4, \$166.75; mai, 21, \$2.31; juin, 9, \$0.60; juin, 30, \$150.

Département de la Colonisation, Chasse et Pêcheries: 1931, mai, 8, \$9.00.

Département de la Voirie: 1930, juin, 23, \$6.00.

Demande de documents:***État de dépenses, colonisation,
comté de Drummond***

M. Barré (Rouville) propose, qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Drummond, du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement; 2. *a.* Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argents octroyés par le ministère de la Colonisation; *b.* Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; *c.* Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu.

Adopté.

Crédit agricole

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 26 janvier 1932, sur la motion dont elle a été saisie le mardi 12 janvier dernier:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de correspondance, documents, etc., relatifs à l'établissement d'un système de crédit agricole en cette province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai reçu, de même que tous les députés de cette Chambre, copie d'une décision prise le 12 février¹ dernier, par l'Union catholique des cultivateurs. Cette résolution parle par elle-même. Dans cette résolution, l'Union catholique des cultivateurs, après avoir constaté que le crédit rural s'impose, que les banques ne peuvent prêter à long terme, que les caisses populaires ne sont pas assez nombreuses, et que le gouvernement ne semble pas devoir adopter de mesures réparatrices, malgré l'assurance qu'il en avait donné dans le discours du trône, l'Union catholique des cultivateurs proteste contre l'inaction du gouvernement et annonce que, si l'on n'adopte aucun système, un grand nombre de cultivateurs vont être acculés à la banqueroute.

Il cite le texte du discours du trône qui a trait au crédit agricole.

Tous les députés qui ont parlé sur cette question ont reconnu la gravité de la situation, se sont accordés à dire que nous avons besoin d'un système de crédit agricole pour aider les cultivateurs; ils ont dit qu'il fallait agir sans retard, si l'on voulait empêcher un désastre. Or, nous sommes aux tout derniers jours de la session, et non seulement il n'y a rien de fait, mais le ministre de l'Agriculture déclare dans les journaux qu'aucun système de crédit agricole ne sera adopté à la présente session.

Je tiens à enregistrer ma protestation. La situation dans les campagnes est si grave que, si les créanciers exigeaient immédiatement la remise de leurs créances, la moitié des cultivateurs seraient mis en faillite.

On dit que le système actuel est défectueux, soit parce qu'il établit une mauvaise répartition de l'évaluation quand il s'agit de prêt, soit par l'enchevêtrement des titres de propriété. Il en est même qui ont critiqué le gouvernement fédéral. Aux députés qui réclamaient un nouveau crédit agricole, le premier ministre aurait répondu que l'on attendait de savoir quelle attitude prendrait le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas ce que disait le discours du trône.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne parle pas du discours du trône. Mais, puisque vous abordez le sujet, le discours du trône parlait de l'établissement d'un nouveau crédit agricole.

Je tiens à relever des observations désobligeantes à l'égard du fédéral, et notamment à l'égard du ministre des Postes. On a reproché à l'ancien chef de l'opposition de ne pas avoir corrigé la loi. La première chose que le ministre des Postes a faite en arrivant à Ottawa a été de se rendre au ministère de l'Agriculture. Là, il a appris que le gouvernement provincial n'avait encore rien demandé. Le gouvernement provincial, qui a adopté des motions pour demander au gouvernement fédéral d'amender sa loi, n'a même pas pris la peine de les communiquer à Ottawa.

En tout cas, le gouvernement connaît la situation; il sait qu'elle est particulièrement grave et que, s'il n'agit pas, 30 pour cent de nos cultivateurs seront obligés de partir. On parle du retour à la terre comme remède à la crise du chômage, mais le meilleur système serait avant tout de garder sur la terre ceux qui s'y trouvent déjà, et de prendre les moyens de les aider. Ce sera un moyen sûr d'enrayer l'exode vers les centres urbains.

Le député d'Abitibi (M. Authier) a suggéré une commission pour ceux qui étaient dans le besoin, mais, comme les autres suggestions, elle n'a pas été considérée. Le gouvernement semble avoir décidé de ne rien faire, et toutes suggestions seraient inutiles. J'ai voulu quand même dégager ma responsabilité et enregistrer ma protestation dans cette Chambre. Tous les députés de cette Chambre pensent comme moi, j'en suis sûr. Il serait inutile d'insister davantage, et j'espère que nous n'aurons pas trop à regretter l'incurie du provincial.

M. Taschereau (Bellechasse): Plusieurs députés ont parlé sur le problème du crédit agricole et le débat soulevé aura, je crois, d'heureux résultats.

Je me demande comment le député de Deux-Montagnes peut reprocher au gouvernement provincial de n'avoir rien fait. S'il n'y a pas un nouveau crédit agricole, je crois que c'est au gouvernement fédéral que l'on doit s'en plaindre, lui qui est au pouvoir depuis dix-huit mois.

M. l'Orateur, je m'accorde avec les orateurs qui m'ont précédé. Les cultivateurs traversent une crise peut-être plus grande que les ouvriers des villes. Ils n'ont pas d'argent, et dans des cas trop nombreux,

ils doivent des arrérages de taxes municipales, scolaires, des redevances de fabriques. En plus, en dépit des promesses dorées de M. Bennett, les produits de la ferme ne se vendent pas et jamais le lait, les œufs, le beurre et les animaux ne sont descendus à des prix aussi bas. C'est pour cela que les cultivateurs ressentent à ce point la crise.

Nos cultivateurs auraient besoin de fonds pour faire face à la crise. Mais il leur est impossible d'avoir de l'argent. C'est probablement le grand mal dont souffrent actuellement nos cultivateurs. Si un cultivateur veut emprunter aux caisses populaires, elles vont lui répondre que leur actif est gelé dans des prêts à long terme du même genre. Les banques ne peuvent prêter à long terme, car la loi leur défend de prêter sur hypothèque. S'il s'adresse au crédit agricole fédéral, la même déception l'attend, car le système fonctionne mal; le gouvernement fédéral n'a pas d'argent à prêter à la Commission du crédit agricole, puisqu'il annonce un déficit important. Aussi, les demandes de prêts au crédit fédéral traînent en longueur, sont oubliées et finalement n'aboutissent à rien.

Devant cette situation, il importe de se demander s'il ne faut pas faire quelque chose. Et cependant il y a de l'argent de disponible quelque part. Le cultivateur ne sait pas où s'adresser pour avoir de l'argent. On se demande s'il n'y aurait pas lieu de faire quelque chose. Mais, la difficulté est que les prêteurs hésitent à prêter sur hypothèque à la campagne pour de longs termes. Cette tendance est très marquée depuis dix ans.

En 1921, les compagnies d'assurances avaient prêté à la campagne \$68,000,000, et dans les villes \$76,000,000. Or, en 1930, les compagnies avaient prêté à la campagne \$74,000,000 et dans les villes la somme de \$343,000,000. Ce qui signifie que l'augmentation du prêt avait été de \$6,000,000 pour la campagne et de \$267,000,000 pour les villes. L'argent a donc été drainé dans les villes, pour la construction de gigantesques bâtisses, maisons de rapport, gares, immeubles à bureaux, etc., avec le résultat que la campagne n'a rien eu. C'est une des causes importantes de la crise économique à la campagne.

Quel est le remède? Il faut évidemment aider le cultivateur, lui procurer les fonds nécessaires pour qu'il cultive la terre. Or, si le gouvernement fédéral n'a pas d'argent à prêter, et je me demande comment il pourrait en avoir avec un déficit de \$80,000,000², comme l'a annoncé M. Bennett, le gouvernement provincial n'en a pas davantage. Cependant, il y a de l'argent disponible.

Les banques en regorgent. Les compagnies d'assurances, les compagnies de fiducie, les administrations de successions ne demandent pas mieux que de faire des prêts à long terme, si la garantie de remboursement est suffisante. Or, si l'on pouvait établir une relation plus étroite entre le cultivateur et les prêteurs, il serait possible de trouver de l'argent à emprunter. Il faudrait créer ce contact, cette coopération.

Mais si le cultivateur est allé à la caisse populaire, au crédit agricole fédéral, à la banque, à son voisin et s'il n'a rien eu, où va-t-il aller?

Pour en arriver à une solution pratique, il n'est pas nécessaire de créer un crédit agricole provincial, mais s'il existait une commission de crédit agricole nommée par le gouvernement, dont le rôle serait d'emprunter de l'argent et de le prêter aux cultivateurs de la province, je crois que, ce jour-là, une loi bienfaisante aurait été passée.

L'emprunteur aurait à la fois la garantie hypothécaire sur la terre du cultivateur et la garantie de la commission gouvernementale.

De cette façon, le gouvernement n'aurait pas à déboursier le montant prêté et le prêteur moins hésitant prêterait volontiers avec de pareilles garanties; le cultivateur pourrait obtenir l'argent dont il a besoin, sans grever le budget de la province de Québec. Le prêteur pourrait avoir un taux raisonnable sans crainte de perdre son avoir.

Le cultivateur saurait désormais où s'adresser et le prêteur, au lieu de perdre son argent dans des spéculations hasardeuses, pourrait trouver un placement de tout repos. Un contrat s'établirait entre celui qui peut disposer de capitaux et l'habitant de nos campagnes. Les craintes et les hésitations disparaîtraient.

Ce n'est d'ailleurs rien de nouveau; vous déposez dans une compagnie de fiducie à Montréal \$1,000 ou \$10,000 et vous dites: "Prêtez cet argent". Le trust garantit l'emprunteur et le trust fait des profits. Ne croyez-vous pas que la province pourrait faire en grand ce que les compagnies, prenons en exemple le fonctionnement du Guarantee Trust, font en petit à Montréal et aider les cultivateurs à conserver leurs terres? Pour ma part, je favoriserais un tel système.

Notre agriculture trouverait là un moyen de sortir de ses difficultés. Ce serait la prospérité pour nos campagnes qui reviendrait et qui assurerait la prospérité des villes sans affecter le budget provincial. Le cultivateur plus attiré vers la terre songerait moins à aller vers les villes.

(Applaudissements)

M. McDonald (Pontiac): L'opinion semble unanime à l'effet que le prêt agricole fédéral ne fonctionne pas de façon satisfaisante dans la province de Québec. On prête ici très peu d'argent.

Il (M. McDonald) affirme cependant qu'il n'est pas de l'avis du député de Bellechasse (M. Taschereau), puisqu'il voit d'un meilleur œil la fondation d'un crédit rural provincial. Il donne le crédit ontarien comme exemple.

En Ontario, dit-il, le crédit agricole fonctionne bien. Le 1^{er} octobre 1931, ce crédit agricole avait avancé \$42,000,000 par prêts de \$5,000 ou plus. L'intérêt est de 5½ %. Comme l'argent lui est fourni par le gouvernement de la province à 4½ %, la Commission trouve le moyen de satisfaire aux frais de l'administration. Depuis dix ans qu'il fonctionne, le crédit agricole ontarien n'a rien fait perdre au gouvernement, et il se trouve en possession d'un surplus de \$648,000³.

Les temps sont durs, les gouvernements doivent être prudents. Mais la situation de l'agriculture est sérieuse et il faut absolument que l'on vienne à son aide. Il y a beaucoup de difficultés dans le fonctionnement du crédit agricole, mais il faut faire notre possible.

Il cite le *Financial Post* qui donne des statistiques sur les prêts de l'Investment Ass. Cy. à la campagne et dans les villes. En 1921, cette compagnie a prêté dans les campagnes \$68,000,000 contre \$74,000,000 en 1930; dans les villes \$76,000,000 en 1921 contre \$343,000,000⁴ en 1930.

Les prêteurs ont tendance à concentrer leurs prêts dans les villes plutôt que dans les campagnes. C'est une raison de plus d'entendre les demandes des cultivateurs et de leur prêter secours. Je suggère que les gouvernements interviennent auprès de ces compagnies au bénéfice des cultivateurs.

M. Fisher (Huntingdon): Il est inutile de répéter que les agriculteurs de cette province font face à une situation grave dans la crise actuelle. Ils ne demandent pas la charité, mais seulement une aide légitime pour qu'ils puissent tenir jusqu'à ce que la prospérité revienne.

Dans mon comté, les cultivateurs ont besoin de l'assistance du gouvernement. Le crédit agricole fédéral ne fonctionne pas de façon satisfaisante dans notre province. Il y a de grandes fermes dans mon comté, et je ne sais pas comment leurs propriétaires s'en tireront. Un grand nombre d'entre eux sont dans une situation financière difficile. Les dettes sont pesantes, et ils n'ont pas d'argent pour répondre à leurs obligations.

Il y a quelques années, quand quelqu'un avait de l'argent à prêter, il considérait que prêter au cultivateur c'était faire un bon placement. Mais aujourd'hui, la situation est changée. Personne ne veut prêter aux cultivateurs, et ceux-ci se trouvent dans une situation embarrassante.

Ils réussiront à se tirer d'affaire. Mais, si le gouvernement n'est pas prêt à leur octroyer un taux d'intérêt qu'ils seront en mesure de payer, il est inutile de créer une commission de crédit agricole, car en raison de la tendance à la baisse des prix de tous les produits agricoles, les cultivateurs sont incapables de se plier aux conditions des prêteurs et de faire face à des charges aussi lourdes que celles qui existaient en des temps plus prospères. Les cultivateurs ont besoin d'intérêt raisonnable, et je crois que le gouvernement devrait faire quelque chose pour venir en aide aux cultivateurs.

M. Dugas (Joliette): La Chambre étudie présentement le problème le plus grave. Le cultivateur est sérieusement affecté par la crise et il demande du secours. Toute la députation voudrait aider la classe agricole, mais on ne s'entend pas sur les moyens à prendre. Pour ma part, je m'étonne que l'on prône un système de crédit agricole provincial parce que trop de cultivateurs ont des terres hypothéquées plus qu'à leur valeur et qu'ils ne pourraient par conséquent emprunter. Les trois quarts de ceux qui réclament un crédit ont des terres hypothéquées plus qu'à leur valeur et c'est un cri politique que leur faire croire en la vertu d'un crédit provincial. Il n'est pas possible de trouver un prêteur qui voudra avancer de l'argent au cultivateur pour une valeur supérieure à celle de la terre à qui il prête. Un crédit agricole serait inutile pour ces personnes. Cela vient de ce que leurs fermes ont été achetées ou qu'ils ont contracté leurs emprunts à une période de hausse. Leurs hypothèques les empêchent aujourd'hui de prendre d'autres emprunts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député ne croit-il pas que le prêt agricole serait le moyen d'améliorer l'évaluation?

M. Dugas (Joliette): On ne peut prêter au cultivateur parce que sa terre a été hypothéquée alors que le prix des terres était le plus élevé.

Le système fédéral est bon en soi et l'on pourrait le corriger. Ottawa a devant lui mieux qu'une résolution, bien mieux qu'un morceau de papier; il a devant lui celui qui proposait la résolution avec de grands éclats de voix. Je m'étonne même que

l'ancien chef de l'opposition n'ait pas élevé la voix à Ottawa pour réclamer les corrections suggérées en cette Chambre.

Je m'inscris en faux contre ceux qui célèbrent sans restriction les louanges du crédit agricole d'Ontario. En fait, les taux sont plus favorables dans la province de Québec qu'en Ontario. Par suite de l'initiative prise par le gouvernement provincial l'année dernière, nos cultivateurs ne paient que 5 %, tandis que les Ontariens doivent payer 5½ %. Pourquoi alors nous donner l'exemple de l'Ontario.

Si un système provincial n'est pas la solution à apporter, il faut tout de même suggérer un moyen. Pour ma part, je crois qu'on devrait établir un moratoire, comme en Ontario et en Alberta, afin d'éviter que les créanciers ne profitent de la crise pour mettre les cultivateurs dans le chemin.

Nos cultivateurs empruntent par hypothèque. Lorsque l'échéance arrive, on continue l'emprunt. Nous avons une proportion d'hypothèques qui sont échues, payables à demande. Les gens qui sont ainsi engagés sont exposés à se voir poursuivre du jour au lendemain. Il faudrait établir en faveur du débiteur une protection contre son créancier. Il faut empêcher que de bons cultivateurs soient forcés d'abandonner leurs terres.

L'an prochain, peut-être que le ministre pourrait adopter le système de l'Alberta⁵. Un directeur est nommé avec droit d'enquêteur sur les créances et d'empêcher la vente d'une terre par un créancier trop exigeant. De cette façon, on garde le cultivateur sur sa terre. Le créancier ne perdra rien, mais on le force à attendre quelque peu.

On me dira que c'est injuste pour le créancier. Non pas! Car le créancier a le privilège de s'adresser au même directeur pour réclamer d'être payé. Si le directeur estime que le cultivateur est négligent, le directeur peut autoriser la vente et le remboursement.

Tandis qu'Ontario prêtait aux cultivateurs et leur faisait payer 80 pour cent de certains grands travaux, dans Québec, le gouvernement versait des millions pour les routes, pour l'entretien des écoles, etc... Il est donc injuste de dire que le gouvernement n'a rien fait pour la classe agricole parce qu'il n'a pas établi de crédit agricole provincial. D'ailleurs, les cultivateurs l'ont bien compris, et ils se sont prononcés le 24 août dernier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le malaise agricole existe, il n'y a pas de doute là-dessus. Un crédit rural s'impose, le discours du trône le mentionne. Doit-on le créer? Tout le monde admet que l'industrie est la base de la structure économique.

Lorsque cette base est en danger, il faut lui venir en aide. Je regrette que l'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau) ait consacré une partie de son discours à chercher noise au gouvernement fédéral.

M. Taschereau (Bellechasse): Je répondais à l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que le député a consacré la majeure partie de son discours à blâmer le fédéral.

Un mot d'histoire. Le crédit agricole fédéral a été créé par M. King, mais surtout en faveur des provinces de l'Ouest. Les formes de garanties exigées (50 pour cent en hypothèque sur les champs et 20 pour cent sur les immeubles) en sont une preuve. Le taux d'intérêt a été peut-être trop élevé. Après la mise en force de ce crédit, le gouvernement King a nommé une commission pour administrer la loi. Si quelque chose ne va pas, ça ne dépend pas de l'administration de M. Bennett. Il n'y a donc rien à reprocher au gouvernement actuel.

La loi a été passée en 1922. Le provincial se devait d'aider à son application. Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait en faveur du crédit agricole depuis 1928? Il avait le droit d'améliorer la loi en mobilisant un revenu suffisant pour diminuer le taux d'intérêt. Il aurait pu atténuer la crise dans une large mesure. Ce n'est que l'an dernier qu'il s'est décidé à faire quelque chose en payant une partie du taux de l'intérêt. Aujourd'hui, les cultivateurs attendent une solution.

On a attaqué le ministre des Postes, M. Sauvé, parce qu'il ne change pas la loi fédérale. Pourquoi demander au fédéral de faire dans un an ce que le provincial n'a pu faire dans quatre ans? Je comprends que c'est un compliment.

L'honorable député de Bellechasse dit que la cause de la crise réside dans le manque d'argent. Ce qui manque, c'est la confiance. Les prêteurs ont été habitués à croire que le développement industriel devait primer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député croit-il que la loi de faillite a affecté le crédit?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle a été passée par les amis de l'honorable ministre.

La province doit marcher sur une base d'affaire. Je ne suis pas d'avis que la province doit tout faire. Mais l'État a des moyens et des ressources

pour aider les cultivateurs et il devrait s'en servir. Il devrait au moins combler les lacunes de la loi fédérale.

Une autre cause de la crise, c'est que trop de privilèges non enregistrables ont été accordés qui passent avant les hypothèques.

Le provincial devrait au moins payer les frais d'inspection, les frais d'administration, et abolir les frais des actes d'enregistrement ou du moins les réduire sensiblement. Les frais d'enregistrement sont trop considérables. Une réduction dans ce sens a été réclamée par l'opposition dès 1928. On faciliterait d'autant l'application de la loi fédérale. Je voudrais avoir l'opinion du ministre de l'Agriculture à ce sujet.

J'espère que cette question sera envisagée sans cachet politique. Si j'ai pu faire quelques allusions politiques, c'était pour rétablir les faits.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je remercie le député d'Iberville (M. Lamoureux) d'avoir soulevé cette question. Nous avons constaté la sympathie de toute la Chambre pour l'agriculture. Cette discussion nous a donné l'occasion de voir combien cette Chambre s'intéresse à la classe agricole.

Je voudrais dégager la responsabilité du gouvernement en rapport avec la crise actuelle. Quand un député tient le gouvernement responsable de la crise, ce député est dans l'erreur. Il devrait plutôt remercier le gouvernement de n'avoir pas donné au cultivateur depuis dix ans des facilités plus grandes de s'endetter davantage, de n'avoir pas multiplié les faillites de crédit qui sont la ruine de toutes les classes et une des plus grandes causes de la crise actuelle.

Ce qu'il y a eu depuis dix ans, ça été l'excès de crédit pour achat de meubles, de machines aratoires, des automobiles, et aujourd'hui, on ne peut plus rencontrer les obligations contractées en temps de prospérité. Il en a été de même d'ailleurs dans les villes. Nous avons vu le crédit accordé à des facilités extraordinaires.

Aujourd'hui les cultivateurs ont besoin de crédit, mais il ne faudrait pas entendre par là un crédit d'État. Car tous les agriculteurs n'ont pas besoin d'argent, et parmi ceux qui en ont besoin, beaucoup peuvent s'en procurer par eux-mêmes. Ceux qui réclament le crédit d'État n'ont plus aucune garantie à offrir. Un crédit agricole d'État ne pourrait les satisfaire parce qu'ils ne pourraient l'utiliser; pour ceux-ci, il n'y a rien à faire.

Il est malheureux que les cultivateurs fassent faillite. Mais il ne faut pas que le gouvernement engage des crédits qui seront engloutis sans utilité.

Chacun des dollars dépensés par le gouvernement doit faire l'objet d'une comptabilité exacte. Il faut que les députés sachent où vont les sommes engagées.

La question n'est pas nouvelle.

En 1922, une enquête générale a été faite sur ce problème au comité de l'agriculture, justement au lendemain d'une crise comme celle que nous traversons. On a posé la question à savoir s'il était avantageux pour les cultivateurs d'instituer un crédit agricole provincial. Tous les experts ont été interrogés, y compris les missionnaires agricoles, les techniciens, etc. On a répondu que ce serait rendre un mauvais service aux cultivateurs. Croit-on que ces prêtres n'aient pas à cœur l'intérêt de la classe agricole? En 1932, il n'est pas avantageux que le gouvernement fasse un excès de paternalisme en faveur d'une classe au détriment d'une autre. Les cultivateurs peuvent régler eux-mêmes leur problème.

Pourquoi instituer un système qui, dans les autres provinces, sauf en Ontario, a été un désastre. Et dans Ontario même, la situation commence à être moins favorable. Ontario, lui, ne prête plus d'argent parce qu'il n'en a pas le moyen. En 1929, en 1930 et en 1931, on a enregistré des pertes et j'apprends même que la Commission a cessé de prêter dernièrement. Il est tôt pour juger de la Commission provinciale de l'Ontario. Elle a aujourd'hui à sa charge plusieurs fermes qu'elle a dû reprendre. Le gouvernement a été prudent de ne pas établir un système de crédit provincial.

Pourquoi la province de Québec serait-elle à l'abri des dangers que comporte ce système? Au reste, on veut le crédit d'État dans l'espoir de payer un taux d'intérêt moins élevé et parce que l'on prétend manquer d'argent. On dit que les cultivateurs vont avoir plus de fonds. Mais, ailleurs, les prêteurs ont réduit leurs prêts avec le système de crédit provincial. Dans les autres provinces, on a été incapable de payer ce que l'on paie actuellement dans le Québec. D'ailleurs, à mon avis, le système fédéral est bon, c'est le meilleur système en dépit de ses inconvénients. Je ne crois pas cependant qu'il ait été très utile, parce qu'il a tué le crédit du cultivateur. Je crois même qu'il ne peut prêter à moins de 7 % à cause des autres provinces.

Ce sont les cultivateurs qui payent, et ils n'étaient pas anxieux de voir ici deux systèmes. Ils ont réclamé la réduction du taux d'intérêt. Il est difficile pour le fédéral d'accorder cette réduction. C'est la seule différence, celle du taux, qui existe ici avec les autres provinces. Le taux d'intérêt ici a été rendu plus facile que partout ailleurs.

Les cultivateurs n'ont pas que cette source de crédit. Outre les octrois, ils jouissent de prêts par leur association à un taux beaucoup plus bas que celui que l'on suggère.

Le meilleur système, ce sont les caisses populaires telles que nous les avons dans la province de Québec.

Que faire alors?

Il est faux de prétendre que le gouvernement provincial n'a rien fait.

La province de Québec a tout d'abord à sa disposition le crédit agricole créé par le gouvernement fédéral. C'est un système qui n'offre pas les dangers du crédit provincial. Cependant, on a constaté qu'il a fait tort aux autres prêteurs.

Il faudrait le modifier pour le rendre plus utile à nos cultivateurs. En premier lieu, le pourcentage de la valeur garantissant le prêt devrait être porté plus haut. Et cela devient facile maintenant que les valeurs mobilières ont subi une forte dépréciation.

La province paie une partie de l'intérêt, de sorte que le cultivateur ne paie plus maintenant qu'un intérêt raisonnable. De 6½ %, il est passé à 5 % pour les nôtres.

On peut faire autre chose. Nous travaillerons à rendre l'éclaircissement des titres moins coûteux et plus facile en nommant un, deux ou trois hommes à cette fin.

Mais le crédit par excellence, celui que je tiens à recommander par-dessus tout autre, c'est celui des caisses populaires. Depuis dix ans, il s'est perdu des millions dans la province parce que les cultivateurs prêtaient à des organisations qu'ils ne contrôlaient pas. Et je me réjouis de ce que la Fédération des caisses populaires vient d'être formée. Cet organisme manquait. Il existe maintenant et nous allons lui accorder toute l'aide possible pour lui permettre de répandre les caisses. Le gouvernement se propose de mettre à la disposition des caisses populaires une somme de \$20,000. Nous paierons les frais de propagande, la formation des gérants, l'inspection des caisses.

Cette inspection sévère est nécessaire; c'est la garantie du bon fonctionnement de ces organismes. Mais il faut que cette inspection soit faite indépendamment de la politique, par la fédération elle-même. Le gouvernement ne fera que payer les frais d'inspection.

Oui, j'ai foi dans les caisses populaires qu'on semble trop ignorer. On oublie qu'elles ont prêté \$52,000,000 depuis 15 ans et, qu'au cours de 1931 seulement, elles ont prêté \$3,000,000. Ce système est le meilleur qui existe au Canada.

Elles ont encore \$10,000,000 de disponibilité. Ce système a obtenu un grand succès dans les pays d'Europe, et là où il a fonctionné en même temps qu'un système d'État, ses résultats ont été meilleurs que ceux du système d'État.

On a été unanime à recommander comme remède ici l'usage des caisses populaires.

On nous demande et j'en suis surpris, d'aider les cultivateurs en nous introduisant dans leurs affaires. C'est un mauvais service à leur rendre. Le gouvernement aide les cultivateurs qui veulent s'aider. Au lieu de les pousser au mécontentement par des récriminations perpétuelles contre le gouvernement, on ferait mieux de les encourager à utiliser les moyens mis à leur disposition. Tant que le système des caisses populaires n'aura pas été reconnu inefficace, nous ne sommes pas prêts à l'abandonner.

Nous n'entendons pas nous arrêter là. Nous ne sommes pas infailibles. Nous essayons actuellement un système. Nous l'avons pris sur le conseil d'experts. Nous ne pouvons dire encore s'il est parfait. Nous le verrons aux résultats. Si nous n'obtenons pas de bons résultats, nous essaierons autre chose.

Avec notre système, nous aurons enlevé les obstacles au prêt agricole. Quant à la question des enregistrements, le gouvernement l'étudie.

Le cultivateur s'il le veut, est capable de résoudre ce difficile problème. Que nos agriculteurs se pressent les coudes, qu'ils coopèrent, et les caisses populaires se multiplieront et leurs bienfaits se feront sentir dans un plus grand rayon.

Je crois qu'en mettant de côté l'opinion de tous les experts, on fait fausse route. La solution vraie et utile ne peut être obtenue de cette façon.

Nous espérons qu'en nous employant activement à alléger la misère de nos cultivateurs, nos efforts ne seront pas inutiles et que nous contribuerons au maintien et à la prospérité de l'agriculture dans la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si la Chambre veut me prêter un peu d'attention, pendant les minutes qui restent, je désirerais ajouter quelques mots, bien que mon collègue, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), ait couvert tout le terrain.

Si le gouvernement réalise que les cultivateurs ont besoin d'aide, et il veut les aider encore plus qu'il ne l'a fait dans le passé, bien qu'il ait fait beaucoup pour eux, nous pouvons les aider de deux manières. Nous avons en effet commencé, il y a longtemps, à alléger le fardeau qui pèse sur les épaules des cultivateurs. Nous avons construit et

entretenu leurs chemins, leurs écoles, entièrement dans bien des cas et dans une forte proportion dans d'autres; nous leur avons donné des octrois pour payer leurs instituteurs et institutrices, des octrois pour les labours, des primes de résidence, des grains de semence, etc. Peut-être n'est-ce pas suffisant? On nous demande maintenant d'instituer un crédit agricole, et l'on nous parle des autres provinces.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la question du crédit agricole est à l'affiche. On nous parle toujours des autres provinces. On nous dit que tout y est beau. Mais le crédit agricole a été essayé ailleurs et ça n'a pas produit les résultats qu'on en attendait. Le *Financial Post* nous dit que toutes les provinces qui ont adopté le système de crédit agricole ont connu le désastre. La Colombie-Britannique, de l'avis de son trésorier, n'enregistre cette année un déficit qu'à cause du crédit agricole. Sans le crédit agricole qui lui cause un déficit de \$2,000,000, la Saskatchewan aurait annoncé un surplus de \$1,000,000. En Ontario, la Commission du prêt agricole a suspendu ses prêts parce qu'il n'y a plus de fonds. De plus, \$29,000,000 sont dus à l'Ontario.

Nous avons l'expérience des autres provinces pour nous dire d'y aller doucement. Savez-vous que, le premier novembre dernier, 40 pour cent des intérêts dus en Ontario⁶ n'ont pas été payés? Cependant, Ontario prend toutes les précautions possibles: on se plaint même que la province est trop sévère, qu'elle ne prête pas assez. Malgré tout cela, vous voyez le résultat.

Le prêt agricole va-t-il survivre? Je l'espère et j'en doute. Mais c'est dans Québec qu'il vivra le plus longtemps, grâce au paiement de 1½ % d'intérêt par le gouvernement provincial.

(Applaudissements)

Où est la solution? Pour moi, je crois qu'elle se trouve dans les caisses populaires. S'il y a moyen d'établir un système de caisses populaires dans Québec, contrôlé, pas par le gouvernement seulement, mais par une caisse centrale et par le gouvernement, caisses auxquelles le gouvernement est prêt à contribuer, je crois que de cette façon les habitants à l'aise prêteront à la caisse locale. Si l'on avait été plus prudent sur les prêts, sur l'inspection, ces caisses seraient dans notre province une des plus belles et plus stables de nos institutions.

Nous voulons aujourd'hui étudier le système. Les administrateurs des caisses nous ont demandé \$20,000 par année pour l'inspection et le travail de propagande. Nous agréons cette demande et mon collègue, le ministre de l'Agriculture, va proposer à cette session-ci une loi dans ce sens. Nous attendons un bon résultat de ce système. Si ces caisses

conserver la confiance du public et si elles demeurent fidèles à leur mission, je suis convaincu qu'elles ne seront pas lentes à remplacer le crédit agricole et ses dangers. Nous aurons alors un système que les autres provinces envieront et que l'on viendra copier.

Il y a sans doute d'autres moyens d'aider les cultivateurs. Je demande au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de lire le discours que prononçait M. Arthur Sauvé alors qu'il était chef de l'opposition, et dans lequel il s'élevait contre la loi des faillites qui permet à un cultivateur de se mettre en faillite quand il lui plaît. La loi des faillites est un désastre pour eux, car elle est cause que l'on ne veut plus leur prêter. Je prie le député des Deux-Montagnes de rappeler ce discours au ministre des Postes. C'est le meilleur qu'il a prononcé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement King ne l'a-t-il pas rappelée cette loi des faillites?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est pour permettre au gouvernement Bennett de le faire.
(Rires et applaudissements)

Ceux qui parcourent nos campagnes pour décourager les cultivateurs, en promettant, l'an dernier au cours de la période électorale, de prêter de l'argent à 2 %, font une mauvaise œuvre. Il y a des cultivateurs qui y ont cru et qui croient aujourd'hui qu'on ne leur rend pas justice parce qu'ils doivent payer 5 %. Si on ne veut pas mettre de politique dans cette question, que ceux qui dirigent la politique donnent l'exemple. Je crois que l'heure est arrivée pour toutes les bonnes volontés de s'unir sur cette question, afin que les cultivateurs puissent être heureux sur la terre, et ils le seront en autant que la bonne terre leur donnera le bonheur de la richesse.

(Applaudissements)

M. Lamoureux (Iberville): Si j'ai présenté cette motion, c'est à la demande de nombreux cultivateurs et j'y ai été encouragé fortement par de nombreux députés ruraux de cette Chambre. De tous les discours qui ont été prononcés, il se dégage un fait: c'est que le système de crédit rural fédéral est inopérant, et qu'il faut faire quelque chose pour aider les cultivateurs. La grande majorité de ces derniers le demandent et ils sont appuyés par les banquiers, hommes d'affaires qui ont intérêt à ce que la classe agricole ne fasse pas faillite.

Tout le monde admet que le système fédéral est impraticable. Je crois que le temps est venu

d'établir un système de crédit provincial. Reste à déterminer le système à utiliser. Les uns favorisent le crédit agricole par les caisses populaires. L'idée peut être excellente, mais il se trouve malheureusement que les caisses n'ont même pas suffisamment d'argent disponible pour financer les petits prêts. Et je prie de croire que j'en sais quelque chose. Si donc le gouvernement se résolvait à recourir aux caisses populaires, il devrait d'abord avancer des fonds, permettre le réescompte des hypothèques, etc. Et puis, nous posons la question sans ambages. Certains prêts de crédit rural sont parfois risqués, et pourtant ils doivent être consentis. Les caisses sont-elles prêtes à subir les pertes sur ces prêts.

Il y a aussi le système ontarien. La loi a été si bien faite que, depuis 1923, elle n'a pas été amendée. C'est le système qui a fait ses preuves, donné des résultats pratiques et qui semble le meilleur.

Il nous faut une action immédiate pour venir en aide aux cultivateurs. Chez ces derniers, il y a une classe qui n'a pas besoin de crédit agricole gouvernemental, car elle peut elle-même trouver les argents nécessaires. Il y a aussi ceux qui sont d'avance voués à la banqueroute et perdus. Mais, il y a aussi la proportion considérable des cultivateurs mis en péril par une gêne passagère momentanée et qui vont être acculés à la banqueroute, si on n'agit pas immédiatement pour les sauver. Que l'on prenne les précautions voulues, j'en suis, mais qu'on fasse quelque chose.

La session est trop avancée maintenant pour que je compte sur la réalisation d'un projet de crédit agricole.

Le député de Joliette (M. Dugas) a suggéré un moyen terme, un moratoire. C'est une idée qui mérite d'être considérée puisqu'on refuse d'agir par ailleurs.

On nous a parlé de la loi des faillites, comme le plus grand obstacle à l'établissement du crédit agricole provincial. On a fait un épouvantail de la loi des faillites. Elle a du mauvais, mais elle a du bon. Que l'on sache bien ceci: le cultivateur se met sous la loi des faillites quand il ne possède plus rien, et il n'en sort jamais enrichi. On veut abolir cette loi pour lui, sans toucher aux autres classes. Je dis non. Le cultivateur a droit de se servir de cette loi comme tout autre. Comme tout autre, il a droit de recommencer à neuf.

Il y a des obstacles aussi sérieux que la loi des faillites et dont on devrait se préoccuper. Ainsi, on devrait faire disparaître la foule des privilèges qui réduisent la garantie de l'hypothèque à rien du tout, hypothèque de loi, hypothèque pour les médecins.

À ce sujet, j'ai vu un médecin inscrire un privilège de \$4,000 contre une propriété, pour avoir soigné un cultivateur de vie à trépas. Si le gouvernement amendait la loi pour restreindre ces

privilèges et donner à la garantie hypothécaire la valeur qu'elle possédait auparavant, les prêteurs seraient moins inquiets; ils prêteraient plus facilement. On devrait diminuer aussi les frais d'enregistrement, éclaircir les titres. Ce serait autant de bienfaits pour aider les cultivateurs.

On a parlé de la Commission du prêt agricole ontarienne. Voici la lettre que le président de la Commission m'écrivait le 4 janvier 1932.

"En réponse à vos questions, je dois vous dire que cette Commission est en opération depuis 10 ans et a fait 11,000 prêts jusqu'à la fin de la dernière année fiscale. La Commission est financée directement par le gouvernement. En vertu de la loi, la Commission émet des obligations de temps à autre, suivant les besoins d'argent pour les prêts, et des obligations sont achetées par le trésorier de la province. Ces obligations portent un intérêt de 4½ %. L'argent est prêté à 5½ %. Cette marge de 1 % et les frais de l'inspection et du travail légal constituent les revenus de la Commission. Celle-ci a payé au trésorier les intérêts sur les obligations jusqu'à date et a retourné le coût d'administration y compris les pertes sur les fermes telles qu'elles se sont produites d'année en année. Après avoir fait tout cela, la Commission a enregistré un surplus de \$628,000 à la fin de la dernière année fiscale. C'est surtout grâce à ce surplus que la Commission est en état de porter de substantiels arrérages, jusqu'à date, mais nous estimons que nos hypothèques et nos arrérages sont garantis suffisamment par les propriétés.

"(signé) M. Broadhouse, président."

Si l'on ne trouve pas un remède immédiat, un bon nombre de cultivateurs vont être forcés d'abandonner leurs terres.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 h 10.

Deuxième séance du 17 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté): Qu'à partir de demain, le 18 février, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

Demande de documents:

Frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure, dans les six premiers mois de l'exercice en cours; 2. Combien a-t-il été payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

Adopté.

Dépôt de documents:

Frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour production d'un état indiquant: 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure, dans les six premiers mois de l'exercice en cours; 2. Combien a-t-il été payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers. (Document de la session no 59)

Loi des pensions

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 237 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose:

1. Que dans la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (statuts refondus, 1925, chapitre 27):

1. Les mots "gouvernement étranger" désignent tous autres gouvernements que ceux du dominion du Canada et des provinces de ce dominion.

2. L'expression "valeur mobilière" signifie et comprend:

a. Toute action (share), obligation (debenture) action-obligation (debenture stock), et tout bon (bond) émis par toute corporation, compagnie ou gouvernement étranger;

b. Tout intérêt indivis communément appelé "unité", dans un groupement d'actions, obligations, actions-obligations et/ou bons tenus en fidéicommis ou en propriété, par une personne, société ou corporation, constaté par un document quelconque.

2. Que pour subvenir aux besoins du service public, il sera imposé, conformément aux règles ci-après, une taxe: sur toute mutation de propriété

résultant de la vente, du transfert ou de la cession, de valeurs mobilières faite ou mise à effet dans la province et sur toute commande donnée dans la province pour la vente ou la cession, de valeurs mobilières, pourvu que cette commande soit suivie d'exécution hors de la province, mais que la première mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession par la corporation ou compagnie qui émet ces valeurs mobilières ne soit pas sujette à la taxe édictée par la présente loi.

3. Que lorsqu'il s'agira d'une valeur mobilière ayant une valeur au pair, cette taxe sera de deux centins pour chaque telle valeur mobilière si cette valeur au pair est de moins de dix dollars, de trois centins, si cette valeur au pair est de dix dollars ou plus mais n'excède pas cent dollars, et de trois centins par chaque cent dollars ou fraction de cent dollars, si cette valeur au pair excède cent dollars; mais que, si la valeur sur le marché de la valeur mobilière est de moins de dix dollars, cette taxe ne sera seulement que de deux centins pour chaque telle valeur mobilière.

4. Que lorsqu'il s'agira d'une action, ou d'une unité visée par la résolution no 1, sans valeur au pair, cette taxe sera de deux centins pour chaque telle action ou unité, si sa valeur sur le marché est de moins de dix dollars, de trois centins pour chaque telle action ou unité si sa valeur sur le marché est de dix dollars ou plus mais n'excède pas cent dollars, et de trois centins pour chaque cent dollars ou fraction de cent dollars si la valeur sur le marché de cette action ou de cette unité excède cent dollars.

5. Que lorsqu'il s'agira d'une action, ou d'une unité visée par la résolution no 1, qui n'a pas de valeur au pair ni valeur sur le marché, cette taxe sera de trois centins pour toute telle action ou unité.

6. Que cependant, dans le cas d'actions ou d'unités visées par la résolution no 1, émises par des compagnies minières, cette taxe sera de trois centins pour chaque cent dollars ou fraction de cent dollars de la valeur sur le marché de ces actions, formant une seule transaction.

7. Que tout transfert, vente ou cession, commandé (ordered), fait ou mis à effet, par l'intermédiaire d'une personne faisant dans la province le commerce de courtier soit pour elle-même, soit pour le compte d'une autre personne, sera censé commandé (ordered), fait ou mis à effet dans la province, à moins que le trésorier de la province ne certifie que le contraire a été établi à sa satisfaction.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Forces hydrauliques de la Gatineau

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 170 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant (M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques).

M. Guertin (Hull): Nous avons vu un officier du gouvernement agir comme coulissier⁷ en faveur d'une corporation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel officier?

M. Guertin (Hull): Ce n'est pas un officier du procureur général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'employé de mon département auquel l'honorable

député de Hull fait allusion n'a pas agi comme coulissier. M. Amos n'a jamais fait le métier de coulissier.

M. Guertin (Hull): Je tiens à dire que ce monsieur avec M. Yale a fait des démarches auprès des députés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On a prétendu que l'intérêt général était la raison principale de cette mesure. Mais nous avons vu que le bill concerne beaucoup plus un cas particulier. C'est un bill privé qui concerne la Gatineau Power et M. Freeman-T. Cross. Le moyen employé est inusité.

M. Taschereau (Bellechasse): Les deux parties intéressées se sont déclarées satisfaites de l'entente qui est intervenue. Le député de Hull est plus exigeant, lui.

M. Legault (Gatineau): Ce bill concerne mon comté. J'ai demandé des informations au représentant de M. Cross. Je n'ai rien reçu. Par conséquent on n'a pas à se plaindre.

M. Guertin (Hull), M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Barré (Rouville) protestent tour à tour contre le bill.

M. Legault (Gatineau) insiste sur le fait que cette mesure concerne son comté.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) veut faire lire le bill en français.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 44

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant l'article 44 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies d'assurance mutuelle et sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Refonte des lois municipales

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute demande, correspondance, résolutions, etc., concernant le projet de refondre et de consolider nos lois municipales, spécialement les demandes de l'Union des municipalités de la province de Québec.

Adopté.

Loi du prêt agricole canadien

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par représentant de Wolfe (M. Lemieux):

Que, vu la nécessité de réformes dans le système fédéral actuel de prêt agricole institué en vertu de la loi du prêt agricole canadien;

Vu, en particulier, la baisse qui s'est produite depuis deux ans dans la valeur des fermes au Canada;

Cette Chambre invite le gouvernement:

a. À s'entendre avec le conseil provincial formé en vertu de la loi du prêt agricole canadien ainsi qu'avec les autorités compétentes du gouvernement fédéral, en vue d'obtenir un taux d'intérêt à 5 % sur les prêts de la Commission du prêt agricole canadien;

b. À faire aussi des démarches pour obtenir que le montant du prêt soit plus élevé par rapport à l'évaluation de la propriété hypothéquée.

C'est évidemment la journée du crédit agricole. La motion de ce soir fait suite au débat de cet après-midi. Elle s'inspire dans une large mesure de la motion proposée, il y a deux ans, par le député des Deux-Montagnes de l'époque.

Je crois que c'est au fédéral qu'il incombe de nous donner un système de crédit agricole. Il a d'ailleurs pris les devants en 1928⁸. Les principes sur lesquels repose le système actuel de prêt agricole sont excellents. Le prêt est administré par une commission indépendante. On a voulu procéder avec prudence, avec trop de prudence peut-être. On a refusé des demandes qui, à mon avis, auraient dû être agréées. Dans mon comté, il y a des refus de prêts absolument déraisonnables.

L'honorable M. Sauvé demandait, en 1930, un prêt agricole de 4½ % et des prêts de 65 pour cent de la valeur des terres. J'ai l'honneur de demander au gouvernement provincial de faire des démarches auprès des instances du pouvoir central pour que la Commission puisse prêter à plus de 50 pour cent de la valeur de la terre et à plus de 20 pour cent de la valeur des habitations et des améliorations.

Il ne faut pas oublier qu'il y a eu une baisse de la valeur des fermes. Il y a moins de risques à prêter aux deux-tiers de la valeur des terres.

On réclame un système entièrement provincial. A quoi bon! Quand nous pouvons obtenir du fédéral une amélioration de sa loi.

Le taux d'intérêt imposé par le fédéral devrait être de 5 %. C'est que ce qu'il donne pour son argent, mais il faut pas oublier que nous sommes en un temps de crise et que les autorités fédérales doivent faire leur part. Ceci permettrait au gouvernement de se servir du 1½ % qu'il donne actuellement pour faire diminuer les frais d'enregistrement.

Il me semble que le gouvernement fédéral, qui a les principales sources de revenus et a laissé aux provinces le plus fort des dépenses, pourrait alléger les conditions de crédit agricole.

J'arrive à croire que la motion sera adoptée unanimement par cette Chambre et que nos démarches seront couronnées de succès.

M. Legault (Gatineau): Il faudrait évaluer les propriétés à leur valeur pour ne plus avoir de difficultés avec le prêt agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris que le ministre de l'Agriculture (M. Godbout) n'ait pas parlé après l'honorable député de l'Abitibi. Cette proposition vient en contradiction avec les remarques de l'honorable ministre de l'Agriculture cet après-midi, qu'il y avait excès de crédit et que c'était une des causes du malaise actuel. On a rappelé que la mesure s'inspirait d'une motion de l'honorable Sauvé. C'est vrai et je souhaite au député d'Abitibi plus de succès que n'en a eu mon père.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai dit que la province n'avait pas eu tort de ne pas accorder de plus grandes facilités de crédit depuis dix ans. Pendant ces dix ans, les cultivateurs n'ont pas manqué de crédit. Je n'ai pas dit que les cultivateurs n'avaient pas besoin de crédit; au contraire, ils ont besoin de crédit. J'ai expliqué plusieurs fois pourquoi ce crédit est nécessaire.

Je comprends qu'il serait facile pour le fédéral de coopérer avec le provincial pour améliorer surtout la condition du pourcentage.

M. Authier (Abitibi): En réponse au député des Deux-Montagnes qui prétend que rien n'a été fait par le provincial, je dis que le président de la Commission du prêt agricole a été approché, et il peut être considéré comme l'une des autorités fédérales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai prétendu qu'aucune suite n'avait été donnée à la motion passée en Chambre.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville;
- bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés;
- bill 67 concernant la manutention de la gazoline;
- bill 158 modifiant la loi des habitations salubres;
- bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social;
- bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat;
- bill 174 modifiant l'article 61 de la loi des véhicules automobiles;
- bill 204 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 205 modifiant la loi des bureaux de placement;
- bill 221 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 225 abrogeant la loi des compagnies d'assurance des beurrieres et fromageries.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il agréé, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie):

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Vu les déclarations des ministres que les revenus de la province ont considérablement diminué et qu'il est nécessaire d'imposer de nouvelles taxes pour boucler le budget;

"Attendu qu'il convient de pratiquer l'économie mais que, d'autre part, il est nécessaire de pourvoir à la solution de certains problèmes d'une importance capitale;

"Attendu qu'il est très urgent d'établir un système de crédit agricole approprié aux besoins des cultivateurs et aux moyens de la province en favorisant davantage les cultivateurs de cette province;

"Cette Chambre recommande au gouvernement de mettre fin aux dépenses considérables provoquées par la construction du pont de l'Île d'Orléans et d'adopter les mesures nécessaires pour employer les argents ainsi épargnés à venir immédiatement en aide à la classe agricole de cette province".

Le pont coûtera plusieurs millions, et le gouvernement Taschereau a déjà dit à la Chambre que l'économie la plus stricte est absolument nécessaire. Les revenus baissent et de nouvelles taxes sont imposées. Une politique d'économie s'impose. Nous croyons que certaines classes de la société ont besoin de secours. La classe agricole est fondamentale dans notre province. Elle constitue 50 pour cent de la population du Québec.

Le gouvernement, à l'Île d'Orléans, s'engage dans une entreprise de plus de \$2,000,000 pour une population de 3,631 habitants qui est opposée à la construction de ce pont. Je ne veux pas faire de politique, mais la preuve c'est que la majorité du premier ministre dans l'Île a été diminuée l'an dernier. Ainsi, la Chambre a la chance d'aider une large partie de la population de Québec et de retarder la construction d'un pont qui ne servirait qu'à une poignée.

Or, chacun admet l'urgence d'un crédit agricole. La principale objection qu'on y fait, c'est que personne n'a d'argent. Or, en ajournant la construction du pont, le gouvernement aurait à sa disposition \$4,500,000. Ce n'est pas une motion de non-confiance ni de censure. On ne fait que demander que l'argent qu'il n'est pas nécessaire de dépenser sur une chose soit transféré pendant un certain temps à quelque chose dont le besoin est urgent, c'est-à-dire de quoi organiser un crédit agricole immédiat suffisant pour parer aux besoins les plus pressants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. La construction du pont a été décidée par la Chambre, l'argent a été voté et les travaux ont été commencés. On ne peut demander d'arrêter ces travaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quel article?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
245. Demandez le rappel de la loi si vous voulez.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre le sait très bien, nous ne critiquons pas la loi; nous ne touchons pas au principe de la loi. Nous demandons la suspension des travaux pour que l'argent puisse aller ailleurs pour le moment. Nous disons que le gouvernement est à faire des travaux non urgents. Si l'amendement était déclaré hors d'ordre, ceci voudrait dire qu'il est impossible de faire aucun amendement au budget. N'avons-nous pas le droit d'émettre un vœu?

M. Legault (Gatineau): Pas toujours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un amendement élémentairement bon.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
L'article 245.8 se lit comme suit: "Il est interdit à tout député qui a la parole:

"De critiquer une décision de la Chambre ou une loi de la province, sauf en discutant d'une motion ayant pour objet de rescinder cette décision ou un bill portant modification ou abrogation de cette loi."

L'amendement demande de suspendre les travaux du pont. L'an dernier nous avons passé une loi, voté des fonds, le pont est à se construire. C'est une modification de la loi que l'on veut.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'êtes pas sérieux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ne demande-t-on pas l'arrêt de travaux autorisés par la loi? Cet amendement ne demande rien d'autre qu'une modification de la loi. De plus, vous n'avez pas le droit de critiquer la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'est pas sérieux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, très sérieux. Je le suis bien plus que l'honorable député. Quand on lui présente une objection sérieuse, il allègue que nous ne sommes pas sérieux. Je suis sérieux et je demande le maintien du point d'ordre. Il sait très bien que l'amendement aurait pour effet de modifier la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous bloquez la décision de la Législature exprimée dans cette loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi de l'an dernier ne mentionne aucun délai pour la construction du pont. Nous demandons seulement de différer l'application de la loi parce que des conditions nouvelles sont survenues. Je ne dirai pas que le premier ministre n'est pas sérieux, mais il sait très bien que nous ne demandons pas que la loi soit rappelée, mais plutôt qu'il y ait un délai. C'est tout.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la même chose.

Des voix de l'opposition: Non, non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous serions obligés de prendre l'argent pour le mettre ailleurs. Nous n'en avons pas le droit. Vous demandez d'affecter les fonds votés à d'autres fins que celles définies dans la loi. Si on applique l'argent au crédit agricole, où prendrons-nous plus tard les fonds nécessaires à la construction autorisée par la Chambre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certainement, vous le pouvez. Il n'y a pas de fonds spécial duquel proviennent les argents pour le pont. Vous ne prendriez pas l'argent d'un fonds pour le mettre dans un autre. Tout provient du fonds consolidé. Quant à la loi, elle restera dans les statuts telle qu'elle est.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous amendez la loi.

M. Power (Québec-Ouest) s'informe auprès du député de Deux-Montagnes s'il croit que son amendement va aider les chômeurs, s'il espère aider les ouvriers en leur enlevant du travail et la classe agricole en enlevant aux ouvriers leur pouvoir d'achat, et s'il va faciliter l'écoulement des produits des cultivateurs de l'Île.

(Applaudissements)

M. l'Orateur suppléant: Je prends le point d'ordre en délibéré.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. Le 13 février, selon *L'Événement*, du 18 février 1932, à la page 16.

2. \$90,000,000, selon *Le Canada*, du 18 février 1932, à la page 7.

3. \$643,000, selon *L'Événement*, du 18 février 1932, à la page 16.

4. *L'Événement* du 18 février 1932, à la page 16, écrit \$300,000,000. Nous nous en tenons, toutefois, au montant de \$343,000,000 pour demeurer cohérents avec les montants énoncés auparavant. Nous présumons qu'il s'agit d'une erreur dudit journal.

5. *Le Devoir* du 18 février 1932, page 2, écrit la Saskatchewan. Tous les autres journaux spécifient l'Alberta.

6. *L'Événement* du 18 février 1932, à la page 16, écrit Ottawa. C'est le seul journal à le faire.

7. Courtier en valeurs mobilières.

8. *Le Canada* du 18 février 1932, à la page 7, mentionne 1927, au lieu de 1928.

Première séance du jeudi 18 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des
syndicats coopératifs**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska), appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), demande la permission de présenter le bill 239 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici une législation très importante. Je réalise les inconvénients d'une longue session. Le gouvernement attend à la dernière minute pour présenter ses mesures importantes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La mesure que nous présentons est la conséquence de la discussion que nous avons faite depuis un mois. S'il faut attendre quelques jours, nous attendrons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Restaurant
Pied-du-Courant**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1^{er} mai 1930 au 30 avril 1931 et combien a-t-il rapporté?

2. Même question du 30 avril 1931 à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. \$2,793.87. Rien.
2. \$1,985.10. Rien.

Exportations d'électricité

M. Guertin (Hull): Quelle quantité d'électricité est actuellement exportée de la province dans: *a.* la

province d'Ontario; *b.* la province du Nouveau-Brunswick?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

L'énergie électrique vendue dans ces provinces et provenant d'usines fonctionnant en vertu de baux emphytéotiques est la suivante:

Exportée en Ontario :

De l'usine de Paugan Falls, rivière

Gatineau, pour l'année 1931 101,022 HP-an

De l'usine de la Northern Quebec

Power Company, rivière des Quinze,

du 1^{er} mai 1930 au 30 avril 1931 9,805 HP-an

Nous n'avons pas de statistiques complètes sur l'énergie électrique vendue à l'Ontario ou au Nouveau-Brunswick, qui provient d'usines privées sur lesquelles le gouvernement n'a plus de droits. Toutefois, nous pouvons donner les chiffres approximatifs suivants:

Exportée au Nouveau-Brunswick :

De l'usine de Mitis (1926) 1,000 Hp-an

Exportée en Ontario :

Des usines de la Gatineau Power

Company, autres que Paugan (1931). 89,000 HP-an

**Commission des liqueurs de Québec,
dépenses**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis la réponse du 18 février 1931?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$399,072.48.

2. Entrepôt de Québec (annexe).

**Commission des liqueurs de Québec,
ventes, cité de Montréal**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quel est le montant des ventes provenant de la Commission des liqueurs de Québec dans la cité de Montréal: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc., dans la cité de Montréal: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans la cité de Montréal: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$22,711,639.81; *b.* \$13,442,176.43.
2. *a.* \$46,075; *b.* \$49,025.
3. *a.* \$944,532.54; *b.* \$956,473.24.
4. *a.* \$59,989.67; *b.* \$30,605.75.
5. *a.* \$22,915.54; *b.* \$2,984.48.

**Canton Signai,
creusage d'un fossé**

M. Guertin (Hull): Combien chacun de ceux qui ont travaillé au creusage d'un fossé sur les lots 26*a*, 26*b* et 27 du rang "A" du canton Signai a-t-il reçu d'après le rôle-de-paie produit au gouvernement et signé sous serment par le conducteur des travaux, M. Adélar Lessard, tel qu'il apparaît dans la réponse faite le 10 février 1932, par l'honorable ministre de l'Agriculture?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): D'après le rôle-de-paie, les personnes qui ont travaillé au creusage de ce cours d'eau ont reçu les montants suivants:

MM. Adélar Lessard, \$95; Horace Lessard, \$95; Joseph Lessard, \$95; Georges Lessard, \$7; L.-H. Claveau, \$11.25; Alfred Claveau, \$5; Samuel Gaudreault, \$58.75; Phil. Gaudreault, \$57.50; Simon Gaudreault, \$7.

**Commission des liqueurs de Québec,
ventes**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} mai 1931; *b.* du 1^{er} mai 1931 au 1^{er} janvier 1932?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$13,175,695.10; *b.* \$7,631,515.45.
2. *a.* \$15,000; *b.* \$15,000.
3. *a.* \$597,588; *b.* \$573,028.35.
4. *a.* \$47,981.17; *b.* \$24,545.75.
5. *a.* \$10,183.91; *b.* \$1,792.87.

Demande de documents:

**Travaux de voirie,
déboursés**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: depuis la réponse du 10 février 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement, quelles sommes ont été payées ou sont dues par le gouvernement pour travaux de voirie faits dans chaque comté de la province.
Adopté.

**Travaux de voirie,
subventions**

M. Fisher (Huntingdon) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: quelle somme d'argent a été accordée, par comtés, aux diverses municipalités pour travaux de voirie à raison de 50 %, du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1931.
Adopté.

**Travaux de voirie,
employés**

M. Barré (Rouville) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés

surnuméraires et temporaires à son service pour tous travaux qu'il a fait exécuter pendant chacun des mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, 1930; 2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés depuis le 1^{er} avril 1930 inclusivement jusqu'au 1^{er} novembre 1930 exclusivement.

Adopté.

Caisses populaires Desjardins

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 238 concernant les caisses populaires dites "Desjardins" organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs.

Adopté.

Loi des compagnies minières

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 234 modifiant la loi des compagnies minières de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils): Que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Le bill est retiré.

Loi de la voirie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 218 modifiant la loi de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté): Que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Les résolutions sont retirées.

Dépenses imputables au compte du capital

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 219 concernant certaines dépenses imputables au compte du capital et les emprunts y relatifs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault):

Que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Les résolutions sont retirées.

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 237 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté):

Que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Les résolutions sont retirées.

Loi de la taxe sur les corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'en sus des taxes spécifiées dans l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations (statuts refondus, 1925, chapitre 26), il sera imposé à chaque corporation, compagnie, société, raison sociale, association et personne visée par l'article 3 de ladite loi, à l'exception des banques et des compagnies de chemin de fer, une taxe annuelle égale à un et demi pour cent du montant des profits réalisés dans la province, par chaque telle

corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne et avant déduction, de ces profits, de toute charge ou réserve pour les dividendes sur le capital acquitté, ou de toute autre charge de même nature, et aussi avant déduction, de ces profits, de toute réserve au compte capital; mais que la dépréciation sera déduite de ces profits, pourvu qu'elle soit appropriée et que le montant en soit raisonnable.

2. Que la taxe prévue par l'article 5a de ladite loi, tel qu'édicte par la section I de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera payable dans les quatre mois qui suivront immédiatement le dernier jour de l'année fiscale de chacune des corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes qui la doit et qu'elle sera imposée pour une période de temps comprenant deux années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours à date de l'entrée en vigueur de ladite loi devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces deux années.

3. Que chacune des corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations et personnes tenues de payer la taxe prévue par ledit article 5a devra, dans le délai de soixante jours fixé par l'article 5b de ladite loi, tel qu'édicte par la section I de la loi qui accompagne les présentes résolutions, devra fournir les états qui pourront être requis pour établir le montant de cette taxe et donner les autres renseignements qui pourront être jugés nécessaires à cette fin, au contrôleur du revenu de la province, à Québec.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croira juste, à une corporation ou à une compagnie constituée en corporation et visée par la section IIa de ladite loi de la taxe sur les corporations, telle qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et ayant son bureau-chef dans la province mais n'y faisant aucune autre affaire que de détenir les actions, obligations (*debentures*) et autres garanties d'autres compagnies constituées en corporation, et de corporations et de gouvernements.

5. Que la taxe prévue par le paragraphe 1 de la division X de l'article 5 de ladite loi, soit de soixante dollars par mille pour chaque ligne principale de chemin de fer, pour une voie simple et quand la ligne se compose de deux voies ou plus, de quarante dollars par mille pour chaque voie additionnelle, et qu'aucune taxe ne soit chargée pour un embranchement soit d'une voie simple ou de deux voies ou plus.

Nous demandons à la province de nous donner ce que nous avons l'an dernier. Nous avons parlé de la diminution des revenus. Dans l'espace de sept mois, les revenus sont tombés de \$4,000,000 à \$2,000,000 au ministère des Terres et Forêts, de \$338,000 à \$257,000 aux mines, de \$135,000 à \$73,000 sur les timbres d'enregistrement¹, de \$960,000 à \$585,000 sur les revenus des licences, de \$6,000,000 à \$4,500,000 dans le commerce des liqueurs, de \$3,500,000² à \$2,000,000 dans les successions. Les revenus sont donc tombés de \$5,717,590.32³ en sept mois. La valeur des biens a chuté à un niveau considérablement bas, celle de l'actif s'étant dépréciée. L'aide au chômage s'est ajoutée aux coûts et il faut nous occuper de cela. La situation est telle que dû à des dépenses irrégulières, occasionnées par cette période irrégulière, nos frais continuent d'augmenter, mais nos revenus baissent. Que devons-nous faire dans une telle situation?

En face de cette réduction considérable des revenus, le gouvernement se voit obligé de recourir à la création d'impôts particuliers. L'été prochain nous allons pratiquer une stricte économie dans tous les domaines, les travaux publics et les autres services.

Il est nécessaire cependant de créer de nouvelles taxes. L'évidence en apparaît quand on sait que, pendant les sept premiers mois, les recouvrements d'impôts ont subi une diminution de \$5,717,000. On compte que les taxes décrétées à cette session donneront au gouvernement environ \$3,000,000. Il faudra économiser encore \$7,000,000 pour établir l'équilibre entre les dépenses et les revenus, si l'on veut compenser la diminution de \$10,000,000 dans les recouvrements de cette année. Et l'équilibre sera rétabli.

La taxe sur les repas nous rapportera, croit-on, entre quatre et cinq cent mille dollars; la taxe sur les liqueurs, \$500,000; la surtaxe sur la gazoline nous vaudra entre huit et neuf cent mille dollars, si l'année est bonne.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien a-t-on perçu avec la taxe sur la gazoline cette année?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le cas de la taxe sur la gazoline, l'an dernier, à pareille date, le gouvernement avait perçu \$3,363,793. Cette année, il a perçu \$3,450,000. Ce surplus s'explique par la température hivernale exceptionnelle que nous avons eue. Le gouvernement taxe aussi les théâtres.

Ni la taxe sur les divertissements ni celle sur les repas ne tombent dans le fonds de la province.

Les recouvrements en vont directement à l'assistance publique dont les revenus ont baissé de plusieurs centaines de milliers de dollars l'an dernier. Par contre, il nous faut à ce propos atteindre le même intérêt et le même fonds d'amortissement. Et je puis vous dire que les demandes des institutions et des hôpitaux se font chaque jour de plus en plus pressantes.

Nous avions pensé de taxer la bière. Ceci nous aurait rapporté \$1,400,000⁴ et eût été suffisant. Mais les banquiers nous ont dit que nous allions affecter les valeurs monétaires des brasseries, ce qui aurait eu un contrecoup sur les stocks de la Shawinigan et de la Montreal Power, les deux autres groupes les plus solides en Bourse de Montréal.

Le gouvernement a donc songé, en autres mesures, à imposer une taxe spéciale sur les corporations. Et les difficultés n'ont pas manqué. On avait songé tout d'abord à hausser de un dixième à un cinquième la taxe sur le capital des corporations. Mais les corporations nous ont dit qu'en Ontario, la taxe étant de un dixième de un pour cent, les industries ne viendraient pas s'établir ici. En plus, nombre de compagnies ne font pas un sou de profit, et la taxe pèserait trop lourdement.

On nous a dit alors: taxez les profits des corporations. Et, personnellement, je crois que c'est la meilleure solution. Nous avons décidé d'imposer 1 % comme taxe sur les profits, sans déduction préalable de la dépréciation et des charges fixes.

Nous avons consenti à la dépréciation préalable des charges fixes mais non de la dépréciation.

On nous a fait remarquer que certaines compagnies ont une dépréciation insignifiante, tandis que d'autres, les compagnies de transport, par exemple, ont une dépréciation très lourde. On nous a dit: laissez déduire les charges de dépréciation et imposez sur les charges l'intérêt, avec taxe de 2 %. Nous avons consenti, mais on nous a encore demandé de n'imposer que 1½ %, ce à quoi nous avons acquiescé.

Cette taxe est pour deux années seulement. Les banques sont exclues, bien que cette taxe eût donné \$1,000,000.

Nous avons pensé qu'ayant déjà à soutenir le commerce et l'industrie, il ne fallait pas les obérer davantage.

Les chemins de fer sont aussi exemptés. Le Pacifique Canadien nous a représenté que seul il serait taxé, le C.N.R. étant propriété d'État. Les chemins de fer sont taxés dans Québec à raison de \$30 du mille de chemin de fer pour les lignes

principales et de \$15 du mille pour les lignes secondaires. Nous allons élever la taxe au taux payé en Ontario: \$60 du mille pour les lignes principales et \$40 du mille pour les lignes secondaires.

Nous imposons les taxes à contrecœur. Notre taxation a été allégée le plus possible. En Saskatchewan, on impose une taxe très lourde sur le revenu. C'est dire que c'est encore dans la province de Québec que la situation est meilleure. C'est un impôt temporaire qui sera applicable pour deux ans. Ce que nous souhaitons, c'est que les choses s'améliorent pendant cette période et que nous puissions l'enlever. Mais j'insisterais encore sur une chose, c'est sur le fait que le crédit de la province de Québec est excellent sur tous les marchés, que nous devons le garder tel, et que pour ce faire, il nous faut équilibrer le budget.

Ceux que nous avons rencontrés comprennent la situation. Avec ces taxes que nous imposons, nous pourrions boucler notre budget et faire face à la situation.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Que rapporteront les taxes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Environ \$1,500,000 jusqu'à maintenant, pour ce qui est de la taxe sur les profits des corporations.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je veux dire toutes les taxes ensemble.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En arrondissant les données, nos officiers trésoriers estiment au mieux \$3,000,000, excluant le revenu de la loi des charités publiques. De ce que l'on peut voir, nos revenus auront chuté de \$10,000,000 au terme de l'année fiscale, de telle sorte que nous devons économiser jusqu'à \$7,000,000 l'an prochain, si nous voulons arriver à joindre les deux bouts.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement taxe tout le monde, lui qui avait des surplus mirobolants dans le passé. C'est aggraver la situation et paralyser le relèvement des affaires. Je répète que l'on a eu tort de faire un cadeau aux compagnies forestières à la veille des élections. Les gens du gouvernement devraient porter une part du fardeau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Croyez-vous que le gouvernement d'Ottawa va augmenter les taxes?

M. Guertin (Hull): Je n'ai pas mission de défendre le pouvoir central. Je ne puis pas concevoir comment il se fait que l'on élimine les banques de cette taxe. Le premier ministre a donné comme raison de cette exemption la nécessité de laisser les banques coopérer plus librement à la reprise par les millions dont elles disposent. L'impôt aggraverait la situation des compagnies; les banques ne sont pas dans le même cas. Les banquiers profitent de la situation pour augmenter l'intérêt sur leur capital, sur les débetures des gouvernements, des municipalités. Pourquoi les banques ont-elles le droit d'exiger un plus grand rendement quand le commerce et l'industrie sous toutes leurs formes doivent consentir à des sacrifices?

M. Duplessis (Trois-Rivières) a, dit-il, examiné les nouvelles taxes: \$1,500,000 provenant des profits des corporations; \$500,000 sur les liqueurs fortes; \$900,000 sur la gasoline; divertissement et repas, \$250,000 chacun ou \$500,000; virement de sécurité, \$30,000; augmentation des commissions sur les ventes des shérifs, \$20,000; prêteurs sur gage et regrattiers, \$10,000, soit un total de \$3,455,000. Les dépenses inutiles que le gouvernement est à faire pourraient être suspendues, et l'on n'aurait pas besoin des taxes nouvelles.

Il importe, avant d'établir une taxe, de connaître la situation financière de la province. Or, le premier ministre s'y est toujours refusé.

Il rappelle que, l'an dernier, il posait et il a posé au début de la session, une question qui est demeurée sans réponse. Il voulait savoir pour quelle somme le crédit de la province était engagé dans les différents ministères.

Le premier ministre, poursuit-il, a déclaré que la réponse exigeait un travail énorme, qu'il était impossible de répondre. J'ai demandé à chaque ministère en particulier de répondre pour son département. Les réponses sont venues immédiatement.

Le premier ministre lui-même a déclaré à plusieurs reprises que le crédit de la province pour construction et aides d'hôpitaux, etc., est engagé pour \$18,000,000.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) répond que le crédit de son département est engagé pour \$187,000. Le ministre de la Colonisation (M. Laferté) a répondu par lettre tout comme les autres ministres, que le crédit de son département est engagé pour \$1,017,022. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) dit que le crédit de la province dans son département est

engagé pour \$4,790,253 et qu'il y a \$125,000 payés pour le pont de l'Île. Bref, le crédit de la province est engagé pour une somme d'au moins \$24,000,000, bien que ceci n'apparaisse pas dans le bilan de la province; somme qu'il faut ajouter à la dette non consolidée. Il aurait mieux valu au gouvernement expliquer la situation financière telle qu'elle était.

Je ne vois pas pourquoi les banques seraient exemptées de la taxe, elles qui détiennent la presque totalité de l'épargne populaire. Si les banques ont l'épargne populaire, elles devraient faire leur part. Leurs profits n'ont pas diminué. Elles font des profits aussi grands que par les années passées, à preuve le taux élevé de l'intérêt sur les débetures. Ainsi, sur la somme de \$14,000,000 soustrée au compte du gouvernement, l'intérêt est plus élevé que jamais. Elles ne devraient pas être éliminées de l'application de la loi.

Il dit qu'il tient à ce que toutes les compagnies soient soumises aux nouvelles taxes, y compris les banques et les compagnies étrangères d'assurances, sauf le Canadien Pacifique. Il veut savoir si les compagnies d'assurance "reciprocal" vont être atteintes et signale qu'elles font affaire pour \$7,000,000 dans la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces compagnies étrangères qui font affaires ici, au détriment de nos compagnies canadiennes, devraient être taxées.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): C'est prendre des précautions bien trop tard. En 1920-1921, le revenu de la province était de \$15,900,000; l'année dernière, de \$44,800,000; soit une hausse de \$29,000,000. Cependant, il y a eu beaucoup de dépenses durant la période favorable et voilà qu'à présent le gouvernement éprouve des difficultés financières. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Il (M. Gault) parle de petites dépenses de toutes sortes qui auraient pu, selon lui, être évitées de telle sorte qu'une provision aurait été accumulée en vue des années de pénurie. Par exemple, 65 députés seraient suffisants pour la Législature au lieu de 90, estime-t-il. Il considère que tous les imprimés, annonces et approvisionnements devraient être traités par un département. Le gouvernement aurait pu selon lui sauver de l'argent sur la Rive-Sud dans l'amélioration des autoroutes. Et il proteste finalement contre le fait que la loi sur les profits prévoit une taxe pour les chemins de fer.

En 1921, le premier ministre a affirmé qu'il pouvait payer la dette de la province avec les profits de la loi sur les liqueurs. Et il avait tout à fait raison. Le total des profits a atteint, depuis, \$61,000,000, et la dette était alors de \$51,000,000. Mais les profits ont tous été dépensés. Je prédis un gros déficit pour la province, l'an prochain.

Les évaluations font état d'une augmentation de \$766,000, et ce, ajouté au fait que l'année est difficile.

D'importantes sommes ont été dépensées pour l'éducation supérieure. Cela est excellent. Mais, en même temps, on est en train de construire à Montréal l'un des plus gros édifices universitaires. Pourquoi le gouvernement est-il allé dépenser ainsi, sans au préalable être sûr si les plans et estimés originaux seraient suivis et que les différentes sources de revenus pourraient assurer les sommes suffisantes pour la tenue et l'accomplissement des constructions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas la faute du gouvernement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Mais quelqu'un aurait dû veiller à ce que l'argent soit correctement dépensé, et le gouvernement aurait dû s'assurer que les travaux pouvaient être réalisés avec l'argent prévu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelles précautions aurions-nous dû prendre?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Garder l'argent jusqu'à ce que vous soyez sûrs que les estimés pouvaient être respectés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Devrions-nous faire de même avec McGill?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le cas de McGill est différent. Ils ont débuté par des constructions modestes. Ils ont un fonds de dotation et il y a toujours des gens prêts à intervenir, si toutefois l'Université se retrouvait en difficulté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des précautions pour Montréal; aucune pour McGill.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Non. Le plan de constructions avec lequel a débuté McGill était modeste. Au fil des constructions, les octrois se

sont faits plus généreux et, conséquemment, ils ont gagné de plus en plus en indépendance.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 17 février 1932, sur l'amendement du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à la motion du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) pour que la Chambre se forme en comité des subsides, le mercredi 17 février courant; lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Vu les déclarations des ministres que les revenus de la province ont considérablement diminué et qu'il est nécessaire d'imposer de nouvelles taxes pour boucler le budget;

Attendu qu'il convient de pratiquer l'économie mais que, d'autre part, il est nécessaire de pourvoir à la solution de certains problèmes d'une importance capitale;

Attendu qu'il est très urgent d'établir un système de crédit agricole approprié aux besoins des cultivateurs et aux moyens de la province en favorisant davantage les cultivateurs de cette province;

Cette Chambre recommande au gouvernement de mettre fin aux dépenses considérables provoquées par la construction du pont de l'île d'Orléans et d'adopter les mesures nécessaires pour employer les argents ainsi épargnés à venir immédiatement en aide à la classe agricole de cette province.

M. l'Orateur rend sa décision sur le point d'ordre soulevé le 17 février courant par le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) au sujet du susdit amendement du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé):

"La Chambre en étant rendu à l'ordre du jour de sa formation de nouveau en comité des subsides (sic)⁵, le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) propose:

"Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil".

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) propose en amendement, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie):

"Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Vu les déclarations des ministres que les revenus de la province ont considérablement diminué et qu'il est nécessaire d'imposer de nouvelles taxes pour boucler le budget;

"Attendu qu'il convient de pratiquer l'économie mais que, d'autre part, il est nécessaire de pourvoir à la solution de certains problèmes d'une importance capitale;

"Attendu qu'il est très urgent d'établir un système de crédit agricole approprié aux besoins des cultivateurs et aux moyens de la province en favorisant davantage les cultivateurs de cette province;

"Cette Chambre recommande au gouvernement de mettre fin aux dépenses considérables provoquées par la construction du pont de l'Île d'Orléans et d'adopter les mesures nécessaires pour employer les argents ainsi épargnés à venir immédiatement en aide à la classe agricole de cette province."

Le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) s'objecte à la prise en considération de cet amendement parce qu'il est contraire au paragraphe 8 de l'article 245 des règlements de la Chambre empêchant tout député qui a la parole "de critiquer une décision de la Chambre ou une loi de la province, sauf en discutant une motion ayant pour objet de rescinder cette décision ou un bill portant modification ou abrogation de cette loi".

Après consultation avec l'Orateur suppléant, nous en sommes venus à décider ce qui suit:

La règle qui s'applique aux débats s'applique-t-elle aux amendements proposés en vertu de l'article 322 permettant de soumettre, lors de la formation du comité des subsides et du comité des voies et moyens, un amendement se rapportant à n'importe quel sujet d'intérêt public.

Il semble qu'il est impossible de ne pas appliquer cette règle aux motions et à leurs amendements, puisque ces motions et ces amendements ne sont, en somme, que la substance essentielle des discours. Si une règle se rapporte à un discours, elle doit s'appliquer à ce qui en est un résumé ou une synthèse.

La motion d'amendement ci-dessus est-elle une critique d'une loi de la province? Ceci ne fait aucun doute, puisqu'elle demande de mettre fin aux dépenses des deniers qu'elle a appropriés à une entreprise particulière, puisque, en deuxième lieu,

elle recommande d'approprier ces deniers à une autre fin. Si cette deuxième instruction était votée par la Chambre et qu'elle était suivie par le gouvernement, la loi deviendrait inopérante par le manque de fonds. On ne peut demander l'annulation pratique d'une loi sans la critiquer.

Le point d'ordre soulevé par le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) est donc bien fondé sous ce rapport.

Il y a aussi une autre raison pour déclarer cet amendement hors d'ordre: il est absolument contraire aux principes établis par les articles 157 et 670 des règlements de la Chambre en ce qu'il change l'affectation de deniers publics sans l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur.

Ces articles se lisent comme suit:

Article 157. "Une motion ayant pour objet ou entraînant l'allocation ou l'affectation de deniers publics ou l'imposition ou l'augmentation de quelque charge sur le peuple ne peut être délibérée et mise aux voix, à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait au préalable recommandé l'objet pendant la session en cours et qu'elle n'ait été renvoyée à un comité plénier et rapportée par ce comité".

Article 670. "Aucune proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours.

Note no 1. "Il est irrégulier de proposer, sans recommandation du lieutenant-gouverneur, d'augmenter un crédit au-delà du chiffre proposé par la couronne ou d'en changer l'affectation. M., pp. 563; Lowell, L. p. 342".

Donc, aucune proposition ne peut être faite, sans recommandation du lieutenant-gouverneur, proposant de changer l'affectation d'un crédit.

L'amendement en question comprend une résolution complexe:

1. Elle recommande "de mettre fin aux dépenses considérables provoquées par la construction du pont de l'Île d'Orléans, et 2. d'adopter les mesures nécessaires pour employer les argents ainsi épargnés à venir immédiatement en aide à la classe agricole de cette province".

Elle recommande donc l'affectation de deniers publics à une autre fin que celle à laquelle ces deniers ont été destinés par une loi publique.

Comme cet amendement n'a pas reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur, il est donc en contravention avec les deux articles ci-dessus mentionnés.

C'est pourquoi, je maintiens l'objection soulevée et je déclare que l'amendement du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'est pas dans l'ordre parce qu'il demande un vote qui tendrait à changer l'affectation d'un crédit, sans recommandation du lieutenant-gouverneur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) en appelle de la décision de l'Orateur.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Delisle, Dillon, Duffy, Dugas, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Plante, Sabourin, Saintonge, Saurette, Savoie, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 41.

Contre: MM. Barré, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, 8.

Ainsi, la décision est maintenue.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Loi des cités et villes

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 211 modifiant la loi des cités et villes.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils): qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte leurs amendements audit bill avec l'amendement suivant:

Les mots suivants sont insérés après le mot "publié", dans l'avant-dernière ligne du premier amendement: "Suivant les prescriptions du même article."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de la taxe sur les corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations. Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'en sus des taxes spécifiées dans l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations (statuts refondus, 1925, chapitre 26), il sera imposé à chaque corporation, compagnie, société, raison sociale, association et personne visée par l'article 3 de ladite loi, à l'exception des banques et des compagnies de chemin de fer, une taxe annuelle égale à un et demi pour cent du montant des profits réalisés dans la province, par chaque telle corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne et avant déduction, de ces profits, de toute charge ou réserve pour les dividendes sur le capital acquitté, ou de toute autre charge de même nature, et aussi avant déduction, de ces profits, de toute réserve au compte capital; mais que la dépréciation sera déduite de ces profits, pourvu qu'elle soit appropriée et que le montant en soit raisonnable.

2. Que la taxe prévue par l'article 5a de ladite loi, tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera payable

dans les quatre mois qui suivront immédiatement le dernier jour de l'année fiscale de chacune des corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes qui la doit et qu'elle sera imposée pour une période de temps comprenant deux années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours à date de l'entrée en vigueur de ladite loi devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces deux années.

3. Que chacune des corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations et personnes tenue de payer la taxe prévue par ledit article 5a devra, dans le délai de soixante jours fixé par l'article 5b de ladite loi, tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, fournir les états qui pourront être requis pour établir le montant de cette taxe et donner les autres renseignements qui pourront être jugés nécessaires à cette fin, au contrôleur du revenu de la province, à Québec.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croira juste, à une corporation ou à une compagnie constituée en corporation et visée par la section IIa de ladite Loi de la taxe sur les corporations, telle qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et ayant son bureau-chef dans la province mais n'y faisant aucune autre affaire que de détenir les actions, obligations (*debentures*) et autres garanties d'autres compagnies constituées en corporation, et de corporations et de gouvernements.

5. Que la taxe prévue par le paragraphe 1 de la division X de l'article 5 de ladite loi, soit de soixante dollars par mille pour chaque ligne principale de chemin de fer, pour une voie simple et quand la ligne se compose de deux voies ou plus, de quarante dollars par mille pour chaque voie additionnelle, et qu'aucune taxe ne soit chargée pour un embranchement soit d'une voie simple ou de deux voies ou plus.

Le débat se poursuit sur les résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) désirent savoir si le gouvernement ne pourrait pas accepter un système uniforme de rapports des compagnies qui serait semblable, autant que possible, à celui du fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que le gouvernement donnera, en l'espèce, tous les moyens possibles aux compagnies.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que le délai de soixante jours pour la production des rapports n'est pas assez long. Il demande que le délai soit porté à quatre mois et propose que la résolution 3 soit amendée à cet effet.

La résolution 3 est amendée et se lit désormais comme suit:

3. Que chacune des corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations et personnes tenue de payer la taxe prévue par ledit article 5a devra, dans le délai de quatre mois fixé par l'article 5b de ladite loi, tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, fournir les états qui pourront être requis pour établir le montant de cette taxe et donner les autres renseignements qui pourront être jugés nécessaires à cette fin, au contrôleur du revenu de la province, à Québec.

M. Fisher (Huntingdon): Cette taxe, à cause des conditions actuelles, ne devrait pas être imposée.

D'après lui, en ce qui a trait à cette question, le gouvernement va trop loin. Il rappelle que, pendant la dernière campagne fédérale, les députés du gouvernement ont vertement critiqué l'administration Bennett pour la nouvelle taxe qu'il a dû imposer suite à la crise. Maintenant que les élections sont terminées, le gouvernement va encore plus loin que l'administration du dominion. Il dresse la liste de toutes les taxes déjà approuvées par la Chambre.

Il rappelle les efforts de M. Bennett pour ramener la prospérité et enrayer le chômage. Le gouvernement de Québec veut neutraliser ces efforts, affirme-t-il. Les impôts décourageront et ruineront les compagnies qui ont fait l'impossible pour continuer leurs entreprises et donner de l'ouvrage à leurs employés. Alors que les compagnies font face à de graves difficultés, le gouvernement s'en va les priver de leurs profits, dit-il. On ne devrait pas réduire leurs profits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que l'honorable député n'est pas dans l'ordre. L'honorable député de Trois-Rivières a suggéré de mettre quatre mois au lieu de soixante jours pour faire rapport. Je n'y ai pas d'objection.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) est dans l'ordre. Il dit que la taxe ne devrait pas être imposée. (Se tournant vers M. Fisher). Vous êtes dans votre droit. Continuez.

M. Fisher (Huntingdon) continue de blâmer les dépenses du gouvernement provincial et critique l'impression et la distribution de calendriers. D'après lui, si l'Ontario attire autant d'industries, c'est dû au fait qu'elle a une taxation plus basse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, l'honorable député devrait s'en tenir à la question.

M. Fisher (Huntingdon) termine en disant que l'année 1932 entrera dans l'histoire de la province comme étant l'année de la taxation.

La résolution 3 ainsi amendée est adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si la taxe est imposée sur les dividendes payés par les compagnies d'assurances à leurs assurés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que non, naturellement, car ces dividendes n'entrent pas dans les profits imposables.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prétend que le lieutenant-gouverneur ne devrait pas avoir le droit d'exempter certaines compagnies, et que l'on devrait taxer les compagnies d'assurance dites "reciprocal".

Les résolutions 1, 2, 4 et 5 sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il lui prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements;
- bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile;

- bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull;

- bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers;

- bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec.

Charte de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association catholique de la jeunesse canadienne-française

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Code de procédure civile, articles 313, 339 et 1178

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Constituts et régime de tenure dans Hull

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Guertin (Hull): Je suis en faveur de cette extension des délais, mais je tiens à protester parce que, dans cette affaire, on s'est prêté à toutes sortes de mesquineries et au jeu des politiciens. Je désirerais savoir de l'honorable premier ministre si on a fait des instances auprès de lui relativement à ce bill. Je veux savoir si on l'a consulté avant de faire des changements au Conseil législatif?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare que personne n'avait fait des instances auprès de lui relativement au bill 173 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

M. Guertin (Hull) déclare qu'il avait déjà fait des démarches en faveur de l'extension des délais, il y a deux ans, et que, depuis, certains amis du gouvernement, dont le maire de Hull, s'étaient emparés de la question et étaient intervenus sans obtenir même une résolution du conseil à ce sujet, suivant la procédure généralement suivie dans de tels cas.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Prêteurs sur gages et regrattiers

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Sœurs de la Charité de Québec, garantie d'un emprunt

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des droits sur les divertissements

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés audit bill soient maintenant lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil n'a pas le droit de faire cet amendement, du moment qu'il s'agit de l'appropriation d'argent à une fin quelconque. C'est une prérogative qui appartient uniquement aux députés et à la Chambre, et elle ne doit pas laisser empiéter sur ses prérogatives.

Il cite à l'appui de son assertion l'article 478 des règlements qui se lit comme suit:

"478. La Chambre n'accepte aucun amendement du Conseil législatif portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple, ou modifiant une disposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons laisser le bill sur l'ordre du jour.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré et réserve sa décision.

Publication de la diffamation écrite

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 février 1932, sur la motion dont elle a été saisie le mardi 16 février courant:

Que le bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Dugas (Joliette): Je crois que personne ne me rappellera à l'ordre si je me permets de féliciter les députés qui ont pris part à ce débat. Je comprends le zèle des auteurs du bill, quand je songe aux attaques auxquelles le présent bill doit mettre fin. Nul doute que tous les membres de cette Chambre déplorent la campagne qui se poursuit actuellement contre une certaine classe de notre population.

Mais est-ce que le présent projet de loi est le bon moyen employé pour y mettre fin? Je me permets d'exprimer un doute. Nous ne devons pas sacrifier la liberté de la presse et les autres libertés dont nous jouissons. Je me demande s'il ne serait pas préférable d'examiner davantage la situation et je pense qu'il est préférable de référer le bill à un comité. En conséquence j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain):

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Ce bill ne soit pas lu maintenant, mais référé à un comité composé de MM. Mercier, Perrault, Gault, Bédard, Dugas, Lemieux, Plante, Duplessis et Sauvé, avec instruction d'en examiner les dispositions et de faire rapport à cette Chambre, la Chambre, dans l'intervalle, exprimant l'opinion que toute campagne destinée à créer, dans la province, des dissensions de races et de croyances, est condamnable et malheureuse et ne rencontre pas l'approbation des députés de cette Législature."

M. Plante (Montréal-Mercier): Je croyais que cette Chambre était favorable au projet. Plusieurs députés penseront peut-être que c'est une question vitale pour moi que de me prononcer en faveur du bill et contre l'amendement. Je tiens à déclarer que je me place au-dessus des considérations personnelles et au simple point de vue général. Je veux qu'il soit bien compris que je mets en dehors de toute question politique la défense du présent bill.

Ne trouvez-vous pas que cet amendement est très tardif? On parle de proroger, demain, et voilà qu'on suggère la formation d'un comité qui étudierait la question soulevée par le bill de mon collègue de Saint-Louis. C'est dire que le comité ne pourrait s'acquitter de sa tâche et faire rapport à la présente session. Or, la deuxième partie de l'amendement exprime un regret qui légitime une intervention immédiate. Cette campagne contre les juifs est bonne ou mauvaise, l'amendement est bon ou mauvais, et le projet de loi est bon ou mauvais. Cette campagne est mauvaise, malsaine, injuste, malheureuse. Alors intervenons pour la faire cesser. On devrait rejeter l'amendement et adopter le projet de loi tel que présenté.

On parle de la liberté de la presse. Je suis convaincu que les journaux sérieux qui sont représentés ici ne mèneraient pas une telle campagne. Le présent projet de loi ne défend pas plus les juifs que les autres. Qui nous dit que l'on attaquera pas demain, les Italiens en montant jusqu'au pape, ou la minorité anglaise en remontant jusqu'au roi d'Angleterre? Je comprends qu'il appartiendrait au fédéral de régler cette question. Mais allons-nous attendre l'action du pouvoir central? On interdit l'entrée au pays des feuilles de la nature de celles dont nous demandons la disparition et contre lesquelles nous protestons. Et parce qu'elles sont publiées ici, nous les tolérerions? Allons-nous faillir à notre tâche? Je ne le pense pas.

Le bill a sa raison d'être. On est sous une mauvaise impression. Quant à son objet, nous voulons protéger toutes les minorités. Lorsque ce projet sera devenu loi, et même si le bill était tué, l'honorable député de Saint-Louis aura rendu service

non seulement à sa race, mais à toutes les minorités. Qui sait si cette loi ne sera pas utilisée ailleurs en faveur des nôtres?

La minorité juive réclame cette loi qui ne lèse les droits de personne. Il n'y a aucune loi dans notre province qui permette à une race de prendre une injonction quand elle est attaquée. Soucieuse de conserver sa réputation de générosité à l'égard des races, la population canadienne-française sera heureuse de voir que la Législature a adopté un tel bill. Si nous étions une minorité, n'aurions-nous pas le devoir de demander une pareille mesure? Nous ne devons pas retarder l'adoption de cette loi, car d'ici l'an prochain, qui nous dit que la population canadienne-française ne se soulèvera pas demain contre la minorité juive ou toute autre minorité? Qui nous dit que la minorité juive ne se soulèvera pas elle-même?

Vous me direz peut-être que les journaux de ce caractère tomberont d'ici l'an prochain? Aurons-nous été plus braves? Nous avons eu le courage, l'an dernier, d'adopter la loi de la diffamation à la radio, et nous n'avons pas craint d'imposer des obligations sévères aux propriétaires de postes émetteurs. Alors nous craindrions de passer cette loi pour protéger une race, une religion. "*Scripta menent, verba volant*". Si nous avons passé une loi pour protéger les citoyens contre les injures verbales, nous ne devrions pas reculer devant cette même mesure qui protège une race contre les injures écrites, les calomnies les plus odieuses contre une race qui mérite notre admiration.

Je crois que l'amendement présenté est tardif. La Chambre est assez éclairée. Nous devrions adopter le bill tel que présenté. En conséquence je serai forcé de voter contre l'amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) reproche d'abord au député de Brome (M. Stockwell) de n'avoir pas lu le bill.

M. Stockwell (Brome): J'ai lu le bill.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): L'honorable député a dit que nous voulions empêcher la critique. Y a-t-il une seule ligne dans ce bill qui empêche un journal de faire une critique honnête, loyale et constructive? Il y a une différence entre le libelle et la critique. L'honorable député, à titre d'ancien avocat de la couronne dans son comté, l'honorable député doit connaître la différence. Ce que nous voulons empêcher c'est le libelle. L'honorable député est un homme juste et honnête, et il reconnaîtra qu'il s'est trompé.

Si les juifs étaient volés, l'honorable député de Brome serait le premier à appeler la police, même la milice. Mais lorsque les juifs sont attaqués dans leur réputation, il ne voit pas lieu d'intervenir. L'honneur d'un homme ou d'une race est plus précieux que n'importe quel métal précieux sur terre. C'est pour protéger ce trésor que le bill est présenté. Nous ne demandons ni l'aide de la police, ni celle de la milice pour protéger notre honneur. Nous demandons seulement le mécanisme nécessaire pour protéger notre réputation. Nous demandons le moyen de mettre fin à ce libelle contre les juifs aujourd'hui, demain peut-être, contre une autre minorité. Nous demandons le droit d'obtenir une injonction. Si le journal prouve que son libelle est bien fondé, l'injonction ne sera pas accordée.

Il rappelle la cause Roberts.

On l'a traduit à la barre de la Chambre, dit-il, non pour défendre un particulier, mais pour défendre l'honneur de représentants de cette Chambre. Le cas est identique aujourd'hui.

Nous reconnaissons la critique honnête comme les autres races. Mais nous tenons à protester contre les mensonges lancés contre nous.

Je propose deux amendements. Le premier à l'effet qu'aucune demande d'injonction ne soit considérée légale sans un décret du procureur général; le second, que la demande d'injonction doit être faite soit au juge en chef ou au juge en chef par intérim de la Cour supérieure. En conséquence, j'ai l'honneur de demander que l'amendement de l'honorable député de Joliette soit rejeté et le bill adopté tel que lu.

(Applaudissements)

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Le bill a été distribué aux députés de la Chambre et ces derniers ont sûrement leur opinion faite. Le premier bill allait peut-être un peu loin, et il a été amendé. Si les députés sont favorables à la loi, l'amendement est encore inutile. Comme mon collègue, je suis consentant à ce que le procureur général donne son consentement pour l'injonction.

Nous savons que les quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population de la province, surtout canadienne-française, sont avec nous.

Mais alors, pourquoi ne pas se prononcer en conséquence? Le bill est présenté par un député juif, mais avant tout, un député tout court de la Chambre. Nous avons essayé d'être ici des députés de la province de Québec. Pourquoi a-t-il été nécessaire que cette mesure fût présentée par un juif, quand l'abus qu'il veut réprimer rompt l'harmonie dans notre province?

Ne croyez-vous pas qu'un pareil bill aurait dû être présenté par un député de la droite ou de la gauche, mais n'appartenant pas à la minorité persécutée? Croyez-vous que c'était agréable pour le député de Saint-Louis de présenter ce bill? Croyez-vous que nous n'aurions pas préféré que la chose fût faite par un député de la grande majorité? Peut-être est-ce dû au fait que pas un autre citoyen de la majorité ne s'est senti aussi frappé comme nous l'avons été? Avec l'amendement du député de Joliette (M. Dugas), rien ne sera fait avant la prochaine session.

Mais la Chambre reconnaît que la campagne est injurieuse et condamnable. Mais que dira-t-on si, après avoir blâmé ouvertement ces attaques qui datent de plusieurs années, la Législature dit: Ça nous fait beaucoup de peine, mais nous n'y pouvons rien? Que dira-t-on si la Chambre ne fait rien pour faire cesser ces insultes et ces attaques contre toute une race. Ce projet de loi ne peut être différé. Je n'ai aucun espoir que l'état de choses soit moins grave, en 1933 ou en 1934, qu'il ne l'est en 1932.

Les lois sont faites pour le peuple. Lorsqu'elles ne rencontrent pas les besoins de la population, elles doivent être changées. Le député de Brome (M. Stockwell) disait que l'adoption du bill nécessiterait un bouleversement de nos lois. Que l'on veuille croire que je n'ai nullement l'intention de bouleverser le Code civil.

Il termine en émettant le vœu que le bill du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) soit adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je croirai manquer à mon devoir si je ne disais rien sur ce projet de loi et cet amendement.

M. l'Orateur, la vie publique renferme parfois des moments difficiles, des angoisses. Nous sentons alors combien grandes sont les responsabilités qui pèsent sur nous. Depuis les très nombreuses années que je suis dans la vie publique, j'avouerai que j'ai rarement rencontré une situation plus difficile que celle-ci.

La loi est amenée par les juifs contre un journal en particulier. En autant que les juifs sont concernés, ils rendront justice envers la population de cette province qu'elle leur a toujours été juste et qu'elle leur a rendu justice. Lorsque nous avons réglé, il y a quelques années, la question des écoles juives, nous avons été critiqués vigoureusement en plusieurs milieux; mais les événements nous ont donné raison et l'acte de justice que nous avons commis, à ce moment, ne nous a pas nui.

Nos deux collègues de la Chambre n'ont pas particulièrement à se plaindre: ils ont l'estime, la considération de tous les membres de cette Chambre. Nous admirons leurs talents, nous admirons leur civisme et leur esprit canadien; et je suis heureux de leur en rendre le témoignage devant cette Chambre. Mais il n'y a pas que nous à leur rendre ce témoignage. Depuis les années qu'ils siègent en cette Chambre, les nôtres ont voté pour eux et ont contribué à leur donner la majorité qui leur permet de s'asseoir en cette Chambre. Je suis convaincu que, pendant de nombreuses années encore, les nôtres leur continueront leur confiance.

Je comprends combien nos amis doivent souffrir dans leurs sentiments les meilleurs et les plus intimes, eux qui sont les chefs de leur race; combien ils doivent souffrir des attaques auxquelles ils sont en butte. Mais ils peuvent peut-être ignorer, dans une large mesure, ces attaques. Je ne sache pas qu'une campagne comme celle que l'on mène contre eux ait fait mourir ou ait seulement affaibli ou déshonoré aucune race. Nos compatriotes juifs de la province survivront à tout cela. Les attaques font toujours mal, c'est vrai. Cependant, il y a un an, votre humble serviteur en a été la victime. J'ai été en butte à des attaques comme celle qui est dirigée, aujourd'hui, contre les juifs. Je ne sache pas que ça m'a fait perdre l'estime que je puis avoir de mes collègues de cette Chambre ou la confiance de la majorité de la population de cette province.

(Applaudissements)

Et les attaques ont cessé: le vent a tourné. Le sort sera-t-il le même dans la campagne contre les juifs? Je n'en sais rien. Mais je suis le premier à dire, avec tous les membres de cette Chambre, que cette campagne est malheureuse, qu'elle est déplorable, et que tous les bons citoyens doivent la déplorer. La province de Québec se pique d'être le refuge de la liberté et de la tolérance, de l'harmonie entre les races. Quand quelqu'un veut briser cette harmonie et veut, aux yeux des étrangers, nous faire passer pour des intolérants, il fait une campagne antinationale, antiquébécoise.

Le remède? Que demande le bill? Donne-t-il le remède approprié? J'en doute. Nous avons, dans Québec, il y a trois ans, passé une loi contre le libelle qu'on nous dit excellente. Nous avons, à cette époque, prêché la liberté de la presse, et on se rappelle encore comment on référerait alors au temps de la censure. On nous félicitait de n'en pas avoir, dans la province de Québec, laissant à ceux qui étaient attaqués le soin de se défendre. Je crois que nos amis juifs ont tout ce qu'il faut pour se défendre.

On demande le droit de prendre une injonction, mais l'injonction est-elle le bon remède? Ma première impression, en lisant le bill, était favorable à la mesure. J'étais comme la grande majorité des députés de cette Chambre, j'étais indigné de ce que je lisais. Mais je ne crois pas que l'opinion publique de la province soit prête à accepter une mesure aussi radicale que celle-là.

Le député de Joliette (M. Dugas) propose un amendement demandant de référer la question à un comité. Les membres qui formeront ce comité nous donnent la meilleure garantie voulue pour étudier cette question; et je les prie, au nom de notre province, de notre population, d'y mettre le meilleur d'eux-mêmes, afin de trouver un remède. Car il faut un remède à cette situation. Quel est-il? Je laisse à nos collègues de la Chambre le soin de le trouver, d'ici la prochaine session.

En attendant, me sera-t-il permis de faire appel aux rédacteurs de ces journaux. Au nom de la députation de la province, au nom de notre population, me sera-t-il permis de leur demander de donner leurs talents, leur plume, très bonne, vigoureuse, agressive, de donner tout ce que Dieu leur a donné de talent et d'énergie à une meilleure cause que celle de briser ici la paix et l'harmonie, la bonne entente.

Il y a tant de bonnes causes au service desquelles ils peuvent mettre leur plume! Il me semble que s'ils veulent être conscients de leurs responsabilités, de ce que veut dire le mot "Canadien" et le nom "Québec", s'ils veulent être conscients de tout cela, je leur demande au nom de tous: de grâce cessez donc tout cela, cessez ces attaques, mettez votre talent et votre plume à la défense des belles causes que nous avons! Les rédacteurs de ces journaux peuvent être des collaborateurs précieux, pour conserver nos traditions et faire vivre notre idéal, dans cette province.

Je voterai pour l'amendement parce que je crois qu'il est encore possible de trouver un remède quelconque, si les rédacteurs de ces journaux ne veulent pas s'amender.

Avant de m'asseoir, je dirai à nos deux collègues de porter un message aux leurs, de leur dire que nous les considérons comme de bons citoyens respectueux de l'ordre. Qu'ils méprisent ces attaques: ils pourront sans crainte marcher le front haut parmi notre population.

(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bachand, Barré, Bédard, Bélanger, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Dillon, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Guertin, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lemieux, Lortie, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Sabourin, Saintonge, Saurette, Sauvé, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 53.

Contre: MM. Bercovitch, Bissonnet, Cohen, Duffy, Gault, McDonald, Plante, Power, 8.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Loi des sociétés coopératives agricoles, article 13

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 modifiant l'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 57), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 38, section 8, est de nouveau modifié, en y ajoutant après le mot: "utiles", dans la sixième ligne du sous-paragraphe *b*, du paragraphe 1, les mots: "et donner, s'il y a lieu, pour garantir tout emprunt, un gage sur les produits de ferme et les animaux reçus en consignment des producteurs affiliés aussi bien que des producteurs actionnaires;"."

Un député de l'opposition propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 57), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 38, section 8, est de nouveau modifié, en y ajoutant après le mot: "utiles", dans la sixième ligne du sous-paragraphe *b*, du paragraphe 1, les mots: "et donner, s'il y a lieu, pour garantir tout emprunt, un gage sur les produits de ferme et les animaux reçus en consignment des producteurs affiliés aussi bien que des producteurs actionnaires, pourvu que le bureau de la société ait été autorisé à cet effet par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à l'assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale convoquée à cet effet."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents de perception

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 164 concernant les agents de perception.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Le bill est retiré.

Loi des salaires des ouvriers employés aux travaux pour remédier au chômage

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 168 modifiant la loi concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté.

Le bill est retiré.

**The Saint John of Suchawa Bukowinian
Greek Orthodox Church
of Lachine**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que les honoraires payés pour le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet le développement du culte religieux.

Adopté.

**The Viewmount Land
Company Limited**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que les droits additionnels payés pour le bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited soient remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 18 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des droits
sur les divertissements**

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée, ce jour, à la motion proposant la première lecture des amendements apportés par le Conseil législatif au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Il décide que l'objection est bien fondée et que l'amendement du Conseil législatif empiète sur les privilèges de cette Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté):

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre refuse d'accepter leur amendement au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements, parce que cet amendement modifie une disposition portant affectation de deniers publics et empiète en conséquence sur les privilèges de l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte le message au Conseil législatif.

**Loi de la taxe
sur les corporations**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que cette chambre adopte maintenant les résolutions.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bélanger, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Delisle, Dugas, Duval, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lemieux, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Piché, Rochette, Sabourin, Samson, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 41.

Contre: MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, 6.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1.

Le comité propose un amendement au premier alinéa de l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi de la taxe sur les corporations (statuts refondus, 1925, chapitre 26) est modifiée en y ajoutant, immédiatement après la section II, la section et les articles suivants:"

Cet article est amendé et remplacé par le suivant et introduit le premier alinéa de l'article 2 qui se lisent comme suit:

"1. L'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations (statuts refondus, 1925, chapitre 26), tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 61, section 2; 20 George V, chapitre 26, section 2, et 21 George V, chapitre 28, section 1, est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le mot: "trente", dans la quatrième ligne du paragraphe 1 de la division X, par le mot: "soixante";

"b. En remplaçant le mot: "quinze", dans la sixième ligne dudit paragraphe 1 de la division X, par le mot: "quarante";

"c. En retranchant les mots: "et vingt dollars par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix dollars par mille pour chaque voie additionnelle", dans les huitième, neuvième, dixième et onzième lignes dudit paragraphe 1 de la division X.

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après la section II, la section et les articles suivants:"

L'amendement est adopté.

Le premier alinéa de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il a déjà exprimé l'attitude de l'opposition, en rapport avec cette mesure, et qu'il veut bien faire comprendre au gouvernement que si la gauche ne veut pas retarder les derniers travaux de la Chambre, cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas opposée à ce bill.

On rendra le témoignage à l'opposition qu'elle fait tout son possible pour ne pas retarder la session, conclut-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je dirai à l'opposition qu'elle a critiqué toutes les lois qu'elle croyait devoir critiquer, mais qu'elle n'a pas fait d'obstruction.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conserves alimentaires

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 235 concernant les conserves alimentaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

Que des inspecteurs et des fonctionnaires, nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la loi des conserves alimentaires, telle qu'éditée par la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, pourront être nommés conformément à la

loi du service civil (statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou à la loi du service extérieur (statuts refondus, 1925, chapitre 10A).

Nous voulons permettre au gouvernement de faire l'inspection des fabriques de conserves et des locaux servant à ces produits; il s'agit de réglementer les établissements de conserves alimentaires qui opèrent dans la province de Québec et mettent leurs produits sur nos marchés.

À l'heure actuelle, les conserves qui nous arrivent de l'étranger sont soumises à l'inspection du fédéral, et celles que nous produisons ici ne le sont pas. Ceci est de nature à déprécier notre marchandise sur les marchés locaux, et lorsque nos conserves seront soumises à une inspection, elles seront mieux accueillies. Les producteurs eux-mêmes réclament cette mesure. Ils pourront, dans l'avenir, offrir un produit qui a les garanties de l'inspection gouvernementale. Cette mesure mettrait nos producteurs sur le même pied que ceux des autres provinces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'application de la loi va nécessiter combien d'employés supplémentaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet) répond que, pour la première année, il ne croit pas devoir ajouter au personnel d'inspection, sauf peut-être un homme ou deux.

Cette inspection est nécessaire, ajoute-t-il, surtout pour le succès même des producteurs. Montréal est la plus grande consommatrice du dominion. Or, les consommateurs de Montréal n'achètent que les conserves soumises à l'inspection. Montréal est le plus grand marché. Il faut le protéger.

Nous avons bien l'inspection fédérale. Il y a environ 50 établissements qui se soumettent à l'inspection et à la classification du fédéral; mais il y a environ trois cents établissements dans la province qui ne sont soumis à aucune inspection.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 235 concernant les conserves alimentaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 concernant les conserves alimentaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie le paragraphe 2.3 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"2.3 Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose:

"Les mots "fabriquant de conserves" signifient toute personne, société, compagnie, corporation qui prépare des conserves alimentaires;"

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"2.3 Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose:

"Les mots "fabriquant de conserves" signifient toute personne, société, compagnie, corporation qui prépare des conserves alimentaires pour fins de commerce;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2. 3 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 5 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"5. Tout fabriquant de conserves et toute personne exploitant un établissement sont tenus de donner au ministre, ou à toute personne nommée par lui à cette fin, tous les renseignements qui leur sont demandés."

Le comité propose un amendement.

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Tout fabriquant de conserves et toute personne exploitant un établissement sont tenus de donner au ministre, ou à toute personne nommée par lui à cette fin, tous les renseignements qui leur sont demandés relatifs aux matières qui font l'objet de la présente loi."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 5 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de faire, modifier ou abroger des règlements:

"a. Pour déterminer les conditions de l'émission du permis, sa forme, sa durée et son renouvellement;

"b. Pour déterminer les divers degrés (*standards*), de qualité, le mode de préparation, de classification et d'inspection des conserves alimentaires et des aliments destinés à être mis en conserves, ainsi que les diverses capacités des contenants;

"c. Pour établir les conditions et formalités relatives à la confiscation de toute conserve alimentaire ou de tout aliment destiné à être mis en conserves impropre à la consommation ou non conforme aux divers degrés de qualité et à la classification.

"d. Pour toutes autres matières nécessaires à la mise à exécution de la présente loi.

"Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*."

M. Barré (Rouville) craint que la distribution des permis, laissée à l'arbitraire du ministre et de ses employés, ne soit l'occasion d'un chantage politique.

Il déclare que, dans son comté, des employés de voirie ont perdu leur emploi pour avoir voté pour lui-même, et qu'ils ont été réinstallés après avoir dû prêter serment.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) répond que l'autorité donnée ici au ministre de l'Agriculture n'a rien d'extraordinaire; on retrouve la même chose dans plusieurs autre circonstances.

M. Barré (Rouville) demande de publier les règlements concernant les conserves alimentaires dans un autre journal que la *Gazette officielle de Québec*. Les cultivateurs ne la lisent pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): *Le Soleil* alors?

M. Barré (Rouville) déclare qu'il ne veut pas pousser *Le Soleil*, qui figure déjà très bien dans les comptes publics. Il craindrait de se faire l'avocat du diable. Il suggère de publier les règlements dans un journal agricole comme le *Journal d'agriculture*, par exemple. Il est publié par un autre ami du gouvernement et ne saurait tomber, conclut-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce qu'il y a de mieux, c'est la *Gazette officielle*. Nous les publierons dans la *Gazette officielle*; c'est comme le gouvernement, ça ne tombe pas. (Rires)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les règlements comprennent 75 pages de texte. Il serait difficile de les publier dans un périodique. Les employés du ministère les distribueront en brochure: les cultivateurs auront les renseignements à leur portée.

Un avis de l'application des règlements, dont la date est laissée à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, sera publié.

Le paragraphe 6 de l'article 1 est adopté.

Les paragraphes 7 et 8 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 9 de l'article 1 qui se lit comme suit:

"9. Quiconque commet une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et à défaut du paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Quiconque commet une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut du paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

M. Barré (Rouville) dit que la Chambre accorde des pouvoirs trop étendus au ministre et il voudrait que le producteur puisse soumettre sa cause à un tribunal judiciaire et non à un tribunal politique; il devrait appartenir aux tribunaux seulement de fixer ces amendes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie le député de Rouville.

Le paragraphe 9 de l'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 10 de l'article 1 est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Barré (Rouville) insiste sur les pouvoirs discrétionnaires du ministre de l'Agriculture.

Quel que soit le ministre, dit-il, libéral ou conservateur, c'est un politicien, et il est dangereux de confier une organisation comme l'inspection des établissements alimentaires à un politicien. Il y aura des injustices de commises au détriment des cultivateurs. Le ministre ne le saura pas toujours, mais ça se fera.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Caisses populaires Desjardins

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 238 concernant les caisses populaires dites "Desjardins" organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Attendu qu'il est opportun d'encourager le développement des caisses populaires dites Desjardins, qui depuis leur fondation ont démontré leur utilité générale;

Attendu que ces caisses populaires, établies dans les villes et les campagnes de cette province, ont sans cesse augmenté leurs prêts essentiellement coopératifs à leurs membres et ont servi à promouvoir grandement les meilleurs intérêts économiques et sociaux des classes laborieuses, ainsi que le prêt agricole;

Attendu que la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires dites Desjardins, dans les limites de ses statuts et règlements, de sa propre initiative et sous son contrôle autonome, voit à la fondation, au maintien et à l'inspection efficaces desdites caisses et qu'il est opportun en conséquence d'octroyer un subside annuel à ladite Fédération;

1. Qu'un montant de vingt mille dollars soit affecté annuellement à la propagande et la surveillance efficaces des caisses populaires dites Desjardins, régies par la loi des syndicats coopératifs de Québec (statuts refondus, 1925, chapitre 254).

2. Que le secrétaire de la province soit autorisé à signer avec la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires dites Desjardins, prévu aux dispositions de l'article 49 de ladite loi, un contrat pour une période n'excédant pas dix ans, déterminant les conditions du paiement annuel ou pour toute fraction d'année, de cet octroi à ladite fédération.

3. Que cette somme soit payée à ladite fédération par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du secrétaire de la province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) Chacun connaît les caisses populaires et leur œuvre. Nous avons là une excellente source de crédits. L'argent demeure dans la province et dans les paroisses. Les cultivateurs sont mis en mesure de venir en aide les uns aux autres. Tous recommandaient la fusion des caisses. Par la mesure présentée, le gouvernement facilite l'œuvre de centralisation des caisses populaires et leur permet de remplir mieux leur rôle, en leur fournissant \$20,000 pour faire l'éducation de leur gérant et l'inspection des organisations. L'inspection sera faite par des gens nommés par la Fédération des caisses, mais approuvés par le gouvernement. Ce sont les caisses elles-mêmes qui ont demandé cette mesure; le gouvernement a leur approbation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le but pratique de ce bill pour les cultivateurs?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): De leur donner le système de crédit agricole idéal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) regrette qu'on ne puisse préciser les conditions que l'on imposera aux caisses et espère que le gouvernement tiendra ses promesses et qu'il n'y aura pas d'ingérence politique dans les Caisses populaires. S'il y en a, il se réserve le droit de demander compte au ministre.

C'est le peuple qui paiera, dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mettez vos remarques en conserve pour la prochaine session.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) promet que l'ingérence politique ne nuira pas au développement des caisses. L'intervention gouvernementale est d'ailleurs contrebalancée par la liberté d'action que se réservent les caisses.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 238 concernant les caisses populaires dites "Desjardins" organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des
syndicats coopératifs**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est une loi faisant pendant à la Fédération des caisses populaires. C'est un corollaire du précédent.

Il s'agit d'obliger les syndicats à placer l'argent de leurs membres sur des obligations, débiteures ou première hypothèque de tout repos, débiteures du dominion, de la province, des corporations municipales ou scolaires, etc.

Il s'agit particulièrement de donner au gouvernement le pouvoir de vérifier toutes les caisses. Toutes seront affiliées.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 2154**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant l'article 2154 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Dugas (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté⁶.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société coopérative
fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative

fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a coûté la coopérative depuis trois ans?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je dois répondre à cette question en disant que la coopérative a rendu d'immenses services à la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien en dollars et en cents?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas les chiffres ici. Mais tout ce que nous donnons à la coopérative en octrois ne se compare pas aux services qu'elle rend à la province.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen⁷.

Demande de documents:

McDougall & Cowans

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toute la correspondance, télégrammes, etc., concernant les plaintes reçues par le département du procureur général, au sujet des offenses supposées avoir été commises par la firme de courtiers McDougall & Cowans, de Montréal, et copies de la correspondance, télégrammes, etc., concernant les mises en accusation soumises au grand jury dans le district de Montréal avec l'autorisation ou le consentement du procureur général, durant 1931, et copies des télégrammes, de la correspondance, etc., concernant le refus des magistrats dans le district de

Montréal, d'accorder des sommations ou mandats, contre les membres de la firme McDougall & Cowans, de Montréal, et de la correspondance, des télégrammes, etc., concernant la Bourse de Montréal, la manière et la méthode suivant lesquelles elle est contrôlée, et la manière suivant laquelle elle contrôle les affaires de ses membres.

Adopté.

Catholic High School of Montreal, octroi

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant): Que cette Chambre invite le gouvernement à considérer l'opportunité d'accorder un octroi annuel de \$10,000 à la Catholic High School of Montreal, comme il le fait maintenant pour les collèges classiques de la province.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. À cet item, *L'Événement* du 19 février 1932, à la page 8 rapporte des montants différents: \$173,000 au lieu de \$187,000. Nous considérons qu'il s'agit d'une erreur, puisque c'est le seul journal qui avance de tels montants.

2. \$3,000,000. selon *L'Événement* du 19 février 1932, à la page 8.

3. Nous avons retenu ce montant, puisque c'est celui qui a été reproduit par le plus grand nombre de journaux. *L'Événement* écrit \$5,719,590.32; *Le Devoir* et *The Gazette* écrivent \$5,799,590; *Le Soleil* écrit \$5,717,000; *The Quebec Chronicle* écrit \$5,799,690.25.

4. *Le Devoir* du 19 février 1932, à la page 3, écrit \$1,800,000.

5. La formulation, telle qu'inscrite au *Journal de l'Assemblée*, p. 316, porte à confusion. Lorsque l'Orateur rend sa décision sur le point d'ordre soulevé

par l'honorable M. Taschereau, à la séance du 17 février, il fait un bref rappel de l'incident survenu la veille. On devrait plutôt lire la formulation comme suit: "La Chambre en étant rendue à l'ordre du jour (du 17 février), appelle de nouveau la formation du comité des subsides."

6. *Le Canada* du 19 février 1932, à la page 8, écrit: "Le bill est adopté au milieu d'un feu roulant de questions amusantes. Les députés sentent la fin de la session et l'exubérance n'a pas de frein. Nous n'avons pu, cependant, retracer la teneur de ces échanges.

7. *L'Événement* du 19 février 1932, à la page 8, écrit: "Les députés, à l'approche des vacances, s'amusent bruyamment. Le comité fait rapporter progrès. M. Dugas, qui est au fauteuil, n'a guère de succès avec ses "À l'ordre!". "

Première séance du vendredi 19 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1933, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du gouvernement.
Québec, le 19 février 1932

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Compagnies d'assurances,
rapport 1931**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1931, (Opérations de 1930), département du Trésor, province de Québec. (Document de la session no 60)

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-six dollars et trente-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes à la période où nous faisons le plus de dépenses sans qu'il entre de revenus. Nous avons dépensé beaucoup pour la voirie et la colonisation.

Nous avons \$14,000,000 de comptes soutirés à la banque. La situation se rétablira ces semaines-ci. Nous allons retirer des revenus. Déjà les permis d'automobiles apportent des sommes importantes au trésor.

Les comptes publics se rétabliront peu à peu. Les revenus ne couvriront probablement pas les \$14,000,000. Nous devons faire un emprunt. Le gouvernement songe à emprunter de \$7,000,000 à \$8,000,000 nécessités par les travaux spéciaux destinés à enrayer le chômage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La dette a été augmentée de \$7,000,000 l'an dernier¹. Il y a \$14,000,000 de découverts. La situation n'est pas rose.

Les revenus que nous allons recevoir des liqueurs, de la gazoline et des automobiles sont engagés dans les estimés budgétaires.

Il parle aussi des dépenses du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'emprunterons pas un sou pour les dépenses ordinaires. Nos emprunts seront pour payer les dépenses permanentes. Nous ne voulons pas être à découvert.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement d'avoir émis des obligations à New York. Il affirme, à ce propos, que rien ne justifie les variations de cours dans les monnaies. Tout ça, c'est conventionnel, dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'échange, c'est conventionnel?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'échange est basé sur le caprice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les meilleurs hommes d'affaires sont allés comme nous emprunter à New York. Le gouvernement a fait de même. Actuellement, on emprunte à l'intérieur du pays. Mais quand les affaires sont meilleures, tout le monde ira à New York. C'est la province de Québec qui a le moins d'obligations payables à New York.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1 (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une vacance au Conseil. Le premier ministre entend-il la combler?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a une vacance, mais nous n'avons pas de candidat. Personne n'en veut. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est-il décidé d'envoyer le ministre du Travail à Genève?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Notre honorable ami nous a tenus tellement occupés depuis qu'il nous a posé cette question pour la première fois que nous n'avons pas eu le temps d'y penser. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut une élévation du traitement du greffier.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, remplacé par la loi 16 George V, chapitre 14, section 16 (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Guertin (Hull)** font l'éloge du représentant vice-royal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

M. Guertin (Hull): Est-ce ça les crédits du procureur général?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, c'est ça.

M. Guertin (Hull): Pouvons-nous parler du club Mira?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si ça vous intéresse.

M. Guertin (Hull): Les journaux nous parlent beaucoup du Mira de ce temps-ci.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les officiers de la Commission des liqueurs y ont fait une descente. C'est une cause comme une autre. Je ne vois pourquoi on en parle en particulier. Mon honorable ami se laisse peut être attirer par le nom.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par le mirage.
(Rires) L'assistant-chef et le secrétaire de la police provinciale auraient été présents au Mira.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La cause est pendante. Croyez-vous qu'il est de l'intérêt de dévoiler les renseignements que nous avons?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas parler des causes pendantes, donc pas passer une loi de la radio quand la cause est pendante. L'assistant-procureur général devrait frémir dans son scrupule devant les faits qui lui ont été rapportés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne ferai pas de réclame au Mira. La descente a été faite à la demande des meilleures autorités des représentants des deux Églises. On nous a représenté que le Mira n'était pas un endroit pour la jeunesse. On ne peut blâmer la police provinciale d'avoir voulu mettre un terme aux activités d'un club dont se plaignaient un grand nombre de parents. La police municipale a déclaré avoir porté 15 plaintes. Personne ne nous blâmera d'avoir agi.

Les accusés ont cherché à se défendre en se portant accusateurs de la police. On a accusé M. Tremblay. On s'est défendu. On en a le droit. Il faut entendre également les dépositions de ceux qui expliquent la conduite des policiers. C'est le juge qui se prononcera là-dessus. Mais nous ne pouvons pas

accepter la parole des accusés et laisser de côté celle des défenseurs des policiers.

Il a été établi que M. Tremblay était absolument sobre. Le juge décidera qui a raison. C'est une cause comme une autre. C'est malheureux qu'on l'ait amenée ici.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le sous-chef Tremblay et le secrétaire étaient au Mira. Le secrétaire était un musicien. Le sous-chef était là pour inciter à la vente de la boisson. Je considère le fait d'envoyer un haut officier s'occuper de l'affaire comme un mauvais principe et une mauvaise politique de la part des autorités. Celui qui incite est coupable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tremblay était là sur les ordres de son chef. Attendons le jugement. Que notre ami aide donc les pouvoirs publics au lieu de prendre le parti de la défense.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune sympathie pour le club Mira. Mais le secrétaire de la police n'avait pas à être là. De plus, c'est un mauvais principe qu'inciter à des actes répréhensibles.

Des élections municipales s'en viennent à Montréal, et je me demande si, le jour des élections, la cité de Montréal recevra une attention particulière de la part de ces policiers qui subissent leur procès, des policiers choisis par mon distingué ami, M. Charles Lanctôt, l'assistant-procureur général, qui se trouve être, à toutes fins pratiques, chef de la police provinciale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'y verrai moi-même, puisque vous avez confiance en moi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit ne pas vouloir retarder la session.

Le premier ministre doit aller à Ottawa prochainement. Il a des explications à donner au premier ministre fédéral. Nous voulons lui donner tout le temps voulu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous voulez venir avec moi?

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question concernant le pont de l'Île d'Orléans.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix et magistrats de police, constables et messagers à Québec et à Montréal, statuts refondus, 1925, chapitre 145, article 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, asiles d'aliénés et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc. (charges sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitement et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a un petit item pour les enregistrements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre sait que Champlain est sans registrateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Se tournant vers le député de Champlain, M. Grant) Est-ce l'intention du gouvernement d'en nommer un bientôt?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a un excellent député qui y verra².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un député registrateur. (Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 17. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du roi: *Gazette officielle de Québec*, statuts refondus, 1925, chapitre 18, division 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent trente cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles, statuts refondus, 1925, chapitre 35, article 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi concernant la gazoline, statuts refondus, 1925, chapitre 36, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 233 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 24 de la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (13 George V, chapitre 109) est modifié en y ajoutant, après le mot: "société", dans la troisième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, les mots: "ainsi que les marchandises et autres produits de ferme et les animaux reçus en consignation par les membres de ladite Société coopérative fédérée du Québec."."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 24 de la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (13 George V, chapitre 109) est modifié en y ajoutant, après le mot: "société", dans la troisième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, les mots: "ainsi que les marchandises et autres produits de ferme et les animaux reçus en consignation par les membres de ladite Société coopérative fédérée du Québec. Toutefois, le droit de donner en gage les produits consignés, tel que le dit le présent paragraphe, ne pourra être exercé par le bureau de direction que s'il en a été ainsi décidé par les deux tiers des membres présents à l'assemblée générale ou à une assemblée spéciale dûment convoquée à cet effet."."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 26, le suivant:

"26a. Le conseil exécutif passe avec les sociétés coopératives agricoles, la convention relative aux achats et aux ventes, visée par le paragraphe 10 de l'article 5 et la loi des sociétés coopératives agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 57)."

Le comité propose un amendement.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 26, le suivant:

"26a. Le conseil exécutif passe avec les sociétés coopératives agricoles, la convention relative aux achats et aux ventes, visée par le paragraphe 10 de l'article 5 et la Loi des sociétés coopératives agricoles (statuts refondus, 1925, chapitre 57), tel que modifié par le paragraphe *f* de l'article 3 du chapitre 38 de 20 George V."

L'amendement est adopté.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les articles 4, 5 et 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, côte nord du Saint-Laurent: traitement, et dépenses de voyage (arrêté ministériel No 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service maritime sur la Côte-Nord et des Îles-de-la-Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934. Ordre en conseil, no 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "The Clarke Steamship Company Limited", octroi *re*: service hebdomadaire entre Montréal et la Côte de Gaspé, octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934. Ordre en conseil, no 639, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re*: service entre Rimouski et la Côte-Nord (Ordre en conseil, no 1726, 1926), pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de la *Ferme*: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 21 George V, chapitre 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 février 1932

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour étudier le bill 167 concernant la publication de la diffamation écrite. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Mercier fils comme président.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 57 créant la Commission municipale;
- bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la "taxe d'hôpital";
- bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot;
- bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels;
- bill 231 modifiant l'article 49 de la loi des véhicules automobiles;
- bill 236 modifiant l'article 44 du Code civil.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels;

- bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis;
- bill 202 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif, au bill 211 modifiant la loi des cités et villes.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement apporté au bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Radiation de l'enregistrement des droits réels

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Pont sur le Saint-Laurent, à Caughnawaga

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre un amendement apporté par le Conseil législatif.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie des tramways de Lévis

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et

adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des mines

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 modifiant la loi des mines de Québec. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des assurances

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que cette Chambre suspende ses travaux.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux³.

Reprise de la séance

Rapports de comités:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Perrault (Arthabaska) comme président et a décidé de faire imprimer les documents dont les numéros suivent: 44, 47, 50, 57, 58, 59, 46.

Le rapport est adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité se réunit sous la présidence du député de Joliette (M. Dugas).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration - prime, escompte et change (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On parle tant du bon crédit de la province. D'où vient cette prime que le gouvernement se voit obligé de payer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La prime concerne l'échange des monnaies, le dollar américain et le dollar canadien. Par conséquent, le bon crédit n'a rien à voir là-dedans. Le gouvernement ne peut contrôler les changes monétaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Qu'est-ce qu'ils ont fait les conseillers législatifs pour manquer d'argent?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils sont allés au Mira Club.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous les avez forcés à digérer le bill Dillon.

M. Guertin (Hull): Je vais passer pour cette fois, mais...

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille trois cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq milles dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille huit cent soixante-quatre dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements: (gouvernement civil); département du secrétaire provincial, \$6,000; département de l'Instruction publique, \$5,000; département du Travail, \$12,000; département des Travaux publics, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement n'a pas encore aboli Spencer Wood comme les libéraux voulaient le faire, il y a quelques années?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette institution nous est chère.

M. Guertin (Hull): Elle coûte cher.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Faisant trêve de badinage, je tiens à exprimer mes hommages au lieutenant-gouverneur. Le châtelain actuel de Spencer Wood est assurément l'un des hommes les plus dignes qui aient représenté le roi dans cette province. Je tiens à dire qu'il remplit ses fonctions avec une réserve et une dignité insurpassables.

M. Guertin (Hull): J'endosse entièrement les remarques de mon collègue de Trois-Rivières.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles: 16 George V, chapitre 49, section 16: École technique, Québec, \$25,000; École technique, Montréal, \$25,000; École technique, Hull, \$16,000; École technique, Shawinigan Falls, \$13,000; École technique, Lauzon, \$10,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement des classes spéciales pour enfants arriérés, 19 George V, chapitre 45, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression de la loi de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au gouvernement d'être plein de sollicitude pour les asiles et d'offrir les locaux nécessaires pour l'hospitalisation de ceux qui en font la demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Tous les aliénés ne sont pas dans les asiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est justement ce que je pensais⁴.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 19. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas mille six cent quarante-trois dollars et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

25. Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons, entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Des députés interviennent, chacun revendiquant des réparations pour son palais de justice, sa prison.

M. Guertin (Hull) insiste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Où est-ce Hull?

M. Guertin (Hull): C'est une des villes les plus importantes du pays située tout près d'Ottawa et où l'on transportera bientôt le siège du gouvernement de la province de Québec. (Rires et applaudissements)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons, assurances, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école de papeterie - entretien (en plus du \$25,000 autorisé par statuts refondus, 1925, chapitre 48, article 4) (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 21 George V, chapitre 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1932, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,517,492.25.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1933, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$22,813,179.10.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 22 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1932 et le 30 juin 1933, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 170 concernant certaines forces hydrauliques de la rivière Gatineau⁵;
- bill 177 modifiant l'article 2154 du Code civil;
- bill 232 modifiant l'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 233 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 235 concernant les conserves alimentaires;
- bill 238 concernant les caisses populaires dites "Desjardins" organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs;
- bill 239 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 22 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1932 et le 30 juin 1933, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Suspension des travaux

La Chambre suspend ses travaux⁶.

Reprise de la séance

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire.

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill 2 modifiant l'article 2157*b* du Code civil;
- bill 3 modifiant les articles 59 et 143 de la loi des compagnies de Québec;
- bill 8 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale;
- bill 9 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la Charité concernant les jeunes délinquants condamnés à une détention dans une école de réforme;
- bill 10 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à certains districts électoraux;
- bill 11 modifiant l'article 22*b* de la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 12 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création d'une nouvelle division d'enregistrement et de nouvelles municipalités de comté;
- bill 13 concernant le dispensaire à la Rivière-au-Tonnerre, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent;
- bill 14 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs servantes du Cœur Immaculé de Marie concernant l'administration de la prison du district de Québec pour les personnes du sexe féminin;
- bill 19 concernant Verdun Protestant Hospital;
- bill 20 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 23 modifiant la loi de l'instruction publique relativement à la perception des taxes;
- bill 25 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour des jeunes délinquants;
- bill 29 concernant certains officiers de municipalités de cité et de ville;
- bill 30 modifiant l'article 5 de la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;
- bill 31 modifiant la loi de la police et du bon ordre;

- bill 35 relatif à la conversion de la dette de la ville de Rouyn et de celle de la corporation des commissaires d'écoles de cette ville;
- bill 36 concernant les sociétés historiques;
- bill 37 abolissant le régime d'exception actuellement en vigueur dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé pour la réception de certains actes et documents, et validant certains actes et documents reçus dans ces comtés;
- bill 38 modifiant l'article 144 de la loi des terres et forêts;
- bill 39 modifiant la loi des paroisses et des fabriques;
- bill 40 modifiant la loi de la gazoline;
- bill 42 modifiant la loi de l'aide aux chômeurs, 1930;
- bill 43 modifiant l'article 139 de la loi des chemins de fer de Québec;
- bill 45 modifiant l'article 6 de la loi des syndicats professionnels;
- bill 46 concernant une subvention à un certain chemin de fer;
- bill 48 concernant certains enregistrements affectant une partie de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis dans la division d'enregistrement de Matane;
- bill 49 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies;
- bill 50 modifiant la loi 21 George V, chapitre 124;
- bill 52 modifiant la section VIIIa de la loi de la chasse;
- bill 53 concernant la ville d'Amos;
- bill 54 concernant les salaires et les gages des ouvriers et journaliers employés aux travaux entrepris pour remédier au chômage;
- bill 55 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 56 modifiant l'article 24 de la loi des compagnies de Québec;
- bill 57 créant la Commission municipale;
- bill 58 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux;
- bill 59 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;
- bill 60 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 61 modifiant la loi des licences;
- bill 62 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 63 modifiant la loi des droits sur les successions;
- bill 64 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés;

- bill 65 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital;
- bill 66 modifiant la loi des droits sur les divertissements;
- bill 67 concernant la manutention de la gazoline;
- bill 68 modifiant le Code de procédure civile relativement à la radiation, dans certains cas, de l'enregistrement des droits réels;
- bill 69 pour promouvoir le retour à la terre;
- bill 70 concernant les enquêtes en matière de différends industriels;
- bill 71 prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires;
- bill 72 relatif à la vente des effets déposés chez les buandiers et non réclamés;
- bill 74 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice;
- bill 84 concernant les successions d'Alexander Lindsay et de son épouse;
- bill 85 concernant la Viewmount Land Company Limited;
- bill 87 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Saint-Clément;
- bill 89 modifiant la loi concernant l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, de Montréal;
- bill 90 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 94 refondant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 96 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 98 permettant à Morris Yatvis de changer son nom de famille de Yatvis en celui de Heller;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 102 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 104 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis;
- bill 107 autorisant The Montreal Trust Company et dame Jeanne Élizabéth d'Alton, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires du testament de feu Roland Wentworth Tupper Robb, en son vivant de la ville Mont Royal, district de Montréal, à retirer certaines sommes d'argent du capital de la succession;
- bill 111 constituant en corporation la ville de Plage Laval;
- bill 112 concernant la donation par Hubert Morin à dame Marie-Eugénie Morin;

- bill 113 modifiant l'acte pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec;
- bill 114 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;
- bill 115 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;
- bill 116 concernant la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola-de-Nominingue;
- bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine;
- bill 119 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 120 constituant en corporation les frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu;
- bill 121 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 122 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 124 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company;
- bill 127 concernant un certain emprunt par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi;
- bill 128 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité de Verdun à avoir un bureau de six syndics;
- bill 129 modifiant la charte de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française;
- bill 130 autorisant la corporation de la paroisse de Saint-Adelphe, comté de Champlain, à emprunter cinquante-sept mille dollars pour la consolidation de sa dette;
- bill 132 concernant le club Saint-Denis;
- bill 133 ratifiant la vente d'un immeuble par Ladies City Mission of Quebec à The Army & Navy Veterans Quebec Unit No 33 Building Association Inc., le 9 novembre 1931;
- bill 134 modifiant l'article 18 de la loi 1 George V (1911), chapitre 77;
- bill 154 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Armand-ouest et les annexant à la municipalité du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les fins municipales;
- bill 155 modifiant les articles 648 et 728 du Code de procédure civile;
- bill 158 modifiant la loi des habitations salubres;
- bill 160 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile;
- bill 161 détachant certains lots de la division d'enregistrement et du comté de Beauce et les annexant à la division d'enregistrement et au comté de Dorchester;
- bill 162 annexant un certain territoire à la municipalité de Sainte-Monique, dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est;
- bill 163 modifiant la loi des cités et villes relativement au droit de vote des compagnies à fonds social;
- bill 165 modifiant l'article 91 du Code du notariat;
- bill 169 modifiant les articles 313, 339 et 1178 du Code de procédure civile;
- bill 170 concernant certaines forces hydrauliques de la rivière Gatineau;
- bill 173 modifiant la loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull;
- bill 174 modifiant l'article 61 de la loi des véhicules automobiles;
- bill 177 modifiant l'article 2154 du Code civil;
- bill 200 remplaçant l'article 571c de la loi des cités et villes;
- bill 201 modifiant la loi 21 George V, chapitre 7, concernant la construction d'un édifice pour services divers de l'administration, à Québec;
- bill 202 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 203 modifiant l'article 11 de la loi du département de l'Agriculture;
- bill 204 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 205 modifiant la loi des bureaux de placement;
- bill 206 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 207 modifiant la loi des cercles agricoles;
- bill 210 modifiant la loi des vues animées;
- bill 211 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 212 modifiant le Code municipal;
- bill 214 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 215 modifiant l'article 3 de la loi des dettes et des emprunts municipaux;
- bill 216 modifiant les lois 10 George V, chapitre 5, et 11 George V, chapitre 9, concernant le pont sur la rivière Batiscan et les ponts de l'Île Perrot;
- bill 220 validant certaines polices d'assurance émises par des compagnies d'assurance mutuelle;
- bill 221 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 222 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 223 modifiant la loi des licences, relativement aux prêteurs sur gages et aux regrattiers;

- bill 224 modifiant la loi des assurances de Québec relativement à certaines compagnies d'assurance mutuelle et certaines sociétés de secours mutuels;

- bill 225 abrogeant la loi des compagnies d'assurance des beurreries et fromageries;

- bill 226 modifiant la loi 18 George V, chapitre 9;

- bill 227 modifiant la loi des assurances de Québec relativement au paiement de certaines dotations;

- bill 228 modifiant la loi 20 George V, chapitre 12, relativement à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des sœurs de la Charité de Québec;

- bill 230 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga;

- bill 231 modifiant l'article 49 de la loi des véhicules automobiles;

- bill 232 modifiant l'article 13 de la loi des sociétés coopératives agricoles;

- bill 233 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 235 concernant les conserves alimentaires;

- bill 236 modifiant l'article 44 du Code civil;

- bill 238 concernant les caisses populaires dites "Desjardins" organisées en vertu de la loi des syndicats coopératifs;

- bill 239 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 22 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1932 et le 30 juin 1933, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur benevolence et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la première session de la dix-huitième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin tout particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de cette première session de la dix-huitième législature, et je vous en félicite.

C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas d'aider notre population à traverser les jours difficiles que nous vivons et contribueront à maintenir la province dans la bonne voie où elle est depuis longtemps engagée.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration publique. Vous pouvez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute la province.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTES

1. Selon *The Quebec Chronicle* du 19 février 1932, à la page 1, M. Duplessis aurait dit que la dette aurait augmenté de \$31,000,000 au cours de l'année.

2. M. Taschereau fait allusion au député de Champlain (M. Grant) dont il est question pour ce poste. On s'amuse fort de cet incident, selon *L'Action catholique* du 20 février 1932, page 4.

3. *L'Action catholique* du 20 février 1932, à la page 16, rapporte que la séance est suspendue pour permettre au comité des impressions de siéger, à la suite d'une demande du député de Hull (M. Guertin).

4. *L'Action catholique* du 20 février 1932, à la page 4, rapporte l'incident suivant:

"À ce moment, un gracieux aéroplane de papier vient se loger sur la tête neigeuse de l'assistant-greffier, M. Fournier.

"M. Dugas, d'une voix caverneuse: À l'ordre!

"La députation éclate de rire..."

5. Avant que le Conseil législatif retourne le bill 170 à l'Assemblée législative, le titre dudit bill était le suivant: Loi modifiant le régime des eaux courantes. De toute évidence, le titre du bill a été modifié par le Conseil législatif, et c'est sous son nouveau titre qu'il a été retourné à l'Assemblée législative. Le bill sera d'ailleurs sanctionné en fonction de ce nouveau titre.

6. *L'Action catholique* du 20 février 1932, à la page 4, nous rapporte les événements suivants qui sont survenus pendant cette suspension:

"L'Orateur est à peine descendu de son siège qu'un combat homérique s'engage entre les députés et les courriéristes qui, du haut de leur galerie, lancent les projectiles les plus divers sur la tête des députés.

"Les pacifiques jettent un regard atterré vers les journalistes, cependant que les plus anciens réalisent de suite que la tradition sera suivie encore cette année. Alors, c'est un échange de procès-verbaux, de rapports de tous les départements. Des centaines de bills sont lancés à la fois et vont s'étaler majestueusement sur le vert parquet qui disparaît bientôt sous l'avalanche des projectiles.

"Par trois fois, les journalistes forcent l'armée législative à reculer et par trois fois les vaillants députés reprennent les hostilités... qui n'ont d'ailleurs pas cessé; car, plus les adversaires s'éloignent, plus les courriéristes y mettent d'adresse et de force. Les rapports les plus épais, même ceux de 400 pages, partent de la galerie comme autant d'obus, si bien que les ministres doivent se retrancher tout près du siège de l'Orateur pour ne pas être blessés.

"Fatigués de tant de valeureux succès, les journalistes semblent vouloir diminuer le feu quand

les "*Statistiques provinciales*" lancées par une main malhabile, vont abattre deux lampes et deux becs de gaz.

"Une voix lance: Les gaz asphyxiants maintenant!

"Bientôt, en effet, une odeur caractéristique se répand en Chambre et l'on doit appeler un plombier. Afin de permettre à cet homme de réparer la "fuite", on accorde une trêve. À peine son travail est-il terminé, que trois messagers arrivent à la galerie avec des brassées de rapports et de bills. Toujours encouragés par le rire (aux larmes) de M. Taschereau et de ses collègues (son fils est d'ailleurs l'un des plus agressifs chez l'adversaire), les combattants redoublent d'efforts pour faire reculer de nouveau l'armée législative. On est au plus fort du combat et l'on chuchote même qu'un confrère est blessé, quand un formidable "À l'ordre!" désarme les deux camps...

"C'est l'Orateur qui vient réclamer le silence. L'huissier de la verge noire entre en Chambre et fait ses trois saluts traditionnels avec accompagnement de pupitres "*obligato*", pour apprendre à la députation que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur est disposé à les recevoir pour la prorogation."

